



**Conseil du mardi 4 octobre 2022**

**à 9h30**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

- **Procès-verbaux des séances des Conseils du 31 mai 2022  
et du 26 juillet 2022**

<p><b>Le Président</b> <b><u>M. Michaël DELAFOSSE</u></b></p> <p>Date      <b>- 4 OCT. 2022</b></p> <p>Signature</p>  	<p><b>Le(a) Secrétaire de séance</b> <b><u>Mme Clara GIMENEZ</u></b></p> <p>Date      <b>- 4 OCT. 2022</b></p> <p>Signature</p>  
--	--



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 31 mai 2022**

-----

**PROCES-VERBAL**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 31 mai 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 22 mars 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation
2. Hors commission - Politique cyclable - Réseau Express Vélo sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Prolongation de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique - Approbation
3. Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention relative au financement des études et des procédures complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Autorisation de signature
4. Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Avis de la Métropole sur le dossier de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)
5. Aménagement durable - Tramway, transports, déplacements - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont - Bilan de la Concertation - Arrêt du dossier définitif du projet - Approbation
6. Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature
7. Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature
8. Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation
9. Aménagement durable - Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation
10. Attractivité - Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature
11. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget principal - Approbation
12. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement - Approbation
13. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable - Approbation
14. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe parking - Approbation
15. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe service public de l'assainissement non collectif - Approbation
16. Ressources - Autorisation permanente accordée au Comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
17. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
18. Hors commission - Tarifs du musée Fabre - Gratuité pour les publics d'assistantes maternelles agréées - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation
19. Animation du territoire - Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines

- métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation
20. Environnement - Politique zéro déchet et économie circulaire - Appel à projets associatifs 2022 en lien avec la réduction des déchets ménagers et assimilés - Règlement - Convention-type d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
  21. Environnement - Négoce de matériaux issus de la collecte sélective - Contrat de reprise des fibreux "Journaux-revues-Magazines" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyement et la papeterie Norske Skog - Avenant - Autorisation de signature
  22. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique Zéro Déchet" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
  23. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attribution de subvention complémentaire à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en oeuvre de 15 appartements relais en colocation à destination des personnes en provenance d'Ukraine - Approbation
  24. Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature
  25. Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions pour 2022 - Approbation
  26. Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Appel à projets 2022
  27. Hors commission - Attributions de subventions relatives dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville et Insertion par l'activité économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
  28. Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation
  29. Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Approbation - Autorisation de signature
  30. Aménagement durable - Convention de compensation pour la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Autorisation de signature
  31. Aménagement durable - Plans de Mobilité Employeurs - Convention- type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature
  32. Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation
  33. Aménagement durable - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation
  34. Aménagement durable - Commune de Lattes - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
  35. Aménagement durable - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
  36. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Convention pré- opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature
  37. Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" -



Mise en vente publique du terrain cadastré BB 352 situé 160 avenue de Bigos - Conditions de mise en vente - Approbation

38. Aménagement durable - Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation
39. Aménagement durable - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires des gens du voyage pour 2022 - Autorisation de signature
40. Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
41. Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand Cycle de l'Eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
42. Cycles de l'eau - Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation
43. Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation
44. Cycles de l'eau - Mise à disposition et partage des données d'observation hydrométéorologiques - Convention de partenariat entre le laboratoire Hydro-Science et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
45. Cycles de l'eau - LIFE REWA - Projet Européen de réutilisation des eaux usées traitées de 5 stations d'épuration du territoire de la Métropole - Demande d'autorisation préfectorale d'utilisation de ces eaux - Approbation
46. Cycles de l'eau - Usine d'eau potable de Valedéau - Garantie de deux emprunts contractés par la Régie des Eaux - Approbation
47. Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage dans le cadre de la convention triennale de partenariat - Exercice 2022 - Approbation
48. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
49. Animation du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations régionales représentatives - Approbation - Autorisation de signature
50. Animation du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et via Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
51. Animation du territoire - Domaine d'O - Convention d'exploitation entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
52. Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2022 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) - Convention d'adhésion 2021-2026 - Autorisation de signature
54. Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation
55. Hors commission - Attributions de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique

"Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

56. Attractivité - Convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
57. Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation
58. Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
59. Animation du territoire - Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature
60. Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Avenant opérationnel n°2 relatif à l'observation touristique - Approbation - Autorisation de signature
61. Attractivité - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature
62. Attractivité - Renouvellement de l'adhésion au Groupement d'Intérêt Économique Atout France - Année 2022 - Approbation
63. Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature
64. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
65. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Emploi et Entrepreneuriat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
66. Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
67. Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Hérault - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
68. Solidarités - Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Ile-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature
69. Solidarités - Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature
70. Solidarités - Adhésion à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC) - Approbation
71. Ressources - Gestion active et optimisée de patrimoine - Contrat de location d'un logement situé 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier - Modification de la décision n°2006-46 - Approbation
72. Ressources - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
73. Ressources - Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation
74. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Conventions de services communs - Création - Modification des services communs - Autorisation de signature
75. Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des

Effectifs - Approbation

76. Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
77. Ressources - Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation
78. Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation
79. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
80. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
81. Hors commission - Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature
82. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation
83. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de Transdev, du Crédit Agricole du Languedoc et de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation
84. Ressources - Rapport d'activité 2021 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation
85. Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation
86. Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2021 - Approbation

## **Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022 à 9h30**

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

### **Nombre de membres en exercice : 92**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:**

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

#### **Absent(es)/excusé(es) :**

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER.

#### **Secrétaire de séance :**

Sophiane MANSOURIA.

### **Monsieur le Président**

Bonjour à tous, chers collègues. Merci de votre présence pour ce Conseil de Métropole, prenez place. Jean-François AUDRIN, Monsieur le Maire de Saint Georges, qui va co-présenter le SPASER, venez en tribune. Avant de procéder à l'appel, quelques informations.

Je voudrais d'abord avoir un mot en séance publique d'hommage à notre collègue – il ne siégeait pas dans cette intercommunalité, mais – Yves PIÉTRASANTA, qui a été une figure de la vie publique dans le Département de l'Hérault, un des pionniers de l'écologie politique, qui fut Maire de Mèze. On se souvient tous, à la fin des années 90, des reportages télévisés qui montraient comment, de manière novatrice, un élu pouvait engager des transformations prenant en compte les enjeux environnementaux. Il fut aussi élu à la Région aux côtés de Georges FRÊCHE, dont beaucoup aujourd'hui des politiques publiques ont directement été inspirées par Yves PIÉTRASANTA. Je voudrais publiquement adresser nos pensées à sa famille, à ses proches, à tous ses compagnons de route, à son mouvement politique aussi, présidé par une personne que je connais bien, Delphine BATHO.

Autre information importante, mes chers collègues. Nous avons délibéré il y a quelques temps sur un dispositif que nous allons étendre pour répondre à la fois à des enjeux sur la Ville de Montpellier, mais aussi d'autres communes, à savoir le permis de louer dans le quartier de Celleneuve – je veux saluer ici l'action résolue de Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente au logement. Nous mettons en œuvre des procédures, et le permis de louer permet de veiller à ce que les locataires, les familles, ne se retrouvent pas exposés à devoir loger dans des lieux insalubres. Nous avons d'ailleurs acquis Font del Rey – Madame GIMENEZ, Madame MANTION, qui sont là, le savent – qui était aux mains d'un marchand de sommeil. Depuis nous menons un travail important d'accompagnement des locataires pour leur permettre de retrouver dignité dans le logement, et autant dire que nous partions de loin. Le permis de louer – je rends cette information publique – a donné lieu à la sanction d'un propriétaire marchand de sommeil malveillant, sous la forme d'une amende de 3 000 euros. Vous me direz, pour un marchand de sommeil, c'est peu, mais c'est non négligeable. Cette décision est publique : la mise en location d'un logement sans demande d'autorisation préalable auprès de la Métropole, aggravée par des dysfonctionnements dans le logement pouvant nuire à la santé et à la sécurité des habitants, a donné lieu à cette amende pénale. Je le dis très sereinement et très tranquillement, à bon entendeur : salut. Il existe des règles dans notre pays. On ne peut pas louer n'importe comment un logement, quand on en est propriétaire, on a un certain nombre d'obligations. Quand on est multi-propriétaire, on ne peut pas s'appuyer sur la détresse avec ce bien essentiel, le logement – donc une première amende vient d'être donnée. Je veux en remercier Madame VASSAS-MEJRI et l'ensemble des services qui ont pu coordonner l'action, c'est l'illustration très concrète de la mise en œuvre des délibérations que nous prenons. Soit au prochain Conseil de Métropole, soit à la rentrée, nous étendrons les périmètres du permis de louer à la demande des communes, et sur Montpellier en particulier dans un certain nombre de quartiers de la ville. Mais ne le disons pas trop : on pourrait conduire à des comportements malveillants.

Troisième information, mes chers collègues : les coopérations à l'échelle interterritoriale. Pendant longtemps nous nous sommes situés soit dans un rapport de splendide ignorance, soit de rivalité avec les autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et je crois que tout le monde était las de ces querelles. Nous essayons maintenant de rendre effectives ces coopérations, nous y travaillons. Il y a la candidature à la capitale européenne de la culture en 2028 avec Sète, qui avance bien – je veux remercier du soutien qu'a exprimé Jean-Pierre RAFFARIN, ancien Premier Ministre, ce matin dans le *Midi Libre*, c'est appréciable. D'ailleurs, un collectif d'artistes va d'ores et déjà travailler sur les visages communs de cette candidature – c'est le collectif Tendance Flou, et on présentera tout à l'heure l'appel à projets, Monsieur le Vice-Président [Eric PENSO]. On travaille en coopération sur le plan culturel avec Sète, Lunel, Pic Saint-Loup. C'est aussi ce que nous avons fait avec Monsieur MARTIN et Monsieur ASSAF, pour être Terre de Jeux 2024, avec Millau, Sète, Montpellier : grande nature, terre et mer, pour être centre de préparation aux JO de 2024. Soit nous accueillerons des sportifs par discipline, soit des nations qui amèneront leurs sportifs, et d'ores et déjà, dans la perspective des Jeux olympiques qui se dérouleront à Paris, l'Afrique du Sud a retenu ce grand territoire et viendra y installer ses athlètes. Ça permettra aux clubs de voir des grands sportifs, de soutenir notre hôtellerie, nos restaurateurs, et d'avoir cette approche de coopération entre les territoires, qui s'illustre aussi par deux approches. Je veux en remercier ici Serge DESSEIGNE, qui va travailler sur les

coopérations autour du littoral, on a de gros enjeux. La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est la façade littorale de notre Métropole, mais évidemment, le golfe du Lion doit se penser en coopération. Monsieur Cyril MEUNIER – que je remercie – va suivre la relation avec Toulouse, c'est-à-dire entre les deux métropoles d'Occitanie, où le travail a été initié auparavant – je veux saluer le travail qu'a accompli Max LÉVITA avec François CHOLLET, c'étaient les deux interlocuteurs. Nous nous sommes vus avec Jean-Luc MOUDENC, il y a un certain nombre d'échanges qui ont commencé. C'est Cyril MEUNIER, que je remercie, qui conduira ce travail. Il y aura pour nos deux collègues des lettres de mission qui seront rendues publiques, qui formaliseront les points d'entente, notamment sur le plan culturel, de la transition écologique, de l'accueil des congrès à la grande échelle, et aussi sur un volet très important qui est la coopération scientifique. En particulier entre le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse, de Montpellier et de Nîmes, c'est-à-dire les trois CHU d'Occitanie, pour pouvoir rayonner au niveau mondial sur le plan de la recherche médicale. Je crois, Max [LÉVITA], qu'on te nommait le « *Monsieur Toulouse* », tu passes le relais à Cyril [MEUNIER], et merci d'ailleurs d'être à disposition pour transmettre les dossiers.

Autre point d'information, ce sont les travaux de TaM, qui ont commencé, notre réseau de tramway. On a présenté cela avec Madame la Vice-Présidente [Julie FRÊCHE], avec Monsieur le Président de TaM, Monsieur NISON et Monsieur SENIGOUT – le nouveau directeur de TaM qui nous arrive de Rennes. Beaucoup d'usagers se sont montrés préoccupés par des tramways qui ont déraillé. Fort heureusement, nous n'avons jamais eu de blessés, mais parfois des retards sont liés à des incidents techniques. Il faut que le Conseil ait bien conscience des enjeux. Il y a eu un sous-investissement dans la maintenance, et donc la sécurité, du réseau. Je sais que Jean-Pierre RICO, lors de notre première rencontre, m'avait dit « *il y a un sujet, il faudra s'en emparer* », je sais que tu faisais monter ce dossier à arbitrage ; après, c'est ainsi. En gros, la Métropole aurait dû investir 800 000 euros par an, et on a été plutôt autour de 300 000 euros. Ça crée un sous-investissement chronique sur le réseau, qui provoque des dysfonctionnements, des problèmes de sécurité. Donc là, pendant 24 mois, il y aura une remise en bon ordre des voies, des aiguillages, avec des impacts voyageurs non négligeables. Je demande aux usagers de bien le comprendre, notamment la reprise de tous les aiguillages de la gare – il y a plus de 100 tramways à l'heure qui passent à cet endroit-là – mais aussi des aiguillages du Corum. Toutes les informations sont sur le site de TaM, mais on ne doit pas, jamais, transiger sur la sécurité des voyageurs et des conducteurs de TaM. Le sous-investissement a conduit à un drame : la catastrophe de Brétigny-sur-Orge – qui fait l'objet d'ailleurs d'un procès qui est en cours. Je prends cette référence à dessein. Nous avons délibéré là-dessus, nous consacrons 70 millions d'euros pour la sécurité du réseau, et nous retrouverons toujours – j'en prends l'engagement – une enveloppe d'investissement pour la sécurité, conforme à ce que nous demandent les équipes de la TaM. La performance du réseau, la sécurité des voyageurs, est un enjeu.

Dernier point. Il y aura une question orale en fin de séance qui sera posée par Madame BORNE, et naturellement j'y répondrai.

Je vous propose de passer à l'appel et au début de nos travaux... Oui ?

### **Cyril MEUNIER**

Président, en écho à ce que vous disiez sur l'intercommunalité, je voulais rappeler quand même que ça fait 15 ans cette année, que les quatre intercommunalités qui nous entourent travaillent avec la Métropole pour la lutte contre les inondations et la gestion des milieux aquatiques au travers du Syndicat Mixte du Bassin du Lez (SYBLE). On a déjà une histoire d'intercommunalité qui a fonctionné et qui a porté ses preuves en matière de gestion écologique et de la protection des populations contre les inondations.

### **Monsieur le Président**

Monsieur le Vice-Président, Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller départemental. Le Département fut un bon agent de régulation pour favoriser les coopérations. Maintenant, la bonne nouvelle c'est qu'elles sont à l'initiative des Présidents et Présidentes d'intercommunalité. Enfin, on prendra toujours appui sur cette très belle collectivité qu'est le Département. Aujourd'hui le désir de coopération est extrêmement fort, et c'est ça que j'entendais appuyer. Que Madame le Maire de Millau nous dise « *il faut qu'on soit ensemble sur Terre de Jeux* », ou le Maire de Sète dise « *nous on est aux côtés de Montpellier sur la capitale de la culture* », ou Pierre SOUJOL à Lunel, c'est cela. Je rappelle que le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) nous avait très sérieusement épinglés sur les coopérations territoriales.

Monsieur MANSOURIA pour l'appel.

*Monsieur Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.*

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MANSOURIA. L'appel est clos. Nous avons le quorum et nous pouvons dûment délibérer.

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 31 MAI 2022**

**Monsieur le Président**

Sur l'ordre du jour, deux délibérations sont amendées : l'affaire n° 2 sur la carte du réseau express vélo, et l'affaire 80, il n'y aura pas de modification à la Régie des eaux. Je vous propose de mettre aux voix cet ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté

*Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 86 affaires.*

*L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 87 voix*

**APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

*Mme Véronique NEGRET et M. Serge DESSEIGNE entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Synthèse des décisions. Une question ? Ah oui, pardon Madame DOULAIN. Excusez-moi. N'hésitez pas à mettre le micro. Allez-y.

**Alenka DOULAIN**

Merci. Bonjour Monsieur le Président, bonjour chers collègues. Parmi les décisions que vous avez prises, hors Conseil, il y en a plusieurs qui concernent le Contournement Ouest de Montpellier (COM). On ne va pas tourner autour du pot : je sais que vous avez été très clair sur le fait que vous étiez favorable à ce projet de bétonisation pour économiser quelques minutes dans les embouteillages. En revanche, à plusieurs reprises, vous vous êtes engagé à ne pas faire porter ce coût par les habitants de la Métropole et à ne pas flécher l'argent public sur ce projet. Malheureusement, parmi les 51 décisions qui ont été prises en-dehors de cet hémicycle, il y a quand même 2 qui viennent finalement à en faire une promesse non tenue.

La première, c'est sur l'acquisition de parcelles à Saint Jean de Védas pour proche de 400 000 euros, qui serviront là où passera le COM. Deuxièmement, les frais de justice qui vont être engendrés par ce projet, puisqu'évidemment il y a un contentieux, et nous avons recours à des cabinets d'avocats – on ne sait pas pour quel montant. Pour résumer, et parce que je voudrais être sûre de bien comprendre : est-ce que je comprends que le COM, c'est non seulement avec les dernières terres agricoles et naturelles des habitants de la Métropole et avec les sous des habitants de la Métropole, en dépit de toutes vos belles promesses de campagne ? Merci pour vos éléments de réponse.

**Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, de manière très claire, le COM : je ne sais pas s'il y avait une Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) auparavant, mais il était inscrit de la part de la Métropole une enveloppe aux alentours de 50 millions d'euros. Il y a eu une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et c'est d'ailleurs la salle ici qui a accueilli cette procédure, qui a donné un avis favorable. Il y avait deux options pour le financement du COM. Cette enveloppe de 40 millions d'euros, on va la mettre notamment sur la présentation du plan vélo qui va être fait, et le choix a été d'adosser au concessionnaire d'autoroute le financement du COM. Dois-je le rappeler, le COM va sortir le trafic de transit de la ville centre, sans doute améliorer la qualité de l'air des habitants de l'avenue de la Liberté, simplifier la vie des habitants de l'ouest de notre Métropole – et je vois ici Monsieur le Maire de Cournonterral, Madame le Maire de

Cournonsec acquiescer à cela – et éviter qu’on se retrouve parfois avec Waze qui envoie des 33 tonnes sur l’avenue de la Liberté, ou ce matin encore aux Arceaux en prenant des sens inverses, alors qu’ils arrivent de Clermont-Ferrand. Cette infrastructure sera payée sur la concession de péage, et c’est y compris le fret de camions qui va contribuer à financer cette infrastructure-là. Ensuite on a notre politique foncière. Cette politique foncière donnera lieu à une revente des terrains. Je crois que la Métropole a plutôt intérêt à avoir cette stratégie foncière. Quant à la DUP, nous avons exprimé un avis dessus et nous le faisons valoir aussi simplement que cela.

Après, Madame DOULAIN, je respecte parfaitement votre opposition à ce projet de COM, elle est tout à fait respectable. Je veux vous rassurer sur la conservation d’un certain nombre de terres agricoles à l’échelle de la Métropole. Nous aurons l’occasion de rappeler et de vous dire aussi que nous contribuons largement à remettre en culture, soit pour la vigne, soit en élevage, un certain nombre de terres à l’échelle de la Métropole, et donc avoir davantage d’agriculteurs présents sur la Métropole. C’est la politique que suit ici Madame TOUZARD. D’ailleurs ça me permet de rappeler que nous avons voté – ça n’a pas été relevé – une exonération fiscale pour tous les agriculteurs, les viticulteurs qui passent en bio, pour essayer de soutenir ce mouvement-là. Quant au COM, quand on est riverain de La Martelle, de Groupama, de ce secteur-là, ou de Celleneuve, croyez-moi, c’est une nécessité, à moins que vous vouliez continuer à garder l’avenue de la Liberté telle qu’elle est. J’ai la conviction qu’il faut la transformer en profondeur, et le COM nous y aidera très largement quand il sera réalisé.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

## **AFFAIRE N° 1 : RESSOURCES - ACHATS PUBLICS DURABLES - SCHEMA DE PROMOTION DES ACHATS SOCIALEMENT ET ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLES (SPASER) 2022-2026 - APPROBATION**

*Mme Radia TIKOUK sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Je donne la parole pour ce gros travail sur le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) au duo Jean François AUDRIN-Catherine RIBOT pour faire la présentation. Le SPASER, c’est notre commande publique. La Métropole et les communes qui la composent sont les premiers donneurs d’ordre à l’échelle du territoire. C’est un document très important sur lequel nous allons délibérer. Je vous cède la parole.

### **Jean-François AUDRIN**

Merci, Monsieur le Président. Le fameux SPASER. Le Président était très attaché à ce que nous allions vite, et vous allez comprendre après cette représentation qu’il était nécessaire d’aller vite, puisque le SPASER nous paraît indispensable.

C’est un processus d’achat au service du développement durable. Il faut savoir que la commande publique en France représente 200 milliards d’euros, à Montpellier 146 millions d’euros et sur la Métropole 512 millions d’euros. Le SPASER, c’est un moyen d’action des politiques publiques. Nous avons le droit de le faire à partir du moment où l’achat est supérieur à 100 millions d’euros hors taxes. Il permet d’impulser un achat public durable et ce sur tous les marchés de la Ville et de la Métropole. C’est en plus un outil évolutif, avec des marqueurs de réussite, des indicateurs de performance et une instance de suivi.

Le planning. Ça a commencé il y a un moment maintenant. En mai 2021, la première partie, les prémices, de mai à septembre, avec un recensement des pratiques et des présentations de démarches en Comité Technique (COTECH) ou en Comité de Pilotage (COPIL). Une deuxième période avec l’élaboration de l’état des lieux, qui allait de septembre à novembre 2021, et là des ateliers participatifs ont vu jour, au nombre de 7. On a pu enfin présenter un état des lieux et notamment en COPIL et en COTECH. La troisième partie, qui va de décembre 2021 à février 2022 : une sensibilisation à la démarche responsable et une rédaction de ce SPASER. Ensuite la dernière période : la validation du SPASER, une validation des arbitrages en COPIL, jusqu’à une délibération au Conseil de Métropole et Conseil municipal de Montpellier.

C’est un outil de planification, à travers quatre axes stratégiques. Les différentes ambitions de l’axe 1 sont l’environnement, la santé et la transition énergétique. Il permet d’assurer un environnement sain, de promouvoir l’économie circulaire et de développer des constructions durables. Le deuxième axe : il s’agit de



l'insertion et l'équité sociale, en renforçant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, en luttant contre toutes formes de discrimination. Le troisième axe : le développement économique, en facilitant l'accès aux très petites et moyennes entreprises, en promouvant l'économie sociale et solidaire et en stimulant l'innovation. Le quatrième axe : une gouvernance et un pilotage de la politique d'achat à travers des commandes publiques. C'est un levier de performance durable.

Quelques exemples d'actions du SPASER. Pour le premier axe de l'environnement, santé et transition énergétique, on peut imaginer élaborer un critère sur l'absence de suremballage ou encore favoriser l'usage de matériaux biosourcés ou recyclés. À travers le second axe, insertion et équité sociale, ça peut être une insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, et ce pour tous les marchés au-delà de 90 000 euros, ou alors valoriser le label diversité et le label égalité. Un troisième axe pour le développement économique cette fois-ci, à travers des actions pédagogiques pour les très petites et moyennes entreprises, ou alors organiser des manifestations et des rencontres avec les fournisseurs. À travers le quatrième axe, la gouvernance et le pilotage de la politique d'achat, il s'agit par exemple de définir une gouvernance dédiée à la politique d'achat ou alors engager un travail partenarial avec des donneurs d'ordre locaux et des entreprises.

Nous aurons pour ce faire des marqueurs de réussite. Par exemple pour l'environnement, on peut imaginer 100 % des marchés intégrant des considérations environnementales d'ici 2025, 30 % de produits biologiques d'ici 2023 ou 80 % de bio ou local dans l'approvisionnement des restaurations scolaires d'ici 2026. Pour l'action sociale, 30 % des marchés intégrant des considérations sociales d'ici 2025, ou encore développer des marchés exigeants le respect du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour ce qui est du développement économique, augmenter le nombre de marchés réservés et ce d'ici 2026.

Quelques points de planning maintenant. L'étape 1, de mai à juin 2022, qui va permettre l'élaboration du SPASER général. Une deuxième étape qui va de juillet 2022 à décembre 2022, avec la construction des indicateurs, un suivi et une politique d'achat durable mise en place. Et une troisième étape, qui va débuter en décembre 2022, qui nous permettra d'effectuer un suivi régulier des ambitions du SPASER, animer et accompagner la démarche d'amélioration continue, et co-construire une démarche d'achat durable avec les acteurs économiques locaux.

Je laisse maintenant la parole à Catherine RIBOT, qui est une spécialiste et avec qui on a travaillé depuis ce temps-là. J'en profite pour remercier les services, notamment Monsieur DI GRAZIA.

### **Catherine RIBOT**

Merci. Effectivement, comme vous l'a bien expliqué Jean-François AUDRIN, ce qui est important dans l'élaboration puis l'adoption de ce SPASER, c'est que c'est un véritable levier. Il y a plus de 500 000 euros d'achat qui sont passés chaque année à la Métropole, et ce document sera un véritable levier finalement pour l'achat public.

Il y a donc quatre axes. Le premier, le deuxième, le troisième concernent le contenu-même de ce document : l'axe écologique, l'axe social, l'axe développement économique. Le quatrième, c'est le futur proche, c'est-à-dire l'axe gouvernance qui va permettre de faire en sorte que ce document, certes soit un affichage – c'est important effectivement – mais pas seulement. Il devrait y avoir des indicateurs de réussite qui doivent être précisés, et qui vont permettre finalement la vie de ce SPASER, que ce document effectivement serve aux services et à la Métropole, pour mettre en place une démarche – pour aller vite on peut dire – « *d'achat utile* », d'achat vertueux, en insérant dans les documents de marchés – quels que soient ces marchés – des clauses environnementales ou bien sociales. Ce point est important.

Il y a un aspect évolutif. Ce n'est pas du tout l'adoption d'un schéma statique de planification qui va rester, que l'on approuve finalement, et point, il ne se passe rien après. Il y a une évolution indispensable qu'il va falloir suivre, avec la détermination – je le disais tout à l'heure, Jean François AUDRIN le disait – d'indicateurs de réussite, avec des discussions concernant cette détermination, concernant le contenu de ces indicateurs, et puis la manière dont on va pouvoir les utiliser, non pas à une date précise mais en permanence, pour accompagner la démarche d'achat, pour que cette démarche d'achat soit vertueuse. Cet aspect évolutif est important, sinon on a l'impression que le SPASER ne serait finalement qu'une photographie à un moment donné, que l'on pourrait faire en souhaitant qu'elle soit, soit plus écologique, soit plus sociale, soit les deux à la fois. C'est cela, c'est vrai, mais pas seulement. Il est important aussi de comprendre finalement cet aspect appréciation, évolutif, qui nous et vous concernera tous dans les prochains mois, les prochaines années. Encore une fois, quel que soit le marché finalement, que ce soit les marchés de travaux, de services ou de fournitures,

quel que soit même le montant des marchés concernés.

Il y a un point aussi. Tout à l'heure, nous l'avons vu effectivement, il y a une caractéristique particulière qu'il faut souligner : c'est l'aspect transversal. C'est un document important, vous l'avez tous eu dans les documents qui ont accompagné l'ordre du jour. Chacun peut être finalement déçu par le contenu de certaines dispositions, parce qu'elles sont générales, génériques, parce qu'il aurait fallu peut-être des dizaines ou des centaines de pages pour avoir un état des lieux totalement complet et détaillé pour l'ensemble des marchés. C'est important d'avoir cette vision transversale du SPASER, parce que la logique verticale, la logique en silo, n'est plus très utile aujourd'hui. On est obligé d'envisager de façon transversale, horizontale, l'objet-même des marchés, le but que l'on assigne à la commande publique et au contrat.

Je peux répondre éventuellement à vos questions, si vous en avez, ou à vos remarques, vos observations.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Jean François [AUDRIN], merci beaucoup Catherine [RIBOT]. Je propose d'ouvrir la discussion soit sous forme de questions, soit d'interventions, sur ce document. Madame GIMENEZ, Madame HART et Monsieur LÉVITA. Je dirai un petit mot après. Madame GIMENEZ.

### **Clara GIMENEZ**

Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole. Je voulais profiter de l'occasion pour mettre en lumière un peu une équipe avec laquelle j'ai l'honneur de travailler depuis le début du mandat, qui est l'équipe de la plateforme des clauses sociales, qui est implantée aujourd'hui dans le Pôle du développement économique et qui du coup est à l'interface directe des entreprises de la commande publique et également des publics. C'est une équipe qui travaille avec 28 donneurs d'ordre du territoire, pas uniquement avec notre commande publique à nous, mais également avec la commande publique des acteurs comme le CHU, les universités, etc. C'est une toute petite équipe de 3 personnes, dont la mission est d'identifier les marchés qui peuvent être « *clausés* » – puisque c'est le terme utilisé. Aujourd'hui, 29 % des marchés de plus de 90 000 euros de la Métropole possèdent des clauses sociales, non pas pour le plaisir de mettre des clauses sociales, mais parce que mettre des clauses sociales c'est aussi permettre à une personne de s'insérer professionnellement et c'est un véritable enjeu pour l'emploi sur le territoire. En 2020, ce sont 346 personnes qui ont réalisé 239 000 heures d'insertion, rien que pour la commande publique de la Métropole, sans compter les heures de la Ville de Montpellier.

Ceci étant dit, mettre des clauses sociales dans les marchés, ça ne suffit pas. Encore faut-il trouver les publics et donc travailler en lien avec Pôle emploi et la Mission locale – et je salue François RIO que j'ai aperçu tout à l'heure. Il faut trouver les publics, il faut être en lien avec ces acteurs-là qui nous adressent les personnes qui vont participer à ces marchés. Il faut convaincre les entreprises de la pertinence de prendre des gens en insertion. Il y a des secteurs où c'est plus simple, parce que ce sont des secteurs dits « *en tension* » : c'est le cas notamment du bâtiment où là les entreprises prennent plus facilement des gens en insertion parce que c'est un enjeu pour eux, pour structurer la filière et pour former des gens sur du long terme. Mais il faut aussi suivre l'impact à court, moyen et long terme de ces clauses. Ça veut dire à la fois suivre que les marchés soient bien « *clausés* », suivre que les publics soient bien adressés pour que ces clauses qui sont dans le marché puissent être respectées. C'est aussi faire des analyses sur que sont devenus les publics qui ont été pris sur des chantiers d'insertion.

Si j'ai souhaité mettre en lumière le travail de cette équipe, c'est d'abord parce que leur travail, il est souvent méconnu ; il n'est pas connu du tout du grand public. Mais aussi parce que dans ce document il est plutôt absent, puisqu'on ambitionne de réfléchir à des clauses sociales, alors qu'elles existent déjà ! Il est plutôt absent de ce document, alors que les premiers marchés « *clausés* » datent de 2001 et des premiers chantiers du tramway à Montpellier. Il est absent alors que d'autres sujets sont plutôt très bien traités, voire en profondeur, de façon très précise : je pense aux émissions sonores des véhicules ou le chantier qui est complètement consacré au bien-être animal – je n'ai plus son numéro en tête. Cette question est aussi absente alors que notre volonté politique est très forte sur beaucoup de sujets : je pense notamment à l'aménagement de la voirie – on y viendra avec le plan vélo tout à l'heure – au développement du réseau de transport public, au projet de renouvellement urbain à la Mosson ou aux Cévennes.

Ça va paraître de la provocation, mais je me réjouis de savoir qu'on va mener une réflexion sur l'intégration de zones refuges nichoirs et abris pour animaux dans le cadre des nombreux marchés de travaux, mais j'aimerais qu'on ait autant d'ambitions politiques et qu'elles soient aussi fortes en matière sociale. Qu'on se

pose aussi la question de comment intégrer les publics les plus éloignés de l'emploi dans ces marchés-là, et qu'on puisse afficher aussi fortement nos ambitions sociales dans ce cadre-là. Je crois qu'il faut qu'on réfléchisse aussi à donner les moyens à cette plateforme de monter en puissance, de développer encore plus de clauses sociales, et s'interroger – je trouve dommage que ce soit absent – sur d'autres critères sociaux que les seules clauses d'insertion que nous pourrions intégrer au marché, puisqu'aujourd'hui on sait qu'il y a tout un tas de questions qui se posent, notamment de salaires, etc. Comment intégrer ça dans nos marchés publics ? Il me semble que c'est un chantier majeur.

J'ai bien compris que du coup l'enjeu était de continuer à élaborer ce SPASER ensemble, et du coup je me réjouis de pouvoir être associée à ce travail à l'avenir. J'entends bien que là qu'il a fallu réaliser ce travail dans l'urgence, mais je crois que nous avons des ambitions politiques fortes sur le territoire, sur tout un tas de sujets structurants pour l'avenir du territoire, et il me semble que notre ambition politique en matière sociale doit être affichée bien plus fortement qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci. Madame HART.

**Clare HART**

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je m'inscris directement dans ce que vient de dire Clara [GIMENEZ]. Tout simplement je félicite très fortement Jean François [AUDRIN], Catherine [RIBOT], pour ce travail majeur, très important et qui permettra enfin vraiment de valoriser les entreprises et surtout les petites, les Très Petites Entreprises (TPE) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) de notre territoire. Bravo à vous deux et à toutes les équipes. Clara [GIMENEZ] l'a très bien dit. Merci beaucoup pour ce travail.

**Monsieur le Président**

Merci. Monsieur François VASQUEZ et puis Monsieur LÉVITA.

**François VASQUEZ**

Bonjour à tous. Merci en effet à Catherine [RIBOT] et à Jean-François [AUDRIN] pour ce travail. Ce que je voulais juste dire c'est que quand on voit ce SPASER, on voit se dessiner en filigrane la stratégie de zéro déchet de la Métropole. Il est évident que, pour être bref, à la manière de la charte de l'événementiel que nous avons mise en place, ce SPASER vaudra par la détermination que nous aurons à l'appliquer au regard des exigences environnementales et sociales, et en cela je pense notamment aux filières relatives à l'économie circulaire qui, vous le comprendrez, m'est très chère. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur VASQUEZ. Monsieur LÉVITA.

**Max LÉVITA**

Juste deux mots pour dire que je trouve ce schéma très, très bon. C'est très bien. Félicitations pour le travail qui a été fait. Simplement, je suis à peu près persuadé que ce schéma restera au niveau des bonnes intentions, parce qu'il ne pose pas le problème fondamental qui est comment gérer les objectifs contradictoires. C'est la question clé de notre temps : la lutte contre le dérèglement climatique impose une politique de décroissance économique dont personne ne veut. C'est là notre problème et c'est un problème que vous n'essayez même pas de résoudre puisque vous ne le posez pas, ce que je trouve dommage. Merci.

**Monsieur le Président**

Je vais répondre. Monsieur LÉVITA, nous avons eu cette discussion en aparté récemment sur croissance et décroissance. Je ne savais pas maintenant que vous étiez un défenseur de la décroissance ! Je vous savais keynésien, je vous ai connu très rigoureux sur les comptes publics, et tenant de la décroissance... Je plaisante, mais vous posez quand même une discussion. L'exemple d'une décroissance – je vais faire écho à l'intervention de François VASQUEZ – aujourd'hui, vous allez assister à un match de hand ou au Festival International des Sports Extrêmes (FISE) – dont je veux saluer les organisateurs – il y a un engagement de la Collectivité qui a fait décroître les déchets plastiques de manière très singulière sur cet événement. On a encore évidemment des gains d'amélioration à jouer, mais cette croissance irraisonnée qui consistait à donner un gobelet à tout le monde et donc à nous dégueulasser le Lez – disons-le, aujourd'hui – parce qu'il y a eu les services de la Métropole, en amont les organisateurs ont évolué : ça s'inscrit dans notre stratégie zéro déchet. L'innovation technologique a été au rendez-vous, avec un capteur de déchets le long du Lez, l'aval ne s'est pas retrouvé sali comme nous avons pu le connaître de par le passé, et nous faisons changer de modèle. Je ne

dis pas que cela est parfait, que c'est bien, que ça va tout régler – personne d'ailleurs ne dit ça – mais au moins on oriente.

L'intérêt du SPASER, c'est qu'on peut dire que c'est de bonnes intentions, mais on pourrait dire aussi ne faisons rien. Là il y a un document, et ce document, outre la présentation, il a vocation à vivre et à être en écho d'un autre mouvement. C'est qu'aujourd'hui, dans les entreprises, les démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), les démarches d'entreprises à mission, les questionnements auxquels on assiste qui sont assez spectaculaires. Quand vous allez au Printemps des Réseaux, à l'assemblée générale de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME), de jeunes dirigeants, de jeunes chefs d'entreprise aujourd'hui disent « *mais il nous faut du sens* », ils disent très clairement « *aidez-nous* ». Eh bien là, ce SPASER, et nous comme donneur d'ordre, nous pouvons leur en donner, sur des objectifs très clairs de décarboner leur mobilité.

Ça ne va pas être rien dans le prochain marché sur la collecte de demander à ce que les camions à ordures ne soient plus au diesel – à la fois fragilisant la santé des ripeurs d'une part et contribuant au réchauffement climatique et à la dégradation de la qualité de l'air – et de passer à l'électrique. C'est une décarbonation. La rédaction de notre marché sera là. Ce n'est pas rien de demander aux entreprises d'être attentives sur les modes de transport autour du carbone. L'impact de décarbonation, e crois que ce sera un des objectifs qu'on peut assigner d'évaluation – je vois Jean-François [AUDRIN] et Catherine [RIBOT] qui acquiescent. En gros, le prix ne peut pas être le seul critère : il y a la note technique bien entendu, mais il faut aussi prendre en compte cela. Nos entreprises, elles sont demandeuses de ce mouvement.

D'ailleurs ce SPASER va être un document vivant puisqu'on va les réunir ici et ailleurs pour leur expliquer nos démarches, tout comme sur la stratégie de réduction des déchets, tout comme sur les enjeux indispensables sur le plan social. Nous entendons – j'ai souvent pris cet exemple – qu'à la Mosson 45 % des jeunes sont au chômage. Monsieur LÉVITA, il y a 20 ans, vous entendiez ça ; on l'entend aujourd'hui. Eh bien là ça donne, avec le SPASER, des objectifs clairs, lisibles d'insertion des jeunes issus des quartiers de la politique de la ville, et mobilisés autour de la Mission locale d'insertion. Tout comme la question du stage de troisième, qui est un défi colossal, sur lequel tout le monde a dit « *on va agir* », mais aujourd'hui beaucoup de jeunes malheureusement sont assignés dans leur stage, quand d'autres ont la chance d'avoir des réseaux et obtiennent un stage, et c'est une rupture de l'égalité républicaine. Là, dans le SPASER, on va pouvoir questionner les entreprises. L'idée c'est d'avoir une démarche vivante : voilà, les marchés de la Métropole, ceux de la Ville de Montpellier, soit 3,5 milliards d'euros, avec les deux PPI que nous avons délibérés – pardon aux collègues des autres communes, j'inclus celle de Montpellier – voilà le mouvement dans lequel nous voulons être.

Je ne sais pas si les entreprises vont être décroissantes. Ce que nous souhaitons avec Catherine [RIBOT] et Jean-François [AUDRIN], et tous si nous adoptons ce document, c'est de pouvoir leur donner un cap, de pouvoir leur dire : « *voilà comment vous pouvez sur le territoire répondre à nos marchés, parce que justement, sur un certain nombre de questions, vous nous aidez* ». La question de la décarbonation, ça ne peut pas être juste l'affaire des élus de la Métropole ; c'est l'affaire de tous. L'acteur économique, il doit être orienté, il doit être accompagné. On le veut comme une démarche dynamique et tout l'enjeu, c'est demain d'impliquer, de mobiliser les équipes qui travaillent dessus – les équipes auxquelles Madame GIMENEZ a fait référence.

Soyons un peu ambitieux. Finalement, par cette démarche-là de commande publique plus vertueuse, plus exigeante, qui ne prend pas juste en compte les notations, ce sont des sujets complexes, parce qu'on doit être évidemment dans le cadre légal, mais on essaie d'orienter cela. On va essayer d'embarquer l'ensemble des acteurs dans le modèle de transition écologique et solidaire ; on va essayer de faire en sorte que les groupes qui construisent un certain nombre de chantiers soient plus exigeants sur l'inclusion sociale. Il y a eu des choses, mais nous devons intensifier nos efforts. Parce que quand aujourd'hui on marche à la Mosson et qu'on croise des jeunes qui disent « *mais nous, on n'y arrive pas* », ça dit bien que là on a une exigence.

Si, Monsieur LÉVITA, la controverse croissant-décroissant peut s'ouvrir, vous pouvez en être un des nouveaux tenants. Notre conviction c'est qu'aujourd'hui il y a des entreprises qui sont disposées à décarboner et il faut qu'elles trouvent le répondant. Vous avez dû voir l'excellent papier de *Midi Libre* sur le général FLORAS et nos pompiers. Bientôt on proposera une délibération pour aider à acheter le premier camion de pompiers électrique, fabriqué à Glasgow, et on sera les premiers en Europe à faire ça. Eh bien moi je souhaite que les entreprises de nettoyage aillent là-dessus, de la même manière que nous verdissons nos flottes. Réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, agir sur l'inclusion sociale, donner des pratiques qui permettent aux acteurs économiques d'évoluer, de changer et finalement de répondre à ce questionnement. Je veux ici saluer la

grande maturité des entreprises du territoire qui nous disent comment aller, comment accompagner. Un des meilleurs exemples – je réagis à ce que tu as dit cher François [VASQUEZ] – ça a été le FISE ce week-end, sur la gestion des déchets : on n'est pas encore au top, mais continuons.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Merci Catherine [RIBOT] et Jean François [AUDRIN].

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

## **ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 22 MARS 2022**

### **Monsieur le Président**

J'ai oublié de faire voter le PV du 22 mars 2022. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

*Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 22 mars 2022.*

*Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2022 est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

## **AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - POLITIQUE CYCLABLE - RESEAU EXPRESS VELO SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PROLONGATION DE L'AIDE A L'ACQUISITION D'UN VELO A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE - APPROBATION**

*Mme Radia TIKOUK entre en séance.*

*M. Sophiane MANSOURIA sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 2. Madame FRÊCHE, si vous voulez bien venir en tribune, s'il vous plaît, pour la présentation du plan vélo.

Il y a une croissance qu'il faut soutenir : c'est la pratique du vélo à Montpellier. À vous la parole.

### **Julie FRÊCHE**

Merci beaucoup. Merci de me permettre de rester là : je me suis bien organisée, je suis bien.

Aujourd'hui effectivement, je vais vous soumettre le plan vélo tant attendu sur notre territoire et qui répond à l'un des premiers engagements de campagne de Michaël DELAFOSSE. Le plan vélo, c'est évidemment un outil pour répondre à la congestion automobile et à la pollution de l'air. Voici les cartes de la Métropole qui montrent que les 31 communes sont toutes concernées par un air qui est évidemment fortement dégradé. Aujourd'hui nous savons que le trafic routier est à l'origine de 82 % des émissions de dioxyde et de monoxyde d'azote, de 30 % des émissions de particules fine et de 57 % des émissions de gaz à effet de serre.

C'est bien pour répondre à cette urgence, pour améliorer la qualité de l'air, que nous avons lancé l'ambitieuse stratégie mobilités 2025. Pourquoi cette stratégie et ce partage de l'espace public sans précédent ? Parce que notre territoire est asphyxié. On ne peut plus se permettre de recevoir davantage de véhicules. Plus 6 000 nouvelles immatriculations par an, c'est un chiffre que nous venons de stabiliser. Si chaque habitant de la Métropole fait un jour par semaine un choix différent de la voiture individuelle – ça peut être du télétravail, du bus, du vélo, du tramway, de la marche – ont réduit de 20 % la congestion dans notre Métropole. Car aussi nos habitants aspirent de plus en plus à une ville et à des quartiers apaisés pour une ville à hauteur d'enfants. À l'heure de l'urgence climatique, il faut décarboner nos moyens de déplacement pour améliorer la qualité de l'air. À l'heure du pétrole trop cher, nous devons proposer des alternatives ambitieuses en mettant à la disposition des habitants un panel de solutions alternatives. La grande avancée du XXI<sup>e</sup> siècle sera assurément le droit à la mobilité avec la gratuité des transports, et c'est en ce sens que le vélo s'inscrit dans cette stratégie et constitue un moyen pour défendre le climat et le pouvoir d'achat, mais aussi une Ville plus

conviviale.

Voici une illustration choc, qui montre la place qu'occupe aujourd'hui l'autosolisme, dans nos rues et sur les avenues de la Métropole. Vous avez le même nombre de personnes en voiture individuelle, seules, dans l'habitacle de leur voiture, le même nombre de personnes à vélo, le même nombre de personnes à pied et le même nombre de personnes en transport collectif. C'est évidemment pour montrer tout le gain que nous pouvons escompter de la stratégie mobilités 2025, pour transformer l'espace public, étendre la piétonnisation, végétaliser la ville et tendre vers la ville du quart d'heure. Nous consacrons ainsi 150 millions d'euros dans la PPI, un tiers pour le piéton, deux tiers pour le vélo. L'association Villes et Territoires a estimé que tous les EPCI en France consacraient en moyenne 9,51 euros par habitant pour la politique cyclable ; Montpellier Méditerranée Métropole en consacre 6 fois plus.

Raison pour laquelle aujourd'hui nous vous présentons un réseau cyclable hiérarchisé, avec trois niveaux. Vous sortez de chez vous ; sur les 500 premiers mètres, vous êtes sur le réseau de proximité. C'est évidemment les centres anciens des villes et villages de la Métropole, qui ont des rues étroites, médiévales, très belles, très qualitatives. C'est le respect du patrimoine : on n'a pas la place de séparer les flux. Il faut évidemment jouer sur la ville 30 km/h, sur les quartiers apaisés à Montpellier, sur un plan de circulation encadrant, sur la distinction entre le trafic de transit et le trafic de dessert, pour permettre aux vélos de pouvoir circuler en sécurité avec les voitures sur le même espace. Après ces 500 premiers mètres, vous êtes sur le réseau de liaison. Là le flux automobile est plus intense, le vélo n'est plus en sécurité avec la voiture, donc on le sort et on le met dans un espace qui lui est dédié, en sécurité, et séparé des piétons. Le piéton doit être sacralisé sur le trottoir, un espace dédié pour le cycliste et la voiture sur la chaussée automobile. Après ce premier kilomètre, vous êtes sur le réseau express, c'est la carte que nous soumettons à votre approbation : ce sont les VéloLignes montpelliéraines, qui constituent le réseau express de Montpellier Méditerranée Métropole, et ce sur plusieurs kilomètres. Ce sont évidemment des infrastructures cyclables qui sont larges, continues, lisibles et sécurisées. Ensuite on retombe sur le réseau de liaison, puis réseau de proximité.

Je vais vous rappeler quand même quelques chiffres : pour des distances inférieures à 5 kilomètres en France, 60 % d'entre elles sont réalisées en voiture. 42 % des personnes dont le lieu d'emploi est à moins d'un kilomètre utilisent leur voiture. Dans la Métropole, 57 % des déplacements sont inférieurs à 3 kilomètres, et 41 % sont réalisés en voiture. Un sondage réalisé par la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB) indique que 60 % des Français sont prêts à faire du vélo si les pistes cyclables existent et si elles sont parfaitement sécurisées. On s'est dit : qu'est-ce que les gens connaissent le mieux ? Ce qu'on connaît aujourd'hui le mieux, ce sont les plans de transport, un plan de métro, un plan de tramway, ... Nous avons voulu illustrer le réseau express vélo de la même manière. Aujourd'hui le réseau structurant de transport, constitué du tramway et bientôt du bustram : nous avons suivi exactement la même logique pour illustrer le réseau express vélo.

Il est constitué d'un anneau du centre-ville au cœur de la Métropole, avec tous les quartiers apaisés et un trafic apaisé. Quatre anneaux, de Juvignac à Castelnau-le-Lez, de la gare Sud de France à la gare Sud de France, de Juvignac à Carnon, et de la gare Sud de France à Castries. Onze radiales qui rejoignent les villes et villages au cœur de la Métropole et qui relient aussi les villes et villages entre eux. 22 communes sont directement desservies par le réseau express vélo. En trait plein, vous avez les aménagements cyclables qui seront livrés, horizon 2026, à la fin du mandat, et en pointillé les aménagements livrés au-delà de 2026. Nous allons réaliser 235 kilomètres d'infrastructures cyclables : 75 % seront réalisés au cours du mandat, et le réseau express s'inscrit dans le réseau structurant de transport de la Métropole. Dans quelques mois nous irons à la rencontre des EPCI voisins pour échanger sur les continuités cyclables dans le cadre des coopérations interterritoriales, notamment avec le Pic Saint-Loup ou l'Étang de l'Or.

Nous aurons donc dans la Métropole un réseau structurant de transport constitué du réseau express ferroviaire avec 2 haltes ferroviaires, l'une à Baillargues, l'autre à Villeneuve-lès-Maguelone, et peut-être demain à Sablassou, 5 lignes de tramway, 5 lignes de bustram, les vélolignes montpelliéraines. A ce réseau structurant de transport viendront se rabattre les lignes de bus urbaines et suburbaines, les aires de covoiturage et le réseau cyclable de liaison. En effet, le réseau express que vous voyez sur la carte en bleu foncé sera complété d'un maillage plus fin, constitué d'un réseau de liaisons, en traits bleus plus fins sur la carte, et de proximité. Ces réseaux secondaires et complémentaires permettront un rabattement sur le réseau express et une desserte fine de tous nos territoires. Chaque habitant bénéficiera d'un réseau de proximité proche de son domicile pour rejoindre le réseau express et ces vélolignes.

En attendant la livraison de tous ces aménagements, la demande ne faiblit pas. Nous prolongeons ainsi l'aide à l'achat de 500 euros pour l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) jusqu'à la fin de l'année : déjà 27 000 demandes, soit 7 % des métropolitains. Nous poursuivons l'aide à la réparation : déjà 3 000 dossiers. Nous accompagnerons les professionnels vers la cyclologistique avec une aide de 1 000 euros.

Le vélo est un outil au service des mobilités du quotidien. En subventionnant le programme du Savoir rouler à vélo auprès des élèves de CM2 (déjà 7 communes l'ont mis en œuvre, 700 élèves formés, 500 à Montpellier), nous permettrons aux élèves de sixième de se rendre en autonomie à leur collège. En ce sens, voici une carte qui montre que tous les collèges, lycées et universités seront accessibles à vélo sur un itinéraire sécurisé. À la fin du mandat, ce sont les  $\frac{3}{4}$  des établissements scolaires qui seront concernés par la sécurisation du chemin de l'écolier et la ville à hauteur d'enfants.

Nous pourrions également nous rendre à notre travail le matin avec un réseau cyclable sécurisé dans les principales zones d'activités et zones d'emplois, que ce soit le Millénaire, Eurêka, Euromédecine, Odysséum, la Lauze, le Salaison, les 5 sites du CHU ou le campus universitaire. Avec le réseau express, les trajets seront confortables, sécurisés, directs, agréables, économiques, plus rapides, plus respectueux de l'environnement, avec un temps de trajet garanti et une activité physique quotidienne. Parce que, très rapidement, rappeler peut-être les bénéfices du vélo : avec le vélo, on est ponctuel, parce que c'est 2 fois plus rapide que la voiture ; on agit pour sa santé parce qu'on réduit ainsi les risques de maladies chroniques ; c'est antistress, on dort mieux et on se concentre mieux ; et évidemment il y a une question de pouvoir d'achat fondamentale, parce qu'avoir un vélo ça revient 10 fois moins cher qu'avoir une voiture ; et pour ceux qui le peuvent, le vélo est l'un des meilleurs moyens de transport pour se rendre au travail. Enfin, en famille aussi, pour toutes les activités de loisirs, la possibilité de se rendre dans tous les équipements sportifs, culturels, qui seront accessibles à vélo, que ce soit les parcs, les jardins, les théâtres, les piscines, les médiathèques et les piscines.

Cette métropole cyclable doit s'inscrire dans un partage de l'espace public, où chaque usager doit respecter les règles en respectant l'ordre des priorités qui est défini en fonction des vulnérabilités de chacun. D'abord le piéton, qui doit être sacralisé sur le trottoir, le cycliste, l'utilisateur des transports en commun, le deux-roues motorisé et l'automobiliste.

Le plan vélo a été soumis à la concertation des 31 maires de la Métropole après de multiples visites sur le terrain, accompagnés de Jean-Luc SAVY ou Frédéric LAFFORGUE et les maires de la Métropole. Le plan vélo s'inscrit dans un véritable écosystème vélo, qui concerne aussi bien les boxes sécurisés sur l'espace public pour un stationnement sécurisé, le programme du Savoir rouler à vélo à l'école, la création d'une future maison du vélo dans le parking de la gare Saint-Roch qui sera mise à la disposition des associations. Ce vaste sujet fait l'objet d'échanges riches avec les associations qui œuvrent en faveur du vélo depuis de longues années, avec Vélocité, ReCycle & Vous, le Bonheur à Vélo, le Vieux biclou, au sein du Comité vélo. Il fait aussi l'objet d'une concertation régulière auprès des velocistes, vendeurs et réparateurs du territoire sur l'aide à l'achat et l'aide à la réparation.

Ce plan vélo n'existerait pas sans l'implication et l'intense travail des équipes. Je tiens personnellement à remercier Yannick JACOB et la Direction des mobilités, Marie-Laure BRETTE-CHEVET au Pôle espace public, tous les membres de l'atelier, la direction et l'ensemble des agents de la Direction des études et des travaux, tous les directeurs de Pôle et chaque agent de la Collectivité au service de notre ambition en matière de mobilités. Le vélo est un défi collectif, je vous invite à l'essayer, car l'essayer c'est l'adopter. Je vous remercie.

*Applaudissements.*

### **Monsieur le Président**

Après cette intervention prosélyte qui mérite les applaudissements. C'est super, le vélo. On va ouvrir le débat sur le sujet. Si tout le monde y va avec la même fougue que Madame FRÊCHE, on va accélérer la transition. Alors Monsieur Serge GUISEPPIN demande la parole, Monsieur LAFFORGUE, Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, Madame MANTION, Madame NEGRET Véronique, Isabelle [TOUZARD], Jean-Luc [SAVY] évidemment, François VASQUEZ, Cyril MEUNIER (j'espère qu'il va être prosélyte), Yvon PELLET, Jean-François AUDRIN et Madame RIBOT. Julie [FRÊCHE] fera une reprise et je ferai une conclusion d'ensemble sur ce dossier majeur. Allez, on y va. Monsieur GUISEPPIN.

### **Serge GUISEPPIN**

Bonjour Monsieur le Président, bonjour chers collègues. J'ai applaudi des deux mains, donc fabuleux. Mais j'ai une petite requête, je n'ai pas entendu la problématique des parkings vélos. Quand je vois un maillage aussi conséquent, une ambition aussi forte, si c'est pour « *mettre les biclous sur le trottoir et se les faire taxer* », il y a forcément des solutions à trouver. Comme on est nombreux, je fais court et je m'arrête là.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Madame FRÊCHE va évidemment vous répondre. Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez, Vice-Président à la voirie, donc à son partage. Frédéric [LAFFORGUE].

### **Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, chers collègues, chère Julie [FRÊCHE]. Une fois de plus un Maire heureux et un Vice-Président heureux. Un Maire heureux, parce qu'aujourd'hui nous avons – ce n'est pas la boucle du Tour de France, mais – la boucle autour de Castelnau-le-Lez, avec des pistes cyclables et le réseau express vélo. Je vais donner quand même une petite précision sur les pointillés qui correspondent à l'avenue Jean-Jaurès. Je souhaite qu'avant la fin du mandat ces pointillés deviennent un trait plein. Mais c'est avec l'accord à la fois de Renaud CALVAT, mais aussi d'Éric PENSO, parce que je sais très bien l'impact nous allons avoir sur les circulations. Nous allons travailler avec bien sûr les 2 autres communes pour voir l'impact du flux de circulation avec un sens unique, peut-être comme à Madrid, avec ce sens unique qui peut être alterné dans la journée, pour éviter les blocages de circulation. Mais voilà, je voulais donner cette précision. C'est là aussi avec cette boucle autour de Castelnau-le-Lez des réseaux express vélo, avec 3 lignes. C'est aussi la ligne de tram, les 2 lignes de bustram où on donne une réponse sur la mobilité.

J'allais dire un Vice-Président à la voirie heureux, parce que c'est le bel échange que nous avons fait avec Julie [FRÊCHE] durant ces 3 mercredis où nous avons reçu les 31 maires. Je tiens à remercier les services. C'est un bel exemple aussi de travail entre les services de la mobilité et du Pôle Proximité Espaces Publics (PEPS). C'est un bel exemple aussi de travail entre les maires et les pôles des territoires, de co-construction puisqu'au fur et à mesure – Julie [FRÊCHE] peut en témoigner – les services ont pris en compte toutes les remarques des maires, on a su faire évoluer la carte qui vous est présentée aujourd'hui, avec l'écoute totale des maires. En tout cas je tenais à remercier tous les services, et puis Julie [FRÊCHE] aussi sur le côté stratégique. Alors, la présentation, je la connaissais par cœur, mais voilà, merci à vous tous, et puis j'espère une belle unanimité sur ce beau projet.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur LAFFORGUE. Madame MANTION.

### **Coralie MANTION**

Sécurité, fluidité, continuité : voilà les objectifs que doit guider notre politique cyclable sur le territoire de la Métropole. Ce réseau vélo ne doit pas s'écarter de ces trois objectifs, au risque de ne pas être à la hauteur des attentes des cyclistes du quotidien, actuels et en devenir, dont de nombreux professionnels qui se tournent vers ce moyen de transport. Notre réseau vélo se doit d'être co-construit au regard des usages quotidiens. Il ne peut pas être uniquement construit en traçant des lignes, des parcours sur des cartes, sans prendre en considération la réalité des usages. Cette réalité des usages qui, je le redis, appelle de la sécurité, de la fluidité et de la continuité.

Pendant la campagne du premier tour, les écologistes traversaient le tunnel de la Comédie à vélo. Ce sera possible un jour : c'est non seulement souhaitable mais nécessaire. Ce n'est peut-être pas pour demain, ce sera donc pour après-demain, c'est inéluctable. Ce sera un signe fort de reconquête de la Ville par ses habitants et ses habitantes. Ce « *choc des mobilités* », c'était la promesse ; le réseau express vélo que nous votons, c'est aujourd'hui le projet concret. Laissons derrière nous le Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), un acronyme techno qui aura vécu plus de 4 ans sans aucune réalité. Ce rêve-là s'exprime en lieu très urbain, mais également en zone périurbaine et rurale. Il est en effet malheureux de constater que c'est en zone rurale que l'on apprend le plus tôt à faire du vélo, mais que l'on arrête aussi vite de le pratiquer faute de réseaux sécurisés. Ce sont ces territoires au sein desquels la dépendance à la voiture est forte en l'absence d'alternatives crédibles pour des courts ou moyens déplacements. Le vélo ne peut certes pas se substituer tout le temps à la voiture, mais l'assistance électrique le rend aujourd'hui très efficace pour les trajets habituellement fait en voiture ; mais pour cela, il faut des pistes cyclables sécurisées, fluides et qui grandissent une continuité des trajets. Nous y travaillons à travers ce réseau vélo.



Aujourd'hui, nous votons un projet, un espoir, des volontés. Le plus important est devant nous : le réaliser et mobiliser les importants budgets dont nous disposons, respecter les calendriers et surtout ne pas décevoir comme l'ont fait nos prédécesseurs. L'affichage, gardons-le pour les campagnes électorales. Là il s'agit de politiques publiques et nous serons jugés sur pièces. Nous partons de loin, mais quand il y a une volonté politique, il y a une piste cyclable. Ce sont 230 kilomètres de linéaires qui vont être repensés, dont 70 % seront réalisés au cours du mandat 2020-2026, depuis l'anneau vélo au centre de la Métropole, essentiel et prioritaire, jusqu'aux confins de la Métropole.

Parlons méthode. Les objectifs ne sont rien s'ils ne sont pas partagés. Nous avons la chance à Montpellier de disposer d'un important réseau associatif qui nous accompagne, qui nous pousse et qui nous apporte une expertise d'usage essentielle et fondamentale à la mise en place d'un réseau, non seulement utile mais efficace. Vous l'avez remarqué : aujourd'hui il y a toujours plus de vélos ; souhaitons même qu'il y ait des embouteillages de vélos au plus vite. Plus de 28 000 dossiers déposés pour l'aide à l'achat de vélos électriques : c'est un immense succès, il faut continuer. Comme il faut apprendre à mettre le pied à l'étrier, il faut apprendre à mettre le pied à la pédale, et cette aide est un moyen efficace de le faire. Les Ecologistes voteront donc aussi le prolongement de cette aide.

Pour la suite, il nous faut travailler avec les usagers, les associations, les professionnels du cycle, pour toujours parfaire ces aides, ces coups de pouce, les adapter, notamment sur le vélo mécanique. Une voiture en moins sur l'espace public, c'est plus d'espace pour les piétons, les vélos, les transports en commun efficaces, et aussi pour la santé, pour se sentir libre. Saluons aussi la nouvelle aide pour les professionnels, vélo-cargos et triporteurs.

Pour conclure, je rappellerai que le vélo c'est aussi une filière économique et de création d'emplois importante. Le Portugal l'a par exemple compris, avec plus de 8 000 emplois directs dans la filière et une place de leader européen, devant l'Italie et l'Allemagne. La France accuse un retard important faute de vision politique : ayons cette vision à l'échelle de notre territoire.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame MANTION. La parole est à Madame NEGRET, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

### **Véronique NEGRET**

Merci. Évidemment, moi aussi je suis très heureuse de faire partie d'une Métropole qui porte un projet tellement ambitieux, et qui va permettre de répondre à bien des enjeux du futur. Je remercie et je félicite les services de la Métropole qui ont élaboré ce plan réseau express, et bien sûr je félicite et soutient Julie FRÊCHE dans sa démarche.

Évidemment, je ne peux pas m'empêcher de faire un petit zoom sur Villeneuve-lès-Maguelone. Nous avons une situation géographique un peu particulière, quasi insulaire, des transports en commun qu'il faut bien sûr améliorer, une gare qui reste une gare et qui n'est pas un Pôle d'Echanges Multimodal (PEM), elle est encore bucolique. Malgré tout ça, nous avons marqué notre volonté d'aller vers un monde meilleur pour tous, dépollué, décarboné, puisque nous rentrons aussi dans la Zone à Faibles Emissions (ZFE) en 2022.

Ceci dit, je voulais poser trois petites questions à Madame Julie FRÊCHE. D'abord, sur le plan qui est proposé, nous avons un raccordement en pointillé entre Villeneuve-lès-Maguelone et Maurin. Comme l'a fait mon collègue Frédéric LAFFORGUE, j'exprimerai là aussi que ça serait bien que ce tronçon arrive avant la fin du mandat. Il permet de relier Villeneuve-lès-Maguelone à Maurin, mais surtout il permet de relier Maurin à la gare de Villeneuve-lès-Maguelone, et ça pourrait être intéressant pour les Lattois en fait, puisque Maurin c'est un quartier de Lattes.

Ensuite, une autre remarque. Le petit bout en trait plein qui relie le centre-ville de Villeneuve-lès-Maguelone à la gare, en fait je crois qu'on en avait déjà parlé ensemble, on pourrait le faire passer sur la même M185 et utiliser la piste cyclable qui existe déjà – je sais qu'on verra ça ensemble plus tard.

Enfin, je vais reposer la question du pont de Villeneuve-lès-Maguelone, qui est un quartier excentré. Je pense qu'on en avait déjà parlé avec Madame FRÊCHE, mais je m'interroge encore quand même sur le fait que c'est peut-être une liaison entre ce pont et la gare qui doit apparaître dans le réseau express. Voilà, merci beaucoup.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame NEGRET. La parole est à Madame Isabelle TOUZARD, Maire de Murviel-lès-Montpellier.

### **Isabelle TOUZARD**

Bonjour, Monsieur le Président, chers collègues. Je me joins à tout le monde pour me féliciter aussi de ce plan vélo, qui vraiment était attendu. Merci aussi pour la méthode, qui a associé les maires – je peux en témoigner.

Simplement, vous le voyez sur la carte : Murviel-lès-Montpellier n'est pas si loin que ça de Montpellier à vol d'oiseau, mais est dans une situation extrêmement enclavée, et où la voiture aujourd'hui est quasiment le seul moyen de déplacement. Il y a beaucoup d'espoir qui naît au travers de ces projets qui vont être rendus publics. Je pense que c'est important par rapport notamment à la ZFE qui arrive, dans ces villages comme le mien où la voiture est un peu incontournable. Les transports en commun et le vélo, c'est encore très compliqué. Je pense qu'il est important de communiquer rapidement sur les délais, quand cela va être fait, en lien avec le PEPS, en lien avec les pôles territoriaux qui maintenant doivent mettre en œuvre ces nouvelles voies, pour que ça donne une bulle d'oxygène et que ça donne des perspectives rapides à toutes les personnes qui voient la ZFE arriver. Pour ces communes comme Murviel-lès-Montpellier, très enclavées, pouvoir communiquer sur des délais. On a évoqué la fin du mandat, mais je pense que si on peut être un peu plus précis dans certaines communes ce serait bien. Merci.

Juste aussi une toute petite chose. Je l'ai vu en tout petit, tout petit, tout petit, on n'en a pas encore parlé : c'est l'ancienne voie de chemin de fer de Montpellier, qui allait jusqu'à Lodève, en passant par Gignac et qui passe à Murviel-lès-Montpellier et Saint Georges d'Orques et qui est indiquée en tout petit trait. Donc un petit questionnement sur le devenir de cette voie ?

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame TOUZARD. Madame FRÊCHE vous répondra sur ce point. Je prendrai la réponse sur les délais. Jean-Luc SAVY, qui a contribué aussi très largement à tout ce travail, que je veux remercier.

### **Jean-Luc SAVY**

Modestement. Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais remercier à mon tour Julie FRÊCHE et les services pour cette affaire, ainsi que l'ensemble des élus des 31 communes qui ont participé à ces ateliers. Je me réjouis naturellement de la création d'un véritable maillage cyclable à l'échelle de notre Métropole, de l'affaire présentée aujourd'hui. Une affaire qui présente une formidable opportunité, non seulement d'un changement de nos habitudes de déplacements au quotidien, mais surtout d'un changement de paradigme dans nos modes de vie. J'insisterai sur deux points.

Tout d'abord, la manière dont nous vivons l'expérience de nos déplacements depuis l'avènement de la voiture qui nous ferme à la rencontre et qui répond à un besoin simple : nous rendre d'un point A à un point B le plus rapidement possible. Par conséquent, nos déplacements pour aller au travail, à l'école ou au cinéma sont vécus au mieux comme utilitaires, au pire comme pénibles ou ennuyeux, voire dangereux : autant de tranches de vie perdues. Il faut donc retrouver le plaisir du trajet. Cela passe nécessairement par la rencontre avec l'autre, ce qui implique de pouvoir nous croiser physiquement. Les automobilistes ne se parlent pas entre eux. Et puis deuxièmement d'ouvrir des espaces de rencontre apaisés et surprenants. Nous devons pour cela passer de la ville fonctionnelle, qui répond à des besoins culturels, sportifs, scolaires ou économiques, à la ville relationnelle, qui répond à nos besoins de rencontres, de partages, d'échanges.

Cela signifie que nos aménagements cyclables – y compris lorsqu'ils sont express à mon sens – ne doivent pas mimer ce que la route a produit pour les voitures, c'est-à-dire des boyaux de vitesse ininterrompus pour les vélos et infranchissables pour les piétons. Premièrement, parce que le but est de vivre l'expérience d'un trajet plutôt que d'aller vite. Que se passe-t-il chemin faisant, comme disent les écoliers ? Deuxièmement parce qu'il nous faut desservir les grands attracteurs. Troisièmement parce qu'il faut permettre aux piétons de traverser les pistes en toute sécurité, notamment à l'approche de ces polarités fonctionnelles denses. À mon sens, lorsqu'une piste cyclable, qu'elle soit primaire ou secondaire, traverse ou longe un attracteur éducatif, culturel, sportif ou économique, il faut y aménager une zone de rencontres et de partages à très faible vitesse. Un espace dans lequel le vélotafeur pressé aura peut-être plaisir à vivre autre chose quelques minutes avant de repartir pédaler, un espace pour lequel il aura peut-être envie de partir un peu plus tôt de chez lui le matin, au lieu de courir, et d'y rester peut-être le soir. On vit vite, mais pour quoi faire ? Les métros et les trams ne

font pas autre chose qu'alimenter le potentiel relationnel des villes. Ils sont certes rapides, mais chaque minute ils desservent une grande polarité.

Le deuxième point de mon intervention vise à souligner l'importance de développer une architecture cyclable en constellation, plutôt qu'en étoile. Dans l'affaire qui nous occupe aujourd'hui, il est rappelé la nécessité de bâtir un réseau cyclable qui relie, « *les cœurs de villages et des communes au cœur de la Métropole jusqu'à la place de la Comédie, mais aussi les communes du territoire entre elles* ». J'insiste en effet sur le fait que la ville du quart d'heure ne signifie pas qu'il faille relier Saint Georges d'Orques ou Castelnau-le-Lez à la place de la Comédie en moins de 15 minutes, mais de faire en sorte que chacune de ces 31 communes puisse faire vivre ses propres attracteurs à partir d'un maillage fin organisé en constellation intercommunale de pistes cyclables, comme l'a souligné Julie FRÊCHE à l'instant. Au fond, je suis convaincu qu'il nous faut sortir là encore du paradigme d'une ville-centre centrifuge, vers laquelle tout convergerait, pour organiser au contraire une constellation de 31 polarités de proximité économique, sociale, éducative, sportive, culturelle et de santé. Il en va du désengorgement de la Ville de Montpellier, comme de l'attractivité 31 communes dans leur diversité respective.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur SAVY. François VASQUEZ.

### **François VASQUEZ**

Merci. J'aimerais relever un point important. Bien sûr je trouve ça très parfait, le travail effectué. Mais l'important, l'efficacité, c'est le maillage, pour un réseau express. Je me dois de souligner un point noir, et il est de taille, entre Montpellier et Lattes. Je suis un cycliste métropolitain, c'est-à-dire qu'on me voit sur différentes communes, Celleneuve, Lattes, Maurin, Pérols, et de Sète jusqu'à Port-Camargue. Mais le gros problème c'est que, comme tous les habitants de la Croix d'Argent, de Garosud, de Tournezy et au-delà, il n'y a pas de possibilité de rejoindre la côte, si ce ne sont les rives du Lez. Nous sommes exposés à un danger très important, car les seules possibilités de traverser, ce sont donc les échangeurs Montpellier Sud et Montpellier Ouest, que je déconseille à quiconque en deux roues. Il y avait auparavant une passerelle qui passait entre Montpellier Sud et Montpellier Ouest ; elle a été supprimée il y a deux ans, et pour l'instant rien n'avance pour la remettre en fonction. C'est pour ça que je me permets d'interpeler Julie [FRÊCHE] sur ce point, c'est que je connais beaucoup de cyclistes qui sont tentés, comme moi, de prendre leur voiture pour aller la garer à Maison de la nature et de démarrer de là pour faire Lattes à Port-Camargue, parce que c'est un passage très étroit. Je sais qu'il y a des débats. Cette passerelle est pour moi, est pour nous, le groupe Choisir l'Ecologie pour Montpellier, une urgence de cohérence par rapport à la politique vélo des Montpelliérains qui doivent accéder à la mer, et dire aussi par ce biais-là que nous ne sommes pas en faveur d'un pont routier, étant donné qu'il y en a un à 500 mètres à l'est, et l'autre à l'ouest. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur VASQUEZ. Madame FRÊCHE va vous répondre très précisément sur cette infrastructure dans les délais de mise en œuvre, nonobstant éventuellement la géopolitique terrible de l'Ukraine avec les questions d'approvisionnement. Monsieur MEUNIER.

### **Cyril MEUNIER**

J'ai plein de choses à dire. Je vais dire deux choses histoire de détendre l'atmosphère. Premièrement je veux dire à Jean-Luc [SAVY] qu'en voiture je parle beaucoup aux autres. Alors parfois je gueule beaucoup, mais je parle beaucoup aux autres quand je les croise, fenêtre ouverte, surtout place de l'Europe quand on est complètement bouché et que les gens ne respectent pas les damiers. La place de l'Europe, c'est en plein centre de Lattes, c'est là où vous ne pouvez plus passer puisqu'on a 60 000 véhicules qui passent par jour, étant donné que la Ville de Montpellier est sans cesse en train de retirer le trafic de transit à l'intérieur de Montpellier – et je soutiens totalement le Maire de Montpellier dans cette initiative. La conséquence c'est que le trafic de transit passe par Lattes, et qu'aujourd'hui on est un petit peu bouché. Donc Jean-Luc [SAVY], oui je parle aux autres en voiture, parce que je suis bien obligé de leur réexpliquer le Code de la route et de gueuler sur eux. Mais ça, comme l'a dit mon ami Michaël DELAFOSSE, « *on est tellement habitué à ce que tu gueules qu'on ne t'écoute plus* ». Je fais de l'humour maintenant.

Deuxième trait d'humour : je viens de me rendre compte que le plus écolo des gestionnaires de déchets prend sa voiture pour aller à la Maison de la nature pour faire du vélo. Et là, honte à François VASQUEZ. Là, vraiment, honnêtement, tu ne t'es pas grandi dans l'opinion des Lattois. Mais ne t'inquiète pas, tu es le bienvenu.

Je te réponds par contre sur la passerelle, plus sérieusement, je reviens à la réponse, François [VASQUEZ]. La passerelle, c'est fait. Autoroutes du Sud de la France (ASF) va la faire. Le pont routier que j'avais préconisé, qui est un pont routier vélo-piéton, à mon avis, était une excellente chose pour Montpellier, parce que ça vous permettait également d'arrêter tous les problèmes de circulation qui se bloquent sur Près d'Arènes aujourd'hui, où on a un énorme problème, où plus personne ne passe. Ça vous permettait également d'envisager l'aménagement de la Restanque avec un peu plus de sérénité. Nous ça nous permettait d'avoir une gestion du trafic routier sur la Ville de Palavas-les-Flots qui était plus facile. Je crois qu'à un moment donné il va falloir que certains d'entre vous régiez en matière de gestion routière à l'échelle de la Métropole et pas seulement dans les limites administratives de la Ville de Montpellier.

Je reprends le train de mon propos à la suite des réactions qui ont été les miennes aux deux dernières interventions – fort sympathiques au demeurant, je vous ai juste un petit peu écorné par amitié. Merci à Julie [FRÊCHE] et à ses équipes, surtout que tout a été, enfin à notre niveau tout a été écouté. Je suis ravi pour mes amis de Villeneuve-lès-Maguelone et les gens de Maurin que le réseau express soit fait, et je soutiens totalement la demande de la Maire de Villeneuve-lès-Maguelone. Je crois qu'il est important que le pointillé qui relie Maurin à Villeneuve-lès-Maguelone soit passé en trait plein, d'abord parce que ça permettra une gestion pour nos amis de Villeneuve-lès-Maguelone beaucoup plus simple du réseau express de Montpellier. C'est vrai que leur situation en bord de mer est compliquée. Deuxièmement, ça fera la jonction avec Maurin, ce qui permettra d'envisager le PEM de façon beaucoup plus écologique à Villeneuve-lès-Maguelone.

Pour répondre également, nous avons nous, à Lattes, un réseau routier ancien. Pour répondre tout à l'heure à Monsieur GUISEPPIN, nous avons déjà prévu dans l'aménagement de l'îlot des platanes, qui est le premier gros aménagement qu'on va faire sur Ode, en bas de la tour, de mettre une énorme station vélo, réparation, location, gardiennage. C'est vrai que la problématique du gardiennage des vélos est très, très importante, et je suis persuadée qu'on peut créer des emplois. En particulier on va essayer d'en créer en accord avec le pôle autonomie santé qui s'occupe des personnes handicapées. Je crois qu'on a réellement quelque chose à faire sur cet aspect-là. Dans le plan d'aménagement que nous faisons à Lattes, on a prévu une grosse station vélo qui se situera – pour ceux qui ne le savent pas – à la station de tramway de Carrefour, qui sera le lien en particulier avec les gens de Mauguio, etc., qui viendront.

Maintenant je reviens sur la problématique de tout à l'heure. Julie [FRÊCHE] a présenté son plan vélo, de façon à mon avis très pertinente, en parlant de la pollution des particules fines. C'est vrai que c'est un des enjeux. Comme je l'ai dit tout à l'heure en blaguant, en disant que j'étais un râleur en voiture, la place de l'Europe et le centre-ville de Lattes, ce n'est plus possible : on a 60 000 véhicules par jour qui passent par là, ce n'est plus possible. Pour répondre en particulier à la demande faite par François VASQUEZ tout à l'heure, de pouvoir rejoindre le sud de Montpellier au littoral, puisqu'on ne peut pas passer sur l'échangeur du Mas de Mariotte ni sur l'échangeur de Près d'Arènes, je pense qu'il faut qu'on envisage sérieusement la création du pont au droit de la Céreirède. Evidemment pour passer en voiture, pour contourner Lattes, et non plus faire passer les véhicules en centre-ville de Lattes. Mais qu'il faut aussi que ce pont soit fait pour qu'il y ait une piste cyclable qui permette de remonter la piste du Lez jusqu'à la nouvelle Mairie de Montpellier – enfin nouvelle, dix ans après on n'appelle plus ça une nouvelle Mairie – en prenant la Voie Ferrée d'Intérêt Local (VFIL), qui était le petit train de Palavas-les-Flots, et qui traverse la Céreirède. C'est un quartier où combien sollicité par l'agrandissement de Maera, l'installation de différents équipements qu'on a installés ces derniers temps, et qui mérite d'avoir une valorisation de la VFIL, qui permettra à tout un chacun de la Métropole d'aller à la mer en toute sécurité sans même traverser les routes qu'on traverse aujourd'hui.

Voilà les demandes et les observations que je pouvais faire sur le dossier. Bien sûr il y a le plan vélo, mais n'oublions pas qu'aujourd'hui on est dans un plan de congestion assez important, qui est lié à l'augmentation du trafic et au choix – que je soutiens encore une fois et que le Conseil municipal de Lattes soutient – de retirer le trafic de transit à l'intérieur de la Ville de Montpellier. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire, cher Cyril [MEUNIER]. La parole est à Monsieur Yvon PELLET. Puis Jean-François AUDRIN, puis Catherine RIBOT, et Madame FRÊCHE répondra sur les différents points.

### **Yvon PELLET**

Merci, Monsieur le Président. En tant que Maire de Saint Geniès des Mourgues, commune viticole, et représentant de la viticulture auprès d'Isabelle [TOUZARD] et de vous, Monsieur le Président. On a parlé de

vélo, de liaisons inter-villages, très bien, c'est bien. Mais nos chemins communaux se détériorent. On a transformé l'Agglomération en Métropole en 2015, depuis on n'a plus du tout accès aux aides du Département. Le Département nous donnait bon an, mal an, 30 à 40 % sur des programmes d'investissement sur les chemins communaux, et c'est ce que l'on donne aujourd'hui dans les villages qui ne sont pas sur le territoire de la Métropole. Donc aujourd'hui, dans nos villages, ces chemins se détériorent. Dans certaines communes comme la mienne, on avait des plans pluriannuels, on les a entretenus ; d'autres peut-être moins. Ces chemins aujourd'hui sont partagés, je le vois, ce qui a été créé chez moi pour aller à la piscine de Saint-Brès : on a un accès vélo, qui est d'ailleurs de qualité, qui est reconnu et qui est utilisé. Mais petit à petit, on n'a plus de plan d'investissement sur les chemins ruraux. Je crois que les deux sont liés, avec la viticulture, avec le vélo, avec la balade. Là je m'adresse à notre « *ministre des Finances* », Renaud [CALVAT], et à Monsieur NYS : on en parle depuis la transformation en Métropole, on le soulève régulièrement dans les Conférences des Maires. Je lisais dans la délibération qu'en moyenne les EPCI mettaient 9,50 euros par habitant et par an sur les structures vélo, et que nous on avait l'ambition de les multiplier par six. Alors moi je vous demanderais d'entretenir les chemins communaux, qu'on ait un plan, que les communes investissent, que la Métropole abonde, parce que ces chemins sont empruntés par nos vignerons qui sont mécanisés. On a une viticulture qui est florissante, qui est belle dans cette Métropole, qui est dynamique. Accueillir des vélos sur ces chemins, c'est parfaitement facile, je vois pour relier par exemple la voie verte que nous avons créée, si on veut relier Restinclières et Beaulieu à Saint Geniès des Mourgues. Il y a très peu d'investissements à faire, que de l'entretien de chemins. Je pense qu'il faut ouvrir cette enveloppe, il faut qu'à un certain moment on se donne les moyens. Budget supplémentaire, décision modificative : Renaud [CALVAT], Monsieur « *le ministre des Finances* », il faut que vous nous trouviez une solution. Voilà mon intervention ; elle est simple, elle est à ce niveau-là. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur PELLET. Je vois Renaud [CALVAT] transpirer à grandes gouttes, mais c'est bien le rôle du « *ministre des Finances* ». Jackie [GALABRUN-BOULBES], rapidement peut-être. Après, Jean-François [AUDRIN]. Tu voulais dire un tout petit mot ?

#### **Jackie GALABRUN-BOULBES**

Oui très rapidement. Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour à tout le monde. Je vais parler en tant que Maire de Saint-Drézéry. Nous avons une spécificité à Saint-Drézéry – et je pense que Montaud a la même que nous – nos enfants sont au collège de Jacou, ce qui complique les choses puisque ça veut dire qu'il faut qu'on traverse la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup. Du coup, la bonne entente peut être très intéressante entre intercommunalités. Je pense qu'il faudra s'y pencher, parce qu'à partir de Teyran, il est un fait que la piste est déjà prévue, mais nos enfants ça fait quand même déjà relativement long. Si on les imagine au collège avec des vélos électriques, cette pénétrante au travers de ce territoire devra être réfléchie et lancée relativement tôt. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci. Jean-François AUDRIN, Maire de Saint Georges d'Orques.

#### **Jean-François AUDRIN**

Je voudrais juste rebondir sur ce que vient de dire mon ami Yvon [PELLET]. Saint Georges d'Orques est aussi une sacrément belle commune viticole, et on travaille bien sûr avec Julie [FRÊCHE] sur la mise en place de chemins vicinaux qui seraient partagés entre les viticulteurs, les vélos et les promeneurs. C'est quelque chose qui est en cours. J'ai hâte d'ailleurs à ce que ces liaisons soient établies entre Lavérune et Saint Georges d'Orques et Pignan et Saint Georges d'Orques – c'est ce qui est prévu – ce qui permettrait à l'ensemble des habitants de Lavérune et de Pignan d'accéder facilement à la ligne 1 et 3, simplement en utilisant le vélo. C'est quelque chose qui est en place chez nous. Yvon [PELLET], je t'invite à venir voir ce qu'on a fait comme travail. Les choses sont réfléchies et bientôt validées.

Une deuxième petite chose : je vous invite aussi à venir essayer le OuiCycle. Vous l'avez vu dans la presse, Julie [FRÊCHE] est venue l'essayer à Saint Georges d'Orques. C'est une petite machine à quatre roues qui permet de transporter des enfants, des familles. C'est électrique et c'est maniable – d'ailleurs Julie [FRÊCHE] peut en témoigner, puisque c'est elle qui nous pilotait. Merci à tous.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur AUDRIN. Catherine RIBOT, et Madame FRÊCHE va répondre à un certain nombre de questions qui ont été soulevées par l'ensemble des collègues.

### **Catherine RIBOT**

Merci, Monsieur le Président. Je voulais juste souligner l'importance de quelques paroles de Julie FRÊCHE. Effectivement, c'est important, un plan vélo pour les mobilités, douces ou moins douces, pour la voirie, pour la santé, l'attractivité du territoire, l'organisation du temps de travail, etc. L'adoption d'un plan vélo c'est, comme l'a dit Madame FRÊCHE, effectivement, la défense du climat – on parlera peut-être tout à l'heure du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) – c'est la défense du pouvoir d'achat. Je pense que sur ces questions-là les objectifs ne sont pas contradictoires, ils sont complémentaires. Il est important d'avoir une vision synthétique et il n'y a pas de rivalité entre ces domaines-là. Il n'est pas possible de dire c'est l'un contre l'autre, c'est l'un ou l'autre, il n'y a pas d'exclusivité. On dit qu'il faut trouver le mouvement en marchant, trouver le mouvement en roulant à vélo. En tout cas ça marche. Il ne faut pas s'arrêter effectivement sur ces questions-là pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, et pour finalement permettre cette transition écologique. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame RIBOT. Madame FRÊCHE, pour répondre aux questions. Je dirai un mot ensuite.

### **Julie FRÊCHE**

Merci, Monsieur le Président. Véronique [NEGRET], Madame le Maire, sur les boxes sécurisés : ils arrivent. On a passé la semaine effectivement à s'inquiéter des retards de livraison, après avoir appelé un peu toutes les métropoles qui essuient le même retard. Encore quelques jours ou semaines de patience : les boxes sécurisés vont arriver. On a fait une première commande de 40 box, une deuxième dans la foulée pour évidemment pallier cette problématique de retard. Il y aura deux logiques sur les boxes sécurisés : une logique résidentielle, notamment dans les quartiers à forte densité, où dans les halls d'immeubles les habitants n'ont pas la possibilité de monter leur VAE – qui est quand même plus lourd qu'un vélo mécanique – directement dans leur appartement, où il n'y a pas de parking vélo. On va positionner des boxes sécurisés dans une logique résidentielle, où les habitants pourront réserver leur stationnement sécurisé, et ils seront donc sûrs de pouvoir stationner leur vélo en sécurité en bas de leur immeuble. Et ensuite une logique publique, avec des box plus importants, jusqu'à 40 places par box, qui seront positionnés dans des lieux stratégiques, dans les PEM ferroviaires, aux arrêts du bus-tram et de tramway, à proximité des grandes centralités, pour permettre évidemment la lutte contre le vol de vélos qui est un véritable sport national.

Ensuite, sur Villeneuve-lès-Maguelone, évidemment il y a plusieurs sujets. Il y a évidemment la problématique de l'avenue de la gare, qui permettrait de rejoindre les deux VéloLignes. Il y a la problématique effectivement de ces traits en pointillés. Il faut le dire – et ça me permet de répondre aussi à Madame MANTION – on a voulu faire un plan vélo qui soit le plus opérationnel et concret possible. Le problème du SDMA en fait, c'est qu'il était hors sol : on passait sur des autoroutes, des échangeurs autoroutiers, enfin ça n'avait aucun sens. Il était finalement à côté des projets de tramway, des projets de bus-tram. Là on a voulu vraiment être concret, opérationnel. Chaque trait qui est posé sur la carte a été discuté avec les 31 maires de la Métropole. Par contre, on est obligé de dire que des fois il y a des contraintes environnementales. Là c'est évidemment le passage à gué sur la planche, il y a de fortes contraintes hydrauliques, des acquisitions foncières à réaliser. Il faut avoir un discours de vérité : on va quand même réaliser sur ces 235 kilomètres, 75 % du réseau express, c'est un travail qui sera réalisé nulle part ailleurs qu'à Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a des points durs où il y a des contraintes foncières, hydrauliques ou environnementales. Les équipes font le maximum, mais on a été obligé de le mettre en pointillés pour dire que la livraison aura lieu au-delà de 2026.

Madame TOUZARD, à Murviel-lès-Montpellier : on y est allé ensemble, même dans des chemins qu'on n'a pas retenus parce que c'était un peu compliqué – et on n'avait pas de VTT. Il y aura effectivement ce chemin rural qui permettra de relier Saint Georges d'Orques, et ensuite de pouvoir reboucler par le chemin du Salinier pour rejoindre Pignan et Saint Georges d'Orques, tout ça en concertation avec tous les maires du territoire.

Sur la question de l'ancienne VFIL entre Fabrègues, Saint Jean de Védas – la première sur laquelle nous allons travailler – la dépose des rails va avoir lieu au début du mois d'août. Elle rejoindra la gare Saint-Roch et fera l'objet d'une VéloLigne. Mais oui effectivement, il y a d'autres VFIL à interroger pour des projets futurs.

Monsieur VASQUEZ, sur la passerelle, celle-ci sera mise en place dans la nuit du 28 au 29 juin, pour une mise en service le 8 juillet. Avec toutes les réserves, ce calendrier reste prévisionnel et il pourrait évidemment

varier en fonction des conditions d'exploitation et des difficultés liées à la situation induite par le conflit en Ukraine. Très précisément, la livraison de cette passerelle répond effectivement à une continuité extrêmement importante pour les habitants du secteur.

Sur la question du lien à la plage, c'est fondamental mais il faut savoir quand même que la priorité du plan vélo c'est de répondre aux mobilités du quotidien, et surtout d'apporter une solution alternative à tous les gens qui sont aujourd'hui condamnés à prendre leur voiture. Il y a plein de gens aujourd'hui qui font le choix de la voiture, et c'est très respectable. Mais il y en a d'autres, en fait, qui sont obligés de prendre leur voiture parce qu'ils n'ont finalement aucun moyen de faire différemment. La priorité c'est quand même le trajet domicile-travail, pour décongestionner la Métropole qui, aujourd'hui, est asphyxiée par un trafic automobile de plus en plus intense.

Monsieur PELLET, Monsieur le Maire, vous avez parfaitement raison sur l'entretien des chemins ruraux. D'ailleurs on est bien conscients qu'aujourd'hui, acquérir des terres agricoles pour faire des aménagements cyclables, ce n'est pas évidemment cohérent ; compte tenu de l'ambitieux Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et climatique. On expertise et on interroge tous ces chemins ruraux pour apporter des solutions alternatives et relier les villages entre eux. C'est le chemin rural dont a parlé Jean-François [AUDRIN], qui permettra de relier Saint Georges d'Orques à Laverune. C'est aussi un moyen de désenclaver Saussan, pour relier au collège de Fabrègues et ensuite à la RM5, pour plus tard rejoindre le futur lycée de Cournonterral. Le réseau de liaison, qui est le réseau secondaire au réseau express, permet, cher Yvon [PELLET], de relier la commune de Saint Geniès des Mourgues à la piscine Amphitrite de Saint-Brès. Tu auras quand même une VéloLigne montpelliéraine, le réseau express de la V70, qui permettra quand même de relier le Corum, Castelnau-le-Lez, Le Crès, Vendargues, Castries, jusqu'à Saint Geniès des Mourgues.

Jackie [GALABRUN-BOULBES] tu as parfaitement raison, et c'est le sens du travail qui est piloté par Renaud CALVAT, sur les discussions avec les intercommunalités voisines, dans le sens d'une coopération interterritoriale. Je crois que les continuités cyclables sont un des points majeurs de discussion à venir.

Ensuite, Jean François [AUDRIN], je suis heureuse de terminer par ça et je m'excuse auprès de toi de ne pas l'avoir fait dans mon propos introductif. D'abord parler du OuiCycle, qui permet de transporter neuf élèves le matin. Qui permet aussi de combiner un transport sécurisé avec le OuiCycle, et aussi des dispositifs type vélibus, qui sont organisés dans plusieurs villes et villages de la Métropole. Ça permet évidemment de soulager les parents qui ne sont plus obligés d'amener matin et soir leurs enfants, et c'est aussi un dispositif extrêmement convivial qui peut être multiple, qui peut servir le matin et le soir pour amener et ramener les enfants de l'école, mais aussi pour permettre peut-être le transport des personnes âgées pendant la journée.

Pour terminer, Madame RIBOT, en effet le vélo c'est un outil au service de la protection de l'environnement, mais surtout du pouvoir d'achat, parce que je le rappelle : avoir un vélo c'est dix fois moins cher qu'avoir une voiture.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Je voudrais vous remercier pour votre intervention et pour le travail que vous avez mené sur ce dossier, avec l'ensemble des maires concernés. Il a été fait référence, avec Monsieur LAFFORGUE, Monsieur CALVAT, aux auditions de chacun des maires de notre Métropole, car l'enjeu c'est bien cette échelle-là, l'échelle de la Métropole.

Mes chers collègues, je vous invite aussi à mesurer. Il y a six ou dix ans, nous n'aurions peut-être pas dans cette Assemblée, eu un tel débat sur cette mobilité qu'est le vélo, qui est révélateur sans doute de l'engagement commun dans la transition écologique et solidaire de notre territoire, pour lequel, et je veux aussi leur rendre hommage, de nombreux acteurs associatifs sont engagés, participent avec leur expertise citoyenne à nourrir nos réflexions. J'ai, cher Guy [LAURET], Monsieur le Maire de Vendargues, eu l'occasion de voir, et Monsieur LAFFORGUE a répondu de manière très positive, sur le rond-point « à la hollandaise ». Tout ce travail-là se mène, et il est en train de changer profondément la culture de notre territoire et de nos propres équipes de techniciens, que je veux aussi saluer pour leur souci de bien faire, qui savent l'impatience qui pèse sur eux, même si parfois, pour des raisons environnementales ou de sécurité, on ne peut pas faire aussi bien que nous le voulons. Mais nous affichons cette très forte ambition.

Le plan qui nous a été présenté, s'il parle beaucoup du vélo, s'inscrit de manière globale dans la stratégie de mobilités qui est la nôtre. Les mots ont leur sens. Il y a des lignes de bus, il y aura demain les lignes de

bustrams, et il y aura les VéloLignes de vélos. C'est bien l'illustration d'une cohérence globale de notre politique des mobilités que nous voulons ici décliner. Une politique qui permet à 90 % des usagers de la ville-centre d'accéder à une offre de transport collectif, demain 70 % des habitants de la Métropole à une offre de transport collectif. Avec le dispositif de soutien au covoiturage, de travailler auprès des maires et des habitants de la deuxième couronne de la Métropole – et ce n'est pas du tout péjoratif dans mes propos – pour que nous puissions réduire l'autosolisme. Aujourd'hui, avec la cartographie sur laquelle nous allons délibérer, c'est pour chaque commune de la Métropole un itinéraire sécurisé pour accéder à la centralité métropolitaine, le cœur de Montpellier. C'est, à l'échelle de la ville-centre, chaque quartier relié au cœur de la centralité. C'est cette offre cohérente que nous déployons pour faire en sorte que le déplacement automobile soit une option de mobilité parmi d'autres. Nous ne la bannissons pas. Nous disons : vous avez le choix de mobilités. Nous savons qu'il y a des gens qui ne peuvent pas faire autrement et qui en ont besoin, mais nous donnons des options.

Heureusement que nous déployons tout cela, parce que si nous ne faisons rien, nous allons continuer la congestion automobile dans laquelle la Métropole est arrivée. En 2019, en 2018, chaque année, 6 000 véhicules supplémentaires à l'échelle de la Métropole. Comme l'a dit Madame FRÊCHE en introduction de son propos, chaque fois que l'on se déplace différemment, c'est un véhicule de moins dans la Métropole, cela est fondamental. C'est pour cela que nous proposons de poursuivre l'aide à l'acquisition du VAE. Nous sommes à 27 000 aides, nous n'avons pas la statistique – une enquête va être livrée prochainement – mais si 50 % des gens font le trajet domicile-travail en VEA, alors nous avons retiré près de 13 000 véhicules de l'espace et donc réduit potentiellement les congestions.

Il faut adapter notre territoire, comme un temps on l'a adapté aux voitures, et trop aux voitures. Il y a dans nos villes et dans nos communes des rues sans trottoirs, des voiries où le piéton n'est pas en sécurité, où l'enfant ne peut pas évoluer en liberté. Il nous faut maintenant adapter nos voiries à ce mode de déplacement. Il y a un déplacement sécurisé pour les voitures ; il nous en faut un pour les piétons et pour les vélos. C'est un enjeu ici essentiel. Il ne peut pas y avoir la domination d'un mode de déplacement au détriment de tous les autres, c'est un enjeu aussi de sécurité. Si bien sûr il faut protéger les vélos des vols, il faut aussi protéger les piétons et les cyclistes, et le rapport d'État qui nous a été transmis – qu'on tient à la disposition de la presse – sur la sécurité routière à l'échelle de la Métropole nous montre que nous avons là aussi des chemins de progrès à accomplir.

Le projet de VéloLignes et de réseau de liaisons que Madame FRÊCHE nous a présenté pose un objectif qui devrait nous apparaître à tous tellement évident – mais le monde est devenu fou – dire que les enfants peuvent aller en vélo au collège et au lycée : nous avons perdu collectivement le sens des choses. Aller en vélo au collège et au lycée : c'est ce que nous voulons refaire, c'est ce qui a cultivé l'imaginaire de beaucoup d'entre nous ici, c'est la photo de Robert DOISNEAU où on voit les enfants qui gambadent. C'est un enjeu pour leur santé et leur rapport aux autres. Ce que tu as dit cher Jean-Luc [SAVY] est tellement juste. Le chemin de l'écolier, c'est un imaginaire aujourd'hui. Tous les pédopsychiatres nous alertent, tous les professionnels de santé, sur l'obésité, nous disent des choses. Eh bien là il y a un enjeu de rapport à l'espace qui doit être repositionné. L'enjeu : permettre aux enfants de retourner se déplacer à pied, en vélo, à l'école, collège, lycée, et là où nous le pourrons. C'est un enjeu essentiel, qui est de nous remettre dans le bon sens, sur le bon chemin.

De la même manière, dans la carte, chère Julie FRÊCHE, il est proposé aussi que toutes les zones d'emploi de notre Métropole soient accessibles en vélo. Il y a un mot qui est entré dans le dictionnaire, « *vélotafeur* », qui est un autre rapport aux mobilités et qui est en train d'embarquer tout le monde. Cette zone du Millénaire ou Eurêka, cher Frédéric [LAFFORGUE], je sais que s'annonce un Maire heureux, mais pour l'instant c'est le règne dominant de la voiture, parce qu'il n'y a pas d'autre choix. Eh bien nous allons donner ce choix avec ce réseau de VéloLignes, et demain de bustram, comme dans la zone d'activité d'Euromédecine, demain dans la zone Cambacérès avec l'extension de la ligne 1 fin 2024 et le réseau de VéloLignes qui va rejoindre cette zone d'activités. Nous posons un enjeu de l'ensemble des mobilités à l'échelle du territoire de la Métropole.

Je voudrais terminer sur deux choses. Madame MANTION a eu raison : il faut un calendrier lisible de l'action. Il y a les plans délibérés et il y a les plans en réalité. Il y a la compréhension des usagers, parce que parfois ça peut prendre du retard. Actuellement nous sommes – il faut le dire – très impactés par les conséquences géopolitiques du monde et le surcoût des matières premières, ça bouscule l'ensemble des chaînes, mais il nous faut ce calendrier. Je me tourne là vers les équipes : chaque Maire aura une date de début et de fin des travaux, pour pouvoir l'expliquer à chacun de leurs administrés. S'il y a un retard, il doit y avoir une capacité à dire pourquoi il y a un retard, car nous ne nourrirons pas les populistes qui, de manière simple et facile, s'amuseront



sur les réseaux sociaux à dire « *mais si, mais mi* ». Nous devons des explications quand les choses ne se font pas, nous devons de la pédagogie quand il y a des travaux, car nous le savons, il y en aura beaucoup, les habitants de la Métropole le savent, même si c'est parfois difficile, ils sont très souvent nécessaires, à l'image de ceux qui sont en cours sur la ligne 5 du tramway.

Deux derniers points. Le pouvoir d'achat. L'image de l'essence à 2 euros le litre est notre réalité du monde – c'est le nouveau choc pétrolier. Ceux qui pensent que le monde d'avant va revenir se trompent. La géopolitique du monde est ainsi : le pétrole est cher. Fondamentalement, cette réalité-là nous oblige collectivement à soutenir le pouvoir d'achat. C'est pour ça que nous subventionnons l'acquisition au VAE, que nous faisons le choix de la gratuité des transports. D'ailleurs j'entends beaucoup de controverses sur la gratuité des transports, pas dans la Métropole – l'immense majorité ici, et merci, a soutenu cette démarche – mais regardez ce que font nos amis allemands – je dis nos amis allemands – le pass à 9 euros sur tous les réseaux ferrés de la République Fédérale d'Allemagne. Regardez la Ville de Heidelberg, jumelle de Montpellier, qui développe la gratuité des transports. Regardez nos amis autrichiens qui, eux-mêmes, ont développé le même pass. Nous sommes en train de prendre le bon sens de l'histoire, pour décarboner l'ensemble de nos mobilités, pour sortir de la dépendance de notre monde aux énergies fossiles qui nous mettent dans la main des pires dictatures et des pires tyrans de la planète – qu'ils soient saoudiens, à qui tous les chefs d'État vont faire de grands mamours alors qu'ils n'hésitent pas à massacrer des journalistes, ou de Vladimir POUTINE qui provoque une guerre et avec lequel nous devons être fermes. Ce que nous faisons ici avec la gratuité des transports, le soutien au vélo, le développement, l'investissement inédit d'1 milliard d'euros, dont 150 millions d'euros sur les seules mobilités actives – c'est-à-dire un effort cinq fois supérieur à celui d'autres EPCI – c'est précisément répondre aux défis du pouvoir d'achat, mais aussi de la souveraineté de notre pays. Veut-on continuer à dépendre du pétrole autant ? Mais il faut le dire, il faut que nous voyions loin et que nous ayons une vision de l'avenir.

Cette vision de l'avenir, elle doit rencontrer une autre préoccupation : celle du rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) qui, cette fois-ci, ne s'est pas adressé aux États et aux dirigeants du monde, mais c'est adressé à chacun d'entre nous en disant : « *trois ans pour agir* ». Dans sa conclusion, le rapport du GIEC écrit une page, en disant « *que pouvez-vous faire, vous ? Que pouvons-nous faire, nous, pour la planète ?* ». Eh bien il nous dit de marcher davantage, développer, utiliser davantage le vélo, et il donne un petit mode d'emploi pour que les uns et les autres nous puissions contribuer à la décarbonation du monde. Certains ne le pourront pas, parce qu'ils n'ont pas d'autre choix et il ne faut pas leur jeter d'anathèmes, ce serait malvenu, parce qu'on ne construit pas une société sur la base des conflits, des outrances et des invectives. Mais par contre, partout où nous pouvons agir, agissons. C'est bien le plan qui est proposé aujourd'hui sur le vélo, mais qui est bien une stratégie globale qu'embarque Montpellier Méditerranée Métropole et qui vient rejoindre le schéma du SPASER qui nous a été proposé précédemment et les délibérations sur la Ligne à Grande Vitesse (LGV) pour pouvoir demain cadencer les Trains Express Régionaux (TER). 48 % des émissions de CO<sub>2</sub> dans la Métropole proviennent de nos mobilités. Eh bien partout, donnons l'opportunité, les moyens, de donner une alternative décarbonée à nos mobilités. Même si parfois le doute est là, même si j'entends l'exaspération, on aurait pu parler de la qualité de l'air et des 40 000 cancers qui sont liés à la pollution atmosphérique des déplacements automobiles et des camions. Mais nous pouvons ici nous dire une chose : il y a des doutes, il y a de l'exaspération. Moi je l'entends, je suis pris à parti, et c'est normal, sur les travaux : « *et pourquoi ? Et comment ?* », bien sûr. Mais il n'y aurait rien de pire que l'inaction. Aujourd'hui il n'y a pas un jeune du monde qui n'interroge pas sur ces questions d'environnement et d'écologie. Pour la première fois cette planétarisation de la conscience est là. Eh bien nous ici, autour des enjeux de mobilité, mais aussi des enjeux de déchets, des enjeux d'alimentation, etc., eh bien nous avons un chemin : celui d'une transition écologique, mais à juste titre qui ne doit jamais s'opposer avec l'effort de solidarité.

En délibérant sur ce plan de VéloLignes, nous prenons un engagement : c'est qu'à l'horizon 2025, il soit à l'œuvre, et que dans tout un tas d'axes, les mobilités soient sécurisées. Alors, nous devons passer à nouveau par des phases de travaux, qui rencontreront les travaux de la ligne 5 du tramway, qui rencontreront les travaux du bustram. Mais le GIEC nous a dit quoi ? 3 ans pour agir. Eh bien nous, nous mettons à profit ces 3 ans par ces choix-là, décarbonons nos mobilités et nous proposons de nombreuses options pour pouvoir décarboner et faire que, finalement, Montpellier Méditerranée Métropole soit un territoire inspirant. Parce que quand on regarde en Allemagne et en Autriche et à Montpellier, demain, cette idée de gratuité des transports, eh bien ce sera le débat des prochaines municipales dans toutes les autres métropoles en 2026. Mes chers collègues, quelque chose me dit, quelles que soient vos sensibilités, que vous serez invités par vos formations politiques respectives à expliquer que la gratuité des transports, ça marche.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Eh bien écoutez, je tiens à nous féliciter collectivement de ce très beau message de l'unanimité ; c'est fort appréciable. Julie [FRÊCHE], bravo.

*Applaudissements.*

**Monsieur le Président**

Et bravo aux équipes. Mais vous mesurez l'ampleur du travail maintenant.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N°3 : AMENAGEMENT DURABLE - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER-PERPIGNAN (LNMP) - CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ETUDES ET DES PROCEDURES COMPLEMENTAIRES - CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ACQUISITIONS FONCIERES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Véronique NEGRET, Anne RIMBERT, MM. François RIO, Jean-Luc SAVY et Charles SULTAN (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) sortent de séance.*

*M. Jean-François AUDRIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Renaud CALVAT.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 3. On va accélérer un petit peu, parce que beaucoup de collègues sont attendus et l'ordre du jour est dense. Convention sur la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), convention relative au financement des études et des procédures complémentaires. Participation de la Métropole, 500 000 euros, et acquisitions foncières, 573 000 euros. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame MANTION.

**Coralie MANTION**

Sur les délib 3 et 4, donc sur la LNMP. L'urgence climatique, le besoin de préserver notre santé et notre environnement imposent de réduire drastiquement et au plus vite les transports polluants. La ligne nouvelle Montpellier-Perpignan est en ce sens essentielle pour transférer de la route vers le rail le transport de voyageurs et de marchandises. Sur la portion Montpellier-Béziers qui nous concerne aujourd'hui, nous saluons la mixité fret-voyageurs, mais nous déplorons que la ligne se termine à Villeneuve-lès-Béziers et non en gare centrale de Béziers, où un vrai Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) aurait permis de faciliter à terme les correspondances avec les TER, les bus urbains, les cars régionaux et les réseaux vélo, éléments essentiels pour permettre de diminuer considérablement l'impact carbone de nos déplacements.

Au-delà de l'impact sur les mobilités, il est tout aussi important de bien évaluer l'impact de ce projet sur notre territoire, car ce sont plus de 52 kilomètres de voies ferrées qui vont traverser nos terres agricoles et naturelles, des terres qui accueillent une faune et une flore riches, rares et vulnérables. La côte méditerranéenne fait partie des 35 *hotspots* mondiaux de biodiversité. Cette richesse exceptionnelle nous impose une responsabilité collective de préservation. Pourtant, et malgré les multiples alertes des Ecologistes et des associations environnementales comme la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), le tracé n'a pas bougé. La LNMP va traverser 15 sites Natura 2000, 25 zones d'intérêt, 77 zones humides, 15 habitats remarquables ; ce sont plus de 2 000 hectares qui vont être détruits, des sites irremplaçables qui abritent une infinité d'écosystèmes. Tout cela pour gagner quelques minutes, alors qu'une alternative existe pour diminuer l'impact environnemental de ce projet : coller la ligne nouvelle à l'autoroute A9. Les écologistes s'abstiendront donc sur ce projet qui fragilise nos territoires au lieu de le protéger.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame MANTION. Cette position, vous nous l'aviez d'ores et déjà énoncée, et vous êtes constante en vos convictions. Merci.

Je voudrais dire juste une chose. Je crois que tous les collègues ici seront d'accord. C'est un message pour Madame BORNE, puisque paraît-il on veut procéder à la planification écologique. Alors moi je vais être très clair, mon propos, il est connu : la France des procédures ne peut pas dévorer la France des projets. Franz

KAFKA ne peut pas dévorer Victor HUGO. Ce projet a été signé en 1988 entre le Président François MITTERAND et le Premier Ministre Felipe GONZÁLEZ au Domaine d'O.

**Mathilde BORNE**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Tu voulais dire un mot Mathilde [BORNE] ?

**Mathilde BORNE**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Ah non ! Pardon Mathilde [BORNE]. Nous avons un homonyme.

**Mathilde BORNE**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Il n'y a pas de souci, il n'y a pas de problème.

1988 : on annonce la LGV Montpellier-Paris-Madrid. Là, dans le meilleur des cas, la LGV sera finie en 2040. Pour faire le tronçon Montpellier-Béziers – qui pour nous est indispensable, pas pour les quelques minutes de vitesse, même si l'engagement européen est important, c'est pour favoriser le cadencement du TER, pour sortir les communes de l'ouest de la Métropole de difficultés, les habitants de Sète, les habitants d'Agde qui en ont besoin – on serait en 2034 pour faire 40 kilomètres de LGV. Si on continue comme ça, ce pays, qui proclame à juste titre l'urgence écologique, mais quand il y a urgence, il faut des procédures d'urgence. Là on va mettre 12 ans pour faire 40 kilomètres de LGV. Mais soyons sérieux. Donc là je plaide auprès de Madame BORNE – Élisabeth, pas Mathilde – pour qu'à un moment il y ait des procédures qui soient simplifiées, qui prennent en compte les enjeux environnementaux, évidemment, mais surtout qui nous redonnent de la crédibilité démocratique pour pouvoir agir. Vous imaginez : on sera en 2040 ! D'ailleurs je crois qu'on ne sera pas nombreux à siéger dans cette Assemblée à ce moment-là, et on aura honoré 62 ans plus tard la parole de Felipe GONZÁLEZ et de François MITTERAND. Je crois que là il y a un enjeu à se ressaisir démocratiquement. Ça c'est mon adresse à Élisabeth BORNE.

Je mets aux voix les deux affaires. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

*Abstentions : 12 voix*

*Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.*

**AFFAIRE N°4 : AMENAGEMENT DURABLE - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER-PERPIGNAN (LNMP) - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) - AVIS DE LA METROPOLE SUR LE DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME (MECDU)**

*Mme Véronique NEGRET, MM. Sophiane MANSOURIA et Charles SULTAN (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) entrent en séance.*

*Mme Clare HART quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Tasnime AKBARALY.*

*M. Cyril MEUNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Florence AUBY.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 4. Même vote ? Serge [DESSEIGNE], vas-y, sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

### **Serge DESSEIGNE**

Oui, c'est sur la DUP. J'aurais pu intervenir sur la 3, je le fais maintenant, parce que la DUP ce sont aussi les questions qui ont été abordées tout à l'heure par Julie FRÊCHE. Vous avez eu raison, Président, de dire la question : c'est 2034, pour l'ouverture de cette ligne. Lorsqu'on parle de PEM et d'écologie, qu'est-ce que ça veut dire sur l'ouest montpelliérain ? Qu'est-ce que ça veut dire sur les 18 000 voitures qui passent sur la RD185, qui viennent de Fabrègue, de Mireval, de Vic-la-Gardiole ?

Il est très intéressant des fois d'avoir de l'écologie prospective et je suis très clair. Ce projet, j'ai été élu avec Gérard BUISSON, on en parlait. On avait approuvé le tracé, avec y compris des associations écologistes, d'accord ? Qui s'est battu pour la non-réalisation, lors du dernier mandat, de ce qu'on appelle « *le pont de Villeneuve* », que nous devons aujourd'hui désenclaver, habiter une zone naturelle d'intérêt écologique et faunistique ? Je n'en ai pas vu beaucoup. Aujourd'hui, la question qui se pose c'est une ligne LGV. Aujourd'hui, ce qui se pose c'est rentrer dans une DUP qui permet d'améliorer les plans d'urbanisme. J'y reviendrai quand on parlera de la question littorale, mais la question des plans d'urbanisme nous est imposée aujourd'hui. Ne pas réaliser aujourd'hui cette DUP, c'est aussi ne pas mettre en corrélation nos discours très écologistes et la réalité de ce que nous devons mettre en place. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur DESSEIGNE. Madame RIBOT, Monsieur MEISSONNIER.

### **Catherine RIBOT**

Effectivement, concernant l'écologie prospective, juste un mot. Je pense qu'il faut prendre garde quand même, parce que l'année 2022 marque les 30 ans du réseau d'espaces protégés Natura 2000, 30 ans de protection de la biodiversité en Europe. C'est important. Sans remettre en cause la ligne Montpellier-Perpignan – ce n'est pas une remise en cause, mais c'est juste une mise en garde – il faut faire attention tout de même, car il y a sur cette ligne, il y a sur le territoire de la Métropole ces réseaux, ces espaces protégés Natura 2000.

### **Monsieur le Président**

Merci. Monsieur MEISSONNIER, qui lui a une formidable gare TER grâce à la LGV.

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Je reviens un peu sur ce qui a été dit aussi par mon ami DESSEIGNE. Je me souviens quand il y a eu le projet de création de la ligne Oc'Via – donc Nîmes-Montpellier – beaucoup avait beaucoup d'émotion sur les plaines agricoles, sur pas mal de choses. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on a on a bien fait – certains ici d'ailleurs sont présents – de soutenir ces travaux, puisque cette ligne Nîmes-Montpellier a permis de récupérer le fret. Nous sommes passés de 4 à 6 trains, et maintenant nous sommes à 72 trains sur les TER. L'écologie, ça se calcule aussi un peu comme ça. Et surtout, être, nous, à 8 minutes du cœur de ville de Montpellier, ça a permis à pas mal de Baillarguais de supprimer une voiture. Il faut le dire, maintenant, avec l'augmentation du gazole, eh bien les familles elles suppriment une voiture, elles prennent les TER. L'écologie, ça se calcule aussi comme ça, donc j'encourage vivement à ce que cette ligne ferroviaire sur la partie ouest de Montpellier soit faite le plus rapidement possible pour permettre une écologie prospective. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Je mets aux voix. Même vote ? Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Abstentions : 12 voix*

*Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.*

**AFFAIRE N°5 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS - CENTRE D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DE GRAMMONT - BILAN DE LA CONCERTATION - ARRET DU DOSSIER DEFINITIF DU PROJET - APPROBATION**

*Mme Anne RIMBERT et M. François RIO entrent en séance.*

*Mmes Bernadette CONTE-ARRANZ, Clara GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), Céline PINTARD, MM. Hervé MARTIN et François VASQUEZ sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 5. Madame FRÊCHE, sur le bilan de la concertation sur le nouveau centre de dépôt de la TaM, pour accueillir notamment la cinquième ligne de tramway à Grammont, qui dans un second temps nous permettra de desservir en tramway le magnifique site de Grammont, très important pour l'ensemble des habitants de la Métropole. Madame FRÊCHE.

### **Julie FRÊCHE**

Merci, Monsieur le Président. Rapidement, la création de ce nouveau centre d'exploitation et de maintenance viendra compléter les deux actuels : celui des hirondelles à la Mosson et celui de Jeune Parque à Garosud. La création de ce nouveau dépôt accueillera 40 tramways, dans le cadre de l'appel d'offres le plus important de France, qui vont servir à renouveler les rames de la ligne 1, à exploiter la ligne 5 et à amortir l'augmentation de la fréquence station induite par la gratuité des transports. Ce sont aussi 40 bus qui viendront évidemment constituer la flotte des futurs bus-trams électriques.

L'emplacement a été choisi à Grammont. C'est un site qui se connecte facilement au réseau de tramway sur la ligne 1. Sa desserte routière est excellente, avec l'A709 au sud, l'avenue de Grammont à l'ouest, et l'avenue Albert-Einstein au nord, et l'avenue Pierre-Mendès-France vers le centre, qui vont faciliter les accès bus. Il y a aussi des réserves foncières disponibles, qui vont assurer l'évolutivité du site dans le temps. Les règles d'urbanisme, notamment la proximité de l'aéroport, y autorise la réalisation d'équipements publics et industriels, quant à la proximité de l'autoroute, et en plus c'est un site qui n'aurait pas permis la construction d'immeubles d'habitation. La livraison est prévue fin 2026.

Trois variantes ont été proposées à la concertation, par la rue Georges-Méliès, par le boulevard Télémaque et l'avenue Pierre-Mendès-France. Je ne vais peut-être pas rentrer dans le détail de chaque variante, mais je me tiens à la disposition de vos éventuelles questions. La concertation publique a eu lieu du 31 janvier au 2 mai. Comment ? Sur les registres en papier, en ligne et à travers une réunion publique. On ne peut pas dire qu'il y a eu foule, mais tous les acteurs directement concernés ont été concertés, que ça soit les riverains habitants, les associatifs, notamment ceux qui utilisent les jardins familiaux, les professionnels, les chambres consulaires et le Pays de l'Or, l'EPCI voisin. On dénombre 31 contributions portées aux registres, 3 courriers adressés au maître d'ouvrage, des avis exprimés. La variante qui recueille le plus d'avis positifs est la variante Pierre-Mendès-France, qui permettra d'assurer dans un second temps une desserte commerciale sur le site de Grammont, sur l'espace des familles, avec aussi l'investissement massif à hauteur de 50 millions d'euros pour le cimetière, 4 millions d'euros pour le futur skate-park. Dans un second temps on étudiera la desserte commerciale pour relier Grammont vers le centre-ville.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame FRÊCHE. Y a-t-il des questions ? Vas-y.

### **Bernard MODOT**

Il me semble qu'il y a un élément extrêmement important : le terme « *commercial* » me dérange un peu, mais le cimetière métropolitain, les personnes âgées ont absolument besoin du tram. Je pense que les jeunes aussi sont à la demande d'un Zénith avec un tram qui le dessert. Et que dire des enterrements que nous vivons au centre funéraire avec le tout bagnole qui devient catastrophique ? Je crois que cette desserte commerciale de cette zone-là est extrêmement importante.

### **Monsieur le Président**

Bernard [MODOT], on est parfaitement d'accord. Dans ce mandat, nous aurons la délibération qui lance les études, tout le process, pour que nous puissions assurer une desserte du cimetière métropolitain. Monsieur MARTIN suit ça à la Ville, on va faire un super skate-park pour les jeunes. Si on veut être en cohérence avec nos propos de tout à l'heure, c'est aussi la salle des mariages à Montpellier, notre centre d'art dramatique des 13 vents. Le choix de l'implantation à Grammont du dépôt est bien dans la perspective de faire cette extension de la ligne 1 de tramway. Nous ne serons pas en capacité financière de la faire durant ce mandat, ce ne serait pas sérieux, il y a des arbitrages qui doivent être faits. Mais évidemment, dans la foulée, il faut que nous soyons en capacité. Pardon, j'ai oublié le Zénith, tu l'as parfaitement soulevé. Et aussi de doter à cet endroit-là la Métropole d'un nouveau parking relais, car toute une partie des véhicules provenant de l'intercommunalité de l'Étang de l'Or, ils doivent pouvoir aussi poser leur voiture à cet endroit. Nous aurons



une délibération, je ne peux pas te répondre là, mais dans le mandat, qui lancera les études pour que nous ayons la capacité de prolonger et de desservir, commercialement – je ne sais pas si on doit le dire ainsi – avec la gratuité, mais d’offrir ce service pour là aussi, offrir une option de mobilité décarbonée aux usagers de Grammont.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

## **AFFAIRE N°6 : ENVIRONNEMENT - QUALITE DE L'AIR - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2022-2025 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ATMO OCCITANIE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes Bernadette CONTE-ARRANZ, Clara GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), Céline PINTARD et M. François VASQUEZ entrent en séance.*

*Mme Julie FRECHE et M. Abdi EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL) sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 6. Madame TOUZARD, sur la convention avec ATMO.

### **Isabelle TOUZARD**

*Intervention hors micro.*

### **Monsieur le Président**

Tu n’as pas le droit de parler ? Tu as raison. Il faut que nous soyons très attentifs à tout ça. Je vais présenter ça – tu acquiesces ou tu dis non si je me trompe. Tout ce qu’on se dit sur la décarbonation de nos mobilités, c’est aussi un engagement sur la qualité de l’air. A Montpellier, si on remettait ton diaporama, chère Julie [FRÊCHE], notre Métropole fait partie des métropoles condamnées pour la mauvaise qualité de l’air.

Je veux préciser d’ailleurs que j’ai écrit là aussi à Elisabeth BORNE pour dire que nous on veut bien faire la ZFE, on est engagés, il y a eu un gros travail avec les professionnels, ce n’est pas un dossier simple pour les particuliers, tout le monde en est très conscient. Mais franchement, aujourd’hui, le principal émetteur, c’est quand même l’autoroute et l’État, et qui doit lui aussi assumer sa responsabilité ! J’aurai un échange avec le Préfet sur ce sujet-là. Je ferme la parenthèse.

Nous passons une convention avec ATMO pour évaluer la qualité de l’air, et en particulier dans les endroits sensibles, puis pour évaluer l’impact des politiques publiques que nous menons, pour bien montrer, mettre en évidence, ça marche, ça ne marche pas – nous savons plutôt que ça fonctionne – et donc avoir une cartographie plus fine autour des écoles, autour des collèges, autour des axes principalement pollués. C’est ATMO, qui est un opérateur principalement État et Région, et un peu Métropole, qui va mener ces évaluations, et qui va être un outil à la fois d’évaluation de nos décisions de politiques publiques et d’aide à la décision. Nous participons à hauteur de 105 000 euros, pour mener ces évaluations, produire de la donnée et évaluer nos politiques publiques. Je veux rappeler que la pollution atmosphérique, ce sont 40 000 morts par an, c’est la troisième cause de cancer après le tabac – dont nous parlons aujourd’hui puisque c’est la journée sans tabac.

Est-ce qu’il y a des questions là-dessus ? Oui, Monsieur FOURCADE.

### **Jean-Noël FOURCADE**

Bonjour. On parle de qualité de l’air, pour en avoir parlé une fois en commission, on pourrait profiter de tout ce réseau qu’on veut mettre en place sur la Métropole pour étudier également les pollens, puisque c’est un sujet de santé publique. Il y a beaucoup d’allergisants dans l’air au printemps. C’était juste pour signaler : il y a le Réseau National de Surveillance Aérobiologique (RNSA), qui fait ce suivi au niveau national, qui a des capteurs, qui en a un à Montpellier et qui émet des bulletins de vigilance quotidiens au niveau des pollens

pour ceux qui sont allergiques ou qui craignent ça. Je pense qu'il faudrait combiner ces deux réseaux de suivi, parce que je pense que ce n'est rien à fédérer tout le monde pour avoir ces mêmes capteurs et multiplier la donnée, même si c'est un petit peu annexe à la pollution en tant que telle.

#### **Monsieur le Président**

Madame TOUZARD me dit que oui. D'autres questions sur ATMO ? La remarque de Monsieur FOURCADE et la proposition sont très justes et bien notées. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

### **AFFAIRE N°7 : ENVIRONNEMENT - CONTRAT DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX TARIFS REGLEMENTES DE VENTE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Abdi EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL) entre en séance.*

*M. Jean-Noël FOURCADE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Jean Pierre RICO.*

#### **Monsieur le Président**

Affaire n° 7. Le contrat de concession pour le service public avec Enedis, qui a été une négociation âpre mais rondement menée par le duo des Isabelle, Madame LE VANNIER et Madame TOUZARD. Isabelle [TOUZARD], tu as la parole. Madame LE VANNIER, que je veux saluer.

#### **Isabelle TOUZARD**

Merci, et que je salue également, ainsi que tous ses services, qui se sont énormément donnés sur ce contrat : 2 années de négociations quand même et plus de 40 réunions – que ce soit des réunions techniques ou en comité de pilotage – pour arriver à l'aboutissement de ce contrat. C'est une négociation très particulière puisqu'on négocie avec Enedis, qui est en situation de monopole. Il y a 2 axes, quand même. Le gros morceau, c'est toute la distribution d'électricité sur 7 communes de notre territoire : Montpellier, mais également Baillargues, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Castelnau-le-Lez ; puisque pour les autres communes c'est Hérault Énergie qui est l'autorité organisatrice de distribution de l'énergie. Il y a juste un petit cas particulier : Grabels et une partie du quartier de la Mosson, où là c'est la coopérative de Saint-Martin-de-Londres qui gère le réseau.

Donc les gros enjeux – je vais le dire très rapidement, mais c'est quand même un gros morceau – c'est un contrat de 25 ans, et qui renvoie à globalement des dizaines voire centaines de millions d'euros à terme, qu'il nous faut garantir en termes d'investissement sur ce réseau, qui est notre propriété et qui est donc confié à Enedis. L'électricité, c'est fondamental. On imagine les coupures, ce que ça peut engendrer au niveau de nos usagers ou des entreprises ou tous les acteurs du territoire. C'est la question de la rapidité d'intervention, c'est aussi la question de l'investissement sur notre réseau pour le tenir en état, mais aussi faire face aux enjeux de résilience de ce réseau d'électricité. Il faut savoir que par rapport au changement climatique, au risque de canicules, d'inondations, de gel – malheureusement on en a – il faut que notre réseau soit hyper résilient. Ce sont aussi les gros enjeux : l'électricité, c'est dans nos bâtiments, mais c'est de plus en plus dans nos mobilités. C'est être capable aussi de faire face, que le réseau soit en capacité, notamment en termes de puissance, de pouvoir accueillir ces nouveaux besoins. Donc énormément d'enjeux. Les enjeux, Monsieur le Président, vous y êtes très sensible : les questions aussi esthétiques à la suite de travaux, et beaucoup d'autres.

La situation est nouvelle puisque depuis quelques années, les métropoles comme la nôtre, et les toutes les autorités organisatrices, négocient ce contrat sur la base d'un contrat-type qui a été négocié au niveau national avec France urbaine et la Fédération nationale des communes concédantes. Auparavant on n'avait pas de contrat-type. Et par rapport à ce contrat type, on a, lors de ces 40 réunions, obtenu, on le pense au bénéfice de nos communes, un contrat qui nous semble aujourd'hui, au bout de 2 ans, tout à fait acceptable, et même au bénéfice de la collectivité et de nos usagers.

Je pourrai donner quelques exemples. Alors qu'aujourd'hui le temps de coupure moyen par an est de

29 minutes, on va descendre à 25 minutes. La moyenne nationale est bien au-delà, près de 40. Les incidents : on va diminuer, passer de 4,5 incidents aux 100 kilomètres à 3,5. On a obtenu dans ce contrat une évaluation financière du schéma directeur des investissements, chose qui n'était pas prévue dans le contrat-type. On a également obtenu pour le premier projet pluriannuel d'investissement, sur les 5 ans, on a obtenu de la part d'Enedis qu'il s'engage sur 2,3 millions d'euros par an – je ne rentre pas dans les détails – mais également sur les PPI suivantes, chose qui n'était pas non plus prévue dans le contrat-type. On a aussi négocié forcément une question importante : le taux d'enfouissement, qui est très cher aussi aux maires. On va avoir dans ce contrat un minimum de 98 % d'enfouissement. Il y a des endroits où on ne peut pas enfouir – je parle sur les nouvelles opérations – mais 98 %, alors qu'aujourd'hui on n'en était qu'à 90 %. On a une convention spécifique sur l'esthétique, qui est annexée à cette convention, avec Enedis, qui se propose de contribuer à hauteur de 50 % aux travaux, alors que dans le contrat-type c'est prévu 40 %. Et à hauteur aussi, on l'a négocié avec le Pôle Proximité Espaces Publics (PEPS), parce qu'il faut aussi que derrière nos équipes puissent suivre sur tous ces travaux, de 250 000 euros par an à terme. On s'est également mis d'accord avec Enedis, sur un volet transition écologique, dans le cadre d'un partenariat sur les actions à engager ensemble, Enedis versera à la Métropole 200 000 euros par an, notamment pour financer l'Agence Locale de l'Energie (ALEC) mais aussi d'autres projet qu'on concevra ensemble, pendant 15 ans, alors que dans le contrat-type il n'était pas prévu d'engagement financier, donc là aussi quelque chose de très positif. Voilà, je n'en dis pas plus.

Simplement, le contrat qui vous est proposé a été soumis à un comité de pilotage, qui rassemblait les élus des communes concernées, et je pense que lors de ces comités de pilotage, on a bien fait valoir nos attentes, les attentes des communes. Ce contrat est un contrat de 25 ans, donc qui nous engage sur la durée. C'est pour ça qu'on était très vigilants, puisqu'on engage bien entendu nos successeurs, et on était très vigilants aussi dans ce contrat sur les clauses en fin de contrat. Michaël [DELAFOSSÉ], tu as suivi aussi de très près les évolutions de ces négociations. Même si les situations et l'historique sont très variables d'une métropole à l'autre, on a toujours aussi essayé de prendre des repères. On vous soumet ici un contrat dont on pense qu'il est bon pour la Collectivité.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Isabelle [TOUZARD]. Est-ce qu'il y a des questions ? Je veux vous dire effectivement que ça a été âprement négocié et bien négocié. De nombreuses réunions, et je crois que là on arrive à une position satisfaisante.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Merci beaucoup Isabelle [TOUZARD], et merci à Madame LE VANNIER et ses équipes.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

#### **AFFAIRE N°8 : ANIMATION DU TERRITOIRE - APPEL A PROJETS DANS LE CADRE DE LA CANDIDATURE MONTPELLIER CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE 2028 – APPROBATION**

*Mmes Michelle CASSAR, Julie FRECHE, MM. Hervé MARTIN et Jean-Luc SAVY entrent en séance.*

*M. Joël VERA sort de séance.*

*Mme Coralie MANTION quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

*M. René REVOL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de Mme Zohra DIRHOUSI accordé à M. René REVOL est annulé).*

#### **Monsieur le Président**

Je donne la parole à Monsieur PENSO pour nous présenter l'affaire n° 8.

#### **Éric PENSO**

Monsieur le Président, chers collègues. Une affaire très importante, qui porte sur l'appel à projets dans le cadre de notre candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2028. Comme vous le savez, chers collègues, la Ville de Montpellier, la Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopolie, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités – d'ailleurs ce nombre grandit régulièrement – sont à nos côtés et se sont unis pour porter ensemble la candidature de Montpellier capitale européenne de la culture



2028, utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable de notre territoire. C'est dans cette dynamique que nous lançons, avec Sète et les autres collectivités, mais particulièrement avec Sète, un appel à projets pour enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de notre candidature Montpellier 2028.

Cet appel à projets a pour objectif de mobiliser bien entendu l'ensemble des acteurs et des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux de notre territoire. Il s'agit pour nous d'encourager les initiatives s'inscrivant dans l'ambition de la candidature autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes, de la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles qui sont fortes sur notre territoire, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture. Cet appel à projets a vocation à soutenir l'ensemble des projets qui pourraient répondre aux objectifs de Montpellier capitale européenne de la culture, et ces projets devront revêtir – nous le souhaitons en tout cas – des formes originales et innovantes et devront se dérouler sur le territoire de bassin de vie de Montpellier et Sète entre le 15 août 2022 et le 31 décembre 2022, et seraient de préférence gratuits et accessibles à toutes et à tous. L'aide qui nous est proposée aujourd'hui, avec un règlement qui est joint – vous avez pu en prendre connaissance – prendra la forme d'une subvention aux projets dans la limite d'un plafond maximum de 50 000 euros. L'ensemble des projets qui seront retenus dans le cadre de cette candidature seront communiqués pour que Montpellier capitale européenne de la culture soit fortement valorisée. Pour ce qui concerne notre Métropole, nous prévoyons un montant prévisionnel d'engagement de 500 000 euros, à côté de l'engagement de Sète bien sûr, également. Voilà, mes chers collègues, cette dynamique que nous lançons aujourd'hui, avec le soutien de toutes et tous, je n'en doute pas.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Est-ce que sur ce point il y a des questions ? Non, tant mieux, ça veut dire que ça fait consensus. La notion d'appel à projets en matière de culture, c'est un petit peu celle qu'on a initiée, avec les collègues, pour le nouveau sommet Afrique-France, qui nous a très clairement permis d'offrir de très beaux rendez-vous artistiques et culturels, dont un des auteurs est devenu prix Goncourt, d'autres se sont distingués auprès d'autres institutions après leur présentation à Montpellier. 500 000 euros pour Montpellier Méditerranée Métropole, et 200 000 euros pour la Ville de Sète : c'est aussi une illustration de la coopération. L'idée c'est que, vraiment, entre fin août et décembre, cet appel à projets illustre le dossier que nous allons présenter en décembre 2022 pour la présélection, avec de nombreuses villes, pour être retenu, puisque quatre villes seront retenues sur l'année 2023, et la ville lauréate, fin 2023. C'est la démarche.

Je voudrais aussi préciser, en complément, que la capitale européenne de la culture aura un lieu, qui sera réceptacle des artistes, des questionnements du public, de l'appropriation par les habitants de toute la Métropole et de Sète, qui sera à l'hôtel d'Aurès, c'est-à-dire l'ancien site du conservatoire transféré à la Cité des arts, en face du carré Sainte-Anne, et qui sera le lieu vivant de la candidature de Montpellier comme capitale européenne de la culture. Ce sera aussi un lieu de résidence d'artistes, qui va illustrer cela. J'invite vraiment tous les collègues, notamment les maires, à se faire ambassadeurs sur leur territoire des appels à projets. Dans beaucoup de communes, il y a d'innombrables artistes qui ont trouvé hospitalité, refuge, accueil, bienveillance. C'est cette énergie-là que nous devons accompagner, parce qu'elle sera un élément d'identité de notre candidature, la Métropole, Sète, terre d'hospitalité pour les artistes. Il y a un jury qu'Éric [PENSO] va suivre, qui se déroulera au mois de juillet pour sélectionner les projets et lancer ces initiatives.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de cette unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°9 : AMENAGEMENT DURABLE - MISE EN APPLICATION DE LA RESERVE C 23 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) POUR AMENAGEMENT DE CIRCULATION MODES DOUX, RUE DE LAS SORBES ENTRE L'AVENUE DE LODEVE ET LA RUE NOTRE-DAME D'ESPERANCE - DEMANDE D'OUVERTURE CONJOINTE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENQUETE PARCELLAIRE - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 9. Nous lançons une DUP. Peut-être que les plus anciens ici connaissent le site : c'est à côté du

lycée qu'on appelait « *Mas de Tesse* » auparavant, Jules-Guesde, rue de Las Sorbes. Ce sont des garages qui sont devenus des commerces et qui nous empêchent de mettre en œuvre le réseau de liaisons et de mobilités. Donc nous lançons à cet endroit une DUP. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°10 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN A L'ACTION DU DOCTEUR DENIS MUKWEGE, PRIX NOBEL DE LA PAIX - CONVENTION CADRE DE COOPERATION INTERNATIONALE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER, L'HOPITAL GENERAL DE PANZI, LE CHU DE MONTPELLIER, LE CHU DE NIMES, LA REGIE DES EAUX DE LA REGION OCCITANIE, L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER ET LA FACULTE DE MEDECINE DE MONTPELLIER-NIMES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Joël VERA entre en séance.*

*M. Yvon PELLET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 10. Madame HART a dû nous quitter puisqu'elle va conclure les travaux du colloque Nouvelles d'Afrique, pour lequel Jean-Pierre RAFFARIN était présent à Montpellier ; René [REVOL] aussi nous a quittés. Il s'agit d'une action qui est importante, de coopération internationale, qui se joue avec plusieurs acteurs : les deux CHU Montpellier et Nîmes, la Faculté de médecine de Montpellier-Nîmes, Montpellier Méditerranée Métropole et avec – c'est une des conséquences du nouveau sommet Afrique-France – avec la clinique de Panzi. La clinique de Panzi, c'est là où exerce le Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la paix, Docteur *honoris causa* de l'Université de Montpellier, et qui est « *l'homme qui répare les femmes* ». C'est ainsi qu'il a été présenté, puisqu'il lutte contre le viol comme arme de guerre, qui hélas déchire la République Démocratique du Congo, qui est une violence faite aux femmes absolument abominable. Comme médecin, il répare le corps des femmes et il témoigne, il a un engagement international, pour demander aux institutions internationales, notamment la Cour Pénale Internationale, de sanctionner de condamner cette violence de guerre. Notre souhait, c'est vraiment de soutenir la clinique de Panzi, de permettre à des étudiants en médecine de Panzi de venir se former dans nos établissements hospitaliers, et d'accompagner ce qui est appelé « *le village des femmes* », là où elles retrouvent de la sérénité après les interventions chirurgicales que mènent le Docteur MUKWEGE et l'ensemble de ses équipes. C'est un accord de coopération internationale, qui est proposé à votre délibération.

Nous inviterons le Docteur MUKWEGE à Montpellier au moins d'octobre, parce que nous souhaitons organiser une sorte de rencontre un peu inspirante, avec des gens qui, par leur action sur la planète, sont des gens qui font du bien. On a accueilli le Docteur MUKWEGE à la Faculté de médecine avec le Président AUGÉ et beaucoup de membres du corps professoral ; il nous a littéralement saisis. Un film sur lui a été projeté au Diagonal, et beaucoup de gens présents ont dit « *mais il faut agir, il faut agir* », donc il y a cette convention. Nous l'accueillerons pour une conférence grand public et il viendra aussi donner une leçon de médecine aux étudiants de 6<sup>e</sup> année et 5<sup>e</sup> année de la Faculté de Montpellier et de Nîmes, c'est la Doyenne qui organisera ça – la Doyenne qui est aussi une femme remarquable –, illustrant ainsi le grand engagement humaniste de notre Faculté de médecine. A ce moment-là évidemment, je crois que nous cherchons la salle la plus grande pour accueillir le plus grand nombre.

Je peux vous assurer qu'après une prise de parole du Docteur MUKWEGE, vous n'êtes plus tout à fait le même, tant c'est important, et je requiers vraiment un vote unanime sur cette convention. Il faut savoir : il vit sous protection permanente de gardes de sécurité pour son action en faveur des femmes. C'est un des hommes qui vraiment marquera son temps et que nous devons, nous avons le devoir d'accompagner.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Eh bien écoutez, je propose de passer au vote. Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions, des refus de prendre part au vote ? Voilà une très belle unanimité. Je remercie aussi la Régie des eaux pour son engagement dans cette coopération fort utile.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

## **AFFAIRE N°11 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2021 DU BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION**

Mme Fanny DOMBRE-COSTE et M. Yvon PELLET entrent en séance.

Mmes Marie MASSART, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, MM. Michaël DELAFOSSE et François VASQUEZ sortent de séance.

### **Monsieur le Président**

On passe aux affaires liées au Compte administratif. Je vais céder la Présidence à Renaud CALVAT, qui va présenter le Compte administratif et proposer à délibération.

*Conformément à l'article L. 5211-1 du CGCT, le Conseil élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif (affaires 11 à 15).*

*Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la candidature de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Président de séance ad hoc est acceptée à l'unanimité.*

### **Monsieur le Président**

Pour des raisons juridiques, là, je quitte la séance, le temps de ces travaux et je reviens après. Merci, Monsieur le Vice-Président.

*Monsieur le Président quitte l'hémicycle.*

### **Renaud CALVAT**

Merci, Monsieur le Président. Vous nous quittez pour respecter les formes du débat et du vote sur le compte administratif (CA). Chers collègues, bonjour à toutes et à tous. Je vais vous présenter rapidement les principaux éléments du Compte administratif de notre Budget 2021.

Vous connaissez maintenant nos grands éléments budgétaires. Les trois leviers de notre politique financière et fiscale dans la Métropole. Les leviers n° 1 et 2, les fameux « 12-12 », maîtriser la section de fonctionnement, taux d'épargne : il est supérieur aux 12 %, c'est bien, 22,5 %. Et notre capacité de désendettement est de 6 ans, donc en-dessous des 12 ans. Donc ces deux leviers sont respectés. Le levier n° 3 concerne nos dépenses d'équipement, notre PPI et notre taux de réalisation. Nous avons fait un peu mieux, mais nous avons encore des marges de progression, je le dis, principalement sur l'investissement de voirie. On a encore discuté avec Monsieur MERLIAUD il y a quelques jours de cela : nous sommes à 65 % de taux de réalisation ; c'est 5 % de mieux, mais ça n'est pas encore suffisant. Nous pensons qu'en 2022 notre taux sera beaucoup plus important. Nous avons maintenant l'ensemble des cadres recrutés dans cette direction, donc nous devrions atteindre pour le CA 2022 70 à 75 % ; Monsieur NYS, c'est l'objectif, 70 à 75 %, pour arriver à la fin du mandat à un taux de réalisation de 85 %, qui est l'objectif que le Président nous a confié.

J'espère que c'est la dernière fois que je vous présente ainsi l'impact de la crise sanitaire. Depuis deux ans, nous faisons le point dans le BP bien sûr et dans le Compte administratif, de l'impact de la Covid-19. Sur le Budget 2021, donc au Compte administratif, la Covid-19 a encore coûté à la Métropole 8,5 millions d'euros. Des dépenses supplémentaires de fonctionnement, principalement pour la DSP transport, de 6,1 millions d'euros. Des pertes de recettes à hauteur de 6 millions d'euros, sur le versement mobilité, la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE). Quelques économies aussi, parce qu'en 2021 un certain nombre de manifestations n'ont pas pu se tenir, donc des économies à hauteur de 3,6 millions. Mais un bilan de 8,5 millions d'euros. J'espère qu'au CA 2022 il n'y aura pas d'impact de la crise sanitaire, ou en tout cas marginal. L'année dernière, au CA 2020, on était à 30 millions, donc c'est mieux, mais c'est toujours 8,5 millions d'euros que nous n'avons pas pu affecter à des dépenses publiques.

Le budget principal, vous connaissez maintenant très bien aussi ce document : 1 milliard d'euros ; 659 millions de dépenses affectées aux politiques publiques ; 152 millions de dépenses non affectées et

170 millions d'euros de dépenses d'ordre.

Rentrons dans le détail maintenant des dépenses affectées aux politiques publiques. Le premier budget, on en a parlé ce matin avec Julie [FRÊCHE], concerne les déplacements alternatifs, les mobilités douces. 21 % de notre budget est consacré aux mobilités douces et alternatives, à hauteur donc de 138 millions d'euros en 2021, lorsqu'on additionne l'investissement et le fonctionnement. C'est le premier budget de la Métropole. Ensuite, le deuxième budget concerne la transition énergétique, la gestion des déchets, à hauteur de 122 millions d'euros, donc 18 %. Les mobilités alternatives, 138 millions ; la gestion des déchets et l'environnement, 122 millions ; le sport, la culture, l'émancipation, le bien-être, le bien-vivre, 118 millions d'euros, 18 % ; les déplacements et les mobilités plus traditionnels, 113 millions d'euros, 17 % ; l'attractivité du territoire, le développement économique, 51 millions d'euros ; la Métropole solidaire, 45 millions d'euros ; les risques majeurs, la GEMAPI, la lutte contre les inondations, 33 millions d'euros ; et pour faire fonctionner tout cela l'administration générale, 40 millions d'euros. Vous voyez bien que sur 660 millions d'euros de dépenses, 40 millions d'euros pour l'administration générale, et le reste est affecté à des politiques publiques.

Nous avons réalisé un histogramme extrêmement intéressant qui vous présente le budget d'investissement de ces dix dernières années. Vous avez en bleu le budget annexe lié à l'assainissement ; vous avez en jaune les dépenses liées au tramway, et là on voit très bien que lorsqu'on est sur la ligne 3 ou la ligne 4 du tramway 2010-2012, nous avons des investissements extrêmement importants ; et vous avez en vert le budget principal de dépenses d'équipement or tramway, et vous voyez 2021, avec 198 millions d'euros, c'est l'année où la Métropole a le plus investi depuis dix ans. 18 millions d'euros d'investissement en plus par rapport à 2020. Comparons plutôt 2018-2019, puisqu'avant la Métropole n'avait pas la compétence voirie, donc n'avait pas l'investissement routier – c'est le cas depuis le CA 2017 et 2018. Mais vous voyez, c'est la première année de mise en œuvre de notre PPI. 198 millions d'euros d'investissements hors tramway : c'est inédit depuis la création de notre intercommunalité.

Comment se répartissent ces dépenses d'investissement ? Donc notre marguerite : 228 millions d'euros de dépenses d'équipement. 107 millions d'euros pour le déplacement, 31 millions d'euros pour l'activité économique, 11 millions euros pour le cycle de l'eau, 18 millions d'euros pour préserver notre environnement, 27 millions d'euros pour la Métropole sportive et culturelle, et 34 millions euros pour la Métropole solidaire. Nous pourrions rentrer dans le détail si vous le souhaitez après.

Quelques actions, un focus sur quelques actions intéressantes en 2021 : ligne 5 du tramway, début des travaux, 29 millions euros ; les mobilités actives, on en a parlé, l'aide pour le Vélo à Assistance Electrique (VAE), 9 400 vélos en 2021 pour un montant de 4,7 millions d'euros ; le projet Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) majeur, 6 millions d'euros ; l'aide à la pierre, 10 millions d'euros ; un projet aussi que suit Christian ASSAF, qui est un projet important pour rendre nos équipements sportifs accessibles à toutes et à tous, 2,2 millions d'euros ont été investis sur l'accessibilité universelle en 2021 ; Med Vallée, 5,6 millions ; et la gratuité des transports, 6 millions d'euros.

Petit focus sur la gratuité des transports maintenant. Dans ce document, vous avez sur votre gauche l'histogramme qui représente l'évolution du versement mobilité depuis dix ans. Vous voyez que si vous prenez le versement mobilité en 2011, il a rapporté à la Métropole 72 millions d'euros par an, et il a rapporté en 2021, malgré la crise de la Covid-19, 100 millions d'euros. Nous avons donc eu un gain de versement mobilité en dix ans de 28 millions d'euros. Vous avez à droite le coût de la gratuité en 2021 : 6 millions d'euros – 3 millions d'euros pour la phase 1, le week-end, et depuis septembre 2021 pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, 3 millions d'euros. Le versement mobilité rapporte à la Métropole 28 millions d'euros par an en plus par rapport à il y a dix ans, et le coût actuel est de 6 millions. Pour quel impact ? Vous avez l'augmentation de la fréquentation en-dessous : +198 % d'augmentation de la fréquentation pour les jeunes de moins de 18 ans, et pour nos aînés, + 92 %, ce qui représente par mois, pour les jeunes, plus de 438 000 déplacements supplémentaires et vous avez 317 000 déplacements pour nos aînés. Vous avez ici le résultat de la politique de gratuité, mise en relation avec le coût. Nous avons 28 millions d'euros de recettes supplémentaires ; 6 millions d'euros, c'est le coût. Nos estimations sur le coût global de la gratuité fin 2023, lorsqu'elle sera étendue à l'ensemble de la population métropolitaine, nous étions entre 30 et 35 millions d'euros : nous sommes franchement dans une bonne prospective. Ce sera certainement le chiffre réel à la fin de l'année 2023, compensé par l'augmentation du versement mobilité, et pour un résultat évident : une augmentation de la fréquentation extrêmement importante.

Je dois ensuite vous présenter les chiffres du compte administratif du budget principal. Mais avant de vous

les faire voter, j'ouvre la parole, je vous donne la parole et j'ouvre le débat.

### **Alenka DOULAIN**

Merci. Chers collègues. Merci pour cette présentation du compte administratif. Ça fait deux ans qu'on a des annonces et des conférences de presse à propos des montants soi-disant records d'investissement. Avec ce compte administratif, c'est du coup un peu la première année pleine où on peut du coup analyser, on va appeler ça « l'ère DELAFOSSE ». Les chiffres sont là et on est obligés de regarder les choses avec précision pour voir aussi un petit peu l'envers du décor.

Il y a un chiffre qui a particulièrement retenu mon attention, et j'imagine la vôtre aussi, c'est que seulement 60,5 % des dépenses d'équipement prévues dans le budget ont effectivement été réalisées en 2021. Ce sont les chiffres qui sont annoncés dans les comptes administratifs. J'ai évidemment énormément comparé aussi le budget primitif 2021 avec les comptes administratifs 2021, parce que c'est en comparant ces deux chiffres qu'on peut voir des fois le décalage entre les annonces et les faits. Alors, ce faible taux de réalisation n'est pas une nouveauté ; c'était d'ailleurs déjà le cas sous l'ancienne mandature. Mais comme on nous avait promis de grands changements, de la relance keynésienne, des emplois locaux à foison, de devenir la *Silicon Valley* méditerranéenne, on allait voir ce qu'on allait voir, eh bien du coup il y a un petit décalage aujourd'hui qui se sent, et on déchant.

Face à cette réalité, à ce faible taux de réalisation, je ne vois que deux explications possibles : soit on a été trop ambitieux sur le plan d'investissement, soit on a été brouillon. Je vais plutôt pencher pour la deuxième option. Pourquoi brouillon ? Je vais m'appuyer sur un exemple : le développement économique. Je suis intervenue à plusieurs reprises déjà sur le sujet et j'ai souligné le manque de vision que vous aviez concernant le développement économique. J'ai fait à de nombreuses reprises des contre-propositions pour montrer à quel point notre Métropole devrait avoir une vraie stratégie de développement de certaines filières d'avenir. Madame MANTION a mentionné la filière du vélo ; il y a aussi la rénovation, il y a aussi la question du solaire. Ce sont ces filières-là qu'il faut aujourd'hui développer, et pour développer ces filières, il faut une stratégie d'appel à projets, de structuration de filières. Aujourd'hui il n'y a rien de tout ça. Je n'ai jamais eu de réponses sur ces sujets. On a préféré s'entêter un petit peu dans le *business as usual* à base de mots-valises comme « *attractivité* », « *innovation* », mais sans mettre rien de concret. En fait, quand les projets sont flous, quand il n'y a pas de stratégie, eh bien du coup les dossiers n'avancent pas. C'est exactement ce qui ressort dans ces comptes administratifs.

Je vais prendre quelques exemples. Rien que sur le soutien aux entreprises innovantes, on avait prévu 1,2 million en 2021, on en dépense la moitié. Sur la question du soutien à l'enseignement et à la recherche, on avait prévu 1,1 million, on en dépense la moitié. C'est pareil sur le tourisme et les divers investissements qui étaient prévus sur le développement économique. Pour couronner le tout, il n'y a rien dans ce document sur Med Vallée. On voit les acquisitions foncières qui ont été prévues, mais sinon on ne comprend toujours pas la stratégie. Mais quel est ce projet ? De quoi est-il constitué ? Après deux ans de mandat, il n'y a aucune stratégie sur ces questions-là. Evidemment, on ne comprend aussi rien de l'articulation entre Med Vallée et l'Agence de développement économique. On ne comprend rien. Quelles sont les actions menées ? Quelle est la stratégie ? Quels sont les financements fléchés ? Comment les entreprises peuvent s'approprier les outils qu'on développe ?

D'ailleurs, je passe là un petit point aussi sur les questions RH. Il y a cette création d'Agence de développement économique. Aujourd'hui on ne comprend pas quels sont les moyens financiers, humains qui sont fléchés sur ces projets-là.

Je trouve ça incroyable qu'on n'ait pas de stratégie sur ces sujets dans une Métropole comme la nôtre, qu'on en arrive à ce degré d'improvisation finalement, alors que le développement économique, la question de l'emploi, elle est cruciale pour notre territoire. On est touché de plein fouet par la pauvreté, par le chômage endémique – ça a été rappelé : dans certains quartiers, c'est 45 % de chômage chez les jeunes. Et puis il y a aussi cette situation d'urgence écologique qui devrait nous amener à développer cette économie qui répond aux besoins des habitants de notre Métropole, qui est de mieux rénover les logements, de pouvoir nous déplacer, etc.

Moi je trouve qu'aujourd'hui on a un Président de Métropole qui veut être 100 % utile aux Montpelliérains, mais qui ferait mieux, au lieu de présenter des candidatures dont le seul but est de faire gagner Monsieur

MACRON...

*Interventions hors micro.*

**Alenka DOULAIN**

... de se consacrer finalement à un vrai plan concret, opérationnel, sur le développement économique, sur la création d'emplois. Moins de « *startup nation* » et plus d'imagination ferait le plus grand bien.

Merci pour vos réactions, je vois que ça crée du débat, j'espère qu'il y aura des solutions qui seront présentées.

**Renaud CALVAT**

Vous avez terminé, Madame DOULAIN ? Je vous remercie. Y a-t-il d'autres ? Oui, Monsieur LÉVITA.

**Max LÉVITA**

Je voudrais d'abord vous dire mon agacement devant l'usage que vous faites du mot « *levier* », que vous utilisez dans l'introduction – les leviers, je rappelle, c'est la maîtrise de la section de fonctionnement, c'est libérer nos capacités par une gestion rigoureuse de la dette, c'est investir pour le long terme. Je me suis référé au *Petit Larousse*, parce que je voulais savoir. Non mais parce que je pense que, quand on ne dit pas les mots, on met de la confusion, on n'y comprend plus rien, et ça entraîne la décadence. Alors je lis dans *Le Petit Larousse* la première définition du levier, c'est « *une barre rigide qui tourne autour d'un point fixe pour remuer, soulever des fardeaux* ». En économie, dit *Le Petit Larousse*, l'effet de levier, c'est « *une technique d'accroissement de la rentabilité des capitaux propres d'une entreprise par l'effet de l'endettement* ». Il y a une deuxième définition dans *Le Petit Larousse*, c'est la « *tige de commande d'un mécanisme* ». *Le Petit Larousse* dit « *levier de changement de vitesse* ». Et troisième définition figurée : « *Moyen d'action, ce qui sert à surmonter une résistance. L'intérêt est un puissant levier* », dit *Le Petit Larousse*. Autrement dit, j'en conclus que vos trois leviers ne sont pas des leviers. Ce sont des objectifs, ce sont des finalités, ce sont des contraintes, etc., mais ce ne sont pas des leviers.

Alors dès le début je note votre contentement. J'en suis ravie pour vous. Page 4 : « *La crise de la Covid-19 a eu un effet moindre que prévu, grâce notamment aux actions conduites par la Métropole pour accompagner l'économie locale* ». Vous avez raison. Moi je dis : il faut oser passer sous silence l'action du Gouvernement qui a dépensé 240 milliards, je vous le signale, pour lutter contre les effets de la Covid-19. Mais bon, la Métropole a accompagné vaillamment l'économie locale.

Deuxième point : là c'est un contentement un peu plus compliqué. L'épargne nette augmente de près de 40 %, ce qui est visiblement trop – la Cour des comptes le dira quand elle contrôlera votre gestion. 40 % : nous on était à 25, j'avais déjà trouvé que c'était beaucoup. Vous êtes à 40. Alors ce chiffre trop élevé vous conduit à nous prévenir qu'il ne sera pas atteint en 2022. J'espère bien que vous ferez un usage de l'argent que vous avez.

Dans la partie réservée aux réalisations thématiques, je suis comme ma collègue qui m'a précédé, je note votre silence sur deux points. Sur le projet Med Vallée, on n'a toujours aucun renseignement, parce que là, les achats que vous avez faits sont des achats d'immobiliers ; on ne sait toujours pas ce qui va être dedans. Et deuxièmement, la création de l'Agence de développement économique, elle n'est même pas citée. C'est tout à fait curieux. Deux projets importants et décisifs pour l'avenir de notre Métropole, qui peuvent servir « *de leviers* », eux, pour conduire précisément notre avenir. Il y a juste une petite note, page 20 : « *La Métropole a lancé ses études pour une future Agence de développement économique* » : on n'est pas une université ici, où vous faites des études ; on est un lieu où on prend des décisions. Et page 21, on crée Med Vallée.

J'ai toutefois des félicitations à vous décerner...

*Interventions hors micro.*

**Max LÉVITA**

...Non, non, mais sérieusement, très sérieusement. Parce que page 32 et page 34, vous donnez deux tableaux remarquables – c'est pour ça que je vous félicite – sur les dépenses et les recettes des équipements sportifs et culturels. Je trouve curieux d'ailleurs que vous n'en disiez pas un mot. Mes chers collègues, comme je ne suis pas sûr que vous lisiez ces documents, je vais vous les donner. On a le droit au coût de fonctionnement des équipements sportifs en 2021. La structure, les piscines, elles ont coûté, personnel inclus, 9,7 millions. Avez-

vous une idée des recettes ? Ça m'étonnerait. Je vois que pas beaucoup de gens l'ont lu : 1,7 millions. Coût net, donc : 8 millions pour les piscines. Pour les stades, palais des sports, dépenses de personnel, 2,4, recettes, 1,1. Patinoire, 0,2 en dépenses, et en recettes, 0,1. Page 34, coût de fonctionnement des équipements culturels, les médiathèques, les dépenses, ce sont 15,4. Avez-vous une idée des recettes ? 0,5. Le musée Fabre : dépenses de personnel, dépenses totales pardon, personnel inclus, 6,6 ; recettes, 0,4. Conservatoire régional de Région : dépenses, 6,5 ; recettes, 0,5. Écolothèque : 1,8 en dépenses, 0,3 en recettes. Le musée Lattara : 1,1 en dépenses, 30 000 en recettes. Ces tableaux remarquables appellent à des commentaires, à des jugements, à des politiques, enfin je ne sais pas. Si vous les mettez au-delà de notre information, ce qui est déjà bien, on pourrait avoir droit à quelque chose de plus. Non.

Page 39 et suivantes : deuxième félicitation. Le texte est très, très clair sur les recettes de fonctionnement et d'investissement.

Par contre, c'est ma dernière remarque – rassurez-vous – j'aurais aimé que vous soyez plus prolix sur la relation avec TaM, parce que la contribution financière à TaM, là on ne sait pas du tout comment vous calculez ce que coûte la gratuité, je n'arrive pas à comprendre comment ça fonctionne. Je suis sceptique sur ce calcul de 6 millions. La contribution financière à TaM, elle s'élève à 66,5 millions d'euros. Votre promesse de gratuité est une tunique de Nessus qui va peser lourdement sur l'avenir, il serait intéressant à partir de là que vous nous expliquiez où vous en êtes de la réalisation de cette promesse.

Au total, j'ai le sentiment d'une politique qui se cherche encore. On ne sait rien sur l'Agence de développement, Med Vallée. La gratuité des transports, elle va vous coûter plus de 100 millions au total, dans un environnement certes compliqué (la crise sanitaire, la guerre en Ukraine), qui exige une gestion plus rigoureuse. Je vous remercie.

**Renaud CALVAT**

Merci, Monsieur LÉVITA. Oui, allez-y Madame.

**Catherine RIBOT**

Merci pour ce travail, là, qui semble un peu rébarbatif, ingrat mais qui est essentiel. Monsieur le Vice-Président, vous avez effectivement expliqué l'importance des postes budgétaires consacrés à la transition écologique. L'avant-dernier Conseil de Métropole, vous aviez précisé que vos services travaillaient sur ce que l'on nomme rapidement « *un budget vert* ». De plus en plus de collectivités aujourd'hui en France ont déjà élaboré ce qu'on appelle donc « *le budget vert* ». Ce n'est pas un gadget. Je me réjouis du fait qu'effectivement vous allez le faire, comme d'autres collectivités l'ont déjà fait. Je me demandais dans quelle mesure finalement cette dynamique était déjà en place, était déjà en œuvre à la Métropole. Je vous remercie.

**Renaud CALVAT**

Merci. Y a-t-il d'autres interventions ? S'il n'y en a pas, je vais vous répondre à toutes et à tous.

Sur le taux de réalisation, je l'ai dit, nous avons encore des marges de progression. Nous avons augmenté notre taux de réalisation, nous sommes passés de 60 à 65 %. Alors on peut considérer que 5 %, ça n'est pas assez, c'est certain, mais c'est un taux en nette augmentation. Je vous le dis : l'année prochaine nous espérons avoir un taux de réalisation nettement supérieur.

Je ne vais pas polémiquer sur le levier, pas le levier, Monsieur LÉVITA. *Le Petit Robert* me dit que le levier est « *un corps solide mobile autour d'un point d'appui permettant de multiplier une force* ». Effectivement, ce que nous faisons ici avec les services financiers et mon équipe, cette bonne gestion de la dette et de l'épargne brute, ça permet de multiplier la force métropolitaine pour mieux investir pour le territoire. Donc ne polémiquons pas sur cela.

En revanche, je suis d'accord avec vous sur un point. J'ai été, quand j'ai pris mes fonctions en juillet 2020, extrêmement étonné du faible ratio de recettes (R) sur dépenses (D), sur les équipements métropolitains, mais vraiment très, très, très surpris. On a récupéré une situation existante ; ce n'est pas nous qui avons créé cette situation-là. Vous en partie ; pas uniquement, mais vous en partie. Est-ce que vous savez par exemple que le premier corps d'agents métropolitains, ce ne sont pas les routiers, ce sont les bibliothécaires ? Nous avons un taux de R sur D, sur quasiment tous les services proposés par la Métropole, extrêmement bas. J'ai fait faire un benchmark pour nous comparer, et il était le plus bas de toutes les métropoles de France. Vous avez cité le musée Fabre, Lattara, la patinoire, les piscines : c'est donc l'argent public, l'argent des contribuables qui



finance ces services sportifs et culturels. Mais ce qui a attiré mon attention, au-delà de ce R sur D, qui est le plus bas de toutes les métropoles de France – on pourra le regarder si vous le voulez dans le détail, Monsieur LÉVITA, et vous avez été à ma place pendant six ans – c'est que vous n'avez strictement rien fait pour faire évoluer ce R sur D, et faire augmenter les recettes.

Ce que j'ai trouvé moi profondément injuste, c'est qu'à partir du moment où ce R sur D est très faible, c'est-à-dire que la recette que paye l'usager est faible, c'est donc le contribuable métropolitain qui la paye. Si vous regardez les précédents conseils de Métropole, Monsieur LÉVITA, et les prochains d'ailleurs, parce que c'est un travail que nous avons engagé avec mon équipe, nous avons voulu mettre un peu plus de justice dans le financement des services publics. Trouvez-vous normal qu'un habitant de la Métropole qui va à la patinoire, payée par la Métropole, ou au planétarium, payé par la Métropole, paye le même tarif quasiment qu'un habitant d'une autre intercommunalité, qui n'est pas dans la Métropole et qui ne nous paye pas d'impôts ? La différence de tarif pour les métropolitains était tellement faible, moins de 20 %. Vous savez, quand vous avez la petite carte Pass Agglo – je l'ai sur moi – vous payez moins cher quand vous allez à la piscine ou quand vous allez à la patinoire. Si vous aviez fait ce travail, ce que j'ai fait moi quelques semaines après mon arrivée, ça ne m'a pas demandé six ans, Monsieur LÉVITA – quelques semaines après mon arrivée ! – j'ai simplement demandé combien d'usagers de la patinoire ou autres utilisaient leur carte Pass Agglo : on était à moins de 30 %. Ça veut dire que 70 % des usagers n'habitent pas la Métropole, ou simplement que la différence de tarif n'est pas suffisante pour inciter les familles à venir avec leur petite carte pour bénéficier d'une réduction ? Nous avons décidé d'augmenter les tarifs des non-métropolitains, pour que le métropolitain ne paye pas plusieurs fois. C'est exactement ce que nous ferons dans le cadre de la gratuité des transports. Un métropolitain, quand il prend le tramway, il paye trois fois le prix : il paye par son ticket, il paye par son impôt et il paye par son entreprise dans le cadre du versement mobilité – trois fois. Le coût moyen de déplacement, c'est entre 5 et 6 euros à peu près. Si vous payez 1,70 euro, 1,80 euro, qui paye les 4 euros restants ? Quand vous êtes métropolitain, c'est le métropolitain, par l'impôt ou par son entreprise. Quand vous n'êtes pas métropolitain, ce delta de 4 euros, il est toujours payé, mais il est payé par le métropolitain. Vraiment, je ne pensais pas que vous alliez me parler de cette question de R sur D, parce que c'est ce que j'ai trouvé...

### **Max LÉVITA**

Ce n'était pas du tout un trait d'humour de ma part, c'était vraiment une félicitation. Je vous rends hommage. Simplement, le discours que vous nous tenez là, pourquoi vous ne l'écrivez pas dedans ? C'est une conséquence. Moi je veux bien avoir toutes les critiques que vous voulez sur le passé – encore que le passé, c'est du passé, on est là pour construire l'avenir. Donc réellement, je maintiens : je vous félicitais, mais vraiment, sans aucune arrière-pensée.

### **Renaud CALVAT**

Je vous sais sincère, je sais aussi les liens qui nous lient, et je le dis, d'amitié. Nous ne l'avons pas encore écrit, parce que ce chantier-là va nécessiter un peu de temps. Nous avons modifié un certain nombre de tarifs, mais je souhaite que cette question-là soit au cœur des contrats de réciprocité avec les intercommunalités voisines. Nous ne voulons pas que l'habitant du Pays de l'Or ou du Pic Saint-Loup paye deux fois plus cher son entrée au musée, ce n'est pas l'objectif. L'objectif, c'est que nous puissions avoir des contrats de réciprocité avec leur intercommunalité pour que les intercos voisines puissent participer et payer une partie des frais d'accès aux services de la Métropole, tout cela en bonne intelligence. Vous comprenez bien que ça ne se fait pas en quelques mois. J'espère lors du CA 2022 avoir des choses à vous dire sur cela. Mais nous sommes en discussion avec les présidents de ces intercommunalités. Mais donc oui, cette question des tarifs des services, elle est au cœur de la justice sociale. Vous nous félicitez, je vous en remercie.

Sur la question de Med Vallée et des acquisitions foncières, plusieurs acquisitions ont été réalisées. À chaque fois nous vous présentons les projets, l'organisation. Je ne vais pas y revenir ici à chaque fois. Si certains ne veulent pas comprendre, c'est aussi leur liberté.

En revanche, il y avait une question sur l'Agence de développement économique, qui a été créée en 2021. Elle n'a que quelques mois, il est difficile de lui demander d'avoir déjà un bilan à vous présenter ; nous verrons en 2022-2023. C'est impossible d'avoir les premiers résultats dans un compte administratif.

Sur la question du budget vert, ça ne peut pas être dans le compte administratif 2021, puisque nous ne l'avons pas fait dans le BP 2021. C'est ce que je vous avais répondu lorsque vous m'aviez interpellé sur le BP 2021. Nous commençons à travailler, c'est une révolution pour nous. Il faut aussi que, dans notre équipe, on ait les éléments, les techniciens, etc. Tout le monde a envie de le faire, vraiment tout le monde. Il faut qu'on arrive



à avoir aussi la technostucture derrière. Il faut qu'on ait d'abord voté un BP sur ce mode-là, donc certainement plutôt le BP 2023, et donc je vous présenterai le compte administratif 2023 ainsi. On va commencer à y intégrer cette démarche en 2022, on a commencé, mais pour l'avoir totalement achevé, c'est uniquement le BP 2023.

J'ai vu une autre main se lever. Allez-y.

### **Hind EMAD**

Monsieur le Président, juste une petite précision concernant Med Vallée. Nous avons mené depuis septembre dernier, quand nous avons présenté le projet, trois ateliers qui ont réuni 250 acteurs économiques autour des objectifs et axes de développement, que nous présenterons pour info le 27 juin lors des assises Med Vallée. La stratégie Med Vallée sera dévoilée, elle mettra en visibilité l'ensemble des travaux menés, et effectivement la question du rééquilibrage du territoire avec l'acquisition de foncier pour pouvoir implanter davantage d'entreprises au nord et donc rééquilibrer ce territoire.

Concernant l'Agence de développement, effectivement nous nous étions positionnés en 2021, concernant la question des statuts juridiques, sur une forme d'Agence. Aujourd'hui nous revoyons cela puisque l'objectif de cette Agence c'est de travailler autour des coopérations territoriales. Il est important là aussi de mener un travail en co-construction. Donc elle n'est pas encore créée, les statuts ne sont pas déposés. Ce sera fait d'ici la fin de l'année. Mais le travail de concertation que nous menons aujourd'hui avance bien avec les communes voisines de la Métropole, pour pouvoir avoir un effet économique et sur un bassin de vie élargi à la Métropole. Ce sont des travaux que nous menons sur du très long terme et qui nécessitent effectivement un travail en amont important de co-conception. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire. Merci.

### **Renaud CALVAT**

Merci. Effectivement, Med Vallée : je remercie les services, qui me disent qu'en 2021, 81 projets de développement et d'implantation, 43 en cours de réalisation, 18 concernant la santé, 15 l'environnement, 7 l'alimentation, avec de gros projets comme Valeco ou Bulane et MedXcell. Par exemple, Valeco, ce sont 400 emplois espérés. On pourra vous présenter plus en détail si vous le souhaitez pendant la pause déjeuner – parce qu'on me fait signe pour me dire qu'après les votes du CA, il y aura une pause déjeuner de 30 minutes.

S'il n'y a pas d'autres interventions, je vais vous faire voter si vous êtes d'accord les comptes administratifs des différents budgets et budgets annexes. Donc le budget principal, le CA 2021 : les chiffres, je peux vous les lire, mais sinon ils s'affichent à l'écran, en dépenses et en recettes de fonctionnement, en dépenses et en recettes d'investissement. J'espère que vous me pardonnerez si je ne vous les lis pas, sauf s'il y a une demande unanime de votre part pour que je vous les lise – *a priori*, non.

Je mets aux voix le compte administratif 2021 pour le budget principal. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Et tout le monde prend part au vote. Adopté. Je vous remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Abstentions : 9 voix*

*Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

## **AFFAIRE N°12 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2021 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - APPROBATION**

### **Renaud CALVAT**

J'imagine, même vote pour le budget sur l'assainissement ? Non. Alors le budget annexe pour l'assainissement, vous avez les chiffres qui s'inscrivent en dépenses et en recettes pour le fonctionnement et pour l'investissement. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Pas de vote contre ? Tout le monde prend part au vote. Le compte administratif du budget annexe assainissement est adopté.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°15 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2021 DU BUDGET ANNEXE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - APPROBATION**

**Renaud CALVAT**

Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) : pareil, dépenses, recettes. Même vote que le précédent ? Pas d'abstention ? Pas de vote contre ? Tout le monde prend part au vote. Je vous remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°14 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2021 DU BUDGET ANNEXE PARKING - APPROBATION**

**Renaud CALVAT**

Le parking de l'Hôtel de Ville : même vote que le précédent ? Pas d'abstention. Pas de vote contre ? Tout le monde prend part au vote ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°13 : RESSOURCES - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2021 DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE - APPROBATION**

**Renaud CALVAT**

Et le dernier, le budget annexe de l'eau potable : même vote que le précédent ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Tout le monde a pris part au vote. Je vous remercie. Le compte administratif 2021 est adopté.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**Renaud CALVAT**

Je lève la séance pour 30 minutes

***Monsieur Renaud CALVAT, Président de séance ad hoc, propose une interruption de séance à 12h50.***

***La séance est suspendue.***

**AFFAIRE N°16 : RESSOURCES - AUTORISATION PERMANENTE ACCORDEE AU COMPTABLE PUBLIC DANS LE CADRE DU RECOUVREMENT DES RECETTES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

*Mmes Marie MASSART, Radia TIKOUK, MM. Michaël DELAFOSSE et François VASQUEZ entrent en séance.*

*Mmes Hind EMAD (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER), Jackie GALABRUN-BOULBES, MM. William ARS, Geniès BALAZUN, Joël RAYMOND et Charles SULTAN (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) sortent de séance.*

*M. Christophe BOURDIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Christian ASSAF.*

*M. Roger CAIZERGUES quitte définitivement la séance et Mme Paloma PERVENT vient le suppléer.*

*M. Frédéric LAFFORGUE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Sylvie ROS-ROUART.*

*M. Guy LAURET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Eliane LLÓRET.*

*M. Abdi EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de M. Philippe SAUREL accordé à M. Abdi EL KANDOUSSI est annulé).*

**Monsieur le Président**

Mes chers collègues, on reprend la séance à l'affaire n° 16, puisque tous les comptes administratifs ont été présentés. Merci. Beaucoup ont un impératif, alors évidemment, loin de moi l'idée d'obérer le moindre débat, mais on va essayer de passer rapidement les affaires, sauf si évidemment vous souhaitez vous exprimer. Je rouvre la séance.

*Monsieur le Président propose la reprise de la séance à 13h30.*

*La séance reprend.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 16. Autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N°17 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Jackie GALABRUN-BOULBES et M. Charles SULTAN (avec le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY) entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 17. Attribution de fonds d'équipement aux communes, Commune de Clapiers, Commune de Saint Jean de Védas. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION - TARIFS DU MUSEE FABRE - GRATUITE POUR LES PUBLICS D'ASSISTANTES MATERNELLES AGREEES - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-657 - APPROBATION**

*M. Hervé MARTIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Serge DESSEIGNE.*

**Monsieur le Président**

Affaire 18. Tarifs du musée Fabre, gratuité pour les assistantes maternelles. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ça c'est pour tous les adjoints à la petite enfance des communes de la Métropole : les enfants devant des tableaux, pas devant des écrans. Nous aurons l'occasion de nous en reparler. Même vote ? Même vote. Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N°19 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DISPOSITIF DE SOUTIEN A LA RESTAURATION ET A LA VALORISATION DES PATRIMOINES METROPOLITAINS - CREATION DES FONDS - CADRE D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE SUBVENTIONNEMENT – APPROBATION**

*Mmes Hind EMAD (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER), Célia SERRANO, MM. William ARS et Geniès BALAZUN entrent en séance.*

*Mme Marie MASSART quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Célia SERRANO.*

**Monsieur le Président**

Affaire 19. Valorisation patrimoniale. Monsieur PENSO, 8 millions d'euros.

**Éric PENSO**

Un mot rapide, parce que ce sont 8 millions d'euros, 2 millions d'euros par an, inscrits à la PPI. Effectivement je pense que beaucoup de collègues de la Métropole et de la ville-centre sont intéressés, puisque j'ai déjà reçu, Monsieur le Président – alors que la délibération n'est pas passée – un dossier complet d'une commune. Je viens d'en parler avec ma collègue, Madame le Maire de Saint-Drézéry.

**Monsieur le Président**

Madame le Maire de Saint-Drézéry attendait ce fonds avec impatience pour son patrimoine remarquable.

**Éric PENSO**

Sans rentrer dans trop de détails puisqu'il est tard, cette délibération porte sur la création de ce fonds de 2 millions d'euros annuels et l'ensemble du cadre d'intervention de cette politique de subventionnement pour notre formidable patrimoine métropolitain. Ayant déjà visité beaucoup de communes de la Métropole, moi-même, je sais qu'il y aura de nombreux dossiers, que nous aurons beaucoup de succès et que nous ferons une distribution équitable de ces fonds. Ce que je voudrais dire de manière plus notable, c'est que cette délibération est très large, elle permet une intervention sur la plupart des domaines portant sur le patrimoine : publications, expositions, signalétiques. Bien entendu elle permettra d'aider nos communes à maintenir un patrimoine le plus riche possible. Je n'entre pas dans les détails, mais c'est une délibération qui permet de financer aussi bien les études que les frais d'architectes, etc. Le mode d'emploi sera adressé à la suite de la création de ce fonds et son cadre d'intervention que nous votons aujourd'hui. C'est quand même important de le signaler, parce que c'est quelque chose qui n'avait pas été fait jusqu'à maintenant.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur PENSO, de cette présentation, parce qu'effectivement, on a la responsabilité d'un patrimoine qui est exceptionnel sur le territoire. Vous avez proposé cette enveloppe qui est dans la PPI, un règlement qui va pouvoir financer des études et surtout solliciter des crédits de la part de la DRAC, du Département. Il y a plein d'endroits, donc c'est très important. On commence sur ce mandat et on va poursuivre, parce que ce sont des projets de long terme. La question du patrimoine est une question qui a été très souvent négligée. Il ne s'agit pas de polémiquer, mais en France on a quand même de gros sujets, donc voilà une très bonne nouvelle. Je propose qu'on délibère dessus. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité. Je crois, Monsieur PENSO, que les dossiers vont arriver à grande vitesse.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N°20 : ENVIRONNEMENT - POLITIQUE ZERO DECHET ET ECONOMIE CIRCULAIRE - APPEL A PROJETS ASSOCIATIFS 2022 EN LIEN AVEC LA REDUCTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - REGLEMENT - CONVENTION-TYPE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Appel à projets à hauteur de 120 000 euros pour les opérations de réduction des déchets ménagers. C'est une reconduction, mais c'est un dispositif qui fonctionne pleinement, qui participe à la sensibilisation dans la stratégie zéro déchet. Même vote ? Même vote. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N°21 : ENVIRONNEMENT - NEGOCE DE MATERIAUX ISSUS DE LA COLLECTE SELECTIVE - CONTRAT DE REPRISE DES FIBREUX "JOURNAUX-REVUES-MAGAZINES" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT ET LA PAPETERIE NORSKE SKOG - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 21. Négocier, contrat de reprise des fibreux. C'est un avenant. Vas-y François [VASQUEZ], *rapido*.

**François VASQUEZ**

C'est un avenant, une modification de contrat. On prolonge le contrat pour le rachat des papiers journaux en haussant le prix de reprise, qui passe de 30 à 75 euros, et en échange on allonge la durée du contrat.

**Monsieur le Président**

Très bien. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Julie FRÊCHE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°22 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 22. Subventions à des associations. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N°23 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2022 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A L'ASSOCIATION HABITAT & HUMANISME POUR LA MISE EN OEUVRE DE 15 APPARTEMENTS RELAIS EN COLOCATION A DESTINATION DES PERSONNES EN PROVENANCE D'UKRAINE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 23. C'est une affaire importante – j'aurais dû en parler en début de séance – sur l'accueil des réfugiés ukrainiens. Je veux saluer en votre nom à tous l'incroyable mobilisation de l'ensemble des communes de la Métropole. Là c'est un soutien à Habitat & Humanisme pour participer à l'hébergement. Il y a près de 2 000 réfugiés ukrainiens qui sont arrivés, le flux tend à se réduire un petit peu. Je voudrais indiquer aussi que la Collectivité va s'impliquer à travers les agents de la Métropole et de la Ville, et qu'on va essayer de prendre contact avec des agents d'une collectivité ukrainienne aussi pour poursuivre l'effort de solidarité dans ce conflit absolument abominable. On sait que la solidarité va devoir aussi quitter le simple cadre de l'émotion, très légitime, parce que nous savons que nous sommes dans un conflit qui hélas est appelé à durer. Madame GIMENEZ, peut-être, nous dire un mot ?

**Clara GIMENEZ**

Un petit mot rapide, pour indiquer que les réfugiés ukrainiens qui arrivent bénéficient d'une allocation demandeur d'asile à hauteur de 200 euros, ce qui n'est évidemment pas suffisant pour se loger dans des conditions dignes, et que là il s'agit du coup de mettre à disposition quinze appartements relais qui vont permettre d'accueillir 30 familles monoparentales en colocation, y compris pour faciliter l'intégration, les démarches sur place, etc. Au-delà du logement, c'est bien entendu derrière le Fonds de Solidarités Logement (FSL) qui va abonder pour un accompagnement social.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. On pourra dire que sur cette question, tous les ressorts ont été mobilisés, parce que les particuliers, les collectivités, tout le monde est au rendez-vous. Je le dis aussi : on n'oppose pas les détreffes, on continue à accueillir des réfugiés, qui arrivent aussi de Kaboul, dans des parcours extrêmement compliqués. D'ailleurs, il y a une des jeunes femmes qui avaient fait la quatrième de couverture de *Libération* qui est arrivée à Montpellier par le biais d'une association, et on est aussi mobilisés là-dessus. C'est notre devoir dans ces circonstances très compliquées à travers le monde.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

## **AFFAIRE N°24 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE - ENGAGEMENTS POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE - CONVENTION ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Michelle CASSAR et M. Stéphane CHAMPAY (avec le pouvoir de M. Arnaud MOYNIER) sortent de séance.*

## **Monsieur le Président**

Affaire 24, sur le plan pauvreté, avec un avenant, des crédits supplémentaires, des efforts supplémentaires également. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN. Madame GIMENEZ vous répondra.

## **Alenka DOULAIN**

Merci. J'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises : on se réjouit évidemment qu'un tel plan pauvreté existe et des montants alloués, même si évidemment on trouve toujours que ce plan pauvreté est trop pauvre, et que c'est seulement 0,025 du budget de la Métropole. Je rappelle que tout à l'heure on a voté le compte administratif : on a explosé le budget sur le parc multi-glisse à Baillargues, et il y a des dépenses comme ça qui aujourd'hui devraient augmenter de manière plus conséquente.

Mais si j'interviens aujourd'hui c'est pour souligner deux points. Le premier, c'est sur le logement intercalaire. Évidemment, on se félicite que ces initiatives se développent sur Montpellier – ça l'a été dans d'autres villes depuis longtemps – et qu'on puisse aujourd'hui loger quelques centaines de personnes grâce à cela. Mais vous n'êtes pas sans ignorer qu'aujourd'hui, notamment les acteurs du social et du médico-social, sont en train de se mobiliser au Peyrou pour demander plus de moyens humains, financiers, pour tout simplement faire leur travail dans de bonnes conditions. Si l'utilisation des bâtiments laissés vacants est une excellente nouvelle, on voit aujourd'hui à quel point aussi il faut des moyens humains pour accompagner le quotidien de ces lieux. On aimerait bien alerter à ce sujet : il faut être vigilant à ce que les associations qui s'occupent de ces lieux, à la fin, ne deviennent pas des prestataires *low-cost* de nos politiques publiques ; il faut que nous soyons responsables et que nous accompagnions au mieux ces acteurs-là. Ces acteurs, ils subissent déjà de plein fouet les logiques de mise en concurrence, d'appels à projets, qui viennent fragiliser leur capacité à se projeter sur le long terme, sur leurs moyens humains et financiers, et donc nous devons aller contre ces logiques-là et être tout simplement réalistes aujourd'hui. Pour généraliser ce dispositif, il faudra des moyens humains pour prendre soin de ces lieux et de leur quotidien.

L'autre point, c'est malheureusement le double discours sur le relogement des personnes qui vivent dans des habitats indignes. Vous avez définitivement pris le soin de bien médiatiser certaines actions de relogement que vous menez et, bien plus discrètement évidemment, continué à mener une politique d'expulsion sévère, très en phase avec celle du Préfet. Il y a quelques semaines encore, le squat de la Pompignane a été expulsé à la demande de la Métropole. De l'autre côté de la Ville, sur les berges de la Mosson, c'est un camp de Syriens, avec plusieurs enfants en bas âge, que la Ville aujourd'hui essaye de déloger, sans solution de relogement.

Alors je n'ai pas de doute sur le fait que vous allez faire un long discours sur vos valeurs, et peut-être même allez-vous tenter de faire croire que je serai contre la résorption du bidonville de Celleneuve, le tout en prenant le soin évidemment de taire les décisions dont vous êtes sûrement un peu moins fier. Mais soyez-en assuré,

Monsieur le Président : les vrais acteurs de la solidarité eux ne se font pas trop d'illusions sur votre politique et ils n'oublieront pas également vos choix hasardeux dans le cadre de ces législatives, qui visent à empêcher la chance historique de remporter l'Assemblée nationale...

*Interventions hors micro.*

**Alenka DOULAIN**

... pour mettre fin aux politiques macronistes, qui donnent à ceux qui ont tout et qui prennent à ceux qui ont si peu.

*Interventions hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur CALVO va vous répondre en partie, et puis je vais vous répondre sur la situation. Madame GIMENEZ aussi.

**Michel CALVO**

D'abord, résumer la politique sociale de la Métropole et des communes au plan pauvreté, c'est une ineptie. On se sert du plan pauvreté, avec un surfinancement de l'État, pour récupérer, réhabiliter, introduire de nouvelles pratiques qui n'existaient pas depuis plusieurs années. Ça fait 3 ans qu'on fait cette politique-là, et peu à peu les actions qui sont surfinancées par le plan pauvreté basculent dans le droit commun de l'intervention et de l'activité de la Ville.

Vous soulignez que le plan de logements intercalaires. D'abord vous vous trompez : ce n'est pas une trentaine de personnes ; ce sont 120 personnes qu'on héberge en plan intercalaire. Ça nous a permis de fermer le squat Utopia, le squat Vinci, le squat de la Pompignane. Le squat de la Pompignane, il y a 8 personnes qui ont été évacuées, alors qu'il y en avait une trentaine une semaine avant, et sur les 8, elles sont aujourd'hui dans les secteurs de réinsertion, de repositionnement.

Je veux dire : soyez précise, ne prenez pas le plan pauvreté comme le gros de notre activité sociale, parce qu'il y a toute une série de politiques d'intervention sur l'aide alimentaire qui passe par les réseaux de l'alimentation de Montpellier, il y a toute une série de décisions qui concernent le logement de droit commun. On a relogé une quarantaine de personnes du bidonville de Celleneuve dans le droit commun en impliquant tous les organismes de logements sociaux. Ceux-là ne sont pas partis du tout dans le village d'insertion ; ils ont été relogés parce que le diagnostic social disait qu'ils pouvaient prétendre à un logement de droit commun, le gérer, etc. On a amené tous les organismes sociaux à faire leur part.

Dernier point : je souhaiterais que tout le monde soit aussi impliqué que notre Métropole dans l'engagement de la conversion sur les politiques sociales. Quand on essaie de faire basculer la Métropole dans des pratiques de solidarité, on a aussi les dégâts des villes mitoyennes, etc. Vous parlez du bidonville-squat des Syriens – puisqu'il y a deux logements – il existe depuis cinq ans à Montpellier. Il a fait l'objet d'un diagnostic social et d'une proposition de relogement sur la Commune de Nîmes. Ils ont tous refusé le relogement, ce qui a créé une situation où les services sociaux, ayant fait des propositions de relogement, se sont démotivés, désencastrés. On le reprend aujourd'hui, mais il faut parler très précisément en connaissant la situation. Ce squat, il grossit uniquement avec des gens qui viennent de la Turquie, du Liban, et qui rejoignent leur famille. C'est très compliqué à gérer. On a recommencé à diagnostiquer cette population-là, mais ce n'est pas la peine de s'en servir comme un drapeau qui serait l'échec de la Métropole, alors qu'on y est dessus.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur CALVO. Madame GIMENEZ.

**Clara GIMENEZ**

Je voudrais juste rajouter quelques mots. D'abord la première des choses – Monsieur CALVO l'a dit – le plan pauvreté n'est pas l'alpha et l'oméga de notre politique sociale, et encore heureux, sinon ce serait quand même vraiment inquiétant. Néanmoins, signifier que des actions comme la création d'un accueil de jour maison des familles par exemple, qui apparaît ici comme nous coûtant 95 000 euros, nous a en réalité coûté 1,5 million à nous la Collectivité, puisque nous avons porté le coût de l'achat du bâtiment, ainsi que des travaux. Et ça, pour le coup, effectivement, vous avez raison, ça ne se voit pas. Donc vous avez l'impression que nous ne consacrons que 1,3 million cette année, puisqu'on bénéficie de quelques crédits de report de l'année dernière,



et donc effectivement ça peut donner l'impression que notre politique sociale est très légère, ce qui n'est absolument pas le cas.

Je profite de l'occasion pour saluer l'action de l'ensemble des travailleurs sociaux, qui à la fois pendant la crise et dans cette période troublée post-crise Covid-19, font un travail remarquable. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de manifester avec eux pour réclamer de meilleures conditions de travail, ce sont souvent des gens sous-payés, mais pas sous-payés par nous, la Mairie, en fait. J'aimerais qu'on prenne conscience collectivement que c'est l'ensemble de la société qui a, à un moment, décidé que ces gens étaient sous-payés, et que nous, ce qu'on peut leur apporter, c'est un soutien à leur lutte. Mais ce n'est pas à nous, Collectivité, de pallier le manque à la fois des structures associatives – qui pour certaines sont des quasi-multinationales du social – et au désengagement de l'État sur tout un tas de politiques publiques. Nous travaillons main dans la main avec l'État sur ce plan pauvreté, c'est une très bonne nouvelle, et nous essayons de travailler au maximum en lien pour développer des politiques pertinentes, ce qui ne nous empêche pas de pointer un certain nombre de désengagements qui obligent la Collectivité à faire des choix budgétaires – quand on les fait à certains endroits, on ne peut pas les faire ailleurs. C'est une réalité que je voulais rappeler. Peut-être que vous voulez que je rappelle les quelques actions financées ? Non ?

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame GIMENEZ. Non, vous avez déjà, Monsieur CALVO et vous-même, bien exposé les choses. Moi, je ne vais pas répondre, c'est inutile.

La dernière fois, c'est la Fondation Abbé Pierre et Coallia qui ont été mise en cause, pour leur engagement. On a obtenu des crédits supplémentaires de l'Union européenne sur le Fonds Social Européen (FSE), 700 000 euros, pour justement avoir des moyens humains. Vous avez raison de dire que, oui, il y a des sujets de reconnaissance professionnelle d'un certain nombre de métiers. Ça vaut pour les professeurs, ça vaut pour les soignants, ça vaut pour les auxiliaires de vie, dans beaucoup de métiers, ça vaut aussi pour les travailleurs du social. Nous, depuis qu'on est en responsabilité, Madame GIMENEZ, vous avez proposé la signature du plan pauvreté, on abonde des moyens. Là on rajoute des moyens supplémentaires. Nous allons mobiliser du logement, réquisitionner des espaces pour pouvoir mener cet habitat intercalaire, pour trouver des chemins de dignité.

Bon, il y en a qui trouvent moyen à polémiquer, parce qu'au fond, ils font leur lit de l'existence des détreesses humaines. Nous, nous faisons le choix de retrousser nos manches et d'essayer d'être au côté des professionnels pour les régler. Ça n'est pas tout simple. Monsieur CALVO a bien pointé que, quand on proposait au territoire de Nîmes d'accueillir, c'est compliqué. Ce sont les familles, donc on accompagne. Je le dis très clairement néanmoins : le squat n'est pas la norme. Nous on essaye d'accompagner les personnes en situation de difficulté. Sur la situation des Syriens qui se trouvent en face de Pierrevives, il y a un diagnostic social, mais on ne va pas régulariser ce type de logement – je crois que personne ne pourrait s'en satisfaire.

Effectivement, on est en train d'essayer de trouver des solutions. Mais pour certains, ça ne sera jamais assez, parce qu'au fond c'est ce qui leur permet d'exister politiquement, que de dénoncer le travail que les uns et les autres peuvent mener. Bien sûr. Ce ne sera jamais assez, parce que leur fonds de commerce politique – ceux qui ne sont pas à une contradiction près dans leur stratégie d'alliance – c'est en permanence de dénoncer cela. Nous nous efforçons inlassablement de travailler. Il y a des choses qui effectivement sont médiatisées, parce que c'est aussi un moyen de rendre hommage au travail de ces acteurs du social – c'est la question du bidonville de Celleneuve. Il y en a qui ne sont pas médiatisées, parce que ce qu'il n'y pas lieu de l'être, et c'est tout le travail très anonyme, très besogneux qui est fait par l'ensemble des équipes, par les élus que je veux remercier, par les maires qui travaillent. Après, chacun trouvera ses alliances pour médiatiser ; ça peut être un coup un milliardaire, un coup un influenceur sur réseau social, mais on n'est pas à une contradiction près chez les uns et chez les autres.

Je crois que c'est plutôt une grande fierté que la Métropole ait fait aussi le choix de soutenir les démarches d'habitat intercalaire, d'accompagnement. Il y a énormément de difficultés dans ce monde. Nous aussi sur ce sujet on prend les responsabilités, mais on pourrait s'amuser – ce n'est pas s'amuser d'ailleurs – à faire le petit jeu de l'opposition en disant « *ah ce n'est pas assez* ». Quand on fait la gratuité des transports, c'est une politique de solidarité. Quand on a une politique sportive, quand on a une politique des médiathèques, d'accès à la culture, quand on a une politique culturelle qui favorise la gratuité et tant d'autres choses, ce sont aussi des efforts de solidarité. Enfin on pourrait faire une très longue liste. Au fond, continuons à travailler et puis après chacun s'exprimera en cohérence, en sincérité.



Quant aux élections législatives, chacun est libre de faire ses choix, et comme d'habitude d'autres de se livrer des anathèmes habituels qui font légions. Mais là aussi, le moment venu, on relèvera les quelques contradictions qui peuvent s'observer. En tout cas, je le dis très tranquillement : si on doit donner des leçons de gauche, il y en a qui en ont toujours données mais qui n'ont jamais exercé les responsabilités, et il y a ceux qui exercent les responsabilités et qui le font au demeurant dans le respect.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Eh bien voilà, unanimité. Merci de soutenir l'action. Merci. Peut-être que finalement j'ai été entendu en rappelant aux représentants de la France insoumise que ce n'est pas inutile parfois de dire que c'était bien ce qui, ici, était fait. Tant mieux.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°25 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE - ENGAGEMENTS POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE - AXE 1 VEILLE SOCIALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 25. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°26 : SOLIDARITES - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - ACTIONS COLLECTIVES - APPEL A PROJETS 2022**

**Monsieur le Président**

Affaire 26. Encore le fonds d'aide aux jeunes. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°27 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS RELATIVES DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE DE LA VILLE ET INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Michelle CASSAR entre en séance.*

*Mme Fanny DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Julie FRECHE.*

**Monsieur le Président**

Affaire 27. Ah oui, on a dit Yeobi. C'est un lieu formidable d'accueil des réfugiés, qui les aident à devenir entrepreneurs. On devrait le médiatiser, ou pas. Faut faire et quand on fait, on prouve et on est crédible. Bien sûr qu'on peut toujours voir le verre à moitié vide plutôt que celui qui se remplit. Nous on essaye d'agir sur le verre qui se remplit. Allez, même vote ? Même vote. Merci de l'unanimité.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Séverine SAINT-MARTIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N°28 : AMENAGEMENT DURABLE - DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PARCELLAIRE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA CINQUIEME LIGNE DE TRAMWAY PORTANT SUR DEUX COPROPRIETES SITUEES AVENUE GEORGES CLEMENCEAU IMPACTEES PAR L'EMPLACEMENT D'UNE FUTURE STATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Madame FRÊCHE, sur le tramway. Est-ce qu'il y a des questions sur l'enquête parcellaire ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Un tramway, c'est de la solidarité dans les mobilités. Tu devrais le mettre dans ton compte administratif comme ça.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°29 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - ANNEE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Stéphane CHAMPAY (avec le pouvoir de M. Arnaud MOYNIER) et M. Joël RAYMOND entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 29. Y a-t-il des questions auprès de Madame FRÊCHE ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N°30 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA NAVETTE DES PLAGES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 30. Y a-t-il des questions auprès de Madame FRÊCHE ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N°31 : AMENAGEMENT DURABLE - PLANS DE MOBILITE EMPLOYEURS - CONVENTION- TYPE DE PROTECTION DES DONNEES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES EMPLOYEURS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 31. Plans de mobilité employeurs, convention type sur la protection des données. S'il n'y a pas de questions auprès de Madame FRÊCHE, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°32 : AMENAGEMENT DURABLE - AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DU PAYS DE LUNEL - AVIS FAVORABLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 32. Avis sur le Schéma de Cohérence Territorial SCoT du Pays de Lunel. Nous proposons de donner un avis favorable. Je tiens à le dire : les relations avec le Pays de Lunel sont excellentes. On parle de la Ville du quart d'heure. Le Maire de Lunel, Pierre SOUJOL, y travaille. On travaille très bien en complémentarité. On était ensemble à Cannes pour présenter cette complémentarité, sur la capitale européenne de la culture, sur la stratégie d'urbanisme, pour essayer de justement construire des logements, mais sans consommer des terres agricoles, et essayer de densifier. Je vous propose de donner un avis favorable. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Oui, oui, construire des logements. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N°33 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE GRABELS - DISPENSE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 33. Modification simplifiée n° 3 du PLU de Grabels. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°34 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE LATTES - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Sur celui de Lattes, même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°35 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PEROLS - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire sur celui de Pérols, même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°36 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION PRE- OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) OCCITANIE - POLE DE L'ALIMENTATION MEDITERRANEENNE DURABLE - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Julie FRECHE (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Sur les relations entre la Commune de Montpellier, la Métropole et l'EPF, y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N°37 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE VENDARGUES - PARC D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES "LE SALAISON" - MISE EN VENTE PUBLIQUE DU TERRAIN CADASTRE BB 352 SITUE 160 AVENUE DE BIGOS - CONDITIONS DE MISE EN VENTE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 37. Parc d'activités Le Salaison, mise en vente de terrain public. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°38 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION D'AMENAGEMENT DU CARREFOUR RM613-RD24E2 SITUE SUR LES COMMUNES DE VENDARGUES ET SAINT AUNES - MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 38. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°39 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA GESTION DES AIRES DES GENS DU VOYAGE POUR 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 39. Convention entre l'État et la Métropole sur les aires des gens du voyage, pour pouvoir accueillir. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci à Monsieur RICO.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N°40 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - CONTRAT GRAND CYCLE DE L'EAU 2022-2024 SUR LE BASSIN DU LEZ - APPROBATION DES ACTIONS PORTEES PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Maryse FAYE sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 40. GEMAPI, contrat grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez. Y a-t-il des questions auprès de Madame NEGRET ? Monsieur PATERNOT, pour une intervention courte.

### **Bruno PATERNOT**

Monsieur le Président, je lis ce que j'ai écrit, vous me connaissez, je fais court et efficace. Là, c'est du quatre en un : je vous parlerai des quatre prochaines délibérations en même temps. Chers élus, chers amis « *le PAPI du SAGE a dissous le ciel avec la CLE* ». Alors si d'habitude je me permets un peu de poésie dans mes interventions, sachez que là c'est la commission cycles de l'eau de la Métropole qui me bat à plate couture. Un PAPI, dans le monde de l'eau, c'est un Programme d'Action de Prévention des Inondations ; le SAGE, c'est le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, et la CLE, c'est la Commission Locale de l'Eau. D'acronymes en sigles, nous voici de façon très sérieuse à dire que « *le PAPI du SAGE a dissous le ciel avec la CLE* » et après, c'est à moi qu'on vient dire que je fais des fantaisies.

Dans les quatre délibérations qui suivent – qui sont très techniques et au langage fleuri – va se poser aussi un autre poème, la GEMA au service de la PI. C'est-à-dire que la prévention des milieux aquatiques va permettre de réduire et de réguler les inondations. En fait, nous inversons la charge qui a lieu depuis 60 ans. Depuis 60 ans, on urbanise, on laisse les déchets dans le Lez, on éclaire La Mosson, etc. Et puis on crée des bassins de rétention, mais qui vont être toujours trop petits, qui ne seront jamais assez modernes. Aujourd'hui, depuis quelques années maintenant, on considère souvent que c'est la nature qui se sauvera elle-même et qui nous sauvera par-là même, et que ce n'est pas la technique qui va nous aider. Les contrats et les schémas que nous vous proposons de voter arrêteront de guérir après coup, et préviennent les dérèglements climatiques par des zones humides plus larges, mieux protégées, plus diverses. Alors ce n'est qu'un début et on devra certainement aller plus loin dans la désimperméabilisation : restaurer plus de zones, entretenir les ripisylves, ce sont tous les endroits au bord des zones humides où les plantes vont pousser d'elles-mêmes, où les petits oiseaux, les petits insectes et les petits poissons vont pouvoir barboter tranquillement...

### **Monsieur le Président**

On connaît.

### **Bruno PATERNOT**

... « *ZANer* » le territoire, supprimer totalement la pollution lumineuse des cours d'eau. Pour cela il faudra dans l'avenir que nous fassions le choix peut-être de mettre un peu plus d'argent encore dans la commission de l'eau et dans tous ces travaux de GEMA, plutôt que de PI.

Nous avançons dans le bon sens et nous avancerons dès demain à la bonne vitesse, car il faut aller vite. D'ici quelques années, le Rhône perdra 30 % de son débit, et nous devons donc nous contenter très certainement uniquement de l'eau du Lez. Alors faisons absolument en sorte qu'elle reste comme elle est aujourd'hui, c'est-à-dire d'une énorme qualité. Une biodiversité de qualité, ça se travaille à plein d'endroits, aussi par exemple en clausant les appels d'offres pour placer des petits nichoirs, pour avoir ensuite une eau de qualité. Cette eau de qualité, elle sera là pour tout le monde, y compris pour les plus fragiles, parce que l'écologie c'est la protection de l'environnement au service des plus précaires, et il est de notre responsabilité de faire en sorte que l'eau du robinet de notre Région soit la plus potable possible et de la meilleure qualité possible pour tout le monde. Nous devons protéger les cours d'eau, parce que c'est cette eau-là qui se trouve aussi dans nos verres d'eau. Depuis 1974, les écologistes boivent de l'eau au robinet devant les caméras. Alors je continue.

*Bruno PATERNOT boit un verre d'eau.*

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur PATERNOT. À la vôtre.

### **Bruno PATERNOT**

Les écologistes le disent et les écologistes le font. Merci à Véronique NEGRET de nous proposer ces quatre

délibérations qui sauveront notre eau, et donc qui nous sauveront. Votons-le à l'unanimité, votons-le pour l'humanité.

**Monsieur le Président**

Merci. Je mets donc aux voix. Véronique [NEGRET], tu ne veux pas éclairer ? Il y a juste la demande de hausse du budget, mais il faut aussi savoir faire des choix, et nous en avons fait l'année dernière d'ailleurs là-dessus, donc nous allons continuer dans cette dynamique, et avec tout le travail accompli. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°41 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - CONTRAT GRAND CYCLE DE L'EAU 2022-2024 SUR LE BASSIN DE L'OR - APPROBATION DES ACTIONS PORTEES PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41. Même vote ? Même vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°42 : CYCLES DE L'EAU - SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DU VERDANSON - PROTECTION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MONTPELLIER CONTRE LES INONDATIONS DU FONT D'AURELLE - REGULARISATION ADMINISTRATIVE DU SYSTEME D'ENDIGUEMENT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 42. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Ça y est, on arrive au bout des inondations du CHU. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°43 : CYCLES DE L'EAU - SCHEMA DIRECTEUR HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT DU VERDANSON - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 43. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°44 : CYCLES DE L'EAU - MISE A DISPOSITION ET PARTAGE DES DONNEES D'OBSERVATION HYDROMETEOROLOGIQUES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE LABORATOIRE HYDRO-SCIENCE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 44. Convention de partenariat avec le labo hydro-science de Montpellier. Qui a des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°45 : CYCLES DE L'EAU - LIFE REWA - PROJET EUROPEEN DE REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES DE 5 STATIONS D'EPURATION DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE - DEMANDE D'AUTORISATION PREFECTORALE D'UTILISATION DE CES EAUX - APPROBATION**

*Mme Maryse FAYE et Mme Julie FRECHE (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE) entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 45. J'excuse notre collègue René REVOL qui a eu un impératif personnel. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°46 : CYCLES DE L'EAU - USINE D'EAU POTABLE DE VALEDEAU - GARANTIE DE DEUX EMPRUNTS CONTRACTES PAR LA REGIE DES EAUX - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 46. Garantie d'emprunts pour l'usine d'eau potable de Valedeau, qui sera l'usine sécurisant la ressource en eau potable. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°47 : ENVIRONNEMENT - LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE SOINS DE LA PETITE FAUNE SAUVAGE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT - EXERCICE 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 47. Subvention versée à la LPO. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°48 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE (P2A)" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 48. Subventions à différentes associations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*



**AFFAIRE N°49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER, LES RADIOS ASSOCIATIVES DE MONTPELLIER ET LEURS FEDERATIONS REGIONALES REPRESENTATIVES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 49. Culture, subvention aux radios associatives. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET VIAMONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 50. Même vote ? Même vote. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°51 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DOMAINE D'O - CONVENTION D'EXPLOITATION ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (EPIC) DU DOMAINE D'O ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 51. Domaine d'O. C'est à la suite de la convention avec le Département. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N°52 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) POUR LA REALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2022 - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA A LATTES - SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 52. Convention de partenariat entre la Métropole et le CNRS sur le site archéologique de Lattara. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*



**AFFAIRE N°53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - ADHESION AU RESEAU PROFESSIONNEL FEDERATION ET RESSOURCES SUR L'ANTIQUITE (FRANTIQ) - CONVENTION D'ADHESION 2021-2026 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 53, sur le site de Lattara : une adhésion au réseau professionnel. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°54 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - ADHESION A L'ASSOCIATION DES MUSEES ET CENTRES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (AMCSTI) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 54. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55. Subventions culture. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°56 : ATTRACTIVITE - CONVENTION CONSTITUTIVE DE LA MAISON DES FRANCOPHONIES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3, L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA, ET L'UNIVERSITE DE NIMES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Jackie GALABRUN-BOULBES quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Geniès BALAZUN.*

**Monsieur le Président**

Affaire 56. Convention constitutive de la Maison des francophonies entre la Métropole et l'Université Paul-Valéry, une subvention de 10 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N°57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PATINOIRE VEGAPOLIS - PRINCIPE D'EXPLOITATION PAR DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 57. Patinoire Végapolis, DSP, lancement de la procédure. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N°58 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER RUGBY CLUB - SAISONS SPORTIVES 2022-2023, 2023-2024 ET 2024-2025 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Mathilde BORNE sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 58. Complexe Yves-du-Manoir, convention d'occupation temporaire du domaine public, mise à disposition du MHR – pour lequel nous souhaitons tous nos encouragements pour dimanche face à Clermont-Ferrand. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°59 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES PISCINES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - INSTALLATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ACCESSOIRES AQUATIQUES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 59. Réseau des piscines, convention d'occupation temporaire, installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N°60 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET HERAULT TOURISME - AVENANT OPERATIONNEL N°2 RELATIF A L'OBSERVATION TOURISTIQUE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Convention de partenariat entre la Métropole et Hérault Tourisme. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N°61 : ATTRACTIVITE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI HERAULT - AVENANT 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 61. Convention de partenariat entre la Métropole et Pôle emploi. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N°62 : ATTRACTIVITE - RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION AU GROUPEMENT D'INTERET ÉCONOMIQUE ATOUT FRANCE - ANNEE 2022 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 62. Renouvellement de l'adhésion à Atout France. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Cyril MEUNIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°63 : ATTRACTIVITE - SATT AXLR - ABANDON DE COMPTE COURANT AVEC CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 63. Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune avec la SATT AXLR. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

**AFFAIRE N°64 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Julien MIRO sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 64. Attributions de subventions dans le cadre du développement économique sur l'exercice 2022. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, Mme Sylvie ROS-ROUART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N°65 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "EMPLOI ET ENTREPRENEURIAT" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 65. Attributions de subventions dans la thématique emploi et entrepreneuriat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N°66 : HORS COMMISSION - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur MEUNIER, ce sont les dispositifs de soutien aux congrès. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Yvon PELLET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 63 voix*

**AFFAIRE N°67 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA METROPOLE ET LA CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT (CAPEB) HERAULT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. JAOUL) sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur LAURET. Convention de financement entre la Métropole et la CAPEB, attribution de subvention à hauteur de 10 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°68 : SOLIDARITES - PROGRAMME DE RENOVATION DES IMMEUBLES DE COPROPRIETE EN FRANCE (RECIF+) - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ILE-DE-FRANCE ENERGIES ET L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Mathilde BORNE et M. Julien MIRO entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 68. Programme de rénovation des immeubles de copropriété en France (Recif+), convention entre la Métropole et l'ALEC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N°69 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX A FABREGUES, PIGNAN, PRADES-LE-LEZ ET SAINT JEAN DE VEDAS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 69. Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades, Saint Jean de Védas, attribution à Promologis. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Michelle CASSAR, M. Michaël DELAFOSSE, M. Guy LAURET, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. François RIO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N°70 : SOLIDARITES - ADHESION A L'ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE COPROPRIETE (ARC) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 70. Adhésion à l'association des responsables de copropriété. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°71 : RESSOURCES - GESTION ACTIVE ET OPTIMISEE DE PATRIMOINE - CONTRAT DE LOCATION D'UN LOGEMENT SITUÉ 679 AVENUE DU PRÈS D'ARENES A MONTPELLIER - MODIFICATION DE LA DECISION N°2006-46 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 71. Gestion active et optimisée du patrimoine, contrat de location d'un logement situé 679 avenue du Près d'Arènes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N°72 : RESSOURCES - PASSERELLE - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Convention d'attribution au projet Passerelle entre la Ville de Montpellier, la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N°73 : RESSOURCES - ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 - COMPOSITION DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Élections professionnelles 2022. C'est un point très important pour l'ensemble des agents. Composition du Comité social territorial. Monsieur RAYMOND, y a-t-il des points à éclairer ? Je mets aux voix s'il n'y a pas de question. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix*

## **AFFAIRE N°74 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - CREATION - MODIFICATION DES SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Relations institutionnelles Métropole et Ville de Montpellier, conventions de services communs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Pour : 77 voix*

*Abstentions : 5 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.*

## **AFFAIRE N°75 : RESSOURCES - RECOURS AU DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

*Mme Julie FRECHE (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE) sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Recours au dispositif d'apprentissage, affaire 75. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Madame RIBOT, bien sûr.

### **Catherine RIBOT**

Cette délibération ne peut pas être adoptée automatiquement. L'unanimité n'est pas toujours synonyme d'automatisme. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance, l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation, en école, en université, et formation au métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat, parce que l'apprenti est un salarié à part entière, un salarié de l'organisme, pour nous la Métropole, la collectivité, avec laquelle il a signé un contrat. Il bénéficie donc de tous les avantages inhérents à son statut de salarié. Il perçoit ainsi par exemple une rémunération qui est déterminée en pourcentage du SMIC par exemple. Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail et ce contrat d'apprentissage s'est progressivement élargi à de nouveaux publics. Désormais il est accessible pour des niveaux de formation qui peuvent aller jusqu'à bac+5, ainsi que la troisième page de la délibération 75 le montre. Il s'agit d'un ensemble de mécanismes qui mènent à l'acquisition de savoir-faire, à l'acquisition de savoirs, de connaissances, et il ne faut pas selon moi opposer apprentissage et enseignement. Il y a une complémentarité. Le contrat d'apprentissage permet une meilleure insertion professionnelle, c'est un tremplin vers l'emploi, c'est un sésame – comme on dit souvent – pour entrer dans le monde du travail. Le contrat d'apprentissage, pour cela, est très prisé par les organismes, les entreprises, les collectivités, et par les jeunes en formation. Les avantages du contrat d'apprentissage sont nombreux pour les deux. Il faut bien penser que l'apprentissage est une source de changement dans les habitudes de fonctionnement. C'est une source de changement, de transformation des comportements même de l'organisme qui accueille les apprentis, et les atouts sont réellement partagés entre apprentis et organismes. L'avantage de prendre un apprenti pour un employeur, pour une collectivité, repose certes sur des coûts de recrutement qui sont limités, c'est vrai, particulièrement depuis qu'un certain nombre d'aides financières ont été mises en place, mais cela permet aussi finalement de transmettre des savoir-faire, d'intégrer des salariés. Je pense que ce sont des points importants, dont il faut bien avoir conscience quand la délibération sera votée, même si elle est votée à l'unanimité – certainement.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame RIBOT, de votre intervention. Y a-t-il d'autres demandes de prises de parole ? Je mets aux voix. On espère l'unanimité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°76 : HORS COMMISSION - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 75. Tableau des effectifs. Je mets aux voix. Abstention ? Contre ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Abstentions : 5 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N°77 : RESSOURCES - LANCEMENT D'UNE ETUDE SUR L'OPPORTUNITE DE DEVELOPPER DES OUTILS DE FORMATION COMMUNS AUX ELUS DES COMMUNES MEMBRES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 77. Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres. Il s'agit de la coopérative du service qu'on veut mettre en place. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°78 : RESSOURCES - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 78. Composition des commissions métropolitaines. Au regard des demandes reçues, c'est pour mettre à jour la composition des commissions, et en particulier pour accueillir – je me tourne vers Juvignac – la nouvelle élue de Juvignac. Donc voilà, c'est juste ça. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°79 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 79. Vous avez vu qu'on a adhéré à des associations pour un montant de 400 euros. La première année d'adhésion, on le présente en Conseil, et quand il s'agira du renouvellement, pour soulager le Conseil, ça figurera aux décisions du Président, c'est une délégation de signature. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.



*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N°80 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION**

**Renaud CALVAT**

Je prends la parole pour la l'affaire n° 80. Ce sont des désignations des représentations du Conseil de Métropole. Je vous propose pour Montpellier Danse, en remplacement de Monsieur LARBIOU, de désigner Madame Valérie CLÉMENT, pour l'Opéra-orchestre, toujours en remplacement de Monsieur LARBIOU, je vous propose la candidature de Monsieur Bernard FOUCHY, et pour la Société de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan je vous propose la candidature de Monsieur Michaël DELAFOSSE. Il ne peut pas se présenter lui-même pour les désignations – il y a conflit d'intérêt.

Abstentions ? Avis contraire ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE.*

*Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.*

*Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*Ont été élus :*

<b>Organismes</b>	<b>Représentations</b>
<i>Montpellier Danse</i>	<i>Remplacement de M. Yves LARBIOU 1 personnalité qualifiée  <b>Mme Valérie CLEMENT</b></i>
<i>Opéra Orchestre National de Montpellier</i>	<i>Remplacement de M. Yves LARBIOU 1 personnalité qualifiée  <b>M. Bernard FOUCHY</b></i>
<i>Société de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan</i>	<i>1 titulaire  <b>M. Michaël DELAFOSSE</b></i>

*Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**Renaud CALVAT**

Je vous redonne la parole, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci.

**AFFAIRE N°81 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) TRANSPORT URBAIN ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET TAM - AVENANT N° 6 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 81. C'est le contrat de DSP sur TaM, qui est le versement d'une indemnisation de 450 000 euros au subdélégataire pour les pertes d'exploitation liées à la Covid-19 pour l'année 2021. C'est nettement moins que 2020. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N°82 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - MODIFICATIONS STATUTAIRES - TRANSFORMATION EN SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - DESIGNATION DES REPRESENTANTS - APPROBATION**

*M. Yvon PELLET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Claudine VASSAS-MEJRI.*

**Monsieur le Président**

Affaire 82. C'est la modification de TaM, de Société d'Economie Mixte (SEM) en Société Publique Locale (SPL), comme nous l'avons présenté, l'opération se concrétise. Ça bouleverse la représentation au conseil d'administration et à l'assemblée générale. Il y aura un correctif un petit peu plus tard qui sera réalisé à la Ville de Montpellier. Je propose les candidatures de Madame FRÊCHE, Madame BORNE, Madame GIMENEZ, Madame MANTION, Monsieur RICO. Y a-t-il des questions ? Monsieur LÉVITA.

**Max LÉVITA**

J'ai juste une question. On a voté le principe de la création de la SPL, c'était le 28 juillet 2021. La SPL devait être créée le 1<sup>er</sup> janvier 2022. On est le 31 mai 2022. Pendant ces cinq mois, l'existence légale de la société, c'est quoi ? Elle est quoi, cette société ? SPL, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) ?

**Monsieur le Président**

Jusqu'à aujourd'hui, elle est une société d'économie mixte, et là elle va passer en SPL.

**Max LÉVITA**

Donc vous nous avez fait voter quelque chose que vous n'avez pas respecté au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

*Interventions hors micro.*

**Max LÉVITA**

Ça arrive.

**Monsieur le Président**

Les tramways ne se sont pas arrêtés, Monsieur LÉVITA.

**Max LÉVITA**

Non mais d'accord.

**Monsieur le Président**

Ça a été le processus de discussion, dans cette période-là. Effectivement, je ne vous cache pas qu'on aurait

souhaité peut-être arriver à aller un petit peu plus vite, mais enfin on a été dans la discussion avec les partenaires, qui ont accompagné la TaM. Il y a eu des discussions pour pouvoir être conclusif, et qui ont été d'ailleurs impactées par l'affaire de la Covid-19. Mais si vous voulez faire un recours...

**Max LÉVITA**

Non !

**Monsieur le Président**

... peut-être que vous pourriez écrire une jurisprudence.

**Max LÉVITA**

Je ne cherche pas du tout à vous ennuyer. Absolument pas. Au contraire, je m'inquiétais de cette absence.

**Monsieur le Président**

Ce qui me ferait plaisir, Monsieur LÉVITA, c'est que vous votiez.

**Max LÉVITA**

Non, non, mais je vote. Je le vote, si vous voulez. Pas de problème.

**Monsieur le Président**

Ah ! Allez, je mets aux voix. Qui est contre ?

**Max LÉVITA**

Non, je m'abstiens quand même.

**Monsieur le Président**

Ah, vous vous abstenez.

**Max LÉVITA**

Mais je ne fais pas de recours, je vous rassure.

**Monsieur le Président**

Donc qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.*

*La Métropole et la Ville ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, en juillet et septembre 2021. Le nouveau CA de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour la Métropole et 2 pour la Ville. L'un des représentants de la Métropole au CA siègera également à l'AG. Il convient de désigner les représentants de la Métropole.*

*Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :*

- Julie FRÊCHE (AG + CA)
- Mathilde BORNE (CA)
- Clara GIMENEZ (CA)
- Coralie MANTION (CA)
- Jean-Pierre RICO (CA)

*Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - ACQUISITION DES PARTS DE TRANSDEV, DU CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC ET DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 83. Il s'agit du rachat des actions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

**Max LÉVITA**

*Intervention hors micro.*

**Monsieur le Président**

Oui. Et on tient à disposition tous les documents si vous le souhaitez.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.*

**AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES - RAPPORT D'ACTIVITE 2021 DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES COMPTES (CCC) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 84. Rapport d'activité de la Commission de contrôle des comptes. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES - RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 85. Rapport d'activité de la Commission consultative des services publics locaux. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 86 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE (RAD) DE SERVICE PUBLIC DE L'USINE DE METHANISATION AMETYST - EXERCICE 2021 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 86. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

## QUESTION ORALE

### Monsieur le Président

Attendez, ne partez pas. La parole est à Madame Mathilde BORNE pour la question orale sur l'affaire dite « du chêne ».

### Mathilde BORNE

Exactement. Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous, chers collègues, pour ceux que je n'ai pas vus. Comme vous le savez toutes et tous, la cour d'appel de Montpellier a accordé le 16 décembre dernier une protection au chêne bicentenaire de Castelnau-le-Lez. Il y a eu des caméras de France 2 sur l'émission « *Envoyé spécial* », BFMTV, RMC, qui sont venues relayer cette mobilisation citoyenne. Pourtant on a l'impression que l'histoire risque de se répéter. En effet, la survie du chêne est toujours menacée par l'aménagement futur du chemin au pied du chêne pour desservir le futur logement avec du goudron, une canalisation aérienne en béton de 1,5 mètre de large pour faire passer les réseaux.

En fait, vous le savez aussi, depuis bientôt un an, les services de la Métropole se sont évertués à trouver une troisième voie, une solution pour desservir le lotissement par le bas, et je les remercie chaleureusement. Cette infrastructure est bien plus adaptée que l'autre infrastructure prévue à la base. Elle est directement connectée avec l'avenue de la Pompignane et permet de sauver le chêne et de sécuriser la vie d'une personne en situation de handicap. Enfin, elle offre aussi des facilités d'accès pour les futurs habitants. Les deux propriétaires des deux terrains constituant la troisième voie sont vendeurs. Les compromis de vente ont été signés, les études techniques ont toutes été validées, démontrant la faisabilité de cette troisième voie. D'ailleurs depuis trois mois les camions du promoteur empruntent cette voie quotidiennement afin de poursuivre leur chantier.

Mais aujourd'hui, en fait, les étapes finales de cette troisième voie sont stoppées à cause d'un litige intrafamilial, qui ne devrait pourtant pas faire obstacle à la vente de la parcelle. En effet, il y a un accord sur la vente et son montant – puisque comme je le disais un compromis de vente a été signé – mais il y a un désaccord entre copropriétaires sur le partage du produit de la vente. Donc nous vous demandons à ce que la Métropole pèse de tout son poids pour qu'une solution soit trouvée en direction des propriétaires et promoteurs impliqués, au travers de la vente effective des terrains ou d'une servitude de passage temporaire, le temps que la vente soit finalisée.

Je rappelle encore, en décembre dernier comme je vous le disais : la justice a reconnu la légitimité de la mobilisation des citoyens et des associations pour préserver le chêne remarquable. Le jugement sanctuarise ce chêne en interdisant tout passage d'engins de chantier sur le chemin près du chêne, sous astreinte – il y a quand même 30 000 euros d'astreinte par passage – et autorise uniquement le passage de véhicules de tourisme destinés au transport de personnes. Ce jugement, je le rappelle, c'est une première en France. La cour d'appel de Montpellier indique clairement que les lois de l'environnement doivent être respectées et sont au-dessus de la rentabilité économique à outrance. Cette jurisprudence est historique dans un moment où l'urgence climatique n'est plus à démontrer et où les enjeux environnementaux sont prioritaires. Il est donc impensable que les réseaux de la voie et la voirie définitive d'accès au 32 logements soient le chemin de terre du Salaison au pied du chêne. Goudronner ce chemin, poser des réseaux d'eaux, d'énergie, d'égouts, laisser passer 64 voitures par jour, des camions de déménagement, de livraison, condamnera le chêne, qui est un patrimoine de notre Métropole. Et je ne parle pas de la collecte des ordures ménagères qui par ailleurs est impossible sur ce chemin. Tout cela serait contraire à la décision de la cour d'appel. Ce que je disais, c'est que les arguments de la cour d'appel pour protéger le chêne pendant la période de travaux, ils valent aussi sur l'avenir en fait, et sur les réseaux, les véhicules de déménagement, de livraison, la collecte des ordures, etc.

Je rappelle aussi, entre parenthèses, que le propriétaire du chêne est une personne en situation de handicap, qui se déplace quotidiennement avec un véhicule du GIHP, que les lois garantissent l'accessibilité des voiries aux personnes handicapées ou à mobilité réduite avec la plus grande autonomie possible.

Les travaux qui sont envisagés à ce jour sur le chemin de Salaison, ainsi que la réalisation d'accès au lotissement par ce chemin semblent incompatibles avec les trois tests du chemin au droit du chêne. C'est-à-dire qu'il faut 5,5 mètres normalement, et on ne peut pas accueillir un bloc aérien de béton de 1,5 mètre de large pour les réseaux, une voie de rencontre piétons-automobiles et un espace de protection du chêne de 3 mètres, qui est la préconisation minimale, je rappelle, de l'ONF. L'espace restant est inférieur à la largeur de 1,40 mètre – excusez-moi, c'est un peu technique, désolée... Enfin, les détails sont importants dans cette affaire malgré tout, c'est pour ça que je les rappelle. Donc 1,40 mètre obligatoire pour une PMR. De plus, le

véhicule de GIHP bloque la voie unique matin et soir et ne peut faire le demi-tour dans ce chemin. Il sera donc contraint, comme il le fait chaque jour, de repartir en marche arrière, bloquant plus encore la circulation pour les habitants.

Les riverains, toutes les associations qui soutiennent cette lutte, vous demandent, Monsieur le Président, ainsi qu'à Monsieur le Préfet – puisqu'une lettre lui a été aussi adressée – une décision en urgence, une décision qui refuse que les réseaux et l'enrobage passent sur les racines du chêne en bloquant la mobilité d'une personne en situation de handicap, une décision permettant de faire passer les réseaux puis l'accès définitif au futur lotissement par la rue de la Pompignane et les deux parcelles situées en bas, sans attendre le règlement des litiges entre les propriétaires. L'association du chêne et handicap vous a demandé si c'était possible d'être reçu par vous personnellement pour soutenir cette demande, une action forte de votre part, Monsieur le Président, pour permettre de lever les derniers obstacles à la pérennisation de la voie par la rue de la Pompignane, voie qui est déjà utilisée sur le chantier. La survie de ce chêne sera le symbole fort de votre action écologique et responsable.

Pour ceux qui sont intéressés, je vous enverrai la question, puisque je rappelle quand même dans l'annexe que, effectivement, nous n'en serions pas là s'il n'y avait pas eu des choix qui avaient été faits par la Ville de Castelnau-le-Lez sur ce permis de construire en décembre 2014, mais qu'aujourd'hui c'est la Métropole qui est responsable de ces accès. On vous demande une action forte, s'il vous plaît, pour résoudre et sauver ce chêne. Merci, Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci à vous, Madame BORNE. D'abord, je vais vous dire une chose : je reconnais la constance de votre engagement sur ce sujet, comme beaucoup de citoyens, de personnes qui se sont exprimés là-dessus. Vous avez pointé d'une certaine manière comment vous avez rendu hommage aux services et comment on se retrouve dans cette situation. Je le dis très clairement : on recevra le collectif. Je veux être aussi très clair : je le ferai après les élections législatives, parce que j'observe que des gens de circonstance se découvrent des convictions intéressées. Je veux être très transparent, très franc. On recevra et on fera un point de situation, et toutes les options seront sur la table avec le collectif. Je dis bien : toutes les options. Merci de vos propos qui ont rendu hommage aux services, qui cherchent à trouver une solution pour régler ce problème.

La solution, alors ne souriez pas mes chers collègues, s'appelle « *la troisième voie* », c'est-à-dire la voie qui permet de desservir autrement que par l'endroit où se trouve le chêne. Il se trouve que les négociations avancent, et que là elles ont bloqué pour des raisons qui tiennent évidemment à des histoires sans doute personnelles, sur lesquelles je ne veux porter aucun jugement – tout ça est toujours très difficile. Nous allons continuer, et toutes les options seront sur la table pour essayer d'y parvenir. Monsieur CALVAT m'en glissait une à l'instant : nous, on est prêts, vraiment, à y arriver. Je suis même prêt, je vais le dire, on est d'accord avec Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez : on va faire classer cet arbre Espace Boisé Classé (EBC). Ça, c'est dans un autre temps. S'il faut qu'on propose aussi d'acquérir une partie pour protéger le chêne pour qu'il soit dans l'emprise publique complètement, je suis prêt à faire ça. Je le proposerai au Conseil et je pense que tout le monde sera d'accord. Enfin voilà, il fait partie, je le sais, des arbres remarquables, il y a une association qui s'exprime dessus, il a une valeur symbolique pour les gens qui vivent autour, mais disons-le, pour les générations futures, on va trouver une solution. Je veux aussi être très franc : on va prendre tous les outils. J'ai posé l'outil financier, l'outil de la négociation avec les acteurs privés, je suis prêt à proposer au Conseil que ce chêne rentre dans la domanialité publique, en plus de son statut juridique, ce qui voudrait dire que le propriétaire accepterait de nous céder une partie de parcelle. Je ne sais pas s'il y est prêt. S'il y est, eh bien là on se précipite et ça nous rendra directement responsable de sa protection. Je veux poser tout ça.

Donc, oui à la demande de rendez-vous du collectif. Je précise que je les avais déjà reçus et qu'on avait déjà commencé à travailler sur la fameuse troisième voie. Le jugement nous a d'ailleurs aidés. On fera cette rencontre avec ces deux propositions. En tout cas, là, la consigne est donnée aux services de pousser la négociation foncière et d'essayer de trouver la solution pour que la voie alternative se fasse rapidement, parce que là c'est *Clochemerle*, c'est-à-dire qu'on va avoir des gens qui vont être dans les logements, qui vont demander à la Métropole : « *Mais comment on fait les déchets, comment on fait les sorties ?* ». Il faut qu'on arrive à cette solution, et je suis prêt à proposer au Conseil de Métropole, si le propriétaire en est disposé, en tout cas d'ouvrir une discussion pour que ce chêne rentre dans la domanialité publique et qu'on en soit collectivement les garants. Voilà la proposition. Pour le rendez-vous, je demande, après les élections. Votre engagement, il est très clair, il est constant, beaucoup de personnes aussi l'ont exprimé, mais je n'ai pas envie qu'on se retrouve instrumentalisés par un contexte électoral. Le chêne vaut bien plus que des petits intérêts

des uns ou des autres. Merci à vous en tout cas.

C'est bon ? Je lève la séance. Merci à tous. Prochain Conseil de Métropole : fin juillet, 26. Merci aux services, merci aux équipes qui ont traduit en langue des signes pour garantir à tous l'accès de nos travaux.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*





**Conseil du 31 mai 2022**  
**Décisions prises par le Président**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

---

**N°MD2022-019 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété PARC GOUNEAUD et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété LE PARC GOUNEAUD, les parcelles AT 276 (1 m<sup>2</sup>), AT 273 (55 m<sup>2</sup>), AT 274 (22 m<sup>2</sup>), AT 279 (4 m<sup>2</sup>) et AT 278 (104 m<sup>2</sup>) situées rue du Salaison sur la Commune de Vendargues. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain. En contrepartie, elle vend à la copropriété Le PARC GOUNEAUD, la parcelle AT 280 d'une superficie de 414 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée. L'échange foncier sera réalisé contre une soulte de 6 840 €.

**N°MD2022-023 - 23/02/22 - Direction des Sports**

**Décision relative à un avenant n°3 au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché n°4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » portant le montant total du marché à 1 909 148, € HT. Les modifications de programme permettront de réaliser une économie de 980 206,81 € HT sur l'opération.

**N°MD2022-037 - 02/03/22 - Direction Services aux Territoires**

**Convention relative à l'opération de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité à Beaulieu (Chemin du Ginestet) Hérault Energies - Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :**

Il s'agit d'approuver l'opération de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité sur la Commune de Beaulieu (chemin du Ginestet) pour un montant prévisionnel global de 22 872,57 € TTC, montant financé intégralement par HERAULT ENERGIES.

**N°MD2022-043 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat avec l'école de musique associative Mélimusic de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association MELIMUSIC dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives pour l'année scolaire 2021-2022.

N°MD2022-044 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la signature d'une convention de partenariat pédagogique avec Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association BEAUX-ARTS MUSIQUES dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives pour l'année scolaire 2021-2022.

N°MD2022-046 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle KM 423 d'une emprise de 49 m<sup>2</sup> avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la SAS CABRIERES GESTION, la parcelle cadastrée KM 423 d'une emprise de 49 m<sup>2</sup>, permettant l'élargissement du cheminement piéton en bordure de l'avenue du Père Soulas sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

N°MD2022-050 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Allons Z'enfants pour les actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période 2022-2024 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ALLONS Z'ENFANTS pour les actions en partenariat avec le réseau des médiathèques pour la période 2022-2024 à titre gracieux.

N°MD2022-053 - 14/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à un avenant n°4 au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation thermique de copropriétés - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au mandat d'études « rénovation thermique » confié à la SA3M portant sur l'accompagnement des copropriétés EcoCité, pour un montant prévisionnel de 752 000 € HT. Cet avenant porte sur la prorogation de l'échéance du mandat jusqu'au 31/12/2025.

N°MD2022-060 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat fixant les conditions de dépôt et de valorisation du Fonds d'arts graphiques des collections du musée Atger au musée Fabre - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'UNIVERSITE DE MONTPELLIER. Elle a pour objet de fixer les conditions de dépôt et de valorisation du Fonds graphique du musée Atger ainsi que les engagements réciproques du musée Fabre, dépositaire, et de l'UNIVERSITE DE MONTPELLIER, propriétaire.

N°MD2022-063 - 21/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à détacher de la parcelle BM 37 - Rue Fount del Mazet - Commune de Clapiers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 120 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle BM 37 située rue Fount del Mazet sur la Commune de Clapiers. Montpellier Méditerranée Métropole prononce son déclassement du domaine public et intègre cette emprise dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale.

N°MD2022-064 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la cession de la parcelle BM 363 - Rue de la Fount del Mazet - Commune de Clapiers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame DO la parcelle BM 363 d'une superficie de 120 m<sup>2</sup>, située Rue Fount del Mazet sur la Commune de Clapiers afin d'agrandir leur jardin. Cette cession aura lieu au prix de 162 € le m<sup>2</sup>, soit un montant total de 19 440 €.

**N°MD2022-069 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D0089DC de gardiennage du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier. Il a pour objet de constater les sommes dues par le titulaire GIP SECURITE à Montpellier Méditerranée Métropole du 01/11/2020 au 30/04/21 (cause fermeture du musée en raison de la crise sanitaire). Il constate une moins-value de 400 249,35 € HT correspondant aux prestations de gardiennage non réalisées. Le nouveau montant du marché s'élève 4 154 097,25 € HT.

**N°MD2022-074 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements organisés par le Réseau des médiathèques pour l'année 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des universitaires, des conférenciers, des artistes, des journalistes, des auteurs, des intervenants, programmés pour l'année 2022 pour une dépense maximale de 14 000 € liés à l'organisation des manifestations et événements organisés par le réseau des médiathèques.

**N°MD2022-078 - 09/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et territoires cyclables pour 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES, dont la mission est de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes pour un montant de 10 540,29 € pour l'exercice 2022.

**N°MD2022-080 - 07/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à Vélo et Territoires pour 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association VELO ET TERRITOIRES, coordonnateur du réseau national cyclable qui fédère 130 collectivités. Le montant de l'adhésion annuelle est de 2 957 € pour l'exercice 2022.

**N°MD2022-082 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la cession de plusieurs parcelles - ZAC du Castellet - Commune de Clapiers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à SA3M aménageur de la ZAC du Castellet à Clapiers, les parcelles CC 119 (25 m²), CC 120 (76 m²), CC 121 (25 m²), CC 122 (74 m²), CC 123 (36 m²) et CC 124 (552 m²). Cette cession aura lieu au prix de 23,50 €/m² soit un montant global de 18 518 €.

**N°MD2022-083 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu (Chine) du 20 au 26 mars 2022 - Participation à la 106ème foire des vins et spiritueux ' Tang Jiu Hui ' de Chengdu - Financement de la mission - Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu du 20 au 26/03/2022. Il est proposé la participation de 4 domaines viticoles d'un élu et d'un technicien. Le montant prévisionnel est de 13 500 € TTC.

**N°MD2022-085 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un avenant n°1 de transfert de société concernant le marché n°5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 de transfert concernant les lots 2 et 6 du marché n°5031DC18 avec l'entreprise ATALIAN PROPTE et ATALIAN PROPTE PACA pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant n°1 est sans incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-089 - 21/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Rue de la Billière - Commune de Cournonsec**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie d'environ 973 m<sup>2</sup> située rue de la Billière sur la Commune de Cournonsec et prononce son déclassement. L'intention est de céder ce terrain à INTERMARCHÉ voisin qui souhaite étendre son parking, sachant qu'en contrepartie, l'acquéreur aura une obligation de plantation.

N°MD2022-092 - 22/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°M1C0036EA - BiodiVigne, les arbres au service de la vigne - Étude relative à l'accompagnement des exploitants viticoles dans l'implantation de haies**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande du marché n°M1C0036EA d'étude relative à l'accompagnement des exploitants viticoles dans l'implantation de haies à la société NATURALIA sise à Baillargues pour un montant maximum de 110 000 € HT. Le marché est conclu pour une durée de 30 mois et démarre à compter de la date de notification.

N°MD2022-100 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la vente d'une emprise de 435 m<sup>2</sup> à la SERM - ZAC Roquefraisie - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM la parcelle AW 343 d'une superficie de 435 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée du domaine public, chemin de Lapeyrière sur la Commune de Saint Jean de Védas, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de Roquefraisie, afin de constituer l'emprise du lot n° 20 de la ZAC. La cession est convenue au prix de 20 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 8 700 €.

N°MD2022-101 - 23/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) - Mission technique et d'expertise du 14 au 19 mars 2022 - Autorisation de la mission - Autorisation de financement et de signature**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil Départemental de Rufisque ont été lauréats de l'appel à projet franco-sénégalais 2020 du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. A ce titre, les collectivités se sont engagées sur un projet de coopération décentralisée autour de leurs systèmes alimentaires territoriaux. Après avoir reçu une délégation rufisquoise en 2021, ce projet prévoit l'organisation d'une mission technique et d'expertises de maximum 2 élus(es) et de 3 agents de la Métropole à Rufisque du 14 au 19/03/2022. La délégation de la Métropole devrait être accompagnée d'un(e) technicien(ne) de la Ville de Montpellier ainsi que d'un(e) technicien(ne) du MIN SOMIMON MERCADIS. Le coût prévisionnel est de 12 000 € TTC.

N°MD2022-104 - 24/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 40 logements sociaux - Résidence 'Emeraude', ZAC Pierres Vives Lot 6 C à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 275 997,75 €, représentant 75 % du prêt complémentaire souscrit par la SA d'HLM SFHE GROUPE ARCADE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Emeraude », ZAC Pierres Vives Lot 6C à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention. La réservation de logements au sein de cette opération au profit de Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'objet d'une convention dans le cadre de la garantie du prêt principal.

N°MD2022-107 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser ENEDIS à implanter un transformateur sur une parcelle d'une surface d'environ 25 m<sup>2</sup> appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Castries. La mise à disposition du terrain supportant le transformateur

et ses accessoires est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

**N°MD2022-108 - 23/02/22 - Direction Projet et Planification Territoriale**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4043BISUH16 - Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°4043BISUH16, de Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier, à la suite de la transmission universelle de patrimoine effectuée par la société ORGECO au profit de la société BERIM qui reprend l'intégralité dudit marché. Cet avenant n'a pas d'incidence sur le prix et toutes les clauses du marché demeurent applicables.

**N°MD2022-109 - 24/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour la construction de 22 logements sociaux - Résidence ' Villa Joséphine ', 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 584 450 € représentant 75 % d'un prêt souscrit par la SA d'HLM SFHE GROUPE ARCADE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Joséphine », 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

**N°MD2022-111 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la convention de mise à disposition pour constitution de droit réel pour un transformateur ENEDIS et ses accessoires- Parcelle cadastrée BE 06 - Commune de Fabrègues - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser ENEDIS à implanter un transformateur sur une parcelle d'une surface d'environ 25 m<sup>2</sup> appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Fabrègues. La mise à disposition du terrain supportant le transformateur et ses accessoires est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

**N°MD2022-112 - 23/02/22 - Direction de la Communication**

**Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°G0D0051CO - Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Lot n°1 Impression - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre n°G0D0051CO - Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Lot n°1 Impression conclu avec l'entreprise LPJ HIPPOCAMPE, afin d'ajouter de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires.

**N°MD2022-114 - 24/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative au renouvellement de la garantie des emprunts contractés par la SA d'HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, suite à leur réaménagement - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement des prêts d'un montant total de 6 848 321,96 € souscrits par l'emprunteur SA d'HLM SFHE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'avenant de réaménagement n° 102878, constitué de 8 lignes de prêt.

**N°MD2022-115 - 18/03/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M8d5196AJ de souscription de contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4 - Tous risques d'expositions et objets d'art - Modification de la décision n°MD2019-786 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M8d5196AJ - lot n°4. Il a pour objet l'incorporation de dépôts supplémentaires au sein du musée Fabre pour un montant total de 37 460 425 €, à compter du 01/09/2021 dans le cadre de la régularisation annuelle.

**N°MD2022-118 - 07/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Cluster Logistique d'Occitanie - We4log - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au CLUSTER LOGISTIQUE D'OCCITANIE – WE4LOG pour l'exercice 2022 pour un montant de 3 000 €. L'objectif est de développer à l'échelle du territoire régional le report modal au travers des infrastructures et services ferroviaires, maritimes, routiers, aériens et fluviaux, améliorer la compétitivité des entreprises au travers de la logistique, développer la création de valeur ajoutée et d'emplois, afin d'accompagner la mutation du territoire et de ses acteurs vers la logistique du futur.

**N°MD2022-119 - 24/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social pour la construction de 18 logements sociaux - Résidence ' Route Impériale ', 285 Route de Nîmes à Baillargues - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 1 628 362 € sollicité par la SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 18 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Route impériale », 285 Route de Nîmes à Baillargues. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°MD2022-122 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition aux consorts JOSEPH des parcelles cadastrées BA 80 et BA 91 situées 123 route de Lattes à Saint-Jean-de-Védas**

**Objet :** Les consorts JOSEPH, propriétaires des parcelles bâties cadastrées BA 80 et BA 91 situées 123 route de Lattes à Saint Jean de Vedas d'une superficie de 6 097 m<sup>2</sup> supportant un bâti vétuste de 144 m<sup>2</sup>, mettent en vente leur bien au prix de 370 000 € majoré de 22 000 € de frais d'agence immobilière. Il paraît opportun pour Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir ce bien afin de constituer des réserves foncières à proximité immédiate du futur Pôle d'Échanges Multimodal qui sera implanté au droit du carrefour où passera le Contournement ouest de Montpellier et la ligne 2 du tramway.

**N°MD2022-129 - 28/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 21 0032 01 sur la Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent la mise à disposition à la SAFER, des parcelles situées sur la Commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an, jusqu'au 31/10/2022. Cette mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1 060 €. Les terrains sont occupés par des moutons ce qui permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été.

**N°MD2022-130 - 22/02/22 - Direction des Sports**

**Décision relative au marché n°M9B0153DS - Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M9B0153DS « Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole », avec la société IGUAL, qui augmente son maximum pour la deuxième année d'exécution, initialement établi à 28 000 € HT, pour le porter à 33 000 € HT.

**N°MD2022-131 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société F3D - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société F3D pour une durée d'un an à compter du 01/03/2022. Elle est renouvelable deux fois sur avis du BIC. Conformément au tarif applicable, le coût mensuel HT à payer par la société s'élèvera à 36 €.

**N°MD2022-132 - 07/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'attribution du marché Maîtrise d'œuvre extension de la 1ère ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France n°9.133 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°9.133 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre générale relative à la poursuite de l'étude et la réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway de Montpellier vers la gare Montpellier Sud de France au niveau PRO avec le groupement conjoint avec mandataire solidaire INGEROP / EXM ARCHITECTES / ILEX / SERI sis à Pérols, pour un montant de 1 055 712,02 € HT.

**N°MD2022-133 - 07/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°08.272.020 - SAE/RADIO embarquée - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°08.272.020 SAE/RADIO EMBARQUEE, attribué à l'entreprise INEO SYSTRANS. Il convient d'augmenter le montant maximal du marché à hauteur de 700 000 € HT (portant le montant du marché à 6 700 000 € HT) et la durée du marché à hauteur de 24 mois.

**N°MD2022-134 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées cadastrées :

- les parcelles cadastrées BN 120 et BN 121 situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers,
- la parcelle cadastrée CL 65 nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien,
- la parcelle cadastrée OM 1 ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque.

**N°MD2022-136 - 22/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à la demande de financement 2022 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Approbation**

**Objet :** Il s'agit de renouveler la demande de financement auprès de la CAF au titre de l'année 2022 dans le cadre du dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris

**N°MD2022-138 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société à mission RACINES DE FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société à mission RACINES DE FRANCE pour la location d'une surface de 29,20 m<sup>2</sup> au sein du bâtiment MIBI. Elle est consentie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 29/02/2025 et pour une redevance mensuelle de 413,18 € HT.



**N°MD2022-139 - 23/02/22 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative au marché subséquent n°M1D0098EP - Travaux d'aménagement de l'allée Constantin à Castelnau le Lez - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D0098EP à l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas. Le marché, passé sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie et route sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, concerne l'aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez. Il est conclu pour un montant de 294 473,30 € HT et pour une durée de 13 semaines dont 30 jours de préparation. Il prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux dont une période de préparation de 30 jours.

**N°MD2022-141 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DB 637 - Propriété de la SNC "Le Patio d'Elia" - Chemin du Mas de Jaumes - Commune de Lattes**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SNC « LE PATIO D'ELIA », la parcelle cadastrée DB 637 d'une superficie de 76 m<sup>2</sup>, située chemin du Mas de Jaumes à Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**N°MD2022-143 - 24/02/22 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au marché n°M0B0033RI - Maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 qui modifie le marché n°M0B0033RI de maintenance et d'assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS, à l'entreprise CITYZEN UP, selon cette nouvelle répartition : 1<sup>ère</sup> année 35 000 € HT maximum, 15 000 € HT maximum sur chacune des 3 années suivantes.

**N°MD2022-144 - 01/03/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**

**Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Clos Olivia ' avec la société ' SCCV OLIVIA ' sur la Commune de Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP « Clos des Olivia » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV OLIVIA. Elle a pour objet une opération d'aménagement sur la Commune de Montferrier-sur-Lez. L'aménageur projette une opération sur une unité foncière d'environ 8 623 m<sup>2</sup> sur les parcelles AH0165, AH0166, AH0167, AH0168 et AH0100. Le programme prévisionnel de cette opération comprend 9 lots dont un macro-lot ayant vocation à accueillir 3 logements locatifs sociaux. Soit 11 logements, dont 3 logements sociaux. Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la SCCV OLIVIA s'élève à 135 478,20 €

**N°MD2022-147 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M9D5222DC relatif à l'intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre. Il a pour objet de corriger une erreur matérielle introduite à l'article 9.2 du cahier des clauses administratives particulières, concernant l'index de référence retenu dans la formule appliquée pour le calcul de la révision annuelle des prix du marché pour chaque lot (11 lots).

L'avenant n'a aucune incidence financière.

N°MD2022-148 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AN 167 - Propriété du Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc - Chemin rural n°5 - Commune de Lattes**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE VIN DE PAYS D'OC, la parcelle cadastrée AN 167 d'une superficie de 340 m<sup>2</sup>, située chemin rural n°5 à hauteur du Domaine de Manse sur la Commune de Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-149 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'un réseau de géothermie - Parcelle cadastrée CT 131 - Commune de Lattes**

**Objet :** Il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation de géothermie d'une superficie de 140 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée CT 131, sise Commune de Lattes est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI LE MAS ROUGE. La servitude de passage de canalisation est consentie à titre gratuit.

N°MD2022-151 - 01/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sur une propriété de la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 - Avenue Raymond Dugrand - Autorisation de signature**

**Objet :** Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC 1 Cambacérès, il est nécessaire de raccorder le réseau d'assainissement de la ZAC à la station d'épuration intercommunale de MAERA par l'intercepteur est des eaux usées. Le tracé de la canalisation impacte une emprise d'environ 292 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, propriétés de la Ville, au nord de l'autoroute A709. Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la Ville pour la constitution à titre gratuit d'une servitude de passage de réseau en tréfonds sur les parcelles en question, pour une durée de 6 mois.

N°MD2022-153 - 23/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché M0D0055JM "Prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de la Métropole de Montpellier." - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant au marché n° M0D0055JM prestation de conseil juridique et de représentation en justice devant les juridictions des 1<sup>ers</sup> et seconds degrés, pour les lots 1 « droit public général » et 2 « droit de la commande publique et droit de la construction » avec le groupement ACOCE/VEDESI. Cet avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-155 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à une jouissance différée dans le cadre de l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT n°10 - Commune de Juvignac**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur et Madame BOULANGE à garder la jouissance à titre gratuit de la maison d'habitation et ses annexes situées sur la parcelle cadastrée BT n°10, sise à Juvignac acquise dans le cadre du projet MED VALLEE durant un délai de 4 mois.

N°MD2022-156 - 05/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Domaine Bellefeuille ', rue Casseyrols à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 543 570 € sollicité par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Domaine Bellefeuille », rue Casseyrols à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention

N°MD2022-157 - 05/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Le Bellevue ', 1 rue du Champ des Lames au Crès - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 590 435 € sollicité par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Bellevue », 1 rue du Champ des Lames au Crès. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention

N°MD2022-158 - 05/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 32 logements sociaux - Résidence ' Saint-Vincent ', route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 3 965 557 € sollicités par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 32 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Saint-Vincent », route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention

N°MD2022-159 - 23/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique et d'une convention de mise à disposition constitutive de droit réel pour un poste de transformation ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 10 - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser ENEDIS à implanter un transformateur et un câble souterrain sur une parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Cournonterral. La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 50 € pour le réseau et pour la mise à disposition du terrain moyennant une indemnité forfaitaire de 500 €.

N°MD2022-160 - 24/02/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés « 9 rue Pasteur » et « Sources 1 » représentant un total de 82 logements pour un montant total de 7 380 €.

N°MD2022-162 - 05/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Charles Dickens ', 283 rue de la Métairie de Sayssset à Montpellier - convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 760 408 € sollicité par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Charles Dickens », 283 rue de la Métairie de Sayssset à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-163 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BARBABLANKA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société BARBABLANKA pour une période de 12 mois à compter du 01/03/2022 et jusqu'au 28/02/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 39,79 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 563,82 €.

N°MD2022-165 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public, conclu avec l'entreprise PRIMSTAR B.V pour l'extension de sa surface sur 12,30 m<sup>2</sup> au sein du bâtiment MIBI. La durée d'occupation de la nouvelle surface (36,60 m<sup>2</sup>) est consentie à compter du 01/03/2022 jusqu'au 30/06/2024 pour une redevance mensuelle de 517,89 € HT.

N°MD2022-167 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BP n°3 - Commune de Lattes- Secteur de Saporta- Constitution de réserves foncières**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée BP n°3 sise à Lattes d'une surface environ de 2 643 m<sup>2</sup> auprès de la SAFER Occitanie au prix de 13 875 € HT.

N°MD2022-168 - 05/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Via Cedra ', rue du Pas du Loup à Montpellier - convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 1 046 169 € sollicité par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Via Cedra », rue du Pas du Loup à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention

N°MD2022-169 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative aux avenants des marchés de travaux lots 5 - 12a - 21 - 6a - 8a - 8b de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants au marché n°2926T18 lots 5 - 12a - 21 - 6a - 8a - 8b de réalisation du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier avec les entreprises :

- BELLAPART FRANCE SAS – lot 5, avenant n°1 d'un montant de 48 006,52 € portant le nouveau montant du marché à 3 900 556,52 € HT soit une augmentation de 1,25 %;
- CARRILLO – lot 12a, avenant n°1 d'un montant de 10 422,60 € portant le nouveau montant du marché à 385 422,60 € HT soit une augmentation de 2,68 %;
- CLEMENT ET FILS – lot 21, avenant n°1 d'un montant de -4 801,97 € portant le nouveau montant du marché à 506 240,03 € HT soit une diminution de 0,94 %;
- GARGINI – lot 6a, avenant n°2 d'un montant de 7 999,40 € portant le nouveau montant du marché à 484 589,17 € HT soit une augmentation de 1,68 %;
- SAS ROUX FRERES- lot 8a, avenant n°1 d'un montant de 20 801,11 € portant le nouveau montant du marché à 1 215 801,11 € HT soit une augmentation de 1,74 %;
- SAS ROUX FRERES – lot 8b, avenant n°1 d'un montant de 30 789,07 € portant le nouveau montant du marché à 1 305 789,07 € HT soit une augmentation de 2,41 %.

N°MD2022-170 - 24/02/22 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à 1 un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INSERM - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INSERM. Les besoins de l'INSERM ont évolué, ce qui implique une évolution de tarification.

N°MD2022-172 - 23/02/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché n°M0D0049EP - Aménagement de l'entrée Sud-Ouest de Montpellier - Maîtrise d'œuvre : DIA, AVP, PRO, ACT, VISA, DETAP, AORAP et missions complémentaire - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre n°M0D0049EP concernant l'aménagement de l'entrée sud-ouest de Montpellier, au groupement PRESENTS / CEREG / SEDOA / ECO MED, pour un montant de 264 992,50 € HT pour une durée de 48 mois pour la tranche ferme, 48 mois pour la tranche optionnelle 1, 36 mois pour la tranche optionnelle 2 et 48 mois pour la tranche optionnelle 3.

N°MD2022-173 - 25/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public de l'Agora-Cité de la danse aux associations Montpellier Danse et ICI-Centre Chorégraphique National- Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public de l'Agora Cité de la Danse, conclu avec les associations MONTPELLIER DANSE et ICI-CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL. Cet avenant a pour but de préciser la répartition de responsabilités des parties et les prescriptions d'assurance indispensables. Une clause de renonciation à recours est intégrée à cette convention.

N°MD2022-174 - 23/02/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André-Vezinhet - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André-Vezinhet pour les raisons suivantes :

- La nécessité de la réalisation d'œuvres artistiques sur les arches du pont André-Vezinhet;
- Le mois 0, relatif à la variation des prix, n'est pas clairement identifié dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- La nécessité d'introduire une précision en complément à l'article 5-2 du CCAP.

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché.

N°MD2022-175 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BAZIMO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclu avec la société BAZIMO pour une période de 12 mois à compter du 01/03/2022 et jusqu'au 28/02/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 88,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 352,42 €.

N°MD2022-176 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MYCARSPOT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclu avec la société MYCARSPOT pour une période de 12 mois à compter du 01/03/2022 et jusqu'au 28/02/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 92,18 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 306,19 €.

N°MD2022-177 - 25/03/22 - Direction de la Communication

**Décision relative à la mise en place d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations graphiques et autres- Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation de marchés de prestation graphiques annexes à des prestations de communication indiquées ci-après :

- Prestations de conception de cartographie et fond de cartes ;
- Prestations d'études et de conseil ;
- Prestations d'accompagnement à la réalisation de concertation publique (toutes thématiques)
- Prestations de réalisation de vues perspectives;

N°MD2022-178 - 25/02/22 - Direction des Finances

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'association FRANCE URBAINE pour un montant de 63 377,47 € TTC pour l'exercice 2022.

N°MD2022-179 - 02/03/22 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Programme de travaux 2022 - Parking des écoles à Murviel-lès-Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du programme de travaux 2022, il est prévu des travaux sur le parking des écoles à Murviel-lès-Montpellier pour lesquels Montpellier Méditerranée Métropole sollicite une subvention auprès d'HERAULT ENERGIES pour un montant total prévisionnel des travaux de 94 623,48 € TTC.

Le reste à charge prévisionnel pour Montpellier Méditerranée Métropole sur cette opération de travaux est de 52 496,77 € TTC.

N°MD2022-180 - 02/03/22 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 1) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature**

**Objet :** La Métropole sollicite une subvention de HERAULT ENERGIE pour des travaux sur la Commune de Murviel-lès-Montpellier, pour un montant total prévisionnel des travaux de 216 395,20 € TTC.

Le reste à charge prévisionnel pour Montpellier Méditerranée Métropole sur cette opération est de 181 697,55 €.

N°MD2022-182 - 17/03/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative au marché n°M0D0041VD - Travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'ISDND de Castries - Lots 1 et 2 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M0D0041VD Travaux de réalisation de la couverture finale du casier 2 de l'ISDND de Castries lots 1 et 2 comme suit :

- Lot 1 – Travaux de terrassement pour la mise en œuvre de la couverture argileuse, terreuse et de végétalisation, et les travaux de gestion des eaux pluviales au Groupement GUINTOLI SAS (mandataire)/EGC GALOPIN SAS/LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT ET DE SERVICE, sis à Mauguio, pour un montant prévisionnel de 751 941,35 € HT ;
- Lot 2 – Travaux sur les réseaux de biogaz et de reprise d'étanchéité au Groupement conjoint solidaire GEO BIO SAS (mandataire)/SPIE BAINOLLES-VALERIAN/GRS VALTECH sise à Montpellier, pour un montant prévisionnel de 174 939 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux du lot 1 et selon le principe de phasage des travaux. La durée prévisionnelle d'exécution de l'ensemble des prestations (lots 1 et 2) est de 1 an.

N°MD2022-183 - 23/02/22 - Mission Espaces Publics

**Décision relative à un marché d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'accord cadre relatif à une mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie - Esplanade - Triangle à l'entreprise ARTELIA SAS sise à Choisy-Le-Roi, pour un montant maximum de 1 200 000 € HT et pour une durée de 7 ans non reconductible.

N°MD2022-184 - 23/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision modificative relative au marché n°5001MG18 " Marché de maintenance des installations de Téléphonie Fixe"**

**Objet :** A la suite à une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché, il est nécessaire de modifier la décision initiale. Ainsi, les dépenses concernant le marché n°5001MG18 lot n°1 et 2 seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-186 - 17/03/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un protocole transactionnel relatif au marché n°4702 - Travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un protocole transactionnel dans le cadre du marché n°4702 relatif aux travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC sise à Feyzin (69). Il a pour objet de procéder à un règlement à l'amiable d'un litige né lors de l'exécution des prestations objets du marché. Le protocole transactionnel conclu pour un montant de 630 256,28 € HT liera définitivement les parties.

N°MD2022-187 - 24/02/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3 900 € pour 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- LEGARFF Gwenaél, Montpellier : 1 300 € ;
- DUCLERCQ Marion, Juvignac : 1 300 € ;
- STARK Fabien, Grabels : 1 300 € ;

N°MD2022-188 - 22/02/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative à la cession de 2 véhicules de la régie de collecte immatriculés AY-901-LV et BR-758-CH**

**Objet :** Il s'agit de la cession de 2 véhicules de la régie de collecte immatriculés à la SOCIETE LANGUEDOC MATERIELS pour un montant de 2 000 € par véhicule.

N°MD2022-189 - 02/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché M9D0048EP "Commande centralisée et supervision des installations d'éclairage public"**

**Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché n°M9D0048EP "commande centralisée et de supervision des installations d'éclairage public" est attribué à l'entreprise LACROIX CITY (SOGEXI) sis à Les Chères (69) pour une durée d'un an renouvelable 3 fois et pour un seuil annuel maximum de 650 000 € HT pour la période initiale, et de 500 000 € HT pour les périodes de reconduction.



**N°MD2022-193 - 24/02/22 - Direction des Sports**

**Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géotechnique et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre relatif à des missions de géotechnique et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société EGSA BTP, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 160 000 € HT, pour une durée de 4 ans.

**N°MD2022-194 - 15/03/22 - Direction des Sports**

**Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de diagnostic structure pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre relatif à une mission de diagnostic structure, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société QCS SERVICES, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 85 000 € HT, pour une durée de 4 ans.

**N°MD2022-195 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'emprises en bordure de voie - Lotissement les Andes Commune de Restinclières**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des conjoints DE LA FUENTE, les parcelles AB 332 (60 m<sup>2</sup>), AB 335 (68 m<sup>2</sup>), AB 336 (510 m<sup>2</sup>) et AB 337 (207 m<sup>2</sup>) constituant des emprises en bordure de voie dans le lotissement Les Andes sur la Commune de Restinclières. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des parcelles destinées à recevoir des équipements publics.

**N°MD2022-200 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 22/01/2013 est conclu avec la société COLCOM pour une période de 12 mois, jusqu'au 31/01/2023 pour une surface de 94,70 m<sup>2</sup> et pour une redevance mensuelle HT à payer par ladite société de 551,15 €.

**N°MD2022-201 - 01/03/22 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative au marché n°2914 de prestation d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage dans le cadre du projet de mise en valeur et d'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°2914 à l'entreprise SARECO sise à Paris. Il concerne une mission d'étude sur la transformation des parkings en ouvrage « Arc de Triomphe » et « Foch-Préfecture-Marché aux Fleurs » ainsi que sur le fonctionnement urbain de la rue Foch et de la place des Martyrs de la Résistance. Il est conclu pour un montant de 49 300 € HT et pour une durée d'un an sans reconduction.

**N°MD2022-202 - 22/03/22 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision modificative n°1 au marché n°G9D0098RI-2 - Achat de logiciels de bureautique dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès et Restinclières**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°G9D0098RI-2 achat de logiciels de bureautique à l'entreprise SCC FRANCE pour un montant sans minimum ni maximum.

**N°MD2022-203 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRTUALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 26/01/2017 est conclu avec la société VIRTUALIS pour une période de 6 mois, jusqu'au 31/07/2022, pour une surface locative de 263,05 m<sup>2</sup> sise pépinière CAP ALPHA à Clapiers et pour une redevance mensuelle HT à payer par ladite société de 3 054,98 €.

**N°MD2022-204 - 24/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société INZPOCKET au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société INZPOCKET pour une surface locative au sein de la pépinière CAP OMEGA et pour une période de 30 mois à compter du 01/03/2022 et jusqu'au 31/08/2024. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 29,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 394,02 €.

**N°MD2022-205 - 23/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2200531-4 TA - GAILLARD Gérald"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, à la suite du dépôt de la requête n°2200531-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 03/02/2022 par Monsieur Gérald GAILLARD sollicitant une indemnisation en réparation des dommages subis sur le mur de clôture de sa propriété rue du Houx à Saint Jean de Védas résultant des racines des arbres implantés sur le domaine public.

**N°MD2022-206 - 23/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2200520-4 TA - Frédéric MARTINEZ"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, avocat, consécutivement au dépôt de la requête n°2200520-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/02/2022 par Monsieur Frédéric MARTINEZ sollicitant une indemnisation à la suite des dommages subis sur sa propriété résultant des eaux de ruissellement et eaux pluviales impasse des Micocouliers à Clapiers.

**N°MD2022-209 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement ARTELIA/OTEIS sis à Pérols afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-210 - 08/04/22 - Direction Projet et Planification Territoriale**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à FEDERATION DES SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE pour l'année 2022 et pour un montant de 4 400 €.

**N°MD2022-211 - 02/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0024DE de nettoyage des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 pour le marché n°M0C0024DE pour le nettoyage des pépinières d'entreprises CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI DU BIC conclu avec la société KAROLA SERVICES. Cet avenant porte sur un nettoyage supplémentaire et sur l'augmentation du montant total annuel

du marché initial qui s'élève à la somme HT de 4727 € soit une augmentation de 4,42 %.

**N°MD2022-212 - 23/02/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition foncière de 122m<sup>2</sup> appartenant à ACM HABITAT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée Commune de Montpellier PE 365 d'une contenance de 122 m<sup>2</sup> appartenant à ACM HABITAT dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 2 050 € toutes indemnités confondues

**N°MD2022-213 - 23/02/22 - Mission Espaces Publics**

**Décision relative à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch Préfecture à Montpellier.**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché maîtrise d'œuvre d'espaces publics pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain Foch – Préfecture à Montpellier à ATELIER JACQUELINE OSTY ET ASSOCIES, pour un montant de 981 850 € HT. La durée de l'accord cadre est de 9 ans et ne sera pas reconductible.

**N°MD2022-214 - 22/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise au musée Fabre d'une toile de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 - Paris, 1845), La Tendresse conjugale, Vers 1807-1810**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de LA FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE, d'une toile de Louis Léopold BOILLY (La Bassée, 1761 – Paris, 1845), d'une valeur de 220 000 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°MD2022-215 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 1 : Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société SAFEGE sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-217 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 1 Schéma de desserte en assainissement, en eau potable, eau brute et défense incendie - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement ENTECH/SEGIC sis à Mèze afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-218 - 08/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société ECOMNEWS, pour une période de 3 mois à compter du 01/03/2022 et jusqu'au 31/05/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 59,77 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 989,19 €.

**N°MD2022-219 - 08/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société ALGODONE, pour une période de 9 mois à compter du 01/04/2022 et jusqu'au 31/12/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 75,36 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 247,21 €.

**N°MD2022-220 - 08/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision modificative relative aux montants des cotisations versées aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora) - Autorisation de signature**

**Objet :** Décision modificative ayant pour objet de corriger les montants des cotisations suivantes :

- 6 500 € pour l'association FRENCH REGIONAL AMERICAN MUSEUM (FRAME) ;
- 1 110 € pour l'association INTERNATIONAL COUNCIL OF MUSEUM (ICOM) ;
- 60 € pour l'association CLUB 2° (CLUB DES UTILISATEURS DE FLORA).

**N°MD2022-221 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue en date du 27/01/2019 avec la société EMITY, pour une période de 12 mois, du 01/03/2022 jusqu'au 28/02/2023, pour une surface de 84,70 m<sup>2</sup> et pour une redevance mensuelle HT à payer de 953,72 €.

**N°MD2022-222 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement ENTECH/SEGIC sise à Mèze afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-223 - 17/03/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**

**Décision relative au marché n°M0D0056VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-lez et Saint Georges d'Orques - Lots 1 et 4 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M0D0056VD de réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques comme suit :

- Le lot 1 travaux de terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil, gabions et espaces verts sur le PP de Saint Georges d'Orques à la société BUESA FRERES sise à Béziers pour un montant de 439 676,94 € HT ;
- Le lot 4 travaux de terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le PP de Montferrier-sur-Lez à la société COLAS sise à Saint Jean de Védas pour un montant de 81 807,55 € HT ;
- Les lots 2 et 3 ont été infructueux et relancés en "petits lots" ;
- Les lots 5, 6 et 7 ont été déclarés sans suite puis relancés.

**N°MD2022-224 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à l'avenant au marché n° M9D00146EA - "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 2 : Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société SAFEGE sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à LA REGIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-225 - 14/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à une exonération de loyer accordée par Montpellier Méditerranée Métropole à la société coopérative Terracoopa dans le cadre de la réalisation de travaux de démolition partielle et d'isolation du bâtiment d'habitation au domaine de la Condamine à Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole a conclu un bail rural à caractère environnemental d'une durée de 9 ans avec LA SOCIETE COOPERATIVE TERRACOOA. Des travaux de démolition partielle et d'isolation du bâtiment d'habitation sont nécessaires. Compte tenu de la gêne importante occasionnée par le chantier, une exonération de 3 mois de loyer est proposée, soit 1426,08 €.

N°MD2022-226 - 25/02/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°136 du volume B1 au sein de la copropriété de la Coustaude appartenant à M. et Mme Vercasson dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°136 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » sise à Saint Jean de Védas, appartenant à Monsieur et Madame VERCASSON, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-227 - 18/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un avenant n°1 au lot 1 et au lot 2 du marché 5016MG18 Travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un avenant 1 est signé avec la SARL BALBOA FRERES, titulaire du lot 1 "Maçonnerie et Carrelage" et du lot 2 "Charpente et couverture" du marché n°5016MG18 "Travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole". L'avenant n°1 a pour objet de rajouter des lignes au Bordereau de Prix Unitaires. Ces deux marchés étant des accords cadre à bon de commandes sans minimum ni maximum, cet ajout ne remet pas en cause l'équilibre général des marchés et n'a pas d'incidence sur le montant du marché public.

N°MD2022-228 - 02/03/22 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative à un avenant n°1 au marché M1D0046AT - Travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0046AT, relatif aux travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques avec la Société EUROVIA, en raison des travaux complémentaires nécessaires, à la demande du maître d'ouvrage. L'avenant est conclu pour un montant en plus-value de 41 999,98 € HT soit 19,77 % en augmentation. Les délais d'exécution sont prolongés jusqu'au 28/02/2022.

N°MD2022-229 - 21/03/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative à un marché unique pour la réalisation d'études d'impact et services connexes préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill**

**Objet :** Dans le cadre des études pré opérationnelles relatives à la création de la ZAC Ricardo Bofill, il s'agit d'attribuer un marché unique scindé en 3 lots pour l'exécution des prestations intellectuelles suivantes :

- Pour le lot 1 - Etude d'impact au BUREAU D'ETUDES IRIS CONSEIL, pour un montant de 20 050 € HT ;
  - Pour le lot 2 - Etudes acoustiques au BUREAU D'ETUDES CIA, pour un montant de 12 400 € HT ;
  - Pour le lot 3 - Etudes air et santé, au BUREAU D'ETUDES FLUIDYN, pour un montant de 13 900 € HT ;
- Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois ferme.

N°MD2022-230 - 22/03/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat préalable à l'aménagement de parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M. A la suite des premiers résultats des diagnostics environnementaux et hydrauliques réalisés et des arbitrages effectués en matière d'élaboration du PLUi, il est nécessaire d'ajuster la liste des sites à étudier et en conséquence de d'adapter le budget prévisionnel du mandat en réduisant le montant des études à 570 000 € HT et le montant de la rémunération du mandataire à 250 000 € HT

**N°MD2022-231 - 25/02/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition foncière de 9m2 de bien immobilier appartenant à M. et Mme CARCELES pour la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 9 m<sup>2</sup> du bien immobilier sise à Montpellier, cadastrée section PH n° 34, appartenant à Monsieur et Madame CARCELES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 158 €.

**N°MD2022-232 - 17/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à un avenant à la convention de partenariat conclue entre Marianne DELAFOND, Olivier DAULTE et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de partenariat conclue entre Marianne DELAFOND, Olivier DAULTE et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole ayant notamment pour objet le changement de l'intitulé du prix, qui devient la bourse « François DAULTE ».

**N°MD2022-233 - 18/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à un avenant n°5 au marché de maîtrise d'œuvre Egis n°08.131.001 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°5 au marché de maîtrise d'œuvre de la ligne 5 de tramway. Il équivaut à une augmentation du montant de 69 492 € HT. Le nouveau montant du marché est porté à 17 550 294,14 € HT.

**N°MD2022-234 - 21/03/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Décision relative à un avenant n°2 au mandat de travaux et d'entretien entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de Ville - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au mandat de travaux et d'entretien entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de Ville. Il a pour objet de proroger le mandat jusqu'en 12/2022. La prorogation du mandat qui prendra effet à compter de la réception de la notification le 26/02/2022.

**N°MD2022-235 - 15/03/22 - Direction des Finances**

**Décision relative à un marché n°M1C0016DF - Mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0016DF à l'entreprise MOODY'S FRANCE SAS sise à Paris. Il concerne la mise en place d'une notation financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour les montants suivants:

- 20 000 € HT annuel pour la tranche ferme. Cette tranche est reconductible 2 fois un an ;
- 0 € H.T pour la tranche optionnelle 1. Cette tranche est de 1 an à compter de son affermissement ;
- 20 000 € HT annuel pour la tranche optionnelle 1bis. Cette tranche est de 1 an à compter de son affermissement, reconductible 2 fois un an ;
- 1500 € HT annuel pour la tranche optionnelle 2. Cette tranche est de 1 an à compter de son affermissement, reconductible 2 fois un an ;
- 1500 € HT annuel pour la tranche optionnelle 3. Cette tranche est de 1 an à compter de son affermissement, reconductible 2 fois un an.

N°MD2022-236 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au dépôt et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme par la Ville de Montpellier pour le réaménagement d'un bâtiment - Cimetière de Grammont - Parcelle cadastrée RK 17**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle RK 17 terrain d'assiette du centre funéraire de Grammont. La Ville de Montpellier souhaite déposer une autorisation d'urbanisme pour changer l'affectation du logement du gardien en le transformant en bureaux supplémentaires pour le service « administration des cimetières » et modifier une façade du bâtiment.

N°MD2022-237 - 17/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Université du Tiers Temps - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre le Musée Fabre et L'UNIVERSITE DU TIERS TEMPS. Ce partenariat propose la mise en place d'un cycle de sept visites guidées pour 4 groupes de 25 adhérents. Le musée Fabre appliquera le tarif réduit visites de groupes étudiants, soit 75 € par visite pour chaque groupe de 25 étudiants maximum.

N°MD2022-238 - 17/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole autour de l'artiste Frédéric Bazille**

**Objet :** La présente convention de partenariat a pour objectif de s'adresser à de nouveaux publics en croisant les propositions entre les visites du musée Fabre et LES ATELIERS SUR LA TERRASSE DU DOMAINE DE MERIC ainsi que les visites du site organisées par L'OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (OTC3M). Ces visites et ateliers autour de la mise en valeur de l'artiste Frédéric BAZILLE, permettent au public de suivre un parcours thématique dans deux sites patrimoniaux remarquables de la Métropole : le musée Fabre et le domaine de Méric.

N°MD2022-241 - 23/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2200740-4 TA - Société Travaux publics du Sud-Ouest"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2200740-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 15/02/2022 par la SOCIETE TRAVAUX PUBLICS DU SUD-OUEST tendant à fixer le solde du marché n°4893AT17 – RD127E3 – Aménagement entre la rue du Mas d'Armand et le carrefour du Mas de Piquet à Grabels à la somme de 3 956 715, 73 € HT.

N°MD2022-243 - 25/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à la prise en charges des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser les déplacements pour les intervenants extérieurs ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) pour un coût estimé à 12 000 €.

N°MD2022-245 - 07/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley Club UC concernant le local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec le MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB. Le contrat concerne un local appartenant à la Montpellier Méditerranée Métropole sis à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76m<sup>2</sup> environ. Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature. LE MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB s'acquittera d'un loyer annuel de 5 000 € HT.



N°MD2022-246 - 28/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire concernant le dispositif d'antennes sur le parking Circé - Changement de dénomination de l'opérateur**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole prend acte du changement de dénomination de LA SOCIETE ILIAD7 en « ON TOWER FRANCE » concernant la convention d'occupation temporaire du domaine public du 04/03/2020 pour l'exploitation d'un réseau de communication électronique sur un immeuble du parking Circé situé à Montpellier. La SOCIETE ON TOWER FRANCE reprend l'ensemble des engagements droits et obligations envers Montpellier Méditerranée Métropole concernant la convention.

N°MD2022-247 - 28/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1A0579TE de Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M1A0579TE de « Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine Alex Jany ». Cet avenant porte sur le transfert du marché de la société TRANSENERGIE à la société NEPSSEN. Il n'a pas d'incidence sur le prix. Toutes les clauses du marché demeurent applicables.

N°MD2022-248 - 16/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Éclairage (AFE) - Année 2022 - Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à adhérer, pour l'année 2022, à L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE L'ÉCLAIRAGE (AFE) pour un montant de 1 200 € HT.

N°MD2022-249 - 30/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché N°M1B0106EP - Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades - Girac - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0106EP "maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une piste cyclable RM17 Prades - Girac" est attribué à l'entreprise SAFEGE sis à Montpellier, pour un montant de 89 600 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 24 mois.

N°MD2022-250 - 16/03/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2022 Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'INSTITUT DES ROUTES, DES RUES ET DES INFRASTRUCTURES POUR LA MOBILITE (IDRRIM) d'un montant de 850 € pour l'année 2022.

N°MD2022-251 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles PE 518, PE 519 et PE 521, place de Babylone & quai Jean Périquier - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER – SNC CELTIS, les parcelles cadastrées PE 518 (22 m²), PE 519 (30 m²) et PE 521 (72 m²), angle place de Babylone et quai Jean Périquier à Montpellier, en régularisation de la propriété foncière d'emprises aménagées en voirie. La transaction est acceptée l'euro symbolique.

N°MD2022-252 - 14/03/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2200364-3 TA - Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2200364-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25/01/2022 par un agent de la Ville contre la décision implicite de rejet à sa demande d'obtention de l'attestation employeur de fin de contrat.

N°MD2022-253 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/04/2017 conclu avec la société VAONIS pour une période de 3 mois, soit du 01/04/2022 jusqu'au 30/06/2022 pour une redevance mensuelle HT à payer de 2 720,65 € pour une surface occupée de 188,05 m².

N°MD2022-254 - 09/03/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à la candidature à l'appel à projets "Logistique 4.0" de l'ADEME**

**Objet :** Dans le cadre de la feuille de route logistique urbaine, la Métropole candidate à l'appel à projets ADEME "Logistique 4.0" afin de financer le projet "LDK - tramfret" visant à expérimenter le transport de marchandises en ville par le tramway et les véhicules autonomes.

N°MD2022-255 - 08/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION dans les Ateliers de Prades-le-Lez**

**Objet :** Il s'agit de la demande d'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION en vue du renouvellement de la location du lot 4 de 112,5 m² dans LES ATELIERS RELAIS DE PRADES-LE-LEZ pour une période de 36 mois. Son activité est la vente à distance de matériels et outillages voués au tournage sur bois. La société compte actuellement 2 personnes et prévoit un salarié supplémentaire d'ici 3 ans.

N°MD2022-257 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPORTIHOME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SPORTIHOME pour une période de 9 mois à compter du 01/04/2022 et jusqu'au 31/12/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 44,56 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 737,47 €.

N°MD2022-258 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à un avenant n°4 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'approuver un avenant n°4 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola avec le groupement d'entreprises TRAVERSES, EGIS BATIMENTS SUD-OUEST, ASTIER, INSE, AKER, JOURDAN, d'un montant de 38 097 € HT, portant le nouveau marché à 493 649 € HT.

N°MD2022-259 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de deux parcelles en nature de voirie - rue des Amandiers - Commune de Cournonterral**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de L'ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT (ASL) LE LOTISSEMENT LES AMANDIERS, les parcelles AH 32 et AH 36 sur la Commune de Cournonterral. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

N°MD2022-260 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 571 et BX 572 - ZAC de Courpouyran - commune de Juvignac**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le cadre de la ZAC de Courpouyran auprès de GGL AMENAGEMENT, les parcelles BX 571 en nature de voirie et BX 572 constituant un aménagement hydraulique sur la commune de Juvignac. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

N°MD2022-261 - 24/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire à titre gratuit du musée Fabre du 3 au 8 mars inclus, pour la réunion des 27 ministres des Affaires étrangères dans le cadre de la Présidence française de l'Union Européenne**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire du musée Fabre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, pour permettre l'organisation de la réunion des 27 ministres des Affaires étrangères du 3 au 8 mars, le musée sera fermé au public pendant cette même période.

N°MD2022-262 - 07/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de mandat d'études préalables avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'extension du musée Fabre, Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour mener les études préalables visant à la réalisation de l'extension du Musée Fabre. Le montant global prévisionnel est de 438 000 € HT. La convention de mandat prendra effet à la date de notification par la Métropole au mandataire et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 70 000 € HT.

N°MD2022-263 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOTYRIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclu avec la société SPOTYRIDE pour une période de 12 mois à compter du 01/04/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface de 45,03 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 685,81 €.

N°MD2022-264 - 25/03/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à une acquisition foncière sise 252 rue Adrienne Boland - Cadastree PH n°32 appartenant à Monsieur et Madame RUAS dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 138 m² du bien immobilier sise 252 rue Adrienne Boland à Montpellier, cadastrée section PH n° 32, appartenant à Monsieur et Madame RUAS, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 59 443 €.

N°MD2022-265 - 16/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché n°M1D0044EP de Traitement de surface des revêtements en pierres naturelles - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0044EP à l'entreprise TEOS sise à Les Pavillons-sous-Bois (93). Il concerne le traitement de surface des revêtements en pierres naturelles posant un problème d'adhérence sur la totalité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce marché à procédure adaptée est conclu pour un montant maximum annuel de 320 000 € HT et d'une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°MD2022-266 - 23/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché n°M1B0111EP de mise en œuvre d'un marquage routier photoluminescent - Chantiers expérimentaux sur les communes de Grabels, Montpellier, Cournonterral et Castelnau-le-Lez - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0111EP à l'entreprise EIFFAGE ROUTES GRAND SUD sise à Saint Jean de Védas. Il concerne la mise en œuvre d'un marquage routier photoluminescent. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 81 364,21 € HT et pour une durée 1 mois. Il prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

**N°MD2022-267 - 23/03/22 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative au marché subséquent n°M1D00102EP - Aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la commune de Saint-Drézéry - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D00102EP au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP. Il concerne l'aménagement de voirie du secteur Les Grives sur la Commune de Saint-Drézéry. Il est conclu pour un montant de 382 059,40 € HT et pour une durée de 11 semaines pour la tranche ferme et de 2 semaines pour la tranche optionnelle 1. La période de préparation de 5 semaines n'est pas comprise dans le délai des travaux. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage.

**N°MD2022-268 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement "Villa Verdé" - Propriétés de Icade Promotion - Commune de Lavérune**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de ICADE PROMOTION, les parcelles supportant les voiries et équipements du lotissement Villa Verdé à Lavérune, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**N°MD2022-269 - 11/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au classement dans le domaine public - Chemin rural des Rogations et des Abîmes - Commune de Lavérune**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public routier du chemin rural des Rogations et des Abîmes, dans la mesure où il est aménagé et affecté à l'usage public, et n'a plus les caractéristiques de chemin rural. Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ce chemin.

**N°MD2022-270 - 14/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Adam Capronne (25 logements), Beauvallon (60 logements), ainsi que l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 7 650 €.

**N°MD2022-271 - 22/03/22 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE 2022 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la signature de l'adhésion annuelle de Montpellier Méditerranée Métropole à OPEN DATA FRANCE pour l'année 2022 et pour le montant de 1 300 €. Cette association a pour objectif de promouvoir et développer le flux de données.

**N°MD2022-272 - 14/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2 600 € pour 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- SAGOT Stéphanie : 1 300 € ;
- MUTEL Alexandra : 1 300 €.

N°MD2022-273 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 2 Etude de faisabilité et de diagnostic en eau potable et assainissement" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D00146EA avec le groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/DV2E sis au Crès afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-274 - 28/03/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de PUP "Les Écureuils" sur la commune de Prades-le-Lez**

**Objet :** Il s'agit d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) relatif à l'opération « La Fabrique » qui a été signée le 22/01/2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société LOTI DU SUD. Lors des travaux de défense incendie, la présence de rochers n'avait pas été anticipée nécessitant la rédaction d'un avenant pour modifier le programme global d'équipements publics du PUP et réajuster le volet financier. Le montant du nouveau programme est estimé à 197 448 €.

N°MD2022-275 - 23/03/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision relative à un protocole d'accord transactionnel entre Madame DHEE et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Objet :** Un arbre implanté sur le domaine public de la Métropole cause des désordres sur le mur de clôture de Madame DHEE. Le protocole d'accord transactionnel a pour objet la résolution du litige par l'abattage de l'arbre.

N°MD2022-276 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D00146EA avec le groupement CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU/BNB INGENIERIE sis au Crès afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-277 - 11/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Dépôt d'un dossier de demande de subvention pour la mise en œuvre d'un cadastre solaire au titre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) 2022 - Approbation**

**Objet :** Il s'agit d'approuver le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) pour la mise en œuvre d'un cadastre solaire pour encourager et faciliter le déploiement des projets photovoltaïques.

Le coût total prévisionnel est de 60 000 € HT sur 4 ans.

- Fonds propres 12 000 € HT ;

- Etat : DSIL 48 000 € HT.

N°MD2022-278 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D00146EA Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D00146EA avec la société EGIS EAU sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau

potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-279 - 17/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition foncière de la parcelle AN29p1 sise Rue de l'Hortus appartenant à la SCI AURELIEN dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AN29p1, d'une emprise de 410 m<sup>2</sup> sise à Montpellier appartenant à la SCI AURELIEN en sa qualité de bailleur et louée au titre d'un bail à la SCI ISAURE, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, pour un montant de 106 534 € toutes indemnités confondues.

**N°MD2022-280 - 18/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à la commande de prestations relatives à la poursuite d'une expérimentation autour du covoiturage auprès de la centrale d'achats de l'UGAP**

**Objet :** Il s'agit d'approuver la commande de prestations liées à la mise en place de l'expérimentation covoiturage à l'UGAP, dans le cadre du marché n°M2C0015DM pour un montant estimé à 125 000 € HT en 2022.

**N°MD2022-281 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AL 594 - Société EUROPE BATI - rue des Ibis - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société EUROPE BATI, la parcelle cadastrée AL 594 sise à Villeneuve-lès-Maguelone afin de mettre en œuvre l'emplacement réservé n°28 du PLU et créer une voie de desserte pour les logements sociaux construits à l'arrière. L'acquisition de cette emprise de 221 m<sup>2</sup>, en vue de son intégration au domaine public métropolitain est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**N°MD2022-282 - 21/03/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Décision relative au choix du prestataire pour la mission de conception urbaine pour l'aménagement du secteur Pagezy-Antigone (Zone d'Aménagement Concertée Ricardo Bofill)**

**Objet :** Dans le cadre de la requalification du secteur compris entre la Comédie et Antigone, une équipe de concepteurs est nécessaire pour mener à bien des études architecturales, paysagères, urbaines et environnementales permettant de confirmer et d'affiner le parti d'aménagement du projet de la ZAC Ricardo-Bofill.

Il s'agit d'attribuer le marché de Mission de Conception Urbaine du secteur PAGEZY ANTIGONE à l'équipe TVK/COLOCO/EDEIS pour un montant de max de 2 400 000 € HT.

**N°MD2022-283 - 23/03/22 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement du Chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0060AT de travaux d'aménagement du Chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez, conclu avec l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas. Le montant de cet avenant n°1 est de 27 014,79 € HT soit une augmentation de 7,72 % du montant du marché initial.

**N°MD2022-284 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à l'avenant au marché n°M9D00146EA "Accord-cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie lot 3 Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D00146EA avec le groupement LS INGENIERIE/ INFRAMED sis à Carcassonne afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-285 - 14/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique -Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3 900 € pour 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- ALATERRE Elina : 1 300 € ;
- DALAINE François : 1 300 € ;
- VIDALENCHE Raphael: 1 300 €.

**N°MD2022-287 - 22/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'attribution du marché n°M2C0005DC de partenariat culturel à l'occasion du Festival I LOVE TECHNO - Attribution**

**Objet :** Le marché n°M2C0005DC est conclu avec LIVE NATION FRANCE sis à Paris, pour un partenariat culturel à l'occasion du festival I LOVE TECHNO. Le marché, comprenant une tranche ferme et une tranche conditionnelle, est conclu pour un montant de 79 100 € HT par tranche. La durée toutes tranches confondues est de 13 mois à compter de la notification.

**N°MD2022-288 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - Lot 1 Secteur Ouest - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D0057EA avec le groupement SCAM TP/SOLATRAG sis à Cournonsec, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-289 - 23/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat entre le Musée Fabre et l'Institut Chorégraphique International - CCN Montpellier - Occitanie/ Pyrénées - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre le musée Fabre et L'INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL à l'occasion d'une formation chorégraphie et création contemporaine organisée par le Centre Chorégraphique du 28 au 30/03/2022 en direction d'enseignants et de professionnels de la médiation. A cette occasion, le musée Fabre donne accès à ses espaces d'exposition et de création artistique.

**N°MD2022-290 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole - lot 2 secteur Nord - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n° M9D0057EA avec le groupement SADE/RAZEL BEC sis à Vendargues, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-291 - 15/03/22 - Direction des Finances**

**Décision relative à Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la banque ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS à hauteur de 10 000 000 € pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole. Le contrat est consenti au taux fixe de 1,08% pour une durée de 20 ans.

**N°MD2022-292 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à l'autorisation de signature des avenants 1 aux lots 13, 15, 16 - Marché n°2926 de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants au marché n°2926 "réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional" sont conclus avec :

- lot 13 - Entreprise GARCIA pour un montant de 11 827,10 € HT ;
- lot 15 - Entreprise SIGNATURE F pour un montant de 10 556 € HT ;
- lot 16 - Entreprise EMPREINTE pour un montant de 11 534 € HT.

**N°MD2022-293 - 22/03/22 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au marché n°M1B0062RI de prestations d'intégration et développement (Microsoft Dynamics) d'un logiciel gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière, suivi des locations des biens communautaires - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0062RI à l'entreprise COEXYA sise à Saint-Didier-au-Mont-d'Or. Il concerne les prestations d'intégration et développement pour un logiciel gestion de la relation entreprise (CRM), programmation immobilière et foncière et suivi des locations des biens communautaires. Il est conclu pour un montant maximum de 82 000 € HT et pour une durée initiale de 4 ans.

**N°MD2022-294 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 3 : secteur Est - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D0057EA avec le groupement FAURIE/EHTP sis à Saint-Aunès afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-297 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 625 - Propriété du Groupe Rambier Immobilier - Avenue de Restinclières - Commune de Beaulieu**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du GROUPE RAMBIER IMMOBILIER, la parcelle cadastrée AC 625 d'une superficie de 306 m<sup>2</sup>, située avenue de Restinclières à Beaulieu. La transaction est consentie au prix d'1€.

**N°MD2022-298 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BL 161 rue du Poumpidou commune de Juvignac**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision SANCHEZ la parcelle cadastrée BL 161 d'une superficie de 97 m<sup>2</sup>, située rue du Poumpidou à Juvignac au prix de de 4 850 €.

**N°MD2022-300 - 22/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché M9B0149MG Entretien et maintenance CTA des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M9B0149MG avec la société ESO SUD OUEST – SYLVAIN. Il a pour objet de modifier l'article 3 de l'acte d'engagement qui comporte une erreur matérielle concernant la durée du marché, de la manière suivante « Le marché peut être reconduit une fois pour une durée de 1 an sans toutefois pouvoir excéder 2 reconductions, soit une durée maximale du marché de 2 ans ». L'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.



**N°MD2022-303 - 17/03/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**

**Décision relative au marché n°M1D0011VD - Marché de gestion intégrée des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole- Lots 1,2 et 3 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0011VD, relatif à la gestion intégrée des déchets verts de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- Lot n°1 : Admission, broyage des déchets et chargement - zone ouest : à la société ONYX LANGUEDOC-ROUSSILLON S.A.S sise à Montpellier / sous-traitant SMN pour un montant estimatif annuel de 200 000 € HT ;

- Lot n°2 : Traitement des déchets verts broyés : à la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION sise à Lunel pour un montant estimatif annuel de 132 050 € HT ;

- Lot n°3 : Exploitation plate-forme de Grammont et approvisionnement en déchets verts broyés des installations d'Ametyst et STEU Fabrègues Baillargues au Groupement : SUD BROYAGE – ALLIANCE ENVIRONNEMENT avec sous traitance SMN/NICOLLIN pour un montant estimatif annuel de 613 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée d'un an reconductibles 3 fois et prennent effet à compter de leur notification.

**N°MD2022-304 - 14/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société Cellmark et la société Urgence Solaire - Local Lot 5 au 391 rue de Font Froide à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec la société CELLMARK et la société URGENCE SOLAIRE un avenant n°1 au contrat de location concernant un local identifié Lot 5 dans des ateliers Eco-Artisans situés au 391 rue de Font Froide à Montpellier. L'avenant a pour objet de corriger la désignation des surfaces louées. Le montant du loyer annuel est modifié (5 232,70 € HT).

**N°MD2022-305 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Le Parc de Gouneaud, les parcelles AT 276 (1m²), AT 273 (55m²), AT 274 (22 m²) AT 278 (104 m²) et AT 279 (4 m²) situées rue du Salaison à Vendargues, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain. Montpellier Méditerranée Métropole vend à la copropriété Le Parc de Gouneaud, la parcelle AT 280 d'une superficie de 414 m², préalablement désaffectée et déclassée. L'échange foncier est réalisé avec une soulte de 6 840 €.

**N°MD2022-306 - 07/04/22 - Direction des Sports**

**Décision relative à la modification du règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il convient de modifier le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'intégrer une annexe 4 relative à la charte de la laïcité.

**N°MD2022-308 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BX 587 - ASL les Jardins de Courpouyran - Commune de Juvignac**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL Les Jardins de Courpouyran, la parcelle cadastrée BX 587 d'une superficie de 3 613 m², sise ç Juvignac. La transaction est consentie au prix d'1 €.

**N°MD2022-309 - 18/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la cession de la parcelle AN 332 - Rue des Bourbouissous - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Damien MIRANDA la parcelle AN 322 d'une superficie de 8 m², située Rue des Bourbouissous à Vendargues au prix de 800 € hors frais d'acte également à la charge de l'acquéreur.

N°MD2022-310 - 29/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre ACM HABITAT, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier pour la passation de marchés de travaux et de prestations dans le cadre du programme agriculture urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson**

**Objet :** Il s'agit d'une convention de groupement de commandes régissant le programme Agriculture Urbaine et Préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson dans le cadre du dispositif Quartiers Fertiles contractualisé avec l'ANRU. L'objectif est de proposer un schéma d'agriculture urbaine à l'échelle d'un quartier politique de la ville. Le coût total du projet est de 1 359 500 € sur la période 2021 à 2025. L'ANRU cofinance le projet à hauteur de 362 500 €, la ville de Montpellier et la Métropole participeront chacune à hauteur de 149 175 €.

N°MD2022-312 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole - Lot 4 : secteur Sud - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D0057EA avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MAT sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-313 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1575 - Chemin de Manely - Commune de Saint Drézéry**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame TRICAUD la parcelle AE 1575, d'une superficie de 89 m<sup>2</sup>, sise à Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 2,30 €/m<sup>2</sup> soit un total de 204,70 €.

N°MD2022-314 - 14/03/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2200964-5 TA - Groupement d'associations AutreCOM"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2200964-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 25/02/2022 par le groupement d'associations désigné AUTRECOM, contre l'arrêté ministériel du 02/09/2021 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements du Contournement Ouest de Montpellier, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des Communes de Juvignac, Montpellier et Saint-Jean-De-Védas et classement ou déclassement des voies concernées par l'aménagement.

N°MD2022-317 - 07/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative aux avenants n°1 aux marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°1 aux marchés de travaux pour l'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini :

- Lot n°1 - installation de chantier, structure, charpente métal, métallerie, attribué au groupement CMA – CBTP – DUCROS, pour un montant initial de 1 231 756,52 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 11 299 € HT, soit un nouveau montant de marché à 1 243 055,52 € HT et une augmentation de 0,92 % ;

- Lot n°3 - électricité, attribué à MARC ELECTRICITE, pour un montant initial de 493 613,00 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 54 078,38 € HT, soit un nouveau montant de marché à 547 691,38 € HT et une augmentation de 10,96 %.

- Lot n°4 - cloisons, Doublages, Faux plafonds, Plafonds suspendus, Peinture, attribué à la SARL FPI, pour un montant initial de 565 988,73 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 13 935,48 € HT, soit un nouveau montant de marché à 579 924,21 € HT et une augmentation de 2,46 % ;

- Lot n°5 - menuiseries intérieures, attribué à la SAS PISTRE ET FILS, pour un montant initial de 187 738,84 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 20 211,45 € HT, soit un nouveau montant de marché à 207 950,29 € HT et une augmentation de 10,77 % ;

- lot n°6 - revêtements de sol, attribué à l'entreprise ST GROUPE, pour un montant initial de 104 899,73 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 9 604,90 € HT, soit un nouveau montant de marché à 114 504,63 € HT et une augmentation de 9,16 % ;
- Lot n°8 - équipements audiovisuels et multimédia, attribué à l'entreprise SUD MEDIA SYSTEM, pour un montant initial de 138 239,60 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 15 931,05 € HT, soit un nouveau montant de marché à 154 170,65 € HT et une augmentation de 11,52 % ;
- Lot n°9 - rayonnages et autres mobiliers de médiathèque, attribué à l'entreprise MOBIDECOR, pour un montant initial de 74 162,61 € HT. Cet avenant a pour conséquence une diminution du montant du marché de 1 436,63 € HT, soit un nouveau montant de marché à 72 725,98 € HT et une diminution de 1,94 % ;
- Lot n°10 - assises de médiathèque et de travail, attribué à l'entreprise SOFRADAM, pour un montant initial de 158 284,80 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 2 591,53 € HT, soit un nouveau montant de marché à 160 876,33 € HT et une augmentation de 1,64 % ;
- Lot n°11 - mobiliers de bureaux, attribué à l'entreprise SILVERA, pour un montant initial de 130 997,17 € HT. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 10 222,42 € HT, soit un nouveau montant de marché à 141 219,59 € HT et une augmentation de 7,80 %.

**N°MD2022-318 - 23/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires**

**Décision relative à un avenant n°3 au marché n°M8D0022EP - Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°3 au marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement, conclu avec le groupement d'entreprises COFEX MEDITERRANEE / DEMATHIEU BARD sis à Garons (30). Il a pour objet d'intégrer des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires du lot n°1 afin d'assurer une continuité des prestations. L'avenant n°3 est sans incidence financière.

**N°MD2022-319 - 22/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Brand à part**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'association BRAND A PART à l'occasion des rencontres du cinéma d'animation. Le musée Fabre met à disposition gracieusement du 14 au 24/04 son auditorium et ses ateliers pédagogiques afin d'animer une série d'évènements tout public.

**N°MD2022-320 - 01/04/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative au marché n°M1D0041DM - Enquêtes et études déplacements - lots 1 et 2 - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0041DM relatif aux enquêtes et études déplacements pour les lots 1 et 2 comme suit :

- lot n°1 : enquêtes déplacements et stationnement, à l'entreprise CPEV, sise à Champigny-sur-Marne (94), pour un seuil annuel maximum de 150 000 € HT par an, et pour une durée d'un an reconductible 3 fois, la durée maximale du contrat étant de 4 ans ;
- lot n°2 : études déplacements, à l'entreprise CITEC, sise à Lyon, pour un seuil annuel maximum de 200 000 € HT par an, et pour une durée d'un an reconductible 3 fois, la durée maximale du contrat étant de 4 ans.

**N°MD2022-321 - 30/03/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Coopération**

**Objet :** Il s'agit de renouveler par reconduction tacite jusqu'en 2026 l'adhésion à l'association OCCITANIE COOPERATION pour une cotisation annuelle de 1 500 €.

**N°MD2022-322 - 08/04/22 - Direction des Finances**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE pour un montant de 1 904 € TTC au titre de l'année 2022.

N°MD2022-323 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché subséquent n°M2D0014DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Un voyage en Italie: Louis GAUFFIER (1762-1821)" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent à l'accord-cadre n°M2D0014DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Un voyage en Italie : Louis GAUFFIER (1762-1821)" au musée Fabre de Montpellier.

Après remise en concurrence des 2 titulaires de l'accord-cadre, le marché subséquent est attribué à l'entreprise LP ART sise Montreuil (93), pour un montant forfaitaire de 332 538 € HT, pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-324 - 13/04/22 - Direction des Relations aux Publics

**Décision relative à un avenant n°4 au marché n°201802929S1801 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n° 4 au marché n°201802929S1801 relatif à l'intégration de diverses missions complémentaires rendues nécessaires et d'une rémunération complémentaire liée à l'adaptation du projet et à la modification du périmètre de la phase 1, à la mission de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier conclu avec le groupement TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) / PRESENTS / CEREG INGENIERIE / CALDER INGENIERIE / SEDOA / MCG EXPLOITATION pour un montant total de 90 956, 64 € TTC.

N°MD2022-325 - 12/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société américaine SYNOPSIS EMULATION AND VERIFICATION suite à sa fusion avec la société française QUALTERA - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SYNOPSIS EMULATION AND VERIFICATION à la suite de la fusion de celle-ci avec la société QUALTERA en date du 01/02/2022. La durée d'occupation de la surface de 232,35 m<sup>2</sup> occupée précédemment reste inchangée, soit jusqu'au 30/11/2022 pour une redevance mensuelle de 3287,75 € HT

N°MD2022-326 - 07/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la prise en charge des frais des intervenants invités dans le cadre des rencontres organisées par la Métropole au titre de l'année 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la prise en charge des rémunérations ainsi que des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des invités pour les rencontres proposées au cours de l'année 2022 dans le cadre de la programmation culturelle pour un montant global de 30 000 €.

N°MD2022-327 - 18/03/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété ' les collines d'Estanove ' située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°802, au sein de la copropriété les Collines d'Estanove situé 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274, appartenant à Monsieur, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant de 4 200 €.

**N°MD2022-328 - 18/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition foncière de 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 504 appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LE CONDORCET, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 8 174 €.

**N°MD2022-329 - 18/03/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 164, appartenant à Madame ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 83 330 €.

**N°MD2022-330 - 01/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision modificative à la suite d'une erreur matérielle - Marché n°M8D0019VD de Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés - Lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m<sup>3</sup>**

**Objet :** Par décision n°MD2019-868 en date du 03/09/2019, il a été décidé l'attribution du marché n°M8D0019VD de fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Il est nécessaire de corriger une erreur matérielle concernant l'imputation budgétaire.

**N°MD2022-332 - 01/04/22 - Direction des Sports**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Hurricane et la Ville de Montpellier dans le cadre du FISE du 25 au 29 mai 2022 à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société HURRICANE, sise à Baillargues, en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE du 25 au 29/05/2022 à Montpellier.

**N°MD2022-333 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 161 - Chemin des Loriots - Commune de Castelnaud-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame GUILDOUX, la parcelle BM 161 d'une superficie de 102 m<sup>2</sup>, située Chemin des Loriots à Castelnaud-le-Lez. La transaction est consentie au prix de 50 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 5 100 € pour une superficie totale de 102 m<sup>2</sup>.

**N°MD2022-335 - 22/03/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association UNAPEI 34 sur la Zac Euromédecine II à Grabels**

**Objet :** Il s'agit de la candidature de l'association UNAPEI 34 agréée en vue de l'acquisition du lot 309 de 2 056 m<sup>2</sup> dans la ZAC Euromédecine II. L'association prévoit un effectif de 25 personnes à 3 ans.

**N°MD2022-336 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°4727 "Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°4727 avec la société ACTION COORDINATION FORMATION DANS LE BTP sise à Saint Jean de Védas afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-338 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°M1A0158EA Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux de construction d'un réseau d'eaux usées dans la traversée de la RD 65 à Clapiers avec la société AASCO – AS COURTHEZON sise à Courthezon (84) afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-339 - 30/03/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Europe**

**Objet :** Il s'agit de renouveler par reconduction tacite jusqu'en 2026 l'adhésion à l'association OCCITANIE EUROPE pour une cotisation annuelle d'un montant de 20 000 € par an.

N°MD2022-340 - 29/03/22 -

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Coordination Nationale des Conseils de Développement" au titre de l'année 2022**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association COORDINATION NATIONALE DES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT pour un montant de 4 875,19 € au titre de l'année 2022.

N°MD2022-341 - 06/04/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché M8D5204EP d'équipements de la route - Avenants en augmentation aux lots 1 à 8 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants en augmentation au marché n°M8D5204EP d'équipements de la route avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 – AXIMUM, avenant d'un montant de 44 850 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 344 850 € HT ;
- Lot 2 – AXIMUM, avenant d'un montant de 89 700 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 689 700 € HT ;
- Lot 3 – AXIMUM, avenant d'un montant de 44 850 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 344 850 € HT ;
- Lot 4 – AXIMUM, avenant d'un montant de 74 750 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 574 750 € HT ;
- Lot 5 – SO SIGNALISATION, avenant d'un montant de 37 375 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 287 375 € HT ;
- Lot 6 – LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP, avenant d'un montant de 104 650 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 804 650 € HT ;
- Lot 7 – LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP, avenant d'un montant de 74 750 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 574 750 € HT ;
- Lot 8 – AXIMUM, avenant d'un montant de 149 500 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 1 149 500 € HT.

N°MD2022-342 - 18/03/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives III ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec la société ' TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP ' sur la Commune de Saint-Drézéry**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TERRASSEMENT DU PIC SAINT LOUP relative à une opération de construction d'un logement individuel à Saint-Drézéry. Cette opération s'inscrit dans un périmètre de PUP existant, qui comprendra au total 46 logements.

**N°MD2022-343 - 08/04/22 - Direction des Finances**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion au CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX pour un montant de 5 091 € TTC au titre de l'année 2022.

**N°MD2022-344 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 433 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BOUCHER, Madame COT et Madame AMPHONESINH, la parcelle ZB 433, d'une superficie de 177 m<sup>2</sup>, à Montaud en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 2 124 € à répartir entre les copropriétaires au prorata de leurs parts indivises.

**N°MD2022-345 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'aliénation de la parcelle EP 446 au profit des époux REVERT - angle rue du Maréchal Gallieni & rue du Professeur Henri Roseau - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède une parcelle nouvellement cadastrée EP 446 pour 25 m<sup>2</sup> au profit des époux REVERT, angle rue du Maréchal-Gallieni & rue du Professeur Henri Roseau, à Montpellier. La transaction est acceptée au prix de 100 €/m<sup>2</sup>, soit une recette pour la Métropole de 2 500 € pour 25m<sup>2</sup>.

**N°MD2022-346 - 29/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR)**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association des COMMUNES FORESTIERES DE L'HERAULT (COFOR). Il est proposé de renouveler l'adhésion en 2022 à la COFOR pour un montant de 8 051, 25 €.

**N°MD2022-347 - 29/03/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC)**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'AGENCE LOCALE POUR L'ENERGIE ET LE CLIMAT (ALEC) pour un montant de 1 895 € au titre de l'année 2022.

**N°MD2022-348 - 28/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative au marché M1C0011MG "Prestations de modernisation et de maintenance CVC dans les bâtiments métropolitains" - Attribution du lot 1 "Prestations de modernisation"**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot 1 prestations de modernisation du marché n°M1C0011MG Prestations de modernisation et de maintenance CVC dans les bâtiments métropolitains à la société KIEBACK & PETER sise à Rousset (13) pour un montant maximum annuel de 55 000 € HT. La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, reconductible 2 fois 1 an.

**N°MD2022-349 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à la conclusion d'avenants aux marchés de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M) - marchés 2926T lots 1 - 6b - 9 - 17**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants aux marchés n°2926T lots 1 - 6b - 9 - 17 sont conclus avec :

- lot 1 - Entreprise COLAS MEDITERRANEE - avenant 2 pour un montant de 18 000 € HT ;
- lot 6b - Menuiserie LACLAU - avenant 2 pour un montant de 2 160 € HT ;
- lot 9 - Serrurerie DELMAS - avenant 1 pour un montant en moins-value de 39 650 € HT ;
- lot 17 - Serrurerie DELMAS - avenant 1 pour un montant en moins-value de 4 636 € HT.

N°MD2022-350 - 06/04/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Décision relative au marché M1D0085EP d'Enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0085EP d'enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois est attribué à l'entreprise DECAP EXPRESS, sise à Meyzieu (69), pour un montant maximum annuel de 250 000 € HT.

N°MD2022-351 - 28/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1D0021MG ' Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains Chauffage, Ventilation, Climatisation ' - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché de travaux multi-attributaires pour un montant de 1 200 000 € HT annuel n°M1D0021MG « Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains Chauffage Ventilation Climatisation » aux entreprises et selon le classement suivant :

1. SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE ;
2. SERRANO ;
3. AXIMA CONCEPT.

Le marché a une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an pour une durée maximale toutes périodes confondues de 4 ans.

N°MD2022-352 - 22/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la réforme d'un copieur vétusté de marque Toshiba modèle 4505 n°CFLF37326**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole réforme un copieur vétuste de marque Toshiba. La société FAC SIMILE BUREAUTIQUE CANON à Montpellier, reprend le copieur vétuste visé à l'article 1, conformément aux dispositions prévues par le marché n°G9D0004RI.

N°MD2022-353 - 28/03/22 - Mission Espaces Publics

**Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer un marché subséquent n°5 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études PRO DCE ACT EXE DET AOR, pour un montant de 231 105,57 € HT et pour une durée de 14 mois.

N°MD2022-354 - 30/03/22 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative au marché subséquent n°M2D0016EP - Travaux de réaménagement de la RD27E - Pup les Saliniers - Murviel les Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0016EP relatif aux travaux de réaménagement de la RD27E – PUP les Saliniers à Murviel les Montpellier à l'entreprise EUROVIA sise à Juvignac, pour un montant estimatif de 572 716,50 € HT. La durée de chaque tranche est de 4 mois maximum non comprise la période de préparation de 30 jours pour chacune des tranches.

N°MD2022-355 - 30/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie située rue du Plan d'Encombes - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation et prononce le déclassement de fait d'une emprise de 60 m² située rue du Plan d'Encombes entre les parcelles AH 56 et AH 100 à Montpellier.



N°MD2022-356 - 18/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'attribution du label Exposition d'intérêt national pour l'exposition "Le Voyage en Italie de Louis GAUFFIER" (6 mai - 4 septembre 2022) - Musée FABRE**

**Objet** Le ministère de la Culture a accordé à l'exposition "Le Voyage en Italie de Louis Gauffier" le label exposition d'intérêt national. A ce titre une aide financière d'un montant de 30 000 € est accordé au musée Fabre.

N°MD2022-357 - 29/03/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, l'Association Coallia et l'Association Dom'Ici - Parcelle cadastrée DO n°39 - Rue de la Rauze à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire dans le cadre de la résorption du bidonville de Celleneuve, par un village de transition à destination des familles encore éloignées de l'insertion. La maîtrise foncière de la parcelle est opérée par la Métropole dans un cadre plus global de mise à disposition et d'échanges fonciers avec les sociétés BRL et BRL espaces naturels. Afin de mettre en œuvre le projet de village de transition, il convient de mettre à disposition pour une durée de 18 mois ce terrain auprès de l'Etat et de son mandataire l'association COALLIA qui a elle-même conventionné avec l'association DOM'ICI propriétaire des modules devant accueillir les futurs résidents.

N°MD2022-358 - 20/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°M2C0003EA - Accord-cadre - Mission de contrôle technique pour les ouvrages hydrauliques**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer un marché n°M2C0003EA - accord-cadre - Mission de contrôle technique pour les ouvrages hydrauliques conclu avec 2 entreprises SOCOTEC CONSTRUCTION sise à Guyancourt (78) et BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise à Montpellier. Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 150 000 € HT, il est conclu pour 4 ans et démarre à notification.

N°MD2022-359 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°4949 "Acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion de l'avenant n°2 au marché n°4949 acquisition et mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées à la société ALTEREO sise à Venelles (13), afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-360 - 30/03/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

**Marché n°G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie - Avenants aux lots 1 à 10 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants en augmentation au marché n°G0D0065EP de maintenance et de travaux de voirie :

Lot 6 – SPIE BATIGNOLLES MALET, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT ;

Lot 7 – RAZEL BEC, avenant d'un montant de 433 550 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 3 333 550 € HT ;

Lot 8 – GUINTOLI / LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / EHTP / TPSO, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT.

Lot 9 – EIFFAGE, avenant d'un montant de 358 800 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 2 758 800 € HT.

Lot 10 – ASTEN, avenant d'un montant de 86 710 € HT soit 14,95% du montant maximum du marché portant le nouveau montant maximum annuel à 666 710 € HT.

N°MD2022-361 - 22/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - Locaux 515 rue A. Nobel à Montpellier - Loyer**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accorde à la société INCARE, locataire de locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier une franchise sur son loyer annuel pour l'année 2022 d'un montant de 5 295,40 € TTC, correspondant aux frais des travaux supportés par la société INCARE.

N°MD2022-363 - 21/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9B0074EA "Schéma directeur de desserte en eau brute - lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9B0074EA schéma directeur de desserte en eau brute lot 2 Etude technico-économique de scénarii de desserte avec le groupement ENTECH/CCE&C sise à Mèze afin d'acter une prolongation du délai d'exécution jusqu'au 02/11/2022. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-365 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA "Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA" - lot 1 Suivi Mer - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D0022EA avec la société CREOCEAN sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-367 - 14/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9D0022EA Suivi du récepteur Lez et Mer de la station d'épuration MAERA lot 2 Suivi du Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9D0022EA avec le groupement ARTELIA/OTEIS sis à Saint-Mathieu-de-Trévières afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'avenant	est	sans	incidence	financière.
-----------	-----	------	-----------	-------------

N°MD2022-368 - 22/03/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Planet Outillage - Local bâtiment E Les Galines, ZAC le Fenouillet à Pérols**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec la société PLANET OUTILLAGE, pour un local situé bâtiment E, lot 2 Les Galines, ZAC Le Fenouillet à Pérols. Le bail est consenti pour une durée de 3 mois, reconductible 2 fois, moyennant un loyer mensuel de 2 265,59 € HT.

N°MD2022-369 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition à Territoire 34 de la parcelle cadastrée BA 297 (lot M1b) de la ZAC du Collège-Ecoparc départemental à Fabrègues pour la construction d'un équipement d'accueil des services métropolitains**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de TERRITOIRE 34 dans le cadre de la construction du Centre Technique Métropolitain Plaine Ouest, la parcelle cadastrée BA 297 d'une contenance cadastrale de 9 992 m<sup>2</sup> au prix de 699 440 € HT, soit 70 €/m<sup>2</sup>.

N°MD2022-370 - 12/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 25/09/2014, conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de 12 mois supplémentaires, à compter du 01/04/2022 jusqu'au 31/03/2023 et pour une redevance mensuelle de 717,99 € HT pour une surface totale de 54,60 m<sup>2</sup>.

N°MD2022-371 - 28/03/22 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au marché n°M2D0036RI "mise en œuvre d'un jumeau numérique dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2D0036RI poursuite de la mise en œuvre du jumeau numérique pour un montant de 434 514, 53 € TTC.

N°MD2022-372 - 28/03/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2201160-3 - Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2201160-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 08/03/2022 par un agent de la Métropole contre la décision implicite de rejet d'une demande de réintégration en date du 04/11/2021.

N°MD2022-373 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une mise à disposition de locaux à l'association En traits libres du 21 mars au 30 juin 2022**

**Objet :** Dans le cadre de l'exposition organisée à l'espace Dominique-Bagouet pendant la Comédie du Livre, l'association EN TRAITS LIBRE a sollicité la mise à disposition d'un local afin d'y entreposer les œuvres de l'artiste TANX. Cette occupation de l'atelier, situé 15 rue des amandiers, est consentie à titre gracieux, du 21/03 au 30/06/2022.

N°MD2022-374 - 29/03/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et les acteurs du BTP pour la mise en art des chantiers dans l'espace public**

**Objet :** Il s'agit d'approuver une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, les acteurs du BTP et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de favoriser la mise en art des chantiers dans l'espace public. Un appel à projets permettra de dresser une liste d'artistes susceptibles d'intervenir dans l'espace public, leur travail sur les chantiers étant rémunéré par les aménageurs, promoteurs ou entreprises du secteur.

N°MD2022-375 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant au marché n° M9C0018EA Maitrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau poste de refoulement des eaux usées du Mas d'Artis - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9C0018EA avec le groupement ARTELIA/RAMPON/INFRAMED sis à Marseille afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-376 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 334 - Chemin des Courèches - Commune de Fabrègues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux MAMPEL, la parcelle AM 334 chemin des Courèches à Fabrègues au titre de la régularisation foncière, cette parcelle est déjà intégrée dans la voirie. La cession est acceptée à l'euro symbolique.

N°MD2022-377 - 08/04/22 - Direction des Sports

**Décision relative à un marché concernant une mission d'études de mobilité pour la faisabilité d'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché relatif à une mission d'études de mobilité, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, à la société CDVIA, pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 26 850 € HT, pour la tranche ferme et 3 100 € HT, pour la tranche optionnelle. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 36 mois.

**N°MD2022-378 - 30/03/22 - Direction Services aux Territoires**

**Décision relative au marché subséquent n°M2D0015EP - Aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M2D0015EP - Aménagement des abords du groupe scolaire à Castelnau-le-Lez à l'entreprise RAZEL-BEC, sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 292 677,90 € HT pour une durée de 22 semaines dont 5 semaines de préparation.

**N°MD2022-379 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> - impasse Lecache - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> environ située impasse Lecache à Montpellier, en vue de l'intégrer à son domaine privé, et vendre cette emprise à la résidence La Guirlande située à l'arrière, qui souhaite installer un portail afin de sécuriser l'accès de la résidence.

**N°MD2022-381 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Institut de beauté - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Madame CANDELA portant sur les lots 177 et 178 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 29 000 € compatible avec l'avis des Domaines.

**N°MD2022-382 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS 1 lots 177 et 178 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition onéreuse de 2 garages, parcelle KS 1 lots 177 et 178, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, propriétés de Monsieur LACRUZ. La transaction aura lieu au prix de 30 000 €.

**N°MD2022-383 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restauration rapide - Parcelle KS 1 lot 190 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition onéreuse du fonds de commerce Sucré Salé 34 de Monsieur OUADGHIRI, situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lot 190, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 12 000 €.

**N°MD2022-384 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 209 - Rue des Tulipes - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe GGL AMENAGEMENT, la parcelle AK 209 d'une superficie de 69 m<sup>2</sup> en nature de voirie, à l'euro symbolique, pour régularisation d'une emprise foncière rue des Tulipes sur la Commune de Saint Jean de Védas.

**N°MD2022-385 - 07/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques pour l'année 2022 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'association IMAGES EN BIBLIOTHEQUES pour un montant de 110 € TTC au titre de l'année 2022.

N°MD2022-386 - 09/04/22 - Direction des Sports

**Décision relative à la résiliation du marché n° 02/CR/19 de conception-réalisation relatif aux équipements de téléski nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la résiliation du marché entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise RIXEN CABLEWAY GMBH relatif aux équipements de téléski nautique du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues pour motif d'intérêt général d'un montant total de 942 700 € HT.

N°MD2022-387 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la cession du domaine privé ' Ville de Montpellier ' au domaine public ' Montpellier Méditerranée Métropole ' - Parcelle LR 344 - Avenue de Louisville à Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du domaine privé Ville de Montpellier au domaine public Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée LR 344 (135 m²), avenue de Louisville à Montpellier, en nature de trottoir, à l'euro symbolique.

N°MD2022-388 - 20/04/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la réitération de la garantie d'emprunt accordée à l'association l'Horizon Arche de Jean Vanier en Languedoc pour la construction de deux foyers de vie pour personnes adultes handicapées - site de l'Imprimerie de la Charité, 7 avenue de Castelnau à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 25 % pour le remboursement du prêt réaménagé d'un montant total de 1 667 496,15 € sollicité par l'association l'HORIZON ARCHE auprès du CREDIT COOPERATIF pour financer la construction de 2 foyers de vie pour personnes adultes handicapées situés site de l'Imprimerie de la Charité, 7 avenue de Castelnau à Montpellier.

N°MD2022-390 - 11/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 2 600 € pour 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- GILLAN Lucie Montpellier : 1 300 € ;
- MORALES Anne Laure Castelnau- le- Lez : 1 300€.

N°MD2022-391 - 08/04/22 - Direction des Finances

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - La Banque Postale - Financement à court terme**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie sur l'exercice 2022 en matière de financement à court terme. A l'issue de l'analyse des offres, 2 propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en 2 lignes distinctes.

La 1<sup>ère</sup>, attribuée à LA BANQUE POSTALE, s'élève à 20 000 000 €.

La 2<sup>ème</sup> ligne est attribuée à ARKEA à hauteur de 10 000 000 €.

N°MD2022-392 - 08/04/22 - Direction des Finances

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - ARKEA - Financement à court terme**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie sur l'exercice 2022 en matière de financement à court terme. A l'issue de l'analyse des offres, 2 propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en 2 lignes distinctes.

La 1<sup>ère</sup>, attribuée à LA BANQUE POSTALE, s'élève à 20 000 000 €.

La 2<sup>ème</sup> ligne est attribuée à ARKEA à hauteur de 10 000 000 €.

N°MD2022-393 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant au marché n°M9A3307EA Marché de contrôle technique relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9A3307EA avec la société BUREAU ALPES CONTROLES sise à Montpellier, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-395 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle HX 584 - Rue Edouard VII - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe VINCI IMMOBILIER, la parcelle cadastrée HX 584 d'une emprise de 157 m<sup>2</sup>, permettant la sécurisation des déplacements doux rue Edouard VII sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

N°MD2022-396 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant au marché n°M0B0054EA Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M0B0054EA avec le groupement BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT/ELEV ARCHITECTURE sis à Marseille afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-397 - 07/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur et Madame Blum - Appartement au 84 rue Galata à Montpellier**

**Objet :** Au regard des fonctions exercées par Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole prenne à bail pour son logement un appartement d'une surface habitable de 72 m<sup>2</sup>. Le bail est accepté et consenti pour une durée de 3 ans à compter du 01/04/2022, renouvelable 1 fois par reconduction expresse pour la même durée, pour un loyer mensuel de 1 380 € TTC.

N°MD2022-398 - 11/04/22 - Direction Projet et Planification Territoriale

**Décision relative à la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie pour autoriser l'occupation d'une emprise de voirie pour l'implantation d'une station de mesure de la qualité de l'air (rue de Gignac)**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire 5 stations de mesure de la qualité de l'air opérée par ATMO OCCITANIE, 2 sont situées à proximité du trafic, 2 en fond urbain et 1 en périurbain. Les 2 stations "trafic" sont en cours de déplacement en raison de modifications de leur environnement direct, une nouvelle station de mesure sera installée rue de Gignac, le 07/04/2022. Une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO OCCITANIE est à signer pour autoriser l'occupation d'une emprise de voirie pour l'implantation de la station de mesure de la qualité de l'air.

N°MD2022-399 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision modificative relative à l'acquisition foncière de 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2643 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence le Condorcet dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 106 m<sup>2</sup> du bien immobilier sise 2643 boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastrée section IL n° 504 appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LE CONDORCET, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 8 174 €.

N°MD2022-400 - 08/04/22 - Direction Projet et Planification Territoriale

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association ATMO Occitanie**

**Objet :** Il s'agit de renouveler pour une cotisation annuelle de 1 500 €, l'adhésion entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO OCCITANIE pour la réalisation d'une mission d'intérêt général qui est de surveiller la qualité de l'air et de contribuer à son amélioration sur le territoire de la Métropole.

N°MD2022-401 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision modificative relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°802 au sein de la copropriété les collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier, appartenant à Monsieur VEDRINE dans le cadre de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°802, au sein de la copropriété « les collines d'estanove » située 2 rue de l'Escoutadou à Montpellier, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 244, 245, 505 et IK n°271, 273, 274, appartenant à Monsieur VEDRINE, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant de 4 200 €.

N°MD2022-402 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition foncière de 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 50 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 164, appartenant à Mme ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 102 m<sup>2</sup> du bien immobilier sise 50 route de Lavérune à Montpellier, cadastrée section IV n° 164, appartenant à Madame ARRAQI, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 83 330 €.

N°MD2022-403 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition de 104 m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 226 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Mme Monique VABRE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 104 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 226 rue Adrienne-Boland à Montpellier, cadastré section PH n° 31, appartenant à Madame VABRE, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 54 925 €.

N°MD2022-404 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition de 69m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame GODARD, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 69 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 176 rue Amy Mollisson à Montpellier, cadastré section PH n° 148, appartenant à Monsieur et Madame GODARD, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 70 352 €.

N°MD2022-405 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 81m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 81 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 282 rue Adrienne Boland à Montpellier, cadastré section PH n° 33, appartenant à Monsieur et Madame LOPPIN, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 35 304 €.

N°MD2022-406 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 113m<sup>2</sup> de bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à Saint-Jean-De-Vedas appartenant à Monisuer Thierry BRUEL dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 113 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis "La Fermaude", 3 impasse George Sand, à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 305, appartenant à Monsieur BRUEL, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 23 880 €.

N°MD2022-407 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition de 85m² de bien immobilier sis 2795A boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à Madame Danielle CARRERE DIT LABORDE épouse MASSE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 85 m² du bien immobilier sis 2795A boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 212, appartenant à Madame CARRERE DIT LABORDE, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 46 213 €.

N°MD2022-410 - 05/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition de 1428 m² de bien immobilier sis lieu-dit Girac à CLAPIERS, appartenant à Mme Béatrice BESSEDE épouse PIANA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 1 428 m² du bien immobilier sise lieu-dit Girac à Clapiers, cadastrée section BV n° 7, appartenant à Madame BESSEDE, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 5 160 €.

N°MD2022-411 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9A3309EA " sécurité et de protection de la santé catégorie II (CSPS) relatif au raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacères sur l'intercepteur Est " - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9A3309EA avec la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise à Montpellier afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'avenant	est	sans	incidence	financière.
-----------	-----	------	-----------	-------------

N°MD2022-419 - 05/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Murviel-lès-Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété DELOUSTAL - Terrain lieudit La Rompude - Murviel-lès-Montpellier**

**Objet :** Il s'agit du retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Murviel-lès-Montpellier, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de Monsieur DELOUSTAL, un terrain nu situé lieudit La Rompude à Murviel-lès-Montpellier, cadastré section AI 20, afin de permettre l'acquisition de ce bien pour réaliser un aménagement du réseau d'eau pluvial relevant de la compétence de la Métropole.

N°MD2022-420 - 12/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°M2B0011DE - Coaching, accompagnement d'entreprises innovantes et animation pour la rencontre entreprise innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque 2022 - Lots 1,2,3 et 4**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0011DE concernant le coaching, l'accompagnement d'entreprises innovantes et l'animation pour la rencontre entreprise innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque 2022. Il est conclu pour un montant global de 44 850 € HT réparti comme suit :

- Lot 1 à l'entreprise WESPRINT LR sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 23 050 € HT ;
- Lot 2 à MIGHTY NINE sise à Chaley (01), pour un montant global et forfaitaire de 13 600 € HT ;
- Lot 3 à l'entreprise RAPHAËL GIRARDIN sise au Grau du Roi pour un montant global et forfaitaire de 4 400 € HT ;
- Lot 4 à l'entreprise WESPRINT LR sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 3 800 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 11 mois et prennent effet à compter de leur notification.

N°MD2022-421 - 06/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'aliénation des parcelles LR 336 et LR 339 à ' Cité Jardins ' - Avenue de Louisville - Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole vend les parcelles LR 336 et LR 339 situées avenue de Louisville à Montpellier, au bénéfice de CITE JARDINS - GROUPE ACTIONLOGEMENT au prix de 80 €/m², soit une



recette d'un montant de 20 960 €.

**N°MD2022-422 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au transfert d'office valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 rue des Tourterelles, CL 65 impasse Blazy et OM 1 rue de l'Industrie - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office de 3 emprises situées sur Montpellier dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées BN 120, BN 121 situées rue des Tourterelles, CL 65 située impasse Blazy et OM 1 située rue de l'Industrie à Montpellier.

**N°MD2022-423 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un avenant au marché n°M9A4099EA " Contrôle Technique pour le renouvellement du poste de refoulement principal de Lavérune" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9A4099EA avec la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

**N°MD2022-424 - 06/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la MAIF et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Saint-Jean-de-Védas**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la MAIF, la parcelle AZ 133 d'une superficie de 292 m<sup>2</sup> située rue du Mas de Grille sur la Commune de Saint Jean de Védas, pour un montant de 8 800 €. La parcelle sera intégrée au domaine public métropolitain contre la vente d'une emprise totale de 49 m<sup>2</sup> issue des parcelles AZ 42 et AZ 46 pour un montant de 1 500 €. L'échange foncier sera réalisé avec une soulte de 7 300 € au bénéfice de la MAIF.

**N°MD2022-425 - 14/04/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Aïcha SNOUSSI**

**Objet :** Il s'agit d'une convention de partenariat conclue avec l'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MoCo) et l'artiste contemporaine Aïcha SNOUSSI en vue de la réalisation d'une exposition d'art contemporain au sein des espaces du Site archéologique Lattara musée Henri Prades pour un coût prévisionnel de 20 000 €. Le MoCo s'engage à verser à l'artiste une somme forfaitaire de 500 € pour sa participation à la conférence et à la journée de rencontres avec les étudiants de l'ESBA MoCo et à prendre en charge les frais de séjour de l'artiste pour cette journée de rencontre.

**N°MD2022-426 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint-Drézéry**

**Objet :** Afin de régulariser les limites parcellaires de la propriété de Monsieur et Madame MANCUSO, Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> à détacher de l'Avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> à détacher de l'Avenue de la Méditerranée sur la commune de Saint-Drézéry.

**N°MD2022-427 - 04/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud**

**Objet :** Afin de permettre la régularisation foncière d'une emprise à extraire du domaine public, intégrée dans la propriété de Monsieur et Madame DEURVEILHER, Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait et prononce le déclassement d'une emprise d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> à détacher du Chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud.

**N°MD2022-428 - 07/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Française du Radiotéléphone (SFR) - Antenne Relais Lieudit Levade à Pérols (34470)**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole et la société SFR signent un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du 23/10/2017 concernant l'installation d'une station relais de téléphonie mobile sur des parcelles cadastrées sur la commune de Pérols. L'avenant n°1 modifie le lieu d'implantation privé. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**N°MD2022-431 - 05/04/22 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative au marché n°M2B0034RI ' MGDIS pour le logiciel de gestion des subventions aux associations dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de signer les devis UGAP concernant MGDIS - logiciel de gestion des subventions aux associations pour un montant total de 93 925, 40 € TTC.

**N°MD2022-432 - 07/04/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition de 35m<sup>2</sup> de bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Vedas, appartenant à M. et Mme DAHAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 35 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Vedas, cadastré section BW n° 433, appartenant à Monsieur et Madame DAHAR, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 7 668 €.

**N°MD2022-433 - 07/04/22 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'acquisition de 44m<sup>2</sup> de bien immobilier sis La Fermaude à Saint-Jean-de-Vedas, appartenant à M. Loubnane HAIDAR, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 44 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 432, appartenant à Monsieur HAIDAR, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 9 565 €.

**N°MD2022-434 - 14/04/22 - Direction des Finances**

**Décision modificative de la régie mixte de l'Ecolothèque**

**Objet :** Pour assurer le bon fonctionnement de la régie mixte de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas, il convient d'ajouter des modes de paiement (virement et facture-avoir), et de relever le montant de l'avance consentie à 2 000 € (actuellement à 700 €).

**N°MD2022-435 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du CORUM**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine de la Métropole, par la Ville de Montpellier de l'ensemble immobilier – LE CORUM dans sa globalité, à titre gratuit. Les parcelles concernées sont cadastrées BZ 618, BZ 620, BZ 624, BZ 630, BZ 667 et HM 505.

**N°MD2022-437 - 06/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelles cadastrées A 9 et A 10 - Commune de Sussargues**

**Objet :** Il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une superficie de 53 m<sup>2</sup> environ sur les parcelles cadastrées A 9 et A 10, sises chemin du Puits sur commune de Sussargues, appartenant à Monsieur BARTOS. La servitude de passage de canalisation est consentie à titre gratuit.

**N°MD2022-444 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 266 et AS 267 - Rue du Moulin - Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société HECTARE, les parcelles AS 266 et AS 267 d'une superficie respective de 65 m<sup>2</sup> et 201 m<sup>2</sup>, situées rue du Moulin sur la commune de Vendargues, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

**N°MD2022-445 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au déclassement du domaine public - ancien chemin débouchant avenue de la Fontasse - Commune de Fabrègues**

**Objet :** Il est proposé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public d'un ancien chemin non dénommé, débouchant avenue de la Fontasse sur la Commune de Fabrègues. Ce chemin sera découpé en tronçons et proposé aux riverains, qui pourront l'acquérir pour agrandir leurs jardins. Ce déclassement permettra également à TERRES DU SOLEIL AMENAGEMENT de créer un petit lotissement de 5 lots en intégrant un tronçon de ce chemin déclassé.

**N°MD2022-446 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision modificative de la décision MD2021-373 relative à l'acquisition de la parcelle AI n°76 partie sise commune de Lattes - Aménagement de protection de la basse vallée de la Mosson**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE, Luc et Eric MICHEL, l'emprise de 15 501 m<sup>2</sup>, nouvellement cadastrée AI n°158, détachée de la parcelle anciennement cadastrée AI n°76, sise à Lattes dans le cadre de l'aménagement de protection de la basse vallée de la Mosson.

**N°MD2022-447 - 15/04/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1578 - Chemin de Manély - Commune de Saint-Drézéry**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame QUELEN, la parcelle AE 1578 d'une superficie de 117 m<sup>2</sup>, située Chemin de Manély sur la Commune de Saint-Drézéry, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole. La transaction est consentie au prix de 2,30 €/m<sup>2</sup> soit un prix total de 269,10 €.

**N°MD2022-450 - 11/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Adam de Craponne (29 logements), Beauvallon (60 logements), ainsi que l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 8 010 €.

**N°MD2022-451 - 07/04/22 - Pôle Proximité Espaces Publics**

**Décision relative à un avenant n°4 à la convention de mise à disposition de services, de biens matériels et immatériels de la commune de Villeneuve-lès- Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Villeneuve-lès-Maguelone, d'un avenant n°4 à la convention de mise à disposition de services et de biens de la commune vers la Métropole afin d'adapter les conditions organisationnelles de gestion du service plage pour l'année 2022.

N°MD2022-453 - 07/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location du 20 novembre 2019 entre la SARL Vendargues Immo et Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux et espaces de parking à Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au bail de location du 20/11/2019 conclu avec la SARL VENDARGUES IMMO, sise à Vendargues. En raison de l'extension de la surface de parking louée, l'avenant n°1 réévalue le loyer mensuel, ce total mensuel charges et taxes comprises est désormais fixé à 2 101,93 €.

N°MD2022-454 - 11/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique-Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 3 900 € pour 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat telles que définies ci-après :

- HODEE Véronique : 1 300 € ;
- ROY Pascal : 1 300 € ;
- SCHNEIDER Caroline : 1 300 €.

N°MD2022-455 - 11/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec la copropriété suivante : le plaisance (96 logements), ainsi que l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 8 640 €.

N°MD2022-457 - 13/04/22 - Direction Services aux Territoires

**Décision relative aux travaux d'aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers Marché-subséquent n°M2D0030EP - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché-subséquent n°M2D0030EP relatif aux travaux d'aménagement d'un giratoire Boulevard de la Liberté sur la Commune de Clapiers, passé sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie et route sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il a été attribué à l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 538 746,65 € HT et pour une durée de 22 semaines, ce délai ne comprend pas la période de préparation de 5 semaines de préparation.

N°MD2022-459 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 1 secteur Centre" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M0D0035EA avec le groupement SADE/VEOLIA sise à Vendargues, afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-460 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M0D0035EA "Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - lot 3 secteur Est"**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M0D0035EA avec le groupement SADE/VEOLIA sis à Vendargues afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-461 - 12/04/22 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au marché n°M2B0038RI ' Acquisition de bornes wifi dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2B0038RI pour l'acquisition d'un grand nombre de bornes wifi auprès de l'UGAP pour un montant de 57 494, 24 € HT soit 68 993, 09 € TTC dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025.

N°MD2022-462 - 12/04/22 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au renouvellement d'adhésion ADULLACT pour la période du 01/04/2022 au 31/03/2023**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ADULLACT pour la période allant du 01/04/2022 au 31/03/2023 et pour un montant de 4 000 €.

N°MD2022-463 - 20/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0B0044EA "Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle - lot 1 Etablissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD)"**

**Objet :** Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°M0B0044EA Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale du système de protection du CHU de Montpellier contre les crues du Font d'Aurelle - lot 1 Établissement du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors EDD) afin d'acter la plus-value engendrée par les demandes de l'État concernant l'inventaire faunistique et floristique à la société ANTEA GROUP- ANTEA FRANCE sise à Olivet (21) pour une durée de 15 mois à compter de l'ordre de service prescrivant son démarrage. L'avenant est conclu pour un montant de 4 510 € HT.

N°MD2022-464 - 12/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCOP FONDESPIERRE dans l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la SCOP FONDESPIERRE est agréée en vue de la mise à disposition, à titre gracieux, de l'espace conférence de l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech pour les apprenants de l'École Régionale du Numérique. Cette mise à disposition est conclue jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-467 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°3815EA15 "Assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration de MAERA" - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°3815EA15 avec le groupement IRH INGENIEURS CONSEILS/BRL INGENIERIE sis à Chaponnay (69) afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-469 - 11/04/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant au marché n°M9B0141EA "Construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers"- Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion d'un avenant au marché n°M9B0141EA avec la société LS INGENIERIE sise à Carcassonne afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-472 - 12/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association France Hydrogène**

**Objet :** Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association FRANCE HYDROGENE pour un cout annuel de 2 400 €.

N°MD2022-473 - 12/04/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

**Décision relative au renouvellement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR)**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association ENERGIES CITOYENNES LOCALES ET RENOUVELABLES (ECLR) dont la cotisation pour l'année 2022 s'élève à 1 000 €.

N°MD2022-474 - 15/04/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la rétrocession à la Commune de Lattes d'un tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP**

**Objet :** Le tracteur de marque Kubota immatriculé EG018YP qui n'est plus nécessaire à la compétence Voirie et à ce titre est désaffecté du service et rétrocédé à la Commune de Lattes.

N°MD2022-477 - 21/04/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature de l'association LABSUD est agréée en vue du renouvellement de la location du lot B12 de 272,50 m<sup>2</sup> dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire pour une durée de 24 mois.

N°MD2022-483 - 11/04/22 - Direction Déléguée des Cycles de l'Eau

**Décision relative à un avenant au marché n°4726EA17 Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, avec le groupement ARTELIA/OTEIS sis à Pérols, d'un avenant au marché n°4726EA17 de mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA. Il a pour objet d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-484 - 21/04/22 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'acquisition foncière d'un bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à Montpellier appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le bien immobilier sis 331 rue Amy Mollisson à Montpellier, cadastré section PH n° 147, appartenant à Monsieur et Madame GHIRINGHELLI, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant total de 397 660 €.

N°MD2022-488 - 20/04/22 - Direction des Finances

**Décision relative à la clôture de la sous régie de recettes Station de compostage de Grammont - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte**

**Objet :** L'activité de la sous régie de recettes de la Station de Compostage de Grammont étant repris par la Société SUD BROYAGE RECYCLAGE, il s'avère nécessaire de la clôturer.

N°MD2022-489 - 20/04/22 - Direction des Finances

**Décision relative à la régie de recettes Station de Compostage de Grammont - Modification de l'adresse de la régie et de l'ajout d'un mode d'encaissement - Pôle Déchets et Cycle de l'Eau - Service Régie de Collecte**

**Objet :** Afin de permettre l'encaissement des recettes sur la station de compostage de Grammont, une régie de recette est créée auprès du SERVICE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS de Montpellier Méditerranée Métropole.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation**

La transition écologique, sociale et économique portée par la Métropole de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles.

Avec un volume d'achats annuel de 512 millions d'euros HT en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir.

Dans la prolongation des actions déjà menées, la Métropole entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un SPASER pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Les collectivités territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 millions d'euros HT.

Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public « détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire ».

#### Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, la Métropole de Montpellier a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières.

La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Métropole d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Métropole s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique
  - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources
  - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire
  - o Action 3 : Développer des constructions durables
- La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale
  - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
  - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle
- La commande publique, un levier d'action pour le développement économique
  - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME
  - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
  - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire métropolitain
- Une gouvernance et un pilotage de la politique achat
  - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Métropole de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire.

Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des pôles de la collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100% les marchés comportant des considérations environnementales et à 30% les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, Montpellier Méditerranée Métropole entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER.



Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Métropole de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'adopter le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Hors commission - Politique cyclable - Réseau Express Vélo sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Prolongation de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole a positionné la transition écologique et solidaire comme une priorité du mandat 2020-2026. Cet engagement vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement s'est traduit notamment par l'approbation de la « *stratégie mobilités 2025* » lors du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3.

La Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), approuvée le 23 novembre 2021, consacre ainsi une enveloppe inédite de 1 426 M€ aux projets de mobilités pour offrir aux citoyens métropolitains un cadre de vie apaisé et respirable ainsi que des alternatives à l'autosolisme. 150 M€ sont dédiés aux mobilités actives et plus particulièrement aux vélos. Ramené au nombre d'habitants de la Métropole, cela constitue de très loin la plus large enveloppe consacrée au développement du vélo à l'échelle nationale. En effet, d'après l'association Vélos et territoires, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) allouaient au vélo en moyenne 9,51 € par habitant et par an. Avec l'enveloppe évoquée ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole y consacrera six fois plus.

Le récent baromètre de la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) a d'ailleurs déjà salué les efforts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le début de ce mandat. Toutes les actions entreprises telles que l'aide à l'achat de vélos à assistance électrique, l'aide à la réparation, la mise en œuvre prochaine de boxs sécurisés sur l'espace public, le soutien de la Métropole au développement du Savoir Rouler à Vélo dans les communes ou bien encore le soutien de différentes associations cyclistes concourent à créer un véritable « *écosystème vélos* » sur la Métropole, à l'instar de ce qui peut exister depuis des décennies pour l'automobile.

Cette politique cyclable ambitieuse doit tout d'abord, grâce à la fabrique d'une « *ville à hauteur d'enfant* », permettre à qui le souhaite de se déplacer à vélo en toute sérénité.

Quelques chiffres de l'étude de l'Insee parue en janvier 2021 rappellent que, sur la France entière, « *pour des distances inférieures à 5 km, la voiture représente encore 60 % des déplacements domicile-travail* ». Plus encore, « *42 % des personnes dont le lieu d'emploi est situé à moins d'un kilomètre de chez elles prennent le plus souvent leur voiture pour s'y rendre* ». Le territoire de la Métropole n'échappe pas à ce constat. Ainsi, sur la Métropole, 57% des déplacements des résidents font moins de 3 km et 41% sont effectués en voiture.

Aussi, avec une vitesse moyenne en vélo de 15 à 25 km/h selon le type de vélo (mécanique ou électrique), la crédibilité et la légitimité de ce mode de déplacement paraissent évidentes, l'urbanisme le rendant d'autant plus possible.

Ces chiffres s'ajoutent à ceux de la FUB pour qui « 60 % des Français seraient prêts à faire du vélo », notamment si les conditions étaient réunies en termes de sécurité, desserte, confort et attractivité.

Cela démontre le potentiel de ce mode de déplacement ainsi que les atouts d'un territoire cyclable, que ce soit en matière de qualité de l'air, de santé, de pouvoir d'achat des ménages, mais aussi d'image et d'attractivité pour le territoire, donc d'efficacité économique pour les entreprises.

**Construire une métropole cyclable implique de la doter en priorité d'un Réseau Express Vélo**, c'est-à-dire un réseau cyclable continu, sécurisé et confortable qui relie les cœurs de village des communes au cœur de la Métropole, jusqu'à la place de la Comédie, mais aussi les communes du territoire entre elles.

A l'image de notre futur réseau structurant en transports collectifs constitué des deux lignes de Trans Express Régionaux (TER), des 5 lignes de tramways et des 5 lignes de BusTram, ce Réseau Express Vélo sera l'épine dorsale du maillage cyclable de la Métropole.

Par ailleurs, afin de pouvoir jouer pleinement son rôle et être exemplaire, afin de donner envie aux personnes hésitantes de sauter le pas, ce Réseau Express Vélo, à haut niveau de service, s'engage à assurer les qualités suivantes :

- Satisfaire les enjeux de capacité, d'efficacité de déplacement et de desserte ;
- Assurer sécurité et confort par le biais d'aménagements spécifiques ;
- Présenter des trajets directs avec peu de carrefours pour limiter les « pieds à terre » ;
- Sécuriser les intersections ;
- Présenter des gages supplémentaires de qualité et de confort avec une qualité constante du revêtement et un entretien régulier ;
- Identifier clairement le réseau ;
- Mettre en place une signalisation identitaire (signalisation horizontale, signalisation verticale, marquage régulier...)

Le Réseau Express Vélo a pour objectif d'offrir une expérience qualitative aux personnes se déplaçant à vélo sur un réseau cyclable identifié comme structurant. Il permettra également de répondre à tous les nouvelles pratiques, dont la cyclo-logistique en forte croissance sur le territoire, et tous les gabarits de cycles.

**Le Réseau Express Vélo, baptisé « VéloLignes », sera constitué de la façon suivante :**

- Un anneau autour du centre-ville de Montpellier ;
- 4 rocares :
  - o A : Juvignac – Castelnau-le-Lez ;
  - o B : Gare Sud de France – Grammont ;
  - o C : Carnon – Juvignac ;
  - o D : Mauguio – Castries ;
- 11 radiales :
  - o 1 : Montpellier Corum – Castelnau-le-Lez ;
    - 1a : Castelnau-le-Lez – Jacou ;
    - 1b : Castelnau-le-Lez – Saint Génès des Mourgues ;

- 1c : Vendargues – Saint Brès ;
- o 2 : Montpellier Antigone – Mauguio ;
- o 3 : Montpellier Odysseum – Gare Sud de France ;
- o 4 : Montpellier Antigone – Lattes Agau ;
  - 4a : Lattes Agau – Carnon ;
  - 4b : Lattes Agau – Rocade C ;
- o 5 : Montpellier Quai Laurens – Montpellier Tournezy ;
- o 6 : Montpellier Dubout – Montpellier La Condamine ;
  - 6a : Montpellier La Condamine – Villeneuve-lès-Maguelone ;
  - 6b : Montpellier La Condamine – Saint Jean de Védas ;
- o 7 : Montpellier 8 mai 1945 – Fabrègues ;
- o 8 : Montpellier Figuerolles – Cournonsec ;
- o 9 : Montpellier Château d’Ô – Grabels ;
- o 10a : Montpellier Les Arceaux – Saint Gély du Fesc ;
- o 10b : Montpellier Les Arceaux – Montferrier-sur-Lez ;
- o 11 : Clapiers Girac – Prades-le-Lez.

Au total, il est proposé que le Réseau Express Vélo soit constitué d’environ 230 km de linéaire dont 70 % seront réalisés au cours du mandat 2020-2026. Il est précisé que les axes identifiés des VéloLignes seront éventuellement amener à évoluer en fonction de l’avancement des études opérationnelles.

Le Réseau Express Vélo sera naturellement complété d’un maillage plus fin, constitué de réseaux de liaison et de proximité. Ces réseaux complémentaires permettront un rabattement sur le Réseau Express et une desserte fine de tous les territoires. Chaque habitant de la Métropole bénéficiera alors d’un réseau de proximité proche de son domicile pour rejoindre un réseau de liaison puis le Réseau Express.

Avec cette hiérarchie de réseaux, le système cyclable métropolitain atteint un objectif de cohérence tout en assurant une connexion de qualité avec les réseaux cyclables des territoires limitrophes pour offrir à terme un bassin de vie cyclable.

De nombreux projets constituant les réseaux de liaison et de proximité sont d’ores et déjà engagés ou planifiés dans les différents territoires de la Métropole en tenant compte des spécificités de chacune des communes. Ces projets peuvent tout aussi bien prendre la forme d’aménagements spécifiques dédiés aux vélos que de zones de rencontre ou de zones 30 dans les cœurs de village.

Ces projets participent naturellement à l’apaisement des villes et villages appelés de leurs vœux par les Maires des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces aménagements associés à des modifications circulatoires anti-transit contribueront en effet à un meilleur partage de l’espace public et encourageront ainsi naturellement la pratique cyclable, tout comme la marche.

Le futur réseau de transport structurant (TER, tramways, BusTram, et désormais VéloLignes) donnera ainsi véritablement la possibilité aux concitoyens de se déplacer autrement sur le territoire de la Métropole.

De nombreux trajets domicile-travail pourront désormais être pratiqués en vélo car ils seront sûrs, rapides et confortables. Ils seront par là même plus économiques et plus bénéfiques pour la santé des concitoyens comparativement à un trajet en voiture particulière. Pour mémoire, un automobiliste consacre annuellement un budget de plus de 6 000 € à sa voiture, budget en augmentation régulière en raison de l’augmentation des prix de l’énergie.

**Prolongement de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) et ouverture aux professionnels pour les vélos cargo :**

L'avènement du VAE impacte de façon majeure les modes de déplacements domicile-travail puisque des trajets de plus de 10 km peuvent désormais être pratiqués au quotidien.

L'engouement des utilisateurs pour ce type de vélos ne faiblit pas. Près de 28 000 dossiers d'aide à l'achat ont été déposés depuis le début du dispositif en novembre 2020. C'est ainsi plus de 7 % des habitants de la Métropole qui bénéficient du dispositif depuis son lancement. Ceci traduit l'investissement et l'engagement du territoire métropolitain pour se déplacer autrement au quotidien et c'est dans ce cadre que la réalisation du Réseau Express Vélos devient un enjeu majeur. L'augmentation de la part modale vélos sur les trajets domicile-travail doit participer à la décongestion des villes et villages et, au final, à l'amélioration de la qualité de l'air.

Face à la demande en VAE qui ne désemplit pas il est envisagé de prolonger l'aide à l'acquisition évoquée ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2022. Par ailleurs, dans la perspective de mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) au 1<sup>er</sup> juillet prochain, il est proposé que cette aide soit également ouverte aux professionnels dans les mêmes conditions pour l'acquisition de vélos cargo et triporteurs pour encourager la cyclo-logistique. Ceci permettra ainsi aux professionnels de bénéficier ainsi d'une aide correspondant à la moitié du prix d'acquisition du vélo cargo dans la limite de 1000 € HT.

De plus, le développement du réseau cyclable métropolitain améliorera le quotidien des enfants en sécurisant le « *chemin de l'écolier* ». Associé à la dynamique de soutien au programme national Savoir Rouler à Vélo et aux initiatives communales de sécurisation aux abords des écoles, la pratique cyclable sécurisée est ainsi encouragée dès le plus jeune âge. Depuis la délibération adoptée lors du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, sept communes ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour le dispositif Savoir Rouler à Vélo et sollicité une aide financière auprès de la Métropole, représentant ainsi un public de plus de 700 élèves.

Enfin, grâce à la mise en œuvre des réseaux express de liaison et de proximité, la découverte des sites culturels et patrimoniaux du territoire peut aisément se faire autrement qu'en voiture. Combinées à un réseau performant de transports publics et au déploiement progressif de la gratuité pour les Métropolitains (la gratuité totale étant prévue fin 2023), les habitants de la Métropole pourront ainsi bénéficier de véritables alternatives dans le cadre de leurs activités de loisirs pendant les week-end et les vacances.

La concrétisation du Réseau Express Vélo, levier déterminant de la Stratégie Mobilités 2025 engagera donc plus encore le territoire vers la nécessaire transition écologie et solidaire afin de lutter contre le changement climatique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Réseau Express Vélo ;
- D'approuver la programmation de réalisation proposée ;
- D'autoriser la prolongation de l'aide à l'acquisition VAE au 31 décembre 2022 et son ouverture aux professionnels pour les vélos cargo dans les conditions évoquées ci-dessus ;
- D'approuver les différents règlements liés à l'acquisition VAE pour les particuliers et les professionnels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) -  
Convention relative au financement des études et des procédures  
complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières -  
Autorisation de signature**

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse mixte jusqu'à Béziers (voyageurs et fret), et partiellement mixte entre Béziers et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse Espagnol existant.

Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T). Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnau-le-Lez-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- Le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- Le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageuse uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- Les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- Le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport DURON relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la Loi d'Orientations des Mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

Ainsi, sous l'égide de l'Etat, un protocole d'intention de financement a été établi et approuvé par les assemblées de toutes les collectivités partenaires avant d'être signé symboliquement en présence du Premier Ministre le 22 janvier 2022 à Narbonne. Ce protocole étudie deux pistes de financement : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet. Il a établi les clés de répartition entre collectivités locales pour l'hypothèse de financement direct par les cofinanceurs. Ces participations budgétaires pourraient être réduites en fonction des rendements de la société de projet. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole a été établie à hauteur de 8,69 % de la part des collectivités. Il est également convenu de la possibilité d'utiliser les mêmes principes de répartition des financements pour la phase 2.

Le processus d'enquête publique pour la première phase a été mené entre le 14 décembre 2021 et le 27 janvier 2022. Une fois le rapport de la commission d'enquête rendu, il s'agira de saisir le conseil d'Etat pour obtenir une Déclaration d'Utilité Public (DUP).

Par ailleurs, les travaux portant sur la création d'une société de financement ont été menés en parallèle de l'établissement du protocole. L'ordonnance portant création de la société de financement LNMP a été adoptée en Conseil des Ministres le 2 mars 2022 et signée par le président de la République. Le décret d'application sera validé en suivant.

Selon le calendrier de réalisation prévu (échelonnement des dépenses entre 2022 et 2034) et les hypothèses d'inflation retenues à ce stade du projet (1,9%/an), le coût en euros courant de la première phase de la LNMP est estimé à 2 461 M€.

Grace au Grant Agreement 2014-2022 en cours, les fonds européens peuvent rembourser jusqu'à 9M € les études de la LNMP. Les négociations sont en cours pour la prochaine période, permettant ainsi de financer une partie des études, tandis que les acquisitions foncières ne sont pas éligibles. Il faut noter que la signature des conventions par tous les partenaires est indispensable pour obtenir cette subvention européenne.

### **La présente délibération porte sur les conventions Etudes n°6 et Acquisitions foncières n°6.**

Concernant les études, les 3 dernières conventions de financement Etudes signées (convention n°3 de 3.33 M€ financée intégralement par l'Etat, convention n°4 de 3.33 M€ financée intégralement par la Région Occitanie et convention n°5 de 3.33 M€ entre les 10 Collectivités locales partenaires du projet), ont permis de financer les études et procédures préalables à l'enquête d'utilité publique de la phase 1 entre Montpellier et Béziers ainsi que l'enquête d'utilité publique.

La convention Etudes n°6 a ainsi pour objet le financement des études spécifiques et procédures

complémentaires à engager, à la suite de l'enquête d'utilité publique, dans la perspective de l'Avant-Projet Détaillé (APD). Le besoin de financement est évalué à 12 000 000 € courants HT, financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 521 400 € HT courants, soit 4,345% du montant total de la convention.

Concernant les acquisitions foncières, la convention de financement des acquisitions foncières n°6 fait suite à la conclusion de cinq premières conventions de financement et avenants signés (convention n°1 et ses avenants de 3.8 M€, convention n°2 de 20 M€, convention n°3 de 5 M€ entre l'Etat et la Région Occitanie, convention n°4 de 2.5 M€ financée intégralement par l'Etat et convention n°5 de 2.5 M€ financée intégralement par la Région Occitanie). Elle a pour objet de palier aux besoins immédiats et ne représente qu'une « avance » quant au besoin global nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des acquisitions foncières à venir.

La convention de financement acquisitions foncières n°6 de 13 200 000 € HT courants est financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. Par conséquent, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est de 573 540 € HT, soit 4,345% du montant total de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des deux conventions relative aux modalités de participation financière dans le cadre de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) -  
Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Avis de la Métropole sur le dossier de Mise  
En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)**

Par courrier du 28 avril 2022, en application de l'article R153-14 du code de l'urbanisme, l'Etat a saisi Montpellier Méditerranée Métropole pour solliciter son avis sur les dossiers de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU) des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, relatifs à la déclaration d'utilité publique du projet de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) phase 1 Montpellier-Béziers. Pour Fabrègues, le projet LNMP est considéré compatible avec le PLU approuvé récemment.

Les quatre dossiers de MECDU ont été soumis à l'enquête publique au côté du dossier présentant l'intégralité du projet. Pour chaque commune, les dossiers comprennent une présentation du projet, l'analyse de la compatibilité du projet avec les documents en vigueur, les changements qui vont être apportés aux différentes pièces des PLU et les modifications apportées à l'évaluation environnementale.

L'enquête publique s'est tenue du 14 décembre 2021 au 27 janvier 2022, puis, le 2 mai 2022, la Préfecture a publié le rapport de la commission d'enquête exprimant un avis favorable sur la demande de DUP et les MECDU (rapport consultable sur <https://www.ligne-montpellier-perpignan.com/actualites/le-rapport-de-la-commission-denquete>).

En amont de l'enquête publique, pendant l'étape de Consultation Inter-services qui a eu lieu au deuxième semestre de 2021, l'Etat avait saisi la Métropole ainsi que les communes concernées pour obtenir leur avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), notamment au regard de ses incidences environnementales sur le territoire, et la compatibilité des documents d'urbanisme.

Lors du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021, le Métropole a émis un avis favorable sur le projet en sollicitant la prise en considération d'observations techniques mineures sur les dossiers de mise en compatibilité des PLU. La Maitrise d'Ouvrage a ainsi modifié les quatre MECDU pour l'enquête publique en tenant compte des observations et des propositions de modifications formulées par la Métropole.

Au regard des documents transmis par la Préfecture, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le contenu des MECDU.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De donner un avis favorable aux quatre dossiers de Mise en compatibilité des PLU pour les communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Aménagement durable - Tramway, transports, déplacements - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont - Bilan de la Concertation - Arrêt du dossier définitif du projet - Approbation**

Par délibération n°M2021-318 du 28 juillet 2021, le Conseil de Montpellier a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont (CEMG), ainsi que l'engagement et les modalités de la concertation. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a délibéré dans les mêmes termes le 26 juillet 2021.

La concertation s'est déroulée du 30/01/2022 au 02/05/2022, selon les modalités décrites dans les délibérations visées ci-dessus.

#### **1 - Rappel de l'objet et des objectifs du projet soumis à la concertation**

La nouvelle infrastructure envisagée d'un troisième dépôt, situé à l'Est du territoire de la Métropole, et raccordé au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, correspond à la nécessité de soutenir et d'accompagner le développement des mobilités dans la Métropole. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole réalise des investissements majeurs pour développer l'offre de transports : près d'un milliard d'euros de projets et travaux ont été programmés, ce qui représente un effort unique en France. Au travers de ces investissements, qui viennent en accompagnement de la mise en place de la gratuité des transports, Montpellier Méditerranée Métropole veut se donner les moyens d'engager à court terme un véritable choc des mobilités.

Ainsi, par délibération n°M2021-3 du 1er février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la stratégie mobilités à horizon 2025, qui intègre notamment la mise en service de la Ligne 5 de tramway à fin 2025, la poursuite de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France, la réalisation de cinq lignes de BusTram (Bus à Haut Niveau de Service). Par ailleurs, outre le développement des mobilités, la Métropole mobilise également des moyens pour assurer l'entretien du réseau, avec 70 millions d'euros d'investissement pour accroître la sécurité et le confort du réseau existant.

Rendu nécessaire par le développement du réseau, le Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont vient compléter le support technique offert par les 2 centres existants en accueillant 40 tramways et 40 bus.

En effet, le Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et le dépôt de La Jeune Parque sont arrivés à saturation, alors même que le parc va encore connaître une augmentation significative au cours des prochaines années, avec 60 à 77 rames de tramway en cours d'acquisition, une augmentation du parc bus à la suite de la mise en place de la gratuité, et l'acquisition du matériel roulant des BusTram. Les sites du CEMH et de Jeune Parque, situés sur le bassin Ouest du territoire, n'étant pas en capacité d'accueillir cette augmentation du parc tramway et bus, et ne présentant aucune possibilités d'évolution qui permettraient de

le faire, la création d'un nouveau dépôt, est indispensable.

Au Sud du Domaine de Grammont, le secteur encadré par l'autoroute A709 au Sud, par l'avenue de Grammont à l'Ouest, et par l'avenue Albert-Einstein au Nord, localisé sur le territoire de la Commune de Montpellier, répond aux caractéristiques nécessaires à l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance de transports publics urbains, bus et tramways pour les raisons suivantes :

- Une excellente desserte routière (pour la mise en ligne des bus) ;
- Une proximité avec une ligne de tramway (pour la mise en ligne des rames) ;
- Une superficie suffisante pour les besoins de l'infrastructure à court terme et une possibilité d'évolution au-delà.

Raccordé à la Ligne 1 au niveau d'Odysseum, le CEMG permettra une exploitation optimisée des 5 lignes de tramway et 5 lignes de BusTram, grâce à son positionnement stratégique couvrant l'Est du réseau.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Réaliser un nouveau dépôt, capable d'accueillir 39 tramways et 40 bus ;
- Créer un raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le secteur d'Odysseum ;

Ces nouveaux équipements doivent :

- Permettre une gestion flexible et évolutive de l'exploitation et de la maintenance du réseau de transports publics entre les trois sites des Hirondelles, Jeune Parque, et Grammont ;
- Contribuer à renforcer le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements ;
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale sur les secteurs de Grammont et Odysseum.

## **2 - Caractéristiques principales du projet soumis à la concertation**

Le nouveau dépôt est implanté sur le site de Grammont, seul terrain identifié sur le territoire de la Métropole qui réponde aux besoins fonctionnels d'un centre de maintenance. L'analyse des impacts environnementaux du projet démontre un impact limité et la conception du projet s'attachera à s'inscrire dans la démarche « Éviter > Réduire > Compenser » les différents impacts du projet. Elle veillera à s'inscrire également dans les objectifs de la loi Climat.

Trois variantes de tracé étaient soumises à la concertation, pour le raccordement entre le centre de maintenance (CEM) et le réseau existant dans le secteur d'Odysseum (Ligne 1) :

- Par l'avenue Georges-Méliès : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par la rue Georges-Méliès et la place de Lisbonne, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;
- Par le boulevard Télémaque : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par le boulevard Télémaque, et se raccorde à la Ligne 1 ;
- Par l'avenue Pierre-Mendès-France : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, emprunte l'avenue Pierre-Mendès-France, descend à la place de Lisbonne en passant entre le site de la Région Occitanie et le site de FDI Habitat, puis par la rue Georges-Méliès, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé

## **3 -Rappel des modalités de la concertation :**

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 28/07/2021 :

- Affichage de la délibération du 28/07/2021 définissant le programme, l'enveloppe et les modalités de la concertation, au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- Publication d'article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération ;
- Exposition publique avec ouverture d'un registre pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions ;
- Dématérialisation de cette exposition publique avec ouverture d'un registre par voie électronique ;
- Organisation d'une réunion publique, annoncée(s) par voie de presse ;

- Organisation d'une réunion de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture ;
- Organisation d'une réunion avec les acteurs du centre commercial Odysseum.

La phase de concertation a duré trois mois (du 30 janvier au 2 mai 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichage d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur les lieux concernés.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, aux avis émis par les personnes publiques consultées et de formuler des observations et des propositions. Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

#### **4 – Bilan de la concertation**

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé afin d'être présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

##### **a) Une participation bien ciblée**

- Les acteurs ayant été les plus mobilisés sont les riverains directs du projet, tant les particuliers que les représentants du centre commercial Odysseum, dont le fonctionnement est directement impacté par 2 des 3 variantes de tracé ;
- Le grand public s'est moins mobilisé (une vingtaine de participants à la réunion publique, et 34 contributions écrites), ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs :
  - La réalisation du projet impacte peu de riverains, dont il est notable qu'ils se sont pratiquement tous manifestés ;
  - En l'absence de desserte commerciale, peu d'usagers se sont sentis concernés ; même s'il convient de souligner une proportion importante de contributions regrettant l'absence d'une station à Grammont.

La qualité de la participation à cette concertation donne donc de bonnes garanties sur l'information et l'expression des personnes directement concernées par le projet. Ces dernières ont pu exprimer leurs avis et observations, même si le « volume » de contributions pourrait être estimé faible.

##### **b) Synthèse des observations et avis exprimés**

On dénombre, hors double comptes (participant s'étant exprimé via plusieurs canaux) :

- 31 contributions portées aux registres ;
- 3 courriers adressés au maître d'ouvrage (Chambre des métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et de l'Industrie, et un riverain) ;
- 7 avis exprimés lors de la réunion publique du 17/03 ;
- 1 avis exprimé par la Chambre d'Agriculture lors de la réunion du 16/02/2022.

Ces contributions (quel qu'en soit le support) se classent selon 4 grands thèmes, certaines abordant plusieurs thèmes :

##### **- Choix du tracé de la variante de raccordement du CEMG**

La moitié des contributions (25/72) exprime un avis sur les variantes de tracé proposées.

Les avis explicitement exprimés se répartissent comme suit :

- Variante Télémaque : **1** pour **8** contre
- Variante Méliès : **4** pour **8** contre
- Variante Mendès-France : **27** pour **7** contre
- Autre proposition : **12**
- Ne se prononcent pas : **25**

Il ressort une préférence notable pour la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France. Cette préférence est globalement motivée par :

- Des impacts moindres sur les propriétés jouxtant le projet ;
- La limitation des impacts sur la circulation : les flux circulatoires dans le centre commercial Odysseum ne sont pas impactés, et l'insertion de la plateforme en terre-plein central est identifiée comme limitant les incidences sur le trafic très important de l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Le fait qu'il s'agit du tracé le plus direct pour rejoindre le réseau tramway existant.

Les observations du public concernent très majoritairement son incidence sur les conditions de circulation et sur les impacts sur les propriétés qui jouxtent le projet. 8 des avis exprimés abordent les incidences environnementales du projet : principalement les nuisances sonores, les impacts sur les aménagements paysagers (avec des contributions soulignant les problèmes liés aux pins, et une remarque sur la ressource en eau) ;

- **La question des stations** : on dénombre 13 avis regrettant que le projet ne comporte pas de station pour desservir le secteur de Grammont ;
- **Organisation des mobilités et du réseau TaM** : une quinzaine de contributions expriment des observations à ce sujet ;
- **Préoccupations propres aux riverains directs du tracé** : 7 riverains directement impactés par le projet se sont exprimés pour faire valoir leurs intérêts ou interroger sur les modalités de prise en compte des impacts du projet sur leurs propriétés.

#### c) Bilan et enseignements de la concertation

En synthèse des avis exprimés :

- Parmi les trois variantes de tracé soumises à la concertation, la variante empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France emporte le plus l'adhésion. Il s'agit de la variante qui génère le moins d'impacts sur la circulation et les propriétés qui jouxtent le projet ;
- Un regret est exprimé quant à l'absence de desserte commerciale de Grammont, et plus largement du quartier du Millénaire ;
- Les riverains directs du projet se sont manifestés pour que leur situation personnelle soit prise en compte dès l'amont, sans émettre d'opposition au projet en lui-même.

**Les études du projet se poursuivront donc sur le site du CEMG et sur sa voie technique de raccordement passant sur l'avenue Pierre-Mendès-France.**

La Métropole réaffirme par ailleurs sa démarche d'inscrire à long terme ce projet dans une politique globale de développement des mobilités, qui se poursuivra avec des projets de développement du secteur de Grammont et de sa desserte en transports publics, comme de celle du Millénaire et du quartier de la Lironde. Plusieurs mesures seront mises à l'étude dans un second temps, comme la réalisation d'un parc-relais dans ce secteur, et la création d'une ligne commerciale, avec une ou plusieurs stations dans le secteur de Grammont. En ce sens, le choix de la variante de tracé par l'avenue Pierre-Mendès-France est celui qui préserve le mieux cette vision pour l'avenir. C'est pourquoi à court terme, le maître d'ouvrage veillera à ce que le projet conserve le maximum de capacités dans le temps pour permettre de poursuivre le développement du secteur de Grammont.

La variante retenue ayant des impacts fort sur le caractère paysager de l'entrée de Ville, la Métropole s'engage à porter une attention toute particulière au projet de requalification paysagère qui accompagnera l'implantation de la plateforme du tramway sur le terre-plein central de l'avenue Mendès-France. Dans la même volonté de minimiser les impacts du projet, la Métropole prendra attache auprès des riverains directs du projet, pour engager avec eux un dialogue visant à ce que leurs intérêts soient préservés au maximum.

La concertation aura permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, incluant notamment les différentes options de tracé des voies de raccordement pendant une durée de trois mois. Elle leur aura aussi permis de formuler des avis et des observations sur le projet.

## **5 – Dossier définitif du projet**

La définition du projet nécessite la poursuite des études, en tenant compte :

- Du choix opéré à l'issue de la concertation : localisation du Centre de Maintenance sur le site de

Grammont, et raccordement au réseau existant par une voie technique empruntant l'avenue Pierre-Mendes-France ;

- Des orientations dégagées par le bilan de la concertation.

Les études techniques et environnementales vont donc se poursuivre conformément au Bilan de la concertation. L'arrêt définitif du projet interviendra à l'issue de ces études, tout comme l'approbation des dossiers préalables à l'enquête publique unique à intervenir au titre des différentes législations applicables (autorisation environnementale, déclaration d'utilité publique, etc.).

Le dossier de concertation, le bilan de la concertation et la présente délibération seront tenus à la disposition du public pour information.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation d'un nouveau centre d'exploitation et de maintenance tramways et bus de la Métropole ;
- D'arrêter la localisation du futur dépôt sur le site proposé au sud du domaine de Grammont à Montpellier et son raccordement au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, par la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- D'autoriser la poursuite des études sur la base du projet retenu, ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- D'approuver les mesures portées en conclusion du bilan de la concertation pour tenir compte des avis exprimés, et plus particulièrement la nécessité d'une requalification paysagère accompagnant l'implantation des ouvrages sur l'avenue Pierre-Mendès-France, la limitation des impacts sur les propriétaires riveraines et l'inscription à long terme du projet dans une politique globale de développement des mobilités dans les secteurs urbains les plus proches ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet de la Métropole et de la Ville de Montpellier, et par intégration au dossier à venir d'enquête publique unique relative au projet ;
- De dire que les crédits nécessaires aux opérations de concertation sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Sur le territoire métropolitain, les niveaux de concentration en polluants atmosphériques dépassent de manière ponctuelle les seuils réglementaires, aujourd'hui en vigueur, mais sont, sur la quasi-totalité du territoire supérieurs aux nouvelles recommandations OMS établies à l'automne 2021. L'amélioration de la qualité de l'air est donc un axe majeur de la politique métropolitaine formalisée via son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) agissant entre autres sur les secteurs des mobilités, du résidentiel et de l'agriculture. La gratuité progressive des transports en commun, la mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m), la rénovation énergétique du patrimoine résidentiel ou encore l'aménagement des quartiers apaisés et d'incitation à une mobilité plus vertueuse en sont des actions phares.

Aujourd'hui, ATMO Occitanie se voit confier par l'État, comme chaque Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), via l'arrêté du 16 avril 2021 entre autres les missions suivantes :

- La surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air ambiant ;
- La prévision de la qualité de l'air ;
- Une information quotidienne aux préfets sur la qualité de l'air, observée et prévisible en cas d'épisode de pollution atmosphérique ou une alerte en cas d'identification d'un épisode de pollution atmosphérique pouvant être consécutif à un incident ou un accident technologique ;
- Une information quotidienne grand public sur la qualité de l'air et sur les recommandations préfectorales en cas d'épisode de pollution ;
- La réalisation d'un inventaire régional spatialisé des émissions primaires des polluants atmosphériques et de leurs précurseurs ;
- L'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air des réductions d'émissions de polluants atmosphériques générées par les plans de protection de l'atmosphère lors de leur élaboration, évaluation ou révision ;
- La mise à disposition de toutes les données pour son territoire de compétence via un Open data.

En concertation avec ses membres adhérents, ATMO Occitanie a élaboré en 2017 un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui définit son projet stratégique. Il se décline en 18 objectifs stratégiques et 5 axes principaux :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne ;
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Énergie Santé ;
- Axe 3 : Évaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air ;
- Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations ;



- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter.

La gouvernance d'ATMO Occitanie est composée de 4 collèges qui sont l'État, les collectivités locales (et leurs regroupements), les industriels et les associations (et personnalités qualifiées santé/environnement). Ces collèges ont vocation à orienter son activité, recenser les besoins de surveillance et convenir ensemble, des moyens donnés pour les satisfaire.

C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite, en partenariat avec ATMO Occitanie, évaluer au mieux le lien entre les politiques publiques mises en œuvre et l'évolution de la qualité de l'air locale. Ce partenariat prendra la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2022-2025 qui remplacera la convention actuellement en vigueur (2020-2022), cette dernière n'étant pas assez dimensionnée au regard de l'éventail des projets à suivre. Son objet est d'assurer le fonctionnement du réseau de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole et de développer le partenariat sur des actions communes. Le programme d'actions proposé par l'association relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

La nouvelle convention a pour objectif :

1. De définir les conditions de renouvellement de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole, au regard de ses compétences, à contribuer au financement du dispositif régional intégré de prévision, suivi, évaluation et scénarisation de la qualité de l'air :
  - i. D'une information quotidienne sur la prévision de la qualité de l'air ;
  - ii. D'une information en cas d'épisodes de pollution départemental ;
  - iii. D'indicateurs d'évolution des émissions de polluants atmosphériques ;
  - iv. D'un bilan annuel de la qualité de l'air et de données cartographiques vectorisées au regard des seuils européen et OMS (2021) ;
2. De définir les conditions de production et interventions d'ATMO Occitanie dans le cadre des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'engagement financier porte d'une part, sur la cotisation annuelle calculée en fonction de la taille démographique de celle-ci. Montpellier Méditerranée Métropole verse dans le cadre de son adhésion, 1 500 € par an à ATMO Occitanie. D'autre part, sur une subvention annuelle qui inclut la participation au dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air et la réalisation d'actions co-construites en lien avec les politiques locales. Le versement de la subvention annuelle de 105 000 € se fera après publication du rapport d'activité annuel d'ATMO Occitanie (cette subvention sera réévaluée annuellement sur la base d'indices détaillés dans la convention).

Des revues de projets et un comité de pilotage annuels permettront de faire le point sur les projets réalisés au cours de l'année et de préparer l'année à venir. En cas de modifications substantielles de la convention un avenant pourra être pris pour y intégrer les nouveaux projets.

La signature de cette nouvelle convention permettra notamment dès juillet 2022 de démarrer les partenariats suivants :

- ZFE-m : suivi de l'impact de la mise en œuvre de la ZFE-m sur la qualité de l'air ;
- PCAET : estimation de l'impact du plan d'actions sur l'évolution des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre par secteur à horizon 2026 (ZFE-m comprise) au regard des objectifs de réduction d'émission fixés par l'État.

Pour les années 2023, 2024 et 2025 de nouveaux sujets pourront être étudiés et explorés :

- Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Suivi et évaluation des actions dans lesquelles la collectivité sera impliquée ;
- Grands projets de transport en commun : estimation de l'impact sur la qualité de l'air de la mise en service de projets structurants de transports en commun (BusTram, ligne 5, extension ligne 1, ...) ;
- Émission polluants atmosphériques/GES du réseau de transport en commun : indicateurs d'émissions du réseau TaM ;
- PLUi : implication d'ATMO Occitanie dans la conception et le suivi de l'impact du document sur la qualité de l'air ;
- Pesticides et perturbateurs endocriniens : mise en place d'un suivi de leur présence dans l'air ambiant et lien avec les différents milieux (sols et eaux) ;

- Végétal et qualité de l'air : étudier l'intérêt de création de barrière végétale et/ou évaluation de l'impact sur la qualité de l'air d'une forêt urbaine/parc.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie ;
- D'approuver les modalités de participation financière au budget de fonctionnement versées annuellement par Montpellier Méditerranée Métropole à ATMO Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge du contrôle de ces concessions. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, comme sur 95% du territoire national métropolitain, ces deux missions sont obligatoirement confiées à Enedis pour la première et EDF pour la seconde, qui disposent d'un monopole (droit exclusif) et qui exercent leur mission de service public dans le cadre d'un contrat de concession, conformément à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Il existe actuellement neuf contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus par le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols. Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent de septembre 2022 à février 2028.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF,

devenue Enedis en 2016. La société EDF reste le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Compte tenu de l'échéance du contrat sur la ville de Montpellier, la Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En effet, le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

Enedis, EDF et la Métropole ont convenus que le nouveau contrat de concession s'appliquera pour les 7 communes dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

### **1. Mission développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité – Enedis**

La préservation des intérêts de la Collectivité et du territoire a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien notamment avec le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire de la Métropole :

- Amélioration de la qualité de distribution et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique ;
- Diminution de la vulnérabilité aux aléas climatiques ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements d'Enedis dits délibérés, c'est-à-dire dédiés à l'amélioration de la qualité de service et du patrimoine concédé. En contrepartie, Enedis ne constituera plus de provisions pour renouvellement d'ouvrages, ce qui impacte le droit du concédant. Il est toutefois rappelé que le montant du stock des provisions pour renouvellements constitué dans le cadre des sept contrats en cours, ne saurait être repris, en tout ou partie, au résultat de l'entreprise du concessionnaire et ne pourra être affecté autrement que sur le renouvellement des ouvrages de la concession.

Ainsi, le Schéma Directeur des Investissements (SDI) fixe les ambitions à l'échéance du contrat avec des jalons intermédiaires. Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat, tels que :

- La réduction du temps moyen de coupure qui devra être inférieur à 25,7 minutes (critère B), soit un gain de 3,5 minutes en fin de contrat ;
- Un nombre d'incidents sur le réseau haute tension inférieur à 3,5 / 100 km, contre 4,5 actuellement.

Le SDI comprend également des objectifs de moyens avec des valeurs repères notamment pour la résorption des réseaux incidentogènes.

Sur la durée de 25 ans, Enedis estime les investissements pour la qualité de distribution à environ 90 Millions d'euros dont 55 Millions d'euros dédiés à la mise en œuvre du SDI. Pour être sur la trajectoire de ces valeurs repères, l'engagement financier d'Enedis pour le premier programme pluriannuel d'investissement (PPI), sur la période 2022-2026, est de 9,5 Millions d'euros. Cela correspond aux investissements délibérés hors investissements liés aux aléas climatiques. Enedis indique qu'il investira sur cette même période un complément d'investissement pour la performance et modernisation du réseau estimé, *a minima*, à 2M€, non soumis au mécanisme de séquestre, et sous réserve de l'obtention des autorisations de voiries. Le deuxième PPI conduira, *a minima*, le renouvellement des réseaux souterrains et du réseau aérien basse tension fil nu du premier PPI, soit un engagement financier à hauteur de 66% du premier PPI. Il est à noter qu'Enedis ne s'engage pas sur le montant des investissements pour les trois

derniers PPI prévus au contrat.

Le contrat prévoit également, des dispositions liées à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, conformément à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, dans le cadre d'une convention d'aménagement esthétique des réseaux d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'autorité concédante sera maître d'ouvrage pour l'intégration esthétique des réseaux et bénéficiera d'un cofinancement avantageux de la part d'Enedis à hauteur de 50% contre 40% prévu au modèle national. L'engagement financier du gestionnaire du réseau de distribution est d'1,2 million d'euros pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'accent a été mis également sur l'amélioration de la coordination des travaux et de la qualité des chantiers sur l'espace public.

Par ailleurs, en contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice des missions de service public faisant l'objet de la présente concession, Enedis versera à la Métropole plusieurs redevances, dont les montants n'ont pas fait, localement, l'objet de négociation, les montants annuels suivants (valeur 2022) sont issus de formules inscrites au contrat national :

- Une redevance de fonctionnement, afin de permettre la réalisation des missions de contrôle, de 240 000 € ;
- Une redevance d'investissement, dont le montant sera calculé en fonction de l'investissement consenti par la Métropole, estimation entre 76 000 et 160 000 € ;
- Une redevance d'occupation du domaine public de 289 000 €.

Si le contrat présente plusieurs avancées par rapport aux contrats précédents, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole. Ceux-ci ont été au cœur des négociations avec notamment l'ajout au diagnostic contractuel partagé d'un état des lieux financier et patrimonial. Ce document permet de réaliser une photographie, d'explicitier les mécanismes financiers au moment où ceux-ci évoluent notamment dans le cadre du nouveau contrat. A la suite du travail d'analyse approfondi et conjoint, Enedis a souhaité qu'une version allégée soit adossée au contrat. Afin de conserver la traçabilité globale et pour une meilleure compréhension, il est joint à cette délibération un second état des lieux financier et patrimonial comprenant, en supplément, des précisions apportées par la Métropole et Enedis.

De plus, il a été convenu de pouvoir tirer toutes conséquences en cas de décision de justice ou d'évolution dans l'interprétation des obligations du concessionnaire concernant la constitution des passifs comptables « maintenus » avec le nouveau contrat. Ainsi, l'entrée en vigueur du nouveau contrat ne saurait valoir ni renonciation de la Métropole à réexaminer la constitution des droits du concédant au titre des sept contrats en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, ni approbation signifiée au concessionnaire de pouvoir reprendre au résultat de l'entreprise une part des provisions pour renouvellement non affectées et constituées au titre de ces mêmes contrats.

Un autre point délicat concerne les conditions de renouvellement ou expiration de la concession. Le contrat prévoit une indemnité à verser par l'autorité concédante à son concessionnaire, or un contentieux contestant le mode de calcul de cette indemnité est en cours de jugement. La Métropole sera vigilante à faire évoluer le contrat sur ce point pour transcrire une évolution de la jurisprudence non intégrée à ce jour dans le modèle national.

Enfin en complément de ce contrat de concession, la conclusion d'un accord cadre de partenariat de cinq ans, reconductible deux fois cinq ans, est proposée entre la Métropole et Enedis. Cet accord-cadre prévoit une contribution financière cumulée de 3 M€ (200 k€/an) à verser par Enedis à la Métropole ou ses partenaires tels que l'Agence Locale de l'Energie et du Climat afin de cofinancer des actions. Cet accord-cadre de Transition écologique et solidaire porte sur les axes de travaux suivants :

- Un territoire engagé dans la transition climatique ;
- Un territoire de l'innovation ;
- Un territoire attractif et solidaire.

## 2. Mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente - EDF

S'agissant de la mission confiée à EDF, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit que la commission de conciliation, en cas de contestation, soit composée de la FNCCR, Enedis et EDF. France urbaine n'ayant pas été intégrée à la commission de conciliation pour défendre les intérêts des autorités concédantes urbaines, l'ensemble des points de vigilance listés par la Métropole seront portés à son attention. France Urbaine les relayera dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre du modèle de contrat de concession 2017 avec la FNCCR, Enedis et EDF. L'objectif de la Métropole est de pouvoir intégrer les évolutions obtenues au niveau national dans le contrat local.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national issu de l'accord-cadre du 21 décembre 2017 cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance de concession, ainsi que les adaptations locales dont les modalités d'application de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'accompagnement de la transition écologique et solidaire par les concessionnaires, la comptabilisation des passifs, la mise à disposition des données, la qualité de service et coordination des travaux, le respect des principes de la République ;
- Annexe 2 du cahier des charges de concession qui traite du schéma directeur des investissements et programmes pluriannuels d'investissement exposant les principes généraux de la démarche tel que conçus par le modèle national ;
- Annexe 2A à l'annexe 2 du cahier des charges qui comprend un diagnostic partagé sur les volets techniques, de la qualité de service et des éléments financiers et patrimoniaux du réseau de distribution complété par un état des lieux des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Annexe 2B à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le schéma directeur des investissements sur la durée contractuelle fixant les ambitions d'amélioration de la qualité de l'électricité auprès des usagers, de renouvellement et de fiabilisation des ouvrages de distribution publique et des valeurs repère et jalons intermédiaires définis afin de répondre à ces ambitions ;
- Annexe 2C à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le premier programme pluriannuel d'investissement d'une durée de cinq ans ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation de celui-ci et des suivants ;
- Annexe 2D à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit les dispositions locales pour l'élaboration et le suivi du dispositif de gouvernance de la programmation des investissements ;
- Annexe 3 au contrat de concession relative à la contribution des tiers aux frais de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du gestionnaire de réseau de distribution ;
- Annexe 4 au contrat de concession relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité conformément à l'article L.337-4 du code de l'énergie ;
- Annexe 5 au contrat de concession relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité
- Annexe 6 au contrat de concession relative au catalogues des prestations et des services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexe 7 au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients résidentiels ;
- Annexe 7bis au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients non résidentiels ;
- Annexe 8 au contrat de concession relative aux conditions d'accès au réseau public de distribution haute tension ou basse tension pour les clients alimentés en électricité ;

- Annexe 9 au contrat de concession relative à la convention pour la cartographie moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- Annexe 10 au contrat de concession relative au cahier des charges patrimonial pour les réseaux électriques en espaces protégés ;
- Convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis pour l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession d'une durée de cinq ans renouvelable une fois.
- Accord-Cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis d'une durée de cinq ans renouvelable deux fois cinq ans ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 10, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat de transition énergétique et solidaire avec Enedis ;
- D'acter les termes de l'état des lieux financier et patrimonial complété et non annexé au contrat ;
- D'approuver les termes de la convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis ;
- D'approuver les termes de l'accord-cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits nationalement sur le modèle de contrat de concession ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation**

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés se sont unies pour porter ensemble une candidature de « *Capitale Européenne de la Culture* » utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglomération Méditerranée lancent un appel à projets. Il permettra d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et pourra mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux.

Il s'agit d'encourager les initiatives s'inscrivant dans l'ambition de la candidature autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture. L'appel à projet fera l'objet de deux campagnes conjointes menée par Montpellier Méditerranée Métropole (pour un montant de 500 000 €) et par la Ville et l'Agglomération de Sète (pour des montants respectifs de 130 000 et 70 000 €)

Cet appel à projets a vocation à soutenir les projets répondant aux objectifs de « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » :

- Partager et construire collectivement le récit de la candidature « *Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028* » ;
- Faire émerger des projets partenariaux entre les territoires, que ce soit à l'échelle du bassin de vie, de la candidature ou encore au niveau européen ;
- Mettre en œuvre des projets communs entre différents acteurs du territoire (culturels, éducatifs, sociaux) ;
- Faire émerger des projets artistiques et culturels favorisant un ou plusieurs axes forts de la candidature : la dimension européenne, la jeunesse, la participation citoyenne sous toutes ses formes, la transformation de la cité, l'intervention dans l'espace public la diversité artistique et culturelle ;
- Favoriser la participation des habitants dans le cadre de la candidature par des propositions gratuites et accessibles à toutes et tous



Les projets pourront revêtir des formes originales et innovantes, et devront se dérouler sur le territoire du bassin de vie Montpellier-Sète entre le 15 août 2022 et le 31 décembre 2022, et être de préférence gratuits et accessibles à toutes et tous.

Ils seront pré-sélectionnés selon leur adéquation avec les axes forts de la candidature Montpellier 2028 : leur capacité à mobiliser et fédérer la population autour des arts et de la culture, leur ancrage territorial et leur lien avec les acteurs du territoire, leur qualité artistique et leur originalité, leur capacité à mobiliser des publics, et leur ancrage dans l'espace public, les conditions de production du projet ainsi que la pertinence du budget et des partenariats financiers.

L'aide prendra la forme d'une subvention au projet dans la limite d'un montant plafond de 50 000 €.

Les projets retenus seront valorisés dans le cadre de la communication de la candidature « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » (site internet, programmes, agenda, mailings, réseaux sociaux...), de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée.

Au total, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole porte sur un montant prévisionnel de 500 000 €.

Les subventions seront attribuées par l'autorité compétente de l'une et/ou l'autre des deux collectivités. Leur versement est soumis à signature d'une convention

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le lancement d'un appel à projets « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation**

La rue de Las Sorbes est un axe de liaison inter-quartiers majeur de Montpellier, long de 1,6 km, permettant de relier des axes principaux entre l'avenue de la Liberté et l'avenue du Père Soulas. Cette rue comporte un trafic journalier dense où les vitesses constatées ne sont pas en adéquation avec la réglementation.

Cet axe inter-quartiers est répertorié en tant qu'axe de liaison cyclable au schéma directeur des mobilités actives et connecte les pistes cyclables de la ligne 3 du Tramway avec celles prévues sur les deux lignes 3 et 5 du BusTram qui vont se substituer ponctuellement aux lignes de bus 6 et 10. Cette rue n'est pas aménagée en infrastructure pour la circulation des modes doux alors qu'elle doit d'ores et déjà participer au maillage cyclable existant et à son accroissement prévu à court terme.

L'emplacement réservé (ER) C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) grève les parcelles, dont les emprises permettent d'envisager les travaux d'élargissement de la voirie entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame de l'Espérance. La largeur de voie existante sur ce tronçon ne permet pas d'envisager un aménagement cyclable serein et sécurisé, dans la continuité du linéaire envisagé suivant entre la rue de Notre-Dame de l'Espérance et l'avenue du Père Soulas.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en conséquence mettre en œuvre les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre de l'emplacement réservé C23 sur les parcelles KS 1 et KS 2, situées rue de Las Sorbes, sur le tronçon compris entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance pour réaliser les travaux de voirie qui permettront de favoriser et développer les déplacements doux (piétons et vélos) et réduire la vitesse de circulation et l'usage de la voiture sur cet axe.

Dans cet objectif, il est proposé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de l'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les emprises non maîtrisées pour le réaménagement de la rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance, sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R.112-1 à R.112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R.131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
  - L'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du dossier joint, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
  - La désignation d'un commissaire-enquêteur ;
  - La déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
  - La délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Attractivité - Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature**

Montpellier est au cœur de la relation d'avenir entre la France et l'Afrique. L'accueil du Sommet Afrique France, le 8 octobre 2021, s'affirme comme le point de départ de nouvelles relations fondées sur le renforcement des coopérations économiques, sur la recherche et l'enseignement, sur le soutien aux industries culturelles et créatives ou encore sur le développement du sport. Autant de domaines dans lesquels excellent le territoire de Montpellier, ses acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

La densité des partenariats et des échanges avec le bassin méditerranéen, et plus globalement l'ensemble de l'Afrique, est très ancienne. Aujourd'hui, cela s'illustre par la présence à Montpellier, aux côtés de l'université, d'institutions françaises et internationales de recherche et d'enseignement particulièrement orientées sur des partenariats avec le sud de la Méditerranée (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam)...). Si les liens sont forts et anciens, ils se traduisent aujourd'hui par de nombreuses collaborations en matière de recherche, d'innovation et de formation et une grande diversité dans les activités académiques mises en œuvre pour relever les défis liés à l'environnement, l'alimentation et la santé.

Présent à Montpellier dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique France, le docteur Denis MUKWEGE s'est vu remettre le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université de Montpellier. Surnommé « *l'homme qui répare les femmes* », il a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en République Démocratique du Congo, dont le prix Sakharov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018. Il a fondé l'hôpital de Panzi, en 1999, en tant que clinique de soins gynécologiques et obstétriques, et s'attendait à travailler sur les questions de santé maternelle. Depuis l'ouverture de cet hôpital, le Dr MUKWEGE et son équipe ont aidé à soigner plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles. L'hôpital ne se contente pas de traiter les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également des services juridiques et psychosociaux. Même les patients qui n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux après un viol sont traités gratuitement à l'hôpital Panzi. Le Dr MUKWEGE n'a

pas peur de s'efforcer de renforcer la protection des femmes et de plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice.

Considérant ce contexte et ces premiers échanges, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général Panzi, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes souhaitent établir une convention cadre de coopération internationale pour la mise en place d'actions communes afin d'améliorer l'accès aux services essentiels des patients de l'Hôpital Général Panzi ; l'amélioration des conditions de vie des populations du village d'insertion des femmes d'une part, et renforcer les liens et les échanges entre les populations, et favoriser une meilleure connaissance de l'action de cet homme et cette structure hors du commun, d'autre part.

La présente convention sera signée pour une durée de 5 ans. Elle s'inscrira dans la cadre des relations ancestrales entre l'Afrique et Montpellier, dans un contexte où Montpellier est considéré comme un des berceaux mondiaux de la Médecine. Elle aura pour objectif de déterminer les conditions générales de la coopération entre les parties ainsi que d'en définir les objectifs et les principes d'application et de développement.

Montpellier Méditerranée Métropole réalisera des actions dans le cadre de la loi OUDIN-SANTINI en favorisant l'accès des populations de la République Démocratique du Congo à l'eau potable et aux services d'assainissement. De nouvelles actions pourront également être envisagées dans le domaine de l'agroécologie et du changement climatique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De soutenir les actions du docteur Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix ;
- D'autoriser la signature de la convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget principal - Approbation

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Le résultat de clôture 2020, présenté ci-dessous, intègre les résultats du budget annexe transport et du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or conformément à la délibération M2021-369 du 28 juillet 2021.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	43 241 349,15	
931	Sécurité	18 566 383,16	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	96 995 226,32	
934	Santé et action sociale	878 540,77	
935	Aménagement des territoires et habitat	30 166 439,67	
936	Action économique	13 904 040,88	
937	Environnement	117 768 907,63	
938	Transports	104 663 550,90	
940	Impositions directes	24 824 298,08	
941	Autres impôts et taxes	453,81	
942	Dotations et participations	17 178,34	
943	Opérations financières	16 327 873,80	
946	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>505 728 452,01</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>505 728 452,01</b>	

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>		
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	41 447 541,05	
930	Services généraux	16 838 073,62	
931	Sécurité	356 927,64	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	8 023 051,31	
934	Santé et action sociale		
935	Aménagement des territoires et habitat	10 473 901,95	
936	Action économique	4 684 687,10	
937	Environnement	98 695 269,51	
938	Transports	112 385 072,31	
940	Impositions directes	223 176 217,12	
941	Autres impôts et taxes	80 307 226,19	
942	Dotations et participations	47 960 607,02	
943	Opérations financières	42 597,15	
946	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>678 517 806,39</b>	
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>678 517 806,39</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	23 966 809,29	
900	Services généraux	19 367 489,03	3 693 110,54
901	Sécurité	923 497,56	456 930,56
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	29 430 567,40	8 517 383,17
905	Aménagement des territoires et habitat	60 550 365,84	13 331 546,95
906	Action économique	15 251 857,96	5 609 583,12
907	Environnement	17 140 913,56	8 299 999,45
908	Transports	89 855 729,78	46 060 078,37
921	Taxes non-affectées	2 936 172,90	348 850,15
922	Dotations et participations	167 545,77	
923	Dettes et autres opérations financières	107 976 289,73	
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	
926	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>499 494 894,99</b>	<b>86 317 482,31</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>585 812 377,30</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>		
900	Services généraux	129 368,88	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	935 267,50	66 670,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 599 797,41	1 996 294,45
906	Action économique	342 576,95	
907	Environnement	1 240 913,03	4 047 318,89
908	Transports	9 228 552,53	1 809 789,04
921	Taxes non affectées	8 682 356,17	
922	Dotations et participations	102 264 626,60	
923	Dettes et autres opérations financières	107 768 673,40	50 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	

926	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>380 367 363,72</b>	<b>57 920 072,38</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>438 287 436,10</b>	

**Le résultat brut global 2021 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 53 661 823.11 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 25 264 413.18 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020*	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 23 966 809,29		- 95 160 721,98	- 119 127 531,27	- 28 397 409,93	- 147 524 941,20
Fonctionnement	98 796 632,73	57 349 091,68	131 341 813,33	172 789 354,38	-	172 789 354,38
<b>TOTAL</b>	<b>74 829 823,44</b>	<b>57 349 091,68</b>	<b>36 181 091,35</b>	<b>53 661 823,11</b>	<b>- 28 397 409,93</b>	<b>25 264 413,18</b>

\*Résultats budget principal + budget annexe transports + intégration des résultats du SIATEO

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles ainsi que l'annexe détaillée relatives à la taxe de séjour et à la taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement - Approbation**

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	2 888 509,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 917 556,49
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	9 208 773,92
65	Autres charges de gestion courante	150 931,31
66	Charges financières	2 202 764,06
67	Charges exceptionnelles	396 894,23
68	Dotations aux provisions	1 422 292,22
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>19 187 721,24</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	1 953 230,43
013	Atténuation de charges	9 463,47
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	2 836 664,35
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	28 390 681,39
74	Subventions d'exploitation	2 273 235,54

75	Autres produits de gestion courante	678 683,95
77	Produits exceptionnels	4 076,34
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>36 146 035,47</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	9 362 027,92	
16	Emprunts et dettes assimilées	4 065 945,83	
20	Immobilisations incorporelles	102 621,64	186 910,69
21	Immobilisations corporelles	22 722,08	32 227,95
23	Immobilisations en cours	15 983 256,57	9 419 686,75
040	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	2 836 664,35	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	442 817,10	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>32 816 055,49</b>	<b>9 638 825,39</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>42 454 880,88</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>		
10	Dotations, fonds divers et réserves	14 082 034,42	
13	Subventions d'investissement	1 598 012,12	150 740,00
16	Emprunts et dettes assimilées		3 000 000,00
23	Immobilisations en cours	8 239,16	122 404,27
040	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	9 208 773,92	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	442 817,10	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>25 339 876,72</b>	<b>3 273 144,27</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>28 613 020,99</b>	

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 9 482 135.46 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 116 454.34 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 9 362 027,92		1 885 849,15	- 7 476 178,77	- 7 365 681,12	- 14 841 859,89
Fonctionnement	16 035 264,85	14 082 034,42	15 005 083,80	16 958 314,23	-	16 958 314,23
<b>TOTAL</b>	<b>6 673 236,93</b>	<b>14 082 034,42</b>	<b>16 890 932,95</b>	<b>9 482 135,46</b>	<b>- 6 365 681,12</b>	<b>3 116 454,34</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe assainissement ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable - Approbation

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	603 468,78
012	Charges de personnel et frais assimilés	106 262,00
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	6 537,93
65	Autres charges de gestion courante	57 886,52
67	Charges exceptionnelles	341 255,82
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>1 115 411,05</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	4 793 166,03
013	Atténuation de charges	83 979,46
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	5 260,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	26 755,82
74	Subventions d'exploitation	24 337,00
75	Autres produits de gestion courante	1 086 116,40
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>6 019 614,71</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
20	Immobilisations incorporelles	17 369,87
21	Immobilisations corporelles	13 564,00
23	Immobilisations en cours	57 211,74
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 260,00
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>93 405,61</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 537,93
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>6 537,93</b>

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 406 167.32 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 406 167.32 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	588 831,34		- 86 867,68	501 963,66	-	501 963,66
Fonctionnement	4 793 166,03		111 037,63	4 904 203,66	-	4 904 203,66
<b>TOTAL</b>	<b>5 381 997,37</b>	<b>-</b>	<b>24 169,95</b>	<b>5 406 167,32</b>	<b>-</b>	<b>5 406 167,32</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe parking - Approbation**

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

<b>SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice</b>
011	Charges à caractère général	432 122,34
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	7 636,85
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>439 759,19</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice</b>
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	2 870 587,22
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	837 177,13
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>3 707 764,35</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice</b>
21	Immobilisations corporelles	1 937,60
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>1 937,60</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
001	Résultat d'investissement reporté	3 779,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	28 397,10
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 636,85
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>39 813,05</b>

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 305 880.61 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 305 880.61 euros.

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	3 779,10		34 096,35	37 875,45		37 875,45
Fonctionnement	2 898 984,32	28 397,10	397 417,94	3 268 005,16		3 268 005,16
<b>TOTAL</b>	<b>2 902 763,42</b>	<b>28 397,10</b>	<b>431 514,29</b>	<b>3 305 880,61</b>		<b>3 305 880,61</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe parking ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe parking ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe service public de l'assainissement non collectif - Approbation**

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	49 801,45
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	861,62
68	Dotations aux provisions	610,90
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>51 273,97</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	61 494,24
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	16 522,00
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>78 016,24</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	13 094,82
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>13 094,82</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,62
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>861,62</b>

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 40 698.71 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 40 698.71 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	13 094,82		861,62	13 956,44		13 956,44
Fonctionnement	61 494,24		- 34 751,97	26 742,27		26 742,27
<b>TOTAL</b>	<b>74 589,06</b>		<b>- 33 890,35</b>	<b>40 698,71</b>		<b>40 698,71</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Autorisation permanente accordée au Comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

L'article R.1617-24 du Code général des collectivités territoriales, retranscrivant le décret n°2009-125 du 03 février 2009, précise que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes (exemples : opposition à tiers détenteur, saisie vente, ...), selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Ainsi, afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder au Comptable Public une autorisation permanente, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil de Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'accorder une autorisation permanente au Comptable Public pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions -  
Approbation - Autorisation de signature**

La pratique des fonds de concours, prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
CLAPIERS	Extension de l'école Olympe-de-Gouges	200 000
SAINT JEAN DE VEDAS	Réhabilitation de l'école élémentaires les Escholiers	200 000
	<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### Hors commission - Tarifs du musée Fabre - Gratuité pour les publics d'assistantes maternelles agréées - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

La délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 a fixé la tarification des lieux de culture et notamment des musées de Montpellier Méditerranée Métropole applicable pour l'année 2022. La Métropole souhaite aujourd'hui revoir la grille tarifaire du Musée Fabre avec pour objectif de développer l'éveil artistique et culturel dès le plus jeune âge en proposant notamment une gratuité pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariés d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée.

Les articles ci-dessous viennent remplacer le point 3 de la thématique « culture » (hors locations de salles) de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021.

#### LE MUSEE FABRE

##### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

\* *durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

\*\* *durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

##### ▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

\* visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés d'un parent (tarif applicable aux parents et aux enfants).

▪ **Visites guidées de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)**

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit *	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

\*donnant accès pour les enseignants à deux visites guidées gratuites sur présentation du contrat de visite de classe en amont de la visite guidée pour sa préparation

▪ **Guides externes**

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

**ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

▪ **Carte individuelle nominative \***

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

▪ **Activités pédagogiques et animations \***

	Tarifs
Etablissements scolaires et centres aérés, crèches collectives, associatives, parentales et réseau des assistantes maternelles	Gratuit

\* donnant accès pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à 2 visites gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.

▪ **Événements spéciaux**

	Tarif
<b>Spectacles</b> : concerts, théâtre, auditorium, danse, ... <b>Événements</b> : escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €

\* selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire. Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.

**ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE**

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

		Tarifs
ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

**(1) DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES**

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X							
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, weekend de la fête de la science	X							
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse : sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la gratuité du musée Fabre pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariés d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des

Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée ;

- D'approuver la modification de la délibération n°M2021-657 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Animation du territoire - Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole possède un patrimoine culturel dont la qualité et la variété sont reconnus. La labellisation Pays d'art et d'histoire obtenue le 11 mars 2020 par le ministère de la Culture, ainsi que la candidature UNESCO, marquent une étape décisive dans le développement et la structuration de la politique patrimoniale de la Métropole. Le patrimoine est positionné comme moteur de développement local, en complémentarité des autres champs d'action de la Collectivité (aménagement et urbanisme, déplacements, habitat, environnement et innovation, économie et emploi, cohésion sociale, culture et sport).

Parmi d'autres leviers d'intervention, la politique de soutien encourage la mise en œuvre de projets, tout en favorisant le dynamisme des acteurs locaux. Il est ainsi proposé la création de deux fonds de soutien, à la restauration et à la valorisation des patrimoines, à l'attention des communes et associations du territoire de la Métropole. La démarche s'intègre de façon plus large dans l'organisation de la politique de soutien aux projets culturels et complète les dispositifs déjà mis en œuvre par les partenaires institutionnels, que sont la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Région et le Département.

Le dispositif de soutien à la restauration des patrimoines vise trois objectifs stratégiques :

- Assurer la transmission des patrimoines de la Métropole aux prochaines générations ;
- Participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité du territoire de la Métropole ;
- Contribuer au maintien et au renforcement de la filière des métiers de la restauration patrimoniale, ainsi qu'à la transmission des savoir-faire.

La démarche concerne des biens dont la qualité patrimoniale est reconnue, protégés ou non au titre des monuments historiques, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole, et plus particulièrement les biens architecturaux et les objets mobiliers.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- L'intérêt patrimonial du bien restauré ;
- La nature, la dimension et la solidité du projet ;



- L'accessibilité des publics au bien restauré (visibilité depuis la voie publique, ouverture ou accessibilité *a minima* une fois par an à l'occasion des Journées européennes du patrimoine par exemple) ;
- Le recours à une maîtrise d'œuvre spécialisée dans la restauration du patrimoine pour tout chantier d'importance.

Le dispositif de soutien à la valorisation des patrimoines vise deux objectifs stratégiques :

- Contribuer à la diffusion de la connaissance, pour un accès de tous aux patrimoines de la Métropole, par la mise en œuvre d'une offre de médiation de qualité ;
- Participer à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité de l'ensemble de son territoire.

Le dispositif concerne des projets valorisant l'histoire, l'architecture, l'urbanisme, le paysage et/ou le patrimoine immatériel, sur un ou plusieurs sites, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole :

- Les publications ;
- Les expositions ;
- La signalétique patrimoniale ;
- La création d'outils de médiation, traditionnels et numériques ;
- Les études et mises en œuvre d'espaces d'interprétation sur sites patrimoniaux ;
- Toute autre action tangible de valorisation des patrimoines.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- La qualité des conditions de mise en œuvre ;
- La diffusion envisagée envers les publics.

Au total, l'engagement auprès des communes et des associations, se traduit par un budget global de 8 000 000 € inscrits dans la programmation pluriannuelle d'investissement sur la durée du mandat. Un premier appel à projets peut être lancé dès 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la création des fonds de soutien à la restauration et la valorisation des patrimoines ;
- D'approuver les cadres d'intervention des dispositifs de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Environnement - Politique zéro déchet et économie circulaire - Appel à projets associatifs 2022 en lien avec la réduction des déchets ménagers et assimilés - Règlement - Convention-type d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat.

Ces dispositions s'insèrent parfaitement dans la perspective des évolutions réglementaires de ces dernières années et plus récemment l'adoption de la loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire. L'atteinte de cet objectif très ambitieux, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets et favoriser les « 5R » (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
- Le développement de l'économie circulaire, du réemploi et de la consommation responsable ;
- Le tri sélectif des emballages (« poubelle jaune ») et des cartons/papiers, et celui du verre ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) ;
- La généralisation du compostage sous toutes ses formes (individuel, collectif, résidentiel, quartier, établissement, etc.).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de relancer sur 2022 un appel à projets destiné à soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations innovantes de réduction des déchets ménagers et assimilés visant à tendre *in fine* vers le zéro déchet et favoriser localement une dynamique autour de cette thématique. C'est donc le moyen d'inciter les acteurs du territoire de la Métropole vers de nouvelles pratiques plus vertueuses en matière de gestion des déchets.

Cet appel à projets est strictement réservé à des associations. Les candidats peuvent ainsi proposer un nouveau projet d'une structure existante ou un projet ayant déjà commencé sans être finalisé. Dans ce dernier cas, il sera nécessaire de démontrer que l'aide accordée permettra une croissance structurelle, dans le but d'obtenir davantage d'efficacité ou bien de dupliquer le projet. En aucun cas, l'appel à projets ne pourra financer le fonctionnement d'une association, ni des actions déjà soutenues par ailleurs par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ne sont non plus pas concernés par cet appel à projets ceux centrés sur des actions de communication ou d'évènementiel, ces thématiques faisant déjà l'objet d'autres cadres d'aide financière ou d'achat de la part de la Métropole. Des actions de sensibilisations peuvent toutefois être proposées auprès des publics notamment étudiants et foyers en habitat collectif.

Cet appel à projets est doté pour l'année 2022 d'un crédit de 120 000 € destiné à aider financièrement ces initiatives. Le taux de participation maximal de Montpellier Méditerranée Métropole pourra s'élever jusqu'à 70 % de coût total du projet, étant précisé que les candidats devront démontrer une part d'autofinancement d'au moins 20 %.

Les projets seront soumis à un jury composé d'élus et d'agents du pôle Déchets et Cycles de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole, qui déterminera les lauréats. La date limite de réception des dossiers est fixée au 15 juillet 2022. Les projets devront avoir été menés à leur terme dans les 15 mois suivant l'attribution de la subvention par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention de partenariat avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations de réduction des déchets ménagers et assimilés et d'initiatives liées à l'économie circulaire ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- D'approuver les termes de la convention-type d'attribution de subvention à intervenir entre les lauréats et la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Environnement - Négocier de matériaux issus de la collecte sélective - Contrat de reprise des fibreux "Journaux-revues-Magazines" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyement et la papeterie Norske Skog - Avenant - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole assure directement la gestion contractuelle et financière des ventes des matières valorisables issues des collectes sélectives en apport volontaire, des déchèteries et des collectes en porte à porte triées sur le centre de tri Demeter.

Dans ce cadre, la Métropole a conclu un contrat tripartite avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (Groupe Nicollin) et la société Norske Skog, prenant effet le 1er janvier 2020 et ayant pour objet la reprise des vieux papiers cartons de type journaux, revues, magazine et papiers graphiques triés pour désencrage. Les matériaux triés sont transportés par le repreneur depuis le centre de tri Demeter vers la papeterie de la Société Norske Skog, sise à Golbey (88) pour être recyclés en papier neuf.

Le prix de rachat des vieux papiers est indexé sur la mercuriale publié par le magazine spécialisé Recyclage Récupération avec un prix plancher minimum de 30 € par tonne. La durée du présent contrat est de 3 ans, et arrive à échéance le 31 décembre 2022. En 2021, le tonnage concerné a été de 4 000 tonnes et le montant des recettes correspondantes s'est établi à 150 000 €.

Dans le cadre de l'amélioration du bilan carbone de la filière, la société Norske Skog, propose à la Métropole de développer un transport bimodal route/rail pour au moins 85 % des tonnages considérés, au travers d'un fret routier jusqu'à une plateforme multimodale sise au Boulou (66), puis rechargement et transports par fret ferroviaire, jusqu'à l'intérieur de l'usine même à Golbey.

Compte tenu de ces dispositions, le repreneur propose un avenant relevant le prix plancher de reprise à 75 € la tonne. En contrepartie, il est proposé à la Métropole de proroger la durée du contrat de reprise pour 1 an, renouvelable une fois, soit jusqu'au 31 décembre 2024 au plus tard, conformément aux dispositions prévues dans le contrat initial.

Un avenant au contrat de reprise est proposé en ce sens à la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant au contrat tripartite de reprise des vieux papiers cartons entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyement et Norske Skog ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique  
"Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique Zéro Déchet" - Exercice 2022  
- Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des actions qui visent principalement la réduction des déchets, le réemploi et l'économie circulaire sur son territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

<b>COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET</b>				
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>N° de dossier</b>	<b>Type</b>	<b>Montant attribué</b>
7742	Association des Eco-Ateliers	165	Fonctionnement	700 €
7782	Repair Café Murviel-lès-Montpellier	170	Projet	1 300 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attribution de subvention complémentaire à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre de 15 appartements relais en colocation à destination des personnes en provenance d'Ukraine - Approbation**

La situation en Ukraine suscite un élan de solidarité fort de la part de nombreux acteurs : collectivités, bailleurs, opérateurs institutionnels mais aussi de particuliers. En lien avec l'Etat et les associations concernées, un plan d'action pour l'accueil et le parcours des personnes ayant fui la guerre dans leur pays a été ébauché localement.

L'Etat recommande l'orientation des ménages concernés dans la mesure des offres disponibles, de l'hébergement vers le logement pour permettre une insertion dans leur nouvel environnement, en organisant une intermédiation par une association (instruction du 23 mars dernier des ministres déléguées au Logement et à la Citoyenneté adressée aux préfets). De fait, les ménages ukrainiens déplacés sont le plus souvent accueillis dans un premier temps en urgence, de sorte de pouvoir ouvrir leurs droits à l'Allocation pour Demandeurs d'Asile (ADA), correspondant à moins de 200 € par personne et par mois, rendant l'accès au logement autonome de droit commun difficile sans accès à l'emploi par ailleurs.

Le Fond de Solidarité pour le Logement (FSL), dont la compétence a été transférée à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018, permet le versement d'aides financières directement aux personnes modestes pour favoriser leur accès au logement ou leur maintien dans celui qu'ils occupent, mais également, par le financement d'actions d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des Centres Communaux d'Action sociale (CCAS). Le FSL métropolitain finance ainsi la gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté, de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple, avec la prise à bail et la gestion de logements dans le parc public ou privé par les opérateurs mentionnés, pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Aussi est-il paru souhaitable d'élargir le dispositif de 224 appartement relais que finance le FSL, par la mise en œuvre d'appartements relais supplémentaires en colocation au bénéfice de ménages ukrainiens déplacés. Il est ainsi proposé de mettre en place 15 nouveaux appartements relais sollicités auprès des bailleurs sociaux (types T3 pour l'essentiel), pouvant accueillir 30 familles monoparentales (2 ou 3 personnes maximum), qui seront accompagnées par une association. La création de liens d'entraide entre personnes vivant la même situation sera ainsi favorisée.

Les bailleurs sociaux sollicités ont répondu favorablement pour l'attribution des logements, dans un contexte pour autant toujours très tendu. L'association Habitat & Humanisme a la possibilité de prendre ces logements en appartement relais, en plus de ceux qu'elle gère actuellement, et d'assurer l'accompagnement social auprès des ménages.

Le FSL financera cette intervention pour un montant total maximal de 87 795 €, comprenant la gestion locative adaptée des logements et l'accompagnement social des ménages, à moduler selon la complexité des situations. L'Etat, pour sa part, mobilisera l'Aide au Logement Temporaire (ALT) pour les 15 logements, ce qui permettra aux familles de régler un loyer différentiel adapté à leurs ressources réduites et sécurisera tant l'association que les bailleurs.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de cette subvention complémentaire au titre du FSL par la signature d'un avenant à la convention 2022 intervenue avec l'association Habitat & Humanisme, tel qu'autorisé par délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre dernier, pourtant le montant total de la subvention FSL 2022 à l'association à 145 819 €. La convention définit notamment les modalités de versement de la subvention complémentaire sur le compte de l'opérateur par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution à Habitat et Humanisme d'une subvention complémentaire au titre du FSL métropolitain pour faciliter l'accueil et l'insertion des réfugiés ukrainiens par la mise à disposition de 30 places en appartement relais pour un montant de 87 795 € comprenant l'accompagnement social de ce public ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention initiale 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat & Humanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Après présentation du rapport d'exécution 2020, un avenant actant la programmation 2021 a été adopté par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2021 a été adopté par le Conseil de la Métropole le 22 mars 2022.

Les priorités identifiées pour 2022 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente, à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par 33 actions se répartissant de la manière suivante :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;

- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) ;
- Poursuivre le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (5 actions) dont la consolidation des moyens pour le marché solidaire (saxo), le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires et la création des épiceries sociales et solidaires ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) ; actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale, l'Association pour l'insertion par l'économique (APIJE), Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), la maison des chômeurs et l'Airdie... ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économique (3 actions) : l'aide au démarrage d'associations dans le cadre de l'Entreprise d'insertion (EI), le cofinancement de chantiers d'insertion et le cofinancement de postes pour le suivi de la clause sociale et territoire zéro chômeur) ;
- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (2 projets portés par Union Cépière Robert Monnier (UCRM) et Coraline Mosaïque RH) ;
- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (5 actions) : soutien aux dispositifs d'urgence et intercalaires, actions urgentes pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites, action pour la maîtrise de la langue par les habitants des bidonvilles, cofinancement du poste de coordination et du poste dédié de travailleuse sociale ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (4 actions) : soutiens aux associations, gestion et ou location de sites, Cofinancement du poste de coordination.

Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 1 368 041 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2022 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2021 à hauteur de 368 041,34 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2022 se traduit par un avenant à la convention 2020 - 2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, sera réalisé selon les modalités inscrites dans les conventions de reversement respectives, adoptées lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'acter la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions pour 2022 - Approbation**

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. Un avenant à cette convention 2020-2022 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté est soumis pour 2022 à l'approbation de ce même Conseil par délibération distincte.

La présente délibération concerne l'affectation des subventions à des associations qui portent et mettent en œuvre en 2022 les 2 actions prévues à l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'Etat et de la Ville de Montpellier, identiques à celles de 2021.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous-actions ci-après :

- L'extension des maraudes du Samu Social aux communes de la première couronne de Montpellier, portée par l'association l'Avitarelle ;
- La mise en œuvre l'application numérique PRATiK et l'installation de bornes informatiques afin d'aider les personnes à la rue à trouver les services les plus proches de là où ils se trouvent. La Jeune Chambre Economique de l'Hérault est à l'origine de ce projet, qui est co-porté par Entraide SDF. Montpellier Méditerranée Métropole hébergera pour sa part le progiciel et le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) financé par l'Etat fournira et actualisera les données.

L'action 2 concerne l'amélioration de l'accès à l'hygiène des personnes sans domicile, et recouvre les interventions suivantes et complémentaires :

- La distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches et l'augmentation du nombre de maraude du bus de « la bulle – douche nomade » ;
- L'amélioration de l'accès aux douches existantes ainsi que l'accès privilégié à la laverie et au linge de première nécessité que proposent 3 associations du territoire : Issue Pause, Secours Catholique de l'Hérault et la Croix Rouge de l'Hérault.

Dès lors, il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à chacune des associations suivantes, pour un total de 210 000 €, dont 105 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 105 000 € sur fonds propres de la Métropole :

AXE 1 VEILLE SOCIALE	OPERATEURS	ACTIONS	ETAT DDETS	3M Crédits	TOTAL
Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté	L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la métropole	47 500 €	<b>47 500 €</b>	95 000 €
	ENTRAIDE SDF - JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE HERAULT	Mise en œuvre d'un logiciel et installations de bornes d'accès aux services pour les personnes à la rue	7 500 €	<b>7 500 €</b>	15 000 €
2 - Assurer un meilleur <b>accès à l'hygiène</b> pour les personnes en grande précarité	ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	CROIX ROUGE HERAULT		5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	BULLE DOUCHES NOMADE	maraudes du bus douches + distributions de kits hygiene	35 000 €	<b>35 000 €</b>	70 000 €
	<b>TOTAL</b>		105 000 €	<b>105 000 €</b>	210 000 €

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution avec chaque opérateur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 210 000 € (dont 115 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Appel à projets 2022**

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, la Métropole de Montpellier lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. Les associations candidates devront présenter des projets d'accompagnement collectifs des jeunes et répondre aux besoins des jeunes.

#### **1 – Les objectifs et le cadre de l'appel à projets**

Les objectifs de l'appel à projets 2022 visent à :

- Adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires
- Répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes
- Mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires
- Ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

L'appel à projet s'adresse à des associations du territoire métropolitain qui interviennent auprès des jeunes en difficulté.

Il vise à soutenir des actions et des initiatives permettant de lutter contre la précarité des jeunes et à créer une dynamique autour du FAJ pour amplifier l'insertion sociale des jeunes sur le territoire de la métropole par la recherche d'une mise en cohérence des actions ciblées.

Les axes d'intervention retenus devront s'inscrire dans une logique d'accompagnement des parcours des jeunes dans le but de rompre les situations d'isolement et de perte d'autonomie.

Les projets devront également favoriser et stimuler l'envie d'agir des jeunes en permettant un engagement actif.

Les axes prioritaires proposés par les associations porteront sur :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel.
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale

L'association candidate doit présenter un projet relevant de l'un au moins des axes suivants et répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Les projets devront faire émerger des propositions d'actions collectives.

## **2– Le public visé**

Les jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de la métropole.

## **3– Les typologies de projet**

Plusieurs types de projets pourront être proposés :

- Des projets expérimentaux pour répondre à des besoins émergents
- Des actions existantes à maintenir ou à développer
- Des projets partenariaux pour favoriser les synergies entre acteurs et démultiplier ainsi les champs d'investigation.

## **4– Calendrier**

Les dossiers de candidature devront être déposés avant le 5 juillet 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le lancement de l'appel à projets sur le FAJ3M pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Attributions de subventions relatives dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville et Insertion par l'activité économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent à l'accompagnement, la qualification et l'insertion professionnelle des publics en difficultés.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

**a) Dans le cadre de la politique de la Ville.**

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
3PA MACONDO	Formations des NEETs en QPV à la transition écologique (Cité de l'emploi)	9 000 €
GEIQ BTP HERAULT	Féminisation des métiers et de l'emploi dans le BTP (Cité de l'emploi)	5 000 €
JASMIN D'ORIENT	Espace insertion bien être solidaire (Cité de l'emploi)	3 000 €
UFOLEP 34	Parcours coordonné vers l'emploi (Cité de l'emploi)	3 000 €
YEOBI	Tiers-lieu International de l'entrepreneuriat (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €
AJEE - MOOVJEE	Accompagner l'ambition des jeunes entrepreneurs (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €

**b) Dans le cadre de la convention relative à la stratégie prévention et de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.**

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
APIJE	Ateliers solidaires coaching emploi	21 000 €
CCAS de Montpellier	Ateliers socio-professionnels égalité Hommes/Femmes	5 000 €
CCAS de Montpellier	Unis'Vers	8 000 €

**c) Dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE)**

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
CCAS de Montpellier	Chantier d'insertion multi-activités	15 000 €
LE PASSE MURAILLE	Chantier du tertiaire et de la communication TERCOM	15 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions-type d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation**

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a Déclaré d'Utilité Publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé sur le secteur du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique initiale.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation.

Par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a tiré le bilan de la concertation et approuvé le tracé modifié qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul-Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, le rue Rouget-de-Lisle jusqu'au rond-point Paul-Fajon.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la Commune de Montpellier.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI). Il convient dès lors d'envisager l'engagement de la procédure d'enquête parcellaire sur une nouvelle section portant sur deux copropriétés situées avenue Georges-Clemenceau, lesquelles se trouvent impactées du fait de l'emplacement d'une future station.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de

l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à leur issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échanges Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou. De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échanges Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière. Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi proposé une convention définissant les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2022 et prévoyant une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM. Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC, arrondis à 660 000 € TTC pour l'année 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et SMTCH ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Convention de compensation pour la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Autorisation de signature**

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, le SMTCH met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway. Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2022, le SMTCH a programmé la mise en place de ces navettes du 18 juin au 28 août inclus. Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2021 et qu'il est proposé de reconduire pour 2022, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- Les voyageurs ne disposant d'aucun titre pourront acheter à bord des navettes un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM. Le SMTCH fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH. Cette compensation est calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2021 est le suivant : 118 203 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 88 142,34 € TTC, au bénéfice du SMTCH. Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2022, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de compensation tarifaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH ;
- D'approuver le bilan 2021, notamment en ce qu'il fixe la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à 88 142,34 € TTC ;
- D'approuver la reconduction du dispositif pour la saison estivale 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Aménagement durable - Plans de Mobilité Employeurs - Convention-type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire en application des dispositions de l'article L. 1231-1 du Code des transports.

Dans le cadre de cette compétence, et dans une volonté d'encourager le changement de comportements, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants, comme prévu par les dispositions de l'article L. 1231-1-1 du Code des transports. Ce conseil en mobilité a, entre autres, pour objet d'accompagner les employeurs concernés par l'obligation réglementaire du seuil de plus de 50 salariés sur un même site, soit un peu plus de 600 employeurs sur le territoire pour un total d'environ 100 000 salariés, dans leur démarche d'élaboration de leurs Plans De Mobilités Employeurs (PDME). Ces derniers visent à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports. Plus de 120 Plans, pour près de 60 000 collaborateurs du territoire, ont ainsi déjà été signés.

Le PDME prévoit une évaluation des déplacements entre le domicile et le travail (dispositions de l'article L. 1214-8-2 du Code des transports). Pour faciliter l'établissement de ce diagnostic, Métropole de Montpellier Méditerranée prend en charge la réalisation d'une cartographie des salariés des entreprises au regard de leur lieu de travail et leur positionnement par rapport aux différentes solutions de transports alternatives. De cette analyse découlera les actions les plus pertinentes à mettre en œuvre par l'employeur pour promouvoir et favoriser l'usage de modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

La réalisation des géolocalisations des salariés des entreprises constitue un traitement de données personnelles qui doit être conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD). Aussi, pour permettre le traitement de ces données pour le compte des employeurs du territoire, il est proposé une convention-type entre Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du traitement, et l'employeur qui met à disposition ces données uniquement pour cet usage clairement défini. Cette convention-type est complétée par des annexes permettant la prestation de sous-traitance pour la réalisation des cartographies de géolocalisation. Ces documents pourront faire l'objet d'adaptations en fonction des spécificités de chaque employeur.

Cette convention-type vise à fournir un cadre juridique visant à la sécurisation du processus et des données pour les deux entités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la stratégie de traitement des données personnelles afférentes à la politique PDME de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent ;
- D'approuver les termes de la convention-type de protection de données entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'employeur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation**

Le Conseil communautaire du Pays de Lunel a arrêté son projet de Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en séance du 9 février 2022. Montpellier Méditerranée Métropole est consultée en tant que personne publique associée sur ce projet car limitrophe au Pays de Lunel (Beaulieu, Restinclières et Saint-Geniès-des-Mourgues).

#### **Historique de la procédure**

Le territoire du Pays de Lunel est couvert par un SCoT approuvé en 2006, pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait formulé un avis favorable.

En 2015, le Pays de Lunel a prescrit une procédure de révision (avec entre temps une évolution du périmètre et un passage de 13 à 14 communes). Le projet de SCoT révisé a été arrêté en 2019.

En revanche, plusieurs personnes publiques associées avaient formulé des observations, en particulier sur les objectifs et la méthodologie de mesure de consommation d'espace agro-naturel. La Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avait quant à elle formulé un avis défavorable notamment s'agissant des enjeux agricoles. Le Pays de Lunel a ainsi souhaité revoir leur projet de SCoT, avec un débat sur un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ajusté et un nouvel arrêt du projet en février 2022.

#### **Le positionnement du Pays de Lunel**

La communauté de communes du Pays de Lunel compte 14 communes et plus de 50 000 habitants. Le Pays de Lunel est situé dans un espace d'interface entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération de Nîmes : un espace « *d'entre deux* », s'affirmant comme une alternative de vie aux deux grandes agglomérations urbaines. Dans cet esprit, le PADD dresse plusieurs pistes de coopération avec les SCoT voisins, dans un « *principe de réciprocité entre espaces dans une logique gagnant-gagnant. Ces synergies sont porteuses de dynamiques territoriales complémentaires plutôt que concurrentielles* », en écho avec le PADD du SCoT révisé de la Métropole

Ainsi, le PADD promeut la coordination dans la stratégie d'aménagement commercial et de développement économique, en proposant des modèles complémentaires. Ces dynamiques métropolitaines peuvent

s'appuyer sur le développement du Pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Lunel. A ce titre, le PADD du Pays de Lunel considère ce PEM comme l'un des moyens pour mettre en réseau l'espace métropolitain Sète-Montpellier-Nîmes-Alès, sachant qu'il relie Montpellier et Nîmes en 15 minutes : de quoi « *transposer le concept de ville au quart d'heure à grande échelle* ».

### **Les trois ambitions du projet de SCoT**

#### Ambition 1 : Assurer un développement vertueux et valoriser les ressources

Le territoire du SCoT est couvert par 2/3 de terres agricoles : une mosaïque de pratique culturale qui participe au maintien de la biodiversité, au sein du réseau de la trame verte et bleue établi en cohérence avec le SCoT de la Métropole, notamment au niveau de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) Plaines de Beaulieu et Saussines commune aux deux territoires.

Le projet de SCoT prévoit une consommation foncière de 232 ha à l'horizon 2040, soit 11 ha/an et 330 m<sup>2</sup> par habitant supplémentaire. Cela correspond à une réduction de 57 % de la consommation, par rapport à la consommation observée sur la période 2008-2019, contre 50 % dans la version 2019 du projet de SCoT (ces valeurs ayant été établies à partir des données d'occupation du sol fournies par la Métropole). Cet objectif passe notamment par l'« *intensification urbaine* » : densification des nouvelles opérations (densité à l'échelle des opérations de 25 à 70 logements/hectare selon l'armature urbaine), renouvellement du tissu existant, comblement des dents creuses, réinvestissement des logements vacants ou insalubres.

#### Ambition 2 : promouvoir un territoire solidaire

Dans un contexte de tassement de la dynamique démographique, les élus visent un objectif de croissance annuelle de 0,6 %, pour accueillir 7 000 nouveaux habitants (soit 57 000 habitants d'ici 2040). Le projet de SCoT prévoit ainsi une production annuelle de 275 logements (soit 5 500 logements d'ici 2040), dont une part importante de logements locatifs sociaux pour atteindre l'objectif de production de 25 % pour les communes assujetties à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) (le Pays de Lunel en compte seulement 10 % actuellement).

En matière de commerce, l'offre en grands centres commerciaux est jugée suffisante pour répondre aux besoins jusqu'à 2040. Dans le corridor languedocien des infrastructures (fer et autoroute), le projet de SCoT porte l'ambition de positionner le PEM de la gare de Lunel (inauguré en 2020) comme un espace de rabattement entre le Sommiérois et la Grande-Motte. Aujourd'hui, les échanges entre Lunel et Montpellier correspondent déjà au tronçon ferroviaire le plus fréquenté d'Occitanie pour les déplacements domicile-travail.

#### Ambition 3 : développer un espace de vie attractif dans le système métropolitain languedocien

A travers son projet de SCoT, le Pays de Lunel se positionne comme un pôle économique d'équilibre entre les bassins d'emplois de Montpellier et Nîmes (25% des actifs du Pays de Lunel travaillent à Montpellier). Le PADD vise un renforcement d'emplois locaux pour ramener le ratio à 1 emploi pour 3,5 habitants d'ici 2040 (contre 1 emploi pour 3,8 habitants actuellement). Cet objectif se traduit notamment par le développement de l'activité productive et la valorisation des filières innovantes, en évitant toutefois l'implantation supplémentaire d'activités de stockage ou de logistique.

Dans ce cadre, la stratégie de développement économique prévoit des opérations de requalification, ainsi que 45 ha d'extension et création de zone d'activités économiques (dont un projet à rayonnement régional sur 20 ha). Parallèlement, le PADD prévoit de renforcer les filières de proximité et de circuits courts à l'échelle du bassin de consommation métropolitain, de Montpellier jusqu'à Nîmes.

Enfin, le projet de SCoT envisage aussi de développer le tourisme d'affaires et de congrès, grâce à

l'achèvement de la ligne à grande vitesse en direction de Perpignan et à la proximité des pôles montpelliérain et nîmois.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territorial du Pays de Lunel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation**

Par délibération n°M2021-449, le Conseil de Métropole a approuvé les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels. Ce projet vise à permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel.

Conformément aux dispositions des articles R.104-33 et R.104-34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure, Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Par décision n°2022DK084 du 20 avril 2022, la MRae a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le fait de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Aménagement durable - Commune de Lattes - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

A la demande de la Commune de Lattes, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 3<sup>ème</sup> modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle portée aux documents graphiques du règlement à l'issue de la mise en compatibilité n°1 du PLU approuvée le 18 décembre 2019.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Lattes a émis, par délibération n°285 en date du 15 février 2022, un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Le projet de modification ayant pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle, il est, depuis le décret « Asap » du 13 octobre 2021, dispensé d'examen au cas par cas de la part de l'autorité environnementale.

Le projet de modification du PLU de Lattes a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 24 mars 2022. Une PPA a formulé un avis favorable au projet :

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat, en date du 13 avril 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Lattes ;
- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Lattes et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

A la demande de la Commune de Pérols, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 7<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de la Commune de Pérols afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle et à l'actualisation de la destination de l'emplacement réservé n°17.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Pérols a émis, par délibération n°2021-12-02/29 en date du 2 décembre 2021 un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°7 du PLU.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°2022DK037 du 3 février 2022, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU de Pérols a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 23 décembre 2021. Deux PPA ont formulé des avis favorables au projet :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, en date du 26 janvier 2022 ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault, en date du 27 janvier 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Pérols et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Commune de Montpellier - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT). Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, par délibération du 30 juillet 2020, dans un objectif de politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, tout en poursuivant les enjeux de circuits courts, de réduction du gaspillage alimentaire, de réduction des déchets, de lutte contre la précarité alimentaire et d'éducation des jeunes générations.

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires. Cet outil joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, de logistique urbaine, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la

modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le sous-secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cité de l'alimentation à proximité.

Afin de porter les assiettes foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie s'est porté acquéreur des parcelles cadastrées section OL n° 32-34-73, à la suite des discussions menées par la Métropole avec les propriétaires. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

En l'occurrence, la Ville de Montpellier envisage la réalisation de la Cité de l'Alimentation sur un terrain jouxtant le MIN, afin de répondre aux objectifs déclinés.

Il convient dès lors d'envisager la cession par l'EPF Occitanie directement à la Ville de la parcelle OL 34 pour la construction de cet équipement.

A cet effet, l'EPF estime nécessaire de compléter la convention initiale par la signature d'un avenant n°1, pour permettre la cession directe à la Ville et autoriser un paiement du prix de l'acquisition échelonné sur trois exercices budgétaires.

Le prix est calculé, conformément à la convention initiale, selon la méthode d'un prix de revient, estimé à 3 466 877,20 €. Le prix de vente dépendant des frais supportés par l'EPF sera définitivement arrêté au jour de la signature de l'acte authentique à intervenir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier Occitanie et permettre le rachat par la Ville de Montpellier, des fonciers nécessaires à la réalisation de la cité de l'alimentation, selon un paiement échelonné, validé par les parties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Mise en vente publique du terrain cadastré BB 352 situé 160 avenue de Bigos - Conditions de mise en vente - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un terrain cadastré BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> situé 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques (PAE) du Salaison.

Dans le cadre du développement économique du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée d'un Plan d'Accompagnement et de Concertation Territoriale Economique (M'PACTE) visant à favoriser la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur son territoire. Elle a engagé sur le PAE du Salaison, créé en 1965, un projet de requalification visant à renforcer son attractivité, à optimiser le foncier existant et à renforcer la trame paysagère en préservant la ripisylve du Salaison.

La première phase de requalification du site a permis de mobiliser une vingtaine d'hectares de foncier pour développer près de 50 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et accueillir plus de 50 nouvelles entreprises.

La seconde phase concerne la revalorisation de la façade urbaine du parc d'activités économiques située le long de la route métropolitaine RM 613 et la conduite d'actions de préservation des trames bleue et verte existantes, leur consolidation par de nouvelles plantations et l'amélioration de leurs fonctions écologiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase de requalification, la Métropole propose la mise en vente de la parcelle de terrain cadastré BB 352 en lançant un appel à projets en vue de trouver un acquéreur pour la réalisation d'un programme multi-activités. Ce programme pourrait être composé de locaux indépendants et regroupables permettant le développement d'activités productives, le négoce et l'aménagement de bureaux d'une surface de plancher minimale de 4 500 m<sup>2</sup>, correspondant à un besoin sur le secteur.

L'appel à projets permettra de désigner un acquéreur dont le projet sera le plus attractif en termes, par exemple, d'accueil de services aux entreprises (sécurité informatique, conseil en RH, activités juridiques, comptabilité, salle de visio-conférence, restaurant inter-entreprises, espaces de co-working), aux usagers (conciergerie, médical et paramédical, centres de ressources autour de la mobilité durable comme l'auto partage, le covoiturage, vélo station, taxi groupé, etc.) dans le but de compléter l'offre de services au sein du parc d'activités.

L'aménagement devra s'inscrire dans le paysage urbain existant et renforcer cette entrée du parc d'activités par une écriture résolument contemporaine, en respectant son environnement paysager. L'objectif est de garantir une forte densité, imbriquer/superposer des ateliers, des bureaux et renforcer le caractère urbain de l'entrée du parc en composant un front bâti.

La présente délibération a pour objectif de définir les principales conditions de la mise en vente. Les modalités de la vente visent à organiser une publicité et une sélection, pour trouver en toute transparence le meilleur acquéreur, qui sera l'opérateur afin de garantir la vente et la qualité du projet.

Il est proposé une sélection en deux phases :

- Une sélection de quatre candidats par une commission *ad hoc* composée d'élus de la Métropole et de la Commune de Vendargues après publicité, sur la base des critères suivants : références de l'acquéreur et de son équipe en matière de réalisation de programmes comparables (30%), sa capacité financière à acquérir et à porter le projet (20%) et la démonstration d'une première approche sommaire des intentions d'aménagement, les interactions entre les différents membres potentiels de l'équipe et la programmation envisagée (50%) ;
- Une sélection de l'acquéreur final sur la base d'un projet, dont la faisabilité sera techniquement et financièrement assurée sur la base des critères suivants : l'intégration et l'organisation fonctionnelle de l'opération (40%), le respect du programme et la pertinence des propositions (40%), l'offre financière et le montage opérationnel (20%) sur la base d'un prix-plancher de 900 000 € HT nets vendeurs, basé sur une valorisation de charges foncières à 200 €/m<sup>2</sup> pour la création a minima de 4 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Ce prix est celui fixé comme un minimum de l'offre, conforme à l'évaluation des Domaines.

Le public sera informé par voie de presse et publication sur le site internet de la Métropole.

Le choix de l'acquéreur sera opéré par délibération du Conseil de Métropole après avis de la commission *ad hoc* précitée, puis un compromis de vente signé, notamment sous condition suspensive de l'octroi de l'autorisation d'urbanisme et de l'obtention du financement du projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la mise en vente de la parcelle cadastrée BB 352 d'une superficie de 8206 m<sup>2</sup> située 160 avenue de Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques du Salaison, au prix plancher de 900 000 € HT nets vendeur ;
- D'approuver le lancement de la mise en vente selon les modalités précisées ci-avant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

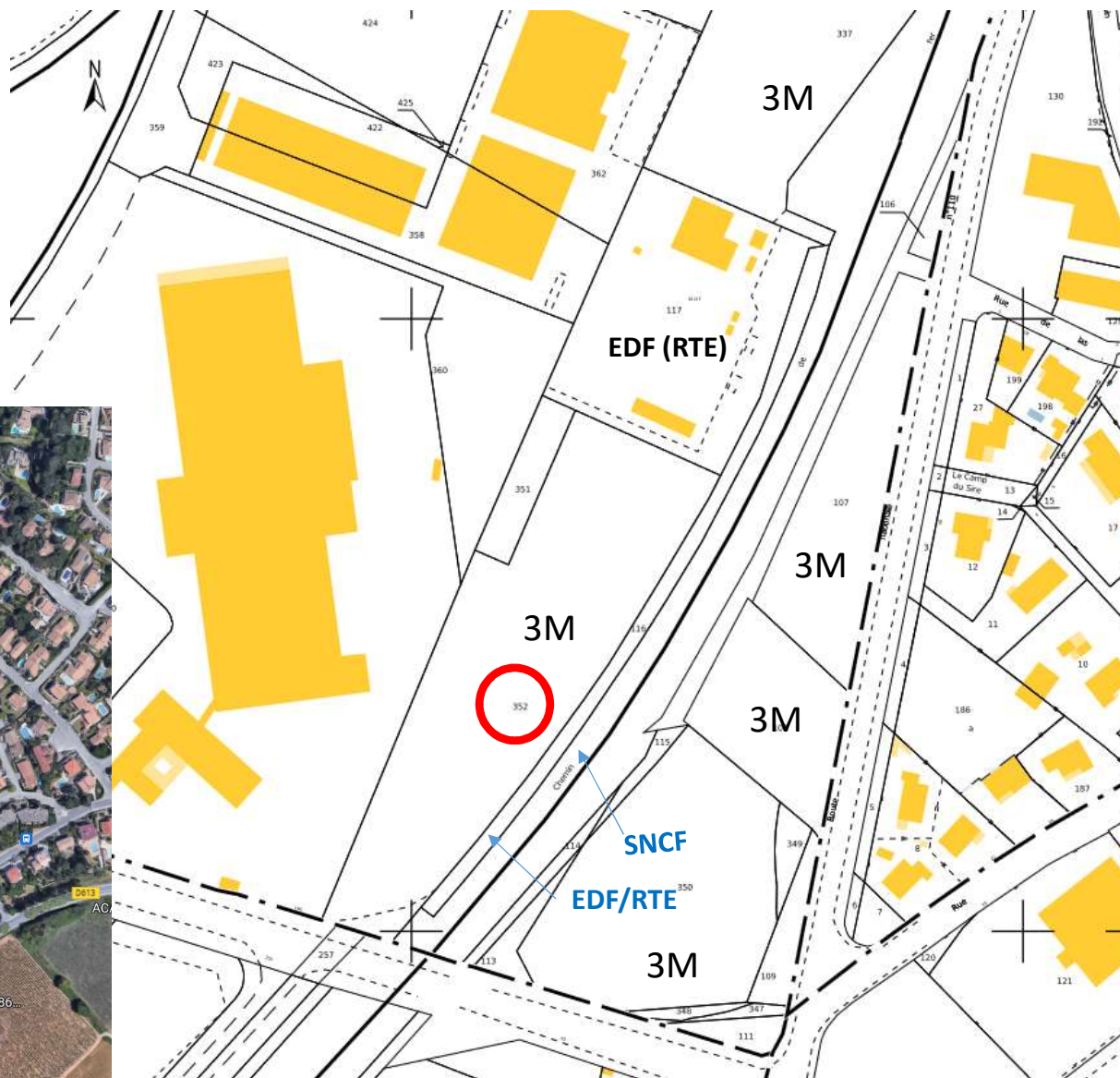


## Commune de Vendargues

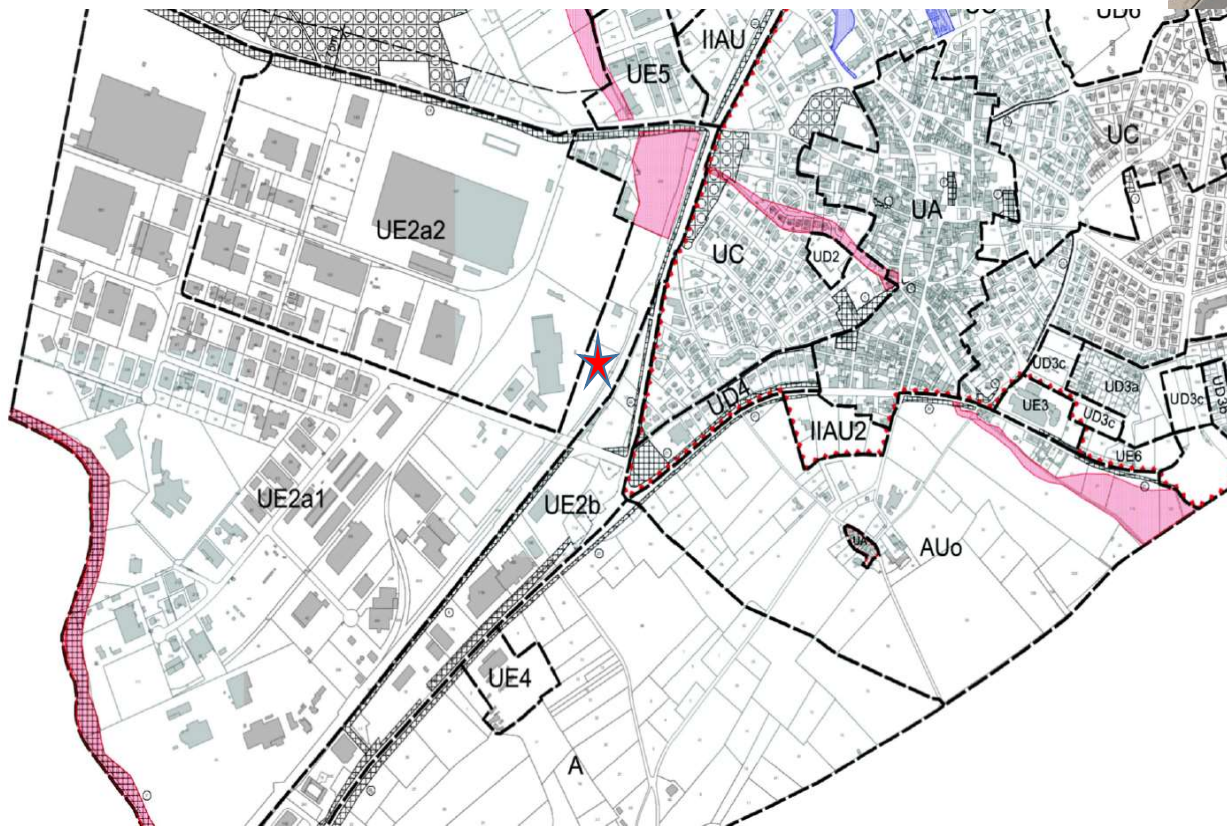
Parc d'activités du Salaison

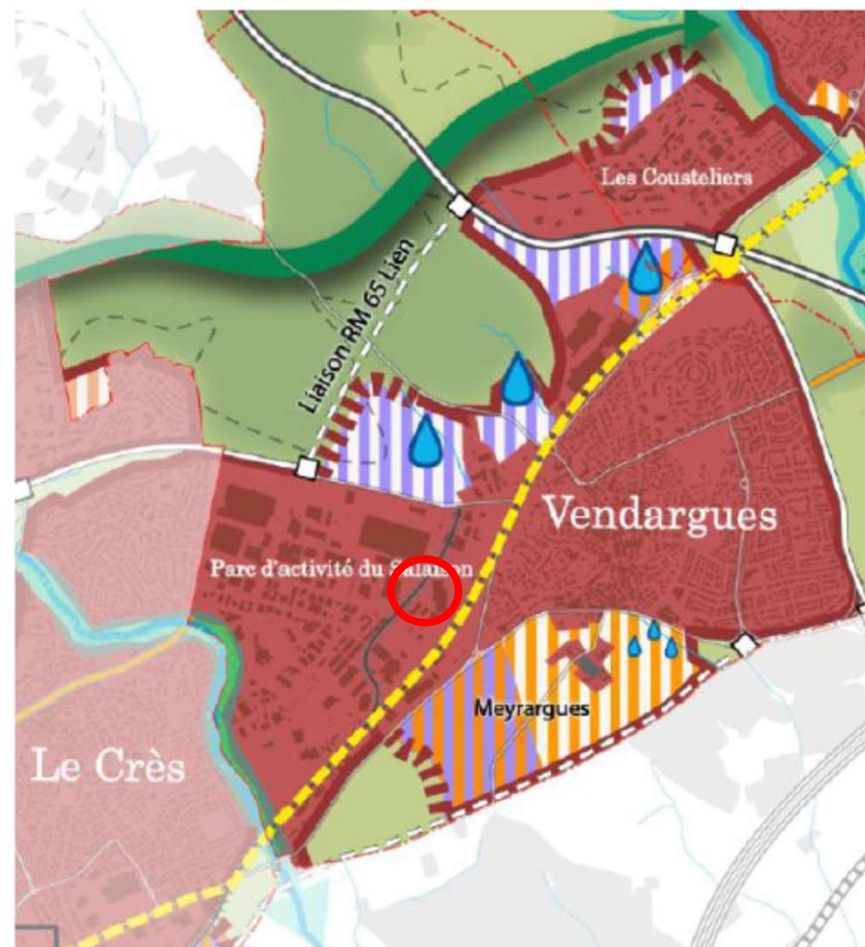
Mise en vente publique de la parcelle cadastrée BB 352, propriété  
de Montpellier Méditerranée Métropole

160 avenue de Bigos













**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation**

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire, en partenariat avec le Département de l'Hérault. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint Aunès, la Métropole et le Département ont souhaité :

- Améliorer le fonctionnement du carrefour RM 613 / RD 24E2 pour tenir compte des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Améliorer la desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification.

C'est dans ce contexte que le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint Aunès ont décidé de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613 et aménager un carrefour giratoire afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et améliorer sa fluidité. Par convention signée le 8 février 2020, les 4 collectivités partenaires ont précisé les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage confiée à Montpellier Méditerranée Métropole et les modalités de financement de l'opération.

Les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération n'appartenant que pour partie aux collectivités, une déclaration d'utilité publique sera requise en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires.

Eu égard au montant prévisionnel des travaux, supérieur à 1 900 000 €, conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, dans une partie urbanisée des communes de Saint Aunès et Vendargues, l'opération relève de la concertation obligatoire en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. Il est précisé que compte tenu du montant prévisionnel des travaux, une déclaration d'intention n'est pas requise.

Il convient en conséquence d'arrêter les modalités de la concertation.

**Motivations et raisons d'être de l'opération**

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. Depuis

2006 la commune de Saint Aunès a engagé une procédure de création de la ZAC des Châtaigniers et confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Or Aménagement le soin de la réaliser sur une superficie d'environ 18 hectares offrant 485 logements dont 27% en locatif aidés. La dernière tranche d'aménagement s'est terminée en 2020 et entraîne l'arrivée de plus de 1000 nouveaux habitants sur ce quartier. Le Département de l'Hérault a réalisé l'aménagement d'un carrefour d'accès à la ZAC sur la RD24E2. Pour sa part Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la requalification du parc d'activité du Salaison sur la commune de Vendargues. Un permis d'aménager est en cours d'instruction sur le site d'implantation de Bonna Sabla en vue de son réaménagement sur une superficie de 11 Ha environ.

Ces développements entraînent une augmentation du trafic au carrefour entre les RM613, route de Nîmes en entrée ouest du Parc du Salaison et la RD24E2 qui marque l'entrée nord de Saint Aunès. L'intersection existante en courbe génère des mouvements tournants dangereux dans des conditions de visibilité restreinte avec des vitesses constatées excessives. L'insertion des véhicules non prioritaires provenant de Saint Aunès vers Vendargues et Le Crès est particulièrement difficile aux heures de pointes.

Les partenaires ont donc convenu d'aménager le carrefour en le déplaçant vers l'est et en le transformant en carrefour giratoire. Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des dessertes des parcelles voisines et de la ZAC des Châtaigniers, il est nécessaire de créer une section nouvelle de raccordement de la RD24E2 sur le futur giratoire et le chemin de Montpellier à Nîmes.

### **Modalités de la concertation**

La concertation associe le public à l'élaboration du projet. La Métropole envisage de mettre en place une concertation d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairies de Saint Aunès et de Vendargues et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairies de Saint Aunès et de Vendargues ;
- Mise à disposition d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;

Au plus tard 15 jours avant l'organisation de la concertation, un avis précisant ces modalités sera publié sur le site internet de la Métropole, publié par voie d'affichage en Mairies de Saint Aunès et de Vendargues et à l'hôtel de la Métropole à Montpellier et publié dans un journal local. Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture desdits registres et de la date de fin de concertation.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de concertation concernant l'opération d'aménagement du carrefour RD24E2-RM613 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Aménagement durable - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires des gens du voyage pour 2022 - Autorisation de signature**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole gère en régie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'aire d'accueil de Bionne située à Montpellier, et celle située à Castelnau-le-Lez depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, en application des dispositions définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage adopté pour la période 2018-2024.

Conformément l'article L.851-1 du Code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places proposées sur chaque aire et du taux d'occupation effectif des places de stationnement mises à disposition. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat qui précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel l'Allocation Logement Temporaire 2 (« ALT 2 ») que Montpellier Méditerranée Métropole pourrait ainsi percevoir pour 2022 est de 48 575,57 € décomposé en une part fixe et une part variable prévisionnelle. Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel de l'aide à percevoir est de 49 656,19 €, décomposé également en deux parties. Ces deux montants seront calculés définitivement au 31 décembre 2022 suivant le taux d'occupation effectivement constaté pour les 2 aires.

Pour prendre en compte les deux nouvelles aires d'accueil de Cournonterral et de Castries actuellement en travaux, dès leur ouverture dans le courant de l'année, il sera proposé un projet de nouvelle convention globale pour quatre aires, comportant des annexes distinctes.

**En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour l'année 2022 ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient d'engager un partenariat financier plus ambitieux avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'Eau a réaffirmé sa volonté de conclure un 1<sup>er</sup> contrat financier, à travers un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour enclencher une dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11<sup>ème</sup> programme de mesures. L'animation de territoire a été confiée au Syble pour élaborer ce contrat avec la Métropole et les autres EPCI compétentes en GEMAPI.

Sur la base des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (étude globale sur la restauration de la continuité écologique, plans de gestion des cours d'eau et étude sur la restauration hydromorphologique du Lez et de la Mosson), la stratégie inter-EPCI pour la restauration des lagunes palavasiennes, des cours d'eau et des zones humides périphériques et en cohérence avec les projets de la Métropole, a été élaboré en concertation avec les EPCI compétentes GEMAPI, le Syble et les partenaires financiers : l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault. Cette stratégie a abouti à la proposition de ce contrat regroupant un programme d'actions conséquent et ambitieux en faveur de la restauration des milieux.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes.

Ce programme comprend une vingtaine d'actions sur le territoire de la Métropole, répondant aux 2 objectifs

prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

**- Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**

- o Assurer la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
- o Poursuivre le programme pluriannuel de restauration de la continuité écologique sur le Lez et la Mosson :
  - Equiper 6 seuils supplémentaires de passes à anguilles au Pont Juvénal, Pont Garigliano et au Moulin du Sauret à Montpellier, à Prado à Castelnau, au seuil du clocher à Grabels, et au seuil du point du jour à Juvignac ;
  - Lancer les études de faisabilité sur 8 nouveaux seuils sur le Lez : seuils du château des Tilleuls, du moulin du Parc, du moulin de Lavalette, du moulin de la Poudrière, et sur la Mosson : seuils du moulin de la Grave, de Fontcaude, du château de Bionne et du moulin du Martinet ;
- o S'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par douze secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
  1. Pérols secteur de l'Estelle ;
  2. Villeneuve-lès-Maguelone secteur de la Capouillère ;
  3. Villeneuve-lès-Maguelone ruisseau de la Madeleine-Bouffie ;
  4. Villeneuve-lès-Maguelone sur la Mosson aval au Pouzol et au Flès ;
  5. Lavérune et Saint Jean de Vedas poursuite des actions menées sur les prairies alluviales de la Mosson ;
  6. Montpellier et Juvignac sur la Mosson en lien avec le parc de la Mosson en continuité du projet Agence National de Renouveau Urbain (ANRU) ;
  7. Montpellier et Juvignac, Mosson – décorsetage et reconnexion latérale, création d'une zone de transition et d'une ripisylve étagée entre berges et lit majeur permettant l'expansion des crues ;
  8. Grabels, Mosson - Etude de rétablissement de la latéralité de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une zone humide en bordure de la Mosson ;
  9. Montpellier et Clapiers, sur le Lez – Etude du site du grand Lunaret - restauration écologique, établissement de la continuité latérale du lez, réactivation de la zones d'expansion de crue (ZEC) ;
  10. Castelnau-le-Lez, Lez – Etude de rétablissement de la continuité latérale et unité urbaine « nature en ville » ;
  11. Prades-le-Lez, Lez – Etude de décorsetage, reprofilage de berges et réactivation de ZEC ;
  12. Cournontérral, Coulazou - Etude de rétablissement de la latéralité, de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une ZEC ;

**- Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :**

- o Elaborer une stratégie globale de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires à l'échelle du territoire ;

- o Animer cette stratégie auprès des acteurs du territoire et accompagner les projets de désimperméabilisation publics et privés, à travers un poste dédié de chargé de mission co-financé par l'Agence de l'Eau ;
- o Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation dans les opérations de renouvellement urbain ANRU Mosson et ANRU Cévennes et neufs cours d'école sur les communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Clapiers, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 4,7 M € HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80% de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand Cycle de l'Eau.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

CONTRAT GRAND CYCLE DE L'EAU LEZ 2022-2024	Montant € HT
<b>Actions Montpellier Méditerranée Métropole</b>	
Travaux d'entretien des cours d'eau - mise en œuvre du plan de gestion pluriannuel d'intervention sur les cours d'eau 3M du bassin versant	1 298 302
Restauration de la continuité écologique - Etude de faisabilité sur 8 seuils du Lez et de la Mosson	140 000
Restauration de la continuité écologique - Travaux de passes à anguilles sur 6 seuils sur le lez et/ou de continuité écologique sur la Mosson	865 000
Pérols, secteur de l'Estelle – Elaboration d'un plan de gestion et étude de faisabilité pour la restauration des espaces fonctionnels des zones humides de l'étang du Méjean	110 000
Villeneuve lès Maguelone, secteur de la Capouillère - Elaboration d'un plan de gestion et étude de faisabilité pour la restauration des espaces fonctionnels des zones humides de l'étang l'Arnel	90 000
Villeneuve lès Maguelone, ruisseau de la Madeleine et Bouffie - Elaboration d'un plan de gestion et étude de faisabilité pour la restauration des espaces fonctionnels des zones humides de l'étang de Vic	90 000
Villeneuve lès Maguelone, Mosson aval, secteurs Poujol et Flès – Etude de faisabilité - décorsetage et reconnexion latérale, création d'une zone de transition, ZH et d'une ripisylve étagée entre berges et lit majeur permettant l'expansion des crues	pm
Lavérune et Saint Jean de Védas, prairies alluviales de la Mosson – Etude de faisabilité et poursuite du plan de gestion - Restauration, suivi et gestion des zones humides	250 000
Montpellier et Juvignac, Mosson – Etude de faisabilité, conception et dossiers réglementaires - décorsetage et reconnexion latérale, création d'une zone de transition et d'une ripisylve étagée entre berges et lit majeur permettant l'expansion des crues	150 000
Montpellier et Juvignac, Mosson – Etude de faisabilité parc de la Mosson, déminéralisation, remodelage et décorsetage des berges, remobilisation sédimentaire et scarification des bancs végétalisés, restauration de la continuité écologique, mise en place d'ouvrage de fond	50 000
Grabels, Mosson - Etude de faisabilité - rétablissement de la latéralité de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une zone humide en bordure de la Mosson	60 000
Montpellier et Clapiers, Lez – Etude de faisabilité du site du grand Lunaret - restauration écologique, établissement de la continuité latérale du lez, réactivation de ZEC	100 000
Castelnau le Lez, Lez – Etude de faisabilité – rétablissement de la continuité latérale et unité urbaine « nature en ville »	20 000
Prades le Lez, Lez – Etude de faisabilité – décorsetage, reprofilage de berges et réactivation de ZEC	60 000
Cournontérral, Coulazou - Etude de faisabilité - rétablissement de la latéralité, de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une ZEC	60 000
Elaboration d'une stratégie globale et accompagnement de la mise en œuvre des projets de désimperméabilisation et de déconnexion des réseaux pluviaux et unitaires	400 000
Etudes et travaux de désimperméabilisation et/ou déconnexion aux réseaux de 9 cours d'école sur les communes de Montpellier, Castelnau le Lez, Grabels, Clapiers, Lattes et Villeneuve les Maguelone	970 000
Travaux de désimperméabilisation : projets ANRU Mosson et Cévennes à Montpellier	pm
Lutte contre la pollution diffuse dispersée	pm
<b>TOTAL DES ACTIONS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE</b>	<b>4 713 000€ HT</b>



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand Cycle de l'Eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient de conclure un nouveau partenariat financier avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'eau a réaffirmé sa volonté de conclure un second contrat financier sur le bassin versant de l'étang de l'Or, à travers un contrat Grand cycle de l'eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour poursuivre la dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11<sup>ème</sup> programme de mesures.

Un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024 a été élaboré par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) en concertation avec la Métropole, plusieurs communes, les intercommunalités voisines compétentes en GEMAPI, les partenaires financiers l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault.

Sur la base du bilan et des perspectives du précédent contrat du bassin de l'Or 2015-2019, des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (plan de gestion stratégique des zones humides et plans de gestion des cours d'eau), un programme d'actions spécifique au périmètre de la Métropole est proposé.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes. Ce programme comprend une vingtaine d'actions relevant des compétences de la Métropole répondant aux 2 objectifs prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

- **Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**
  - o Poursuivre la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
  - o Elaborer des plans de gestion et s'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par cinq secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
    - La source de la Viredonne à Restinclières ;
    - Le Bérange à Sussargues et Beaulieu ;
    - La Cadoule à Baillargues ;
    - Le Salaison à Vendargues et Le Crès ;
    - Le Nègue Cats, l'étang des Salins et le marais de l'Estanel à Pérols ;
  - o Elaborer un plan de gestion avec un volet de sensibilisation des collégiens sur les anciennes carrières de Castries ;
- **Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :**
  - o Elaborer une stratégie globale et accompagner la mise en œuvre des projets de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires ;
  - o Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation des espaces publics sur les communes de Vendargues, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Montaud et Castries.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 1,4 M€ HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80 % de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand cycle de l'eau.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

CONTRAT GRAND CYCLE DE L'EAU 2022-2024 Intitulé des actions Montpellier Méditerranée Métropole	Montant prévu au contrat Grand cycle (€ HT)
Etude préalable à des travaux de reconnexion au lit majeur tels que préconisés par l'étude Cadoule Bérange et plan de gestion de ces espaces (secteurs 15 & 17 PDGSZH)	50 000 €
Etude de faisabilité pour la restauration de zone humide et de continuité latérale en rive gauche de la Cadoule (PGSZH : secteur 28 )	30 000 €
Maîtrise du foncier sur le secteur 34 du PGSZH (moyenne vallée du Salaison)	80 000 €
Etude préalable à l'aménagement pour la renaturation des berges du Salaison (sur le secteur 34 du PDGSZH, moyenne vallée du Salaison)	40 000 €
Entretien de la ripisylve sur les masses d'eau et leurs affluents sur 3M : périodicités pluriannuelles	100 000 €
Entretien de la ripisylve sur les masses d'eau et leurs affluents sur 3M : périodicités pluriannuelles	120 000 €
Entretien de la ripisylve sur les masses d'eau et leurs affluents sur 3M : périodicités pluriannuelles	10 000 €
Entretien annualisé de la ripisylve sur les masses d'eau et leurs affluents sur 3M	10 000 €
Acquisition foncière de la zone humide à la source de la Viredonne (PGSZH secteur 10)	170 000 €
Elaboration d'une étude préalable à la restauration et à la gestion de la zone humide de la source de la Viredonne (PDGZSH secteur 10)	40 000 €
Elaboration d'un plan de gestion sur le Nègues-Cats (secteur 42 du PGSZH) et sur l'étang des Salins (secteur 43)	40 000 €
Elaboration du plan de gestion de la zone humide du Marais de l'Estanel (secteur 45 du PGSZH, connecté au Nègues-Cats)	30 000 €
Réalisation de travaux prioritaires de restauration de la zone humide du Marais de l'Estanel (secteur 45 du PGSZH, connecté au Nègues-Cats)	120 000 €
Plan de gestion avec un volet de sensibilisation des collégiens sur les anciennes carrières de Castries (PGSZH secteur 24)	20 000 €
Elaboration d'une stratégie globale de désimperméabilisation et déconnexion des eaux pluviales des réseaux urbains (Territoires Cadoule-Bérange, et Littoral à Pérols)	100 000 €
Désimperméabilisation parking Vendargues - 180 m2 etude et travaux ( 5 Ke Etudes + 15 Ke Travaux)	20 000 €

Désimperméabilisation aire de jeux Saint genies des Mourgues - 150 m2 etude et travaux ( 10 Ke Etudes + 50 Ke Travaux)	60 000 €
Désimperméabilisation voie publique piétonne à Montaud - 250 m2 etude et travaux ( 10 Ke Etudes + 50 Ke Travaux)	60 000 €
Désimperméabilisation parking à Sussargues - 725 m2 etude et travaux ( 25 Ke Etudes + 100 Ke Travaux)	125 000 €
Désimperméabilisation parking à Castries - 1400 m2 etude et travaux ( 25 Ke Etudes + 140 Ke Travaux)	165 000 €
Communiquer sur l'action publique environnementale portée par 3M inscrite dans ce Contrat grand cycle et préparer un futur programme de sensibilisation plus ambitieux	20 000 €
<b>TOTAL ACTIONS 3M</b>	<b>1 410 000 €</b>





## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Cycles de l'eau - Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation**

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et ont mis en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant, avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants, qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé.

Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

En tant qu'autorité « *Gémapienne* », seule la Métropole pouvait réaliser les ouvrages de protection du CHU, notamment la construction d'un système d'endiguement. Dans ce contexte où les enjeux de sécurité publique et les enjeux sanitaires sont majeurs et dépassent largement l'échelle du département, le Préfet a autorisé en 2020 la Métropole à réaliser ces travaux en urgence.

En concertation avec l'Etat et le CHU, la Métropole a défini les solutions techniques et financières pour protéger le CHU du risque d'inondation. La protection du CHU, d'un montant total estimé à 6 000 000 € HT, est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat, la Région Occitanie et le CHU participe au plan de financement à hauteur de 1,8 M€ HT pour l'Etat, 1,1 M€ HT pour la Région Occitanie, 1,1 M€ HT pour le CHU. La participation de la Métropole s'élève ainsi à 2 M€ HT. Les aménagements retenus se déclinent en deux phases.

**Phase 1 :** interdire l'inondation du CHU jusqu'à une crue du Font d'Aurelle d'occurrence exceptionnelle (T = 1 000 ans) par la construction en urgence d'un système d'endiguement, composé d'un mur de protection le long de l'enceinte du CHU sur un linéaire de 740 ml et la surélévation des trois accès au CHU pour garantir la continuité du mur afin. Ce mur a été complété par la pose d'un collecteur pluvial de diamètre

1 600 mm à 2 000 mm sur 250 ml pour gérer le pluvial sur le site du CHU à l'arrière du mur.

Ces travaux, d'un montant de 4 M€ HT, ont été réalisés entre 2020 et 2021 conformément au calendrier de programmation initial, validé avec le Préfet. La protection du CHU contre les débordements du Font d'Aurelle est ainsi effective depuis novembre 2021.

**Phase 2 :** compenser les impacts du système d'endiguement en aval du CHU sur la route de Ganges jusqu'à une crue d'occurrence centennale par la construction d'un bassin écrêteur de crue d'un volume de 45 000 m<sup>3</sup> situé en amont du bassin versant sur le secteur de la Valsière en limite communale entre Grabels et Montpellier. Ce bassin présente aussi l'avantage de réduire le risque inondation pour une occurrence centennale jusqu'au CHU, notamment secteur Croix Lavit et au droit de l'Université et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Les travaux du bassin de la Valsière sont programmés en 2023 pour un montant estimé à 2 M€ HT.

La poursuite des travaux ne dispense pas d'un dossier d'autorisation environnementale pour autoriser la seconde phase de travaux du bassin de la Valsière et classer l'ensemble du système d'endiguement du CHU de Montpellier. Ces aménagements relèvent de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau et sont soumis à autorisation en application des articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'environnement. Le mur de protection sera autorisé en tant que système d'endiguement conformément à l'article R.562-13 du Code de l'environnement. La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du code de l'environnement.

Les dossiers règlementaires sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes règlementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier d'autorisation environnementale ;
- Le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ;
- Le dossier de déclaration d'intérêt général.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- L'étude d'impact du bassin de la Valsière établie en application des articles R.122-2 et R.122-3 ;
- La demande de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement soumis à la procédure de participation du public prévue par l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement pour le bassin de la Valsière ;
- L'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 ;
- Le document d'organisation qui décrit l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, les consignes de surveillance et les consignes d'exploitation en période de crue, de catastrophes naturelles ou de pandémie, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire de l'ouvrage pour garantir le niveau de protection retenu.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par ce système et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les débordements du Font d'Aurelle.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir un niveau de protection pour le système d'endiguement du CHU associé à une crue millénale du Font d'Aurelle, défini par un débit de 50,4 m<sup>3</sup>/s et un niveau de 50,69 m NGF, correspondant à une hauteur d'eau de 3,97 m mesurée à la station de référence du Font d'Aurelle au droit de l'avenue des Moulins. Par sécurité, la hauteur du mur a été calée avec une revanche de sécurité de 40 cm correspondant à une crue d'occurrence décamillénale.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour la crue de référence retenue et qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée concerne le CHU dont la population est estimée à 10 000 personnes. Le système d'endiguement ainsi que sa zone protégée figurent sur les cartes annexées à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole pour maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement sont les suivantes :

- Établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R.214-122 ;
- Établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- Transmission de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant le système d'endiguement et le bassin de la Valsière et le gestionnaire des ouvrages hydrauliques.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

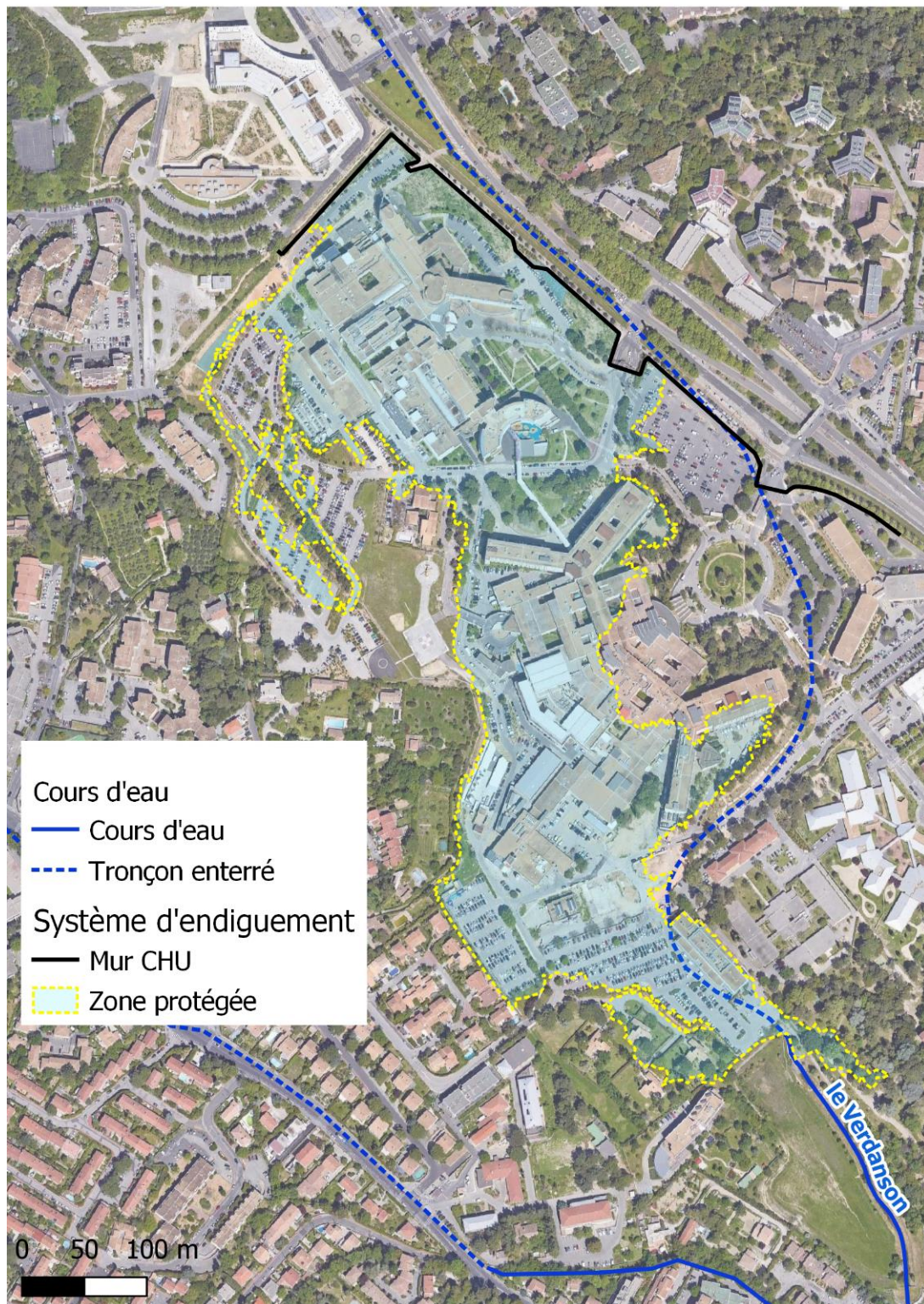
- L'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprises foncières nécessaires à la poursuite des ouvrages de protection contre les inondations, notamment le bassin de la Valsière ;
- L'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux et la régularisation administrative de la protection du CHU en système d'endiguement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du système d'endiguement du CHU de Montpellier, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement du système d'endiguement décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- De requérir le prononcé des arrêtés correspondants ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## ANNEXE : EMPRISE DU SYSTEME D'ENDIGUEMENT ET DE LA ZONE PROTEGEE



- Mur de protection : 750 ml
- Niveau de protection : crue millénale du Font d'Aurelle
- Zone protégée du CHU : 10 000 personnes



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation**

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Le Verdanson est un cours d'eau qui prend sa source sur la Commune de Grabels, traverse la Commune de Montpellier avant de rejoindre le Lez au sud du quartier des Aubes. Sur ce bassin versant, les crues sont particulièrement soudaines du fait de la rapidité du temps de réaction du cours d'eau, alimenté en grande partie par le ruissellement urbain. Des débordements sont régulièrement observés au droit de zones à enjeux lors d'épisodes pluvieux intenses.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Verdanson permet la prise en compte des risques dans l'aménagement et la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance et la réduction de la vulnérabilité des biens par le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets de l'imperméabilisation liés au développement urbain avec les projets connus à ce jour. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Les études prennent ainsi en compte un certain nombre de projets urbains comme les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine et Gimel. Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Les études ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour des pluies centennale et exceptionnelle, et une pluie telle que celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire de la Métropole. Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi des aménagements réalisés expliquent la vulnérabilité du site hospitalier aux événements climatiques d'importance mais aussi aux événements



d'occurrence plus faible en cas d'embâcle. Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

Pour répondre aux enjeux du territoire concerné par cette nouvelle connaissance du risque inondation et aux conséquences pour les personnes, les biens, l'offre de soin régionale, les activités de recherche, universitaires et économiques, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux. Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochains projets urbains, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité d'augmenter le niveau de protection des enjeux existants par des systèmes d'endiguement, la reprise d'ouvrage de franchissement et la réalisation de bassins écrêteur de crue. Le schéma directeur permet aussi de fixer des débits objectifs sur plusieurs points du bassin versant. Ces débits objectifs devront être pris en compte par les futurs projets urbains, notamment à travers le respect de la compensation de l'imperméabilisation nouvelle, afin de garantir dans le temps le niveau de sûreté des enjeux existants protégés par les aménagements proposés.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Un système d'endiguement permettant la mise en sécurité du CHU de Montpellier jusqu'à un évènement exceptionnel ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 45 000 m<sup>3</sup> sur le secteur de la Valsière pour compenser les effets du système d'endiguement du CHU et ne pas aggraver le risque sur les enjeux situés en aval du CHU, mais également réduire la vulnérabilité des quartiers urbanisés le long du Font d'Aurelle entre ce bassin et le CHU, à proximité de la rue Croix Lavit, de la Faculté de Pharmacie et du Centre National de la Recherche Scientifique, jusqu'à une crue d'occurrence centennale ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 10 000 m<sup>3</sup> au niveau de la future ZAC Gimel pour réduire la vulnérabilité de la ZAC Malbosc, du tramway et du Château d'O ;
- La reconstruction du pont de la Voie Domitienne et le réaménagement du Verdanson en aval jusqu'à l'avenue Charles-Flahault pour réduire la fréquence de submersion de la voirie qui passerait d'une occurrence d'environ 2 ans à 100 ans.

Les études ont également permis de confirmer, avec l'actualisation des nouvelles références de pluies, que le niveau de sûreté du système d'endiguement réalisé ces dernières années par la Métropole sur le Verdanson aval au niveau du quartier de la Pépinière était garanti. Cet ouvrage protège 1 040 personnes.

Compte tenu de l'urgence à intervenir au regard des enjeux de sécurité publique et des enjeux sanitaires et humains, le système d'endiguement du CHU de Montpellier a déjà été réalisé par la Métropole, la protection du CHU est effective depuis fin 2021.

Le montant estimatif des aménagements hydrauliques prévus au schéma directeur s'élève à 10 M€ TTC, dont 9M€ sont inscrits à la PPI. Les aides financières pour la protection du CHU de Montpellier, pour un coût d'opération de 7,2M€, ont déjà été accordées par l'Etat et la Région Occitanie.

Les études et dossiers réglementaires pour la construction du bassin de la Valsière, la reprise du pont de la Voie Domitienne et des berges du Verdanson sont en cours, ceux sur le bassin de Gimel démarreront

prochainement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson ;
- D'autoriser la poursuite des aménagements proposés,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Cycles de l'eau - Mise à disposition et partage des données d'observation hydrométéorologiques - Convention de partenariat entre le laboratoire Hydro-Science et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

A travers ces compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et sa gestion de la ressource en eau, Montpellier Méditerranée Métropole développe des activités d'observation et de gestion des données hydrométéorologiques, et assure le suivi des aquifères souterrains et des eaux de surface.

Les données collectées sur le territoire montpelliérain par le laboratoire Hydro-Science Montpellier (unité mixte de recherche dont les tutelles sont l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'Université de Montpellier) ont ainsi un intérêt important pour la Métropole. Ces données sont issues des observatoires Medycyss et de l'Observatoire Méditerranéen et au Sud de l'Eau dans la Ville (OMSEV) d'Hydro-Science Montpellier et font partie d'un Service National d'Observation.

La Métropole et le laboratoire d'Hydro-Science Montpellier ont un intérêt commun à favoriser ces activités d'observation en synergie, notamment pour minimiser la redondance des capteurs et maximiser la couverture du territoire par la complémentarité des activités d'observation des deux parties.

A Montpellier, l'OMSEV dispose d'un réseau de pluviomètres sur le bassin versant du Verdanson très conséquent, notamment au niveau de la zone à enjeu fort que représente le site du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir une convention qui a pour objectifs :

- Le développement des réseaux de mesure et d'alerte hydrométéorologique pour répondre aux objectifs d'alerte, prévision et de gestion de crise au niveau des zones à enjeux de la Métropole, aux objectifs de recherche scientifique sur l'aléa et le risque d'inondation et de sécheresse en zone urbaine et dans la partie amont du bassin versant à forte composante karstique sur le Lez, la Mosson et le Coulazou, ainsi que sur la distribution spatiotemporelle des événements hydrologiques extrêmes et le rôle des interactions karst-rivière sur la dynamique des crues ;
- Le partage des données collectées, notamment celles des capteurs de l'outil Ville en alerte et des observatoires Medycyss et OMSEV ;



- L'analyse des données, le développement des services d'observation et la co-construction des programmes scientifiques, sous la forme de stages ou de projets de fin d'études effectués par des étudiants et pilotés par les personnels du laboratoire Hydro-Science Montpellier de la Faculté des Sciences et de Polytech Montpellier.

Cette convention est sans contrepartie financière. Elle prendra effet à compter de sa signature pour une durée de cinq ans et pourra être prorogée par voie d'avenant signé entre les parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université de Montpellier, le Centre National de la Recherche Scientifique et l'Institut de Recherche pour le Développement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Cycles de l'eau - LIFE REWA - Projet Européen de réutilisation des eaux usées traitées de 5 stations d'épuration du territoire de la Métropole - Demande d'autorisation préfectorale d'utilisation de ces eaux - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour son projet *LIFE REWA (Recycled Water)* qui consiste à concevoir et réaliser une unité mobile de production d'eau recyclée à partir d'eau usée traitée de différentes stations du territoire. Cette candidature avait été approuvée par le Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021. Quatre niveaux de qualités d'eau différentes pourront être produits grâce à la technologie embarquée afin de proposer une eau recyclée de qualité adaptée aux usages envisagés (agricoles, industriels ou urbains). Cinq stations d'épurations du territoire ont été ciblées pour héberger l'unité dans un premier temps : MAERA, Fabrègues, Cournonterral, Villeneuve-lès-Maguelone et Saint Georges d'Orques.

Deux partenaires techniques et financiers locaux sont associés à ce projet, le bureau d'étude DV2E et l'Institut Européen des Membranes (Université de Montpellier). A l'échéance de 2026, le projet permettra de produire plus de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau recyclée par an et de démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité des usages et la soutenabilité économique de la réutilisation des eaux usées du territoire. Il s'agit bien de valider les conditions d'émergence d'une nouvelle ressource en eau du territoire, l'eau recyclée, afin de se substituer à l'eau potable ou l'eau brute issues du milieu naturel.

A ce jour, la réglementation française et européenne est très restrictive quant à l'usage de l'eau issue de la réutilisation des eaux usées traitées. Le projet LIFE REWA prévoit de développer ces usages, ce qui nécessite l'instruction par les services de l'Etat de demandes officielles d'autorisation, comme le prévoit le décret n°2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées. A l'issue de cette instruction, un arrêté préfectoral permettra d'encadrer les conditions d'utilisation de l'eau recyclée pour chacun des usages projetés et décrira les mesures de contrôles permettant de garantir la protection de la santé et de l'environnement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir instruire les demandes d'autorisation de réutilisations d'eaux usées traitées relatives au projet LIFE REWA « LIFE20 ENV/FR/000192 » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Cycles de l'eau - Usine d'eau potable de Valedeau - Garantie de deux emprunts contractés par la Régie des Eaux - Approbation**

L'eau potable qui dessert actuellement la population des communes du « système Lez » (80 % de la population de Montpellier Méditerranée Métropole) est prélevée dans la source du Lez, située à une dizaine de kilomètres au nord de Montpellier et est traitée dans l'usine François-Arago à Montpellier, dont la construction date de 1984. Sous l'effet conjugué de la pression démographique propre à ce territoire et du réchauffement climatique, la construction d'une seconde usine de traitement en eau potable a été inscrite au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) voté en 2013 par la Métropole pour la période 2015-2030. Cette nouvelle usine, implantée sur le site de Valédeau à Montpellier, aura une capacité minimale de 750 l/s produite à partir de l'eau brute du bas-Rhône et vise à sécuriser l'alimentation en eau potable de ce territoire.

La Régie des eaux de Montpellier Métropole, établissement public industriel et commercial, assure le service public de l'eau potable sur ce territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et est maître d'ouvrage de cette opération d'investissement dont le coût total s'élève à 30 M€ comprenant principalement un marché de conception-réalisation et une convention avec BRL pour la réalisation de travaux à réaliser sur la station de pompage de Méjanelle. Le marché de conception-réalisation a été confié en août 2021 au groupement mené par Suez France aux côtés de Touja SA, Eiffage Génie civil, du Cabinet Merlin et de Coste Architectures et comprend une phase d'études (conception, permis de construire, dossiers réglementaires) et une phase de travaux pour la réalisation de l'unité de production d'eau potable qui commence en mai 2022.

Afin de financer cette opération d'investissement, la Régie des eaux, qui dispose d'une capacité d'emprunt conséquente (durée d'extinction de la dette à fin 2021 inférieure à un mois, marge brute moyenne 2016-2021 : 14,4 M€), a organisé une consultation bancaire et retenu des emprunts d'un montant équivalent au coût total de l'opération. Par décision de son Conseil d'administration en date du 19/04/2022, la Régie a retenu les contrats de prêt émis par la Banque Postale.

Ces emprunts présentent deux particularités qui ont permis d'obtenir un taux compétitif par rapport à la concurrence :

- Ils sont éligibles au « prêt vert » car la nouvelle usine répond au critère d'efficacité énergétique pour ce type d'investissement (consommation électrique inférieure à 0,5 kWh/m<sup>3</sup> d'eau traité) ;
- Ils nécessitent la garantie de la Métropole à hauteur de 50 % de leur montant, soit 15 M€.

La Régie des Eaux sollicite donc la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur les deux emprunts

de la Banque Postale. Les caractéristiques financières des emprunts à garantir sont les suivantes :

Premier emprunt :

- Montant : 10 millions d'euros
- Taux fixe : 1.42%
- Durée : 21 ans, dont 12 mois de phase de mobilisation
- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Second emprunt :

- Montant : 20 millions d'euros
- Taux fixe : 1.40%
- Durée : 20 ans
- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Au cas où la Régie des Eaux, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales. La garantie est accordée pour la durée des prêts augmentée de 3 mois. Les offres de prêt jointes en annexe font partie intégrante de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la garantie des emprunts à la Régie des Eaux;
- De garantir 50% des emprunts de 10 000 000€ et 20 000 000€ souscrits par la Régie des Eaux auprès de la Banque Postale, soit respectivement 5 000 000€ et 10 000 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage dans le cadre de la convention triennale de partenariat - Exercice 2022 - Approbation**

Par délibération du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat triennale entre la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. La signature de cette convention est intervenue le 3 septembre 2019, elle est effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Ainsi, la Métropole s'est engagée à contribuer au coût de fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage à hauteur de 15 000 euros, répartis comme tels sur les 3 ans, sous réserve d'approbation par le Conseil de Métropole :

- 5 000 € en 2020 ;
- 5 000 € en 2021 ;
- 5 000 € en 2022.

Il est ainsi proposé le versement de la subvention suivante :

« Transition écologique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4431	LPO Occitanie	Métro TE 000 055	Fonctionnement	Financement du fonctionnement du Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage	5 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>5 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à la Ligue de Protection des Oiseaux d'un montant de 5 000 € pour l'année 2022, dans le cadre de la convention triennale de partenariat signée en 2019 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire volontariste qui vise cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A se décline en 5 orientations :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social du territoire vers un système alimentaire territorial durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre. La Métropole soutient l'action de ces acteurs par une subvention de fonctionnement. La convention de partenariat matérialise des objectifs communément définis ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets emblématiques et structurants pour le territoire, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

1) Subventions de fonctionnement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
7035	<b>Chambre d'Agriculture de l'Hérault</b>	<b>001072</b>	fonctionnement	Représentation des intérêts du monde agricole et rural, R&D, service et conseil aux agriculteurs et aux collectivités en matière d'agriculture et d'alimentation	42 000€
6470	<b>Réseau des semeurs de jardins</b>	<b>001000</b>	fonctionnement	Mise en réseau des jardins collectifs présents ou en devenir du Languedoc-Roussillon, développement de l'entraide, de l'échange de ressources et de graines. Accompagnement des jardins collectifs dans leur développement, leur autonomisation, leurs initiatives, leur formation, notamment autour des pratiques de jardinage, de la biodiversité, de la résilience urbaine. Représentation des jardins collectifs auprès des collectivités territoriales.	2 500 €

2) Subventions d'investissement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
6895	<b>Agri Sud-Ouest Innovation</b>	<b>001050</b>	investissement	Pôle de Compétitivité de statut associatif, fédérant plus de 420 organismes privés et publics agissant dans les filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des agro-ressources	30 000 €

3) Subventions de projets emblématiques					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
6980	OCEBIO Occitanie Entreprises Bio	001058	projet	Filières Bio Territorialisées (RHD et plateforme Bocal)	5 000 €
7106	Association oasis citadine	001015	projet	Sensibilisation à l'agroforesterie auprès des scolaires	3 000 €

4) Subventions de projets événementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
7785	<b>Agropol' Eat</b>	001064	projet	Festival Agropol'Eat 1° édition d'un festival tout public sur le site de l'Agropolis pour sensibiliser aux enjeux de l'alimentation durable et de l'agroécologie en fédérant l'ensemble des acteurs et structures métropolitains et la communauté scientifique d'Agropolis. Sa programmation s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000€
7786	<b>Terracoopa</b>	001061	projet	Terracoopa a 10 ans Organisation d'une fête de l'agroécologie - Terrafiesta - pour les 10 ans de la Coopérative, qui s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000 €
6510	<b>Fédération Régionale des CIVAM d'Occitanie</b>	001113	projet	PROJET: L'Hérault de ferme en ferme 2022 Il s'agit d'un week-end de portes ouvertes dans 44 fermes du département (dont 3 sur le territoire de la Métropole), qui a pour objet la promotion du métier des paysans, de leurs produits au travers d'animations tous publics.	3 000 €
6470	<b>Réseau des semeurs de jardins</b>	001142	projet	Organisation d'un festival grand public de l'agroécologie et des alternatives sur la métropole dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie - Automne	7 500 €

Soit un total de 101 000 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations régionales représentatives - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole soutient le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel. Ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux.

Montpellier Méditerranée Métropole entend aujourd'hui renouveler le programme partenarial pluriannuel initié en 2016 avec la Ville de Montpellier, les radios associatives et leurs organisations régionales représentatives (Assemblée Régionale des Radios Associatives et Collectif des Radios Libres d'Occitanie), afin de développer des productions, notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative. Les conventions proposées définissent les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2022-2024.

Montpellier Méditerranée Métropole s'y engage à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel :

- 15 625 € auprès des radios représentées par l'Assemblée Régionale des Radios Associatives (ARRA) ;
- 9 375 € auprès des radios représentées par le Collectif des Radios Libres d'Occitanie (CRLO).

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre un programme d'actions annuel consistant à produire et diffuser des documents radiophoniques (magazines, émissions spéciales, reportages, fictions ou séries radiophoniques, ...) consacrés à la vie culturelle, sportive, touristique, environnementale et événementielle de la Ville et la Métropole. Ces programmes donneront notamment la parole à des habitants et acteurs du territoire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ViàMontpellier - Approbation - Autorisation de signature**

La société ViàMontpellier exploite son canal de télévision local sous la marque « *ViàMontpellier* » en vertu d'une convention conclue avec l'Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) en date du 9 février 2022.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV, devenue ensuite ViàMontpellier, pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, dont le terme a été fixé au 31 décembre 2015 par avenant n°1. Cette convention a ensuite été renouvelée par deux fois et est arrivée à échéance au 26 février 2022.

Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat, et de l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à conventionner avec la société ViàMontpellier pour, entre autres, la promotion et la diffusion de leurs activités sur leurs territoires respectifs, il est proposé de conclure avec ViàMontpellier une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs, tripartite, pour une durée de 3 ans.

La convention a pour objet de fixer les axes de collaboration entre ViàMontpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Les productions vidéos réalisées dans ce cadre s'appuieront sur le planning prévisionnel des manifestations de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, remis à jour chaque année et annexée à la convention.

D'une façon générale, la société ViàMontpellier s'engage à couvrir tous les aspects de la vie locale en l'abordant sous des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du Pôle Métropolitain. Dans ce cadre, elle s'attache à favoriser la compréhension de l'organisation institutionnelle, à conforter l'identité du territoire en valorisant sa cohérence comme ses spécificités locales et à renforcer l'expression des citoyens dans un souci de démocratie participative. L'ensemble des communes de la Métropole et du Pôle Métropolitain feront l'objet d'une attention particulière de la société ViàMontpellier. La déclinaison de ces thématiques dans la grille de programme de ViàMontpellier pourra prendre plusieurs formes : web-reportages, plateaux événementiels, émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle et cinématographique. Enfin, l'ensemble des productions réalisées par ViàMontpellier dans le cadre de la présente convention sera mis à la disposition de la Ville et de la Métropole via la plateforme *My Vidéo Place*

de la chaîne. Ces programmes pourront être librement réutilisés et diffusés via les sites et réseaux sociaux des deux personnes morales.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole verseront à la société ViàMontpellier une participation annuelle forfaitaire de, respectivement, 60 000 € HT, et 250 000 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société ViàMontpellier et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Domaine d'O - Convention d'exploitation entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

L'Établissement Public Industriel et Commercial (l'EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O a été créé par délibération du Conseil départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1er janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O. A ce titre, l'EPIC du Domaine d'O relève depuis à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, et représente l'un des éléments majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille.

Le Domaine d'O produit en effet une saison culturelle (théâtre, cirque, musique, spectacles jeune public, danse), chaque année d'octobre à mars, ainsi que quatre festivals : Saperlipopette, La métropole fait son cinéma et Les Nuits d'O, et La Métropole fait son cirque (cirque contemporain sous chapiteau dans les communes de la Métropole). Il accueille par ailleurs quatre festivals d'envergure : Le Printemps des comédiens, les Folies d'O, Radio France Occitanie Montpellier et Arabesques.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la reconduction de la convention d'occupation du domaine public qui définissait notamment les biens et la parcelle concernés, les réserves d'usage et de jouissance au profit de la Métropole, notamment la réservation de 15 jours d'utilisation métropolitaine, le régime des sous-occupations, les conditions générales relatives à l'entretien, la maintenance, aux travaux et aux charges récupérables, la durée de la convention, les responsabilités et assurances incombant aux deux parties et les modalités de fin de la convention.

Une convention d'exploitation fixant notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les

modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée pour un an par délibération du 7 juin 2021 ; il est proposé de renouveler cette convention au titre des années 2022 et 2023, faisant coïncider son échéance avec celle de la convention d'occupation du domaine public.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'exploitation entre l'EPIC du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les exercices 2022 et 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2022 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature**

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles programmées sur le site archéologique Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé sur la Commune de Lattes. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces deux sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat annuel avec Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2022, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouilles selon la répartition suivante :

- 39 100 € pour le site de *Lattara* ;
- 32 050 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherche sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

Concernant le site archéologique Lattara, les précédentes campagnes de fouilles depuis 2016 ont mis en évidence la présence d'un chenal qui été creusé au tout début du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère en bordure de la zone portuaire, vraisemblablement pour pallier le problème d'ensablement de la lagune. La campagne 2022 s'inscrit dans le cadre d'un nouveau plan triennal de fouilles (2021-2023). Il s'agira tout d'abord de terminer, sur le quartier portuaire, la fouille d'une maison d'époque augustéenne, mise au jour en 2021. Cette maison, appartenant sans doute à un négociant du port, a livré notamment une mosaïque, qui a été déposée au mois décembre pour être restaurée et exposée au musée Henri Prades. L'exploration portera ensuite sur les quais du II<sup>e</sup> siècle de notre ère du canal portuaire afin de compléter les données sur cet ouvrage en vue de sa publication. Ces travaux seront menés sur deux mois, du 6 juin au 30 juillet avec une équipe composée de 10

encadrants et d'une quarantaine de stagiaires bénévoles répartis sur deux stages de fouilles.

S'agissant du site de Maguelone, avec la mise au jour de 9 000 m<sup>2</sup> dans le quartier nord du siège épiscopal en 2019-2020, l'exploration a franchi une étape décisive en confirmant l'existence d'une agglomération couvrant une large partie de l'ancienne île. La densité des vestiges concernant une vingtaine de bâtiments à fonctions multiples, stockage, forge et habitation, permet désormais de caractériser la topographie d'un quartier de Maguelone dans les décennies qui accompagnent et/ou succèdent à la création du siège épiscopal, quelques années avant les conciles de 589 où en apparaît la première mention. Au vu de la densité des données de fouille, en 2021 le travail de terrain s'est limité à quelques sondages prospectifs pour se consacrer principalement aux études spécialisées : bio-archéologie, archéo-zoologie, numismatique, paléo-environnement, topo-chronologie. Ces études vont se poursuivre en 2022, qui verra aussi se développer l'analyse topographique à travers une prospection géophysique chargée de compléter le plan des différents quartiers de l'île épiscopale.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS pour la réalisation des campagnes de fouilles 2022 sur les sites archéologiques de Lattara et du siège épiscopal de Maguelone ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) - Convention d'adhésion 2021-2026 - Autorisation de signature**

Dans le souci d'assurer une bonne gestion de ses ressources documentaires, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades adhérer au réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) ».

Le groupement de services n° 3378 du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), intitulé réseau professionnel FRANTIQ, est un réseau documentaire sur l'Archéologie et les Sciences de l'Antiquité dont le but est de faciliter les accès à l'information scientifique et technique dans ce domaine, de fournir des outils spécifiques et de partager des compétences pour la communauté archéologique (chercheurs, enseignants chercheurs, étudiants, éditeurs scientifiques, services archéologiques régionaux, départementaux ou territoriaux).

Il est proposé une convention d'adhésion et de partenariat au terme de laquelle le musée Henri Prades s'engage à fournir des données scientifiques, bibliographiques, normalisées et indexées de ses acquisitions courantes et, si possible, rétrospectives et participer à l'enrichissement du Catalogue collectif indexé et du thésaurus du réseau. En contrepartie, FRANTIQ lui fournira des outils pour valoriser ces données, mettra à sa disposition le logiciel, le système d'indexation, le serveur et dispensera les formations aux outils au personnel du musée Henri Prades.

La convention de partenariat permettant l'adhésion au réseau est conclue pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le coût annuel de l'adhésion est de 2 040 € TTC, soit 10 200 € TTC sur la durée totale de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'adhésion et de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation**

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité pour sa Direction des médiathèques et du livre adhérer via la délibération n°M2021-178 à plusieurs associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique, pour la durée du présent mandat (Réseau CAREL, OLL, Images en bibliothèques, ADULOA, GIP Cinémathèque du documentaire).

En plus de ces associations, le réseau des médiathèques et du livre souhaite adhérer à l'AMCSTI : Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique et Technique et Industrielle.

Cette adhésion représente un montant financier annuel de 300 € TTC

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser l'adhésion de la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AMCSTI ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Attributions de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

**1. Attribution de subventions**

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5971	001489	BRAND A PART	CINEMA	Projet	Les ateliers cinéma	2 500
7793	001509	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Châtaignes boost camp	3 000
7793	001510	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Chemin faisant	1 500
<b>Sous-total Cinéma</b>						<b>7 000</b>
4265	001533	ATTITUDE	DANSE	Projet	Battle of the year France	28 000
<b>Sous-total Danse</b>						<b>28 000</b>
1530	001407	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	LIVRE	Fonctionnement		10 000
<b>Sous-total Livre</b>						<b>10 000</b>
1966	001465	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE EN LR	MUSIQUE	Projet	Export music Montpellier Métropole	2 000
5571	001421	OX'IVENT	MUSIQUE	Fonctionnement		3 000
<b>Sous-total Musique</b>						<b>5 000</b>

5134	001507	LES ARCHIVES DU SPECTACLE	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Agenda spectacle vivant	4 000
5448	001356	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	PLURI-DISCIPLINAIRE	Fonctionnement		13 000
7328	001521	AVIS DE CHANTIER	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Palabrasives 2022	5 000
<b>Sous-total Pluridisciplinaire</b>						<b>22 000</b>
7321	001483	LA COMPAGNIE CAREVELLE	THEATRE	Projet	Costumes L'eau de la vie	1 000
7598	001456	COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	Projet	La petite bulle	1 000
<b>Sous-total Théâtre</b>						<b>2 000</b>

## 2. Attributions de subventions dans le cadre de Total Festum

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5571	001422	OX'IVENT	MUSIQUE	Projet	Total Festum à Lavérune	3 000
1191	001449	LEZARDS D'U	MUSIQUE	Projet	FESTA FOUGASSA 2022	5 000

## 3. Affectation d'un fonds de concours à la Commune de Lattes

Considérant qu'en application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut verser à ses communes membres un fonds de concours afin de soutenir financièrement la gestion, le fonctionnement, la réalisation ou la réhabilitation d'un équipement, il est proposé d'attribuer un fonds de concours à la Commune de Lattes, pour la gestion et le fonctionnement du théâtre Jacques-Cœur, établissement culturel municipal qui propose chaque année une programmation artistique et culturelle riche, variée et ouverte à tous les publics. Compte tenu de la qualité et du rayonnement de ses activités artistiques, il est proposé d'attribuer à la Commune de Lattes un fonds de concours d'un montant de 40 000 € au titre de l'année 2022.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de fonds de concours et de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Attractivité - Convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

La Francophonie est constituée de la communauté de femmes et d'hommes qui partagent une langue commune, le français. Le dernier rapport en date de l'Observatoire de la langue française, publié en 2018, estime leur nombre à 300 millions de locuteurs, répartis sur les cinq continents. C'est aussi un dispositif institutionnel voué à promouvoir la langue française et à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle au sein des 88 Etats et gouvernements de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Structure originale dans le paysage de la Francophonie institutionnelle, la Maison des Francophonies réunira, en réseau, dans sa gouvernance comme dans ses actions, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes. L'objectif d'une telle structure est d'encourager la promotion et l'étude des dynamiques des francophonies, dans toutes leurs dimensions linguistiques, culturelles, historiques et politiques, à promouvoir le partage international de la langue française et des langues régionales de France ; à faire découvrir ainsi à l'ensemble de la communauté universitaire, à tous les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa région, la richesse et la complexité de l'espace francophone au niveau mondial, comme dans leur environnement proche.

La Maison des Francophonies a ainsi des objectifs tant intellectuels, qu'institutionnels, politiques et culturels. Elle aura pour missions :

- La recherche et l'organisation d'événements scientifiques dans le domaine des littératures et des arts, des espaces francophones, des sciences du langage, des humanités numériques et environnementales, de l'histoire, de la science politique et des relations internationales, par un appui aux colloques, journées d'études, séminaires, rencontres... ;
- Des actions pédagogiques de formation au plan littéraire, linguistique, politique, etc. par un soutien aux cours, formations, séminaires, universités d'été... ;
- Des actions de médiation culturelle et de programmation artistique, visant notamment à mettre en valeur les réalisations artistiques des espaces francophones, dont l'événement central sera l'édition annuelle, au mois de mars, du festival des « *Rendez-vous des francophonies à Montpellier* » ;
- Les échanges internationaux, en interagissant en particulier avec certains pays d'Afrique Subsaharienne, du Maghreb, du Machrek (Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Israël et Palestine), des Antilles francophones, du

Québec, d'Asie... Ces échanges francophones concernent les enseignants-chercheurs, les étudiants et les personnels administratifs.

La Maison des Francophonies sera composée d'un comité de direction réunissant Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ainsi que d'un conseil scientifique. Dans le cadre de cette convention constitutive, il est également proposé le financement de cette, pour l'année 2022, pour un montant de 10 000 € par Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la signature de la convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ;
- D'approuver le financement à hauteur de 10 000 € pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation**

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Végapolis a été reconnue d'intérêt communautaire. Idéalement située au cœur d'Odysseum, elle offre depuis vingt ans un service public sportif conforme aux exigences des usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. La patinoire Végapolis figure parmi les plus importantes patinoires de France et demeure l'une des rares à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive (1 738 m²) et l'autre à dominante ludique (1 334 m²).

Le 21 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine. Une première convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 5 ans (jusqu'au 31 décembre 2016). La convention de délégation a été renouvelée avec la même société pour une nouvelle durée de 6 ans, de 2017 à 2023. Le contrat actuel arrive à échéance le 28 février 2023.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

#### **I / Etat des lieux et modalités de gestion actuelles**

##### **1/ Les principaux chiffres**

Les caractéristiques structurelles de Végapolis (double piste de qualité, aux vocations complémentaires) et organisationnelles (volonté d'ouverture sur l'année complète, y compris en saison estivale), conjuguées avec une zone de chalandise importante, lui permettent de maintenir un excellent niveau de fréquentation. En configuration optimale (hors restrictions sanitaires) la fréquentation de la patinoire est relativement élevée (autour de 310 000 passages par an), ce qui en fait une des patinoires les plus fréquentées de France.

Sur la durée du contrat, ce sont près de 1,1 millions de visiteurs qui se sont rendus à la patinoire.

Années	2021	2020	2019	2018	2017 10 MOIS
Total	197 286	156 522	307 141	302 300	208 127

Il est à noter une sensible baisse en 2020 en raison de la survenance de la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire mondiale a fortement perturbé l'activité de la patinoire à partir du 17 mars 2020. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 111 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2020 est de seulement 159 jours représentant 43,6 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 254 jours dont 37 % en mode dégradé.

Outre l'ouverture au public qui correspond à près de la moitié des entrées enregistrées, cette patinoire accueille les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, la possibilité d'accueillir d'autres écoles étant laissée ouverte au délégataire. Au total, ce sont près de 250 classes issues de 24 communes qui sont accueillies chaque année au sein de la patinoire.

Cet équipement accueille également les entraînements et les rencontres sportives de sport de haut niveau du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Cette patinoire est également un lieu d'événements où de multiples animations et manifestations sont organisées chaque année. Dans ce cadre, la patinoire a accueilli les entraînements des athlètes internationaux en préparation pour les championnats du monde de patinage artistique qui se sont déroulés du 21 au 27 mars 2022 à l'Aréna Sud de France.

Concernant les résultats d'exploitation, il apparaît qu'en dehors des périodes impactées par les restrictions sanitaires, l'équipement dégage un résultat positif permettant l'attribution d'un intéressement de la Métropole grâce à un mécanisme prévu dans le contrat de délégation de service public. En outre, le délégataire paye une redevance fixe d'occupation des espaces et une redevance de contrôle.

## **2/ La gestion actuelle de l'équipement**

La gestion de la patinoire Végapolis a été déléguée par voie d'affermage, à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine, pour une durée de 6 ans.

Le périmètre actuel de la DSP comprend l'ensemble du bâtiment (à l'exclusion des zones adjacentes affectés aux commerces « Pizza » et « Tapas »), le parking de proximité, parking de service dont l'accès privatif est soumis à un contrôle d'accès avec barrière.

Les prestations actuelles, objet de la délégation de service public relative à la gestion de la patinoire, sont basées sur deux missions principales :

- Une mission de gestion complète de l'équipement en vue de l'accueil du public, des scolaires et des associations sportives et de l'organisation de manifestations sportives ou artistiques ;
- Une mission de promotion et de commercialisation de l'équipement et une mission de gestion d'activité accessoire (snack).

Le contrat prévoit des contraintes de service publics et notamment des créneaux obligatoires pour les scolaires et les associations.

Le contrat prévoit des niveaux d'investissement et de gros entretien renouvellement à mettre en œuvre pendant la durée du contrat par le délégataire et un suivi étroit de ses dépenses est réalisé par le délégant chaque année au moment de la réalisation du rapport d'activité annuel du délégataire.

## **3/ Le coût du service**

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire de Végapolis exploite l'équipement à ses risques et périls. Il a la charge du recouvrement des impayés et se rémunère par les recettes d'exploitation des biens et équipements mis à sa disposition.

La tarification des prestations de la patinoire se décompose en deux types :

- Les tarifs normaux ;

- Les tarifs pass’Métropole proposant des réductions sur la plupart des produits de la grille.

Conformément au contrat, le délégataire peut proposer chaque année une actualisation tarifaire applicable au 1<sup>er</sup> septembre de l’année, suivant une formule d’indexation plafonnée à 2% maximum par an.

En outre, et notamment en raison des contreparties de service public imposées par le contrat, le délégant verse au délégataire une contribution financière forfaitaire.

Rappel de cette contribution financière pour la période 2017/2022 :

2017 (10 mois)	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (2 mois)
103 428 €	103 324 €	83 310 €	65 450 €	63 789 €	59 398 €	0 €

Cette contribution est versée trimestriellement d’avance.

## **II. Présentation des différents modes de gestion**

Deux modes d’organisation s’offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public et, notamment, un service public industriel et commercial :

- La « gestion publique », c’est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d’un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l’autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...) ;
- La « gestion déléguée », où l’exploitation du service est confiée à un tiers. Cette gestion prend principalement la forme d’une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales, (articles L. 1411-1 Code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1121-3 Code de la commande publique (CCP)).

## **III. Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés**

### **1/ Les objectifs**

#### **Objectifs de la Métropole pour la patinoire Végapolis :**

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l’action entreprise vers les scolaires pour favoriser l’apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l’équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l’équipement en parfait état d’entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l’attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l’échelle métropolitaine, régionale et nationale.
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l’échelle locale du pôle ludique d’Odysseum et à l’échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l’équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l’emploi et de la politique jeunesse, et du développement durable.

### **2/ Définition des scénarios retenus pour l’analyse**

Deux scénarios ont été étudiés :

- A. Le scénario A envisage la gestion en régie de l’équipement, ce qui induit la modification du mode de gestion de la patinoire aujourd’hui gérée en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la Collectivité sur le service. S’agissant d’un service public industriel et commercial, la patinoire devra être gérée au travers d’une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (article L.1412-1 CGCT) ;
- B. Gestion déléguée en concession de service. Dans cette hypothèse, la régie intéressée n’apparaît pas



comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même, la délégation de service public de type « concession de travaux » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs.

#### **IV. Analyse comparative des différents modes de gestion**

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

<b>Critères</b>	<b>Scénario A : régie</b>	<b>Scénario B : DSP</b>
Adaptabilité	<b>3</b>	<b>4</b>
Contrôle du service	<b>4</b>	<b>2</b>
Qualité du service	<b>3</b>	<b>4</b>
Gestion du personnel	<b>3</b>	<b>4</b>
Coût du service	<b>3</b>	<b>4</b>
Risques	<b>1</b>	<b>4</b>
Contribution au développement du territoire	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>25</b>

En synthèse, il ressort de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des sept critères définis que le scénario B « DSP » s'avère le plus adapté aux objectifs de la Métropole, pour ce projet en particulier.

Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario permet de faire porter le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur un opérateur expérimenté et qui dispose le plus souvent d'un réseau structuré d'équipement. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public pour la patinoire Végapolis.

#### **V. Caractéristiques du futur contrat**

##### **1/ Objet du contrat**

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire.

##### **2/ Durée du contrat**

La durée du contrat sera de 6 ans et prendra effet au 1<sup>er</sup> mars 2023. Cette durée est justifiée par l'amortissement des investissements qui seront demandés au délégataire.

##### **3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public**

###### **Missions :**

Le délégataire assurera la gestion du service public de la patinoire au travers des missions suivantes :

L'exercice des activités suivantes :

- L'accueil du public ;
- L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole) ;
- L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré.

La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :

- La gestion technique, administrative, financière et commerciale ;
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement ;
- L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail (reprise du personnel) ;
- Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur ;
- L'optimisation des consommations de fluides nécessaires au bon fonctionnement de la patinoire.

### **Obligations de service public :**

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- Assurer l'ouverture et la fermeture au public 365 jours par an (sous réserve des évènementiels) ;
- Accueillir les scolaires et les clubs ;
- Mettre à disposition les personnels et les matériels pédagogiques pour les scolaires ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination des besoins de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Proposer un plan détaillé de maîtrise des consommations en fluides de la patinoire.

### **Investissements :**

Même s'il s'agit d'une concession de service, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégant à la fin du contrat.

### **Entretien, renouvellement et Gros Entretien et de Renouvellement (GER) :**

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- L'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectées à l'évacuation des déchets ;
- Le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service ;
- L'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installations techniques ;
- L'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, circuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du

besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

#### **4/ Conditions financières**

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre avec une priorité pour les scolaires ; cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

#### **5/ Rôle de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice**

La Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- L'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation ;
- Le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt pédagogique, ludique, et sportif de cet équipement pour les visiteurs, en particulier les jeunes et les familles, et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique jeunesse, politique sportive, et politique touristique ;
- Le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service ;
- Le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement ;
- La réalisation effective du Compte d'Exploitation Prévisionnel, en matière de recettes et charges de la délégation.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

Montpellier Méditerranée Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

## **6/ Conditions principales d'exécution du service**

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il sera également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service.

Montpellier Méditerranée Métropole remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

## **7/ Sort des biens**

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

## **8/ Principales modalités de consultation**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du Code de la Commande Publique.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 17 mai 2022, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 21 avril 2022, ont rendu un avis sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, d'en négocier les conditions précises ;
- D'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence qui conduira à la désignation de l'exploitant de la patinoire Végapolis ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain lors de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau.

Le Montpellier Rugby Club, double vice-champion de France en 2011 et 2018 et double vainqueur du Challenge européen en 2016 et 2021, évolue au plus haut niveau du championnat de France Top 14 et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au sein du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir, propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole. La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Rugby Club répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club d'espaces, déterminés par convention, au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025. Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2022-2023, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur du complexe sportif ainsi que de certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeux et au sein des bâtiments du stade afin de permettre au club d'assurer l'organisation des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Rugby Club. La convention prévoit également la mise à disposition exclusive de bureaux, de vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et de créneaux d'utilisation du stade d'entraînement.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation. Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du stade d'honneur de rugby est arrêtée à 303 247,00 € HT

pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 (saison 2022-2023). À cette redevance fixe s'ajoutera une redevance variable établie à la fin de chaque saison sportive en fonction des recettes issues de l'exploitation du stade les jours de match.

Une réflexion étant en cours sur le devenir du complexe sportif Yves-du-Manoir et une éventuelle évolution des modalités de fonctionnement de cet équipement, les parties signataires à cette convention conviennent de se revoir dans les meilleurs délais afin d'évaluer ensemble les conditions de mise en œuvre de la présente convention et d'en modifier les clauses si nécessaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Animation du territoire - Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature**

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient et participe à la diffusion du sport de haut niveau.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, en 2008, puis en 2015, d'autoriser dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines (maillots de bain, bonnets de bain, lunettes de nage, etc.). La présente délibération a pour objet de renouveler cette autorisation.

Les douze piscines concernées par la mise à disposition sont les suivantes : Centre Nautique Neptune, piscine Marcel Spilliaert, piscine Jean Taris, piscine Jean Vives, piscine Suzanne Berlioux, piscine Henri Pitot, piscine Amphitrite, piscine Poséidon, piscine Alex Jany, piscine Les Néréides, piscine Christine Caron, et piscine Héraclès.

Une treizième piscine, dont l'ouverture est prévue pour le second semestre 2023, est susceptible d'être ajoutée après la signature de la convention et de faire l'objet d'un avenant, à savoir la piscine de la Motte-Rouge.

L'implantation des appareils se fera dans les zones suivantes situées dans l'enceinte des piscines : entrée principale ou hall d'accueil.

**Rappel de la procédure :**

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a

été lancée le 15 mars 2022 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'occupation est consentie à compter du 20 juillet 2022, pour une durée allant jusqu'au 30 juin 2027. Conformément à la réglementation en vigueur, au terme de la convention aucune prolongation ne sera possible sans qu'une mise en concurrence ne soit préalablement diligentée.

Au titre de l'autorisation délivrée, le bénéficiaire est assujéti au paiement d'une redevance annuelle comportant une part fixe et une part variable.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 22 avril 2022.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

#### **Choix du candidat :**

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société **TOPSEC FRANCE**, représentée par Monsieur Thomas LEFAUCHOUX, agissant en qualité de Global Business Manager, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

#### **Caractéristiques de la future convention :**

La redevance annuelle proposée par la société TOPSEC FRANCE comprend une part fixe qui s'élève à 1 500,00 € HT, et une part variable correspondant à 12 % du chiffre d'affaires HT généré par l'exploitation des distributeurs par la société.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le choix de la société TOPSEC FRANCE en tant qu'occupant temporaire du domaine public pour l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines ;
- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TOPSEC France ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.





**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Avenant opérationnel n°2 relatif à l'observation touristique - Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération n° M2021-489 du 28 septembre 2021, un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de l'Hérault, l'Office de Tourisme et des Congrès métropolitain et l'Agence de Développement Touristique « Hérault Tourisme » a été formalisé dans une convention cadre 2021-2023. Les principaux axes de travail concernent :

- La promotion de l'itinérance douce et des activités de pleine nature ;
- Le développement de l'œnotourisme ;
- La valorisation de la culture et du patrimoine ;
- Le renforcement de la qualité d'accueil et l'aide à la transition écologique des activités ;
- La gestion des données touristiques, observation, communication et partage Marketing.

Un premier avenant opérationnel d'application concernant le partage de données relatives à l'offre touristique et de loisirs a été mise en place. Un deuxième avenant opérationnel d'application avec Hérault Tourisme, objet de la présente délibération, est proposé sur deux sujets :

- L'observation de l'offre et l'activité des locations touristiques en plateforme (Airbnb...etc.) ;
- L'observation de la fréquentation touristique.

L'avenant a donc pour objet de :

- Disposer de données relatives à l'activité des locations de vacances commercialisées sur les plateformes Airbnb et Vrbo (Abritel, Homeways...) tant sur l'ensemble du territoire de la Métropole qu'à l'échelle de la commune de Montpellier. La Ville de Montpellier ayant en effet instauré un règlement encadrant les changements d'usage et mis en place un numéro d'enregistrement pour les meublés de tourisme, il est pertinent de disposer d'indicateurs d'observation.

Le dispositif « Airdna » objet de cette convention permettra en temps réel de connaître l'ensemble des logements mis en ligne par les particuliers et de recevoir mensuellement des indicateurs d'offre et de fréquentation, notamment le nombre de logements et de nuits mis en location et réservés, le taux d'occupation et le revenu généré sur le territoire. Ces données concernent tous modes d'hébergement locatifs confondus proposés aux touristes en séjour : logement entier, chambre, yourte...le prix moyen d'une nuit pourra aussi être obtenu.

- Disposer de données relatives à la fréquentation touristique  
Flux Vision est un outil d'estimation de la fréquentation à partir de la téléphonie mobile. Développé par Orange, ADN Tourisme et les Agence Départementales du Tourisme, cette solution permet d'identifier, à partir de la géolocalisation des mobiles, la présence et l'origine des personnes, touristes, excursionnistes et résidents. Le partenariat proposé par Hérault Tourisme permet d'estimer la fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole. Les données fournies permettent de suivre de manière quotidienne, mensuelle et annuelle le volume de nuitées réalisées sur le territoire et d'identifier l'origine détaillée par régions et départements pour les clientèles françaises et par pays pour les clientèles internationales. Hérault Tourisme propose un accès à Visit Data, outil de visualisation de ces données, permettant en outre de suivre la saisonnalité de la fréquentation par marché.

L'accès de Montpellier Méditerranée Métropole à ces données est subordonné au paiement d'une contribution financière annuelle correspondant au coût facturé par les fournisseurs de données à l'ADT Hérault Tourisme pour le territoire de la Métropole. Ces deux prestations représentent un coût annuel de 3 800 € TTC.

L'avenant entrera en vigueur au jour de la signature par la dernière des deux parties et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, date de fin de la convention cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'avenant opérationnel n°2 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Attractivité - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi Hérault ont noué des partenariats afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire de la Métropole. Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre signée le 06/01/2021 dont les objectifs stratégiques sont de :

- Accompagner les stratégies de croissance et de développement des entreprises implantées sur le territoire de la Métropole et de faciliter les implantations des entreprises exogènes, en proposant des services d'identification des ressources humaines disponibles sur le bassin d'emploi et en proposant un accompagnement des entreprises dans leurs problématiques de recrutement ;
- Mieux connaître l'offre de services de Pôle emploi, l'adapter aux besoins des entreprises de la Métropole et intervenir le plus en amont possible des projets de recrutement ;
- Créer les conditions favorables au rapprochement entre l'offre et la demande locale d'emplois.

Grâce à son partenariat avec Pôle emploi, Montpellier Méditerranée Métropole est en mesure d'accompagner plus fortement les entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur son territoire. Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises de la Collectivité, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle emploi, sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à la formation et au recrutement possibles notamment. Les entreprises qui s'implantent sont accompagnées dans leurs processus de recrutement en activant les outils et partenariats nécessaires, notamment en termes de formations préalables à l'embauche. Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emplois et effectue un suivi post-forum. En tant que signataire du Contrat de Ville, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre des instances de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2022, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

Concernant l'inclusion dans l'emploi par la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés, une

convention fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales est également mis en place.

Il est proposé de renouveler ce partenariat, en 2022 avec la poursuite des objectifs opérationnels suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement ;
- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- Organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre d'événementiels dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole notamment autour des filières stratégiques du territoire et secteurs en tension : Rencontres pour l'Emploi, ou autres actions dont l'objectif est de valoriser l'image des métiers / secteurs d'activité ou de rapprocher les entreprises qui recrutent avec des candidats.
- Favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem-Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Participer à la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale" portée par la Métropole, un dispositif d'appui à Maîtrise d'ouvrage relatif à l'application de clauses sociales d'insertion dans les marchés sur le territoire de la collectivité. Les modalités de participation à cette plateforme seront définies dans une convention spécifique ;
- Etudier l'opportunité d'utiliser les données publiques de Pôle emploi en vue de créer des outils/services facilitant la rencontre entre demande et offre d'emplois grâce aux interfaces de programmation applicatives (API) de Pôle emploi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle emploi ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Attractivité - Renouvellement de l'adhésion au Groupement d'Intérêt Économique Atout France - Année 2022 - Approbation**

Le Groupement d'Intérêt Economique Atout France est l'opérateur de l'Etat chargé de renforcer le positionnement de la destination France à l'international et d'accompagner le développement de l'offre touristique française. Afin de maintenir la compétitivité de la destination France, quatre grandes missions lui ont été confiées :

- Favoriser le montage de projets d'investissement dans les territoires grâce au programme France Tourisme Ingénierie et piloter différents dispositifs visant à optimiser la satisfaction des voyageurs : classement des hébergements touristiques, immatriculation des opérateurs de voyages, label Vignobles & Découvertes ;
- Créer et mettre à disposition des professionnels du tourisme et des territoires des outils d'observation et de compréhension de la demande touristique afin de leur permettre d'adapter leur offre ;
- Construire en partenariat étroit avec ses partenaires, des actions de marketing et de communication leur permettant de renforcer leur visibilité à l'international (grâce à un réseau de 32 bureaux répartis dans 29 pays) et de s'y développer ;
- Accompagner l'adaptation de l'offre touristique aux nouvelles attentes des visiteurs en matière de développement durable, de nouveaux services et de digitalisation.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, en application de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. Afin d'exercer ses compétences en matière de stratégie de développement et d'aménagement touristique, il est proposé au Conseil de Métropole de renouveler son adhésion à Atout France. La contribution annuelle demandée est de 6 874,80 € TTC.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Atout France ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades, depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement à la valorisation de la recherche, de sa protection, sa valorisation et sa promotion en devant actionnaire de la SATT AxLR. Ainsi par délibération n°13283 du 30 septembre 2015 et n°M2018-710 du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé sa prise de participation dans la SATT AxLR devenue effective en février 2019 avec 56 actions et 5 % des parts.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de devenir actionnaire a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie maximale à verser à 1 M€ sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579 et les 500 000 € restant ont été versés conformément à la délibération n°M2020-535.

En 2021, 20 contrats et précontrats d'exploitation ont été signés et 26 start-up ou projets accompagnés, portant leur nombre à 116 depuis 2012. 198 projets ont été détectés durant l'année 2021, projets porteurs de développement de richesses et d'emplois pour le territoire Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la protection de propriété intellectuelle des chercheurs, 84 dossiers ont été évalués dont 61 dossiers ont été instruits et finalement protégés en 2021.

L'article 4.5 du Pacte d'Actionnaire signé par l'ensemble des actionnaires prévoit la possibilité d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune de manière à équilibrer les fonds propres dans de l'atteinte d'un équilibre financier.

Ce principe d'abandon de compte courant a déjà été mis en œuvre en 2017 (4 M€) et 2018 (2,3 M€) avant que Montpellier Méditerranée Métropole devienne actionnaire de la SATT AxLR afin de maintenir les capitaux propres positifs.

Par délibération M2021-294 du 7 juin 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a procédé à un premier abandon de compte courant sous réserve de clause de retour à meilleur fortune de 234 173€.

En date du 15 décembre 2021, le Conseil d'Administration de la SATT AxLR a approuvé le principe d'un nouvel abandon de créance d'un montant total et maximum de 3,5 M€ pour trois associés. Il a été acté par courrier du 21 février 2022 un abandon de créance total de 2 224 000 € correspondant à 112 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole, à un montant identique pour la Région Occitanie et à un montant de 2 000 000 € pour l'EPIC BPI France.

Il est en effet constaté un chiffre d'affaires en évolution et un actif de production immobilisé conséquent, caractéristique d'une société de recherche et développement, mais aussi un déficit attendu de 2,1 M€ qui en l'état, porterait les capitaux propres négatifs à 1,1 M€.

Afin de ne pas afficher des capitaux propres négatifs, un abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune global de 2 224 K€ est proposé avec effet rétroactif au 31/12/2021, date d'arrêté des comptes. Il permettrait d'afficher ces capitaux propres positifs à 1 135 K€.

La clause de retour à meilleure fortune doit ainsi permettre d'obtenir ultérieurement les remboursements desdites créances abandonnées si l'état de la société venait à s'améliorer.

Une convention fixe le cadre de l'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune.

De son côté, la Région devrait valider ce principe lors de sa prochaine commission permanente mi-juin. Cet abandon reste conditionné sous réserve de la signature de la convention avec la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à cet abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR.

Le montant des sommes versées en compte courant par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SATT AxLR est de 1 371 935€. Le montant des abandons en compte courant sous réserve de retour à meilleure fortune serait de 346 173 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR pour un montant de 112 000 € ;
- D'approuver les termes la convention d'abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de fonctionnement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6117	Eurobiomed	000984	Projet	Cellcomp accompagnement d'entreprises de la filière santé	20 000 €
7689	Les Nouvelles Grisettes	001057	Fonctionnement	Soutien à la filière du textile	15 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>35 000 €</b>

2) Attributions de subventions section d'investissement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
773	DERBI	001065	Fonctionnement	Pôle de Compétitivité	30 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>30 000 €</b>



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Emploi et Entrepreneuriat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive.

A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la création d'entreprises et promouvoir l'apprentissage et les métiers de l'artisanat.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention de fonctionnement suivant le tableau ci-dessous :

<b>THEMATIQUE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »</b>					
<b>Code Asso</b>	<b>Nom de la Structure</b>	<b>N° de dossier</b>	<b>Type de demande</b>	<b>Titre du Projet</b>	<b>Montant attribué</b>
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)	001136	Fonctionnement	Prêts d'honneur	55 000 €
3523	SOCIETE NATIONALE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	000960	Projet	Concours "Un des meilleurs apprentis de France"	3 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>58 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature**

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

#### **1 - Congrès de l'ADARPEF**

L'Association Des Anesthésistes Réanimateurs Pédiatriques d'Expression Française (ADARPEF), sous l'autorité de son Président, Monsieur Christophe DADURE, organise du 25 au 26 mars 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Congrès de l'ADARPEF ».

Ce 39<sup>ème</sup> congrès a pour but de favoriser les échanges entre spécialistes de la réanimation et de l'anesthésie sur leur pratique quotidienne.

Environ 200 participants dont des médecins, anesthésistes, réanimateurs, infirmiers sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **2 - European Conference of Tropical Ecology**

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organise du 07 au 09 juin 2022, au campus Agropolis International, une manifestation intitulée « European Conference of Tropical Ecology ».

Ce colloque a pour objectif de rassembler plus de 200 chercheurs internationaux afin d'échanger, de décrire la diversité et comprendre le fonctionnement des écosystèmes tropicaux ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour leur protection.

Environ 200 participants dont des professeurs, des chercheurs et des ingénieurs d'études sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **3 – Congrès La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale**

L'Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés (UNAPEI), sous l'autorité de son Président, Monsieur Luc GATEAU, organise du 09 au 11 juin 2022, à l'Arena Sud de France, une manifestation intitulée « La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale ».

Au programme de ces journées d'échanges, le décryptage des tendances à l'œuvre et des focus sur des méthodes et outils pour dessiner l'avenir des personnes en situation de handicap et de leurs proches. Environ 2000 participants dont des représentants de 350 associations locales, départementales et régionales sont attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **4 – Congrès Risques climatiques et organisations de santé**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 10 juin 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Risques climatiques et organisations de santé ».

Ce congrès permettra de sensibiliser les décideurs aux effets des risques climatiques extrêmes sur les établissements de santé.

Environ 100 participants dont des cadres hospitaliers et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **5 - ICSR 2022 (20th International Conference on Software and Systems Reuse)**

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 15 au 17 juin 2022, à l'Hôtel Mercure à Montpellier, une manifestation intitulée « ICSR 2022 ».

Cette conférence internationale est la plus importante dans le domaine de la réutilisation logicielle. Les participants (chercheurs, industriels) pourront échanger sur le développement et la maintenance des logiciels dans le domaine de la recherche scientifique notamment robotique et informatique.

Environ 90 participants dont des chercheurs et des industriels sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **6 – CJDAY AFTER 2022**

Le Centre des Jeunes Dirigeants, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Virginie DE CAPELE, organise le 29 juin 2022, au Domaine du Puy à Montpellier, une manifestation intitulée « CJDAY AFTER 2022 ».

Cet évènement rassemblera plus de 300 acteurs économiques de Montpellier et alentours (entrepreneurs, chefs d'entreprises, cadres dirigeants ...) autour de sujets innovants alliant performances économiques et responsabilités sociétales.

Environ 300 participants dont des entrepreneurs et chefs d'entreprises sont attendus.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **7 – SUNNY TECH 2022**

L'association SUNNY TECH, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Lauriane ANTHONY, organise du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2022, à Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « SUNNY TECH 2022 ».

Plusieurs conférences et ateliers en parallèle aborderont des sujets transverses allant des outils, méthodologies de conception et développement logiciel jusqu'à la gestion de produit et notamment l'expérience utilisateur.

Environ 550 participants dont des développeurs, des informaticiens et entrepreneurs dans le domaine du numérique sont attendus.

Une subvention de 6000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **8 – ICGT (International Colloquium on Graph Theory and combinatorics)**

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 04 au 08 juillet 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « ICGT ».

Cette conférence internationale dans le domaine de la théorie des graphes et l'analyse combinatoire permet de favoriser des échanges sur les avancées de ce domaine.

Environ 250 participants dont des chercheurs et spécialistes du domaine sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **9 - Worldwide Perspectives on Geographical Indications**

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organise du 05 au 08 juillet 2022, au campus Agropolis International, une manifestation intitulée « Worldwide Perspectives on Geographical Indications ».

Conférence internationale pour les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens. Des participants du monde entier seront présents pour débattre de questions internationales liées à la gestion des Indications Géographiques, à la durabilité et à la protection des consommateurs.

Environ 150 participants dont des producteurs, des universitaires, des décideurs et des praticiens sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **10 - Rencontre informelle OMS / Industriels de la santé Orale Digitale**

La Fondation de l'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas GIRAUDEAU, organise le 07 septembre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontre informelle OMS / Industriels de la santé Orale Digitale ».

Les représentants de l'OMS et les experts seront présents à Montpellier pour échanger avec les entreprises du monde de la santé orale digitale.

Environ 45 participants dont des représentants de l'OMS, des entrepreneurs spécialisés dans le domaine et des experts sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **11 – Les biens publics à l'étranger**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 30 septembre 2022, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Les biens publics à l'étranger ».

Ce colloque est consacré aux biens publics détenus par des collectivités publiques françaises à l'étranger. Ce sera l'occasion de donner des éléments de stratégie financière et administrative aux collectivités pour des interventions dans des opérations à l'étranger.

Environ 200 participants dont des chercheurs et des représentants de collectivités sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **12 - 17ème Congrès de la Société Française de Microbiologie**

La Société Française de Microbiologie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard LINA, organise du 03 au 05 octobre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « 17ème Congrès de la Société Française de Microbiologie ».

Ce congrès a pour objectif de promouvoir l'enseignement de la recherche en microbiologie dans toutes ses facettes (médicale, alimentaire, vétérinaire, industrielle...). Cela pourra permettre aux microbiologistes scientifiques et médicaux d'échanger sur les avancées les plus marquantes en microbiologie.

Environ 700 participants dont des chercheurs, des acteurs du monde industriel et des associations sont attendus.

Une subvention de 5000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

## **13 - International Wine and Vine Seminar**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 10 au 12 octobre 2022, à l'Institut Agro de Montpellier, une manifestation intitulée « International Wine and Vine Seminar ».

L'objectif de ce colloque est de valoriser et de capitaliser l'effort réalisé par Key Initiative pour placer le pôle montpelliérain de recherche sur la vigne et le vin au 1er plan mondial. Ce sera également l'occasion d'attirer de nouveaux partenariats académiques et économiques.

Environ 120 participants dont des chercheurs et des acteurs du monde académique sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **14 - 2ème congrès français de médecine régénératrice et biothérapies**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 14 octobre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 2ème congrès français de médecine régénératrice et biothérapies ».

La thématique du congrès, la médecine régénératrice et les biothérapies, correspond aux priorités nationales de la Région et de la Métropole en matière de recherche en santé. Ce colloque permettra de favoriser les échanges entre scientifiques spécialistes.

Environ 180 participants dont spécialistes et experts du domaine sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **15 - 5ème journée de la FHU REGENHAB**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 14 octobre 2022, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 5ème journée de la FHU REGENHAB ».

Le colloque de la FHU REGENHAB (Régénération et Réadaptation de la Mobilité chez les Patients atteints de Maladies Musculo-Squelettiques) permet la coordination de scientifiques, d'ingénieurs et de cliniciens pour une recherche fondamentale et clinique multidisciplinaire. Cela permettra de mieux comprendre ces maladies et de proposer de nouveaux traitements pour restaurer la mobilité chez les patients.

Environ 230 participants dont experts scientifiques et cliniques sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **16 - Soirée des lauréats de la Fondation pour la Recherche Médicale**

La Fondation pour la Recherche Médicale, sous l'autorité de son Président du Directoire, Monsieur Benjamin PRUVOST, organise le 09 novembre 2022, à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville de Montpellier, une manifestation intitulée « Soirée des lauréats de la Fondation pour la Recherche Médicale ».

Cette soirée de remise de prix de la Fondation pour la Recherche Médicale permettra la mise en lumière de la Recherche médicale de Montpellier.

Environ 500 participants dont des acteurs du monde médical et scientifique sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.



### **17 - 3ème Conférence Internationale en Ecotoxicologie Microbienne**

La Fondation ROVALTAIN, sous l'autorité de sa Directrice générale, Madame Delphine DELAUNAY, organise du 15 au 18 novembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « 3ème Conférence Internationale en Ecotoxicologie Microbienne ».

Avec plus de 270 congressistes attendus, le 3ème congrès international en écotoxicologie microbienne sera l'occasion de mettre en lumière les avancées technologiques innovantes du domaine et l'expertise des chercheurs de Montpellier.

Environ 270 participants dont des chercheurs, des étudiants et des représentants de collectivités sont attendus.

Une subvention de 3000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **18 - BEE HUT (Bien-être, environnement et Habitat Ubiquitaires en Transition)**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 16 au 18 novembre 2022, sur le Site Saint-Charles de Montpellier, une manifestation intitulée « BEE HUT ».

En réunissant pour la 1ère fois les spécialistes des environnements connectés issus de différentes disciplines (électroniciens, architectes, psychologues, juristes...) autour de la question du bien-être de l'utilisateur, de ses usages au sein de la ville connectée, la protection de sa vie privée et de son confort, ce congrès permettra aux institutions et entreprises montpelliéraines d'avoir un panorama des opportunités.

Environ 200 participants dont des chercheurs et des entreprises du bassin montpelliérain et nationales sont attendus.

Une subvention de 2000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **19 – Montpellier Diabetes Day**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise le 18 novembre 2022, dans l'Amphithéâtre Genopolys de Montpellier, une manifestation intitulée « Montpellier Diabetes Day ».

Unique manifestation pour le domaine du diabète dans la Région Occitanie, ce colloque permettra de favoriser des collaborations et échanges scientifiques.

Environ 100 participants dont des chercheurs et spécialistes du diabète sont attendus.

Une subvention de 1000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7346	Association ADARPEF	001125	Congrès	Congrès de l'ADARPEF	2 000 €
1929	Agropolis International	001111	Congrès	European Conference of Tropical Ecology	2 000 €
7808	UNAPEI	001124	Congrès	La qualité de vie, moteur de l'innovation sociale	10 000 €
6928	Université de Montpellier	001097	Congrès	Risques climatiques et organisations de santé	1 000 €
5573	CNRS	001117	Congrès	ICSR 2022	1 000 €
1367	Centre des Jeunes Dirigeants de Montpellier	001074	Congrès	CJ DAY AFTER 2022	3 000 €
6849	SUNNY TECH	001123	Congrès	Sunny Tech 2022	6 000 €
5573	CNRS	001118	Congrès	ICGT 2022	2 000 €
1929	Agropolis International	001112	Congrès	Worldwide Perspectives on Geographical Indications	2 000 €
7467	Fondation Université de Montpellier	001129	Congrès	Rencontre informelle OMS / Industriels de la Santé Orale Digitale	500 €
6928	Université de Montpellier	001084	Congrès	Les biens publics à l'étranger	1 000 €
7735	Société Française de Microbiologie	001070	Congrès	17 <sup>ème</sup> congrès de la Société Française de Microbiologie	5 000 €
6928	Université de Montpellier	001093	Congrès	International Wine and Vine Seminar	2 000 €
6928	Université de Montpellier	001087	Congrès	2 <sup>ème</sup> congrès français de Médecine Régénératrice et Biothérapies	1 000 €
6928	Université de Montpellier	001088	Congrès	5 <sup>ème</sup> Journée de la FHU REGENHAB	1 000 €
1031	Fondation pour la Recherche Médicale	001115	Congrès	Soirée des lauréats de la FRM	2 000 €
7371	Fondation Rovaltain	000959	Congrès	3 <sup>ème</sup> Conférence Internationale en écotoxicologie microbienne	3 000 €
6928	Université de Montpellier	001091	Congrès	BEE HUT	2 000 €
6928	Université de Montpellier	001085	Congrès	Montpellier Diabetes Day 2022	1 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>47 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Hérault - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des actions destinées à promouvoir et à consolider le tissu économique des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif de développement, Montpellier Méditerranée Métropole soutien la création, le développement, l'implantation des entreprises et favorise les synergies au sein de l'écosystème.

L'artisanat est un moteur important du dynamisme économique local et Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat avec les acteurs économiques de ce secteur.

Dans ce cadre et depuis plusieurs années, une convention est signée avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault.

Il est proposé de renouveler ce partenariat pour l'année 2022.

La CAPEB et La Métropole s'engagent sur des axes de coopération communs dont l'objectif global est le développement des bonnes pratiques et le soutien à l'activité artisanale du bâtiment.

Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB travaillent ensemble sur les volets suivants :

- Formation et sensibilisation des artisans à l'Ecoconstruction, la qualité des bâtiments et du confort d'été, aux bonnes pratiques en secteur patrimonial ;
- Participation opérationnelle à la plateforme Renov' Energie ;
- Le numérique dans le bâtiment (matinale de l'artisanat, plateforme numérique 360 travaux) ;
- L'emploi (forum pour l'emploi, promotion et forum des métiers du bâtiment) ;
- L'accessibilité et la mise aux normes dans les établissements recevant du public (label Handibat) ;
- Les déchets professionnels (convention avec VEOLIA pour l'utilisation de la déchetterie professionnelle) ;
- L'accès aux marchés publics (diffusion des appels d'offres auprès de leurs adhérents) et information sur les clauses sociales.

Dans le cadre de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole versera une subvention à la CAPEB selon le tableau suivant :

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4850	CAPEB	001128	Fonctionnement	Convention de partenariat	10 000 €
<b>TOTAL</b>					10 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € à la CAPEB, sous réserve de la signature de la convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Solidarités - Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Ile-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature**

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), arrêté par délibération n°M2022-56 du 22 mars 2022, a identifié la rénovation thermique des logements comme un objectif majeur. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et amplifier les actions qu'elle met en œuvre en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat et notamment des copropriétés qui composent près de 70 % de l'habitat sur son territoire. La Métropole intervient déjà pour la rénovation thermique des copropriétés avec les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH – Plan de Sauvegarde des Cévennes, Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux, ...), la rénovation Bâtiment Basse Consommation (BBC) dans le cadre Ecocités ou encore via le Guichet Unique de la Rénovation Occitanie l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) Montpellier Métropole.

Dans le prolongement de ces actions, le programme national Rénovation des immeubles de Copropriété en France (RECIF+) entend stimuler massivement la demande de rénovation sur le territoire. RECIF+ cible les copropriétés de plus de 10 lots en capacité de mener une rénovation énergétique, c'est-à-dire ayant plus de 25 ans et ne présentant pas de problématique d'impayés majeurs. La Société d'Economie Mixte (SEM) Île-de-France Energies porte ce programme au niveau national dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE) prévu à l'article L. 221-7 du Code de l'énergie.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite appuyer la mise en œuvre du programme RECIF+ sur son territoire par l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) pour massifier la demande de rénovation énergétique des copropriétés. Pour ce faire, les actions suivantes seront déployées :

- Une campagne de courriers aux copropriétés ciblées ainsi qu'aux syndicats ;
- Une campagne de communication territoriale ainsi que l'organisation d'événements d'informations ;
- L'animation des professionnels du territoire ;
- Un atelier à destination des élus.

Il est proposé dans ce cadre une convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC, pour permet à ces dernières de bénéficier de ressources méthodologiques et financières pour mettre en œuvre le plan d'action en faveur de la rénovation des copropriétés. Ainsi, la SEM Île-de-France Energies alloue à l'ALEC un budget total de 60 120 € HT dans le

cadre du projet RECIF+.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pour sa part, à :

- Faciliter le déploiement des actions sur son territoire pour promouvoir la rénovation énergétique des copropriétés ;
- Donner accès à l'ALEC à une base de données copropriétés ;
- Mettre à disposition ses outils de communication.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC pour mettre en œuvre le plan d'action RECIF+ sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Solidarités - Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature**

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM Promologis (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de cinq opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas, totalisant 39 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de :

- 10 % du prix de revient HT de l'opération, plafonné à 4 500 € par logement PLAI pour les programmes de logements d'insertion (pension de famille), permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations ;
- 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

<b>Opération</b>	<b>Pension de Famille « Le Patio » ZAC Roque Fraisse Lot 36 St Jean de Védas Zone 2/A</b>	<b>« la Colline du Nouau » 931 Chemin du Nouau Prades-le-Lez Zone 3/A</b>	<b>"Le Patio d'Elia" Rue du Château d'eau Pignan Zone 3/B1</b>
<b>Caractéristiques :</b> Promoteur VEFA			
Architecte	ZATTnSAT à Montpellier	GGL Promotion Tec'Archi à St Mathieu de Tréviers	Kordiance Thierry Assante à Lunel
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Individuels
Surface habitable	818 m <sup>2</sup>	27,9 m <sup>2</sup>	187,7 m <sup>2</sup>

Nombre de logement	28 LLS	1 LLS complémentaire	2 LLS
Catégorie de financement	28 PLAI Adaptés	1 PLAI	2 PLUS
Typologie	28 T1	1 T1	2 T4
<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	<b>1 842 671 €</b>	<b>68 197 €</b>	<b>377 544 €</b>
Subvention Etat déléguée	554 400 €	8 600 €	
Subvention Action Logement		5 500 €	3 000 €
Subvention Département	112 000 €		
Subvention Région		1 000 €	1 000 €
Subvention Fondation Abbé Pierre	150 000 €		
Prêt CDC Logement	794 474 €	2 263 €	176 989 €
Prêt CDC Foncier	105 797 €	18 234 €	114 555 €
Prêt Booster			30 000 €
Autre Prêt		10 000 €	50 000 €
Fonds propres	0 €	21 600 €	
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>126 000 €</b>	<b>1 000 €</b>	<b>2 000 €</b>

<b>Opération</b>	<b>"Les Jardins du Pountiou"</b> Chemin du Pountiou Fabrègues Zone 3/A	<b>"Neroli"</b> Avenue du Gl de Gaulle Pignan Zone 3/ B1
<b>Caractéristiques :</b>		
Promoteur VEFA	LV Promotion	Kordiance
Architecte	Tec'Archi à St Mathieu de Tréviers	Archigroup Grand Sud à St Jean de Védas
Collectif/Individuel	Individuels	Collectifs
Surface habitable	367,78 m²	108,49 m²
Nombre de logement	6 LLS	2 LLS
Catégorie de financement	4 PLUS / 2 PLAI	1 PLUS / 1 PLAI
Typologie	6 T3	1 T2 - 1 T3
<b>Plan de financement :</b>		
Coût total de l'opération	<b>735 483 €</b>	<b>217 970 €</b>
Subvention Etat déléguée	17 200 €	8 600 €
Subvention Action Logement	21 000 €	5 500 €
Subvention Région	6 000 €	2 000 €
Prêt CDC Logement	103 184 €	20 779 €
Prêt CDC Foncier	239 849 €	60 484 €
Prêt PEEC	24 000 €	12 000 €
Prêt Booster	90 000 €	30 000 €
Autre Prêt		50 000 €
Fonds propres	228 250 €	26 607 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>6 000 €</b>	<b>2 000 €</b>



Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

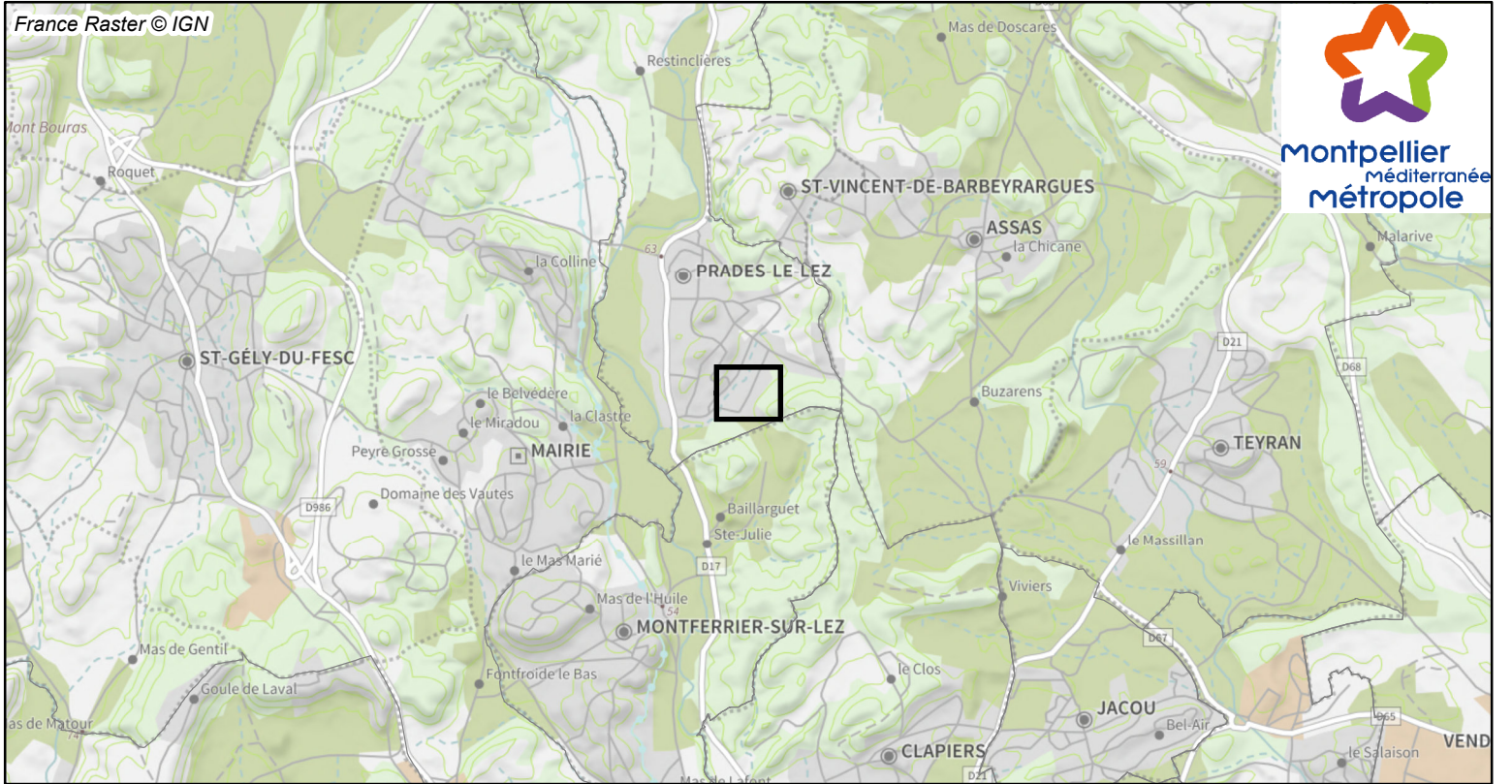
Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

Promologis s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

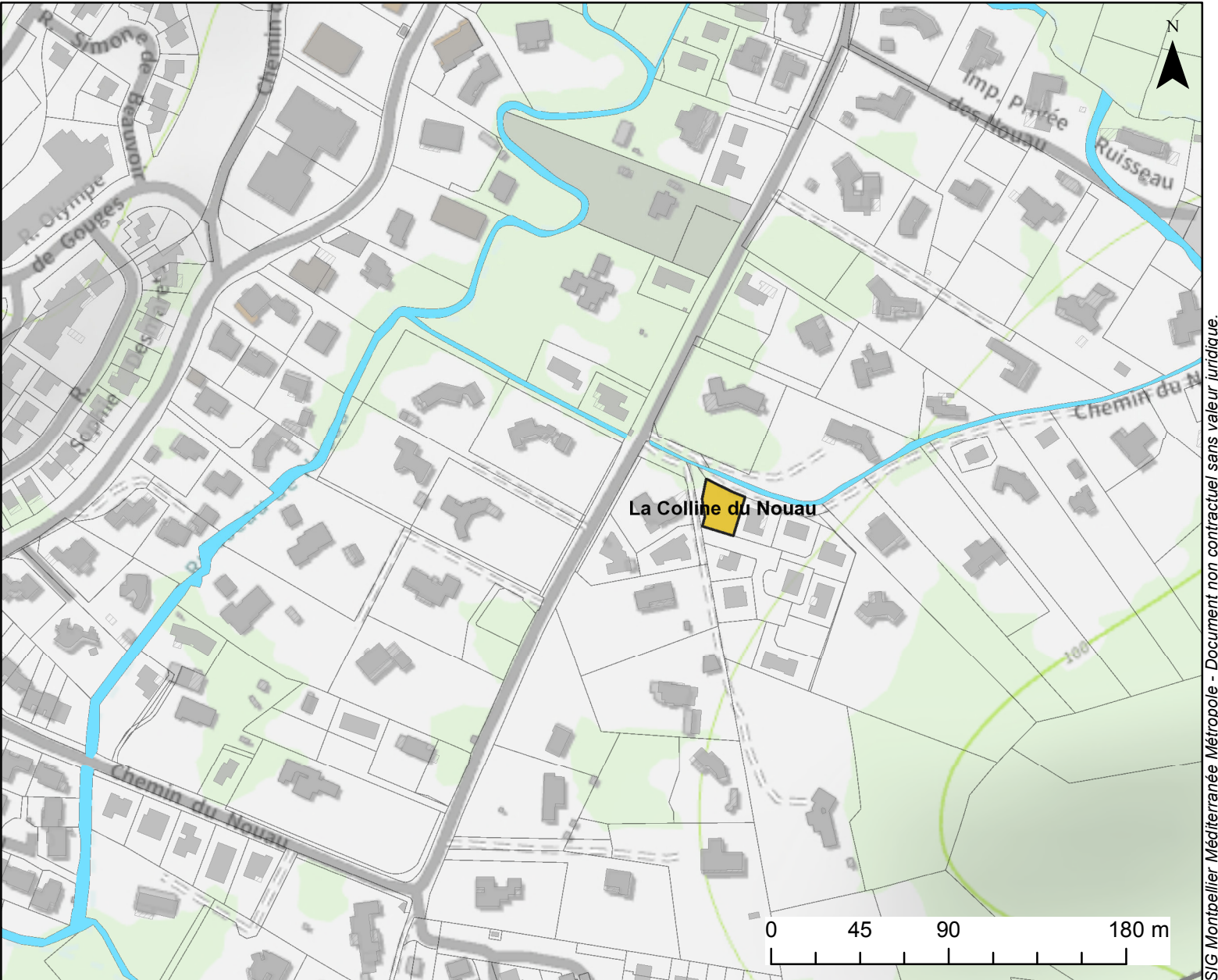
**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'apporter les subventions suivantes à la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS :
  - 126 000 € pour la réalisation de 28 logements locatifs sociaux, Pension de Famille « Le patio », ZAC Roque Fraisse, Lot 36 à Saint Jean de Védas ;
  - 1 000 € pour la construction d'un logement locatif social, résidence « La colline du Nouau », 931 Chemin du Nouau à Prades-le-Lez ;
  - 2 000 € pour la construction de 2 logements locatifs sociaux, résidence « Le patio d'Elia », Rue du château à Pignan ;
  - 6 000 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Les Jardins du Pountiou », Chemin du Pountiou à Fabrègues ;
  - 2 000 € pour la réalisation de 2 logements locatifs sociaux, résidence « Nérolis », avenue du Général de Gaulle à Pignan ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : La Colline du Nouau - 4 LLS en 2020 + 1 LLS en 2021



ZOOM SUR L'OPERATION :

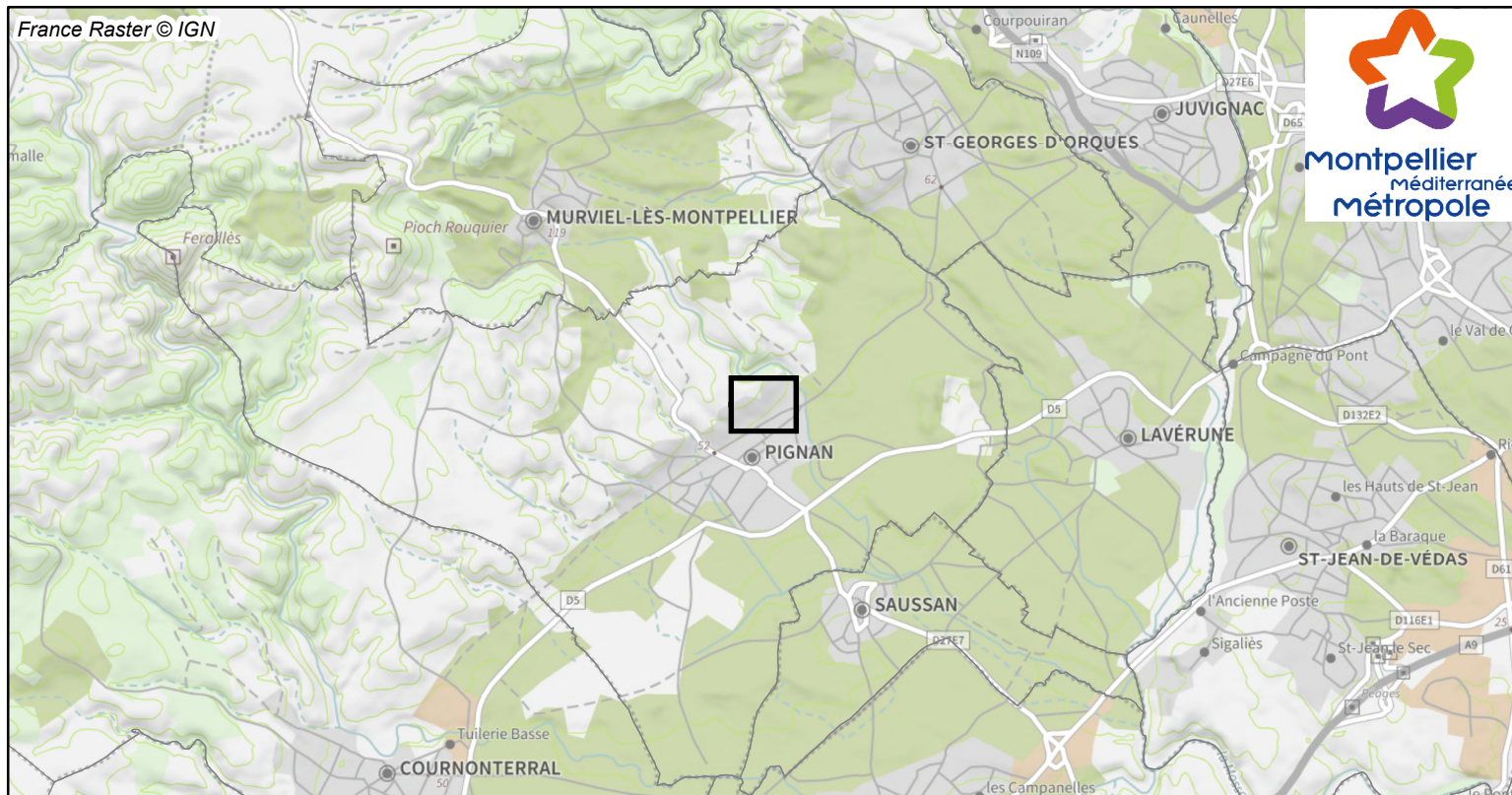




France Raster © IGN



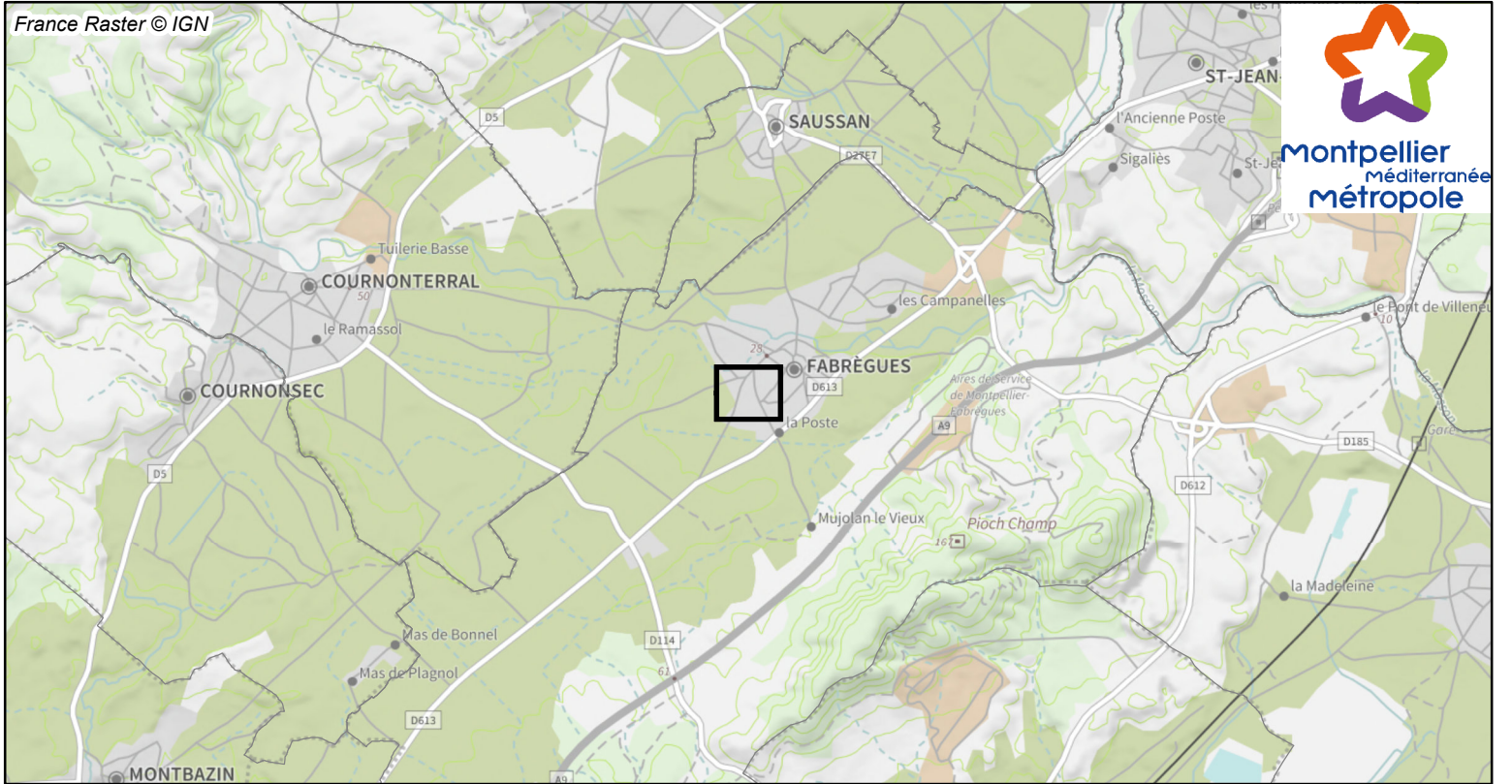
montpellier  
Méditerranée  
Métropole

[illegible]

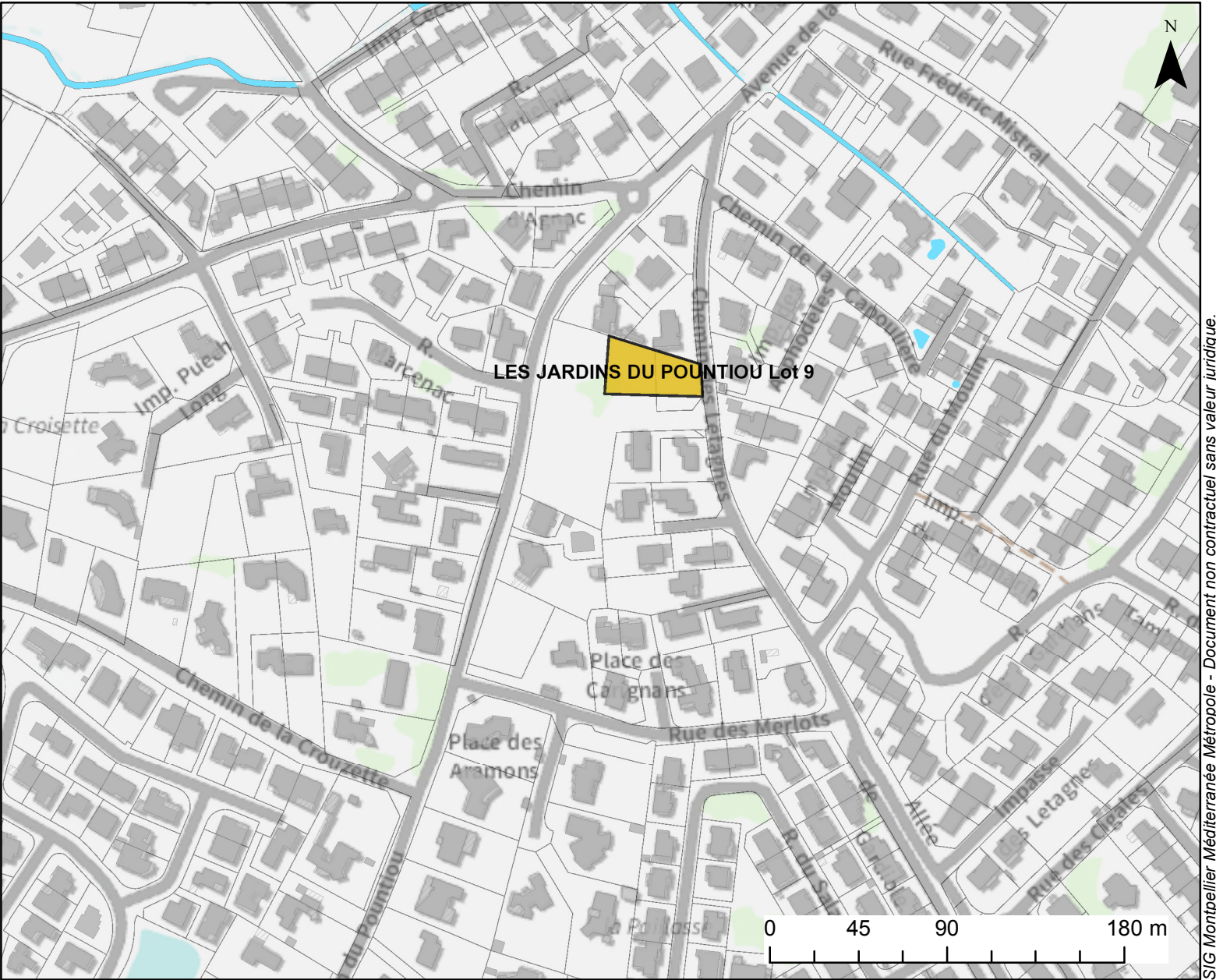
SIG Montpellier Méditerranée Métropole - Document non contractuel sans valeur juridique.



PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : LES JARDINS DU PONTIOU - 6 LLS



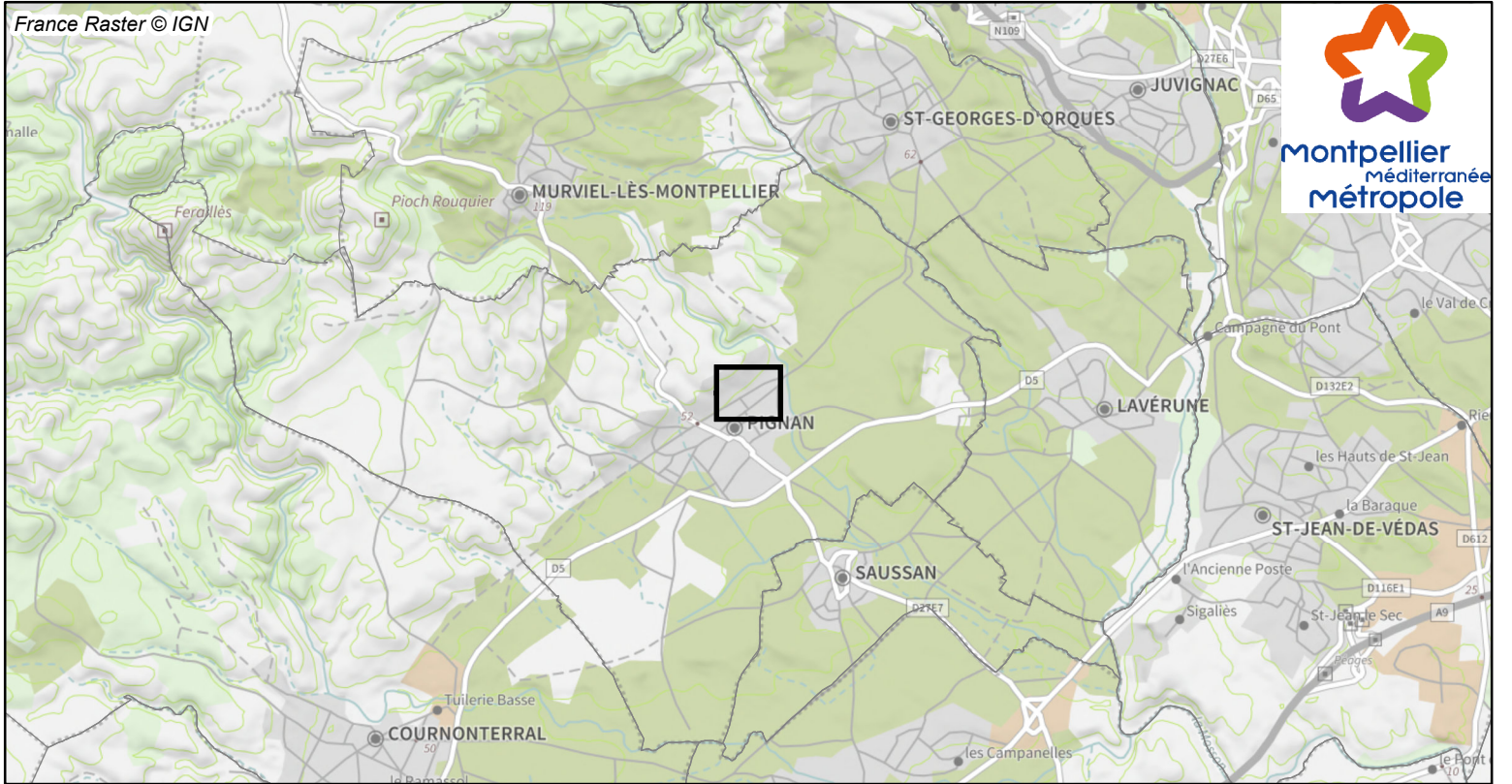
ZOOM SUR L'OPERATION :



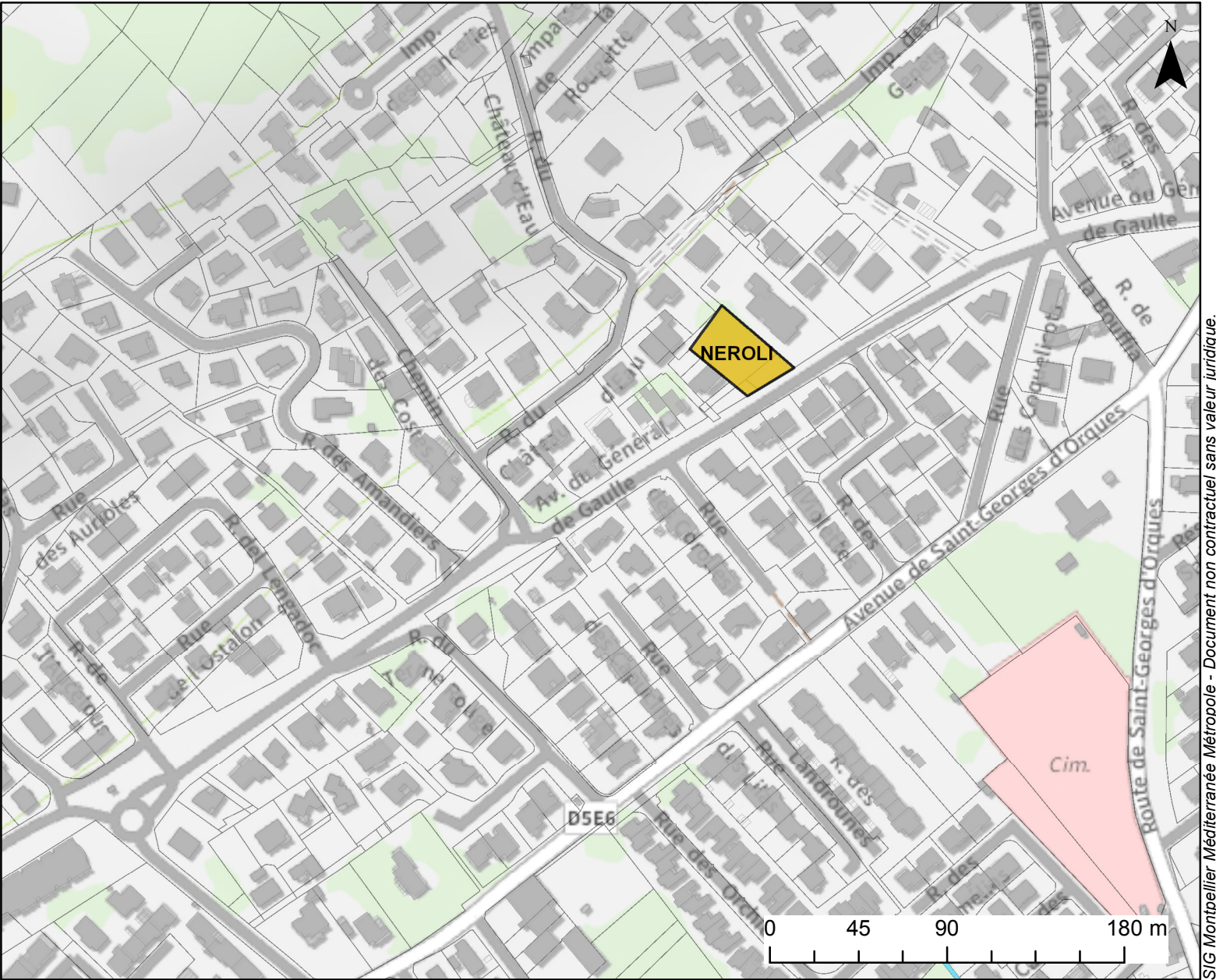
Chemin du Pontiou à Fabregues



PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION :NEROLI - 1 PLUS - 1 PLA



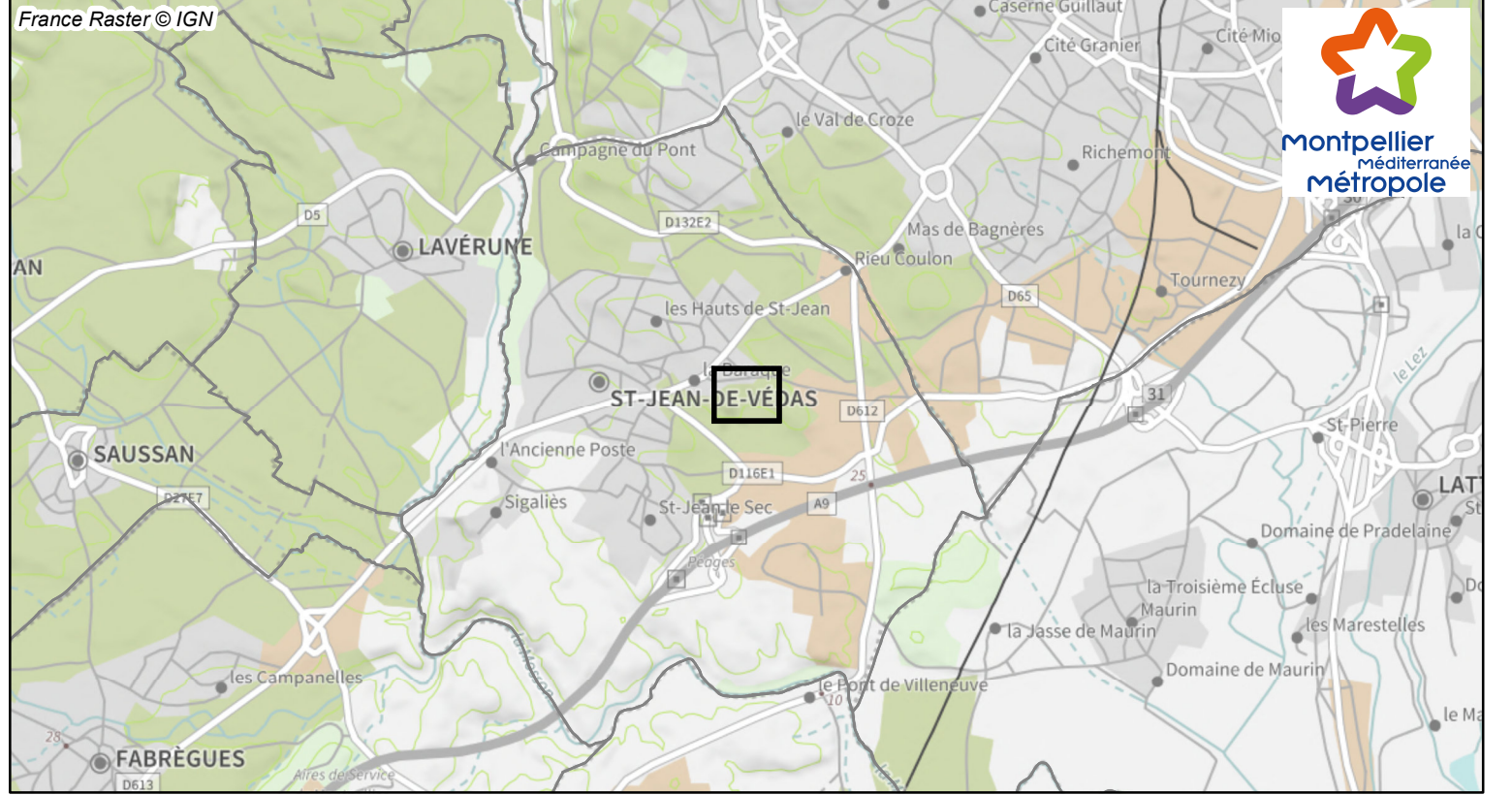
ZOOM SUR L'OPERATION :



Avenue du Général de Gaulle - Pignan



PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : *PROMOLOGIS/GESTARE - Pension de Famille LE PATIO*



ZOOM SUR L'OPERATION :





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Solidarités - Adhésion à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC) - Approbation**

L'Association des Responsables de Copropriété (ARC) est une association à but non lucratif qui intervient dans le domaine de la gestion et du fonctionnement des copropriétés privées d'habitation. Ses objectifs sont :

- D'améliorer le fonctionnement global des copropriétés ;
- D'aider les syndics bénévoles à mieux gérer leur immeuble et les conseils syndicaux à jouer pleinement leur rôle dans la gestion et le fonctionnement des copropriétés.

Elle est indépendante des pouvoirs publics et des professionnels de l'immobilier, et ne fonctionne qu'avec les cotisations et services rendus à ses adhérents. L'ARC est une association reconnue par l'Etat comme représentative et force de propositions dans le cadre des discussions pour l'évolution de la réglementation régissant le monde de la copropriété.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'Etat et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le Plan Initiative Copropriétés (PIC) à destination de l'ensemble des copropriétés du quartier de la Mosson et de la copropriété des Cévennes.

L'adhésion à l'association permettra à la Métropole de bénéficier de l'analyse juridique de l'ARC dans un domaine complexe et en perpétuelle évolution, afin de mettre en œuvre la stratégie d'intervention la plus adaptée à chacune des copropriétés du PIC, qui présentent toutes des difficultés plus ou moins importantes en matière de gestion et de fonctionnement. Les analyses de l'ARC seront également utiles pour la mise en œuvre des autres outils opérationnels de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'ensemble du territoire : Observatoire des copropriétés, Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement aux Copropriétés, ...

Le montant annuel de l'adhésion à l'ARC est de 400 €.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC), pour un montant annuel de 400 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Gestion active et optimisée de patrimoine - Contrat de location d'un logement situé 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier - Modification de la décision n°2006-46 - Approbation**

Dans le cadre de la mise en place de la ligne 2 du tramway, la Communauté d'agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, a relogé des locataires évincés à la suite des acquisitions foncières nécessaires.

Par une décision n° 2006-46 du 01 février 2006, un contrat de location a ainsi été conclu avec la famille de Monsieur Mohamed BAHNINI le 26 février 2006 pour un relogement dans un appartement situé au 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier. Cependant, il est apparu une erreur matérielle dans la décision concernant les noms des signataires au contrat. Dans un souci de bonne gestion du contrat de location portant sur ce logement, il est nécessaire de modifier la décision initiale afin d'y préciser que les cosignataires au contrat sont Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la modification de la décision n°2006-46 portant sur la rectification des signataires du contrat de bail ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.





## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Ressources - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

L'unité Passerelle est une expérimentation prévue pour une durée d'un an. Elle est menée en commun par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accompagner des agents en mobilité contrainte dans leur réussite et rebond professionnels. Passerelle a connu un démarrage effectif le 25 avril 2022 avec l'intégration de 5 premiers agents, sur les 15 agents attendus sur l'année 2022. Cette expérimentation se veut un exemple positif, de la volonté forte des deux collectivités d'œuvrer en faveur de l'inclusion, du vivre ensemble et de l'agir ensemble.

Plus précisément, l'objectif de Passerelle est de proposer de nouvelles perspectives d'avenir professionnel aux agents rencontrant des difficultés de santé (apparition d'inaptitude pour raison de santé) et d'avancer avec eux sur des emplois adaptés à leurs capacités et à la performance des deux collectivités. L'unité Passerelle est une solution interne en appui à toutes les directions. Les agents accueillis dans un lieu dédié, accompagnés, formés et managés, travailleront collectivement à la préparation, à la réalisation et au suivi d'activités utiles aux services.

Parce que trouver des solutions pour les agents est une responsabilité collective et partagée, ce nouveau dispositif a été co-construit en étant à l'écoute des besoins et des propositions des différents acteurs internes. Il s'agit notamment de rendre acteur l'agent et mobiliser ses ressources pour contribuer au collectif et travailler à son rebond.

Ce dispositif innovant, pionnier et inclusif a été reconnu comme tel par le ministère de la Transformation et de la Fonction Publique et la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ainsi, l'unité Passerelle a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets innovants et subventionné à hauteur de 27 405 € TTC (10 080 € TTC pour la Ville de Montpellier et 17 325 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole) pour financer des actions de formation.

Dans ce cadre, une convention de versement de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être signée. Cette convention définit les règles de versement de la subvention. La Ville et la Métropole s'engagent à un bilan, comprenant un retour d'expérience, dont l'objectif est la compréhension et l'appropriation des principes de la démarche de transformation entreprise, à la plateforme régionale interministérielle d'appui aux ressources humaines.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Ressources - Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation**

La loi du 6 août 2019 modifie la cartographie des instances du dialogue social dans la fonction publique territoriale. En application de cette loi, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 crée les Comités Sociaux Territoriaux (CST) qui ont vocation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à remplacer le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Ledit décret précise en effet qu'un Comité Social Territorial doit être créé à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022 dans les collectivités territoriales employant au moins 50 agents qui doivent disposer d'un CST propre. Celui-ci contiendra une formation spécialisée en hygiène, sécurité et conditions de travail.

#### **Le rôle du Comité Social Territorial**

L'article 54 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose que le Comité Social Territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 ;
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 30 novembre 2020 ;

7° Les plans de formations prévus à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 ;

8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;

9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article ;

10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;

11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du Comité Social Territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

### **La composition du Comité Social Territorial**

Le Comité Social Territorial est présidé par Monsieur le Président ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

Chaque Comité Social Territorial est composé à nombre égal de représentants des élus et de représentants du personnel.

Les représentants de la collectivité sont désignés par Monsieur le Président parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents.

La composition de l'instance est déterminée en fonction du nombre d'agents qui compose le périmètre de l'instance.

A ce titre, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 sert à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au Comité Social Territorial conformément au barème défini à l'article 4 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Compte tenu que les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2022 comptent 2 473 agents, le nombre de représentants titulaires doit être ainsi compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Pour rappel, le Comité Technique est actuellement composé de 12 membres titulaires représentants du personnel et de 12 membres suppléants représentants du personnel.

Le CHSCT est quant à lui composé de 10 membres titulaires représentants du personnel et de 10 membres suppléants représentants du personnel.

### **Les élections des représentants du personnel**

Les élections professionnelles auront lieu le 8 décembre 2022.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants du Comité Social Territorial sont élus au scrutin de liste.

La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

La part respective de femmes et d'hommes composant l'effectif doit être déterminée au plus tard six mois

avant la date du scrutin. Ces effectifs sont appréciés au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

En l'espèce, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 est de 1 153 femmes (46.62%) et 1 320 hommes (53.38%).

Les organisations syndicales de la Métropole ont été consultées le 22 mars 2022 et le 05 avril 2022 sur les propositions ci-dessous.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De composer le Comité Social Territorial de treize représentants titulaires du personnel et treize représentants suppléants du personnel ;
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel pour le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée ;
- De procéder au recueil, par le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité en complément de l'expression de l'avis des représentants du personnel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Conventions de services communs - Création - Modification des services communs - Autorisation de signature**

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir le service commun de **la Direction des Relations institutionnelles et de l'Évènementiel** créé par délibération n°V2021-135 du Conseil municipal en date du 12 avril 2021 et n° M2021-197 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021. Ce service commun regroupe les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité événementielles des deux collectivités. La mutualisation des ces fonctions permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités. Elle permettra également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales.

Il convient enfin de créer un service commun **Service Administratif et Financier du Cabinet** qui regroupe les fonctions administratives et financières de la Direction de la communication et de la Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel dans un objectif de rationalité de moyens et d'efficacité.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les

postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de création d'un service commun Service Administratif et Financier du cabinet ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service commune de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

### AVENANT CONVENTION SERVICE COMMUN

#### Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

---

#### S O M M A I R E

Article 1 : Objet .....	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité .....	3
Article 4 : Transfert de l'autorité .....	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliations .....	4
Article 8 : Litiges .....	4

---

#### Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 17 décembre 2020, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

#### Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2020, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

#### PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.



Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans l'idée de poursuivre un objectif de rationalisation des moyens au service du rayonnement des 2 collectivités et de leur territoire, un service commun de **Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel** de la Ville et de la Métropole de Montpellier a été créé respectivement par délibération n°V2021-135 du 12 avril 2021 et n° M2021-197 du 29 mars 2021. Ce service commun regroupe les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité évènementielles des deux collectivités. La mutualisation de ces fonctions permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités. Elle permettra également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales.

Dans ce cadre la Métropole et la Ville ont souhaité poursuivre la mutualisation de ces fonctions en mettant en commun l'ensemble des postes de la **Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**.

La présente convention vient organiser les modalités de mise en commun de ces postes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement des 20 avril et 17 et 25 mars 2022,

Vu les délibérations de la Métropole en date du 31 mai 2022 et de la Ville en date du 28 juin 2022,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :**

#### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet d'élargir le service commun **Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Ce service commun procède à la mise en commun des postes et effectifs suivants :

- Directeur DRIEV
- Unités DRIEV ville : 70 postes
- Unités DRIEV métropole : 23 postes

La liste détaillée des postes figure en annexe 3.

## **Article 2 : Conditions générales**

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

## **Article 3 : Responsabilité**

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

## **Article 4 : Transfert de l'autorité**

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du **Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

## **Article 5 : Situation du personnel mutualisé**

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle.

#### **Article 6 : Modalités financières**

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

<b>Métropole</b>	<b>Ville</b>
19%	81%

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

#### **Article 7 : Durée résiliation**

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier et prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

### **Article 8 : Litiges**

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

**Fait à Montpellier le** \_\_\_\_\_

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,  
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources  
Humaines et au Dialogue Social,

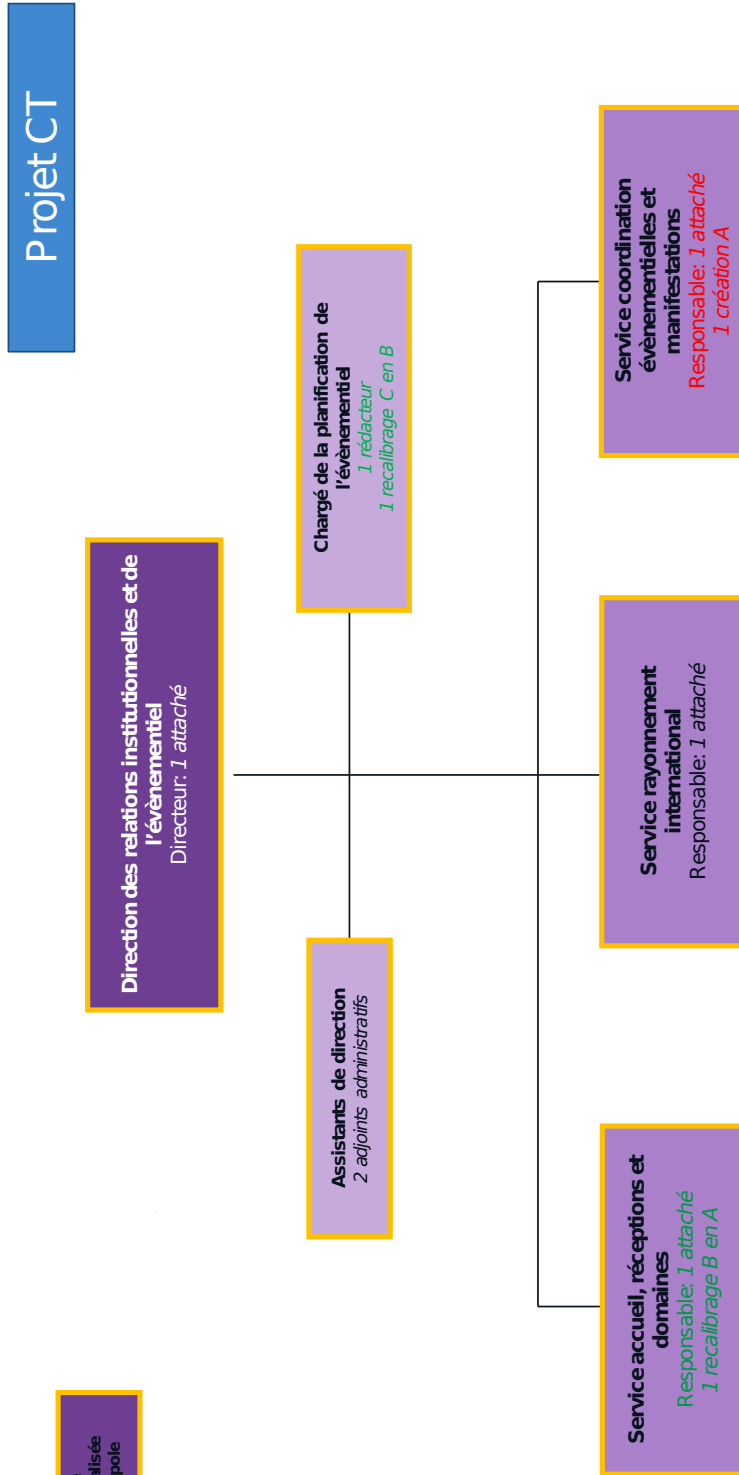
Joël RAYMOND

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus  
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,  
à l'évaluation des politiques publiques,  
aux Ressources humaines et au Dialogue  
social,

Michel ASLANIAN

## Organigramme théorique - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

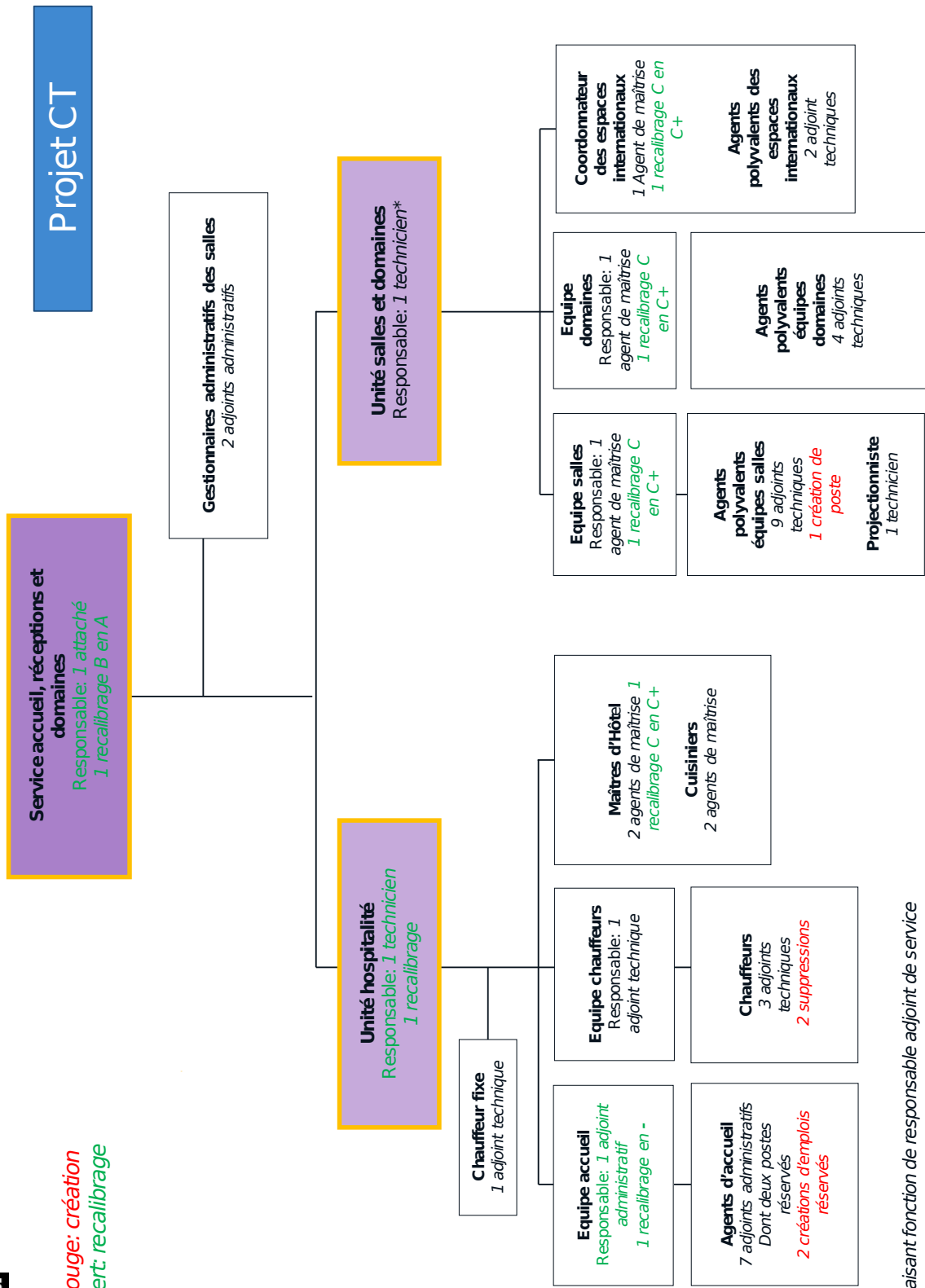


Rouge: création  
Vert: recalibrage

# Annexe 1 – Fiches Impact

## IMPACT SUR L'ORGANISATION

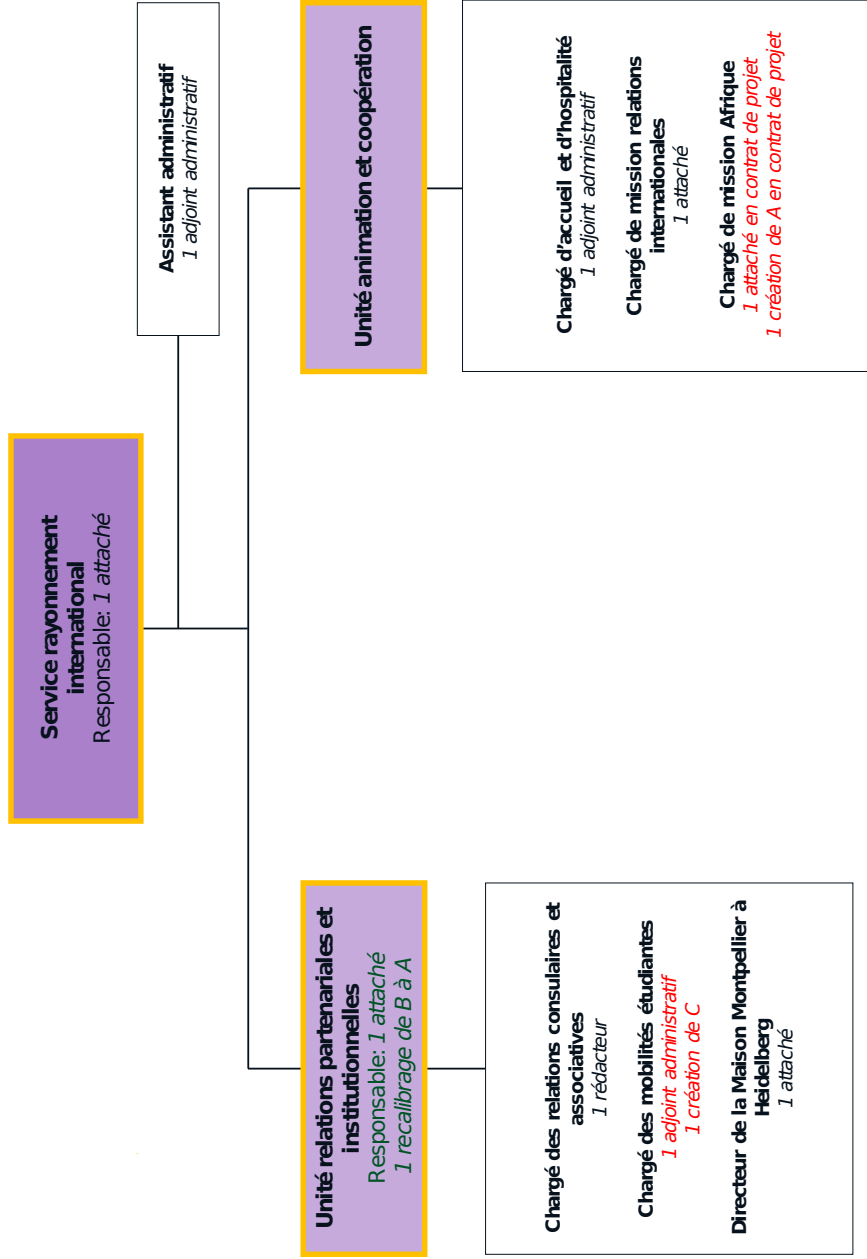
# Organigramme théorique – Service accueil, réceptions et domaines



\* Faisant fonction de responsable adjoint de service

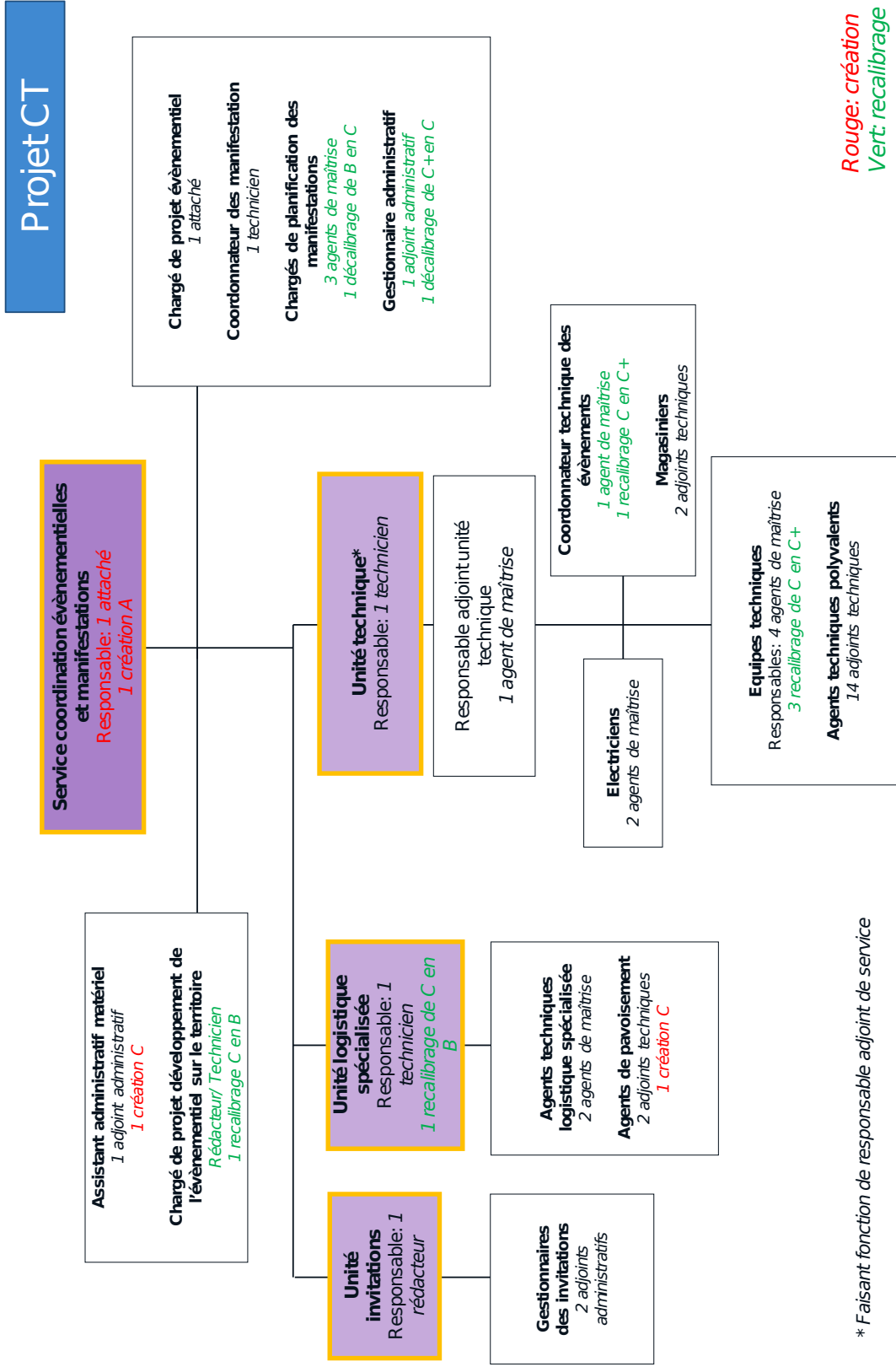
# Organigramme théorique - Service rayonnement international

Projet CT



Rouge: création  
Vert: recalibrage





\* Faisant fonction de responsable adjoint de service

## **IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

## **IMPACTS SUR LA REMUNERATION**

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

## Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

<b>Masse salariale du service commun</b>	A
<b>Frais personnel support (DRH, finances...)</b>	$6 \% \times A = B$
<b>Frais de structure</b>	$3\% \times (A+B) \times C = D$

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé \* MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition des agents sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

**Dans le cas présent, l'hébergement des postes est détaillé en annexe 3.**

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

<b>Métropole</b>	<b>Ville</b>
<b>19%</b>	<b>81%</b>

## Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d’hébergement

Libelle Collectivité du poste	Libellé service cible du poste	Libellé cible du poste	Code cible du poste
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV	Assistant de direction	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV	Assistant de direction	002014-020_PT
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV	Chargé de la planification de l'évènementiel	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV	Directeur des relations institutionnelles et de l'évènementiel	002018-015_PT
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	nouveau
	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	création d'un poste réservé
	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Agent d'accueil	création d'un poste réservé
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UACCUEIL	Responsable de l'équipe accueil	002011-055_PT

Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Chauffeur	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Chauffeur	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Chauffeur	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Chauffeur fixe	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Responsable de l'équipe chauffeurs	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/UCHAUF	Responsable d'unité hospitalité	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM	Responsable de l'unité salles et domaines faisant fonction de responsable de service adjoint	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/EINTER	agent polyvalent des espaces internationaux	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/EINTER	agent polyvalent des espaces internationaux	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/EINTER	Coordonnateur espaces internationaux	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe domaines	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe domaines	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe domaines	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe domaines	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau

Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	nouveau
création	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Agent polyvalent équipe salles	création
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Projectionniste	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Responsable de l'équipe domaines	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SARD/USDOM/ESALLES	Responsable de l'équipe salles	nouveau
création	CHEFCAB/DRIEV/SCM	Assistant administratif matériel	création
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCM	Chargé de projet développement de l'évènementiel sur le territoire	nouveau
création	CHEFCAB/DRIEV/SCM	Responsable de service coordination évènementielle et manifestations	création
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UEVNEMNT	Agent administratif de l'évènementiel	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UEVNEMNT	Chargé de mission évènementiel	2016-543
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UINVIT	Gestionnaire des invitations	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UINVIT	Gestionnaire des invitations	002002-115_PT
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UINVIT	Responsable de l'unité invitations	002011-057_PT
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/ULOGSPE	Agent technique polyvalent	002002-122_PT
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/ULOGSPE	Agent technique polyvalent	002002-274_PT
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/ULOGSPE	Agent technique polyvalent	002008-038_PT
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCM/ULOGSPE	Chargé de la planification et de l'organisation des manifestations	002008-037_PT
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCM/ULOGSPE	Responsable de l'unité logistiques spécialisée	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCM/UMANIF	Agent de pavoisement	nouveau

création	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Agent de pavoisement	création
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Agent technique logistique spécialisée	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Agent technique logistique spécialisée	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Chargé de la planification et de l'organisation des manifestations	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Chargé de la planification et de l'organisation des manifestations	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UMANIF	Coordonnateur des manifestations	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Agent technique polyvalent	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Chef d'équipe technique	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Chef d'équipe technique	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Chef d'équipe technique	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Chef d'équipe technique	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Coordinateur équipes techniques	2004-191
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCEM/UTECH	Electricien	nouveau

Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCHEM/UTECH	Electricien	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCHEM/UTECH	Magasinier	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCHEM/UTECH	Magasinier	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCHEM/UTECH	Responsable adjoint de l'unité technique	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SCHEM/UTECH	Responsable de l'unité technique faisant fonction de responsable adjoint de service	2011-056
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI	Assistant administratif	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI	Responsable du service rayonnement international	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UANIM	Chargé d'accueil et d'hospitalité	nouveau
création	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UANIM	Chargé de mission Afrique-contrat de projet	création-contrat de projet
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UANIM	Chargé de mission relations internationales	nouveau
création	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UINSTIT	chargé des mobilités étudiantes	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UINSTIT	Chargé des relations consulaires et associatives	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UINSTIT	DIR MAISON MTP A HEIDELBERG	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEV/SRI/UINSTIT	Responsable de l'unité relations partenariales et institutionnelles	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEVSARD	Cuisinier	2015-050
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEVSARD	Cuisinier	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEVSARD	Gestionnaire administratif des salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEVSARD	Gestionnaire administratif des salles	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEVSARD	Maitre d'Hôtel	nouveau
Ville de montpellier	CHEFCAB/DRIEVSARD	Maitre d'Hôtel	nouveau
METROPOLE DE MONTPELLIER	CHEFCAB/DRIEVSARD	Responsable du service accueil, réceptions et domaines	002011-056_PT





## Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

### CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN

#### Service Administratif et Financier du Cabinet

---

#### SOMMAIRE

Article 1 : Objet .....	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité .....	3
Article 4 : Transfert de l'autorité .....	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliations .....	4
Article 8 : Litiges .....	4

---

#### Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 17 décembre 2020, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

#### Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2020, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

#### PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

Dans l'idée de poursuivre un objectif de rationalisation des moyens, il est proposé de créer un service commun de **Service Administratif et Financier du Cabinet** de la Ville et de la Métropole de Montpellier. Ce service commun regroupe les fonctions administratives et financières de la Direction de la communication et de la Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel.

La présente convention vient organiser les modalités de mise en commun de ces postes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement des 25 mars et 20 avril 2022,

Vu les délibérations de la Métropole en date du 31 mai 2022 et de la Ville en date du 28 juin 2022,

## **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun **Service Administratif et Financier du Cabinet**.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le service commun comprend 8 postes :

- Chef de service
- Coordonnateur budgétaire et comptable
- Chargé du suivi administratif du rayonnement international
- Gestionnaire Ressources Humaines
- 4 gestionnaires comptables

## **Article 2 : Conditions générales**

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

## **Article 3 : Responsabilité**

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

## **Article 4 : Transfert de l'autorité**

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'établissement ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle solidarité, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

## **Article 5 : Situation du personnel mutualisé**

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale, sportive et culturelle.

#### **Article 6 : Modalités financières**

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

<b>Métropole</b>	<b>Ville</b>
37%	63 %

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

#### **Article 7 : Durée résiliation**

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier et prend effet au premier jour du mois suivant la date des courriers.

#### **Article 8 : Litiges**

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

**Fait à Montpellier le** \_\_\_\_\_

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,  
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources  
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

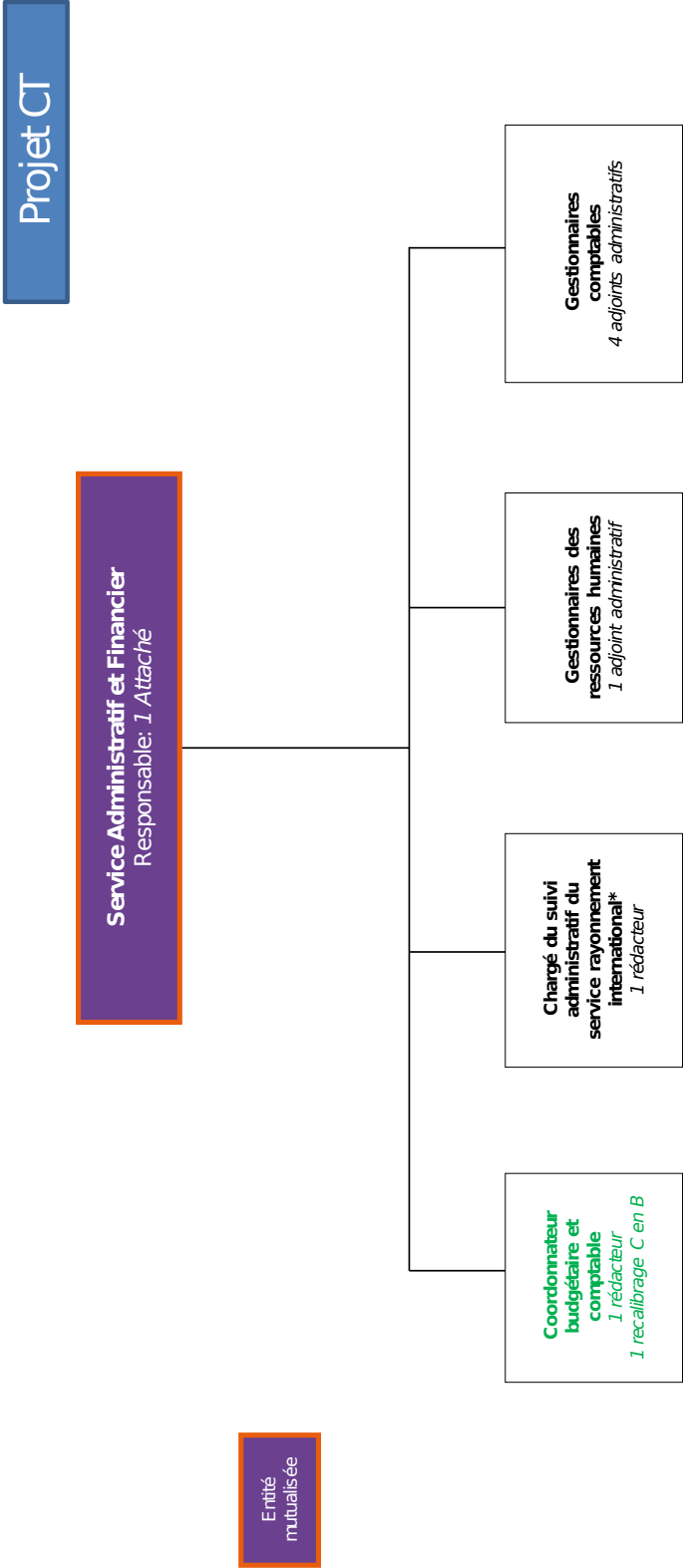
Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus  
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,  
à l'évaluation des politiques publiques,  
aux Ressources humaines et au Dialogue  
social,

Michel ASLANIAN

# Annexe 1 – Fiches Impact

## IMPACT SUR L'ORGANISATION



\* Faisant fonction de responsable adjoint de service

## **IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

## **IMPACTS SUR LA REMUNERATION**

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

## Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

<b>Masse salariale du service commun</b>	A
<b>Frais personnel support (DRH, finances...)</b>	$6 \% \times A = B$
<b>Frais de structure</b>	$3\% \times (A+B) \times C = D$

(A) Masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (% de la clé \* MS totale)

(B) Frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition

(C) Répartition des agents sur les sites ville et métropole

(D) Frais de structure à hauteur de la clé de répartition

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

Dans le cas présent, l'hébergement des postes est détaillé en annexe 3.

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

(La clef de répartition est déterminée en fonction de l'implantation physique des bureaux).

<b>Métropole</b>	<b>Ville</b>
37%	63%



## Annexe 3 – Liste des postes mutualisés et lieux d’hébergement

Libellé service cible	Libellé du poste cible	Code du poste cible
DIRCAB/SRAF	Responsable du service ressources administratives et financières	002003-189_PT
DIRCAB/SRAF	Chargé des RI	002019-056_PT
DIRCAB/SRAF	Coordonnateur budgétaire et comptable	nouveau
DIRCAB/SRAF	gestionnaire RH	PT_PP0000-3569
DIRCAB/SRAF	Gestionnaire comptable	002002-116_PT
DIRCAB/SRAF	Gestionnaire comptable	nouveau
DIRCAB/SRAF	Gestionnaire comptable	002016-561_PT
DIRCAB/SRAF	Gestionnaire comptable	002010-054_PT



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Métropole : l'accueil de stagiaires étudiants (en moyenne 470 étudiants chaque année) et celui des apprentis.

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Métropole en 2006 dans les métiers de l'informatique. La Métropole contribue à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle avec une moyenne annuelle de 7 apprentis, dont 1 en situation de handicap.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchés par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Métropole s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.).
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement.
- Identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour

passer un concours de la Fonction Publique Territoriale.

- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La Métropole compte actuellement 11 apprentis au sein de ses services. Il est proposé de conclure 16 nouveaux contrats d'apprentissage, afin de renouveler pour une année supplémentaire 9 apprentis en cours de formation et d'accueillir 7 nouveaux apprentis. Au total, la Métropole participera à la formation de 18 apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, développement économique, agriculture et écologie, commande publique...

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De conclure seize contrats d'apprentissage conformément au tableau présenté en annexe ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pôle	Direction ou service	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Cabinet	Direction de la communication	1	Master	1 an
Cabinet	Direction de la communication	1	Master	1 an
Direction générale des services		1	Master	1 an
Direction générale des services	Mission Transition énergétique et climatique	1	Master 2	1 an
Direction générale des services		1	Master 2	1 an
Pôle attractivité, développement économique et emploi	Business Innovation Center	1	Master 2	1 an
Pôle attractivité, développement économique et emploi	Service tourisme	1	Licence professionnelle (dernière année) ou master 1 ou 2 en développement touristique/oenotourisme/webmarketing	1 ou 2 ans
Pôle Biodiversité, Paysage Agroécologie et Alimentation	Ecolothèque	1	Licence professionnelle	1 ou 2 ans
Direction générale des services	Mission Transition énergétique et climatique	1	Master 2	1 an
Pôle numérique et données		1	Bac + 5 minimum	1 ou 2 ans
Pôle numérique et données		1	Licence professionnelle	1 an
Pôle numérique et données		1	Bac + 3 minimum	1 ou 2 ans
Pôle numérique et données		1	Bac + 3 minimum	1 ou 2 ans
Pôle Ressources Humaines	Direction santé prévention	1	Bac + 3 minimum	1 ou 2 ans
Pôle juridique, achats et assemblées		1	Bachelor	1 an
Pôle juridique, achats et assemblées		1	Master	1 an



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

#### **I- Créations de postes :**

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

#### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

#### **III- Transformations de postes**

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

#### **IV- Ouvertures de postes aux contractuels :**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 4** ci-jointe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, de la mise en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux contractuels citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Réf. Poste	Nature du poste	PÔLE	Catégorie d'emploi (A, B, C)	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois	Intitulé des fonctions	Motif de la création
2022-184	Permanent	Pôle sécurité et tranquillité publique	B	TC	Chef de service PM	Responsable de la police métropolitaine des transports	Création d'une police métropolitaine des transports
2022-185	Permanent		C	TC	Gardien brigadier	Superviseur	
de 2022-186 à 2022-225	Permanent		C	TC	Gardien brigadier	Policier métropolitain (40 postes)	
2022-226	Permanent	Pôle numérique et données	A	TC	Attaché	Chargé de communication et marketing	Création de postes liée à la nouvelle organisation
2022-227	Permanent	Pôle déchets et cycles de l'eau	A	TC	Ingénieur/Attaché	Chargé de mission filières REP et parcours usager	
2022-228	Permanent		A	TC	Attaché	Chargé de mission concertation et communication engageante	
2022-229	Permanent		A	TC	Attaché/Ingénieur	Chargé de mission tri sélectif	
2022-230	Permanent		B	TC	Technicien/Rédacteur	Coordinateur de prévention événementiels et manifestations	
2022-231	Permanent		B	TC	Technicien/Rédacteur	Coordinateur de prévention bailleurs et syndic	
2022-232	Permanent		C	TC	Adjoint Technique	Eco-messenger	
2022-233	Permanent		C	TC	Adjoint Technique	Eco-messenger	
2022-234	Permanent		C	TC	Agent de Maitrise	Maitre composteur	
2022-235	Permanent		C	TC	Adjoint Technique	Agent de sensibilisation et de prévention compostage (résidences)	
2022-236	Permanent		A	TC	Ingénieur	Responsable de l'unité études et aménagement	
2022-237	Permanent		B	TC	Technicien	Référent technique interface bailleurs et syndic	
2022-238	Permanent		A	TC	Ingénieur	Responsable adjoint régie de collecte	
2022-239	Permanent		A	TC	Attaché	Responsable ressources humaines	
2022-240	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé de mission eau et agroécologie	
2022-241	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé de mission protection ressource en eau	
2022-242	Permanent	Pôle Ressources Humaines	A	TC	Attaché	Chargé de mission	
2022-243	Permanent		A	TC	Attaché	Chargé de mission	
2022-244	Permanent		A	TC	Attaché	Chargé de mission	
2022-245	Permanent		A	TC	Attaché	Chargé de mission	

Réf. Poste	Nature du poste	PÔLE	Catégorie d'emploi (A, B, C )	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois	Intitulé des fonctions	Motif de la création
2022-246	Permanent	Pôle proximité espaces publics	A	TC	Ingénieur	Responsable de la cellule Ingénierie	Création de postes liée à la nouvelle organisation
2022-247	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé d'opérations vélos	
2022-248	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé d'opérations vélos	
2022-249	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé d'opérations vélos	
2022-250	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé d'opérations vélos	
2022-251	Permanent		A	TC	Ingénieur	Chargé de communication usagers chantiers	
2022-252	Permanent	Direction générale des services	A	TC	Attaché	Responsable du projet managérial	
2022-253	Permanent	Pôle juridique, achats et assemblées	A	TC	Attaché	Acheteur	
2022-254	Permanent		A	TC	Attaché	Acheteur	
2022-255	Permanent	Mission Transition Energétique et Climatique	A	TC	Ingénieur	Responsable de la transition climatique	
PROJ2022-004	Non permanent	Pôle déchets et cycles de l'eau	A	TC	Ingénieur	Chargé d'études et de travaux GEMAPI	Création de poste permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires
PROJ2022-005		Pôle juridique, achats et assemblées	A	TC	Attaché	Chargé de projet SPASER	
PROJ2022-006		Pôle mobilités	C	TC	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité	
PROJ2022-007		Pôle mobilités	C	TC	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité	
PROJ2022-008		Pôle mobilités	C	TC	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité	
PROJ2022-009		Pôle mobilités	C	TC	Adjoint administratif	Instructeur des dispositifs de mobilité	
Il est proposé de créer six emplois non permanents, conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020, relatif au contrat de projet dans la fonction publique, pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Ces contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Ces contrats seront renouvelables par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.							



Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)							Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois actuels	Fonctions	Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois ajustés	Fonctions
2022-053	Permanent	Pôle numérique et données		TC	Ingénieur	Responsable de l'unité poste client, usage téléphonie fixe et mobile	2022-053	Permanent	Pôle numérique et données		TC	Ingénieur et Technicien	Responsable de l'unité poste client, usage téléphonie fixe et mobile

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)							Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadre(s) d'emplois actuel(s)	Fonctions	Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadre(s) d'emplois ajusté(s)	Fonctions
2022-009	Permanent	Pôle Culture et Patrimoine		TC	Attaché	Chargé de projet	2022-009	Permanent	Pôle Culture et Patrimoine		TC	Attaché et Attaché de conservation	Chargé de projet
2015-062	Permanent	Pôle numérique et données		TC	Adjoint administratif	Gestionnaire administratif et comptable	2015-062	Permanent	Pôle numérique et données		TC	Rédacteur et Adjoint administratif	Gestionnaire administratif et comptable
2015-055	Permanent	Pôle Ressources Humaines	Direction Administration des Ressources Humaines	TC	Adjoint administratif	Gestionnaire carrière	2015-055	Permanent	Pôle Ressources Humaines	Direction Administration des Ressources Humaines	TC	Rédacteur et adjoint administratif	Gestionnaire intégré
2004-098	Permanent			TC	Adjoint administratif	Gestionnaire rémunération	2004-098	Permanent			TC	Rédacteur et adjoint administratif	Gestionnaire intégré
2017-066	Permanent			TC	Adjoint administratif	Gestionnaire rémunération	2017-066	Permanent			TC	Rédacteur et adjoint administratif	Gestionnaire intégré
2017-064	Permanent			TC	Adjoint administratif	Gestionnaire rémunération	2017-064	Permanent			TC	Rédacteur et adjoint administratif	Gestionnaire intégré
2017-067	Permanent			TC	Adjoint administratif	Gestionnaire rémunération	2017-067	Permanent			TC	Rédacteur et adjoint administratif	Gestionnaire intégré
2002-148	Permanent		Direction Parcours Professionnels et Compétences	TC	Adjoint administratif	Coordinateur	2002-148	Permanent		Direction Parcours Professionnels et Compétences	TC	Rédacteur et adjoint administratif	Coordinateur
2016-166	Permanent	Pôle Mobilités		TC	Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation	2016-166	Permanent	Pôle Mobilités		TC	Agent de maîtrise et Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation
2016-167	Permanent			TC	Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation	2016-167	Permanent			TC	Agent de maîtrise et Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation
2016-168	Permanent			TC	Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation	2016-168	Permanent			TC	Agent de maîtrise et Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation
2016-169	Permanent			TC	Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation	2016-169	Permanent			TC	Agent de maîtrise et Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation
2021-085	Permanent			TC	Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation	2021-085	Permanent			TC	Agent de maîtrise et Adjoint technique	Agent d'exploitation comptages et signalisation

Fondement du recrutement	N° de Poste	PÔLE	Direction ou service	Libellé de poste	Catégorie d'emploi	Cadres d'emplois (Tout grade)	Date de Délibération créant le poste	Temps complet /non complet du poste
Article 3-3 2°	2017-401	Pôle Culture et Patrimoine	Musée Fabre	Administrateur général du Musée Fabre	A	Attaché	27/11/2017	Temps complet
Article 3-3 2°	2015-060	Pôle Ressources Humaines	Direction Pilotage et Modernisation RH	Chargée du pilotage RH et des conventionnements	A/B	Rédacteur et Attaché	12/11/2015	Temps complet
Article 3-3 2°	2019-070	Pôle Biodiversité, Paysage Agroécologie et Alimentation	Ecolothèque	Responsable de l'unité technique et agricole	B/C	Agent de maîtrise et Technicien	18/12/2019	Temps complet
Article 3-3 2°	2018-030	Pôle finances et conseil en gestion	Service expertise financière	Responsable unité Taxe de séjour	A	Attaché	19/07/2018	Temps complet
Article 3-3 2°	2004-722		Service expertise financière	Chargé de mission fiscalité-dotations	A	Attaché	27/05/2010	Temps complet
Article 3-3 2°	2012-014	Pôle numérique et données		Resonsable du service Infrastructure numérique	A	Ingénieur	08/10/2012	Temps complet
Article 3-3 2°	2005-43B		Service infrastructures numériques	Technicien réseaux télécom	B	Technicien	23/10/2012	Temps complet
Article 3-3 2°	2012-015		Service SI métiers	Chef de projet informatique	A	Ingénieur	08/10/2012	Temps complet
Article 3-3 2°	2005-031		Service SI métiers	Chef de projet informatique et développement	A	Ingénieur	22/10/2012	Temps complet
Article 3-3 2°	2016-543	Direction de la communication	Service évènementiel	Chargé de communication évènementielle	A	Attaché	14/12/2016	Temps complet



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Ressources - Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation**

A COMPTER DU 1<sup>er</sup> janvier 2022, les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, concernant la formation des élus locaux, sont entrées en vigueur. Les objectifs poursuivis par ces nouvelles dispositions sont la formation d'un plus grand nombre d'élus, l'amélioration de la qualité de l'offre proposée et de l'articulation entre les différents dispositifs de formation (Compte Personnel de Formation (CPF), Droit Individuel à la Formation des Elus (DIFE) et formations financées par la collectivité), ainsi que la rationalisation des dépenses des collectivités en la matière en favorisant les économies d'échelle.

Les communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre se voient offrir, en ce sens, deux options alternatives. Celles-ci, issues de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021, ratifiée le 17 juin 2021, et codifiées à l'article L.2123-14-1 du Code général des collectivités territoriales, sont les suivantes :

- Les communes peuvent opter pour le transfert du droit à la formation de leurs élus au niveau intercommunal ;
- Elles peuvent également choisir de développer au niveau intercommunal des outils communs visant à favoriser ce droit à la formation.

Dans la mesure où les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole n'ont pas choisi de lui transférer la gestion de l'exercice du droit à la formation de leurs élus, la Métropole doit délibérer sur « *l'opportunité de proposer des outils communs visant à développer la formation liée à l'exercice du mandat des élus des communes membres prévue à l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales* ». Les dispositifs envisagés devront être précisés dans cette délibération, et peuvent notamment comprendre l'élaboration d'un plan de formation, les règles permettant d'en assurer le suivi, le financement des actions de formation (celui-pouvant être partagé entre la commune membre, la Métropole et le DIFE) et l'évaluation.

Dans la perspective de l'éventuelle mise en œuvre de dispositifs communs, il est souhaitable de conduire une étude préalable permettant premièrement de recueillir, le cas échéant, les souhaits des communes membres à ce sujet. Deuxièmement, il s'agit de pouvoir évaluer en amont les ressources nécessaires à la mise en place d'outils communs. Enfin, l'étude s'intéressera également aux dispositifs développés par d'autres EPCI, et notamment des métropoles. Lorsque cette étude aura été menée à son terme, elle constituera un support permettant au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'éventuelle mise en place d'outils communs de formation en faveur des élus des communes membres.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation**

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Le tableau figurant en annexe est modifié en ce sens.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Commission Aménagement durable

Président de Droit

Michaël DELAFOSSE

Président

Géniès BALAZUN

Vice-présidente

Agnès SAURAT

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Nom	Prénom	Commune	Nom	Prénom	Commune
BALAZUN	Geniès	Restinclières	BARBE	Patrick	Montaud
BORNE	Mathilde	Castelnau-le-Lez	BASCOUL	Julien	Clapiers
BRAU	Florence	Prades-le-Lez	BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BATTIVELLI	Jacques	Lattes
CASSAR	Michelle	Pignan	BEC	Léo	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
DOULAIN	Alenka	Montpellier	BELKADI	Patricia	Cournonterral
FAYE	Maryse	Montpellier	BELTRA	Laurie	Pérols
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BRACQ	Hasna	Sussargues
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CAUVIN	Christian	Cournonsec (Sup)
FRÊCHE	Julie	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHABANIS	Joël	Restinclières
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	COSTA	Sylvie	Vendargues
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	CUSIN	Gilles	Murviel-lès-Montpellier
LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
LAURET	Guy	Vendargues	DELAGE	Christine	Jacou
MANTION	Coralie	Montpellier	DI NATAL	Paolo	Saint-Drézéry
MARIN-KHOURY	Nicole	Montpellier	DEPOND	Jean-Pierre	Montferrier-sur-Lez
MIRO	Julien	Castelnau-le-Lez	ESCURET	Serge	Castries
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	FINART	Jean-Paul	Vendargues
PINTARD	Céline	Le Crès	GRAVIER	Eugène	Juvignac
REVOL	René	Grabels	GUERARD	Maria-Alice	Villeneuve-lès-Maguelone
RICO	Jean-Pierre	Pérols	GUTIERREZ	Fabien	Castelnau-le-Lez
RIO	François	Saint Jean de Védas (Sup)	HOUGUET	Mylvia	Montpellier
SAURAT	Agnès	Montpellier	IRANZO	Fabrice	Pérols
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	IRIGOYEMORDE	Véronique	Le Crès
VASSAS-MEJRI	Claudine	Castries	JOURDAN	Nicolas	Jacou
VERA	Joël	Saussan	KASZUBA	Christophe	Baillargues
MODOT	Bernard	Lattes	LAN SUN LUK	Gaëtan	Juvignac
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LEJARS	Denis	Prades-le-Lez (Sup)
			LENGLET	Serge	Le Crès
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			LOUCHE	Christian	Montaud
			MARTIN	Jean-Luc	Grabels (Sup)
			MASSELOT	François	Clapiers
			MOREAU	Solène	Saint Jean de Védas
			NURIT	Gilles	Cournonsec
			OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			ORTIGOSA	Patrick	Murviel-lès-Montpellier
			PENA	Myriam	Fabrègues
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PLAUTIN	Richard	Saint Jean de Védas (Sup)
			PONS	Maxime	Saint Georges d'Orques
			POYER	François	Prades-le-Lez (Sup)
			PRIU	Vincent	Saint Geniès des Mourgues
			QUEBRE	Benoit	Cournonsec (Sup)
			QUILES	Thierry	Pignan
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SALAS	Jean-Claude	Vendargues (Sup)
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			TANGUY	Thierry	Villeneuve-lès-Maguelone
			VAN LEYNSEELE	Christophe	Saint Jean de Védas
			VERDEILLE	Jean-Marc	Sussargues
			VIGUIER	Marie-Ange	Prades-le-Lez

Commission Animation du territoire					
Président de Droit					
Michaël DELAFOSSE					
Présidente					
Véronique BRUNET					
Vice-présidente					
Sylvie ROS-ROUART					
Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
AKBARALY	Tasnime	Montpellier	AKIL	Nadia	Montpellier
ASSAF	Christian	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	BATTIVELLI	Jacques	Lattes
BARRAL	Yves	Montpellier	BENEDETTI	Maryline	Pérols
BELLANGER	Boris	Montpellier	BERTON	Valérie	Restinclières
BOURDIN	Christophe	Montpellier	BEAULERET	Cedric	Le Crès
BRUNET	Véronique	Montpellier	BOUDET	Olivier	Pérols
CABELLO	Emilie	Montpellier	BOULADOU	Jérémy	Villeneuve-lès-Maguelone
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	CABRERA	Sandrine	Prades-le-Lez (Sup)
COTE	Sébastien	Montpellier	CABROL	Jérôme	Castries
LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez	CARITEY	Jean Michel	Jacou
MARSALA	Isabelle	Montpellier	CATHOMEN	Nadia	Restinclières
MARTIN	Hervé	Montpellier	CLOTET	Céline	Vendargues
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
PENSO	Eric	Clapiers	COMBETTES	Michel	Jacou
RIBOT	Catherine	Montpellier	COUDERC	Dylan	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
RIMBERT	Anne	Saint Jean de Védas	DA SILVA	Bruno	Saint-Brès
ROS-ROUART	Sylvie	Castelnau-le-Lez	DEBARGE	Francis	Saint-Drézéry
SERRANO	Célia	Montpellier	DUBOUCHER	Danièle	Pignan
TIKOUK	Radia	Montpellier	DUCAMP	Ludovic	Baillargues
			DURAND	Corine	Murviel-lès-Montpellier
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			FABRI	Caroline	Montaud
			FAUCHARD	Alain	Fabrègues
			FERRON	Cléo	Grabels
			FIGUIERES	Nicolas	Le Crès
			GOUARD	Souhila	Lavérune
			GRENIER	Bernard	Saussan
			GROS	Emilie	Montaud
			GUERIN	Cécile	Villeneuve-lès-Maguelone
			GUIN	Fabrice	Prades-le-Lez
			HIVIN	Patrick	Saint Jean de Védas
			HOUVENHAGHEL-DEFOORT	Géraldine	Saint-Drézéry
			HOUGUET	Mylvia	Montpellier
			GAUTIER	Sandrine	Baillargues
			IBANEZ	Jean	Vendargues
			LAPLAGNE	Rose-Marie	Sussargues
			MARAVAL	Françoise	Courmonsec
			MELINAS	Patricia	Saint-Brès
			MERIC	Bruno	Prades-le-Lez (Sup)
			MOUTALBI	Madani	Sussargues
			PAUL	Richard	Courmonsec
			PENA	Valérie	Saint Jean de Védas (Sup)
			PRUVOT	Jean-François	Le Crès
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			ROUCAYROL	Béatrice	Montferrier-sur-Lez
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SAUVEUR	Catherine	Prades-le-Lez
			SEGISMONT	Séverine	Murviel-lès-Montpellier
			SERRA	Filipe	Lavérune
			SILVESTRE	Gérald	Clapiers
			SOLACROUP	Geneviève	Courmonterral
			THERY	Sylviane	Castries
			TREPREAU	Ludovic	Saint Jean de Védas (Sup)
			TROCHAIN	Katia	Pignan
			VALETTE	Sabrina	Saussan
			VALLES	Bérangère	Vendargues (Sup)
			VERLHAC	Véronique	Courmonsec (Sup)
			VIDAL	Gautier	Courmonterral
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			VINDOLET	Thierry	Clapiers
			WOILLET	Frédéric	Grabels



Commission Attractivité

Président de Droit

Michaël DELAFOSSE

Président

Arnaud MOYNIER

Vice-présidente

Tasnime AKBARALY

Elus métropolitains			Représentants des communes		
Nom	Prénom	Commune	Nom	Prénom	Commune
AKBARALY	Tasnime	Montpellier	ARCOS	Isabel	Restinclières
ARS	William	Cournonterral	BELLOC	Sophie	Vendargues
BRAU	Florence	Prades-le-Lez	BOUROUBA	Nachida	Jacou
DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-Lez	BRISARD	Bernadette	Clapiers
EMAD	Hind	Montpellier	CAMPOS	Sandrine	Le Crès
FAYE	Maryse	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
GUISEPPIN	Serge	Montpellier	DALAINÉ	François	Castries
HART	Clare	Montpellier	DEROUCH	Christophe	Villeneuve-lès-Maguelone
LAURET	Guy	Vendargues	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
MEUNIER	Cyril	Lattes	DUFOIX	Caroline	Montpellier
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	ELASSRI	Jamal	Jacou
PARPILLON	Marie-Delphine	Juvignac	FABRY	Véronique	Saint Jean de Védas (Sup)
PATERNOT	Bruno	Montpellier	GUIN	Fabrice	Prades-le-Lez
RIO	François	Saint Jean de Védas	HARDEMAN	Ghislaine	Saint Georges d'Orques
ROS-ROUART	Sylvie	Castelnau-le-Lez	HARRAGA	Abdelhak	Villeneuve-lès-Maguelone
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	HIVIN	Patrick	Saint Jean de Védas (Sup)
			JOUE	Régis	Lattes
			LAN SUN LUK	Gaëtan	Juvignac
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			LUDGER	Julie	Baillargues
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MARC	Olivier	Cournonterral
			MARCILLAC	Monique	Pignan
			MARGUERITTE	Martine	Lattes
			MARTRE	Guy	Clapiers
			MAVEL	Catherine	Montaud
			MEDDAS	M'Hamed	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
			MOUTALBI	Madani	Sussargues
			OLIVIER	Marc	Cournonterral
			PAHLAWAN	Carole	Baillargues
			PENA	Myriam	Fabrègues
			PIOT	Jean Paul	Saint Jean de Védas (Sup)
			POUJADE	Céline	Sussargues
			RIUS	Joseph	Cournonsec (Sup)
			ROBIN	Agnès	Montpellier
			ROUSSET	Claude	Cournonsec
			SALAS	Jean-Claude	Vendargues (Sup)
			SALGUES	Joël	Lavérune
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
			SORET	Christine	Montaud
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			TURLAIS	Karine	Cournonterral
			VEILLON	Cécile	Vendargues
			VERDIER	Nathalie	Grabels
			VIALA	Alexis	Lavérune
			WOILLET	Frédéric	Grabels

Commission Cycles de l'eau					
Président de Droit					
Michaël DELAFOSSE					
Présidente					
Jackie GALABRUN-BOULBES					
Vice-président					
Laurent NISON					
Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DESSEIGNE	Serge	Villeneuve-lès-Maguelone	ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues
DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-Lez	BLO	Justine	Juvignac
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	BOUIX	Rémi	Castries
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MODOT	Bernard	Lattes	CHABANIS	Joël	Restinclières
NEGRET	Véronique	Villeneuve-lès-Maguelone	COSTA	Sylvie	Vendargues (Sup)
NISON	Laurent	Montpellier	CROS	Jean-François	Le Crès
OLLIER	Clothilde	Montpellier	CUSIN	Gilles	Murviel-lès-Montpellier
PATERNOT	Bruno	Montpellier	DEURVEILHER	Michaelle	Montaud
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
RAYMOND	Joël	Montaud	ESTOUP	Catherine	Castelnau-le-Lez
RIO	François	Saint Jean de Védas (Sup)	EVOUNA	Graziella	Saint Georges d'Orques
VASQUEZ	François	Montpellier	FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GACHES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
			GACHON	Anne	Cournonterral
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			GROLIER	Marielle	Villeneuve-lès-Maguelone
			KOECHLIN	Jean	Castelnau-le-Lez
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			LITTON	Michel	Pérols
			MAZOLLIER	Elisabeth	Baillargues
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			NURIT	Gilles	Cournonsec
			OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PASSERAT DE LA CHAPELLE	Mireille	Saint Jean de Védas
			PETIT	François	Lavérune
			PHAURE	Pascale	Cournonsec (Sup)
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PLAUTIN	Richard	Saint Jean de Védas
			PIC	François	Cournonsec (Sup)
			PLEZ	Bertrand	Prades-le-Lez
			QUILES	Thierry	Pignan
			RASCALOU	Max	Vendargues
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			ROURE	Denis	Jacou
			ROURE SANCHEZ	Christine	Sussargues
			SECALL	Marina	Le Crès
			RUF	Thierry	Jacou
			TANGUY	Thierry	Villeneuve-lès-Maguelone
			TERME	Roseline	Cournonterral
			VERDEILLE	Jean-Marc	Sussargues

Commission Environnement					
Président de Droit					
Michaël DELAFOSSE					
Président					
Joël VERA					
Vice-présidente					
Séverine SAINT MARTIN					
Elus métropolitains			Représentants des communes		
Nom	Prénom	Commune	Nom	Prénom	Commune
AUBY	Florence	Lattes	ARIZTEGUI	Eddine	Montpellier
BORNE	Mathilde	Castelnau-le-Lez	ARNAL	Mélanie	Murviel-lès-Montpellier
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	ASTARİA	Sona	Grabels (Sup)
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	AZEMA	Patrick	Jacou
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BARIL	Dominique	Murviel-lès-Montpellier
LLORET	Eliane	Sussargues	BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
MIRO	Julien	Castelnau-le-Lez	BEDEAU	Alain	Castries
OLLIER	Clothilde	Montpellier	BELENUS	David	Juvignac
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	BELLOC	Sophie	Vendargues
SAINT MARTIN	Séverine	Montpellier	BOQUET	Sophie	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	BOUIX	Rémi	Castries
SERRANO	Célia	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
SULTAN	Charles	Montpellier	BROTHIER	François	Castelnau-le-Lez
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	CARBONELL	David	Baillargues
VASQUEZ	François	Montpellier	CHARBONNIER	Caroline	Villeneuve-lès-Maguelone
VERA	Joël	Saussan	CINÇON	Sylvie	Pignan
			COMBALBERT-VERNIS	Jean	Le Crès
			DESSOLIN	Grégory	Cournonsec (Sup)
			DEVAUX-LEMONNIER	Pierre	Le Crès
			EVOUNA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			FERRON	Cléo	Grabels (Sup)
			FIGUIERES	Nicolas	Le Crès
			GACHON	Anne	Courmonterral
			GARGANI	Vincent	Montaud
			HIVIN	Patrick	Saint Jean de Védas
			ISERN	Norbert	Courmonterral
			KOECHLIN	Jean	Castelnau-le-Lez
			LANINI	Sandra	Jacou
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			LECERF	Dominique	Restinclières
			MALLET	Dominique	Cournonsec (Sup)
			MARTIN	Jean-Luc	Grabels
			MENDEZ	Thierry	Saussan
			MORVAN	Régis	Grabels
			NOËL	Thierry	Clapiers
			PASSERAT DE LA CHAPELLE	Mireille	Saint Jean de Védas
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PETIT	François	Lavérune
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PLEZ	Bertrand	Prades-le-Lez
			PRIU	Vincent	Saint Geniès des Mourgues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			REBOUL	Catherine	Lattes
			RICHOU	Sonia	Villeneuve-lès-Maguelone
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SETE	Arnaud	Prades-le-Lez (Sup)
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			TOMAS	Michèle	Montferrier-sur-Lez
			TREPREAU	Ludovic	Saint Jean de Védas (Sup)
			VAN LEYNSEELE	Christophe	Saint Jean de Védas (Sup)
			VERLHAC	Véronique	Cournonsec
			VOLPATO	Brigitte	Sussargues
			ZURBACH	Brigitte	Prades-le-Lez

Commission Ressources					
Président de Droit					
Michaël DELAFOSSE					
Président					
Max LEVITA					
Vice-présidente					
Zohra DIRHOUSI					
Elus métropolitains			Représentants des communes		
Nom	Prénom	Commune	Nom	Prénom	Commune
ARS	William	Cournonterral	ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	ALVAREZ	Caroline	Lattes
CALVAT	Renaud	Jacou	ANDREU	Francis	Lattes
CASSAR	Michelle	Pignan	BEC	Thierry	Villeneuve-lès-Maguelone
DESSEIGNE	Serge	Villeneuve-lès-Maguelone	BEDEAU	Alain	Castries
DIRHOUSI	Zohra	Grabels	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
GUISEPPIN	Serge	Montpellier	BOUTET-WAISS	Françoise	Montpellier
LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez	BROTHIER	François	Castelnau-le-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
MARTINIER	Jacques	Fabrègues	CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
NEGRET	Véronique	Villeneuve-lès-Maguelone	CASTELLON	Sylvain	Lavérune
PINTARD	Céline	Le Crès	CAUVIN	Christian	Cournonsec (Sup)
RAYMOND	Joël	Montaud	DELMAS	Olivier	Cournonterral
REYNAUD	Manu	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
SAINT MARTIN	Séverine	Montpellier	ENSELLEM	Nadège	Villeneuve-lès-Maguelone
SAURAT	Agnès	Montpellier	FABRY	Véronique	Saint Jean de Védas
			FIANDINO	Franck	Grabels
			GANGA	Muriel	Saussan
			GOMMERET	Eddy	Cournonterral
			GROLIER	Géraldine	Vendargues
			HEYMES	Pascal	Grabels
			HURLIN	Orlane	Juvignac
			HURTREL	Béatrice	Prades-le-Lez
			LAVIE	Richard	Saint-Drézéry
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MANDELBAUM	Pascal	Castries
			MARTY	Philippe	Baillargues
			MOREAU	Solène	Saint Jean de Védas (Sup)
			NAZET-MARSON	Magali	Jacou
			PALA	Chrstine	Fabrègues
			PANOS	Marie-Christine	Le Crès
			PAUL	Richard	Cournonsec
			PEREZ	Michel	Lavérune
			PIOT	Jean-Paul	Saint Jean de Védas
			POUJADE	Céline	Sussargues
			POUJOL	Corinne	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
			QUEBRE	Benoît	Cournonsec
			REDAL	Michel	Sussargues
			SAMMUT	Jean-Pascal	Pignan
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			SEGISMONT	Séverine	Murviel-lès-Montpellier
			SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
			SOULA	Léo	Montaud
			TEILHARD- RIOLA	Séverine	Clapiers
			VIDAL	Jackie	Jacou
			VINCENT- FAGOT	Anne	Clapiers

Commission Solidarités					
Président de Droit					
Michaël DELAFOSSE					
Présidente					
Radia TIKOUK					
Vice-présidente					
Marie-Delphine PARPILLON					
Elus métropolitains			Représentants des communes		
Nom	Prénom	Commune	Nom	Prénom	Commune
BRUNET	Véronique	Montpellier	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
CABELLO	Emilie	Montpellier	ANNEYA	Karine	Jacou
CALVO	Michel	Montpellier	ARCOS	Isabel	Restinclières
DIRHOUSI	Zohra	Grabels	ARNAUD	Sandrine	Saint-Drézéry
DOULAIN	Alenka	Montpellier	BARON	Monique	Clapiers
GIMENEZ	Clara	Montpellier	BEAUMONT	Marie-Anne	Villeneuve-lès-Maguelone
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BERARD	Frédérique	Lavérune
LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez	BERMOND	Thierry	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	BLANCHARD	Jérôme	Saint jean de Védas (Sup)
MARIN-KHOURY	Nicole	Montpellier	BONNEFILLE	Ghislaine	Vendargues
PARPILLON	Marie-Delphine	Juvignac	BOUDET	Olivier	Pérols
RIO	François	Saint Jean de Védas	BRUEL	Léa	Saint Jean de Védas
TIKOUK	Radia	Montpellier	BRUN-MANDON	Elodie	Montpellier
VASSAS-MEJRI	Claudine	Castries	BUI-XUAN	Myriam	Clapiers
			CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
			CAMPAGNE	Joelle	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joel	Saint-Brès
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			COIGNARD	Christelle	Prades-le-Lez
			CROUZET	Chantal	Castries
			DELAVEAU	Jean-Dominique	Montpellier
			GIBERT	Marie-Line	Cournonterral
			GUARINIELLO	Valérie	Lattes
			HARDEMAN	Ghislaine	Saint Georges d'Orques
			HOUVENAGHEL	Mylène	Saussan
			JOUEVE	Régis	Lattes
			LENGLET	Serge	Le Crès
			MARAVAL	Françoise	Cournonsec
			MATTERA	Patrick	Pignan
			MAVEL	Catherine	Montaud
			MEDDAS	Laetitia	Villeneuve-lès-Maguelone
			MERLET	Hélène	Juvignac
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MUSICCO	Christelle	Vendargues (Sup)
			NAIT	Elisabeth	Jacou
			OLIVA	Christine	Vendargues
			PALA	Christine	Fabrigues
			PAPROCKI-CAMARD	Juliette	Murviel-lès-Montpellier
			PEYRIERE	Catherine	Cournonsec (Sup)
			RAPINI	Denise	Saint Georges d'Orques
			RICHE	Jean-Loup	Grabels
			ROURE SANCHEZ	Christine	Sussargues
			SICA-DELMAS	Nicolas	Villeneuve-lès-Maguelone (Sup)
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			SORET PRUAL	Christine	Montaud
			TAMZARIAN	Béatrice	Saint Geniès des Mourgues
			TORRANDELL	Brigitte	Lavérune
			VAN LEYNSEELE	Christophe	Saint jean de Védas (Sup)
			VERDIER	Nathalie	Grabels
			WEBER	Marie-Hélène	Castelnau-le-Lez



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, de modifier ou ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- clarification du **point 1.13** sur les autorisations d'occupation du domaine public, intégration des conventions d'occupation du domaine public conclues suites à procédure de sélection préalable ou appel à manifestation d'intérêt concurrent, lorsqu'il y a une exploitation économique, et restructuration de ce point en reprenant les deux derniers alinéas dans deux **points numérotés 1.14 et 1.15**, sans changement de rédaction ;
- modifier le **point 3.4** pour intégrer les adhésions aux organismes lorsque le montant de la cotisation est inférieur à 10 000 € annuels ;
- compléter le **point 3.8** pour y ajouter les candidatures à des appels à projet ;
- supprimer le **point 3.11** ajouter les tarifs relatifs à la Cité des Arts, ces tarifs intégrant prochainement la délibération générale sur les tarifs ;
- compléter le **point 4.5** pour y ajouter le transfert de maîtrise d'ouvrage prévu par le code de la voirie routière ;
- amender le **point 6.5** sur la nature de l'engagement à la charge de la Métropole dans le cadre des protocoles transactionnels.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

## **1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;

**1.5** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.6** approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

**1.7** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.8** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

**1.9** autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**1.10** autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;

**1.11** autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;

**1.12** déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;

**1.13** autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) :

- à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- à titre payant lorsqu'il s'agit d'une occupation de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique ;

**1.14** autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

**1.15** autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

## **2. Urbanisme**

**2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.3** autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;

**2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.5** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de

participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

### 3. Finances

3.1 procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle déjà est membre ;

le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

3.7 accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

3.8 approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;

3.9 accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;

3.10 attribuer individuellement les subventions, et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole.

### 4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;



4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique et L. 115-2 du code de la voirie routière ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

## 5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

5.6. Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

## 6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

6.5 hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €, que cette somme soit directe ou indirecte (consentement à une baisse de recettes, engagement de travaux, notamment).

## 7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement ;

**7.4** autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

*En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

**7.5** autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

**7.6** autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

**7.7** autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

**7.8** établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, que les lots soient de nature numéraire ou non ;

**7.9** autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:**

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation**

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Montpellier Danse	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i>
Opéra Orchestre National de Montpellier	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i>
Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	Remplacement de M. Manu REYNAUD <i>1 titulaire</i>
Société de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan	<i>1 titulaire</i>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Hors commission - Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature**

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1<sup>ère</sup> phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2<sup>e</sup> phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Déléataire.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au Contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers

de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Le réseau de transport urbain de la Métropole de Montpellier a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les impacts de cette crise sont multiples pour les exploitants : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes et des compensations tarifaires ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée. La crise liée à la Covid-19 étant *« un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité »*, en application de l'article L6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte conduisant à une nouvelle perte globale significative pour le subdélégataire, il est proposé la signature d'un avenant n°6 au contrat de DSP afin de prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet, le subdélégataire a subi une nouvelle baisse de 32% de son chiffre d'affaires par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900K€ ; par ailleurs son déficit d'exploitation est estimé à près de 600K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€.

Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Il est précisé à cet effet que le subdélégataire conserve une part de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

Les impacts de la crise sanitaire relatifs au contrat de DSP liant directement le délégataire TaM et la Métropole de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice et actionnaire majoritaire de TaM, seront appréciés, évalués, et proposés, le cas échéant, dans un autre cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'avenant n°6 au contrat de DSP des transports publics urbains et son annexe modifiée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation**

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€, dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46.02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9%) et d'actionnaires privés (45%).

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

#### **Contexte**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats de la Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Métropole et la Ville de Montpellier, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL), par délibérations respectives du 28 juillet et 21 septembre 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TAM à la Métropole et à la

Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leurs exécutions, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEMML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

### **Les principales modalités statutaires de la SPL TaM**

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEMML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

- **Dénomination**

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

- **Capital social**

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités

territoriales.

- **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, sous réserve de la délibération relative à la prise de participation de la Ville :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
<b>TOTAL</b>	<b>34 288</b>	<b>4 286 000</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté au représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration, dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

- **Objet social**

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de



plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de station mutlimodale ou monomodale,...) ;

- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de la SAEML TaM, Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner cinq représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## **CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022**

### **Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de Transdev, du Crédit Agricole du Languedoc et de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation**

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elle détient 46.02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au sein du conseil d'administration de la société dont le poste de présidence de la société.

La Métropole de Montpellier est actionnaire principal (46.02%) aux côtés de la Ville de Montpellier (9.10%), comme aux côtés d'un collège d'actionnaires privés représentant 44.88% du capital (dont notamment Transdev pour 19.99% soit 6 854 actions, la Caisse Régionale du Crédit Agricole pour 1.75% soit 600 actions et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour 1.17% soit 400 actions).

La SAEML TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et création d'un CFA depuis juin 2018.

Dans le cadre des modifications importantes à venir telles que, d'une part, la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les métropolitains et, d'autre part, les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

Cette transformation ne touche pas à la nature de la société qui reste une société anonyme ; toutefois l'actionnariat est entièrement public et la structure ne peut agir que pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire. Il est proposé dans un premier temps de constituer cette société avec les 2 actionnaires que sont la Métropole de Montpellier au regard de sa compétence mobilité, et la Ville de Montpellier au regard de sa compétence stationnement sur voirie.

Le principe de transformation de la SAEML TaM en SPL a été approuvé par délibération M2021-314 en date du 28 juillet 2021, avec un objectif de finalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette transformation nécessite une évolution de la composition du capital social par le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL.

Il est proposé que la composition de la future SPL s'opère, à compter de la date future d'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de TaM approuvant la transformation en SPL, selon la répartition suivante : le capital sera détenu à hauteur de 69% par Montpellier Méditerranée Métropole et 31% par la Ville de Montpellier.

A ce titre :

- Montpellier Méditerranée Métropole procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
  - o Transdev (6 854 actions) ;
  - o Crédit Agricole du Languedoc (600 actions) ;
  - o Chambre de Commerce et d'Industrie (400 actions) ;

Le nombre de parts de Montpellier Méditerranée Métropole sera ainsi porté de 15 778 actions à 23 632 actions (soit 69% du capital de la SPL) ;

- La Ville de Montpellier procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
  - o Caisse des Dépôts et Consignation (3 928 actions) ;
  - o Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (2 400 actions) ;
  - o Banque Populaire du Sud (1 200 actions) ;
  - o Chambre des Métiers de l'Hérault (5 actions) et
  - o Association Consommation Logement et Cadre de Vie (1 action) ;

Le nombre de parts de la Ville de Montpellier sera ainsi porté de 3 122 actions à 10 656 actions (soit 31% du capital de la SPL).

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont ainsi rapprochées des autres actionnaires de la SAEML TaM pour définir les modalités de cession de leurs actions.

Un audit d'évaluation externe a été réalisé courant octobre 2021 afin d'approcher une valeur négociée pour l'ensemble des partenaires historiques. La méthode d'évaluation retenue est basée sur la situation financière de TaM, selon l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2021, soit une valeur de société de 6,5 millions d'euros pour une valeur de 190€ par action.

Il est ainsi proposé au Conseil de procéder au rachat des :

- 6 854 actions de Transdev à 190 € par action soit 1 302 260 €
- 400 actions de la CCI à 190 € par action soit 76 000 €
- 600 actions du Crédit Agricole du Languedoc à 190 € par action soit 114 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi se porter acquéreur des 7 854 actions des trois actionnaires privés cités ci-dessus, à la valeur négociée de 190 € par action, soit un montant global de 1 492 260 €.

Le Conseil d'Administration de TaM a par ailleurs agréé la cession des parts des actionnaires à Montpellier Méditerranée Métropole sous réserve de l'approbation de la transformation de la société en SPL en Assemblée Générale Extraordinaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition des parts de la société Transdev dans la société TaM pour 1 302 260 € soit 6 854 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts du Crédit Agricole du Languedoc dans la société TaM pour 114 000 € soit 600 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Chambre des Commerce et de l'Industrie dans la société TaM pour 76 000 € soit 400 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- De porter le nombre de parts détenus par Montpellier Méditerranée Métropole dans la société TaM, à hauteur de 23 632 actions à compter de la date future de l'assemblée générale extraordinaire approuvant la transformation de la SAEML TaM en SPL ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### Ressources - Rapport d'activité 2021 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les Rapports Annuels des Délégués (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT. Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Jean-François AUDRIN, 15<sup>ème</sup> Vice-Président, délégué à l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine.

Par délibération n°M2020-327 en date du 12 octobre 2020, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
  - o Mylène FOURCADE ;
  - o Zohra DIRHOUSI ;
  - o William ARS ;
  - o René REVOL ;
  - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
  - o Séverine SAINT-MARTIN ;
  - o Lionel LOPEZ remplacé par Bernard MODOT par délibération en date du 23/11/2021 ;
  - o Céline PINTARD ;
  - o Bruno PATERNOT ;
  - o Christian ASSAF.

Les services publics et les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;

- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" ;
- Parcs de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats).

Par délibération n°M2020-161 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission.

L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCC s'est réunie le 21 septembre 2021, le 11 octobre 2021, le 14 octobre 2021 et le 22 novembre 2021, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 21/09/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;

Séance du 11/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean Montpellier ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation Ametyst ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 14/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;

Séance du 22/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2020 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les contrats de DSP ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui est présidée par Madame Michelle CASSAR et composée paritairement d'élus du Conseil de Métropole et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation**

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP) ou de classement d'un réseau de chaleur ou de froid, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce. La CCSPL, prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par la représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désignée par arrêté, Madame Michelle CASSAR, 14<sup>ème</sup> Vice-Présidente, déléguée au développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole. Elle succède à Monsieur Renaud CALVAT par arrêté de délégation en date du 13 octobre 2021.

Par délibération n°M2020-237 en date du 15 septembre 2020, n°M2021-505 en date du 28 septembre 2021, n°M2021-579 en date du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
  - o Jean-François AUDRIN ;
  - o Patricia WEBER ;
  - o Brigitte DEVOISSELLE ;
  - o Max LEVITA ;
  - o Régine ILLAIRE, en remplacement de Mme CASSAR devenue Présidente de la CCSPL ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
  - o Jacques MARTINIER ;
  - o Julien MIRO ;
  - o Florence AUBY ;
  - o Catherine RIBOT ;
  - o Mathilde BORNE ;



- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
  - o CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) ;
  - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
  - o Mosson Coulée Verte ;
  - o FNE LR (France Nature Environnement Languedoc-Roussillon), en remplacement de l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE) ;
  - o Vélocité Grand Montpellier.

Les services publics et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parc de stationnement "Antigone" ;
- Parc de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats)
- Service public de l'eau potable (Régie des Eaux) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;
- RPQS collecte et traitement des déchets.

Par délibération n°M2020-162 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCSPL s'est réunie les 19 mars 2021, 26 mai 2021, 15 septembre 2021, 26 octobre 2021, 29 octobre 2021 et 25 novembre 2021 pour traiter les dossiers suivants :

#### Séance du 19/03/2021 :

Lors de cette séance, la CCSPL a été consultée pour la sortie d'un membre du collège des associations, l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE), conformément au règlement intérieur, compte tenu de l'inactivité de celle-ci. La commission a donné un avis favorable à cette sortie.

La CCSPL a également été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion du Parc Gérard-Bruyère. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

#### Séance du 26/05/2021 :

- ✓ RPQS Collecte et traitement des déchets ménagers au titre de l'année 2020 ;

Séance du 15/09/2021 :

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ RPQS Assainissement au titre de l'année 2020 ;
- ✓ RPQS Eau potable et eau brute au titre de l'année 2020 ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie des Eaux au titre de l'année 2020 ;

Séance du 26/10/2021 :

A partir de cette séance, la CCSPL a été présidée selon nouvel arrêté par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services publics de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 29/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation AMETYST ;

Séance du 25/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Lors de cette séance, la CCSPL a également émis un avis sur la création de la future Régie du service public de l'assainissement, ainsi que sur la création du futur classement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF). La commission a donné un avis favorable à ces deux créations.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des rapports annuels des délégataires comme des RPQS relatifs à l'exercice 2020.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui est présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN et composée d'élus du Conseil de Métropole, pour l'examen des comptes 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



## CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 31 MAI 2022

### **Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2021 - Approbation**

LE RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE (RPQS) PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS EST ÉTABLI ANNUELLEMENT, CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 2224-17-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (CGCT) ET DU DÉCRET N°2015-1827 DU 30 DÉCEMBRE 2015 PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ADAPTATION ET DE SIMPLIFICATION DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES DÉCHETS. IL RETRACE LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTION DE LA MÉTROPOLE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS ET EN DONNE LES PRINCIPAUX INDICATEURS TECHNIQUES ET FINANCIERS. LE RAPPORT ET L'AVIS DE L'ASSEMBLÉE SERONT MIS À DISPOSITION DU PUBLIC DANS LES CONDITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES L. 1411-13 ET L. 2224-17-1 DU CGCT.

PAR AILLEURS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L. 1411-3 DU CGCT, LE DÉLÉGATAIRE PRODUIT AVANT LE 1<sup>ER</sup> JUIN DE CHAQUE ANNÉE À L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE UN RAPPORT COMPORTANT NOTAMMENT LES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITÉ DES OPÉRATIONS AFFÉRENTES À L'EXÉCUTION DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) ET UNE ANALYSE DE LA QUALITÉ DU SERVICE. CE RAPPORT DOIT DONNER LIEU À UNE ANALYSE.

A CET EFFET, LE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE DE LA DSP RELATIVE À L'EXPLOITATION DE L'USINE DE MÉTHANISATION AMETYST PORTANT SUR L'ANNÉE 2021 A ÉTÉ RÉCEPTIONNÉ LE 14 AVRIL 2022, CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES, ET FERA L'OBJET :

- D'UNE COMMUNICATION ULTÉRIEURE AU CONSEIL DE MÉTROPOLE PAR DÉLIBÉRATION AU TERME DE SON ANALYSE DÉTAILLÉE ;
- D'UNE PRÉSENTATION ET D'UN EXAMEN EN COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX ;
- D'UNE PRÉSENTATION ET D'UN EXAMEN EN COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES.

#### **LES PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2021 SONT LES SUIVANTS :**

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de

gestion des déchets.

L'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA est actuellement en cours d'élaboration, avec pour objectif son adoption à la mi-2022.

S'agissant des coûts d'élimination des refus, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Ametyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) devront intégrer les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi développer une feuille de route Zéro Déchet impactant directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

L'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « *circulaire* ». La Métropole, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets. Parallèlement, les EFFECTIFS DU PÔLE DÉCHETS ET CYCLES DE L'EAU ONT ÉTÉ SIGNIFICATIVEMENT RENFORCÉS FIN 2021 NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LA PRÉVENTION ET L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE STRATÉGIE ZÉRO DÉCHET.

La programmation pluriannuelle des investissements de Montpellier Méditerranée Métropole avec 151 M€ d'ici 2026 pour mieux préserver son environnement, dont 45 M€ pour la stratégie Zéro déchet, traduit déjà cette ambition en fléchant les crédits nécessaires.

## LA CONTINUITÉ DU SERVICE PENDANT L'ÉPISODE DE COVID-19

LE SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS CONSTITUE UN DES PILIERS DE L'HYGIÈNE ET DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE. LE MAINTIEN DE SA CAPACITÉ À GARANTIR LES NIVEAUX DE SERVICE NOMINAUX A ÉTÉ LA PRÉOCCUPATION PERMANENTE DU PÔLE DCE. En dehors d'une courte période de fermeture des déchèteries lors du premier confinement du printemps 2020, les services de collecte et traitement des déchets ménagers n'ont jamais été interrompus lors de la pandémie.

## CONCERNANT LA PRÉVENTION DES DÉCHETS

LA LOI TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR LE CROISSANCE VERTE D'AOÛT 2015 PORTE À -10 % L'OBJECTIF NATIONAL DE DIMINUTION ENTRE 2010 ET 2020 DU RATIO ANNUEL DE PRODUCTION PAR HABITANT DE L'ENSEMBLE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (DMA). CETTE AMBITION A ÉTÉ PORTÉE À -15 % À L'ÉCHÉANCE 2025 POUR LA LOI ANTI GASPILLAGE ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE DE FÉVRIER 2020.

L'OBJECTIF 2020 AVAIT D'ORES ET DÉJÀ ÉTÉ ATTEINT DÈS 2017 SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN GRÂCE AUX ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU 1ER PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS (PLPD) ENGAGÉ EN 2011 D'UNE PART, ET DU PROGRAMME DE RÉNOVATION DES DÉCHÈTERIES D'AUTRE PART, LEQUEL VISE À MODERNISER LES 20 POINTS PROPRIÉTÉ DE LA MÉTROPOLE DANS LE RESPECT DU RÈGLEMENT LIMITANT LES APPORTS EN GROS VOLUMES. Complémentairement, il convient de noter que les efforts en matière de sensibilisation et d'information des usagers ont permis en 2021 à la Métropole d'obtenir des performances de valorisation des déchets d'équipement électriques et électroniques supérieures à la moyenne nationale des collectivités urbaines.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMR et des DMA, Montpellier Méditerranée Métropole a acté en 2021 le lancement de son 2ème programme de prévention des déchets avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés, en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets en cours d'élaboration au niveau de la Métropole.

Pour mener à bien ce programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants.

À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur 5 thématiques :

- Déchets des commerces ;
- Animation et sensibilisation de tous les publics ;
- Compostage ;
- Réemploi ;
- Préparation d'un appel à projets « Éco-consommation ».

Des fiches actions ont été élaborées et le PLPDMA sera finalisé et approuvé à la mi-2022.

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE A ENGAGÉ LES RÉFLEXIONS DANS LE CADRE DE LA LOI « AGECE » QUI DISPOSE QUE « LES DÉCHÈTERIES SONT TENUES DE PRÉVOIR UNE ZONE DE DÉPÔT DESTINÉE AUX PRODUITS POUVANT ÊTRE RÉEMPLOYÉS » ET ONT L'OBLIGATION DE PERMETTRE, PAR CONTRAT OU PAR CONVENTION, AUX PERSONNES MORALES RELEVANT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET CIRCULAIRE QUI EN FONT LA DEMANDE D'UTILISER LES DÉCHÈTERIES COMMUNALES COMME LIEUX DE RÉCUPÉRATION PONCTUELLE ET DE RETRAITEMENT D'OBJETS EN BON ÉTAT OU RÉPARABLES ». En 2021, la Métropole a mené les réflexions sur une première expérimentation de « Zone de Réemploi » au sein de la déchèterie de Baillargues/Castries : ce nouvel espace verra le jour au printemps 2022. Dans le cadre de sa politique zéro déchet, la Métropole s'engage dans une démarche d'évaluation et de labellisation d'économie circulaire ambitieuse, reconnue et soutenue par l'ADEME. Elle a œuvré notamment dès fin 2021 au développement de plusieurs ressourceries sur son territoire.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2021, l'on peut citer en particulier :

- 2 000 COMPOSTEURS INDIVIDUELS SUPPLÉMENTAIRES DISTRIBUÉS ET 74 SITES COLLECTIFS (RÉSIDENCES, ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, SITES DE BUREAUX) ÉQUIPÉS GRATUITEMENT. PLUS DE 300 FOYERS ONT

REÇU UN SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE À L'ACQUISITION DE LOMBRI-COMPOSTEUR, DE COMPOSTEUR EN BOIS OU DE POULES. PAR AILLEURS, LA MÉTROPOLE S'EST RAPPROCHÉE DES CONSEILS DE QUARTIER ET DES ASSOCIATIONS LOCALES POUR METTRE EN PLACE ET CO-GÉRER DES COMPOSTEURS DE QUARTIER, À L'INSTAR DE CELUI DES GRISSETTES MIS EN PLACE À L'ÉTÉ 2017. 9 NOUVEAUX SITES ONT AINSI ÉTÉ INSTALLÉS EN 2021 ;

- DES ANIMATIONS ET DES FORMATIONS SUR LE COMPOSTAGE ONT ÉGALEMENT ÉTÉ ORGANISÉES, EN PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION COMPOSTONS : INAUGURATIONS DE SITES, WEBINAIRES SUR LE COMPOSTAGE DE QUARTIER, SOIRÉE DES RÉFÉRENTS COMPOSTEURS, FORMATIONS GUIDES ET RÉFÉRENTS DE SITE ;

- LE LANCEMENT D'UN APPEL à projet « réduction des déchets ménagers assimilés » avec une enveloppe de 100 000€ qui a permis de soutenir 7 associations dont les projets s'inscrivent dans la stratégie Zéro Déchet de la Métropole ;

- LA PROMOTION DU RÉEMPLOI AU TRAVERS DE COLLECTES DE PROXIMITÉ RÉALISÉES EN CENTRE-VILLE DE MONTPELLIER À L'AIDE D'UNE MINI DÉCHÈTERIE (DÉPLOYÉE 10 JOURS PAR MOIS EN 10 POINTS DIFFÉRENTS DU QUARTIER) ;

- À L'OCCASION DE LA SEMAINE EUROPÉENNE DE RÉDUCTION DES DÉCHETS DU 20 AU 28 NOVEMBRE, ET DANS LE CADRE DE SA POLITIQUE ZÉRO DÉCHET, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE A PROPOSÉ DES ANIMATIONS DE SENSIBILISATION À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS ET DES SOLUTIONS À METTRE EN ŒUVRE AU QUOTIDIEN POUR Y PARVENIR :

- 25 ANIMATIONS SCOLAIRES SUR LE COMPOSTAGE ET LA RÉDUCTION DES DÉCHETS ASSURÉS PAR L'ASSOCIATION APIEU DANS DES ÉCOLES DE TOUT LE TERRITOIRE ;
- 45 ÉCOLES DU TERRITOIRE ONT PARTICIPÉ À LA COLLECTE DE JOUETS AU PROFIT D'EMMAÛS ;
- 2 COLLECTES SOLIDAIRES ORGANISÉES À LA MÉTROPOLE DE MONTPELLIER ET À L'HÔTEL DE VILLE DE MONTPELLIER ;
- DES ANIMATIONS LORS DES MATCHS DE HANDBALL (MONTPELLIER / ELVERUM ET MONTPELLIER / NÎMES) AFIN DE SENSIBILISER AU TRI ET À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS DANS LE MOENDE DU SPORT, EN PARTENARIAT AVEC LE CLUB MHB ;
- OUVERTURE DES VISITES DU CENTRE DE TRI DEMETER AU GRAND PUBLIC. CE DISPOSITIF SERA POURSUIVI PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES EN 2022 ;

DANS UN SOUCI DE DÉVELOPPER L'ÉCO-EXEMPLARITÉ DE SES AGENTS, UN QUIZZ INTERNE SUR LA THÉMATIQUE DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS À DESTINATION DES AGENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DU CCAS A ÉTÉ ORGANISÉ. LES GAGNANTS ONT REMPORTÉ UN KIT ZÉRO DÉCHET COMPOSÉ D'ÉLÉMENTS ACHETÉS CHEZ DES COMMERÇANTS DU CENTRE-VILLE DE MONTPELLIER.

UNE DISTRIBUTION DE 2 800 TASSES A ÉGALEMENT ÉTÉ ORGANISÉE POUR LES AGENTS DE LA MÉTROPOLE AFIN DE LIMITER L'UTILISATION DES GOBELETS AUX MACHINES À CAFÉ ET PROMOUVOIR LE ZÉRO DÉCHET

## **CONCERNANT LA COLLECTE ET LE TRI DES DÉCHETS**

### **LA SIMPLIFICATION DES CONSIGNES DE TRI :**

EN JUILLET 2019, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE A FAIT PARTIE DES 31 COLLECTIVITÉS SÉLECTIONNÉES AU NIVEAU NATIONAL DANS LE CADRE DU PLAN DE PERFORMANCE DES TERRITOIRES DE CITEO POUR DÉPLOIEMENT DE L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI. L'ENSEMBLE DES HABITANTS A AINSI BÉNÉFICIÉ DÈS 2020 AVEC LA REMISE EN SERVICE DU CENTRE DE TRI DEMETER MODERNISÉ, DE LA SIMPLIFICATION DU GESTE DE TRI À L'ENSEMBLE DES EMBALLAGES PLASTIQUES ET PETITS ACIERS ET ALUMINIUM.

POUR ACCOMPAGNER L'AUGMENTATION DES VOLUMES DE TRI, LES VOLUMES DE BACS JAUNES ONT ÉTÉ AUGMENTÉS À LA DEMANDE DES PARTICULIERS ET LES AUTOCOLLANTS SUR LES NOUVELLES CONSIGNES DE TRI DISTRIBUÉS DANS TOUTES LES BOITES À LETTRES DES HABITANTS DÉTENTEURS DE BAC INDIVIDUEL.

ENFIN, 76 COLONNES D'APPORT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ INSTALLÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC DANS LES SECTEURS OÙ LES VOLUMES DE TRI EN BACS RESTAIENT INSUFFISANTS RÉPARTIES COMME SUIV :

- 17 COLONNES ENTERRÉES (9 VERRE, 6 TRI SÉLECTIF, 2 ORDURES MÉNAGÈRES) ;
- 59 COLONNES AÉRIENNES (35 VERRE, 24 TRI SÉLECTIF).

LA MODERNISATION DU CENTRE DE TRI A ÉGALEMENT RENDU OBSOLÈTES LES COLLECTES SÉLECTIVES DU PAPIER BLANC MISES EN PLACE DANS CERTAINES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, LE NOUVEAU CENTRE DE TRI PERMETTANT UNE VALORISATION PLUS POUSSÉE DES GISEMENTS PAPIERS COLLECTÉS EN MÉLANGE. AINSI, LA COLLECTE DES PAPIERS BLANCS A ÉTÉ INTERROMPUE AU MOIS DE MAI, LES BÉNÉFICIAIRES ÉTANT INVITÉS À SE REPORTER SUR LE BAC DE TRI JAUNE.

## **CONCERNANT LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DÉCHETS**

### **L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST**

LE CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) POUR L'EXPLOITATION DE L'USINE AMETYST A PRIS EFFET LE 1ER JANVIER 2015, POUR UNE DURÉE DE 10 ANS, SOIT UNE ÉCHÉANCE AU 31 DÉCEMBRE 2024. LA SOCIÉTÉ ÉPONYME AMETYST ASSURE L'EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS RÉSIDUELS ET ASSIMILÉS (OMR) ET DES BIODÉCHETS COLLECTÉS EN PORTE-À-PORTE DE LA MÉTROPOLÉ, PAR MÉTHANISATION AVEC VALORISATION ORGANIQUE ET ÉNERGÉTIQUE.

AMETYST A TRAITÉ EN 2021 LA TOTALITÉ DES 130 371 TONNES DE DÉCHETS RÉSIDUELS (128 480 TONNES) ET BIO DÉCHETS (1 891 TONNES) COLLECTÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLÉ, TONNAGE EN LÉGÈRE HAUSSE PAR RAPPORT À 2020 (+2,8%), À L'EXCEPTION DES DÉCHETS NON MÉTHANISABLES COLLECTÉS SUR CERTAINES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUES QUI SONT ACHÉMINÉS DIRECTEMENT POUR ÉLIMINATION.

L'UNITÉ AMETYST A ÉGALEMENT ACCUEILLI 8 115 TONNES DE DÉCHETS TIERS, STABLE PAR RAPPORT À 2020 MAIS EN FORTE BAISSSE PAR RAPPORT À 2019 DU FAIT DE L'INTERRUPTION DES APPORTS EN PROVENANCE DE L'UNITÉ NÉOVAL DE SALINDRES.

LE PROCÉDÉ « D'ULTRACRIBLAGE » MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU NOUVEAU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DÉMARRÉ AU 1ER JANVIER 2015 A PERMIS DE PRODUIRE 39 303 TONNES DE COMPOST CONFORMES À LA NORME NFU 4051 QUI ONT ÉTÉ VALORISÉES DANS LEUR GRANDE MAJORITÉ DANS UN RAYON DE 60 KILOMÈTRES. 2 030 TONNES DE MÉTAUX FERREUX ET NON FERREUX ONT ÉGALEMENT ÉTÉ EXTRAITES ET VALORISÉES. LA PRODUCTION D'ÉNERGIE S'EST ÉTABLIE À 35 316 MWh ÉLECTRIQUES ET THERMIQUES VALORISÉS EN AUTO CONSOMMATION, REVENTE AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE, ALIMENTATION DU RÉSEAU DE CHALEUR DE LA ZAC DES GRISETTES ET DU RÉSEAU DE CHAUD ET DE FROID DE LA NOUVELLE POLYCLINIQUE SAINT ROCH (34 385 EN 2020). À TERME, LES 2 300 LOGEMENTS DE LA ZAC DES GRISETTES DONT LA RÉALISATION EST EN COURS DE FINALISATION SERONT ALIMENTÉS DEPUIS AMETYST.

IL CONVIENT DE NOTER QUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX RELATIFS AU DÉCRET DIT « SOCLE COMMUN DES MFSC - CRITÈRES DE QUALITÉ AGRONOMIQUE ET D'INNOCUITÉ SELON LES CONDITIONS D'USAGE POUR LES MATIÈRES FERTILISANTES ET LES SUPPORTS DE CULTURE », UNE ÉTUDE D'IMPACT A ÉTÉ MENÉE FIN 2020 PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ALIMENTATION (DGAL) DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION AFIN DE LISTER ET DE QUANTIFIER LES CHANGEMENTS QUE POURRAIENT INDUIRE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR LA MISE EN MARCHÉ ET L'UTILISATION DES MATIÈRES FERTILISANTES ET DES SUPPORTS DE CULTURES (MFSC) AINSI QUE LES IMPACTS ÉCONOMIQUES SUR LES FILIÈRES.

EN L'ÉTAT LES PRESCRIPTIONS DU PROJET DE « SOCLE COMMUN DES MFSC » NE PERMETTRAIENT PLUS AU REGARD DU PROCESS DÉPLOYÉ SUR L'UNITÉ AMETYST, AUCUN RETOUR À LA TERRE DES COMPOSTS NFU 44051 ISSUS DE LA FRACTION OMR ET OBLIGERAIT À LEUR STOCKAGE EN ISDnD, D'AUTANT QUE LES DÉLAIS D'APPLICATION ENVISAGÉE NE PERMETTENT PAS D'ENVISAGER LES SOLUTIONS POUR LA RECONVERSION DE LA FILIÈRE POUR L'ENSEMBLE DES TONNAGES ACTUELLEMENT PRODUITS, ALTERNATIVES À L'ÉLIMINATION QUI SEMBLE DÈS LORS LA SEULE PERSPECTIVE.

L'INSTALLATION DE PRÉ-TRAITEMENT DES EFFLUENTS OPÉRATIONNELLE DEPUIS FIN 2016, AU TERME DE LA PÉRIODE DE MONTÉE EN CHARGE DU PROCESS BIOLOGIQUE, FONCTIONNE ÉGALEMENT CONFORMÉMENT AUX PERFORMANCES CONTRACTUELLES. PAR AILLEURS, LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITABILITÉ DU RÉSEAU BIOGAZ AFIN D'ASSURER LES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE DE MANIÈRE EFFICACE EN LIMITANT LES PERTES D'EXPLOITATION DÉBUTÉ MI-2019 ONT ÉTÉ ACHEVÉS FIN 2020.

EN CE QUI CONCERNE LE CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION, CELUI-CI FAIT L'OBJET D'UN CONTRÔLE TECHNIQUE ET FINANCIER, EFFECTUÉ PAR UN GROUPEMENT DE SOCIÉTÉS SPÉCIALISÉES, DÉSIGNÉES PAR LA MÉTROPOLÉ. LE CONTRÔLE TECHNIQUE PORTE SUR LES PERFORMANCES DE L'USINE, LA BONNE RÉALISATION DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE, AINSI QUE L'ENVELOPPE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION DUS ANNUELLEMENT PAR L'EXPLOITANT. DES VISITES SEMESTRIELLES DU SITE ONT LIEU À CET

EFFET.

CONCERNANT LA QUALITÉ DE SERVICE PUBLIC, ON PEUT RAPPELER QU'EN 2019, AMÉTYST A MIS EN PLACE ET OBTENU CONFORMÉMENT À SON ENGAGEMENT CONTRACTUEL, LA CERTIFICATION ÉNERGÉTIQUE ISO 50 001, QUI A FAVORISÉ L'OPTIMISATION DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE. LES EAUX USÉES INDUSTRIELLES BRUTES SONT QUANT À ELLES PARTIELLEMENT REPRISSES DANS LE PROCESS, LIMITANT AINSI LA CONSOMMATION D'EAU. LEUR SURPLUS EST ENVOYÉ VERS LA STATION INTERNE DE PRÉ-TRAITEMENT CONSTRUITE EN 2016 DANS LE CADRE DU NOUVEAU CONTRAT DE DSP. LES EAUX PRÉ-TRAITÉES SONT ENSUITE ENVOYÉES VERS LE RÉSEAU COLLECTIF D'EAUX USÉES, POUR TRAITEMENT FINAL À LA STATION D'ÉPURATION MAERA. LES TROIS BIOFILTRÉS DESTINÉS AU TRAITEMENT DE L'AIR PRÉSENTENT UN BON RENDEMENT ÉPURATOIRE, LES VALEURS LIMITES DE REJET SONT PARFOIS EN TRÈS LÉGER DÉPASSEMENT, MAIS LA TRACE OLFACTIVE EST EN TRÈS NETTE DIMINUTION COMME L'ATTESTENT LES RIVERAINS RÉGULIÈREMENT RENCONTRÉS DANS LE CADRE DU COMITÉ DE SUIVI.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2021 une forte amélioration du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 423 602 € contre 1 175 161 € en 2020.

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés, sous réserve des conclusions du rapport du CAC sur les comptes annuels 2021 en attente de transmission à ce jour.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 005 K€ en hausse de 2 % par rapport à 2020, dont 18,4 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparaît en hausse de + 715 K€.

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 13,4 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de +292 K€ soit +2 % par rapport à 2020. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « redevance transport » d'un montant de 2,4 M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « refus » forfaitaire initiale.

Quatre principaux postes expliquent la hausse du chiffres d'affaires général :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€ soit +4%, notamment liée à la hausse du volume des Biodéchets Tiers ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la reprise des cours sur le marché ;
- Enfin, les recettes issues du compost augmentent de +38 K€, la valorisation s'élevant à 58 K€ en 2021.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2021, la facturation des déchets tiers est de 124 435 €, elle s'élevait à 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 480 K€ en hausse de +1 % par rapport à 2020. Les charges fixes sont de 7 448 K€ en 2021, en baisse de -5 %, et s'élevaient à 7 830 K€ en 2020 et à 7 892 K€ en 2019. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2020, soit 4 422 K€ (contre 4 292 K€ en 2020).

L'entretien et le renouvellement des équipements a représenté 2,3 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,2 M€ s'affiche en baisse par rapport aux exercices précédents (- 342 K€ soit -10 %), et représente 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire diminuent de -132 K€ soit -22 %, notamment du fait du renfort exceptionnel de personnel en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

Les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont diminué de -238 K€ (-7%) après



avoir fortement progressé en 2020 avec un montant de 3,4 M€.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation.

### **L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES (ISDND)**

MISE EN SERVICE EN SEPTEMBRE 2008, L'ISDND DE CASTRIES ACCUEILLAIT JUSQU'EN NOVEMBRE 2019 LES ENCOMBRANTS COLLECTÉS EN DÉCHÈTERIES, LES REFUS DE TRI DES ENCOMBRANTS COLLECTÉS EN PORTE À PORTE, LES DÉCHETS DE NETTOIEMENT DE VOIRIE DES COMMUNES MEMBRES DE LA MÉTROPOLE, AINSI QU'UNE PARTIE DES SOUS-PRODUITS NON VALORISABLES DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST POUR UNE CAPACITÉ TECHNIQUE DE 83 000 TONNES PAR AN.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site seront conduits au 1er semestre 2022.

### **L'EXTENSION ET LA MODERNISATION DU CENTRE DE TRI DEMETER**

LE CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS DEMETER A ÉTÉ MIS EN SERVICE EN 1994 ET CONSTITUAIT À CETTE DATE LA DEUXIÈME INSTALLATION DE CE TYPE RÉALISÉE EN FRANCE. PENDANT 25 ANS, IL A ACCUEILLI LES COLLECTES SÉLECTIVES DES 31 COMMUNES MEMBRES.

L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI A ENTRAÎNÉ UNE AUGMENTATION DES TONNAGES DE DÉCHETS RECYCLABLES. 28 562 TONNES ONT AINSI ÉTÉ ADMISES SUR LE CENTRE DE TRI DEMETER EN 2021. IL CONVIENT TOUTEFOIS DE NOTER QUE L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI S'EST ACCOMPAGNÉE SUR LA MÉTROPOLE COMME SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL D'UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DE TAUX DE REFUS ET D'INDÉSIRABLES QUI S'ÉTABLIT DÉSORMAIS entre 30% et 35% EN LIEU ET PLACE DES 25% CONSTATÉS AVANT MODIFICATION DES CONSIGNES.

Ce constat est partagé par un certain nombre de collectivités qui se sont engagées dans l'extension des consignes de tri. Afin d'améliorer la situation, l'éco-organisme **Citeo**, propose aux territoires volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri (ECT) : **le Plan Boost ECT** qui consiste à accompagner la collectivité à la mise en place d'un programme de mesures pour optimiser ses performances de tri et la valorisation de ses déchets en déployant de nouvelles actions de communication et de sensibilisation pour créer une redynamisation des bons gestes autour des bacs/sacs/PAV jaunes, et intensifiant la mise en place de nouveaux équipement de collecte pour permettre aux usagers d'avoir des moyens à disposition pour trier leurs emballages et papiers. CE PLAN SERA ÉLABORÉ AU 1ER SEMESTRE 2022 AVEC CITEO POUR UNE MISE EN ŒUVRE DANS L'ANNÉE À SUIVRE.

### **LA VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX**

LA VALORISATION DES DÉCHETS VERTS, PRINCIPALEMENT DÉPOSÉS DANS LES DÉCHÈTERIES (POINTS PROPRIÉTÉ) DE LA MÉTROPOLE, EST ASSURÉE POUR PARTIE PAR LA PLATE-FORME DE VALORISATION DE GRAMMONT ENTIÈREMENT RÉNOVÉE ET EXPLOITÉE EN RÉGIE : EN 2021 ELLE A TRAITÉ 16 767 TONNES EN PROVENANCE DES DÉCHÈTERIES DE LA MOITIÉ EST DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE, DES SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX DES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE ET DES ENTREPRISES D'ESPACES VERTS. LA MAJORITÉ DES VÉGÉTAUX REÇUS A ÉTÉ BROYÉE ET LIVRÉE À L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST POUR SERVIR DE STRUCTURANT À LA MATURATION DES DIGESTATS, OU ENCORE À LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE BAILLARGUES POUR SERVIR À LA FABRICATION DE COMPOSTS DE BOUES.

Par ailleurs, dans le cadre de la refonte du process d'exploitation et de gestion des flux sur la plateforme de Grammont, il est apparu opportun de confier la gestion de la plateforme de Grammont à des opérateurs privés qui gèrent de multiples plateformes sur lesquelles ils sont en mesure de mutualiser et d'amortir des engins mobiles capables d'intervenir pour des campagnes ponctuelles. Complémentairement, pour gérer les pics de production saisonniers du printemps et de l'automne, une surface de réserve supplémentaire, hors du site de Grammont lui-même, pourrait être mise à disposition pour assurer un stockage tampon et éviter l'engorgement de la plateforme de Grammont, permettant d'assurer la continuité de l'accueil des entreprises privées d'espaces verts clients. La consultation correspondante a été lancée à l'été 2021 pour un transfert de l'exploitation début 2022.

5 225 TONNES DE DÉCHETS VERTS EN PROVENANCE DES DÉCHÈTERIES DE L'OUEST DE LA MÉTROPOLE ONT ÉTÉ

TRAITÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT VÉOLIA DE PIGNAN, BÉNÉFICIAIRE D'UN MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE PASSÉ AVEC LA MÉTROPOLE. ELLES ONT ÉTÉ, SOIT BROYÉES ET UTILISÉES EN CO-PRODUITS POUR LE COMPOSTAGE DE BOUES ISSUES DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE LA MÉTROPOLE, SOIT DIRECTEMENT COMPOSTÉES SUR PLACE.

### **L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE OCREAL**

Le marché conclu avec la société OCREAL et les obligations relatives à la délégation de service public transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » sont arrivés à échéance au 30 juin 2019. Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil.

### **ACTIONS DE COMMUNICATION**

L'accent a été mis sur la participation des habitants aux différentes actions de tri et de prévention des déchets au travers notamment des opérations de communication, de l'installation des composteurs de quartiers, d'animations scolaires...

Ainsi, les éco-messagers ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations dont le World Clean Up Day, la Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et auprès des foyers de la Métropole avec des sensibilisations en porte-à-porte en résidence. ILS ONT PAR AILLEURS ACCOMPAGNÉ 100 OPÉRATIONS DE COLLECTE MOBILE TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 2021 (HORS JUILLET ET AOÛT) SUR LE QUARTIER CENTRE DE MONTPELLIER À L'AIDE DE LA REMORQUE DE TRI (MINI DÉCHÈTERIE) ET CONTRIBUÉ ACTIVEMENT À LA RÉUSSITE DU DÉMARRAGE DES COMPOSTEURS COLLECTIFS.

En juin dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé sa toute première édition du défi « Familles Zéro Déchet ». Pour cette première édition, 30 familles habitantes de la zone pilote Zéro Déchet ont été sélectionnées. L'association Montpellier Zéro Déchet a assuré la coordination et l'animation du défi en suivant les familles du mois de juin à fin décembre pour les aider à réduire leurs déchets. Tout au long du défi, les familles participantes ont été accompagnées dans la démarche zéro déchet afin de découvrir des solutions et adopter un mode de consommation plus responsable

De septembre à novembre 2021, une opération de communication engageante a été réalisée sur 3 zones d'habitat collectif (Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et le quartier des Grisettes à Montpellier). 2 053 foyers ont été sensibilisés au tri et à la réduction des déchets et se sont engagés à réaliser un nouveau geste de tri ou de réduction de leurs déchets.

Un marché d'animations scolaires a été lancé sur les 33 écoles de la zone pilote (29 sur les 10 communes et 4 sur Montpellier) sur l'année scolaire 2021/2022. Ces animations scolaires sont assurées par l'association APIEU et ont pour objectifs principaux d'éveiller la conscience « éco-citoyenne » du jeune public des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'initier ces élèves à de nouveaux gestes de réduction des déchets (notamment au tri et au compostage).

### **INFORMATION ET PRISE EN CHARGE DES DEMANDES DES USAGERS**

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2021, 26 592 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 22 435 formulaires ont été enregistrés en 2021, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 49 027 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.

### **EN TERME DE BILAN QUANTITATIF D'ACTIVITÉ, LES ÉLÉMENTS À RETENIR SONT LES SUIVANTS :**

<b>Ordures Ménagères et Assimilées</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	132 380
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	31 994
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 914

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Déchèteries	78 822
Encombrants collectés en porte à porte	8 698

Soit un total de 262 708 tonnes collectées en 2021, soit 528 kg par habitant, ratio en légère augmentation par rapport à 2020 (521 kg/hab), en raison principalement d'une forte augmentation des encombrants et matériaux collectés dans les déchèteries.

#### **LES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2021 s'élève, hors amortissement, à 4 786 005 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 78 021 915 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

#### **Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 23,55 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,75 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,02 M€ TTC ;

#### **Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 14,82 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 19,62 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 4,57 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,50 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,07 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,27 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 2,29 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 85,27 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,87 M€ de

recettes, dont 4,52 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,35 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.  
La redevance spéciale a représenté une recette de 3,77 M€ en 2021.  
Les diverses recettes de gestion courante ont généré 0.29 M€

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 17 mai 2022.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ :**

- D'APPROUVER LE RAPPORT ANNUEL 2021 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS ;
- D'AUTORISER SA DIFFUSION AUX 31 COMMUNES MEMBRES ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.



**CONSEIL DE METROPOLE  
SÉANCE ORDINAIRE DU  
MARDI 31 MAI 2022**

**Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Autorisation de signature**

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge du contrôle de ces concessions. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, comme sur 95% du territoire national métropolitain, ces deux missions sont obligatoirement confiées à Enedis pour la première et EDF pour la seconde, qui disposent d'un monopole (droit exclusif) et qui exercent leur mission de service public dans le cadre d'un contrat de concession, conformément à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Il existe actuellement neuf contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus par le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols. Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent de septembre 2022 à février 2028.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF reste le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Compte tenu de l'échéance du contrat sur la ville de Montpellier, la Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En effet, le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

Enedis, EDF et la Métropole ont convenus que le nouveau contrat de concession s'appliquera pour les 7 communes dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

### **1. Mission développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité – Enedis**

La préservation des intérêts de la Collectivité et du territoire a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien notamment avec le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire de la Métropole :

- Amélioration de la qualité de distribution et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique ;
- Diminution de la vulnérabilité aux aléas climatiques ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements d'Enedis dits délibérés, c'est-à-dire dédiés à l'amélioration de la qualité de service et du patrimoine concédé. En contrepartie, Enedis ne constituera plus de provisions pour renouvellement d'ouvrages, ce qui impacte le droit du concédant. Il est toutefois rappelé que le montant du stock des provisions pour renouvellements constitué dans le cadre des sept contrats en cours, ne saurait être repris, en tout ou partie, au résultat de l'entreprise du concessionnaire et ne pourra être affecté autrement que sur le renouvellement des ouvrages de la concession.

Ainsi, le Schéma Directeur des Investissements (SDI) fixe les ambitions à l'échéance du contrat avec des jalons intermédiaires. Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat, tels que :

- La réduction du temps moyen de coupure qui devra être inférieur à 25,7 minutes (critère B), soit un gain de 3,5 minutes en fin de contrat ;
- Un nombre d'incidents sur le réseau haute tension inférieur à 3,5 / 100 km, contre 4,5 actuellement.

Le SDI comprend également des objectifs de moyens avec des valeurs repères notamment pour la résorption des réseaux incidentogènes.

Sur la durée de 25 ans, Enedis estime les investissements pour la qualité de distribution à environ 90 Millions d'euros dont 55 Millions d'euros dédiés à la mise en œuvre du SDI. Pour être sur la trajectoire de ces valeurs repères, l'engagement financier d'Enedis pour le premier programme pluriannuel d'investissement (PPI), sur la période 2022-2026, est de 9,5 Millions d'euros. Cela correspond aux investissements délibérés hors investissements liés aux aléas climatiques. Enedis indique qu'il investira sur cette même période un complément d'investissement pour la performance et modernisation du réseau estimé, *a minima*, à 2M€, non soumis au mécanisme de séquestre, et sous réserve de l'obtention des autorisations de voiries. Le deuxième PPI conduira, *a minima*, le renouvellement des réseaux souterrains et du réseau aérien basse tension fil nu du premier PPI, soit un engagement financier à hauteur de 66% du premier PPI. Il est à noter qu'Enedis ne s'engage pas sur le montant des investissements pour les trois derniers PPI prévus au contrat.

Le contrat prévoit également, des dispositions liées à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, conformément à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, dans le cadre d'une convention d'aménagement esthétique des réseaux d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'autorité concédante sera maître d'ouvrage pour l'intégration esthétique des réseaux et bénéficiera d'un cofinancement avantageux de la part d'Enedis à hauteur de 50% contre 40% prévu au modèle national. L'engagement financier du gestionnaire du réseau de distribution est d'1,2 million d'euros pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'accent a été mis également sur l'amélioration de la coordination des travaux et de la qualité des chantiers sur l'espace public.

Par ailleurs, en contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice des missions de service public faisant l'objet de la présente concession, Enedis versera à la Métropole plusieurs redevances, dont les montants n'ont pas fait, localement, l'objet de négociation, les montants annuels suivants (valeur 2022) sont issus de formules inscrites au contrat national :

- Une redevance de fonctionnement, afin de permettre la réalisation des missions de contrôle, de 240 000 € ;
- Une redevance d'investissement, dont le montant sera calculé en fonction de l'investissement consenti par la Métropole, estimation entre 76 000 et 160 000 € ;
- Une redevance d'occupation du domaine public de 289 000 €.

Si le contrat présente plusieurs avancées par rapport aux contrats précédents, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole. Ceux-ci ont été au cœur des négociations avec notamment l'ajout au diagnostic contractuel partagé d'un état des lieux financier et patrimonial. Ce document permet de réaliser une photographie, d'explicitier les mécanismes financiers au moment où ceux-ci évoluent notamment dans le cadre du nouveau contrat. A la suite du travail d'analyse approfondi et conjoint, Enedis a souhaité qu'une version allégée soit adossée au contrat. Afin de conserver la traçabilité globale et pour une meilleure compréhension, il est joint à cette délibération un second état des lieux financier et patrimonial comprenant, en supplément, des précisions apportées par la Métropole et Enedis.

De plus, il a été convenu de pouvoir tirer toutes conséquences en cas de décision de justice ou d'évolution dans l'interprétation des obligations du concessionnaire concernant la constitution des passifs comptables « maintenus » avec le nouveau contrat. Ainsi, l'entrée en vigueur du nouveau contrat ne saurait valoir ni renonciation de la Métropole à réexaminer la constitution des droits du concédant au titre des sept contrats en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, ni approbation signifiée au concessionnaire de pouvoir reprendre au résultat de l'entreprise une part des provisions pour renouvellement non affectées et constituées au titre de ces mêmes contrats.

Un autre point délicat concerne les conditions de renouvellement ou expiration de la concession. Le contrat prévoit une indemnité à verser par l'autorité concédante à son concessionnaire, or un contentieux contestant le mode de calcul de cette indemnité est en cours de jugement. La Métropole sera vigilante à faire évoluer le contrat sur ce point pour transcrire une évolution de la jurisprudence non intégrée à ce jour dans le modèle national.

Enfin en complément de ce contrat de concession, la conclusion d'un accord cadre de partenariat de cinq ans, reconductible deux fois cinq ans, est proposée entre la Métropole et Enedis. Cet accord-cadre prévoit une contribution financière cumulée de 3 M€ (200 k€/an) à verser par Enedis à la Métropole ou ses partenaires tels que l'Agence Locale de l'Energie et du Climat afin de cofinancer des actions. Cet accord-cadre de Transition écologique et solidaire porte sur les axes de travaux suivants :

- Un territoire engagé dans la transition climatique ;
- Un territoire de l'innovation ;
- Un territoire attractif et solidaire.

## 2. Mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente - EDF

S'agissant de la mission confiée à EDF, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit que la commission de conciliation, en cas de contestation, soit composée de la FNCCR, Enedis et EDF. France urbaine n'ayant pas été intégrée à la commission de conciliation pour défendre les intérêts des autorités concédantes urbaines, l'ensemble des points de vigilance listés par la Métropole seront portés à son attention. France Urbaine les relayera dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre du modèle de contrat de concession 2017 avec la FNCCR, Enedis et EDF. L'objectif de la Métropole est de pouvoir intégrer les évolutions obtenues au niveau national dans le contrat local.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national issu de l'accord-cadre du 21 décembre 2017 cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance de concession, ainsi que les adaptations locales dont les modalités d'application de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'accompagnement de la transition écologique et solidaire par les concessionnaires, la comptabilisation des passifs, la mise à disposition des données, la qualité de service et coordination des travaux, le respect des principes de la République ;
- Annexe 2 du cahier des charges de concession qui traite du schéma directeur des investissements et programmes pluriannuels d'investissement exposant les principes généraux de la démarche tel que conçus par le modèle national ;
- Annexe 2A à l'annexe 2 du cahier des charges qui comprend un diagnostic partagé sur les volets techniques, de la qualité de service et des éléments financiers et patrimoniaux du réseau de distribution complété par un état des lieux des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Annexe 2B à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le schéma directeur des investissements sur la durée contractuelle fixant les ambitions d'amélioration de la qualité de l'électricité auprès des usagers, de renouvellement et de fiabilisation des ouvrages de distribution publique et des valeurs repère et jalons intermédiaires définis afin de répondre à ces ambitions ;
- Annexe 2C à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le premier programme pluriannuel d'investissement d'une durée de cinq ans ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation de celui-ci et des suivants ;
- Annexe 2D à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit les dispositions locales pour l'élaboration et le suivi du dispositif de gouvernance de la programmation des investissements ;
- Annexe 3 au contrat de concession relative à la contribution des tiers aux frais de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du gestionnaire de réseau de distribution ;
- Annexe 4 au contrat de concession relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité conformément à l'article L.337-4 du code de l'énergie ;
- Annexe 5 au contrat de concession relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité
- Annexe 6 au contrat de concession relative au catalogues des prestations et des services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexe 7 au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients résidentiels ;
- Annexe 7bis au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients non résidentiels ;
- Annexe 8 au contrat de concession relative aux conditions d'accès au réseau public de distribution haute tension ou basse tension pour les clients alimentés en électricité ;



- Annexe 9 au contrat de concession relative à la convention pour la cartographie moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- Annexe 10 au contrat de concession relative au cahier des charges patrimonial pour les réseaux électriques en espaces protégés ;
- Convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis pour l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession d'une durée de cinq ans renouvelable une fois.
- Accord-Cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis d'une durée de cinq ans renouvelable deux fois cinq ans ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 10, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat de transition énergétique et solidaire avec Enedis ;
- D'acter les termes de l'état des lieux financier et patrimonial complété et non annexé au contrat ;
- D'approuver les termes de la convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis ;
- D'approuver les termes de l'accord-cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits nationalement sur le modèle de contrat de concession ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Achats publics durables - Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) 2022-2026 - Approbation**

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Madame Catherine RIBOT, Vice-Présidente, rapporte :

La transition écologique, sociale et économique portée par la Métropole de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles.

Avec un volume d'achats annuel de 512 millions d'euros HT en 2021, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir.

Dans la prolongation des actions déjà menées, la Métropole entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un SPASER pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Les collectivités territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 millions d'euros HT.

Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public « détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire ».

### Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, la Métropole de Montpellier a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières.

La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Métropole d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Métropole s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique
  - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources
  - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire
  - o Action 3 : Développer des constructions durables

- La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale
  - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
  - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle
- La commande publique, un levier d'action pour le développement économique
  - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME
  - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
  - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire métropolitain
- Une gouvernance et un pilotage de la politique achat
  - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Métropole de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire.

Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des pôles de la collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100% les marchés comportant des considérations environnementales et à 30% les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

#### Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, Montpellier Méditerranée Métropole entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER.

Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Métropole de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'adopter le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191600-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Schema de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables SPASER\_3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Politique cyclable - Réseau Express Vélo sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Prolongation de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a positionné la transition écologique et solidaire comme une priorité du mandat 2020-2026. Cet engagement vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement s'est traduit notamment par l'approbation de la « *stratégie mobilités 2025* » lors du Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3.

La Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), approuvée le 23 novembre 2021, consacre ainsi une enveloppe inédite de 1 426 M€ aux projets de mobilités pour offrir aux citoyens métropolitains un cadre de vie apaisé et respirable ainsi que des alternatives à l'autosolisme. 150 M€ sont dédiés aux mobilités actives et plus particulièrement aux vélos. Ramené au nombre d'habitants de la Métropole, cela constitue de très loin la plus large enveloppe consacrée au développement du vélo à l'échelle nationale. En effet, d'après l'association Vélos et territoires, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) allouaient au vélo en moyenne 9,51 € par habitant et par an. Avec l'enveloppe évoquée ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole y consacrera six fois plus.

Le récent baromètre de la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) a d'ailleurs déjà salué les efforts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le début de ce mandat. Toutes les actions entreprises telles que l'aide à l'achat de vélos à assistance électrique, l'aide à la réparation, la mise en œuvre prochaine de boxs sécurisés sur l'espace public, le soutien de la Métropole au développement du Savoir Rouler à Vélo dans les communes ou bien encore le soutien de différentes associations cyclistes concourent à créer un véritable « *écosystème vélos* » sur la Métropole, à l'instar de ce qui peut exister depuis des décennies pour l'automobile.

Cette politique cyclable ambitieuse doit tout d'abord, grâce à la fabrique d'une « *ville à hauteur d'enfant* », permettre à qui le souhaite de se déplacer à vélo en toute sérénité.

Quelques chiffres de l'étude de l'INSEE parue en janvier 2021 rappellent que, sur la France entière, « *pour des distances inférieures à 5 km, la voiture représente encore 60 % des déplacements domicile-travail* ». Plus encore, « *42 % des personnes dont le lieu d'emploi est situé à moins d'un kilomètre de chez elles prennent le plus souvent leur voiture pour s'y rendre* ». Le territoire de la Métropole n'échappe pas à ce constat. Ainsi, sur la Métropole, 57% des déplacements des résidents font moins de 3 km et 41% sont effectués en voiture.

Aussi, avec une vitesse moyenne en vélo de 15 à 25 km/h selon le type de vélo (mécanique ou électrique), la crédibilité et la légitimité de ce mode de déplacement paraissent évidentes, l'urbanisme le rendant d'autant plus possible.

Ces chiffres s'ajoutent à ceux de la FUB pour qui « *60 % des Français seraient prêts à faire du vélo* », notamment si les conditions étaient réunies en termes de sécurité, desserte, confort et attractivité.

Cela démontre le potentiel de ce mode de déplacement ainsi que les atouts d'un territoire cyclable, que ce soit en matière de qualité de l'air, de santé, de pouvoir d'achat des ménages, mais aussi d'image et d'attractivité pour le territoire, donc d'efficacité économique pour les entreprises.

**Construire une métropole cyclable implique de la doter en priorité d'un Réseau Express Vélo**, c'est-à-dire un réseau cyclable continu, sécurisé et confortable qui relie les cœurs de village des communes au cœur de la Métropole, jusqu'à la place de la Comédie, mais aussi les communes du territoire entre elles.

A l'image de notre futur réseau structurant en transports collectifs constitué des deux lignes de Trans Express Régionaux (TER), des 5 lignes de tramways et des 5 lignes de BusTram, ce Réseau Express Vélo sera l'épine dorsale du maillage cyclable de la Métropole.

Par ailleurs, afin de pouvoir jouer pleinement son rôle et être exemplaire, afin de donner envie aux personnes hésitantes de sauter le pas, ce Réseau Express Vélo, à haut niveau de service, s'engage à assurer les qualités suivantes :

- Satisfaire les enjeux de capacité, d'efficacité de déplacement et de desserte ;
- Assurer sécurité et confort par le biais d'aménagements spécifiques ;
- Présenter des trajets directs avec peu de carrefours pour limiter les « *pieds à terre* » ;
- Sécuriser les intersections ;
- Présenter des gages supplémentaires de qualité et de confort avec une qualité constante du revêtement et un entretien régulier ;
- Identifier clairement le réseau ;
- Mettre en place une signalisation identitaire (signalisation horizontale, signalisation verticale, marquage régulier...).

Le Réseau Express Vélo a pour objectif d'offrir une expérience qualitative aux personnes se déplaçant à vélo sur un réseau cyclable identifié comme structurant. Il permettra également de répondre à tous les nouvelles pratiques, dont la cyclo-logistique en forte croissance sur le territoire, et tous les gabarits de cycles.

**Le Réseau Express Vélo, baptisé « VéloLignes », sera constitué de la façon suivante :**

- Un anneau autour du centre-ville de Montpellier ;
- 4 anneaux :
  - o A : Juvignac – Castelnau-le-Lez ;
  - o B : Gare Sud de France – Gare Sud de France ;
  - o C : Carnon – Juvignac ;
  - o D : Gare Sud de France – Castries ;
- 11 radiales :
  - o 1 : Montpellier Corum – Castelnau-le-Lez :
    - 1a : Castelnau-le-Lez – Jacou ;
    - 1b : Castelnau-le-Lez – Saint Génès des Mourgues ;
    - 1c : Vendargues – Saint-Brès ;
  - o 2 : Montpellier Antigone – Mauguio ;
  - o 3 : Montpellier Odysseum – Gare Sud de France ;
  - o 4 : Montpellier Antigone – Lattes Agau :
    - 4a : Lattes Agau – Carnon ;
    - 4b : Lattes Agau – Anneau C ;
    - 4c : Lattes Agau – Maurin ;
    - 4d : Lattes Agau – Aéroport ;
  - o 5 : Montpellier Quai Laurens – Montpellier Tournezy ;
  - o 6 : Montpellier Dubout – Montpellier La Condamine :
    - 6a : Montpellier La Condamine – Villeneuve-lès-Maguelone ;
    - 6b : Montpellier La Condamine – Saint Jean de Védas ;
    - 6c : Montpellier La Condamine – Maurin ;
  - o 7 : Montpellier 8 mai 1945 – Fabrègues ;



- o 8 : Montpellier Figuerolles – Cournonsec ;
- o 9 : Montpellier Château d'Ô – Grabels ;
- o 10a : Montpellier Les Arceaux – Saint Gély du Fesc ;
- o 10b : Montpellier Les Arceaux – Montferrier-sur-Lez ;
- o 11 : Clapiers Girac – Prades-le-Lez.

Au total, il est proposé que le Réseau Express Vélo soit constitué d'environ 230 km de linéaire dont 70 % seront réalisés au cours du mandat 2020-2026. Il est précisé que les axes identifiés des VéloLignes seront éventuellement amener à évoluer en fonction de l'avancement des études opérationnelles.

Le Réseau Express Vélo sera naturellement complété d'un maillage plus fin, constitué de réseaux de liaison et de proximité. Ces réseaux complémentaires permettront un rabattement sur le Réseau Express et une desserte fine de tous les territoires. Chaque habitant de la Métropole bénéficiera alors d'un réseau de proximité proche de son domicile pour rejoindre un réseau de liaison puis le Réseau Express.

Avec cette hiérarchie de réseaux, le système cyclable métropolitain atteint un objectif de cohérence tout en assurant une connexion de qualité avec les réseaux cyclables des territoires limitrophes pour offrir à terme un bassin de vie cyclable.

De nombreux projets constituant les réseaux de liaison et de proximité sont d'ores et déjà engagés ou planifiés dans les différents territoires de la Métropole en tenant compte des spécificités de chacune des communes. Ces projets peuvent tout aussi bien prendre la forme d'aménagements spécifiques dédiés aux vélos que de zones de rencontre ou de zones 30 dans les cœurs de village.

Ces projets participent naturellement à l'apaisement des villes et villages appelés de leurs vœux par les Maires des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces aménagements associés à des modifications circulatoires anti-transit contribueront en effet à un meilleur partage de l'espace public et encourageront ainsi naturellement la pratique cyclable, tout comme la marche.

Le futur réseau de transport structurant (TER, tramways, BusTram, et désormais VéloLignes) donnera ainsi véritablement la possibilité aux concitoyens de se déplacer autrement sur le territoire de la Métropole.

De nombreux trajets domicile-travail pourront désormais être pratiqués en vélo car ils seront sûrs, rapides et confortables. Ils seront par là même plus économiques et plus bénéfiques pour la santé des concitoyens comparativement à un trajet en voiture particulière. Pour mémoire, un automobiliste consacre annuellement un budget de plus de 6 000 € à sa voiture, budget en augmentation régulière en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

### **Prolongement de l'aide à l'acquisition d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE) et ouverture aux professionnels pour les vélos cargo :**

L'avènement du VAE impacte de façon majeure les modes de déplacements domicile-travail puisque des trajets de plus de 10 km peuvent désormais être pratiqués au quotidien.

L'engouement des utilisateurs pour ce type de vélos ne faiblit pas. Près de 28 000 dossiers d'aide à l'achat ont été déposés depuis le début du dispositif en novembre 2020. C'est ainsi plus de 7 % des habitants de la Métropole qui bénéficient du dispositif depuis son lancement. Ceci traduit l'investissement et l'engagement du territoire métropolitain pour se déplacer autrement au quotidien et c'est dans ce cadre que la réalisation du Réseau Express Vélos devient un enjeu majeur. L'augmentation de la part modale vélos sur les trajets domicile-travail doit participer à la décongestion des villes et villages et, au final, à l'amélioration de la qualité de l'air.

Face à la demande en VAE qui ne désemplit pas il est envisagé de prolonger l'aide à l'acquisition évoquée ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2022. Par ailleurs, dans la perspective de mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) au 1<sup>er</sup> juillet prochain, il est proposé que cette aide soit également ouverte aux professionnels dans les mêmes conditions pour l'acquisition de vélos cargo et triporteurs pour encourager la cyclo-logistique. Ceci permettra ainsi aux professionnels de bénéficier ainsi d'une aide correspondant à la moitié du prix d'acquisition du vélo cargo dans la limite de 1000 € HT.

De plus, le développement du réseau cyclable métropolitain améliorera le quotidien des enfants en sécurisant le « *chemin de l'écolier* ». Associé à la dynamique de soutien au programme national Savoir Rouler à Vélo et aux initiatives communales de sécurisation aux abords des écoles, la pratique cyclable sécurisée est ainsi encouragée dès le plus jeune âge. Depuis la délibération adoptée lors du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, sept communes ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour le dispositif Savoir Rouler à Vélo et sollicité une aide financière auprès de la Métropole, représentant ainsi un public de plus de 700 élèves.

Enfin, grâce à la mise en œuvre des réseaux express de liaison et de proximité, la découverte des sites culturels et patrimoniaux du territoire peut aisément se faire autrement qu'en voiture. Combinées à un réseau performant de transports publics et au déploiement progressif de la gratuité pour les Métropolitains (la gratuité totale étant prévue fin 2023), les habitants de la Métropole pourront ainsi bénéficier de véritables alternatives dans le cadre de leurs activités de loisirs pendant les week-end et les vacances.

La concrétisation du Réseau Express Vélo, levier déterminant de la Stratégie Mobilités 2025 engagera donc plus encore le territoire vers la nécessaire transition écologie et solidaire afin de lutter contre le changement climatique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Réseau Express Vélo ;
- D'approuver la programmation de réalisation proposée ;
- D'autoriser le prolongement de l'aide à l'acquisition VAE au 31 décembre 2022 et son ouverture aux professionnels pour les vélos cargo dans les conditions évoquées ci-dessus ;
- D'approuver les différents règlements liés à l'acquisition VAE pour les particuliers et les professionnels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192397-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220531\_velolignes\_montpellieraines\_
- Reglement\_\_attribution\_aide\_financiere\_VAEneuf\_cargo\_triporteur.pdf
- Reglement\_\_attribution\_aide\_financiere\_VAEneuf.pdf
- Reglement\_attribution\_aide\_financiere\_VAEoccasion.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention relative au financement des études et des procédures complémentaires - Convention relative au financement des acquisitions foncières - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse mixte jusqu'à Béziers (voyageurs et fret), et partiellement mixte entre Béziers et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse Espagnol existant.

Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T). Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnaud-le-Lez-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- Le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- Le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageuse uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- Les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- Le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport DURON relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la Loi d'Orientations des Mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

Ainsi, sous l'égide de l'Etat, un protocole d'intention de financement a été établi et approuvé par les assemblées de toutes les collectivités partenaires avant d'être signé symboliquement en présence du Premier Ministre le 22 janvier 2022 à Narbonne. Ce protocole étudie deux pistes de financement : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet. Il a établi les clés de répartition entre collectivités locales pour l'hypothèse de financement direct par les cofinanceurs. Ces participations budgétaires pourraient être réduites en fonction des rendements de la société de projet. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole a été établie à hauteur de 8,69 % de la part des collectivités. Il est également convenu de la possibilité d'utiliser les mêmes principes de répartition des financements pour la phase 2.

Le processus d'enquête publique pour la première phase a été mené entre le 14 décembre 2021 et le 27 janvier 2022. Une fois le rapport de la commission d'enquête rendu, il s'agira de saisir le conseil d'Etat pour obtenir une Déclaration d'Utilité Public (DUP).

Par ailleurs, les travaux portant sur la création d'une société de financement ont été menés en parallèle de l'établissement du protocole. L'ordonnance portant création de la société de financement LNMP a été adoptée en Conseil des Ministres le 2 mars 2022 et signée par le président de la République. Le décret d'application sera validé en suivant.

Selon le calendrier de réalisation prévu (échelonnement des dépenses entre 2022 et 2034) et les hypothèses d'inflation retenues à ce stade du projet (1,9%/an), le coût en euros courant de la première phase de la LNMP est estimé à 2 461 M€.

Grace au Grant Agreement 2014-2022 en cours, les fonds européens peuvent rembourser jusqu'à 9M € les études de la LNMP. Les négociations sont en cours pour la prochaine période, permettant ainsi de financer une partie des études, tandis que les acquisitions foncières ne sont pas éligibles. Il faut noter que la signature des conventions par tous les partenaires est indispensable pour obtenir cette subvention européenne.

### **La présente délibération porte sur les conventions Etudes n°6 et Acquisitions foncières n°6.**

Concernant les études, les 3 dernières conventions de financement Etudes signées (convention n°3 de 3.33 M€ financée intégralement par l'Etat, convention n°4 de 3.33 M€ financée intégralement par la Région Occitanie et convention n°5 de 3.33 M€ entre les 10 Collectivités locales partenaires du projet), ont permis de financer les études et procédures préalables à l'enquête d'utilité publique de la phase 1 entre Montpellier et Béziers ainsi que l'enquête d'utilité publique.

La convention Etudes n°6 a ainsi pour objet le financement des études spécifiques et procédures complémentaires à engager, à la suite de l'enquête d'utilité publique, dans la perspective de l'Avant-Projet Détaillé (APD). Le besoin de financement est évalué à 12 000 000 € courants HT, financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève ainsi à 521 400 € HT courants, soit 4,345% du montant total de la convention.

Concernant les acquisitions foncières, la convention de financement des acquisitions foncières n°6 fait suite à la conclusion de cinq premières conventions de financement et avenants signés (convention n°1 et ses avenants de 3.8 M€, convention n°2 de 20 M€, convention n°3 de 5 M€ entre l'Etat et la Région Occitanie, convention n°4 de 2.5 M€ financée intégralement par l'Etat et convention n°5 de 2.5 M€ financée intégralement par la Région Occitanie). Elle a pour objet de palier aux besoins immédiats et ne représente qu'une « avance » quant au besoin global nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des acquisitions foncières à venir.

La convention de financement acquisitions foncières n°6 de 13 200 000 € HT courants est financée à 50% par l'Etat, à 20,5% par la Région et à 29,5% par 10 collectivités traversées par la LNMP (3 conseils départementaux et 7 EPCI). Les clés de répartition entre collectivités sont celles établies dans le protocole d'intention de financement. Par conséquent, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est de 573 540 € HT, soit 4,345% du montant total de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des deux conventions relative aux modalités de participation financière dans le cadre de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189608-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Etudes
- Convention Acquisitions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER



## **Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Avis de la Métropole sur le dossier de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier du 28 avril 2022, en application de l'article R153-14 du code de l'urbanisme, l'Etat a saisi Montpellier Méditerranée Métropole pour solliciter son avis sur les dossiers de Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU) des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, relatifs à la déclaration d'utilité publique du projet de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) phase 1 Montpellier-Béziers. Pour Fabrègues, le projet LNMP est considéré compatible avec le PLU approuvé récemment.

Les quatre dossiers de MECDU ont été soumis à l'enquête publique au côté du dossier présentant l'intégralité du projet. Pour chaque commune, les dossiers comprennent une présentation du projet, l'analyse de la compatibilité du projet avec les documents en vigueur, les changements qui vont être apportés aux différentes pièces des PLU et les modifications apportées à l'évaluation environnementale.

L'enquête publique s'est tenue du 14 décembre 2021 au 27 janvier 2022, puis, le 2 mai 2022, la Préfecture a publié le rapport de la commission d'enquête exprimant un avis favorable sur la demande de DUP et les MECDU (rapport consultable sur <https://www.ligne-montpellier-perpignan.com/actualites/le-rapport-de-la-commission-denquete>).

En amont de l'enquête publique, pendant l'étape de Consultation Inter-services qui a eu lieu au deuxième semestre de 2021, l'Etat avait saisi la Métropole ainsi que les communes concernées pour obtenir leur avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), notamment au regard de ses incidences environnementales sur le territoire, et la compatibilité des documents d'urbanisme.

Lors du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021, le Métropole a émis un avis favorable sur le projet en sollicitant la prise en considération d'observations techniques mineures sur les dossiers de mise en compatibilité des PLU. La Maitrise d'Ouvrage a ainsi modifié les quatre MECDU pour l'enquête publique en tenant compte des observations et des propositions de modifications formulées par la Métropole.

Au regard des documents transmis par la Préfecture, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le contenu des MECDU.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De donner un avis favorable aux quatre dossiers de Mise en compatibilité des PLU pour les communes de Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191711-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

# **Aménagement durable - Tramway, transports, déplacements - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont - Bilan de la Concertation - Arrêt du dossier définitif du projet - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2021-318 du 28 juillet 2021, le Conseil de Montpellier a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont (CEMG), ainsi que l'engagement et les modalités de la concertation. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a délibéré dans les mêmes termes le 26 juillet 2021.

La concertation s'est déroulée du 30/01/2022 au 02/05/2022, selon les modalités décrites dans les délibérations visées ci-dessus.

## **1 - Rappel de l'objet et des objectifs du projet soumis à la concertation**

La nouvelle infrastructure envisagée d'un troisième dépôt, situé à l'Est du territoire de la Métropole, et raccordé au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, correspond à la nécessité de soutenir et d'accompagner le développement des mobilités dans la Métropole. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole réalise des investissements majeurs pour développer l'offre de transports : près d'un milliard d'euros de projets et travaux ont été programmés, ce qui représente un effort unique en France. Au travers de ces investissements, qui viennent en accompagnement de la mise en place de la gratuité des transports, Montpellier Méditerranée Métropole veut se donner les moyens d'engager à court terme un véritable choc des mobilités.

Ainsi, par délibération n°M2021-3 du 1er février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la stratégie mobilités à horizon 2025, qui intègre notamment la mise en service de la Ligne 5 de tramway à fin 2025, la poursuite de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France, la réalisation de cinq lignes de BusTram (Bus à Haut Niveau de Service). Par ailleurs, outre le développement des mobilités, la Métropole mobilise également des moyens pour assurer l'entretien du réseau, avec 70 millions d'euros d'investissement pour accroître la sécurité et le confort du réseau existant.

Rendu nécessaire par le développement du réseau, le Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont vient compléter le support technique offert par les 2 centres existants en accueillant 40 tramways et 40 bus.

En effet, le Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et le dépôt de La Jeune Parque sont arrivés à saturation, alors même que le parc va encore connaître une augmentation significative au cours des prochaines années, avec 60 à 77 rames de tramway en cours d'acquisition, une augmentation du parc bus à la suite de la mise en place de la gratuité, et l'acquisition du matériel roulant des BusTram. Les sites du CEMH et de Jeune Parque, situés sur le bassin Ouest du territoire, n'étant pas en capacité d'accueillir cette augmentation du parc tramway et bus, et ne présentant aucune possibilités d'évolution qui permettraient de le faire, la création d'un nouveau dépôt, est indispensable.

Au Sud du Domaine de Grammont, le secteur encadré par l'autoroute A709 au Sud, par l'avenue de Grammont à l'Ouest, et par l'avenue Albert-Einstein au Nord, localisé sur le territoire de la Commune de Montpellier, répond aux caractéristiques nécessaires à l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance de transports publics urbains, bus et tramways pour les raisons suivantes :

- Une excellente desserte routière (pour la mise en ligne des bus) ;
- Une proximité avec une ligne de tramway (pour la mise en ligne des rames) ;
- Une superficie suffisante pour les besoins de l'infrastructure à court terme et une possibilité d'évolution au-delà.

Raccordé à la Ligne 1 au niveau d'Odysseum, le CEMG permettra une exploitation optimisée des 5 lignes de tramway et 5 lignes de BusTram, grâce à son positionnement stratégique couvrant l'Est du réseau.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Réaliser un nouveau dépôt, capable d'accueillir 39 tramways et 40 bus ;
- Créer un raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le secteur d'Odysseum ;

Ces nouveaux équipements doivent :

- Permettre une gestion flexible et évolutive de l'exploitation et de la maintenance du réseau de transports publics entre les trois sites des Hirondelles, Jeune Parque, et Grammont ;
- Contribuer à renforcer le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements ;
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale sur les secteurs de Grammont et Odysseum.

## **2 - Caractéristiques principales du projet soumis à la concertation**

Le nouveau dépôt est implanté sur le site de Grammont, seul terrain identifié sur le territoire de la Métropole qui réponde aux besoins fonctionnels d'un centre de maintenance. L'analyse des impacts environnementaux du projet démontre un impact limité et la conception du projet s'attachera à s'inscrire dans la démarche « Éviter > Réduire > Compenser » les différents impacts du projet. Elle veillera à s'inscrire également dans les objectifs de la loi Climat.

Trois variantes de tracé étaient soumises à la concertation, pour le raccordement entre le centre de maintenance (CEM) et le réseau existant dans le secteur d'Odysseum (Ligne 1) :

- Par l'avenue Georges-Méliès : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par la rue Georges-Méliès et la place de Lisbonne, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;
- Par le boulevard Télémaque : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par le boulevard Télémaque, et se raccorde à la Ligne 1 ;
- Par l'avenue Pierre-Mendès-France : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, emprunte l'avenue Pierre-Mendès-France, descend à la place de Lisbonne en passant entre le site de la Région Occitanie et le site de FDI Habitat, puis par la rue Georges-Méliès, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé

## **3 -Rappel des modalités de la concertation :**

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 28/07/2021 :

- Affichage de la délibération du 28/07/2021 définissant le programme, l'enveloppe et les modalités de la concertation, au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- Publication d'article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération ;
- Exposition publique avec ouverture d'un registre pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions ;
- Dématérialisation de cette exposition publique avec ouverture d'un registre par voie électronique ;
- Organisation d'une réunion publique, annoncée(s) par voie de presse ;
- Organisation d'une réunion de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture ;
- Organisation d'une réunion avec les acteurs du centre commercial Odysseum.

La phase de concertation a duré trois mois (du 30 janvier au 2 mai 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichage d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur les lieux concernés.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, aux avis émis par les personnes publiques consultées et de formuler des observations et des propositions. Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

#### **4 – Bilan de la concertation**

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé afin d'être présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

##### **a) Une participation bien ciblée**

- Les acteurs ayant été les plus mobilisés sont les riverains directs du projet, tant les particuliers que les représentants du centre commercial Odysseum, dont le fonctionnement est directement impacté par 2 des 3 variantes de tracé ;
- Le grand public s'est moins mobilisé (une vingtaine de participants à la réunion publique, et 34 contributions écrites), ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs :
  - La réalisation du projet impacte peu de riverains, dont il est notable qu'ils se sont pratiquement tous manifestés ;
  - En l'absence de desserte commerciale, peu d'usagers se sont sentis concernés ; même s'il convient de souligner une proportion importante de contributions regrettant l'absence d'une station à Grammont.

La qualité de la participation à cette concertation donne donc de bonnes garanties sur l'information et l'expression des personnes directement concernées par le projet. Ces dernières ont pu exprimer leurs avis et observations, même si le « volume » de contributions pourrait être estimé faible.

##### **b) Synthèse des observations et avis exprimés**

On dénombre, hors double comptes (participant s'étant exprimé via plusieurs canaux) :

- 31 contributions portées aux registres ;
- 3 courriers adressés au maître d'ouvrage (Chambre des métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et de l'Industrie, et un riverain) ;
- 7 avis exprimés lors de la réunion publique du 17/03 ;
- 1 avis exprimé par la Chambre d'Agriculture lors de la réunion du 16/02/2022.

Ces contributions (quel qu'en soit le support) se classent selon 4 grands thèmes, certaines abordant plusieurs thèmes :

##### **- Choix du tracé de la variante de raccordement du CEMG**

La moitié des contributions (25/72) exprime un avis sur les variantes de tracé proposées.

Les avis explicitement exprimés se répartissent comme suit :

- Variante Télémaque :	1 pour	8 contre
- Variante Méliès :	4 pour	8 contre
- Variante Mendès-France :	27 pour	7 contre
- Autre proposition :	12	
- Ne se prononcent pas :	25	

Il ressort une préférence notable pour la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France. Cette préférence est globalement motivée par :

- Des impacts moindres sur les propriétés jouxtant le projet ;
- La limitation des impacts sur la circulation : les flux circulatoires dans le centre commercial Odysseum ne sont pas impactés, et l'insertion de la plateforme en terre-plein central est identifiée comme limitant les incidences sur le trafic très important de l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Le fait qu'il s'agit du tracé le plus direct pour rejoindre le réseau tramway existant.

Les observations du public concernent très majoritairement son incidence sur les conditions de circulation et sur les impacts sur les propriétés qui jouxtent le projet. 8 des avis exprimés abordent les incidences environnementales du projet : principalement les nuisances sonores, les impacts sur les aménagements paysagers (avec des contributions soulignant les problèmes liés aux pins, et une remarque sur la ressource en eau) ;

- **La question des stations** : on dénombre 13 avis regrettant que le projet ne comporte pas de station pour desservir le secteur de Grammont ;

- **Organisation des mobilités et du réseau TaM** : une quinzaine de contributions expriment des observations à ce sujet ;
- **Préoccupations propres aux riverains directs du tracé** : 7 riverains directement impactés par le projet se sont exprimés pour faire valoir leurs intérêts ou interroger sur les modalités de prise en compte des impacts du projet sur leurs propriétés.

c) Bilan et enseignements de la concertation

En synthèse des avis exprimés :

- Parmi les trois variantes de tracé soumises à la concertation, la variante empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France emporte le plus l'adhésion. Il s'agit de la variante qui génère le moins d'impacts sur la circulation et les propriétés qui jouxtent le projet ;
- Un regret est exprimé quant à l'absence de desserte commerciale de Grammont, et plus largement du quartier du Millénaire ;
- Les riverains directs du projet se sont manifestés pour que leur situation personnelle soit prise en compte dès l'amont, sans émettre d'opposition au projet en lui-même.

**Les études du projet se poursuivront donc sur le site du CEMG et sur sa voie technique de raccordement passant sur l'avenue Pierre-Mendès-France.**

La Métropole réaffirme par ailleurs sa démarche d'inscrire à long terme ce projet dans une politique globale de développement des mobilités, qui se poursuivra avec des projets de développement du secteur de Grammont et de sa desserte en transports publics, comme de celle du Millénaire et du quartier de la Lironde. Plusieurs mesures seront mises à l'étude dans un second temps, comme la réalisation d'un parc-relais dans ce secteur, et la création d'une ligne commerciale, avec une ou plusieurs stations dans le secteur de Grammont. En ce sens, le choix de la variante de tracé par l'avenue Pierre-Mendès-France est celui qui préserve le mieux cette vision pour l'avenir. C'est pourquoi à court terme, le maître d'ouvrage veillera à ce que le projet conserve le maximum de capacités dans le temps pour permettre de poursuivre le développement du secteur de Grammont.

La variante retenue ayant des impacts fort sur le caractère paysager de l'entrée de Ville, la Métropole s'engage à porter une attention toute particulière au projet de requalification paysagère qui accompagnera l'implantation de la plateforme du tramway sur le terre-plein central de l'avenue Mendès-France. Dans la même volonté de minimiser les impacts du projet, la Métropole prendra attache auprès des riverains directs du projet, pour engager avec eux un dialogue visant à ce que leurs intérêts soient préservés au maximum.

La concertation aura permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, incluant notamment les différentes options de tracé des voies de raccordement pendant une durée de trois mois. Elle leur aura aussi permis de formuler des avis et des observations sur le projet.

## **5 – Dossier définitif du projet**

La définition du projet nécessite la poursuite des études, en tenant compte :

- Du choix opéré à l'issue de la concertation : localisation du Centre de Maintenance sur le site de Grammont, et raccordement au réseau existant par une voie technique empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Des orientations dégagées par le bilan de la concertation.

Les études techniques et environnementales vont donc se poursuivre conformément au Bilan de la concertation. L'arrêt définitif du projet interviendra à l'issue de ces études, tout comme l'approbation des dossiers préalables à l'enquête publique unique à intervenir au titre des différentes législations applicables (autorisation environnementale, déclaration d'utilité publique, etc.).

Le dossier de concertation, le bilan de la concertation et la présente délibération seront tenus à la disposition du public pour information.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation d'un nouveau centre d'exploitation et de maintenance tramways et bus de la Métropole ;
- D'arrêter la localisation du futur dépôt sur le site proposé au sud du domaine de Grammont à Montpellier et son raccordement au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, par la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- D'autoriser la poursuite des études sur la base du projet retenu, ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- D'approuver les mesures portées en conclusion du bilan de la concertation pour tenir compte des avis exprimés, et plus particulièrement la nécessité d'une requalification paysagère accompagnant l'implantation des ouvrages sur l'avenue Pierre-Mendès-France, la limitation des impacts sur les propriétaires riveraines et l'inscription à long terme du projet dans une politique globale de développement des mobilités dans les secteurs urbains les plus proches ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet de la Métropole et de la Ville de Montpellier, et par intégration au dossier à venir d'enquête publique unique relative au projet ;
- De dire que les crédits nécessaires aux opérations de concertation sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191729-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CEMG\_Bilan de concertation\_vF\_20220519.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Sur le territoire métropolitain, les niveaux de concentration en polluants atmosphériques dépassent de manière ponctuelle les seuils réglementaires, aujourd'hui en vigueur, mais sont, sur la quasi-totalité du territoire supérieurs aux nouvelles recommandations OMS établies à l'automne 2021. L'amélioration de la qualité de l'air est donc un axe majeur de la politique métropolitaine formalisée via son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) agissant entre autres sur les secteurs des mobilités, du résidentiel et de l'agriculture. La gratuité progressive des transports en commun, la mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m), la rénovation énergétique du patrimoine résidentiel ou encore l'aménagement des quartiers apaisés et d'incitation à une mobilité plus vertueuse en sont des actions phares.

Aujourd'hui, ATMO Occitanie se voit confier par l'État, comme chaque Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), via l'arrêté du 16 avril 2021 entre autres les missions suivantes :

- La surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air ambiant ;
- La prévision de la qualité de l'air ;
- Une information quotidienne aux préfets sur la qualité de l'air, observée et prévisible en cas d'épisode de pollution atmosphérique ou une alerte en cas d'identification d'un épisode de pollution atmosphérique pouvant être consécutif à un incident ou un accident technologique ;
- Une information quotidienne grand public sur la qualité de l'air et sur les recommandations préfectorales en cas d'épisode de pollution ;
- La réalisation d'un inventaire régional spatialisé des émissions primaires des polluants atmosphériques et de leurs précurseurs ;
- L'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air des réductions d'émissions de polluants atmosphériques générées par les plans de protection de l'atmosphère lors de leur élaboration, évaluation ou révision ;
- La mise à disposition de toutes les données pour son territoire de compétence via un Open data.

En concertation avec ses membres adhérents, ATMO Occitanie a élaboré en 2017 un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui définit son projet stratégique. Il se décline en 18 objectifs stratégiques et 5 axes principaux :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne ;
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Énergie Santé ;
- Axe 3 : Évaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air ;
- Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations ;
- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter.

La gouvernance d'ATMO Occitanie est composée de 4 collèges qui sont l'État, les collectivités locales (et leurs regroupements), les industriels et les associations (et personnalités qualifiées santé/environnement). Ces collèges ont vocation à orienter son activité, recenser les besoins de surveillance et convenir ensemble, des moyens donnés pour les satisfaire.

C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite, en partenariat avec ATMO Occitanie, évaluer au mieux le lien entre les politiques publiques mises en œuvre et l'évolution de la qualité de l'air locale. Ce partenariat prendra la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2022-2025 qui remplacera la convention actuellement en vigueur (2020-2022), cette dernière n'étant pas assez dimensionnée au regard de l'éventail des projets à suivre. Son objet est d'assurer le fonctionnement du réseau de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole et de développer le partenariat sur des actions communes. Le programme d'actions proposé par l'association relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

La nouvelle convention a pour objectif :

1. De définir les conditions de renouvellement de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole, au regard de ses compétences, à contribuer au financement du dispositif régional intégré de prévision, suivi, évaluation et scénarisation de la qualité de l'air :
  - i. D'une information quotidienne sur la prévision de la qualité de l'air ;
  - ii. D'une information en cas d'épisodes de pollution départemental ;
  - iii. D'indicateurs d'évolution des émissions de polluants atmosphériques ;
  - iv. D'un bilan annuel de la qualité de l'air et de données cartographiques vectorisées au regard des seuils européen et OMS (2021) ;
2. De définir les conditions de production et interventions d'ATMO Occitanie dans le cadre des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'engagement financier porte d'une part, sur la cotisation annuelle calculée en fonction de la taille démographique de celle-ci. Montpellier Méditerranée Métropole verse dans le cadre de son adhésion, 1 500 € par an à ATMO Occitanie. D'autre part, sur une subvention annuelle qui inclut la participation au dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air et la réalisation d'actions co-construites en lien avec les politiques locales. Le versement de la subvention annuelle de 105 000 € se fera après publication du rapport d'activité annuel d'ATMO Occitanie (cette subvention sera réévaluée annuellement sur la base d'indices détaillés dans la convention).

Des revues de projets et un comité de pilotage annuels permettront de faire le point sur les projets réalisés au cours de l'année et de préparer l'année à venir. En cas de modifications substantielles de la convention un avenant pourra être pris pour y intégrer les nouveaux projets.

La signature de cette nouvelle convention permettra notamment dès juillet 2022 de démarrer les partenariats suivants :

- ZFE-m : suivi de l'impact de la mise en œuvre de la ZFE-m sur la qualité de l'air ;
- PCAET : estimation de l'impact du plan d'actions sur l'évolution des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre par secteur à horizon 2026 (ZFE-m comprise) au regard des objectifs de réduction d'émission fixés par l'État.

Pour les années 2023, 2024 et 2025 de nouveaux sujets pourront être étudiés et explorés :

- Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Suivi et évaluation des actions dans lesquelles la collectivité sera impliquée ;
- Grands projets de transport en commun : estimation de l'impact sur la qualité de l'air de la mise en service de projets structurants de transports en commun (BusTram, ligne 5, extension ligne 1, ...) ;
- Émission polluants atmosphériques/GES du réseau de transport en commun : indicateurs d'émissions du réseau TaM ;
- PLUi : implication d'ATMO Occitanie dans la conception et le suivi de l'impact du document sur la qualité de l'air ;
- Pesticides et perturbateurs endocriniens : mise en place d'un suivi de leur présence dans l'air ambiant et lien avec les différents milieux (sols et eaux) ;
- Végétal et qualité de l'air : étudier l'intérêt de création de barrière végétale et/ou évaluation de l'impact sur la qualité de l'air d'une forêt urbaine/parc.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie ;
- D'approuver les modalités de participation financière au budget de fonctionnement versées annuellement par Montpellier Méditerranée Métropole à ATMO Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191124-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M 2022-2025\_vok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge du contrôle de ces concessions. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, comme sur 95% du territoire national métropolitain, ces deux missions sont obligatoirement confiées à Enedis pour la première et EDF pour la seconde, qui disposent d'un monopole (droit exclusif) et qui exercent leur mission de service public dans le cadre d'un contrat de concession, conformément à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Il existe actuellement neuf contrats de concession pour la distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclus par le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols. Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent de septembre 2022 à février 2028.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF reste le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Compte tenu de l'échéance du contrat sur la ville de Montpellier, la Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En effet, le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

Enedis, EDF et la Métropole ont convenus que le nouveau contrat de concession s'appliquera pour les 7 communes dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

## 1. Mission développement et l'exploitation des réseaux publics de distributions d'électricité – Enedis

La préservation des intérêts de la Collectivité et du territoire a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien notamment avec le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire de la Métropole :

- Amélioration de la qualité de distribution et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique ;
- Diminution de la vulnérabilité aux aléas climatiques ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements d'Enedis dits délibérés, c'est-à-dire dédiés à l'amélioration de la qualité de service et du patrimoine concédé. En contrepartie, Enedis ne constituera plus de provisions pour renouvellement d'ouvrages, ce qui impacte le droit du concédant. Il est toutefois rappelé que le montant du stock des provisions pour renouvellements constitué dans le cadre des sept contrats en cours, ne saurait être repris, en tout ou partie, au résultat de l'entreprise du concessionnaire et ne pourra être affecté autrement que sur le renouvellement des ouvrages de la concession.

Ainsi, le Schéma Directeur des Investissements (SDI) fixe les ambitions à l'échéance du contrat avec des jalons intermédiaires. Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat, tels que :

- La réduction du temps moyen de coupure qui devra être inférieur à 25,7 minutes (critère B), soit un gain de 3,5 minutes en fin de contrat ;
- Un nombre d'incidents sur le réseau haute tension inférieur à 3,5 / 100 km, contre 4,5 actuellement.

Le SDI comprend également des objectifs de moyens avec des valeurs repères notamment pour la résorption des réseaux incidentogènes.

Sur la durée de 25 ans, Enedis estime les investissements pour la qualité de distribution à environ 90 Millions d'euros dont 55 Millions d'euros dédiés à la mise en œuvre du SDI. Pour être sur la trajectoire de ces valeurs repères, l'engagement financier d'Enedis pour le premier programme pluriannuel d'investissement (PPI), sur la période 2022-2026, est de 9,5 Millions d'euros. Cela correspond aux investissements délibérés hors investissements liés aux aléas climatiques. Enedis indique qu'il investira sur cette même période un complément d'investissement pour la performance et modernisation du réseau estimé, *a minima*, à 2M€, non soumis au mécanisme de séquestre, et sous réserve de l'obtention des autorisations de voiries. Le deuxième PPI conduira, *a minima*, le renouvellement des réseaux souterrains et du réseau aérien basse tension fil nu du premier PPI, soit un engagement financier à hauteur de 66% du premier PPI. Il est à noter qu'Enedis ne s'engage pas sur le montant des investissements pour les trois derniers PPI prévus au contrat.

Le contrat prévoit également, des dispositions liées à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, conformément à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, dans le cadre d'une convention d'aménagement esthétique des réseaux d'une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'autorité concédante sera maître d'ouvrage pour l'intégration esthétique des réseaux et bénéficiera d'un cofinancement avantageux de la part d'Enedis à hauteur de 50% contre 40% prévu au modèle national. L'engagement financier du gestionnaire du réseau de distribution est d'1,2 million d'euros pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. L'accent a été mis également sur l'amélioration de la coordination des travaux et de la qualité des chantiers sur l'espace public.

Par ailleurs, en contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice des missions de service public faisant l'objet de la présente concession, Enedis versera à la Métropole plusieurs redevances, dont les montants n'ont pas fait, localement, l'objet de négociation, les montants annuels suivants (valeur

2022) sont issus de formules inscrites au contrat national :

- Une redevance de fonctionnement, afin de permettre la réalisation des missions de contrôle, de 240 000 € ;
- Une redevance d'investissement, dont le montant sera calculé en fonction de l'investissement consenti par la Métropole, estimation entre 76 000 et 160 000 € ;
- Une redevance d'occupation du domaine public de 289 000 €.

Si le contrat présente plusieurs avancées par rapport aux contrats précédents, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole. Ceux-ci ont été au cœur des négociations avec notamment l'ajout au diagnostic contractuel partagé d'un état des lieux financier et patrimonial. Ce document permet de réaliser une photographie, d'expliciter les mécanismes financiers au moment où ceux-ci évoluent notamment dans le cadre du nouveau contrat. A la suite du travail d'analyse approfondi et conjoint, Enedis a souhaité qu'une version allégée soit adossée au contrat. Afin de conserver la traçabilité globale et pour une meilleure compréhension, il est joint à cette délibération un second état des lieux financier et patrimonial comprenant, en supplément, des précisions apportées par la Métropole et Enedis.

De plus, il a été convenu de pouvoir tirer toutes conséquences en cas de décision de justice ou d'évolution dans l'interprétation des obligations du concessionnaire concernant la constitution des passifs comptables « maintenus » avec le nouveau contrat. Ainsi, l'entrée en vigueur du nouveau contrat ne saurait valoir ni renonciation de la Métropole à réexaminer la constitution des droits du concédant au titre des sept contrats en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat, ni approbation signifiée au concessionnaire de pouvoir reprendre au résultat de l'entreprise une part des provisions pour renouvellement non affectées et constituées au titre de ces mêmes contrats.

Un autre point délicat concerne les conditions de renouvellement ou expiration de la concession. Le contrat prévoit une indemnité à verser par l'autorité concédante à son concessionnaire, or un contentieux contestant le mode de calcul de cette indemnité est en cours de jugement. La Métropole sera vigilante à faire évoluer le contrat sur ce point pour transcrire une évolution de la jurisprudence non intégrée à ce jour dans le modèle national.

Enfin en complément de ce contrat de concession, la conclusion d'un accord cadre de partenariat de cinq ans, reconductible deux fois cinq ans, est proposée entre la Métropole et Enedis. Cet accord-cadre prévoit une contribution financière cumulée de 3 M€ (200 k€/an) à verser par Enedis à la Métropole ou ses partenaires tels que l'Agence Locale de l'Energie et du Climat afin de cofinancer des actions. Cet accord-cadre de Transition écologique et solidaire porte sur les axes de travaux suivants :

- Un territoire engagé dans la transition climatique ;
- Un territoire de l'innovation ;
- Un territoire attractif et solidaire.

## **2. Mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente - EDF**

S'agissant de la mission confiée à EDF, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit que la commission de conciliation, en cas de contestation, soit composée de la FNCCR, Enedis et EDF. France urbaine n'ayant pas été intégrée à la commission de conciliation pour défendre les intérêts des autorités concédantes urbaines, l'ensemble des points de vigilance listés par la Métropole seront portés à son attention. France Urbaine les relayera dans le cadre du comité de suivi de la mise en œuvre du modèle de contrat de concession 2017 avec la FNCCR, Enedis et EDF. L'objectif de la Métropole est de pouvoir intégrer les évolutions obtenues au niveau national dans le contrat local.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :



- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national issu de l'accord-cadre du 21 décembre 2017 cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance de concession, ainsi que les adaptations locales dont les modalités d'application de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'accompagnement de la transition écologique et solidaire par les concessionnaires, la comptabilisation des passifs, la mise à disposition des données, la qualité de service et coordination des travaux, le respect des principes de la République ;
- Annexe 2 du cahier des charges de concession qui traite du schéma directeur des investissements et programmes pluriannuels d'investissement exposant les principes généraux de la démarche tel que conçus par le modèle national ;
- Annexe 2A à l'annexe 2 du cahier des charges qui comprend un diagnostic partagé sur les volets techniques, de la qualité de service et des éléments financiers et patrimoniaux du réseau de distribution complété par un état des lieux des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Annexe 2B à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le schéma directeur des investissements sur la durée contractuelle fixant les ambitions d'amélioration de la qualité de l'électricité auprès des usagers, de renouvellement et de fiabilisation des ouvrages de distribution publique et des valeurs repère et jalons intermédiaires définis afin de répondre à ces ambitions ;
- Annexe 2C à l'annexe 2 du cahier des charges qui décrit le premier programme pluriannuel d'investissement d'une durée de cinq ans ainsi que les indicateurs de suivi et évaluation de celui-ci et des suivants ;
- Annexe 2D à l'annexe du 2 du cahier des charges qui décrit les dispositions locales pour l'élaboration et le suivi du dispositif de gouvernance de la programmation des investissements ;
- Annexe 3 au contrat de concession relative à la contribution des tiers aux frais de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du gestionnaire de réseau de distribution ;
- Annexe 4 au contrat de concession relative aux tarifs réglementés de vente de l'électricité conformément à l'article L.337-4 du code de l'énergie ;
- Annexe 5 au contrat de concession relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité
- Annexe 6 au contrat de concession relative au catalogues des prestations et des services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexe 7 au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients résidentiels ;
- Annexe 7bis au contrat de concession relative aux conditions générales de vente pour les clients non résidentiels ;
- Annexe 8 au contrat de concession relative aux conditions d'accès au réseau public de distribution haute tension ou basse tension pour les clients alimentés en électricité ;
- Annexe 9 au contrat de concession relative à la convention pour la cartographie moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- Annexe 10 au contrat de concession relative au cahier des charges patrimoniales pour les réseaux électriques en espaces protégés ;
- Convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis pour l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession d'une durée de cinq ans renouvelable une fois.
- Accord-Cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis d'une durée de cinq ans renouvelable deux fois cinq ans ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 10, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat de transition énergétique et solidaire avec Enedis ;
- D'acter les termes de l'état des lieux financier et patrimonial complété et non annexé au contrat ;
- D'approuver les termes de la convention d'aménagement esthétique des réseaux avec Enedis ;
- D'approuver les termes de l'accord-cadre de partenariat de transition écologique et solidaire avec le gestionnaire du réseau de distribution Enedis ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits nationalement sur le modèle de contrat de concession ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez Montpellier et Pérols à la date de signature de la nouvelle convention de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession, la convention d'aménagement esthétique des réseaux, l'accord-cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188680-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 01-Convention\_de\_concession\_3M-Enedis-EDF Vdéf CM 31052022.pdf
- 02-Cahier des charges de concession\_3M-Enedis-EDF Vdéf CM CM 31052022.pdf
- 03-Annexe 1\_3M-Enedis-EDF\_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04- Annexe 2 3M-Enedis-EDF\_Vdéf 4 CM 31052022.pdf
- 04A -Annexe2A\_Diagnostic et état des lieux Vdéf 14 juin CM 31052022.pdf
- 04B-Annexe 2B\_SDI\_Vdéf CM 31052022.pdf
- 04C Annexe 2C\_1er PPI Vdéf CM 31052022.pdf
- 04D- Annexe 2D\_GouvernanceInvestissements Vdéf CM 31052022.pdf
- 05 Annexe 3 contribution Raccordement au réseau 3M.pdf
- 06 Annexe 4\_TRV\_Fevrier2022.pdf
- 07 Annexe 5 TURPE.pdf
- 08 - Annexe 6 Catalogue\_Prestations.pdf
- 09 Annexe7\_CGV\_TB\_residentiel\_nov2020\_v2.pdf
- 10 Annexe7bis\_CGV\_TB\_non\_residentiel\_janvier2021.pdf
- 11 Annexe 8 Accès au réseau .pdf
- 12\_ Annexe 9 ConventionCartographie Vdéf CM 31052022.pdf
- 13\_ Annexe10\_Cahier-des-charges\_Réseaux-patrimoine-MGC.pdf
- Convention\_Art8 aménagement esthétique 3M Enedis CM 31 mai 2022.pdf
- AccordCadre-Partenariat\_TES\_2022-26\_3M-Enedis CM 31052022.pdf
- 20220309\_EtatLieux\_FinancierPatrimonial\_Complété.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

## Animation du territoire - Appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglopôle, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés se sont unies pour porter ensemble une candidature de « *Capitale Européenne de la Culture* » utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée lancent un appel à projets. Il permettra d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et pourra mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux.

Il s'agit d'encourager les initiatives s'inscrivant dans l'ambition de la candidature autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture. L'appel à projet fera l'objet de deux campagnes conjointes menée par Montpellier Méditerranée Métropole (pour un montant de 500 000 €) et par la Ville et l'Agglomération de Sète (pour des montants respectifs de 130 000 et 70 000 €)

Cet appel à projets a vocation à soutenir les projets répondant aux objectifs de « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » :

- Partager et construire collectivement le récit de la candidature « *Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028* » ;
- Faire émerger des projets partenariaux entre les territoires, que ce soit à l'échelle du bassin de vie, de la candidature ou encore au niveau européen ;
- Mettre en œuvre des projets communs entre différents acteurs du territoire (culturels, éducatifs, sociaux) ;
- Faire émerger des projets artistiques et culturels favorisant un ou plusieurs axes forts de la candidature : la dimension européenne, la jeunesse, la participation citoyenne sous toutes ses formes, la transformation de la cité, l'intervention dans l'espace public la diversité artistique et culturelle ;
- Favoriser la participation des habitants dans le cadre de la candidature par des propositions gratuites et accessibles à toutes et tous

Les projets pourront revêtir des formes originales et innovantes, et devront se dérouler sur le territoire du bassin de vie Montpellier-Sète entre le 15 août 2022 et le 31 décembre 2022, et être de préférence gratuits et accessibles à toutes et tous.

Ils seront pré-sélectionnés selon leur adéquation avec les axes forts de la candidature Montpellier 2028 : leur capacité à mobiliser et fédérer la population autour des arts et de la culture, leur ancrage territorial et leur lien avec les acteurs du territoire, leur qualité artistique et leur originalité, leur capacité à mobiliser des publics, et leur ancrage dans l'espace public, les conditions de production du projet ainsi que la pertinence du budget et des partenariats financiers.

L'aide prendra la forme d'une subvention au projet dans la limite d'un montant plafond de 50 000 €.

Les projets retenus seront valorisés dans le cadre de la communication de la candidature « *Montpellier Capitale européenne de la culture 2028* » (site internet, programmes, agenda, mailings, réseaux sociaux...), de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée.

Au total, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole porte sur un montant prévisionnel de 500 000 €.

Les subventions seront attribuées par l'autorité compétente de l'une et/ou l'autre des deux collectivités. Leur versement est soumis à signature d'une convention

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le lancement d'un appel à projets « Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture » ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190746-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Règlement appel à projets

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Bernard TRAVIER, Joël VERA

## **Aménagement durable - Mise en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour aménagement de circulation modes doux, rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La rue de Las Sorbes est un axe de liaison inter-quartiers majeur de Montpellier, long de 1,6 km, permettant de relier des axes principaux entre l'avenue de la Liberté et l'avenue du Père Soulas. Cette rue comporte un trafic journalier dense où les vitesses constatées ne sont pas en adéquation avec la réglementation.

Cet axe inter-quartiers est répertorié en tant qu'axe de liaison cyclable au schéma directeur des mobilités actives et connecte les pistes cyclables de la ligne 3 du Tramway avec celles prévues sur les deux lignes 3 et 5 du BusTram qui vont se substituer ponctuellement aux lignes de bus 6 et 10. Cette rue n'est pas aménagée en infrastructure pour la circulation des modes doux alors qu'elle doit d'ores et déjà participer au maillage cyclable existant et à son accroissement prévu à court terme.

L'emplacement réservé (ER) C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) grève les parcelles, dont les emprises permettent d'envisager les travaux d'élargissement de la voirie entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame de l'Espérance. La largeur de voie existante sur ce tronçon ne permet pas d'envisager un aménagement cyclable serein et sûr, dans la continuité du linéaire envisagé suivant entre la rue de Notre-Dame de l'Espérance et l'avenue du Père Soulas.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en conséquence mettre en œuvre les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre de l'emplacement réservé C23 sur les parcelles KS 1 et KS 2, situées rue de Las Sorbes, sur le tronçon compris entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance pour réaliser les travaux de voirie qui permettront de favoriser et développer les déplacements doux (piétons et vélos) et réduire la vitesse de circulation et l'usage de la voiture sur cet axe.

Dans cet objectif, il est proposé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de l'opération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les emprises non maîtrisées pour le réaménagement de la rue de Las Sorbes entre l'avenue de Lodève et la rue Notre-Dame d'Espérance, sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R.112-1 à R.112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R.131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
  - L'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du dossier joint, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
  - La désignation d'un commissaire-enquêteur ;
  - La déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
  - La délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192641-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1 - Enquête DUP.pdf
- 2 - Enquête parcellaire v2.pdf
- 3 - ESG avis signé 26 juillet 2021.pdf
- 4 - Avis parties communes signé 09 mars 2022.pdf
- 5 - Avis KS2 signé le 09 mars 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, René REVOL, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier est au cœur de la relation d'avenir entre la France et l'Afrique. L'accueil du Sommet Afrique France, le 8 octobre 2021, s'affirme comme le point de départ de nouvelles relations fondées sur le renforcement des coopérations économiques, sur la recherche et l'enseignement, sur le soutien aux industries culturelles et créatives ou encore sur le développement du sport. Autant de domaines dans lesquels excellent le territoire de Montpellier, ses acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

La densité des partenariats et des échanges avec le bassin méditerranéen, et plus globalement l'ensemble de l'Afrique, est très ancienne. Aujourd'hui, cela s'illustre par la présence à Montpellier, aux côtés de l'université, d'institutions françaises et internationales de recherche et d'enseignement particulièrement orientées sur des partenariats avec le sud de la Méditerranée (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam)...). Si les liens sont forts et anciens, ils se traduisent aujourd'hui par de nombreuses collaborations en matière de recherche, d'innovation et de formation et une grande diversité dans les activités académiques mises en œuvre pour relever les défis liés à l'environnement, l'alimentation et la santé.

Présent à Montpellier dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique France, le docteur Denis MUKWEGE s'est vu remettre le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université de Montpellier. Surnommé « *l'homme qui répare les femmes* », il a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en République Démocratique du Congo, dont le prix Sakharov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018. Il a fondé l'hôpital de Panzi, en 1999, en tant que clinique de soins gynécologiques et obstétriques, et s'attendait à travailler sur les questions de santé maternelle. Depuis l'ouverture de cet hôpital, le Dr MUKWEGE et son équipe ont aidé à soigner plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles. L'hôpital ne se contente pas de traiter les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également des services juridiques et psychosociaux. Même les patients qui n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux après un viol sont traités gratuitement à l'hôpital Panzi. Le Dr MUKWEGE n'a pas peur de s'efforcer de renforcer la protection des femmes et de plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice.

Considérant ce contexte et ces premiers échanges, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général Panzi, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes souhaitent établir une convention cadre de coopération internationale pour la mise en place d'actions communes afin d'améliorer l'accès aux services essentiels des patients de l'Hôpital Général Panzi ; l'amélioration des conditions de vie des populations du village d'insertion des femmes d'une part, et renforcer les liens et les échanges entre les populations, et favoriser une meilleure connaissance de l'action de cet homme et cette structure hors du commun, d'autre part.

La présente convention sera signée pour une durée de 5 ans. Elle s'inscrira dans le cadre des relations ancestrales entre l'Afrique et Montpellier, dans un contexte où Montpellier est considéré comme un des berceaux mondiaux de la Médecine. Elle aura pour objectif de déterminer les conditions générales de la

coopération entre les parties ainsi que d'en définir les objectifs et les principes d'application et de développement.

Montpellier Méditerranée Métropole réalisera des actions dans le cadre de la loi OUDIN-SANTINI en favorisant l'accès des populations de la République Démocratique du Congo à l'eau potable et aux services d'assainissement. De nouvelles actions pourront également être envisagées dans le domaine de l'agroécologie et du changement climatique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De soutenir les actions du docteur Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix ;
- D'autoriser la signature de la convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190693-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PANZI-Convention\_Panzi version 130622

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

## Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Le résultat de clôture 2020, présenté ci-dessous, intègre les résultats du budget annexe transport et du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or conformément à la délibération M2021-369 du 28 juillet 2021.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	43 241 349,15	
931	Sécurité	18 566 383,16	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	96 995 226,32	
934	Santé et action sociale	878 540,77	
935	Aménagement des territoires et habitat	30 166 439,67	
936	Action économique	13 904 040,88	
937	Environnement	117 768 907,63	
938	Transports	104 663 550,90	
940	Impositions directes	24 824 298,08	
941	Autres impôts et taxes	453,81	
942	Dotations et participations	17 178,34	
943	Opérations financières	16 327 873,80	
946	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>505 728 452,01</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>505 728 452,01</b>	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	41 447 541,05	
930	Services généraux	16 838 073,62	
931	Sécurité	356 927,64	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	8 023 051,31	
934	Santé et action sociale		
935	Aménagement des territoires et habitat	10 473 901,95	
936	Action économique	4 684 687,10	
937	Environnement	98 695 269,51	
938	Transports	112 385 072,31	
940	Impositions directes	223 176 217,12	
941	Autres impôts et taxes	80 307 226,19	

942	Dotations et participations	47 960 607,02	
943	Opérations financières	42 597,15	
946	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>678 517 806,39</b>	
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>678 517 806,39</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>		
001	Résultat d'investissement reporté	23 966 809,29	
900	Services généraux	19 367 489,03	3 693 110,54
901	Sécurité	923 497,56	456 930,56
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	29 430 567,40	8 517 383,17
905	Aménagement des territoires et habitat	60 550 365,84	13 331 546,95
906	Action économique	15 251 857,96	5 609 583,12
907	Environnement	17 140 913,56	8 299 999,45
908	Transports	89 855 729,78	46 060 078,37
921	Taxes non-affectées	2 936 172,90	348 850,15
922	Dotations et participations	167 545,77	
923	Dettes et autres opérations financières	107 976 289,73	
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	
926	Transferts entre les sections	34 126 634,42	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>499 494 894,99</b>	<b>86 317 482,31</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>585 812 377,30</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de l'exercice</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>		
900	Services généraux	129 368,88	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	935 267,50	66 670,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 599 797,41	1 996 294,45
906	Action économique	342 576,95	
907	Environnement	1 240 913,03	4 047 318,89
908	Transports	9 228 552,53	1 809 789,04
921	Taxes non affectées	8 682 356,17	
922	Dotations et participations	102 264 626,60	
923	Dettes et autres opérations financières	107 768 673,40	50 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	97 801 021,75	
926	Transferts entre les sections	38 374 209,50	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>380 367 363,72</b>	<b>57 920 072,38</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>438 287 436,10</b>	

**Le résultat brut global 2021 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 53 661 823.11 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 25 264 413.18 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020*	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 23 966 809,29		- 95 160 721,98	- 119 127 531,27	- 28 397 409,93	- 147 524 941,20
Fonctionnement	98 796 632,73	57 349 091,68	131 341 813,33	172 789 354,38	-	172 789 354,38
<b>TOTAL</b>	<b>74 829 823,44</b>	<b>57 349 091,68</b>	<b>36 181 091,35</b>	<b>53 661 823,11</b>	<b>- 28 397 409,93</b>	<b>25 264 413,18</b>

\*Résultats budget principal + budget annexe transports + intégration des résultats du SIATEO

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles ainsi que l'annexe détaillée relatives à la taxe de séjour et à la taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189900A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport CA2021 3M VF 20052022 conseil
- CG-24340001700022-2021 budget principal signe
- Maquette CA 2021 BP avec arrete et signatures
- CA 2021 Bilans associations 1
- CA 2021 Bilans associations 2
- CA 2021 Bilans associations 3
- CA 2021 Bilan autres organismes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

## Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	2 888 509,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 917 556,49
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	9 208 773,92
65	Autres charges de gestion courante	150 931,31
66	Charges financières	2 202 764,06
67	Charges exceptionnelles	396 894,23
68	Dotations aux provisions	1 422 292,22
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>19 187 721,24</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	1 953 230,43
013	Atténuation de charges	9 463,47
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	2 836 664,35
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	28 390 681,39
74	Subventions d'exploitation	2 273 235,54
75	Autres produits de gestion courante	678 683,95
77	Produits exceptionnels	4 076,34
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>36 146 035,47</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	9 362 027,92	
16	Emprunts et dettes assimilées	4 065 945,83	
20	Immobilisations incorporelles	102 621,64	186 910,69
21	Immobilisations corporelles	22 722,08	32 227,95
23	Immobilisations en cours	15 983 256,57	9 419 686,75
040	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	2 836 664,35	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	442 817,10	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>32 816 055,49</b>	<b>9 638 825,39</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>42 454 880,88</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	14 082 034,42	
13	Subventions d'investissement	1 598 012,12	150 740,00
16	Emprunts et dettes assimilées		3 000 000,00
23	Immobilisations en cours	8 239,16	122 404,27
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	9 208 773,92	
041	Opérations patrimoniales	442 817,10	
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>25 339 876,72</b>	<b>3 273 144,27</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>28 613 020,99</b>	

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 9 482 135.46 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 116 454.34 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 9 362 027,92		1 885 849,15	- 7 476 178,77	- 7 365 681,12	- 14 841 859,89
Fonctionnement	16 035 264,85	14 082 034,42	15 005 083,80	16 958 314,23	-	16 958 314,23
<b>TOTAL</b>	<b>6 673 236,93</b>	<b>14 082 034,42</b>	<b>16 890 932,95</b>	<b>9 482 135,46</b>	<b>- 6 365 681,12</b>	<b>3 116 454,34</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe assainissement ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe assainissement ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189865-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CG-24340001700022-2021 assainissement signe
- Maquette CA 2021 Assainissement avec arrete et signatures

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

## Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	603 468,78
012	Charges de personnel et frais assimilés	106 262,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 537,93
65	Autres charges de gestion courante	57 886,52
67	Charges exceptionnelles	341 255,82
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>1 115 411,05</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 793 166,03
013	Atténuation de charges	83 979,46
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 260,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	26 755,82
74	Subventions d'exploitation	24 337,00
75	Autres produits de gestion courante	1 086 116,40
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>6 019 614,71</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
20	Immobilisations incorporelles	17 369,87
21	Immobilisations corporelles	13 564,00
23	Immobilisations en cours	57 211,74
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 260,00
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>93 405,61</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	6 537,93
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>6 537,93</b>

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 406 167.32 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte

les restes à réaliser) est de + 5 406 167.32 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	588 831,34		- 86 867,68	501 963,66	-	501 963,66
Fonctionnement	4 793 166,03		111 037,63	4 904 203,66	-	4 904 203,66
<b>TOTAL</b>	<b>5 381 997,37</b>	<b>-</b>	<b>24 169,95</b>	<b>5 406 167,32</b>	<b>-</b>	<b>5 406 167,32</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189866-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CG-24340001700022-2021 eau potable signé
- Maquette CA 2021 Eau potable avec arrêté et signatures

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOSSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

## Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe parking - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	432 122,34
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 636,85
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>439 759,19</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 870 587,22
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	837 177,13
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>3 707 764,35</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
21	Immobilisations corporelles	1 937,60
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>1 937,60</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
001	Résultat d'investissement reporté	3 779,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	28 397,10
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 636,85
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>39 813,05</b>

**Le résultat brut global 2021 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 305 880.61 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 305 880.61 euros.

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	3 779,10		34 096,35	37 875,45		37 875,45
Fonctionnement	2 898 984,32	28 397,10	397 417,94	3 268 005,16		3 268 005,16
<b>TOTAL</b>	<b>2 902 763,42</b>	<b>28 397,10</b>	<b>431 514,29</b>	<b>3 305 880,61</b>		<b>3 305 880,61</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe parking ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe parking ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189867-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CG-24340001700022-2021 parking signe
- Maquette CA 2021 Parking avec arrete et signatures

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

# Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2021 du budget annexe service public de l'assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	49 801,45
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,62
68	Dotations aux provisions	610,90
TOTAL - DEPENSES		51 273,97

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	61 494,24
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	16 522,00
TOTAL - RECETTES		78 016,24

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
001	Résultat d'investissement reporté	13 094,82
TOTAL - DEPENSES		13 094,82

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,62
TOTAL DES RECETTES		861,62

Le résultat brut global 2021 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 40 698.71 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 40 698.71 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	13 094,82		861,62	13 956,44		13 956,44
Fonctionnement	61 494,24		- 34 751,97	26 742,27		26 742,27
TOTAL	74 589,06		- 33 890,35	40 698,71		40 698,71

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189903-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CG-24340001700022-2021 spanc signe
- Maquette CA 2021 Spanc avec arrete et signatures

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Autorisation permanente accordée au Comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article R.1617-24 du Code général des collectivités territoriales, retranscrivant le décret n°2009-125 du 03 février 2009, précise que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes (exemples : opposition à tiers détenteur, saisie vente, ...), selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Ainsi, afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder au Comptable Public une autorisation permanente, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil de Métropole.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'accorder une autorisation permanente au Comptable Public pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189660-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

## Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours, prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
CLAPIERS	Extension de l'école Olympe-de-Gouges	200 000
SAINT JEAN DE VEDAS	Réhabilitation de l'école élémentaires les Escholiers	200 000
	<b>TOTAL</b>	<b>400 000</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- D'approuver les termes des conventions de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- FEC CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

William ARS, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Tarifs du musée Fabre - Gratuité pour les publics d'assistantes maternelles agréées - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 a fixé la tarification des lieux de culture et notamment des musées de Montpellier Méditerranée Métropole applicable pour l'année 2022. La Métropole souhaite aujourd'hui revoir la grille tarifaire du Musée Fabre avec pour objectif de développer l'éveil artistique et culturel dès le plus jeune âge en proposant notamment une gratuité pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariés d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée.

Les articles ci-dessous viennent remplacer le point 3 de la thématique « culture » (hors locations de salles) de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021.

### LE MUSEE FABRE

#### ▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

\* *durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

\*\* *durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket.*

#### ▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

\* *visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés d'un parent (tarif applicable aux parents et aux enfants).*

#### ▪ Visites guidées de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit *	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

\* *donnant accès pour les enseignants à deux visites guidées gratuites sur présentation du contrat de visite de classe en amont de la visite guidée pour sa préparation*

#### ▪ Guides externes

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

## **ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA**

### ▪ Carte individuelle nominative \*

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

\* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

### ▪ Activités pédagogiques et animations \*

	Tarifs
Etablissements scolaires et centres aérés, crèches collectives, associatives, parentales et réseau des assistantes maternelles	Gratuit

\* **donnant accès** pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à 2 visites gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.

### ▪ Evénements spéciaux

	Tarif
<b>Spectacles</b> : concerts, théâtre, auditorium, danse, ... <b>Évènements</b> : escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €

\* *selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire. Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.*

## **ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE**

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

		Tarifs
ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

# (1) DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X							
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, weekend de la fête de la science	X							
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Professionnels de la petite enfance exerçant sur le territoire de la Métropole qui, dans le cadre d'une mission d'accueil agréée au sens des articles L421-1, L 421-3 et L421-4 du Code de l'action sociale et des Familles, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse : sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

\* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

## En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la gratuité du musée Fabre pour les Assistantes Maternelles de la Métropole qui, exerçant dans un cadre indépendant ou en tant que salariées d'un service d'accueil familial ainsi que les professionnels des Relais Petite Enfance, accompagnent des enfants de 0 à 3 ans au musée ;
- D'approuver la modification de la délibération n°M2021-657 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192272-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Dispositif de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines métropolitains - Création des fonds - Cadre d'intervention de la politique de subventionnement - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole possède un patrimoine culturel dont la qualité et la variété sont reconnus. La labellisation Pays d'art et d'histoire obtenue le 11 mars 2020 par le ministère de la Culture, ainsi que la candidature UNESCO, marquent une étape décisive dans le développement et la structuration de la politique patrimoniale de la Métropole. Le patrimoine est positionné comme moteur de développement local, en complémentarité des autres champs d'action de la Collectivité (aménagement et urbanisme, déplacements, habitat, environnement et innovation, économie et emploi, cohésion sociale, culture et sport).

Parmi d'autres leviers d'intervention, la politique de soutien encourage la mise en œuvre de projets, tout en favorisant le dynamisme des acteurs locaux. Il est ainsi proposé la création de deux fonds de soutien, à la restauration et à la valorisation des patrimoines, à l'attention des communes et associations du territoire de la Métropole. La démarche s'intègre de façon plus large dans l'organisation de la politique de soutien aux projets culturels et complète les dispositifs déjà mis en œuvre par les partenaires institutionnels, que sont la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Région et le Département.

Le dispositif de soutien à la restauration des patrimoines vise trois objectifs stratégiques :

- Assurer la transmission des patrimoines de la Métropole aux prochaines générations ;
- Participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité du territoire de la Métropole ;
- Contribuer au maintien et au renforcement de la filière des métiers de la restauration patrimoniale, ainsi qu'à la transmission des savoir-faire.

La démarche concerne des biens dont la qualité patrimoniale est reconnue, protégés ou non au titre des monuments historiques, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole, et plus particulièrement les biens architecturaux et les objets mobiliers.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- L'intérêt patrimonial du bien restauré ;
- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- L'accessibilité des publics au bien restauré (visibilité depuis la voie publique, ouverture ou accessibilité *a minima* une fois par an à l'occasion des Journées européennes du patrimoine par exemple) ;
- Le recours à une maîtrise d'œuvre spécialisée dans la restauration du patrimoine pour tout chantier d'importance.

Le dispositif de soutien à la valorisation des patrimoines vise deux objectifs stratégiques :

- Contribuer à la diffusion de la connaissance, pour un accès de tous aux patrimoines de la Métropole, par la mise en œuvre d'une offre de médiation de qualité ;
- Participer à l'appropriation d'une identité commune ainsi qu'au développement de l'attractivité de l'ensemble de son territoire.

Le dispositif concerne des projets valorisant l'histoire, l'architecture, l'urbanisme, le paysage et/ou le patrimoine immatériel, sur un ou plusieurs sites, situés sur le territoire de la Métropole ou appartenant à une des communes de la Métropole :

- Les publications ;

- Les expositions ;
- La signalétique patrimoniale ;
- La création d'outils de médiation, traditionnels et numériques ;
- Les études et mises en œuvre d'espaces d'interprétation sur sites patrimoniaux ;
- Toute autre action tangible de valorisation des patrimoines.

Des montants planchers et plafonds sont établis, en conformité avec la réglementation des aides mise en œuvre à l'échelle nationale et métropolitaine. Le montant des aides accordées sera adapté, tenant compte des critères suivants :

- La nature, la dimension et la solidité du projet ;
- La qualité des conditions de mise en œuvre ;
- La diffusion envisagée envers les publics.

Au total, l'engagement auprès des communes et des associations, se traduit par un budget global de 8 000 000 € inscrits dans la programmation pluriannuelle d'investissement sur la durée du mandat. Un premier appel à projets peut être lancé dès 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la création des fonds de soutien à la restauration et la valorisation des patrimoines ;
- D'approuver les cadres d'intervention des dispositifs de soutien à la restauration et à la valorisation des patrimoines ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-183688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Cadre d'intervention Restauration
- Cadre d'intervention Valorisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Politique zéro déchet et économie circulaire - Appel à projets associatifs 2022 en lien avec la réduction des déchets ménagers et assimilés - Règlement - Convention-type d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat.

Ces dispositions s'insèrent parfaitement dans la perspective des évolutions réglementaires de ces dernières années et plus récemment l'adoption de la loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire. L'atteinte de cet objectif très ambitieux, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets et favoriser les « 5R » (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
- Le développement de l'économie circulaire, du réemploi et de la consommation responsable ;
- Le tri sélectif des emballages (« poubelle jaune ») et des cartons/papiers, et celui du verre ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) ;
- La généralisation du compostage sous toutes ses formes (individuel, collectif, résidentiel, quartier, établissement, etc.).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de relancer sur 2022 un appel à projets destiné à soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations innovantes de réduction des déchets ménagers et assimilés visant à tendre *in fine* vers le zéro déchet et favoriser localement une dynamique autour de cette thématique. C'est donc le moyen d'inciter les acteurs du territoire de la Métropole vers de nouvelles pratiques plus vertueuses en matière de gestion des déchets.

Cet appel à projets est strictement réservé à des associations. Les candidats peuvent ainsi proposer un nouveau projet d'une structure existante ou un projet ayant déjà commencé sans être finalisé. Dans ce dernier cas, il sera nécessaire de démontrer que l'aide accordée permettra une croissance structurelle, dans le but d'obtenir davantage d'efficacité ou bien de dupliquer le projet. En aucun cas, l'appel à projets ne pourra financer le fonctionnement d'une association, ni des actions déjà soutenues par ailleurs par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ne sont non plus concernés par cet appel à projets ceux centrés sur des actions de communication ou d'évènementiel, ces thématiques faisant déjà l'objet d'autres cadres d'aide financière ou d'achat de la part de la Métropole. Des actions de sensibilisations peuvent toutefois être proposées auprès des publics notamment étudiants et foyers en habitat collectif.

Cet appel à projets est doté pour l'année 2022 d'un crédit de 120 000 € destiné à aider financièrement ces initiatives. Le taux de participation maximal de Montpellier Méditerranée Métropole pourra s'élever jusqu'à 70 % de coût total du projet, étant précisé que les candidats devront démontrer une part d'autofinancement d'au moins 20 %.

Les projets seront soumis à un jury composé d'élus et d'agents du pôle Déchets et Cycles de l'Eau de Montpellier Méditerranée Métropole, qui déterminera les lauréats. La date limite de réception des dossiers est fixée au 15 juillet 2022. Les projets devront avoir été menés à leur terme dans les 15 mois suivant l'attribution de la subvention par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'aide financière de Montpellier Méditerranée Métropole est conditionnée par la signature d'une convention

de partenariat avec chaque porteur des projets lauréats. Cette dernière aura pour objectif de délimiter le rôle, les engagements et les responsabilités des différentes parties. Elle précisera également les modalités de versement de la subvention, la durée de la convention, le pilotage et l'évaluation du projet. Enfin, cette partie éclairera les modalités du contrôle du respect des termes de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations de réduction des déchets ménagers et assimilés et d'initiatives liées à l'économie circulaire ;
- D'approuver le règlement de cet appel à projets ;
- D'approuver les termes de la convention-type d'attribution de subvention à intervenir entre les lauréats et la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188353-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- REGLEMENT AAP ZD EC 2022
- modèle convention AAP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Négocier de matériaux issus de la collecte sélective - Contrat de reprise des fibres "Journaux-revues-Magazines" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyage et la papeterie Norske Skog - Avenant - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure directement la gestion contractuelle et financière des ventes des matières valorisables issues des collectes sélectives en apport volontaire, des déchèteries et des collectes en porte à porte triées sur le centre de tri Demeter.

Dans ce cadre, la Métropole a conclu un contrat tripartite avec la Société Méditerranéenne de Nettoyage (Groupe Nicollin) et la société Norske Skog, prenant effet le 1er janvier 2020 et ayant pour objet la reprise des vieux papiers cartons de type journaux, revues, magazine et papiers graphiques triés pour désencrage. Les matériaux triés sont transportés par le repreneur depuis le centre de tri Demeter vers la papeterie de la Société Norske Skog, sise à Golbey (88) pour être recyclés en papier neuf.

Le prix de rachat des vieux papiers est indexé sur la mercuriale publié par le magazine spécialisé Recyclage Récupération avec un prix plancher minimum de 30 € par tonne. La durée du présent contrat est de 3 ans, et arrive à échéance le 31 décembre 2022. En 2021, le tonnage concerné a été de 4 000 tonnes et le montant des recettes correspondantes s'est établi à 150 000 €.

Dans le cadre de l'amélioration du bilan carbone de la filière, la société Norske Skog, propose à la Métropole de développer un transport bimodal route/rail pour au moins 85 % des tonnages considérés, au travers d'un fret routier jusqu'à une plateforme multimodale sise au Boulou (66), puis rechargement et transports par fret ferroviaire, jusqu'à l'intérieur de l'usine même à Golbey.

Compte tenu de ces dispositions, le repreneur propose un avenant relevant le prix plancher de reprise à 75 € la tonne. En contrepartie, il est proposé à la Métropole de proroger la durée du contrat de reprise pour 1 an, renouvelable une fois, soit jusqu'au 31 décembre 2024 au plus tard, conformément aux dispositions prévues dans le contrat initial.

Un avenant au contrat de reprise est proposé en ce sens à la Métropole.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant au contrat tripartite de reprise des vieux papiers cartons entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Méditerranéenne de Nettoyage et Norske Skog ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191264-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 1 Transport bi modal Contrat Montpellier Nicolin NSG prorogation conforme article 12 pour 2 ans.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

# **Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique Zéro Déchet" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers de la feuille de route Zéro Déchet avec cent objectifs opérationnels pour le mandat. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des actions qui visent principalement la réduction des déchets, le réemploi et l'économie circulaire sur son territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

<b>COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET</b>				
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>N° de dossier</b>	<b>Type</b>	<b>Montant attribué</b>
7742	Association des Eco-Ateliers	165	Fonctionnement	700 €
7782	Repair Café Murviel-lès-Montpellier	170	Projet	1 300 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191176-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Modele conv subv Fonctionnement 2022-1.docx
- Modele conv subv Projet 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attribution de subvention complémentaire à l'association Habitat & Humanisme pour la mise en œuvre de 15 appartements relais en colocation à destination des personnes en provenance d'Ukraine - Approbation**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La situation en Ukraine suscite un élan de solidarité fort de la part de nombreux acteurs : collectivités, bailleurs, opérateurs institutionnels mais aussi de particuliers. En lien avec l'Etat et les associations concernées, un plan d'action pour l'accueil et le parcours des personnes ayant fui la guerre dans leur pays a été ébauché localement.

L'Etat recommande l'orientation des ménages concernés dans la mesure des offres disponibles, de l'hébergement vers le logement pour permettre une insertion dans leur nouvel environnement, en organisant une intermédiation par une association (instruction du 23 mars dernier des ministres délégués au Logement et à la Citoyenneté adressée aux préfets). De fait, les ménages ukrainiens déplacés sont le plus souvent accueillis dans un premier temps en urgence, de sorte de pouvoir ouvrir leurs droits à l'Allocation pour Demandeurs d'Asile (ADA), correspondant à moins de 200 € par personne et par mois, rendant l'accès au logement autonome de droit commun difficile sans accès à l'emploi par ailleurs.

Le Fond de Solidarité pour le Logement (FSL), dont la compétence a été transférée à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018, permet le versement d'aides financières directement aux personnes modestes pour favoriser leur accès au logement ou leur maintien dans celui qu'ils occupent, mais également, par le financement d'actions d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des Centres Communaux d'Action sociale (CCAS). Le FSL métropolitain finance ainsi la gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté, de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple, avec la prise à bail et la gestion de logements dans le parc public ou privé par les opérateurs mentionnés, pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Aussi est-il paru souhaitable d'élargir le dispositif de 224 appartement relais que finance le FSL, par la mise en œuvre d'appartements relais supplémentaires en colocation au bénéfice de ménages ukrainiens déplacés. Il est ainsi proposé de mettre en place 15 nouveaux appartements relais sollicités auprès des bailleurs sociaux (types T3 pour l'essentiel), pouvant accueillir 30 familles monoparentales (2 ou 3 personnes maximum), qui seront accompagnées par une association. La création de liens d'entraide entre personnes vivant la même situation sera ainsi favorisée.

Les bailleurs sociaux sollicités ont répondu favorablement pour l'attribution des logements, dans un contexte pour autant toujours très tendu. L'association Habitat & Humanisme a la possibilité de prendre ces logements en appartement relais, en plus de ceux qu'elle gère actuellement, et d'assurer l'accompagnement social auprès des ménages.

Le FSL financera cette intervention pour un montant total maximal de 87 795 €, comprenant la gestion locative adaptée des logements et l'accompagnement social des ménages, à moduler selon la complexité des situations. L'Etat, pour sa part, mobilisera l'Aide au Logement Temporaire (ALT) pour les 15 logements, ce qui permettra aux familles de régler un loyer différentiel adapté à leurs ressources réduites et sécurisera tant l'association que les bailleurs.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de cette subvention complémentaire au titre du FSL par la signature d'un avenant à la convention 2022 intervenue avec l'association Habitat & Humanisme, tel qu'autorisé par délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre dernier, pourtant le montant total de la subvention FSL 2022 à l'association à 145 819 €. La convention définit notamment les modalités de versement de la



subvention complémentaire sur le compte de l'opérateur par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution à Habitat et Humanisme d'une subvention complémentaire au titre du FSL métropolitain pour faciliter l'accueil et l'insertion des réfugiés ukrainiens par la mise à disposition de 30 places en appartement relais pour un montant de 87 795 € comprenant l'accompagnement social de ce public ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention initiale 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat & Humanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188558-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT CONVENTION HABITAT ET HUMANISME 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Après présentation du rapport d'exécution 2020, un avenant actant la programmation 2021 a été adopté par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2021 a été adopté par le Conseil de la Métropole le 22 mars 2022.

Les priorités identifiées pour 2022 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente, à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par 33 actions se répartissant de la manière suivante :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Étendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) ;
- Poursuivre le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (5 actions) dont la consolidation des moyens pour le marché solidaire (saxo), le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires et la création des épiceries sociales et solidaires ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) ; actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale, l'Association pour l'insertion par l'économie (APIE), Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), la maison des chômeurs et l'Airdie... ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économie (3 actions) : l'aide au démarrage d'associations dans le cadre de l'Entreprise d'insertion (EI), le cofinancement de chantiers d'insertion et le cofinancement de postes pour le suivi de la clause sociale et territoire zéro chômeur) ;

- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (2 projets portés par Union Cépière Robert Monnier (UCRM) et Coraline Mosaïque RH) ;
- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (5 actions) : soutien aux dispositifs d'urgence et intercalaires, actions urgentes pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites, action pour la maîtrise de la langue par les habitants des bidonvilles, cofinancement du poste de coordination et du poste dédié de travailleuse sociale ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (4 actions) : soutiens aux associations, gestion et ou location de sites, Cofinancement du poste de coordination.

Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 1 368 041 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2022 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2021 à hauteur de 368 041,34 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2022 se traduit par un avenant à la convention 2020 - 2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, sera réalisé selon les modalités inscrites dans les conventions de reversement respectives, adoptées lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'acter la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191733-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT 2022 à la convention Etat Métropole Ville.doc
- Tableau programmation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions pour 2022 - Approbation**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. Un avenant à cette convention 2020-2022 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté est soumis pour 2022 à l'approbation de ce même Conseil par délibération distincte.

La présente délibération concerne l'affectation des subventions à des associations qui portent et mettent en œuvre en 2022 les 2 actions prévues à l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'Etat et de la Ville de Montpellier, identiques à celles de 2021.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous-actions ci-après :

- L'extension des maraudes du Samu Social aux communes de la première couronne de Montpellier, portée par l'association l'Avitarelle ;
- La mise en œuvre l'application numérique PRATiK et l'installation de bornes informatiques afin d'aider les personnes à la rue à trouver les services les plus proches de là où ils se trouvent. La Jeune Chambre Economique de l'Hérault est à l'origine de ce projet, qui est co-porté par Entraide SDF. Montpellier Méditerranée Métropole hébergera pour sa part le progiciel et le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) financé par l'Etat fournira et actualisera les données.

L'action 2 concerne l'amélioration de l'accès à l'hygiène des personnes sans domicile, et recouvre les interventions suivantes et complémentaires :

- La distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches et l'augmentation du nombre de maraude du bus de « la bulle – douche nomade » ;
- L'amélioration de l'accès aux douches existantes ainsi que l'accès privilégié à la laverie et au linge de première nécessité que proposent 3 associations du territoire : Issue Pause, Secours Catholique de l'Hérault et la Croix Rouge de l'Hérault.

Dès lors, il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à chacune des associations suivantes, pour un total de 210 000 €, dont 105 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 105 000 € sur fonds propres de la Métropole :

AXE 1 VEILLE SOCIALE	OPERATEURS	ACTIONS	ETAT DDETS	3M Crédits	TOTAL
Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté	L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la métropole	47 500 €	<b>47 500 €</b>	95 000 €
	ENTRAIDE SDF - JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE HERAULT	Mise en œuvre d'un logiciel et installations de bornes d'accès aux services pour les personnes à la rue	7 500 €	<b>7 500 €</b>	15 000 €
2 - Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité	ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	CROIX ROUGE HERAULT		5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		5 000 €	<b>5 000 €</b>	10 000 €
	BULLE DOUCHES NOMADE	maraudes du bus douches + distributions de kits hygiène	35 000 €	<b>35 000 €</b>	70 000 €
<b>TOTAL</b>			105 000 €	<b>105 000 €</b>	210 000 €

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution avec chaque opérateur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 210 000 € (dont 115 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192447-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION 2022 BULLE DOUCHE NOMADE.docx
- convention\_croix rouge hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- convention\_issue pause hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- convention\_secours catholique hygiene action 2 strat pauvreté 2022.docx
- Convention PratiK - 2022.docx
- CONVENTION SAMU SOCIAL AVITARELLE 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Appel à projets 2022**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, la Métropole de Montpellier lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. Les associations candidates devront présenter des projets d'accompagnement collectifs des jeunes et répondre aux besoins des jeunes.

### **1 – Les objectifs et le cadre de l'appel à projets**

Les objectifs de l'appel à projets 2022 visent à :

- Adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires
- Répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes
- Mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires
- Ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

L'appel à projet s'adresse à des associations du territoire métropolitain qui interviennent auprès des jeunes en difficulté.

Il vise à soutenir des actions et des initiatives permettant de lutter contre la précarité des jeunes et à créer une dynamique autour du FAJ pour amplifier l'insertion sociale des jeunes sur le territoire de la métropole par la recherche d'une mise en cohérence des actions ciblées.

Les axes d'intervention retenus devront s'inscrire dans une logique d'accompagnement des parcours des jeunes dans le but de rompre les situations d'isolement et de perte d'autonomie.

Les projets devront également favoriser et stimuler l'envie d'agir des jeunes en permettant un engagement actif.

Les axes prioritaires proposés par les associations porteront sur :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel.
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale

L'association candidate doit présenter un projet relevant de l'un au moins des axes suivants et répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Les projets devront faire émerger des propositions d'actions collectives.

## **2– Le public visé**

Les jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de la métropole.

## **3– Les typologies de projet**

Plusieurs types de projets pourront être proposés :

- Des projets expérimentaux pour répondre à des besoins émergents
- Des actions existantes à maintenir ou à développer
- Des projets partenariaux pour favoriser les synergies entre acteurs et démultiplier ainsi les champs d'investigation.

## **4– Calendrier**

Les dossiers de candidature devront être déposés avant le 5 juillet 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le lancement de l'appel à projets sur le FAJ3M pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191730-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Attributions de subventions relatives dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville et Insertion par l'activité économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent à l'accompagnement, la qualification et l'insertion professionnelle des publics en difficultés.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

### a) Dans le cadre de la politique de la Ville.

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
3PA MACONDO	Formations des NEETs en QPV à la transition écologique (Cité de l'emploi)	9 000 €
GEIQ BTP HERAULT	Féminisation des métiers et de l'emploi dans le BTP (Cité de l'emploi)	5 000 €
JASMIN D'ORIENT	Espace insertion bien être solidaire (Cité de l'emploi)	3 000 €
UFOLEP 34	Parcours coordonné vers l'emploi (Cité de l'emploi)	3 000 €
YEOBI	Tiers-lieu International de l'entrepreneuriat (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €
AJEE - MOOVJEE	Accompagner l'ambition des jeunes entrepreneurs (Appel à projet Contrat de Ville)	3 000 €

### b) Dans le cadre de la convention relative à la stratégie prévention et de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Subventions de fonctionnement :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
APIJE	Ateliers solidaires coaching emploi	21 000 €
CCAS de Montpellier	Ateliers socio-professionnels égalité Hommes/Femmes	5 000 €
CCAS de Montpellier	Unis'Vers	8 000 €

**c) Dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE)**Subventions de fonctionnement :

<b>ORGANISME</b>	<b>ACTION</b>	<b>SUBVENTION</b>
CCAS de Montpellier	Chantier d'insertion multi-activités	15 000 €
LE PASSE MURAILLE	Chantier du tertiaire et de la communication TERCOM	15 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions-type d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192242-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention hors AAP CDV 10 000\_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000\_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention type AAP CDV EMPLOI DEV ECO\_MISE A JOUR mai 22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a Déclaré d'Utilité Publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé sur le secteur du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique initiale.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation.

Par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a tiré le bilan de la concertation et approuvé le tracé modifié qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul-Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, le rue Rouget-de-Lisle jusqu'au rond-point Paul-Fajon.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la Commune de Montpellier.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI). Il convient dès lors d'envisager l'engagement de la procédure d'enquête parcellaire sur une nouvelle section portant sur deux copropriétés situées avenue Georges-Clemenceau, lesquelles se trouvent impactées du fait de l'emplacement d'une future station.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à leur issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de

l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Notice explicative enquête parcellaire avenue Clemenceau.pdf
- L5-ENQ04-planche-parcellaire\_PL210-V2.pdf
- L5-ENQ04-PK7-Etat\_parcellaire Provisoire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échanges Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou. De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échanges Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière. Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est ainsi proposé une convention définissant les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2022 et prévoyant une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM. Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC, arrondis à 660 000 € TTC pour l'année 2022.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et SMTCH ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188425-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention compensation intermodale SMTCH 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Aménagement durable - Convention de compensation pour la navette des plages entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Année 2022 - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, le SMTCH met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway. Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2022, le SMTCH a programmé la mise en place de ces navettes du 18 juin au 28 août inclus. Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2021 et qu'il est proposé de reconduire pour 2022, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- Les voyageurs ne disposant d'aucun titre pourront acheter à bord des navettes un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM. Le SMTCH fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH. Cette compensation est calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2021 est le suivant : 118 203 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 88 142,34 € TTC, au bénéfice du SMTCH. Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2022, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2023.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de compensation tarifaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH ;
- D'approuver le bilan 2021, notamment en ce qu'il fixe la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à 88 142,34 € TTC ;
- D'approuver la reconduction du dispositif pour la saison estivale 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188399-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_financiere\_navette\_des\_plages\_2022 ( bilan 2021).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Plans de Mobilité Employeurs - Convention-type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire en application des dispositions de l'article L. 1231-1 du Code des transports.

Dans le cadre de cette compétence, et dans une volonté d'encourager le changement de comportements, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants, comme prévu par les dispositions de l'article L. 1231-1-1 du Code des transports. Ce conseil en mobilité a, entre autres, pour objet d'accompagner les employeurs concernés par l'obligation réglementaire du seuil de plus de 50 salariés sur un même site, soit un peu plus de 600 employeurs sur le territoire pour un total d'environ 100 000 salariés, dans leur démarche d'élaboration de leurs Plans De Mobilités Employeurs (PDME). Ces derniers visent à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports. Plus de 120 Plans, pour près de 60 000 collaborateurs du territoire, ont ainsi déjà été signés.

Le PDME prévoit une évaluation des déplacements entre le domicile et le travail (dispositions de l'article L. 1214-8-2 du Code des transports). Pour faciliter l'établissement de ce diagnostic, Métropole de Montpellier Méditerranée prend en charge la réalisation d'une cartographie des salariés des entreprises au regard de leur lieu de travail et leur positionnement par rapport aux différentes solutions de transports alternatives. De cette analyse découleront les actions les plus pertinentes à mettre en œuvre par l'employeur pour promouvoir et favoriser l'usage de modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

La réalisation des géolocalisations des salariés des entreprises constitue un traitement de données personnelles qui doit être conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD). Aussi, pour permettre le traitement de ces données pour le compte des employeurs du territoire, il est proposé une convention-type entre Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du traitement, et l'employeur qui met à disposition ces données uniquement pour cet usage clairement défini. Cette convention-type est complétée par des annexes permettant la prestation de sous-traitance pour la réalisation des cartographies de géolocalisation. Ces documents pourront faire l'objet d'adaptations en fonction des spécificités de chaque employeur.

Cette convention-type vise à fournir un cadre juridique visant à la sécurisation du processus et des données pour les deux entités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la stratégie de traitement des données personnelles afférentes à la politique PDME de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent ;
- D'approuver les termes de la convention-type de protection de données entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'employeur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-182396-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220502 Convention RGPD donnees cartographies PDME.doc
- Annexe à la convention-cadre
- Engagement cadre du sous-traitant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Lunel - Avis favorable - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Conseil communautaire du Pays de Lunel a arrêté son projet de Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) révisé en séance du 9 février 2022. Montpellier Méditerranée Métropole est consultée en tant que personne publique associée sur ce projet car limitrophe au Pays de Lunel (Beaulieu, Restinclières et Saint-Geniès-des-Mourgues).

### **Historique de la procédure**

Le territoire du Pays de Lunel est couvert par un SCoT approuvé en 2006, pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait formulé un avis favorable.

En 2015, le Pays de Lunel a prescrit une procédure de révision (avec entre temps une évolution du périmètre et un passage de 13 à 14 communes). Le projet de SCoT révisé a été arrêté en 2019.

En revanche, plusieurs personnes publiques associées avaient formulé des observations, en particulier sur les objectifs et la méthodologie de mesure de consommation d'espace agro-naturel. La Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avait quant à elle formulé un avis défavorable notamment s'agissant des enjeux agricoles. Le Pays de Lunel a ainsi souhaité revoir leur projet de SCoT, avec un débat sur un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ajusté et un nouvel arrêt du projet en février 2022.

### **Le positionnement du Pays de Lunel**

La communauté de communes du Pays de Lunel compte 14 communes et plus de 50 000 habitants. Le Pays de Lunel est situé dans un espace d'interface entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'agglomération de Nîmes : un espace « d'entre deux », s'affirmant comme une alternative de vie aux deux grandes agglomérations urbaines. Dans cet esprit, le PADD dresse plusieurs pistes de coopération avec les SCoT voisins, dans un « principe de réciprocité entre espaces dans une logique gagnant-gagnant. Ces synergies sont porteuses de dynamiques territoriales complémentaires plutôt que concurrentielles », en écho avec le PADD du SCoT révisé de la Métropole

Ainsi, le PADD promeut la coordination dans la stratégie d'aménagement commercial et de développement économique, en proposant des modèles complémentaires. Ces dynamiques métropolitaines peuvent s'appuyer sur le développement du Pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Lunel. A ce titre, le PADD du Pays de Lunel considère ce PEM comme l'un des moyens pour mettre en réseau l'espace métropolitain Sète-Montpellier-Nîmes-Alès, sachant qu'il relie Montpellier et Nîmes en 15 minutes : de quoi « transposer le concept de ville au quart d'heure à grande échelle ».

### **Les trois ambitions du projet de SCOT**

#### Ambition 1 : Assurer un développement vertueux et valoriser les ressources

Le territoire du SCoT est couvert par 2/3 de terres agricoles : une mosaïque de pratique culturale qui participe au maintien de la biodiversité, au sein du réseau de la trame verte et bleue établi en cohérence avec le SCoT de la Métropole, notamment au niveau de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) Plaines de Beaulieu et Saussines commune aux deux territoires.

Le projet de SCoT prévoit une consommation foncière de 232 ha à l'horizon 2040, soit 11 ha/an et 330 m<sup>2</sup>

par habitant supplémentaire. Cela correspond à une réduction de 57 % de la consommation, par rapport à la consommation observée sur la période 2008-2019, contre 50 % dans la version 2019 du projet de SCoT (ces valeurs ayant été établies à partir des données d'occupation du sol fournies par la Métropole). Cet objectif passe notamment par l'« intensification urbaine » : densification des nouvelles opérations (densité à l'échelle des opérations de 25 à 70 logements/hectare selon l'armature urbaine), renouvellement du tissu existant, comblement des dents creuses, réinvestissement des logements vacants ou insalubres.

### Ambition 2 : promouvoir un territoire solidaire

Dans un contexte de tassement de la dynamique démographique, les élus visent un objectif de croissance annuelle de 0,6 %, pour accueillir 7 000 nouveaux habitants (soit 57 000 habitants d'ici 2040). Le projet de SCoT prévoit ainsi une production annuelle de 275 logements (soit 5 500 logements d'ici 2040), dont une part importante de logements locatifs sociaux pour atteindre l'objectif de production de 25 % pour les communes assujetties à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) (le Pays de Lunel en compte seulement 10 % actuellement).

En matière de commerce, l'offre en grands centres commerciaux est jugée suffisante pour répondre aux besoins jusqu'à 2040. Dans le corridor languedocien des infrastructures (fer et autoroute), le projet de SCoT porte l'ambition de positionner le PEM de la gare de Lunel (inauguré en 2020) comme un espace de rabattement entre le Sommiérois et la Grande-Motte. Aujourd'hui, les échanges entre Lunel et Montpellier correspondent déjà au tronçon ferroviaire le plus fréquenté d'Occitanie pour les déplacements domicile-travail.

### Ambition 3 : développer un espace de vie attractif dans le système métropolitain languedocien

A travers son projet de SCoT, le Pays de Lunel se positionne comme un pôle économique d'équilibre entre les bassins d'emplois de Montpellier et Nîmes (25% des actifs du Pays de Lunel travaillent à Montpellier). Le PADD vise un renforcement d'emplois locaux pour ramener le ratio à 1 emploi pour 3,5 habitants d'ici 2040 (contre 1 emploi pour 3,8 habitants actuellement). Cet objectif se traduit notamment par le développement de l'activité productive et la valorisation des filières innovantes, en évitant toutefois l'implantation supplémentaire d'activités de stockage ou de logistique.

Dans ce cadre, la stratégie de développement économique prévoit des opérations de requalification, ainsi que 45 ha d'extension et création de zone d'activités économiques (dont un projet à rayonnement régional sur 20 ha). Parallèlement, le PADD prévoit de renforcer les filières de proximité et de circuits courts à l'échelle du bassin de consommation métropolitain, de Montpellier jusqu'à Nîmes.

Enfin, le projet de SCoT envisage aussi de développer le tourisme d'affaires et de congrès, grâce à l'achèvement de la ligne à grande vitesse en direction de Perpignan et à la proximité des pôles montpelliérain et nîmois.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Lunel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190093-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-449, le Conseil de Métropole a approuvé les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels. Ce projet vise à permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel.

Conformément aux dispositions des articles R.104-33 et R.104-34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure, Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Par décision n°2022DK084 du 20 avril 2022, la MRae a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le fait de ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Lattes - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Lattes, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 3<sup>ème</sup> modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle portée aux documents graphiques du règlement à l'issue de la mise en compatibilité n°1 du PLU approuvée le 18 décembre 2019.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Lattes a émis, par délibération n°285 en date du 15 février 2022, un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Le projet de modification ayant pour seul objet la rectification d'une erreur matérielle, il est, depuis le décret « Asap » du 13 octobre 2021, dispensé d'examen au cas par cas de la part de l'autorité environnementale.

Le projet de modification du PLU de Lattes a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 24 mars 2022. Une PPA a formulé un avis favorable au projet :

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat, en date du 13 avril 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Lattes ;
- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Lattes approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Lattes et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192501-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 160267\_MS3\_Lattes -appro 31 05 22.pdf
- Zonage\_Lattes\_MS3\_Nord\_appro.pdf
- Zonage\_Lattes\_MS3\_sud\_appro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Pérols, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 7<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de la Commune de Pérols afin de procéder à la rectification d'une erreur matérielle et à l'actualisation de la destination de l'emplacement réservé n°17.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Pérols a émis, par délibération n°2021-12-02/29 en date du 2 décembre 2021 un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°7 du PLU.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°2022DK037 du 3 février 2022, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU de Pérols a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 23 décembre 2021. Deux PPA ont formulé des avis favorables au projet :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, en date du 26 janvier 2022 ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault, en date du 27 janvier 2022.

Le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols a été mis à disposition du public du lundi 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022 inclus, à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Aucune remarque n'a été exprimée par le public durant la mise à disposition.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols tel que mis à disposition ;
- De tenir le dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Pérols et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190859-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 160267U\_MS7\_Pérols-V7-appro 31 05 2022.pdf
- V.1\_Zonage\_MS7-appro 31 05 2022.pdf
- VI-1 Liste Liste des ER\_MS7 - appro 31 05 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable - Avenant n° 1 - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT). Dans ce contexte, la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, par délibération du 30 juillet 2020, dans un objectif de politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, tout en poursuivant les enjeux de circuits courts, de réduction du gaspillage alimentaire, de réduction des déchets, de lutte contre la précarité alimentaire et d'éducation des jeunes générations.

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires. Cet outil joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, de logistique urbaine, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le sous-secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cité de l'alimentation à proximité.

Afin de porter les assiettes foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019, portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie s'est porté acquéreur des parcelles cadastrées section OL n° 32-34-73, à la suite des discussions menées par la Métropole avec les propriétaires. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

En l'occurrence, la Ville de Montpellier envisage la réalisation de la Cité de l'Alimentation sur un terrain jouxtant le MIN, afin de répondre aux objectifs déclinés.

Il convient dès lors d'envisager la cession par l'EPF Occitanie directement à la Ville de la parcelle OL 34 pour la construction de cet équipement.

A cet effet, l'EPF estime nécessaire de compléter la convention initiale par la signature d'un avenant n°1, pour permettre la cession directe à la Ville et autoriser un paiement du prix de l'acquisition échelonné sur trois exercices budgétaires.

Le prix est calculé, conformément à la convention initiale, selon la méthode d'un prix de revient, estimé à 3 466 877,20 €. Le prix de vente dépendant des frais supportés par l'EPF sera définitivement arrêté au jour de la signature de l'acte authentique à intervenir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier Occitanie et permettre le rachat par la Ville de Montpellier, des fonciers nécessaires à la réalisation de la cité de l'alimentation, selon un paiement échelonné, validé par les parties ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191776-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant n1 Montpellier MIN \_ V3 \_ 18.05.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Vendargues - Parc d'Activités Économiques "Le Salaison" - Mise en vente publique du terrain cadastré BB 352 situé 160 avenue de Bigos - Conditions de mise en vente - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un terrain cadastré BB 352 d'une superficie de 8 206 m<sup>2</sup> situé 160 avenue des Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques (PAE) du Salaison.

Dans le cadre du développement économique du territoire de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est dotée d'un Plan d'Accompagnement et de Concertation Territoriale Economique (M'PACTE) visant à favoriser la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur son territoire. Elle a engagé sur le PAE du Salaison, créé en 1965, un projet de requalification visant à renforcer son attractivité, à optimiser le foncier existant et à renforcer la trame paysagère en préservant la ripisylve du Salaison.

La première phase de requalification du site a permis de mobiliser une vingtaine d'hectares de foncier pour développer près de 50 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et accueillir plus de 50 nouvelles entreprises.

La seconde phase concerne la revalorisation de la façade urbaine du parc d'activités économiques située le long de la route métropolitaine RM 613 et la conduite d'actions de préservation des trames bleue et verte existantes, leur consolidation par de nouvelles plantations et l'amélioration de leurs fonctions écologiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase de requalification, la Métropole propose la mise en vente de la parcelle de terrain cadastré BB 352 en lançant un appel à projets en vue de trouver un acquéreur pour la réalisation d'un programme multi-activités. Ce programme pourrait être composé de locaux indépendants et regroupables permettant le développement d'activités productives, le négoce et l'aménagement de bureaux d'une surface de plancher minimale de 4 500 m<sup>2</sup>, correspondant à un besoin sur le secteur.

L'appel à projets permettra de désigner un acquéreur dont le projet sera le plus attractif en termes, par exemple, d'accueil de services aux entreprises (sécurité informatique, conseil en RH, activités juridiques, comptabilité, salle de visio-conférence, restaurant inter-entreprises, espaces de co-working), aux usagers (conciergerie, médical et paramédical, centres de ressources autour de la mobilité durable comme l'auto partage, le covoiturage, vélo station, taxi groupé, etc.) dans le but de compléter l'offre de services au sein du parc d'activités.

L'aménagement devra s'inscrire dans le paysage urbain existant et renforcer cette entrée du parc d'activités par une écriture résolument contemporaine, en respectant son environnement paysager. L'objectif est de garantir une forte densité, imbriquer/superposer des ateliers, des bureaux et renforcer le caractère urbain de l'entrée du parc en composant un front bâti.

La présente délibération a pour objectif de définir les principales conditions de la mise en vente. Les modalités de la vente visent à organiser une publicité et une sélection, pour trouver en toute transparence le meilleur acquéreur, qui sera l'opérateur afin de garantir la vente et la qualité du projet.

Il est proposé une sélection en deux phases :

- Une sélection de quatre candidats par une commission *ad hoc* composée d'élus de la Métropole et de la Commune de Vendargues après publicité, sur la base des critères suivants : références de l'acquéreur et de son équipe en matière de réalisation de programmes comparables (30%), sa capacité financière à acquérir et à porter le projet (20%) et la démonstration d'une première approche sommaire des intentions

d'aménagement, les interactions entre les différents membres potentiels de l'équipe et la programmation envisagée (50%) ;

- Une sélection de l'acquéreur final sur la base d'un projet, dont la faisabilité sera techniquement et financièrement assurée sur la base des critères suivants : l'intégration et l'organisation fonctionnelle de l'opération (40%), le respect du programme et la pertinence des propositions (40%), l'offre financière et le montage opérationnel (20%) sur la base d'un prix-plancher de 900 000 € HT nets vendeurs, basé sur une valorisation de charges foncières à 200 €/m<sup>2</sup> pour la création a minima de 4 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Ce prix est celui fixé comme un minimum de l'offre, conforme à l'évaluation des Domaines.

Le public sera informé par voie de presse et publication sur le site internet de la Métropole.

Le choix de l'acquéreur sera opéré par délibération du Conseil de Métropole après avis de la commission ad hoc précitée, puis un compromis de vente signé, notamment sous condition suspensive de l'octroi de l'autorisation d'urbanisme et de l'obtention du financement du projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la mise en vente de la parcelle cadastrée BB 352 d'une superficie de 8206 m<sup>2</sup> située 160 avenue de Bigos sur la Commune de Vendargues dans le Parc d'Activités Economiques du Salaison, au prix plancher de 900 000 € HT nets vendeur ;
- D'approuver le lancement de la mise en vente selon les modalités précisées ci-avant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191347-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- plan
- Annexe 1 - plan de situation.pdf
- Annexe 2 - plan topographique.pdf
- Annexe 3 - réseaux.pdf
- Annexe 4 - Etude urbaine Salaison EXM.pdf
- Annexe 5 - Plan de zonage du PLU de Vendargues.pdf
- Annexe 6 - Règlement zone UE.pdf
- Annexe 7 - Règlement PLU dispositions générales.pdf
- Annexe 9a - servitude de réseau pluvial.pdf
- Annexe 9b - Plan de la servitude du réseau pluvial.pdf
- Annexe 9c - convention de servitude de tréfonds pour le réseau pluvial.pdf
- Annexe 8 - périmètre d'étude secteur Salaison.pdf
- cahier des charges Salaison version 6 mai pour Airs Délib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 situé sur les communes de Vendargues et Saint Aunès - Modalités de concertation - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire, en partenariat avec le Département de l'Hérault. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint Aunès, la Métropole et le Département ont souhaité :

- Améliorer le fonctionnement du carrefour RM 613 / RD 24E2 pour tenir compte des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Améliorer la desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification.

C'est dans ce contexte que le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint Aunès ont décidé de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613 et aménager un carrefour giratoire afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et améliorer sa fluidité. Par convention signée le 8 février 2020, les 4 collectivités partenaires ont précisé les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage confiée à Montpellier Méditerranée Métropole et les modalités de financement de l'opération.

Les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération n'appartenant que pour partie aux collectivités, une déclaration d'utilité publique sera requise en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires.

Eu égard au montant prévisionnel des travaux, supérieur à 1 900 000 €, conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, dans une partie urbanisée des communes de Saint Aunès et Vendargues, l'opération relève de la concertation obligatoire en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. Il est précisé que compte tenu du montant prévisionnel des travaux, une déclaration d'intention n'est pas requise.

Il convient en conséquence d'arrêter les modalités de la concertation.

### **Motivations et raisons d'être de l'opération**

La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole connaissent une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. Depuis 2006 la commune de Saint Aunès a engagé une procédure de création de la ZAC des Châtaigniers et confié à la Société Publique Locale (SPL) l'Or Aménagement le soin de la réaliser sur une superficie d'environ 18 hectares offrant 485 logements dont 27% en locatif aidés. La dernière tranche d'aménagement s'est terminée en 2020 et entraîne l'arrivée de plus de 1000 nouveaux habitants sur ce quartier. Le Département de l'Hérault a réalisé l'aménagement d'un carrefour d'accès à la ZAC sur la RD24E2. Pour sa part Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la requalification du parc d'activité du Salaison sur la commune de Vendargues. Un permis d'aménager est en cours d'instruction sur le site d'implantation de Bonna Sabla en vue de son réaménagement sur une superficie de 11 Ha environ.

Ces développements entraînent une augmentation du trafic au carrefour entre les RM613, route de Nîmes en entrée ouest du Parc du Salaison et la RD24E2 qui marque l'entrée nord de Saint Aunès. L'intersection existante en courbe génère des mouvements tournants dangereux dans des conditions de visibilité restreinte avec des vitesses constatées excessives. L'insertion des véhicules non prioritaires provenant de Saint Aunès vers Vendargues et Le Crès est particulièrement difficile aux heures de pointes.

Les partenaires ont donc convenu d'aménager le carrefour en le déplaçant vers l'est et en le transformant en carrefour giratoire. Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des dessertes des parcelles voisines et de la ZAC des Châtaigniers, il est nécessaire de créer une section nouvelle de raccordement de la RD24E2 sur le futur giratoire et le chemin de Montpellier à Nîmes.

### **Modalités de la concertation**

La concertation associe le public à l'élaboration du projet. La Métropole envisage de mettre en place une concertation d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairies de Saint Aunès et de Vendargues et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairies de Saint Aunès et de Vendargues ;
- Mise à disposition d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;

Au plus tard 15 jours avant l'organisation de la concertation, un avis précisant ces modalités sera publié sur le site internet de la Métropole, publié par voie d'affichage en Mairies de Saint Aunès et de Vendargues et à l'hôtel de la Métropole à Montpellier et publié dans un journal local. Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture desdits registres et de la date de fin de concertation.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de concertation concernant l'opération d'aménagement du carrefour RD24E2-RM613 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires des gens du voyage pour 2022 - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole gère en régie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'aire d'accueil de Bionne située à Montpellier, et celle située à Castelnau-le-Lez depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, en application des dispositions définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage adopté pour la période 2018-2024.

Conformément l'article L.851-1 du Code de la sécurité sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places proposées sur chaque aire et du taux d'occupation effectif des places de stationnement mises à disposition. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat qui précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel l'Allocation Logement Temporaire 2 (« ALT 2 ») que Montpellier Méditerranée Métropole pourrait ainsi percevoir pour 2022 est de 48 575,57 € décomposé en une part fixe et une part variable prévisionnelle. Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel de l'aide à percevoir est de 49 656,19 €, décomposé également en deux parties. Ces deux montants seront calculés définitivement au 31 décembre 2022 suivant le taux d'occupation effectivement constaté pour les 2 aires.

Pour prendre en compte les deux nouvelles aires d'accueil de Cournonterral et de Castries actuellement en travaux, dès leur ouverture dans le courant de l'année, il sera proposé un projet de nouvelle convention globale pour quatre aires, comportant des annexes distinctes.

### **En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour l'année 2022 ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188146-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Bionne 2022
- Convention Castelnau -Le-Lez 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient d'engager un partenariat financier plus ambitieux avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'Eau a réaffirmé sa volonté de conclure un 1<sup>er</sup> contrat financier, à travers un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour enclencher une dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11<sup>ème</sup> programme de mesures. L'animation de territoire a été confiée au Syble pour élaborer ce contrat avec la Métropole et les autres EPCI compétentes en GEMAPI.

Sur la base des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (étude globale sur la restauration de la continuité écologique, plans de gestion des cours d'eau et étude sur la restauration hydromorphologique du Lez et de la Mosson), la stratégie inter-EPCI pour la restauration des lagunes palavasiennes, des cours d'eau et des zones humides périphériques et en cohérence avec les projets de la Métropole, a été élaboré en concertation avec les EPCI compétentes GEMAPI, le Syble et les partenaires financiers : l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault. Cette stratégie a abouti à la proposition de ce contrat regroupant un programme d'actions conséquent et ambitieux en faveur de la restauration des milieux.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes.

Ce programme comprend une vingtaine d'actions sur le territoire de la Métropole, répondant aux 2 objectifs prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

- **Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**
  - o Assurer la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
  - o Poursuivre le programme pluriannuel de restauration de la continuité écologique sur le Lez et la Mosson :
    - Equiper 6 seuils supplémentaires de passes à anguilles au Pont Juvénal, Pont Garigliano et au Moulin du Sauret à Montpellier, à Prado à Castelnau, au seuil du clocher à Grabels, et au seuil du point du jour à Juvignac ;

- Lancer les études de faisabilité sur 8 nouveaux seuils sur le Lez : seuils du château des Tilleuls, du moulin du Parc, du moulin de Lavalette, du moulin de la Poudrière, et sur la Mosson : seuils du moulin de la Grave, de Fontcaude, du château de Bionne et du moulin du Martinet ;
- o S'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par douze secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
  1. Pérols secteur de l'Estelle ;
  2. Villeneuve-lès-Maguelone secteur de la Capouillère ;
  3. Villeneuve-lès-Maguelone ruisseau de la Madeleine-Bouffie ;
  4. Villeneuve-lès-Maguelone sur la Mosson aval au Pouzol et au Flès ;
  5. Laverune et Saint Jean de Vedas poursuite des actions menées sur les prairies alluviales de la Mosson ;
  6. Montpellier et Juvignac sur la Mosson en lien avec le parc de la Mosson en continuité du projet Agence National de Renouvellement Urbain (ANRU) ;
  7. Montpellier et Juvignac, Mosson – décorsetage et reconnexion latérale, création d'une zone de transition et d'une ripisylve étagée entre berges et lit majeur permettant l'expansion des crues ;
  8. Grabels, Mosson - Etude de rétablissement de la latéralité de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une zone humide en bordure de la Mosson ;
  9. Montpellier et Clapiers, sur le Lez – Etude du site du grand Lunaret - restauration écologique, établissement de la continuité latérale du lez, réactivation de la zones d'expansion de crue (ZEC) ;
  10. Castelnau-le-Lez, Lez – Etude de rétablissement de la continuité latérale et unité urbaine « nature en ville » ;
  11. Prades-le-Lez, Lez – Etude de décorsetage, reprofilage de berges et réactivation de ZEC ;
  12. Cournontérral, Coulazou - Etude de rétablissement de la latéralité, de la continuité écologique, de la diversification de la ripisylve et création d'une ZEC ;

**- Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :**

- o Elaborer une stratégie globale de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires à l'échelle du territoire ;
- o Animer cette stratégie auprès des acteurs du territoire et accompagner les projets de désimperméabilisation publics et privés, à travers un poste dédié de chargé de mission co-financé par l'Agence de l'Eau ;
- o Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation dans les opérations de renouvellement urbain ANRU Mosson et ANRU Cévennes et neufs cours d'école sur les communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Clapiers, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 4,7 M € HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80% de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand Cycle de l'Eau.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin du Lez et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190536-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Synthèse actions 3M Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - GEMAPI - Contrat Grand Cycle de l'Eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or - Approbation des actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), la Métropole assure les opérations d'entretien des cours d'eau, de restauration des continuités écologiques et de renaturation des milieux aquatiques et zones humides associées. Ces travaux bénéficient du soutien financier de l'Agence de l'Eau, leur nature répondant aux objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée et Corse et de son programme de mesures. Afin d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau, dont les premières échéances sont fixées à 2027, il convient de conclure un nouveau partenariat financier avec l'Agence de l'Eau pour la restauration des cours d'eau, lagunes et zones humides présentes sur le territoire de la Métropole.

En 2021, l'Agence de l'eau a réaffirmé sa volonté de conclure un second contrat financier sur le bassin versant de l'étang de l'Or, à travers un contrat Grand cycle de l'eau sur la période 2022-2024, associant la Métropole pour poursuivre la dynamique d'actions sur les secteurs prioritaires définis sur le territoire et bénéficier des cofinancements dédiés du 11<sup>ème</sup> programme de mesures.

Un contrat Grand Cycle de l'Eau sur la période 2022-2024 a été élaboré par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) en concertation avec la Métropole, plusieurs communes, les intercommunalités voisines compétentes en GEMAPI, les partenaires financiers l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault.

Sur la base du bilan et des prospectives du précédent contrat du bassin de l'Or 2015-2019, des études stratégiques établies à l'échelle du bassin versant (plan de gestion stratégique des zones humides et plans de gestion des cours d'eau), un programme d'actions spécifique au périmètre de la Métropole est proposé.

A travers ce contrat, il a, aussi, été convenu d'engager des actions de désimperméabilisation des sols et de déconnexion au réseau sur la Métropole, notamment pour réduire la pollution des milieux aquatiques par le ruissellement urbain. Ce volet est stratégique car il s'agit d'un levier d'action majeur pour améliorer la qualité de l'eau des cours d'eau et des lagunes. Ce programme comprend une vingtaine d'actions relevant des compétences de la Métropole répondant aux 2 objectifs prioritaires du SDAGE sur le bassin Rhône Méditerranée et Corse, cités ci-dessous et regroupant chacun des actions ciblées.

- **Objectif A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :**
  - o Poursuivre la mise en œuvre du plan pluriannuel de gestion des cours d'eau ;
  - o Elaborer des plans de gestion et s'engager dans une politique ambitieuse de restauration morphologique des cours d'eau, des zones humides et de leurs espaces fonctionnels en démarrant par cinq secteurs, jugés prioritaires, en lançant les études de faisabilité nécessaires à la définition plus détaillée des travaux à mener et des besoins en maîtrise foncière :
    - La source de la Viredonne à Restinclières ;
    - Le Bérange à Sussargues et Beaulieu ;
    - La Cadoule à Baillargues ;
    - Le Salaison à Vendargues et Le Crès ;
    - Le Nègue Cats, l'étang des Salins et le marais de l'Estanel à Pérols ;

- o Elaborer un plan de gestion avec un volet de sensibilisation des collégiens sur les anciennes carrières de Castries ;

**- Objectif B : Reconquérir et préserver la qualité des eaux des milieux aquatiques :**

- o Elaborer une stratégie globale et accompagner la mise en œuvre des projets de désimperméabilisation et de déconnexion des eaux pluviales des réseaux pluviaux et unitaires ;
- o Intégrer des travaux de déconnexion aux réseaux et de désimperméabilisation des espaces publics sur les communes de Vendargues, Sussargues, Saint Génès des Mourgues, Montaud et Castries.

Ce programme d'action d'un montant estimatif de 1,4 M€ HT, bénéficiera des aides bonifiées entre 40 et 80 % de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, de la Région Occitanie, du FEDER et du Conseil Départemental de l'Hérault à travers le dispositif de contrat Grand cycle de l'eau.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du contrat Grand cycle de l'eau 2022-2024 sur le bassin de l'Or et notamment les actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190532-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Actions3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## Cycles de l'eau - Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et ont mis en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant, avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants, qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé.

Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

En tant qu'autorité « *Gémapienne* », seule la Métropole pouvait réaliser les ouvrages de protection du CHU, notamment la construction d'un système d'endiguement. Dans ce contexte où les enjeux de sécurité publique et les enjeux sanitaires sont majeurs et dépassent largement l'échelle du département, le Préfet a autorisé en 2020 la Métropole à réaliser ces travaux en urgence.

En concertation avec l'Etat et le CHU, la Métropole a défini les solutions techniques et financières pour protéger le CHU du risque d'inondation. La protection du CHU, d'un montant total estimé à 6 000 000 € HT, est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat, la Région Occitanie et le CHU participe au plan de financement à hauteur de 1,8 M€ HT pour l'Etat, 1,1 M€ HT pour la Région Occitanie, 1,1 M€ HT pour le CHU. La participation de la Métropole s'élève ainsi à 2 M€ HT. Les aménagements retenus se déclinent en deux phases.

**Phase 1 :** interdire l'inondation du CHU jusqu'à une crue du Font d'Aurelle d'occurrence exceptionnelle ( $T = 1\,000$  ans) par la construction en urgence d'un système d'endiguement, composé d'un mur de protection le long de l'enceinte du CHU sur un linéaire de 740 ml et la surélévation des trois accès au CHU pour garantir la continuité du mur afin. Ce mur a été complété par la pose d'un collecteur pluvial de diamètre 1 600 mm à 2 000 mm sur 250 ml pour gérer le pluvial sur le site du CHU à l'arrière du mur.

Ces travaux, d'un montant de 4 M€ HT, ont été réalisés entre 2020 et 2021 conformément au calendrier de programmation initial, validé avec le Préfet. La protection du CHU contre les débordements du Font d'Aurelle est ainsi effective depuis novembre 2021.

**Phase 2 :** compenser les impacts du système d'endiguement en aval du CHU sur la route de Ganges jusqu'à une crue d'occurrence centennale par la construction d'un bassin écrêteur de crue d'un volume de 45 000 m<sup>3</sup> situé en amont du bassin versant sur le secteur de la Valsière en limite communale entre Grabels et Montpellier. Ce bassin présente aussi l'avantage de réduire le risque inondation pour une occurrence centennale jusqu'au CHU, notamment secteur Croix Lavit et au droit de l'Université et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Les travaux du bassin de la Valsière sont programmés en 2023 pour un montant estimé à 2 M€ HT.

La poursuite des travaux ne dispense pas d'un dossier d'autorisation environnementale pour autoriser la seconde phase de travaux du bassin de la Valsière et classer l'ensemble du système d'endiguement du CHU de Montpellier. Ces aménagements relèvent de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau et sont

soumis à autorisation en application des articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'environnement. Le mur de protection sera autorisé en tant que système d'endiguement conformément à l'article R.562-13 du Code de l'environnement. La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du code de l'environnement.

Les dossiers réglementaires sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier d'autorisation environnementale ;
- Le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ;
- Le dossier de déclaration d'intérêt général.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- L'étude d'impact du bassin de la Valsière établie en application des articles R.122-2 et R.122-3 ;
- La demande de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement soumis à la procédure de participation du public prévue par l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement pour le bassin de la Valsière ;
- L'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 ;
- Le document d'organisation qui décrit l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, les consignes de surveillance et les consignes d'exploitation en période de crue, de catastrophes naturelles ou de pandémie, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire de l'ouvrage pour garantir le niveau de protection retenu.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par ce système et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les débordements du Font d'Aurelle.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir un niveau de protection pour le système d'endiguement du CHU associé à une crue millénale du Font d'Aurelle, défini par un débit de 50,4 m<sup>3</sup>/s et un niveau de 50,69 m NGF, correspondant à une hauteur d'eau de 3,97 m mesurée à la station de référence du Font d'Aurelle au droit de l'avenue des Moulins. Par sécurité, la hauteur du mur a été calée avec une revanche de sécurité de 40 cm correspondant à une crue d'occurrence décennale.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour la crue de référence retenue et qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée concerne le CHU dont la population est estimée à 10 000 personnes. Le système d'endiguement ainsi que sa zone protégée figurent sur les cartes annexées à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole pour maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement sont les suivantes :

- Établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R.214-122 ;
- Établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- Transmission de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant le système

d'endiguement et le bassin de la Valsière et le gestionnaire des ouvrages hydrauliques.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- L'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprises foncières nécessaires à la poursuite des ouvrages de protection contre les inondations, notamment le bassin de la Valsière ;
- L'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux et la régularisation administrative de la protection du CHU en système d'endiguement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du système d'endiguement du CHU de Montpellier, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement du système d'endiguement décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- De requérir le prononcé des arrêtés correspondants ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan système endiguement et zone protégée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Le Verdanson est un cours d'eau qui prend sa source sur la Commune de Grabels, traverse la Commune de Montpellier avant de rejoindre le Lez au sud du quartier des Aubes. Sur ce bassin versant, les crues sont particulièrement soudaines du fait de la rapidité du temps de réaction du cours d'eau, alimenté en grande partie par le ruissellement urbain. Des débordements sont régulièrement observés au droit de zones à enjeux lors d'épisodes pluvieux intenses.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Verdanson permet la prise en compte des risques dans l'aménagement et la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance et la réduction de la vulnérabilité des biens par le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets de l'imperméabilisation liés au développement urbain avec les projets connus à ce jour. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Les études prennent ainsi en compte un certain nombre de projets urbains comme les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine et Gimel. Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Les études ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour des pluies centennale et exceptionnelle, et une pluie telle que celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire de la Métropole. Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi des aménagements réalisés expliquent la vulnérabilité du site hospitalier aux événements climatiques d'importance mais aussi aux événements d'occurrence plus faible en cas d'embâcle. Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

Pour répondre aux enjeux du territoire concerné par cette nouvelle connaissance du risque inondation et aux conséquences pour les personnes, les biens, l'offre de soin régionale, les activités de recherche, universitaires et économiques, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux. Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochains projets urbains, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité

d'augmenter le niveau de protection des enjeux existants par des systèmes d'endiguement, la reprise d'ouvrage de franchissement et la réalisation de bassins écrêteur de crue. Le schéma directeur permet aussi de fixer des débits objectifs sur plusieurs points du bassin versant. Ces débits objectifs devront être pris en compte par les futurs projets urbains, notamment à travers le respect de la compensation de l'imperméabilisation nouvelle, afin de garantir dans le temps le niveau de sûreté des enjeux existants protégés par les aménagements proposés.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Un système d'endiguement permettant la mise en sécurité du CHU de Montpellier jusqu'à un évènement exceptionnel ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 45 000 m<sup>3</sup> sur le secteur de la Valsière pour compenser les effets du système d'endiguement du CHU et ne pas aggraver le risque sur les enjeux situés en aval du CHU, mais également réduire la vulnérabilité des quartiers urbanisés le long du Font d'Aurelle entre ce bassin et le CHU, à proximité de la rue Croix Lavit, de la Faculté de Pharmacie et du Centre National de la Recherche Scientifique, jusqu'à une crue d'occurrence centennale ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 10 000 m<sup>3</sup> au niveau de la future ZAC Gimel pour réduire la vulnérabilité de la ZAC Malbosc, du tramway et du Château d'O ;
- La reconstruction du pont de la Voie Domitienne et le réaménagement du Verdanson en aval jusqu'à l'avenue Charles-Flahault pour réduire la fréquence de submersion de la voirie qui passerait d'une occurrence d'environ 2 ans à 100 ans.

Les études ont également permis de confirmer, avec l'actualisation des nouvelles références de pluies, que le niveau de sûreté du système d'endiguement réalisé ces dernières années par la Métropole sur le Verdanson aval au niveau du quartier de la Pépinière était garanti. Cet ouvrage protège 1 040 personnes.

Compte tenu de l'urgence à intervenir au regard des enjeux de sécurité publique et des enjeux sanitaires et humains, le système d'endiguement du CHU de Montpellier a déjà été réalisé par la Métropole, la protection du CHU est effective depuis fin 2021.

Le montant estimatif des aménagements hydrauliques prévus au schéma directeur s'élève à 10 M€ TTC, dont 9M€ sont inscrits à la PPI. Les aides financières pour la protection du CHU de Montpellier, pour un coût d'opération de 7,2M€, ont déjà été accordées par l'Etat et la Région Occitanie.

Les études et dossiers réglementaires pour la construction du bassin de la Valsière, la reprise du pont de la Voie Domitienne et des berges du Verdanson sont en cours, ceux sur le bassin de Gimel démarreront prochainement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson ;
- D'autoriser la poursuite des aménagements proposés,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190515-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Cycles de l'eau - Mise à disposition et partage des données d'observation hydrométéorologiques - Convention de partenariat entre le laboratoire Hydro-Science et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

A travers ces compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et sa gestion de la ressource en eau, Montpellier Méditerranée Métropole développe des activités d'observation et de gestion des données hydrométéorologiques, et assure le suivi des aquifères souterrains et des eaux de surface.

Les données collectées sur le territoire montpelliérain par le laboratoire Hydro-Science Montpellier (unité mixte de recherche dont les tutelles sont l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'Université de Montpellier) ont ainsi un intérêt important pour la Métropole. Ces données sont issues des observatoires Medycyss et de l'Observatoire Méditerranéen et au Sud de l'Eau dans la Ville (OMSEV) d'Hydro-Science Montpellier et font partie d'un Service National d'Observation.

La Métropole et le laboratoire d'Hydro-Science Montpellier ont un intérêt commun à favoriser ces activités d'observation en synergie, notamment pour minimiser la redondance des capteurs et maximiser la couverture du territoire par la complémentarité des activités d'observation des deux parties.

A Montpellier, l'OMSEV dispose d'un réseau de pluviomètres sur le bassin versant du Verdanson très conséquent, notamment au niveau de la zone à enjeu fort que représente le site du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir une convention qui a pour objectifs :

- Le développement des réseaux de mesure et d'alerte hydrométéorologique pour répondre aux objectifs d'alerte, prévision et de gestion de crise au niveau des zones à enjeux de la Métropole, aux objectifs de recherche scientifique sur l'aléa et le risque d'inondation et de sécheresse en zone urbaine et dans la partie amont du bassin versant à forte composante karstique sur le Lez, la Mosson et le Couzazou, ainsi que sur la distribution spatiotemporelle des événements hydrologiques extrêmes et le rôle des interactions karst-rivière sur la dynamique des crues ;
- Le partage des données collectées, notamment celles des capteurs de l'outil Ville en alerte et des observatoires Medycyss et OMSEV ;
- L'analyse des données, le développement des services d'observation et la co-construction des programmes scientifiques, sous la forme de stages ou de projets de fin d'études effectués par des étudiants et pilotés par les personnels du laboratoire Hydro-Science Montpellier de la Faculté des Sciences et de Polytech Montpellier.

Cette convention est sans contrepartie financière. Elle prendra effet à compter de sa signature pour une durée de cinq ans et pourra être prorogée par voie d'avenant signé entre les parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université de Montpellier, le Centre National de la Recherche Scientifique et l'Institut de Recherche pour le Développement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190447-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention partenariat 3M-CNRS(HSM).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - LIFE REWA - Projet Européen de réutilisation des eaux usées traitées de 5 stations d'épuration du territoire de la Métropole - Demande d'autorisation préfectorale d'utilisation de ces eaux - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour son projet *LIFE REWA (Recycled Water)* qui consiste à concevoir et réaliser une unité mobile de production d'eau recyclée à partir d'eau usée traitée de différentes stations du territoire. Cette candidature avait été approuvée par le Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021. Quatre niveaux de qualités d'eau différentes pourront être produits grâce à la technologie embarquée afin de proposer une eau recyclée de qualité adaptée aux usages envisagés (agricoles, industriels ou urbains). Cinq stations d'épurations du territoire ont été ciblées pour héberger l'unité dans un premier temps : MAERA, Fabrègues, Cournonterral, Villeneuve-lès-Maguelone et Saint Georges d'Orques.

Deux partenaires techniques et financiers locaux sont associés à ce projet, le bureau d'étude DV2E et l'Institut Européen des Membranes (Université de Montpellier). A l'échéance de 2026, le projet permettra de produire plus de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau recyclée par an et de démontrer la faisabilité technique, l'acceptabilité sociale, la disponibilité des usages et la soutenabilité économique de la réutilisation des eaux usées du territoire. Il s'agit bien de valider les conditions d'émergence d'une nouvelle ressource en eau du territoire, l'eau recyclée, afin de se substituer à l'eau potable ou l'eau brute issues du milieu naturel.

A ce jour, la réglementation française et européenne est très restrictive quant à l'usage de l'eau issue de la réutilisation des eaux usées traitées. Le projet LIFE REWA prévoit de développer ces usages, ce qui nécessite l'instruction par les services de l'Etat de demandes officielles d'autorisation, comme le prévoit le décret n°2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées. A l'issue de cette instruction, un arrêté préfectoral permettra d'encadrer les conditions d'utilisation de l'eau recyclée pour chacun des usages projetés et décrira les mesures de contrôles permettant de garantir la protection de la santé et de l'environnement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir instruire les demandes d'autorisation de réutilisations d'eaux usées traitées relatives au projet LIFE REWA « LIFE20 ENV/FR/000192 » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189008-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Cycles de l'eau - Usine d'eau potable de Valedeau - Garantie de deux emprunts contractés par la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'eau potable qui dessert actuellement la population des communes du « système Lez » (80 % de la population de Montpellier Méditerranée Métropole) est prélevée dans la source du Lez, située à une dizaine de kilomètres au nord de Montpellier et est traitée dans l'usine François-Arago à Montpellier, dont la construction date de 1984. Sous l'effet conjugué de la pression démographique propre à ce territoire et du réchauffement climatique, la construction d'une seconde usine de traitement en eau potable a été inscrite au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) voté en 2013 par la Métropole pour la période 2015-2030. Cette nouvelle usine, implantée sur le site de Valédeau à Montpellier, aura une capacité minimale de 750 l/s produite à partir de l'eau brute du bas-Rhône et vise à sécuriser l'alimentation en eau potable de ce territoire.

La Régie des eaux de Montpellier Métropole, établissement public industriel et commercial, assure le service public de l'eau potable sur ce territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et est maître d'ouvrage de cette opération d'investissement dont le coût total s'élève à 30 M€ comprenant principalement un marché de conception-réalisation et une convention avec BRL pour la réalisation de travaux à réaliser sur la station de pompage de Méjanelle. Le marché de conception-réalisation a été confié en août 2021 au groupement mené par Suez France aux côtés de Touja SA, Eiffage Génie civil, du Cabinet Merlin et de Coste Architectures et comprend une phase d'études (conception, permis de construire, dossiers réglementaires) et une phase de travaux pour la réalisation de l'unité de production d'eau potable qui commence en mai 2022.

Afin de financer cette opération d'investissement, la Régie des eaux, qui dispose d'une capacité d'emprunt conséquente (durée d'extinction de la dette à fin 2021 inférieure à un mois, marge brute moyenne 2016-2021 : 14,4 M€), a organisé une consultation bancaire et retenu des emprunts d'un montant équivalent au coût total de l'opération. Par décision de son Conseil d'administration en date du 19/04/2022, la Régie a retenu les contrats de prêt émis par la Banque Postale.

Ces emprunts présentent deux particularités qui ont permis d'obtenir un taux compétitif par rapport à la concurrence :

- Ils sont éligibles au « prêt vert » car la nouvelle usine répond au critère d'efficacité énergétique pour ce type d'investissement (consommation électrique inférieure à 0,5 kWh/m<sup>3</sup> d'eau traité) ;
- Ils nécessitent la garantie de la Métropole à hauteur de 50 % de leur montant, soit 15 M€.

La Régie des Eaux sollicite donc la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur les deux emprunts de la Banque Postale. Les caractéristiques financières des emprunts à garantir sont les suivantes :

Premier emprunt :

- Montant : 10 millions d'euros
- Taux fixe : 1.42%
- Durée : 21 ans, dont 12 mois de phase de mobilisation
- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Second emprunt :

- Montant : 20 millions d'euros
- Taux fixe : 1.40%
- Durée : 20 ans

- Amortissement : Echéances constantes trimestrielles
- Commission d'engagement : 0.05% du montant de l'emprunt
- Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles
- Garantie de la Métropole : 50%

Au cas où la Régie des Eaux, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales. La garantie est accordée pour la durée des prêts augmentée de 3 mois. Les offres de prêt jointes en annexe font partie intégrante de la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la garantie des emprunts à la Régie des Eaux;
- De garantir 50% des emprunts de 10 000 000€ et 20 000 000€ souscrits par la Régie des Eaux auprès de la Banque Postale, soit respectivement 5 000 000€ et 10 000 000€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190484-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONTRAT 10M€

- CONTRAT 20M€

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Environnement - Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage dans le cadre de la convention triennale de partenariat - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat triennale entre la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. La signature de cette convention est intervenue le 3 septembre 2019, elle est effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Ainsi, la Métropole s'est engagée à contribuer au coût de fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage à hauteur de 15 000 euros, répartis comme tels sur les 3 ans, sous réserve d'approbation par le Conseil de Métropole :

- 5 000 € en 2020 ;
- 5 000 € en 2021 ;
- 5 000 € en 2022.

Il est ainsi proposé le versement de la subvention suivante :

« Transition écologique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4431	LPO Occitanie	Méteo TE 000 055	Fonctionnement	Financement du fonctionnement du Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage	5 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>5 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à la Ligue de Protection des Oiseaux d'un montant de 5 000 € pour l'année 2022, dans le cadre de la convention triennale de partenariat signée en 2019 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190365-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire volontariste qui vise cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A se décline en 5 orientations :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social du territoire vers un système alimentaire territorial durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre. La Métropole soutient l'action de ces acteurs par une subvention de fonctionnement. La convention de partenariat matérialise des objectifs communément définis ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets emblématiques et structurants pour le territoire, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

1) Subventions de fonctionnement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
7035	<b>Chambre d'Agriculture de l'Hérault</b>	<b>001072</b>	fonctionnement	Représentation des intérêts du monde agricole et rural, R&D, service et conseil aux agriculteurs et aux collectivités en matière d'agriculture et d'alimentation	42 000€
6470	<b>Réseau des semeurs de jardins</b>	<b>001000</b>	fonctionnement	Mise en réseau des jardins collectifs présents ou en devenir du Languedoc-Roussillon, développement de l'entraide, de l'échange de ressources et de graines. Accompagnement des jardins collectifs dans leur développement, leur autonomisation, leurs initiatives, leur formation, notamment autour des pratiques de jardinage, de la biodiversité, de la résilience urbaine. Représentation des jardins collectifs auprès des collectivités territoriales.	2 500 €

2) Subventions d'investissement					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure	Montant attribué
6895	<b>Agri Sud-Ouest Innovation</b>	<b>001050</b>	investissement	Pôle de Compétitivité de statut associatif, fédérant plus de 420 organismes privés et publics agissant dans les filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des agro-ressources	30 000 €

3) Subventions de projets emblématiques					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
6980	OCEBIO Occitanie Entreprises Bio	001058	projet	Filières Bio Territorialisées (RHD et plateforme Bocal)	5 000 €
7106	Association oasis citadine	001015	projet	Sensibilisation à l'agroforesterie auprès des scolaires	3 000 €

4) Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Nom du projet	Montant attribué
7785	<b>Agropol' Eat</b>	001064	projet	Festival Agropol'Eat 1° édition d'un festival tout public sur le site de l'Agropolis pour sensibiliser aux enjeux de l'alimentation durable et de l'agroécologie en fédérant l'ensemble des acteurs et structures métropolitains et la communauté scientifique d'Agropolis. Sa programmation s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000€
7786	<b>Terracoopa</b>	001061	projet	Terracoopa a 10 ans Organisation d'une fête de l'agroécologie - Terrafiesta - pour les 10 ans de la Coopérative, qui s'inscrit dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie – été	4 000 €
6510	<b>Fédération Régionale des CIVAM d'Occitanie</b>	001113	projet	PROJET: L'Hérault de ferme en ferme 2022 Il s'agit d'un week-end de portes ouvertes dans 44 fermes du département (dont 3 sur le territoire de la Métropole), qui a pour objet la promotion du métier des paysans, de leurs produits au travers d'animations tous publics.	3 000 €
6470	<b>Réseau des semeurs de jardins</b>	001142	projet	Organisation d'un festival grand public de l'agroécologie et des alternatives sur la métropole dans le cadre des 4 saisons de l'Agroécologie - Automne	7 500 €

Soit un total de 101 000 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-193301A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PROJET de Convention cadre de partenariat triennal 2022-2024 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault
- PROJET de Convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et Semeurs de Jardins
- PROJET de Convention de partenariat et de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et OCEBIO
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Oasis Citadine
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Agropol'Eat
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Terracoopa
- PROJET de Convention de partenariat et de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et FR CIVAM
- ASOI Projet convention 2022\_NNT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations régionales représentatives - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel. Ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux.

Montpellier Méditerranée Métropole entend aujourd'hui renouveler le programme partenarial pluriannuel initié en 2016 avec la Ville de Montpellier, les radios associatives et leurs organisations régionales représentatives (Assemblée Régionale des Radios Associatives et Collectif des Radios Libres d'Occitanie), afin de développer des productions, notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative. Les conventions proposées définissent les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2022-2024.

Montpellier Méditerranée Métropole s'y engage à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel :

- 15 625 € auprès des radios représentées par l'Assemblée Régionale des Radios Associatives (ARRA) ;
- 9 375 € auprès des radios représentées par le Collectif des Radios Libres d'Occitanie (CRLO).

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre un programme d'actions annuel consistant à produire et diffuser des documents radiophoniques (magazines, émissions spéciales, reportages, fictions ou séries radiophoniques, ...) consacrés à la vie culturelle, sportive, touristique, environnementale et événementielle de la Ville et la Métropole. Ces programmes donneront notamment la parole à des habitants et acteurs du territoire.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes des conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189485-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conventions\_Radios\_associatives\_ARRA.docx
- Conventions\_Radios\_associatives\_CRLO\_22-24.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ViàMontpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La société ViàMontpellier exploite son canal de télévision local sous la marque « *ViàMontpellier* » en vertu d'une convention conclue avec l'Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) en date du 9 février 2022.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue ensuite Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV, devenue ensuite ViàMontpellier, pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, dont le terme a été fixé au 31 décembre 2015 par avenant n°1. Cette convention a ensuite été renouvelée par deux fois et est arrivée à échéance au 26 février 2022.

Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat, et de l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à conventionner avec la société ViàMontpellier pour, entre autres, la promotion et la diffusion de leurs activités sur leurs territoires respectifs, il est proposé de conclure avec ViàMontpellier une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs, tripartite, pour une durée de 3 ans.

La convention a pour objet de fixer les axes de collaboration entre ViàMontpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Les productions vidéos réalisées dans ce cadre s'appuieront sur le planning prévisionnel des manifestations de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, remis à jour chaque année et annexée à la convention.

D'une façon générale, la société ViàMontpellier s'engage à couvrir tous les aspects de la vie locale en l'abordant sous des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du Pôle Métropolitain. Dans ce cadre, elle s'attache à favoriser la compréhension de l'organisation institutionnelle, à conforter l'identité du territoire en valorisant sa cohérence comme ses spécificités locales et à renforcer l'expression des citoyens dans un souci de démocratie participative. L'ensemble des communes de la Métropole et du Pôle Métropolitain feront l'objet d'une attention particulière de la société ViàMontpellier. La déclinaison de ces thématiques dans la grille de programme de ViàMontpellier pourra prendre plusieurs formes : web-reportages, plateaux événementiels, émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle et cinématographique. Enfin, l'ensemble des productions réalisées par ViàMontpellier dans le cadre de la présente convention sera mis à la disposition de la Ville et de la Métropole via la plateforme *My Vidéo Place* de la chaîne. Ces programmes pourront être librement réutilisés et diffusés via les sites et réseaux sociaux des deux personnes morales.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole verseront à la société ViàMontpellier une participation annuelle forfaitaire de, respectivement, 60 000 € HT, et 250 000 € HT.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société ViàMontpellier et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190560-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention VIAOCCITANIE-VIA MONTPELLIER 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Animation du territoire - Domaine d'O - Convention d'exploitation entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Établissement Public Industriel et Commercial (l'EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O a été créé par délibération du Conseil départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1er janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O. A ce titre, l'EPIC du Domaine d'O relève depuis à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, et représente l'un des éléments majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille.

Le Domaine d'O produit en effet une saison culturelle (théâtre, cirque, musique, spectacles jeune public, danse), chaque année d'octobre à mars, ainsi que quatre festivals : Saperlipopette, La métropole fait son cinéma et Les Nuits d'O, et La Métropole fait son cirque (cirque contemporain sous chapiteau dans les communes de la Métropole). Il accueille par ailleurs quatre festivals d'envergure : Le Printemps des comédiens, les Folies d'O, Radio France Occitanie Montpellier et Arabesques.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la reconduction de la convention d'occupation du domaine public qui définissait notamment les biens et la parcelle concernés, les réserves d'usage et de jouissance au profit de la Métropole, notamment la réservation de 15 jours d'utilisation métropolitaine, le régime des sous-occupations, les conditions générales relatives à l'entretien, la maintenance, aux travaux et aux charges récupérables, la durée de la convention, les responsabilités et assurances incombant aux deux parties et les modalités de fin de la convention.

Une convention d'exploitation fixant notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole a été approuvée pour un an par délibération du 7 juin 2021 ; il est proposé de renouveler cette convention au titre des années 2022 et 2023, faisant coïncider son échéance avec celle de la convention d'occupation du domaine public.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'exploitation entre l'EPIC du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les exercices 2022 et 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191225-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2022\_Convention\_EPIC\_3M\_mise à disposition domaine\_v3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2022 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles programmées sur le site archéologique Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé sur la Commune de Lattes. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces deux sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat annuel avec Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2022, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouilles selon la répartition suivante :

- 39 100 € pour le site de *Lattara* ;
- 32 050 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherche sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

Concernant le site archéologique Lattara, les précédentes campagnes de fouilles depuis 2016 ont mis en évidence la présence d'un chenal qui été creusé au tout début du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère en bordure de la zone portuaire, vraisemblablement pour pallier le problème d'ensablement de la lagune. La campagne 2022 s'inscrit dans le cadre d'un nouveau plan triennal de fouilles (2021-2023). Il s'agira tout d'abord de terminer, sur le quartier portuaire, la fouille d'une maison d'époque augustéenne, mise au jour en 2021. Cette maison, appartenant sans doute à un négociant du port, a livré notamment une mosaïque, qui a été déposée au mois décembre pour être restaurée et exposée au musée Henri Prades. L'exploration portera ensuite sur les quais du II<sup>e</sup> siècle de notre ère du canal portuaire afin de compléter les données sur cet ouvrage en vue de sa publication. Ces travaux seront menés sur deux mois, du 6 juin au 30 juillet avec une équipe composée de 10 encadrants et d'une quarantaine de stagiaires bénévoles répartis sur deux stages de fouilles.

S'agissant du site de Maguelone, avec la mise au jour de 9 000 m<sup>2</sup> dans le quartier nord du siège épiscopal en 2019-2020, l'exploration a franchi une étape décisive en confirmant l'existence d'une agglomération couvrant une large partie de l'ancienne île. La densité des vestiges concernant une vingtaine de bâtiments à fonctions multiples, stockage, forge et habitation, permet désormais de caractériser la topographie d'un quartier de Maguelone dans les décennies qui accompagnent et/ou succèdent à la création du siège épiscopal, quelques années avant les conciles de 589 où en apparaît la première mention. Au vu de la densité des données de fouille, en 2021 le travail de terrain s'est limité à quelques sondages prospectifs pour se consacrer principalement aux études spécialisées : bio-archéologie, archéo-zoologie, numismatique, paléo-environnement, topo-chronologie. Ces études vont se poursuivre en 2022, qui verra aussi se développer l'analyse topographique à travers une prospection géophysique chargée de compléter le plan des différents quartiers de l'île épiscopale.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS pour la réalisation des campagnes de fouilles 2022 sur les sites archéologiques de Lattara et du siège épiscopal de Maguelone ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_fouilles\_2022\_Metropole\_CNRS V.3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Adhésion au réseau professionnel Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) - Convention d'adhésion 2021-2026 - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le souci d'assurer une bonne gestion de ses ressources documentaires, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades adhérer au réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) ».

Le groupement de services n° 3378 du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), intitulé réseau professionnel FRANTIQ, est un réseau documentaire sur l'Archéologie et les Sciences de l'Antiquité dont le but est de faciliter les accès à l'information scientifique et technique dans ce domaine, de fournir des outils spécifiques et de partager des compétences pour la communauté archéologique (chercheurs, enseignants chercheurs, étudiants, éditeurs scientifiques, services archéologiques régionaux, départementaux ou territoriaux).

Il est proposé une convention d'adhésion et de partenariat au terme de laquelle le musée Henri Prades s'engage à fournir des données scientifiques, bibliographiques, normalisées et indexées de ses acquisitions courantes et, si possible, rétrospectives et participer à l'enrichissement du Catalogue collectif indexé et du thésaurus du réseau. En contrepartie, FRANTIQ lui fournira des outils pour valoriser ces données, mettra à sa disposition le logiciel, le système d'indexation, le serveur et dispensera les formations aux outils au personnel du musée Henri Prades.

La convention de partenariat permettant l'adhésion au réseau est conclue pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le coût annuel de l'adhésion est de 2 040 € TTC, soit 10 200 € TTC sur la durée totale de la convention.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'adhésion et de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le réseau professionnel « Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ) » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190622-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2022\_3M\_Convention Adhesion Frantiq CNRS 2022-2026 V.3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité pour sa Direction des médiathèques et du livre adhérer via la délibération n°M2021-178 à plusieurs associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique, pour la durée du présent mandat (Réseau CAREL, OLL, Images en bibliothèques, ADULOA, GIP Cinémathèque du documentaire).

En plus de ces associations, le réseau des médiathèques et du livre souhaite adhérer à l'AMCSTI : Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique et Technique et Industrielle.

Cette adhésion représente un montant financier annuel de 300 € TTC

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser l'adhésion de la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AMCSTI ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-187648-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

# Hors commission - Attributions de subventions et fonds de concours dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

## 1. Attribution de subventions

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5971	001489	BRAND A PART	CINEMA	Projet	Les ateliers cinéma	2 500
7793	001509	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Châtaignes boost camp	3 000
7793	001510	PASSERELLES OCCITANIE	CINEMA	Projet	Chemin faisant	1 500
<b>Sous-total Cinéma</b>						<b>7 000</b>
4265	001533	ATTITUDE	DANSE	Projet	Battle of the year France	28 000
<b>Sous-total Danse</b>						<b>28 000</b>
1530	001407	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	LIVRE	Fonctionnement		10 000
<b>Sous-total Livre</b>						<b>10 000</b>
1966	001465	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ET EDETEURS DE MUSIQUE EN LR	MUSIQUE	Projet	Export music Montpellier Métropole	2 000
5571	001421	OX'IVENT	MUSIQUE	Fonctionnement		3 000
<b>Sous-total Musique</b>						<b>5 000</b>
5134	001507	LES ARCHIVES DU SPECTACLE	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Agenda spectacle vivant	4 000
5448	001356	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	PLURI-DISCIPLINAIRE	Fonctionnement		13 000
7328	001521	AVIS DE CHANTIER	PLURI-DISCIPLINAIRE	Projet	Palabrasives 2022	5 000
<b>Sous-total Pluridisciplinaire</b>						<b>22 000</b>
7321	001483	LA COMPAGNIE CAREVELLE	THEATRE	Projet	Costumes L'eau de la vie	1 000
7598	001456	COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	Projet	La petite bulle	1 000
<b>Sous-total Théâtre</b>						<b>2 000</b>

**2. ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE TOTAL FESTUM**

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5571	001422	OX'IVENT	MUSIQUE	Projet	Total Festum à Lavérune	3 000
1191	001449	LEZARDS D'U	MUSIQUE	Projet	FESTA FOUGASSA 2022	5 000

**3. Affectation d'un fonds de concours à la Commune de Lattes**

Considérant qu'en application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut verser à ses communes membres un fonds de concours afin de soutenir financièrement la gestion, le fonctionnement, la réalisation ou la réhabilitation d'un équipement, il est proposé d'attribuer un fonds de concours à la Commune de Lattes, pour la gestion et le fonctionnement du théâtre Jacques-Cœur, établissement culturel municipal qui propose chaque année une programmation artistique et culturelle riche, variée et ouverte à tous les publics. Compte tenu de la qualité et du rayonnement de ses activités artistiques, il est proposé d'attribuer à la Commune de Lattes un fonds de concours d'un montant de 40 000 € au titre de l'année 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution de fonds de concours et de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191203-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Fonctionnement 2022 3M.doc
- Convention Projet 2022 3M.doc
- Lettre engagement 2022 Culture 3M.docx
- DCP\_3M\_Convention\_Fonds\_concours.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Attractivité - Convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Francophonie est constituée de la communauté de femmes et d'hommes qui partagent une langue commune, le français. Le dernier rapport en date de l'Observatoire de la langue française, publié en 2018, estime leur nombre à 300 millions de locuteurs, répartis sur les cinq continents. C'est aussi un dispositif institutionnel voué à promouvoir la langue française et à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle au sein des 88 Etats et gouvernements de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Structure originale dans le paysage de la Francophonie institutionnelle, la Maison des Francophonies réunira, en réseau, dans sa gouvernance comme dans ses actions, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes. L'objectif d'une telle structure est d'encourager la promotion et l'étude des dynamiques des francophonies, dans toutes leurs dimensions linguistiques, culturelles, historiques et politiques, à promouvoir le partage international de la langue française et des langues régionales de France ; à faire découvrir ainsi à l'ensemble de la communauté universitaire, à tous les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa région, la richesse et la complexité de l'espace francophone au niveau mondial, comme dans leur environnement proche.

La Maison des Francophonies a ainsi des objectifs tant intellectuels, qu'institutionnels, politiques et culturels. Elle aura pour missions :

- La recherche et l'organisation d'événements scientifiques dans le domaine des littératures et des arts, des espaces francophones, des sciences du langage, des humanités numériques et environnementales, de l'histoire, de la science politique et des relations internationales, par un appui aux colloques, journées d'études, séminaires, rencontres... ;
- Des actions pédagogiques de formation au plan littéraire, linguistique, politique, etc. par un soutien aux cours, formations, séminaires, universités d'été... ;
- Des actions de médiation culturelle et de programmation artistique, visant notamment à mettre en valeur les réalisations artistiques des espaces francophones, dont l'événement central sera l'édition annuelle, au mois de mars, du festival des « *Rendez-vous des francophonies à Montpellier* » ;
- Les échanges internationaux, en interagissant en particulier avec certains pays d'Afrique Subsaharienne, du Maghreb, du Machrek (Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Israël et Palestine), des Antilles francophones, du Québec, d'Asie... Ces échanges francophones concerneront les enseignants-chercheurs, les étudiants et les personnels administratifs.

La Maison des Francophonies sera composée d'un comité de direction réunissant Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ainsi que d'un conseil scientifique. Dans le cadre de cette convention constitutive, il est également proposé le financement de cette, pour l'année 2022, pour un montant de 10 000 € par Montpellier Méditerranée Métropole.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la signature de la convention constitutive de la Maison des Francophonies entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université Paul Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia, et l'Université de Nîmes ;
- D'approuver le financement à hauteur de 10 000 € pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192292-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention maison des francophonie.doc
- Maison des francophonies - Annexe financière.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Végapolis a été reconnue d'intérêt communautaire. Idéalement située au cœur d'Odysseum, elle offre depuis vingt ans un service public sportif conforme aux exigences des usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. La patinoire Végapolis figure parmi les plus importantes patinoires de France et demeure l'une des rares à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive (1 738 m²) et l'autre à dominante ludique (1 334 m²).

Le 21 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine. Une première convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 5 ans (jusqu'au 31 décembre 2016). La convention de délégation a été renouvelée avec la même société pour une nouvelle durée de 6 ans, de 2017 à 2023. Le contrat actuel arrive à échéance le 28 février 2023.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

### **I / Etat des lieux et modalités de gestion actuelles**

#### **1/ Les principaux chiffres**

Les caractéristiques structurelles de Végapolis (double piste de qualité, aux vocations complémentaires) et organisationnelles (volonté d'ouverture sur l'année complète, y compris en saison estivale), conjuguées avec une zone de chalandise importante, lui permettent de maintenir un excellent niveau de fréquentation. En configuration optimale (hors restrictions sanitaires) la fréquentation de la patinoire est relativement élevée (autour de 310 000 passages par an), ce qui en fait une des patinoires les plus fréquentées de France.

Sur la durée du contrat, ce sont près de 1,1 millions de visiteurs qui se sont rendus à la patinoire.

Années	2021	2020	2019	2018	2017 10 MOIS
Total	197 286	156 522	307 141	302 300	208 127

Il est à noter une sensible baisse en 2020 en raison de la survenance de la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire mondiale a fortement perturbé l'activité de la patinoire à partir du 17 mars 2020. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 111 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2020 est de seulement 159 jours représentant 43,6 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 254 jours dont 37 % en mode dégradé.

Outre l'ouverture au public qui correspond à près de la moitié des entrées enregistrées, cette patinoire accueille les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, la possibilité d'accueillir d'autres écoles étant laissée ouverte au délégataire. Au total, ce sont près de 250 classes issues de 24 communes qui sont accueillies chaque année au sein de la patinoire.

Cet équipement accueille également les entraînements et les rencontres sportives de sport de haut niveau du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et

Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Cette patinoire est également un lieu d'événements où de multiples animations et manifestations sont organisées chaque année. Dans ce cadre, la patinoire a accueilli les entraînements des athlètes internationaux en préparation pour les championnats du monde de patinage artistique qui se sont déroulés du 21 au 27 mars 2022 à l'Aréna Sud de France.

Concernant les résultats d'exploitation, il apparaît qu'en dehors des périodes impactées par les restrictions sanitaires, l'équipement dégage un résultat positif permettant l'attribution d'un intéressement de la Métropole grâce à un mécanisme prévu dans le contrat de délégation de service public. En outre, le délégataire paye une redevance fixe d'occupation des espaces et une redevance de contrôle.

## **2/ La gestion actuelle de l'équipement**

La gestion de la patinoire Végapolis a été déléguée par voie d'affermage, à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine, pour une durée de 6 ans.

Le périmètre actuel de la DSP comprend l'ensemble du bâtiment (à l'exclusion des zones adjacentes affectés aux commerces « Pizza » et « Tapas »), le parking de proximité, parking de service dont l'accès privatif est soumis à un contrôle d'accès avec barrière.

Les prestations actuelles, objet de la délégation de service public relative à la gestion de la patinoire, sont basées sur deux missions principales :

- Une mission de gestion complète de l'équipement en vue de l'accueil du public, des scolaires et des associations sportives et de l'organisation de manifestations sportives ou artistiques ;
- Une mission de promotion et de commercialisation de l'équipement et une mission de gestion d'activité accessoire (snack).

Le contrat prévoit des contraintes de service publics et notamment des créneaux obligatoires pour les scolaires et les associations.

Le contrat prévoit des niveaux d'investissement et de gros entretien renouvellement à mettre en œuvre pendant la durée du contrat par le délégataire et un suivi étroit de ses dépenses est réalisé par le délégant chaque année au moment de la réalisation du rapport d'activité annuel du délégataire.

## **3/ Le coût du service**

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire de Végapolis exploite l'équipement à ses risques et périls. Il a la charge du recouvrement des impayés et se rémunère par les recettes d'exploitation des biens et équipements mis à sa disposition.

La tarification des prestations de la patinoire se décompose en deux types :

- Les tarifs normaux ;
- Les tarifs pass'Métropole proposant des réductions sur la plupart des produits de la grille.

Conformément au contrat, le délégataire peut proposer chaque année une actualisation tarifaire applicable au 1<sup>er</sup> septembre de l'année, suivant une formule d'indexation plafonnée à 2% maximum par an.

En outre, et notamment en raison des contreparties de service public imposées par le contrat, le délégant verse au délégataire une contribution financière forfaitaire.

Rappel de cette contribution financière pour la période 2017/2022 :

2017 (10 mois)	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (2 mois)
103 428 €	103 324 €	83 310 €	65 450 €	63 789 €	59 398 €	0 €

Cette contribution est versée trimestriellement d'avance.

## **II. Présentation des différents modes de gestion**

Deux modes d'organisation s'offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public et, notamment, un service public industriel et commercial :

- La « gestion publique », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...) ;
- La « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers. Cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales, (articles L. 1411-1 Code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1121-3 Code de la commande publique (CCP)).

## **III. Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés**

### **1/ Les objectifs**

#### **Objectifs de la Métropole pour la patinoire Végapolis :**

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l'action entreprise vers les scolaires pour favoriser l'apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l'équipement en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l'échelle locale du pôle ludique d'Odysseum et à l'échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l'équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l'emploi et de la politique jeunesse, et du développement durable.

### **2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse**

Deux scénarios ont été étudiés :

- A. Le scénario A envisage la gestion en régie de l'équipement, ce qui induit la modification du mode de gestion de la patinoire aujourd'hui gérée en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la Collectivité sur le service. S'agissant d'un service public industriel et commercial, la patinoire devra être gérée au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (article L.1412-1 CGCT) ;
- B. Gestion déléguée en concession de service. Dans cette hypothèse, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même, la délégation de service publique de type « concession de travaux » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs.

## **IV. Analyse comparative des différents modes de gestion**

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP
Adaptabilité	3	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Coût du service	3	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	3	3
TOTAL	20	25

En synthèse, il ressort de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des sept critères définis que le scénario B « DSP » s'avère le plus adapté aux objectifs de la Métropole, pour ce projet en particulier.

Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario permet de faire porter le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur un opérateur expérimenté et qui dispose le plus souvent d'un réseau structuré d'équipement. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public pour la patinoire Végapolis.

## **V. Caractéristiques du futur contrat**

### **1/ Objet du contrat**

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire.

### **2/ Durée du contrat**

La durée du contrat sera de 6 ans et prendra effet au 1<sup>er</sup> mars 2023. Cette durée est justifiée par l'amortissement des investissements qui seront demandés au délégataire.

### **3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public**

#### **Missions :**

Le délégataire assurera la gestion du service public de la patinoire au travers des missions suivantes :

L'exercice des activités suivantes :

- L'accueil du public ;
- L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole) ;
- L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré.

La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :

- La gestion technique, administrative, financière et commerciale ;
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement ;
- L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail (reprise du personnel) ;
- Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur ;
- L'optimisation des consommations de fluides nécessaires au bon fonctionnement de la patinoire.

## **Obligations de service public :**

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- Assurer l'ouverture et la fermeture au public 365 jours par an (sous réserve des évènements) ;
- Accueillir les scolaires et les clubs ;
- Mettre à disposition les personnels et les matériels pédagogiques pour les scolaires ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination des besoins de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Proposer un plan détaillé de maîtrise des consommations en fluides de la patinoire.

## **Investissements :**

Même s'il s'agit d'une concession de service, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégataire à la fin du contrat.

## **Entretien, renouvellement et Gros Entretien et de Renouvellement (GER) :**

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- L'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectées à l'évacuation des déchets ;
- Le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service ;
- L'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installations techniques ;
- L'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, circuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

## **4/ Conditions financières**

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre avec une priorité pour les scolaires ; cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.



Les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

## **5/ Rôle de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice**

La Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- L'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation ;
- Le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt pédagogique, ludique, et sportif de cet équipement pour les visiteurs, en particulier les jeunes et les familles, et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique jeunesse, politique sportive, et politique touristique ;
- Le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service ;
- Le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement ;
- La réalisation effective du Compte d'Exploitation Prévisionnel, en matière de recettes et charges de la délégation.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

Montpellier Méditerranée Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

## **6/ Conditions principales d'exécution du service**

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il sera également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service.

Montpellier Méditerranée Métropole remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à

l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

### **7/ Sort des biens**

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

### **8/ Principales modalités de consultation**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du Code de la Commande Publique.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 17 mai 2022, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 21 avril 2022, ont rendu un avis sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, d'en négocier les conditions précises ;
- D'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence qui conduira à la désignation de l'exploitant de la patinoire Végapolis ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189525-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Vegapolis-rapport-choix-mode-de-gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain lors de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau.

Le Montpellier Rugby Club, double vice-champion de France en 2011 et 2018 et double vainqueur du Challenge européen en 2016 et 2021, évolue au plus haut niveau du championnat de France Top 14 et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au sein du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir, propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole. La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Rugby Club répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club d'espaces, déterminés par convention, au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025. Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2022-2023, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er juillet 2022.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur du complexe sportif ainsi que de certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeux et au sein des bâtiments du stade afin de permettre au club d'assurer l'organisation des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Rugby Club. La convention prévoit également la mise à disposition exclusive de bureaux, de vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et de créneaux d'utilisation du stade d'entraînement.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation. Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du stade d'honneur de rugby est arrêtée à 303 247,00 € HT pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (saison 2022-2023). À cette redevance fixe s'ajoutera une redevance variable établie à la fin de chaque saison sportive en fonction des recettes issues de l'exploitation du stade les jours de match.

Une réflexion étant en cours sur le devenir du complexe sportif Yves-du-Manoir et une éventuelle évolution des modalités de fonctionnement de cet équipement, les parties signataires à cette convention conviennent de se revoir dans les meilleurs délais afin d'évaluer ensemble les conditions de mise en œuvre de la présente convention et d'en modifier les clauses si nécessaires.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188553-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- MHR - AOT 2022-2025 v03.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Réseau des piscines - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient et participe à la diffusion du sport de haut niveau.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, en 2008, puis en 2015, d'autoriser dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques dans les halls d'accueil des piscines (maillots de bain, bonnets de bain, lunettes de nage, etc.). La présente délibération a pour objet de renouveler cette autorisation.

Les douze piscines concernées par la mise à disposition sont les suivantes : Centre Nautique Neptune, piscine Marcel Spilliaert, piscine Jean Taris, piscine Jean Vives, piscine Suzanne Berlioux, piscine Henri Pitot, piscine Amphitrite, piscine Poséidon, piscine Alex Jany, piscine Les Néréides, piscine Christine Caron, et piscine Héraclès.

Une treizième piscine, dont l'ouverture est prévue pour le second semestre 2023, est susceptible d'être ajoutée après la signature de la convention et de faire l'objet d'un avenant, à savoir la piscine de la Motte-Rouge.

L'implantation des appareils se fera dans les zones suivantes situées dans l'enceinte des piscines : entrée principale ou hall d'accueil.

### **Rappel de la procédure :**

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 15 mars 2022 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'occupation est consentie à compter du 20 juillet 2022, pour une durée allant jusqu'au 30 juin 2027. Conformément à la réglementation en vigueur, au terme de la convention aucune prolongation ne sera possible sans qu'une mise en concurrence ne soit préalablement diligentée.

Au titre de l'autorisation délivrée, le bénéficiaire est assujéti au paiement d'une redevance annuelle comportant une part fixe et une part variable.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 22 avril 2022.



Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

**Choix du candidat :**

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société **TOPSEC FRANCE**, représentée par Monsieur Thomas LEFAUCHOUX, agissant en qualité de Global Business Manager, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

**Caractéristiques de la future convention :**

La redevance annuelle proposée par la société TOPSEC FRANCE comprend une part fixe qui s'élève à 1 500,00 € HT, et une part variable correspondant à 12 % du chiffre d'affaires HT généré par l'exploitation des distributeurs par la société.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le choix de la société TOPSEC FRANCE en tant qu'occupant temporaire du domaine public pour l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques d'accessoires aquatiques pour le réseau des piscines métropolitaines ;
- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TOPSEC France ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190434-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT2022RP - Projet de convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Avenant opérationnel n°2 relatif à l'observation touristique - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n° M2021-489 du 28 septembre 2021, un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de l'Hérault, l'Office de Tourisme et des Congrès métropolitain et l'Agence de Développement Touristique « Hérault Tourisme » a été formalisé dans une convention cadre 2021-2023. Les principaux axes de travail concernent :

- La promotion de l'itinérance douce et des activités de pleine nature ;
- Le développement de l'œnotourisme ;
- La valorisation de la culture et du patrimoine ;
- Le renforcement de la qualité d'accueil et l'aide à la transition écologique des activités ;
- La gestion des données touristiques, observation, communication et partage Marketing.

Un premier avenant opérationnel d'application concernant le partage de données relatives à l'offre touristique et de loisirs a été mise en place. Un deuxième avenant opérationnel d'application avec Hérault Tourisme, objet de la présente délibération, est proposé sur deux sujets :

- L'observation de l'offre et l'activité des locations touristiques en plateforme (Airbnb...etc.) ;
- L'observation de la fréquentation touristique.

L'avenant a donc pour objet de :

- Disposer de données relatives à l'activité des locations de vacances commercialisées sur les plateformes Airbnb et Vrbo (Abritel, Homeways...) tant sur l'ensemble du territoire de la Métropole qu'à l'échelle de la commune de Montpellier. La Ville de Montpellier ayant en effet instauré un règlement encadrant les changements d'usage et mis en place un numéro d'enregistrement pour les meublés de tourisme, il est pertinent de disposer d'indicateurs d'observation.

Le dispositif « Airdna » objet de cette convention permettra en temps réel de connaître l'ensemble des logements mis en ligne par les particuliers et de recevoir mensuellement des indicateurs d'offre et de fréquentation, notamment le nombre de logements et de nuits mis en location et réservés, le taux d'occupation et le revenu généré sur le territoire. Ces données concernent tous modes d'hébergement locatifs confondus proposés aux touristes en séjour : logement entier, chambre, yourte...le prix moyen d'une nuit pourra aussi être obtenu.

- Disposer de données relatives à la fréquentation touristique  
Flux Vision est un outil d'estimation de la fréquentation à partir de la téléphonie mobile. Développé par Orange, ADN Tourisme et les Agence Départementales du Tourisme, cette solution permet d'identifier, à partir de la géolocalisation des mobiles, la présence et l'origine des personnes, touristes, excursionnistes et résidents. Le partenariat proposé par Hérault Tourisme permet d'estimer la fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole. Les données fournies permettent de suivre de manière quotidienne, mensuelle et annuelle le volume de nuitées réalisées sur le territoire et d'identifier l'origine détaillée par régions et départements pour les clientèles françaises et par pays pour les clientèles internationales. Hérault Tourisme propose un accès à Visit Data, outil de visualisation de ces données, permettant en outre de suivre la saisonnalité de la fréquentation par marché.

L'accès de Montpellier Méditerranée Métropole à ces données est subordonné au paiement d'une contribution financière annuelle correspondant au coût facturé par les fournisseurs de données à l'ADT Hérault Tourisme pour le territoire de la Métropole. Ces deux prestations représentent un coût annuel de 3 800 € TTC.

L'avenant entrera en vigueur au jour de la signature par la dernière des deux parties et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, date de fin de la convention cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'avenant opérationnel n°2 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189651-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION D'APPLICATION n°2 AIRDNA ET VISITDATA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Avenant 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi Hérault ont noué des partenariats afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire de la Métropole. Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre signée le 06/01/2021 dont les objectifs stratégiques sont de :

- Accompagner les stratégies de croissance et de développement des entreprises implantées sur le territoire de la Métropole et de faciliter les implantations des entreprises exogènes, en proposant des services d'identification des ressources humaines disponibles sur le bassin d'emploi et en proposant un accompagnement des entreprises dans leurs problématiques de recrutement ;
- Mieux connaître l'offre de services de Pôle emploi, l'adapter aux besoins des entreprises de la Métropole et intervenir le plus en amont possible des projets de recrutement ;
- Créer les conditions favorables au rapprochement entre l'offre et la demande locale d'emplois.

Grâce à son partenariat avec Pôle emploi, Montpellier Méditerranée Métropole est en mesure d'accompagner plus fortement les entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur son territoire. Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises de la Collectivité, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle emploi, sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à la formation et au recrutement possibles notamment. Les entreprises qui s'implantent sont accompagnées dans leurs processus de recrutement en activant les outils et partenariats nécessaires, notamment en termes de formations préalables à l'embauche. Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emplois et effectue un suivi post-forum. En tant que signataire du Contrat de Ville, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre des instances de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2022, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

Concernant l'inclusion dans l'emploi par la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés, une convention fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales est également mis en place.

Il est proposé de renouveler ce partenariat, en 2022 avec la poursuite des objectifs opérationnels suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement ;
- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- Organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre d'événementiels dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole notamment autour des filières stratégiques du territoire et secteurs en tension : Rencontres pour l'Emploi, ou autres actions dont l'objectif est de valoriser l'image des métiers / secteurs d'activité ou de rapprocher les entreprises qui recrutent avec des candidats.

- Favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem-Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Participer à la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale" portée par la Métropole, un dispositif d'appui à Maîtrise d'ouvrage relatif à l'application de clauses sociales d'insertion dans les marchés sur le territoire de la collectivité. Les modalités de participation à cette plateforme seront définies dans une convention spécifique ;
- Etudier l'opportunité d'utiliser les données publiques de Pôle emploi en vue de créer des outils/services facilitant la rencontre entre demande et offre d'emplois grâce aux interfaces de programmation applicatives (API) de Pôle emploi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle emploi ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant convention cadre 3M&PE \_ projet.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - Renouvellement de l'adhésion au Groupement d'Intérêt Économique Atout France - Année 2022 - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Économique Atout France est l'opérateur de l'Etat chargé de renforcer le positionnement de la destination France à l'international et d'accompagner le développement de l'offre touristique française. Afin de maintenir la compétitivité de la destination France, quatre grandes missions lui ont été confiées :

- Favoriser le montage de projets d'investissement dans les territoires grâce au programme France Tourisme Ingénierie et piloter différents dispositifs visant à optimiser la satisfaction des voyageurs : classement des hébergements touristiques, immatriculation des opérateurs de voyages, label Vignobles & Découvertes ;
- Créer et mettre à disposition des professionnels du tourisme et des territoires des outils d'observation et de compréhension de la demande touristique afin de leur permettre d'adapter leur offre ;
- Construire en partenariat étroit avec ses partenaires, des actions de marketing et de communication leur permettant de renforcer leur visibilité à l'international (grâce à un réseau de 32 bureaux répartis dans 29 pays) et de s'y développer ;
- Accompagner l'adaptation de l'offre touristique aux nouvelles attentes des visiteurs en matière de développement durable, de nouveaux services et de digitalisation.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, en application de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal. Afin d'exercer ses compétences en matière de stratégie de développement et d'aménagement touristique, il est proposé au Conseil de Métropole de renouveler son adhésion à Atout France. La contribution annuelle demandée est de 6 874,80 € TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Atout France ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190417-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades, depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement à la valorisation de la recherche, de sa protection, sa valorisation et sa promotion en devant actionnaire de la SATT AxLR. Ainsi par délibération n°13283 du 30 septembre 2015 et n°M2018-710 du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé sa prise de participation dans la SATT AxLR devenue effective en février 2019 avec 56 actions et 5 % des parts.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de devenir actionnaire a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie maximale à verser à 1 M€ sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579 et les 500 000 € restant ont été versés conformément à la délibération n°M2020-535.

En 2021, 20 contrats et précontrats d'exploitation ont été signés et 26 start-up ou projets accompagnés, portant leur nombre à 116 depuis 2012. 198 projets ont été détectés durant l'année 2021, projets porteurs de développement de richesses et d'emplois pour le territoire Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la protection de propriété intellectuelle des chercheurs, 84 dossiers ont été évalués dont 61 dossiers ont été instruits et finalement protégés en 2021.

L'article 4.5 du Pacte d'Actionnaire signé par l'ensemble des actionnaires prévoit la possibilité d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune de manière à équilibrer les fonds propres dans de l'atteinte d'un équilibre financier.

Ce principe d'abandon de compte courant a déjà été mis en œuvre en 2017 (4 M€) et 2018 (2,3 M€) avant que Montpellier Méditerranée Métropole devienne actionnaire de la SATT AxLR afin de maintenir les capitaux propres positifs.

Par délibération M2021-294 du 7 juin 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a procédé à un premier abandon de compte courant sous réserve de clause de retour à meilleur fortune de 234 173€.

En date du 15 décembre 2021, le Conseil d'Administration de la SATT AxLR a approuvé le principe d'un nouvel abandon de créance d'un montant total et maximum de 3,5 M€ pour trois associés. Il a été acté par courrier du 21 février 2022 un abandon de créance total de 2 224 000 € correspondant à 112 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole, à un montant identique pour la Région Occitanie et à un montant de 2 000 000 € pour l'EPIC BPI France.

Il est en effet constaté un chiffres d'affaires en évolution et un actif de production immobilisé conséquent,

caractéristique d'une société de recherche et développement, mais aussi un déficit attendu de 2,1 M€ qui en l'état, porterait les capitaux propres négatifs à 1,1 M€.

Afin de ne pas afficher des capitaux propres négatifs, un abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune global de 2 224 K€ est proposé avec effet rétroactif au 31/12/2021, date d'arrêté des comptes. Il permettrait d'afficher ces capitaux propres positifs à 1 135 K€.

La clause de retour à meilleure fortune doit ainsi permettre d'obtenir ultérieurement les remboursements desdites créances abandonnées si l'état de la société venait à s'améliorer.

Une convention fixe le cadre de l'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune.

De son côté, la Région devrait valider ce principe lors de sa prochaine commission permanente mi-juin. Cet abandon reste conditionné sous réserve de la signature de la convention avec la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à cet abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR.

Le montant des sommes versées en compte courant par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SATT AxLR est de 1 371 935€. Le montant des abandons en compte courant sous réserve de retour à meilleure fortune serait de 346 173 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR pour un montant de 112 000 € ;
- D'approuver les termes la convention d'abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- SATT\_AxLR Convention\_abandon\_de\_creance\_3m\_2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

### 1) Attributions de subventions section de fonctionnement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6117	Eurobiomed	000984	Projet	Cellcomp accompagnement d'entreprises de la filière santé	20 000 €
7689	Les Nouvelles Grisettes	001057	Fonctionnement	Soutien à la filière du textile	15 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>35 000 €</b>

### 2) Attributions de subventions section d'investissement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
773	DERBI	001065	Fonctionnement	Pôle de Compétitivité	30 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>30 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, Mme Sylvie ROS-ROUART.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191922-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION 2022 DERBI PROJET.docx
- Projet convention 2022 Eurobiomed Cell Comp.DOC
- Convention 05.2022 3M - Nouvelles Grisettes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Emploi et Entrepreneuriat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive.

A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la création d'entreprises et promouvoir l'apprentissage et les métiers de l'artisanat.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention de fonctionnement suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)	001136	Fonctionnement	Prêts d'honneur	55 000 €
3523	SOCIETE NATIONALE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	000960	Projet	Concours "Un des meilleurs apprentis de France"	3 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>58 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191926-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention hors AAP CDV 10 000\_MISE A JOUR AVRIL22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000\_MISE A JOUR AVRIL22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

## **Hors commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Voir la délibération amendée en annexe.

Fait à Montpellier, le 09/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 9 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Délibération amendée
- 1 - Convention Congrès ADARPEF.docx
- 2 - Convention Conference Tropical Ecology - Agropolis International.docx
- 3 - Convention Qualité de vie - UNAPEI.docx
- 4 - Convention Risques climatiques - UM.docx
- 5 - Convention ISCR - CNRS.docx
- 6 - Convention CJDAY AFTER - CJD.docx
- 7 - Convention SUNNY TECH.docx
- 8 - Convention ICGT - CNRS.docx
- 9 - Convention Worldwide Perspectives - Agropolis International.docx
- 10 - Convention Rencontre OMS Industriels Santé Orale - Fondation UM.docx
- 11 - Convention Biens publics à l'étranger - UM.docx
- 12 - Convention Société Fr de Microbiologie - SFM.docx
- 13 - Convention International Wine and Vine Seminar - UM.docx
- 14 - Convention Médecine Régénératrice - UM.docx
- 15 - Convention Journée FHU REGENHAB - UM.docx
- 16 - Convention Soirée lauréats de la FRM- Fondation Recherche Médicale.docx
- 17 - Convention Conférence Ecotoxicologie microbienne - Fondation Rovaltain.docx
- 18 - Convention BEE HUT - UM.docx
- 19 - Convention Montpellier Diabetes Day - UM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Hérault - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des actions destinées à promouvoir et à consolider le tissu économique des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Dans cet objectif de développement, Montpellier Méditerranée Métropole soutien la création, le développement, l'implantation des entreprises et favorise les synergies au sein de l'écosystème.

L'artisanat est un moteur important du dynamisme économique local et Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat avec les acteurs économiques de ce secteur.

Dans ce cadre et depuis plusieurs années, une convention est signée avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault.

Il est proposé de renouveler ce partenariat pour l'année 2022.

La CAPEB et La Métropole s'engagent sur des axes de coopération communs dont l'objectif global est le développement des bonnes pratiques et le soutien à l'activité artisanale du bâtiment.

Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB travaillent ensemble sur les volets suivants :

- Formation et sensibilisation des artisans à l'Ecoconstruction, la qualité des bâtiments et du confort d'été, aux bonnes pratiques en secteur patrimonial ;
- Participation opérationnelle à la plateforme Renov' Energie ;
- Le numérique dans le bâtiment (matinale de l'artisanat, plateforme numérique 360 travaux) ;
- L'emploi (forum pour l'emploi, promotion et forum des métiers du bâtiment) ;
- L'accessibilité et la mise aux normes dans les établissements recevant du public (label Handibat) ;
- Les déchets professionnels (convention avec VEOLIA pour l'utilisation de la déchetterie professionnelle) ;
- L'accès aux marchés publics (diffusion des appels d'offres auprès de leurs adhérents) et information sur les clauses sociales.

Dans le cadre de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole versera une subvention à la CAPEB selon le tableau suivant :

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
4850	CAPEB	001128	Fonctionnement	Convention de partenariat	10 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>10 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € à la CAPEB, sous réserve de la signature de la convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191948-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat Métropole CAPEB 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Ile-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), arrêté par délibération n°M2022-56 du 22 mars 2022, a identifié la rénovation thermique des logements comme un objectif majeur. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et amplifier les actions qu'elle met en œuvre en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat et notamment des copropriétés qui composent près de 70 % de l'habitat sur son territoire. La Métropole intervient déjà pour la rénovation thermique des copropriétés avec les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH – Plan de Sauvegarde des Cévennes, Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux, ...), la rénovation Bâtiment Basse Consommation (BBC) dans le cadre Ecocités ou encore via le Guichet Unique de la Rénovation Occitanie l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) Montpellier Métropole.

Dans le prolongement de ces actions, le programme national Rénovation des immeubles de Copropriété en France (RECIF+) entend stimuler massivement la demande de rénovation sur le territoire. RECIF+ cible les copropriétés de plus de 10 lots en capacité de mener une rénovation énergétique, c'est-à-dire ayant plus de 25 ans et ne présentant pas de problématique d'impayés majeurs. La Société d'Economie Mixte (SEM) Île-de-France Energies porte ce programme au niveau national dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) prévu à l'article L. 221-7 du Code de l'énergie.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite appuyer la mise en œuvre du programme RECIF+ sur son territoire par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour massifier la demande de rénovation énergétique des copropriétés. Pour ce faire, les actions suivantes seront déployées :

- Une campagne de courriers aux copropriétés ciblées ainsi qu'aux syndicats ;
- Une campagne de communication territoriale ainsi que l'organisation d'événements d'informations ;
- L'animation des professionnels du territoire ;
- Un atelier à destination des élus.

Il est proposé dans ce cadre une convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC, pour permet à ces dernières de bénéficier de ressources méthodologiques et financières pour mettre en œuvre le plan d'action en faveur de la rénovation des copropriétés. Ainsi, la SEM Île-de-France Energies alloue à l'ALEC un budget total de 60 120 € HT dans le cadre du projet RECIF+.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pour sa part, à :

- Faciliter le déploiement des actions sur son territoire pour promouvoir la rénovation énergétique des copropriétés ;
- Donner accès à l'ALEC à une base de données copropriétés ;
- Mettre à disposition ses outils de communication.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC pour mettre en œuvre le plan d'action RECIF+ sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188467-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION\_LOCALE\_TRIPARTITE\_V3\_IDFenergie-3M-ALEC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

# **Solidarités - Construction de 39 logements sociaux à Fabrègues, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Jean de Védas - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Voir la délibération amendée en annexe.

Fait à Montpellier, le 09/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 9 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

## **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Délibération amendée
- Promologis\_Conv\_Subv\_La Colline du Nouau\_Prades le Lez.docx
- Promologis\_Conv\_Subv\_Le Patio d Elia\_Pignan.docx
- Promologis\_Conv\_Subv\_les jardins du pountiou.docx
- Promologis\_Conv\_Subv\_Nérolis\_Pignan.docx
- Promologis\_Conv\_Subv\_Le Patio St Jean de Védas..docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## **Solidarités - Adhésion à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC) - Approbation**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'Association des Responsables de Copropriété (ARC) est une association à but non lucratif qui intervient dans le domaine de la gestion et du fonctionnement des copropriétés privées d'habitation. Ses objectifs sont :

- D'améliorer le fonctionnement global des copropriétés ;
- D'aider les syndics bénévoles à mieux gérer leur immeuble et les conseils syndicaux à jouer pleinement leur rôle dans la gestion et le fonctionnement des copropriétés.

Elle est indépendante des pouvoirs publics et des professionnels de l'immobilier, et ne fonctionne qu'avec les cotisations et services rendus à ses adhérents. L'ARC est une association reconnue par l'Etat comme représentative et force de propositions dans le cadre des discussions pour l'évolution de la réglementation régissant le monde de la copropriété.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'Etat et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le Plan Initiative Copropriétés (PIC) à destination de l'ensemble des copropriétés du quartier de la Mosson et de la copropriété des Cévennes.

L'adhésion à l'association permettra à la Métropole de bénéficier de l'analyse juridique de l'ARC dans un domaine complexe et en perpétuelle évolution, afin de mettre en œuvre la stratégie d'intervention la plus adaptée à chacune des copropriétés du PIC, qui présentent toutes des difficultés plus ou moins importantes en matière de gestion et de fonctionnement. Les analyses de l'ARC seront également utiles pour la mise en œuvre des autres outils opérationnels de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'ensemble du territoire : Observatoire des copropriétés, Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement aux Copropriétés, ...

Le montant annuel de l'adhésion à l'ARC est de 400 €.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Responsables de Copropriété (ARC), pour un montant annuel de 400 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188142-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Gestion active et optimisée de patrimoine - Contrat de location d'un logement situé 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier - Modification de la décision n°2006-46 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la mise en place de la ligne 2 du tramway, la Communauté d'agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, a relogé des locataires évincés à la suite des acquisitions foncières nécessaires.

Par une décision n° 2006-46 du 01 février 2006, un contrat de location a ainsi été conclu avec la famille de Monsieur Mohamed BAHNINI le 26 février 2006 pour un relogement dans un appartement situé au 679 avenue du Près d'Arènes à Montpellier. Cependant, il est apparu une erreur matérielle dans la décision concernant les noms des signataires au contrat. Dans un souci de bonne gestion du contrat de location portant sur ce logement, il est nécessaire de modifier la décision initiale afin d'y préciser que les cosignataires au contrat sont Monsieur BAHNINI Mohamed, Monsieur BAHNINI Ali et Monsieur BAHNINI Abdelaziz.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser la modification de la décision n°2006-46 portant sur la rectification des signataires du contrat de bail ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190248-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'unité Passerelle est une expérimentation prévue pour une durée d'un an. Elle est menée en commun par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accompagner des agents en mobilité contrainte dans leur réussite et rebond professionnels. Passerelle a connu un démarrage effectif le 25 avril 2022 avec l'intégration de 5 premiers agents, sur les 15 agents attendus sur l'année 2022. Cette expérimentation se veut un exemple positif, de la volonté forte des deux collectivités d'œuvrer en faveur de l'inclusion, du vivre ensemble et de l'agir ensemble.

Plus précisément, l'objectif de Passerelle est de proposer de nouvelles perspectives d'avenir professionnel aux agents rencontrant des difficultés de santé (apparition d'invalidité pour raison de santé) et d'avancer avec eux sur des emplois adaptés à leurs capacités et à la performance des deux collectivités. L'unité Passerelle est une solution interne en appui à toutes les directions. Les agents accueillis dans un lieu dédié, accompagnés, formés et managés, travailleront collectivement à la préparation, à la réalisation et au suivi d'activités utiles aux services.

Parce que trouver des solutions pour les agents est une responsabilité collective et partagée, ce nouveau dispositif a été co-construit en étant à l'écoute des besoins et des propositions des différents acteurs internes. Il s'agit notamment de rendre acteur l'agent et mobiliser ses ressources pour contribuer au collectif et travailler à son rebond.

Ce dispositif innovant, pionnier et inclusif a été reconnu comme tel par le ministère de la Transformation et de la Fonction Publique et la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ainsi, l'unité Passerelle a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets innovants et subventionné à hauteur de 27 405 € TTC (10 080 € TTC pour la Ville de Montpellier et 17 325 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole) pour financer des actions de formation.

Dans ce cadre, une convention de versement de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être signée. Cette convention définit les règles de versement de la subvention. La Ville et la Métropole s'engagent à un bilan, comprenant un retour d'expérience, dont l'objectif est la compréhension et l'appropriation des principes de la démarche de transformation entreprise, à la plateforme régionale interministérielle d'appui aux ressources humaines.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190846-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention passerelle.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi du 6 août 2019 modifie la cartographie des instances du dialogue social dans la fonction publique territoriale. En application de cette loi, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 crée les Comités Sociaux Territoriaux (CST) qui ont vocation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à remplacer le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Ledit décret précise en effet qu'un Comité Social Territorial doit être créé à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022 dans les collectivités territoriales employant au moins 50 agents qui doivent disposer d'un CST propre. Celui-ci contiendra une formation spécialisée en hygiène, sécurité et conditions de travail.

### **Le rôle du Comité Social Territorial**

L'article 54 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose que le Comité Social Territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 ;
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 30 novembre 2020 ;
- 7° Les plans de formations prévus à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 ;
- 8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;
- 9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article ;
- 10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;
- 11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du Comité Social Territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

### **La composition du Comité Social Territorial**

Le Comité Social Territorial est présidé par Monsieur le Président ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

Chaque Comité Social Territorial est composé à nombre égal de représentants des élus et de représentants du personnel.

Les représentants de la collectivité sont désignés par Monsieur le Président parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents.

La composition de l'instance est déterminée en fonction du nombre d'agents qui compose le périmètre de l'instance.

A ce titre, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 sert à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au Comité Social Territorial conformément au barème défini à l'article 4 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Compte tenu que les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2022 comptent 2 473 agents, le nombre de représentants titulaires doit être ainsi compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Pour rappel, le Comité Technique est actuellement composé de 12 membres titulaires représentants du personnel et de 12 membres suppléants représentants du personnel.

Le CHSCT est quant à lui composé de 10 membres titulaires représentants du personnel et de 10 membres suppléants représentants du personnel.

### **Les élections des représentants du personnel**

Les élections professionnelles auront lieu le 8 décembre 2022.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants du Comité Social Territorial sont élus au scrutin de liste.

La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

La part respective de femmes et d'hommes composant l'effectif doit être déterminée au plus tard six mois avant la date du scrutin. Ces effectifs sont appréciés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

En l'espèce, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 est de 1 153 femmes (46.62%) et 1 320 hommes (53.38%).

Les organisations syndicales de la Métropole ont été consultées le 22 mars 2022 et le 05 avril 2022 sur les propositions ci-dessous.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De composer le Comité Social Territorial de treize représentants titulaires du personnel et treize représentants suppléants du personnel ;
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui

des représentants titulaires et suppléants du personnel pour le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée ;

- De procéder au recueil, par le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité en complément de l'expression de l'avis des représentants du personnel ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191619-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Conventions de services communs - Création - Modification des services communs - Autorisation de signature**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir le service commun de **la Direction des Relations institutionnelles et de l'Évènementiel** créé par délibération n°V2021-135 du Conseil municipal en date du 12 avril 2021 et n° M2021-197 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021. Ce service commun regroupe les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité évènementielles des deux collectivités. La mutualisation des ces fonctions permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités. Elle permettra également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales.

Il convient enfin de créer un service commun **Service Administratif et Financier du Cabinet** qui regroupe les fonctions administratives et financières de la Direction de la communication et de la Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel dans un objectif de rationalité de moyens et d'efficacité.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de création d'un service commun Service Administratif et Financier du cabinet ;
- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service commune de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189962-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
- Service Administratif et Financier du Cabinet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Métropole : l'accueil de stagiaires étudiants (en moyenne 470 étudiants chaque année) et celui des apprentis.

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Métropole en 2006 dans les métiers de l'informatique. La Métropole contribue à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle avec une moyenne annuelle de 7 apprentis, dont 1 en situation de handicap.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchés par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Métropole s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.).
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement.
- Identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale.
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La Métropole compte actuellement 11 apprentis au sein de ses services. Il est proposé de conclure 16 nouveaux contrats d'apprentissage, afin de renouveler pour une année supplémentaire 9 apprentis en cours de formation et d'accueillir 7 nouveaux apprentis. Au total, la Métropole participera à la formation de 18 apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, développement économique, agriculture et écologie, commande publique...

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De conclure seize contrats d'apprentissage conformément au tableau présenté en annexe ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192111-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE Apprentis Conseil 220531.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### **I- Créations de postes :**

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

### **III- Transformations de postes**

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

### **IV- Ouvertures de postes aux contractuels :**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, de la mise en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux contractuels citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190408-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE 1 Créations Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 2 MEC Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 3 Transformations Conseil 220531.pdf
- ANNEXE 4 Ouvertures Conseil 220531.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER



## Ressources - Lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A COMPTER DU 1<sup>er</sup> janvier 2022, les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, concernant la formation des élus locaux, sont entrées en vigueur. Les objectifs poursuivis par ces nouvelles dispositions sont la formation d'un plus grand nombre d'élus, l'amélioration de la qualité de l'offre proposée et de l'articulation entre les différents dispositifs de formation (Compte Personnel de Formation (CPF), Droit Individuel à la Formation des Elus (DIFE) et formations financées par la collectivité), ainsi que la rationalisation des dépenses des collectivités en la matière en favorisant les économies d'échelle.

Les communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre se voient offrir, en ce sens, deux options alternatives. Celles-ci, issues de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021, ratifiée le 17 juin 2021, et codifiées à l'article L.2123-14-1 du Code général des collectivités territoriales, sont les suivantes :

- Les communes peuvent opter pour le transfert du droit à la formation de leurs élus au niveau intercommunal ;
- Elles peuvent également choisir de développer au niveau intercommunal des outils communs visant à favoriser ce droit à la formation.

Dans la mesure où les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole n'ont pas choisi de lui transférer la gestion de l'exercice du droit à la formation de leurs élus, la Métropole doit délibérer sur « *l'opportunité de proposer des outils communs visant à développer la formation liée à l'exercice du mandat des élus des communes membres prévue à l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales* ». Les dispositifs envisagés devront être précisés dans cette délibération, et peuvent notamment comprendre l'élaboration d'un plan de formation, les règles permettant d'en assurer le suivi, le financement des actions de formation (celui-pouvant être partagé entre la commune membre, la Métropole et le DIFE) et l'évaluation.

Dans la perspective de l'éventuelle mise en œuvre de dispositifs communs, il est souhaitable de conduire une étude préalable permettant premièrement de recueillir, le cas échéant, les souhaits des communes membres à ce sujet. Deuxièmement, il s'agit de pouvoir évaluer en amont les ressources nécessaires à la mise en place d'outils communs. Enfin, l'étude s'intéressera également aux dispositifs développés par d'autres EPCI, et notamment des métropoles. Lorsque cette étude aura été menée à son terme, elle constituera un support permettant au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'éventuelle mise en place d'outils communs de formation en faveur des élus des communes membres.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement d'une étude sur l'opportunité de développer des outils de formation communs aux élus des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-192323-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Ressources - Composition des commissions métropolitaines - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Le tableau figurant en annexe est modifié en ce sens.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189755-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau des commissions 31.05.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
  - 2° De l'approbation du compte administratif ;
  - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
  - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
  - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
  - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
  - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, de modifier ou ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- clarification du **point 1.13** sur les autorisations d'occupation du domaine public, intégration des conventions d'occupation du domaine public conclues suites à procédure de sélection préalable ou appel à manifestation d'intérêt concurrent, lorsqu'il y a une exploitation économique, et restructuration de ce point en reprenant les deux derniers alinéas dans deux **points numérotés 1.14 et 1.15**, sans changement de rédaction ;
- modifier le **point 3.4** pour intégrer les adhésions aux organismes lorsque le montant de la cotisation est inférieur à 10 000 € annuels ;
- compléter le **point 3.8** pour y ajouter les candidatures à des appels à projet ;
- supprimer le **point 3.11** ajouter les tarifs relatifs à la Cité des Arts, ces tarifs intégrant prochainement la délibération générale sur les tarifs ;
- compléter le **point 4.5** pour y ajouter le transfert de maîtrise d'ouvrage prévu par le code de la voirie routière ;
- amender le **point 6.5** sur la nature de l'engagement à la charge de la Métropole dans le cadre des protocoles transactionnels.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

### 1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non

reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;

**1.5** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.6** approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

**1.7** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.8** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

**1.9** autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**1.10** autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;

**1.11** autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;

**1.12** déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;

**1.13** autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) :

- à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- à titre payant lorsqu'il s'agit d'une occupation de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique ;

**1.14** autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

**1.15** autoriser la résiliation ou la non reconduction des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

## 2. Urbanisme

**2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.3** autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;

**2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.5** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

**2.6** approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

**2.7** autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

## 3. Finances

**3.1** procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

**3.2** créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la



signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

**3.4** autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle déjà est membre ;

le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**3.5** attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

**3.6** attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**3.7** accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

**3.8** approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;

**3.9** accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;

**3.10** attribuer individuellement les subventions, et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole.

#### 4. Commande publique

**4.1** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

**4.2** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.3** prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

**4.4** approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.5** autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique et L. 115-2 du code de la voirie routière ;

**4.6** autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

**4.7** approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

#### 5. Personnel – élus

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

**5.2** adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

**5.3** adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

**5.4** autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents



communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

**5.5** accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

**5.6.** Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

## 6. Contentieux

**6.1** intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**6.2** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

**6.3** indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

**6.4** autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

**6.5** hors les marchés publics dont la situation est réglée à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €, que cette somme soit directe ou indirecte (consentement à une baisse de recettes, engagement de travaux, notamment).

## 7. Divers

**7.1** autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

**7.2** adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

**7.3** autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

**7.4** autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

*En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

**7.5** autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

**7.6** autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

**7.7** autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

**7.8** établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, que les lots soient de nature numéraire ou non ;

**7.9** autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT, ainsi que le lancement des appels à projets pour résidences artistiques donnant lieu à des bourses de création pour les artistes retenus.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:**

- D'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- De déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- De dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190009-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Montpellier Danse	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i> <b>Mme Valérie CLEMENT</b>
Opéra Orchestre National de Montpellier	Remplacement de M. Yves LARBIOU <i>1 personnalité qualifiée</i> <b>M. Bernard FOUCHY</b>
Société de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan	<i>1 titulaire</i> <b>M. Michaël DELAFOSSE</b>

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-186887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1<sup>ère</sup> phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2<sup>e</sup> phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au Contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Le réseau de transport urbain de la Métropole de Montpellier a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les impacts de cette crise sont multiples pour les exploitants : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes et des compensations tarifaires ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée. La crise liée à la Covid-19 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte conduisant à une nouvelle perte globale significative pour le subdéléataire, il est proposé la signature d'un avenant n°6 au contrat de DSP afin de prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En

effet, le subdélégataire a subi une nouvelle baisse de 32% de son chiffre d'affaires par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900K€ ; par ailleurs son déficit d'exploitation est estimé à près de 600K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€.

Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Il est précisé à cet effet que le subdélégataire conserve une part de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

Les impacts de la crise sanitaire relatifs au contrat de DSP liant directement le délégataire TaM et la Métropole de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice et actionnaire majoritaire de TaM, seront appréciés, évalués, et proposés, le cas échéant, dans un autre cadre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'avenant n°6 au contrat de DSP des transports publics urbains et son annexe modifiée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-193425A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 6 DSP transport.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOLU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€, dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46.02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9%) et d'actionnaires privés (45%).

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

### **Contexte**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats de la Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Métropole et la Ville de Montpellier, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL), par délibérations respectives du 28 juillet et 21 septembre 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TAM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leurs exécutions, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

## **Les principales modalités statutaires de la SPL TaM**

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

- **Dénomination**

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

- **Capital social**

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités territoriales.

- **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, sous réserve de la délibération relative à la prise de participation de la Ville :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
<b>TOTAL</b>	<b>34 288</b>	<b>4 286 000</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté aux représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration, dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

- **Objet social**

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de stationnement multimodal ou monomodal,..) ;
- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

- **Désignations**

La Métropole et la Ville ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, en juillet et septembre 2021. Le CA de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une AGE en vue d'approuver les statuts modifiés. Il convient au préalable d'autoriser Laurent NISON, représentant de la Métropole au sein de l'AG de TaM, à voter en faveur de ces modifications.

Le nouveau CA de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour la Métropole et 2 pour la Ville. L'un des représentants de la Métropole au CA siègera également à l'AG. Il convient de désigner les représentants de la Métropole.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Julie FRECHE (AG + CA)**
- **Mathilde BORNE (CA)**
- **Clara GIMENEZ (CA)**
- **Coralie MANTION (CA)**
- **Jean-Pierre RICO (CA)**

Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de la SAEML TaM, Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner cinq représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191438-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe Delib Projet Statuts SPL TaM v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de Transdev, du Crédit Agricole du Languedoc et de la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elle détient 46.02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au sein du conseil d'administration de la société dont le poste de présidence de la société.

La Métropole de Montpellier est actionnaire principal (46.02%) aux côtés de la Ville de Montpellier (9.10%), comme aux côtés d'un collège d'actionnaires privés représentant 44.88% du capital (dont notamment Transdev pour 19.99% soit 6 854 actions, la Caisse Régionale du Crédit Agricole pour 1.75% soit 600 actions et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour 1.17% soit 400 actions).

La SAEML TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et création d'un CFA depuis juin 2018.

Dans le cadre des modifications importantes à venir telles que, d'une part, la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les métropolitains et, d'autre part, les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

Cette transformation ne touche pas à la nature de la société qui reste une société anonyme ; toutefois l'actionnariat est entièrement public et la structure ne peut agir que pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire. Il est proposé dans un premier temps de constituer cette société avec les 2 actionnaires que sont la Métropole de Montpellier au regard de sa compétence mobilité, et la Ville de Montpellier au regard de sa compétence stationnement sur voirie.

Le principe de transformation de la SAEML TaM en SPL a été approuvé par délibération M2021-314 en date du 28 juillet 2021, avec un objectif de finalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette transformation nécessite une évolution de la composition du capital social par le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL.

Il est proposé que la composition de la future SPL s'opère, à compter de la date future d'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de TaM approuvant la transformation en SPL, selon la répartition suivante : le capital sera détenu à hauteur de 69% par Montpellier Méditerranée Métropole et 31% par la Ville de Montpellier.

A ce titre :

- Montpellier Méditerranée Métropole procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
  - o Transdev (6 854 actions) ;
  - o Crédit Agricole du Languedoc (600 actions) ;
  - o Chambre de Commerce et d'Industrie (400 actions) ;

Le nombre de parts de Montpellier Méditerranée Métropole sera ainsi porté de 15 778 actions à 23 632 actions (soit 69% du capital de la SPL) ;

- La Ville de Montpellier procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
  - o Caisse des Dépôts et Consignation (3 928 actions) ;
  - o Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (2 400 actions) ;
  - o Banque Populaire du Sud (1 200 actions) ;



- o Chambre des Métiers de l'Hérault (5 actions) et
  - o Association Consommation Logement et Cadre de Vie (1 action) ;
- Le nombre de parts de la Ville de Montpellier sera ainsi porté de 3 122 actions à 10 656 actions (soit 31% du capital de la SPL).

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont ainsi rapprochées des autres actionnaires de la SAEML TaM pour définir les modalités de cession de leurs actions.

Un audit d'évaluation externe a été réalisé courant octobre 2021 afin d'approcher une valeur négociée pour l'ensemble des partenaires historiques. La méthode d'évaluation retenue est basée sur la situation financière de TaM, selon l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2021, soit une valeur de société de 6,5 millions d'euros pour une valeur de 190€ par action.

Il est ainsi proposé au Conseil de procéder au rachat des :

- 6 854 actions de Transdev à 190 € par action soit 1 302 260 €
- 400 actions de la CCI à 190 € par action soit 76 000 €
- 600 actions du Crédit Agricole du Languedoc à 190 € par action soit 114 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi se porter acquéreur des 7 854 actions des trois actionnaires privés cités ci-dessus, à la valeur négociée de 190 € par action, soit un montant global de 1 492 260 €.

Le Conseil d'Administration de TaM a par ailleurs agréé la cession des parts des actionnaires à Montpellier Méditerranée Métropole sous réserve de l'approbation de la transformation de la société en SPL en Assemblée Générale Extraordinaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'acquisition des parts de la société Transdev dans la société TaM pour 1 302 260 € soit 6 854 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts du Crédit Agricole du Languedoc dans la société TaM pour 114 000 € soit 600 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Chambre des Commerce et de l'Industrie dans la société TaM pour 76 000 € soit 400 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- De porter le nombre de parts détenus par Montpellier Méditerranée Métropole dans la société TaM, à hauteur de 23 632 actions à compter de la date future de l'assemblée générale extraordinaire approuvant la transformation de la SAEML TaM en SPL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191439-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOLU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Ressources - Rapport d'activité 2021 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT. Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Jean-François AUDRIN, 15<sup>ème</sup> Vice-Président, délégué à l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine.

Par délibération n°M2020-327 en date du 12 octobre 2020, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
  - o Mylène FOURCADE ;
  - o Zohra DIRHOUSI ;
  - o William ARS ;
  - o René REVOL ;
  - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
  - o Séverine SAINT-MARTIN ;
  - o Lionel LOPEZ remplacé par Bernard MODOT par délibération en date du 23/11/2021 ;
  - o Céline PINTARD ;
  - o Bruno PATERNOT ;
  - o Christian ASSAF.

Les services publics et les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" ;
- Parcs de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats).

Par délibération n°M2020-161 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission.

L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCC s'est réunie le 21 septembre 2021, le 11 octobre 2021, le 14 octobre 2021 et le 22 novembre 2021, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 21/09/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;

Séance du 11/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean Montpellier ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation Ametyst ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 14/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;

Séance du 22/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2020 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les contrats de DSP ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui est présidée par Madame Michelle CASSAR et composée paritairement d'élus du Conseil de Métropole et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20220531-189700-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP) ou de classement d'un réseau de chaleur ou de froid, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce. La CCSPL, prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par la représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désignée par arrêté, Madame Michelle CASSAR, 14<sup>ème</sup> Vice-Présidente, déléguée au développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole. Elle succède à Monsieur Renaud CALVAT par arrêté de délégation en date du 13 octobre 2021.

Par délibération n°M2020-237 en date du 15 septembre 2020, n°M2021-505 en date du 28 septembre 2021, n°M2021-579 en date du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
  - o Jean-François AUDRIN ;
  - o Patricia WEBER ;
  - o Brigitte DEVOISSELLE ;
  - o Max LEVITA ;
  - o Régine ILLAIRE, en remplacement de Mme CASSAR devenue Présidente de la CCSPL ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
  - o Jacques MARTINIER ;
  - o Julien MIRO ;
  - o Florence AUBY ;
  - o Catherine RIBOT ;
  - o Mathilde BORNE ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
  - o CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) ;
  - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
  - o Mosson Coulée Verte ;
  - o FNE LR (France Nature Environnement Languedoc-Roussillon), en remplacement de l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE) ;
  - o Vélocité Grand Montpellier.

Les services publics et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;



- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parc de stationnement "Antigone" ;
- Parc de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats)
- Service public de l'eau potable (Régie des Eaux) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;
- RPQS collecte et traitement des déchets.

Par délibération n°M2020-162 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion), de Montpellier Méditerranée Métropole (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCSPL s'est réunie les 19 mars 2021, 26 mai 2021, 15 septembre 2021, 26 octobre 2021, 29 octobre 2021 et 25 novembre 2021 pour traiter les dossiers suivants :

#### Séance du 19/03/2021 :

Lors de cette séance, la CCSPL a été consultée pour la sortie d'un membre du collège des associations, l'association Languedoc Roussillon Nature Environnement (LRNE), conformément au règlement intérieur, compte tenu de l'inactivité de celle-ci. La commission a donné un avis favorable à cette sortie.

La CCSPL a également été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion du Parc Gérard-Bruyère. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

#### Séance du 26/05/2021 :

- ✓ RPQS Collecte et traitement des déchets ménagers au titre de l'année 2020 ;

#### Séance du 15/09/2021 :

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ RPQS Assainissement au titre de l'année 2020 ;
- ✓ RPQS Eau potable et eau brute au titre de l'année 2020 ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie des Eaux au titre de l'année 2020 ;

#### Séance du 26/10/2021 :

A partir de cette séance, la CCSPL a été présidée selon nouvel arrêté par Madame Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Services publics de transports urbains ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;

Séance du 29/10/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Planet Ocean ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation AMETYST ;

Séance du 25/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats).

Lors de cette séance, la CCSPL a également émis un avis sur la création de la future Régie du service public de l'assainissement, ainsi que sur la création du futur classement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF). La commission a donné un avis favorable à ces deux créations.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des rapports annuels des délégataires comme des RPQS relatifs à l'exercice 2020.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui est présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN et composée d'élus du Conseil de Métropole, pour l'examen des comptes 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20220531-189665-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOLU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire (RAD) de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets est établi annuellement, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1er juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2021 a été réceptionné le 14 avril 2022, conformément aux dispositions contractuelles, et fera l'objet :

- D'une communication ultérieure au Conseil de Métropole par délibération au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

### **Les principaux faits marquants de l'exercice 2021 sont les suivants :**

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

L'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA est actuellement en cours d'élaboration, avec pour objectif son adoption à la mi-2022.

S'agissant des coûts d'élimination des refus, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu fin 2019 et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public. Ces contrats ont généré des 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « *Zéro Déchet* » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Amétyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) devront intégrer les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi développer une feuille de route Zéro Déchet impactant directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

L'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « circulaire ». La Métropole, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets. Parallèlement, les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont été significativement renforcés fin 2021 notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie zéro déchet.

La programmation pluriannuelle des investissements de Montpellier Méditerranée Métropole avec 151 M€ d'ici 2026 pour mieux préserver son environnement, dont 45 M€ pour la stratégie Zéro déchet, traduit déjà cette ambition en fléchant les crédits nécessaires.

#### La continuité du service pendant l'épisode de Covid-19

Le service public de gestion des déchets ménagers constitue un des piliers de l'hygiène et de la salubrité publique. Le maintien de sa capacité à garantir les niveaux de service nominaux a été la préoccupation permanente du Pôle DCE. En dehors d'une courte période de fermeture des déchèteries lors du premier confinement du printemps 2020, les services de collecte et traitement des déchets ménagers n'ont jamais été interrompus lors de la pandémie.

## **Concernant la prévention des déchets**

La loi Transition Energétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Economie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1er programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. Complémentairement, il convient de noter que les efforts en matière de sensibilisation et d'information des usagers ont permis en 2021 à la Métropole d'obtenir des performances de valorisation des déchets d'équipement électriques et électroniques supérieures à la moyenne nationale des collectivités urbaines.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMR et des DMA, Montpellier Méditerranée Métropole a acté en 2021 le lancement de son 2ème programme de prévention des déchets avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés, en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets en cours d'élaboration au niveau de la Métropole.

Pour mener à bien ce programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants.

À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur 5 thématiques :

- Déchets des commerces ;
- Animation et sensibilisation de tous les publics ;
- Compostage ;
- Réemploi ;
- Préparation d'un appel à projets « Éco-consommation ».

Des fiches actions ont été élaborées et le PLPDMA sera finalisé et approuvé à la mi-2022.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les réflexions dans le cadre de la loi « Agec » qui dispose que « les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés » et ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables ». En 2021, la Métropole a mené les réflexions sur une première expérimentation de « Zone de Réemploi » au sein de la déchèterie de Baillargues/Castries : ce nouvel espace verra le jour au printemps 2022. Dans le cadre de sa politique zéro déchet, la Métropole s'engage dans une démarche d'évaluation et de labellisation d'économie circulaire ambitieuse, reconnue et soutenue par l'ADEME. Elle a œuvré notamment dès fin 2021 au développement de plusieurs ressourceries sur son territoire.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2021, l'on peut citer en particulier :

- 2 000 composteurs individuels supplémentaires distribués et 74 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés gratuitement. Plus de 300 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur, de composteur en bois ou de poules. Par ailleurs, la Métropole s'est rapprochée des Conseils de quartier et des associations locales pour mettre en place et co-gérer des composteurs de quartier, à l'instar de celui des Grisettes mis en place à l'été 2017. 9 nouveaux sites ont ainsi été installés en 2021 ;

- Des animations et des formations sur le compostage ont également été organisées, en partenariat avec l'association Compostons : inaugurations de sites, webinaires sur le compostage de quartier, soirée des référents composteurs, formations guides et référents de site ;
- Le lancement d'un appel à projet « réduction des déchets ménagers assimilés » avec une enveloppe de 100 000€ qui a permis de soutenir 7 associations dont les projets s'inscrivent dans la stratégie Zéro Déchet de la Métropole ;
- La promotion du réemploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;
- A l'occasion de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets du 20 au 28 novembre, et dans le cadre de sa politique zéro déchet, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé des animations de sensibilisation à la réduction des déchets et des solutions à mettre en œuvre au quotidien pour y parvenir :
  - 25 animations scolaires sur le compostage et la réduction des déchets assurés par l'association APIEU dans des écoles de tout le territoire ;
  - 45 écoles du territoire ont participé à la collecte de jouets au profit d'Emmaüs ;
  - 2 collectes solidaires organisées à la Métropole de Montpellier et à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
  - des animations lors des matchs de handball (Montpellier / Elverum et Montpellier / Nîmes) afin de sensibiliser au tri et à la réduction des déchets dans le monde du sport, en partenariat avec le Club MHB ;
  - Ouverture des visites du centre de tri DEMETER au grand public. Ce dispositif sera poursuivi pendant les vacances scolaires en 2022 ;

Dans un souci de développer l'éco-exemplarité de ses agents, un quizz interne sur la thématique de la réduction des déchets à destination des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS a été organisé. Les gagnants ont remporté un kit zéro déchet composé d'éléments achetés chez des commerçants du centre-ville de Montpellier.

Une distribution de 2 800 tasses a également été organisée pour les agents de la Métropole afin de limiter l'utilisation des gobelets aux machines à café et promouvoir le zéro déchet

### **Concernant la collecte et le tri des déchets**

La simplification des consignes de tri :

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner l'augmentation des volumes de tri, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Enfin, 76 colonnes d'apport volontaire ont été installées sur le domaine public dans les secteurs où les volumes de tri en bacs restaient insuffisants réparties comme suit :

- 17 colonnes enterrées (9 verre, 6 Tri Sélectif, 2 Ordures Ménagères) ;
- 59 colonnes aériennes (35 verre, 24 Tri Sélectif).



La modernisation du centre de tri a également rendu obsolètes les collectes sélectives du papier blanc mises en place dans certaines entreprises et établissements publics, le nouveau centre de tri permettant une valorisation plus poussée des gisements papiers collectés en mélange. Ainsi, la collecte des papiers blancs a été interrompue au mois de mai, les bénéficiaires étant invités à se reporter sur le bac de tri jaune.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1er janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2021 la totalité des 130 371 tonnes de déchets résiduels (128 480 tonnes) et bio déchets (1 891 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère hausse par rapport à 2020 (+2,8%), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement pour élimination.

L'unité AMETYST a également accueilli 8 115 tonnes de déchets tiers, stable par rapport à 2020 mais en forte baisse par rapport à 2019 du fait de l'interruption des apports en provenance de l'unité Néoval de Salindres.

Le procédé « d'ultracriblage » mis en œuvre dans le cadre du nouveau contrat de délégation de service public démarré au 1er janvier 2015 a permis de produire 39 303 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 030 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées. La production d'énergie s'est établie à 35 316 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (34 385 en 2020). À terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes dont la réalisation est en cours de finalisation seront alimentés depuis AMETYST.

Il convient de noter que dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les matières fertilisantes et les supports de culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des matières fertilisantes et des supports de cultures (MFSC) ainsi que les impacts économiques sur les filières.

En l'état les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus au regard du process déployé sur l'unité Ametyst, aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR et obligerait à leur stockage en ISDnD, d'autant que les délais d'application envisagée ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles. Par ailleurs, les travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation débuté mi-2019 ont été achevés fin 2020.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait

l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2021 une forte amélioration du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 423 602 € contre 1 175 161 € en 2020.

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés, sous réserve des conclusions du rapport du CAC sur les comptes annuels 2021 en attente de transmission à ce jour.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 005 K€ en hausse de 2 % par rapport à 2020, dont 18,4 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparaît en hausse de + 715 K€.

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 13,4 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de +292 K€ soit +2 % par rapport à 2020. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « redevance transport » d'un montant de 2,4 M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « refus » forfaitaire initiale.

Quatre principaux postes expliquent la hausse du chiffres d'affaires général :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€ soit +4%, notamment liée à la hausse du volume des Biodéchets Tiers ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la reprise des cours sur le marché ;
- Enfin, les recettes issues du compost augmentent de +38 K€, la valorisation s'élevant à 58 K€ en 2021.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2021, la facturation des déchets tiers est de 124 435 €, elle s'élevait à 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 480 K€ en hausse de +1 % par rapport à 2020. Les charges fixes sont de 7 448 K€ en 2021, en baisse de -5 %, et s'élevaient à 7 830 K€ en 2020 et à 7 892 K€ en 2019. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2020, soit

4 422 K€ (contre 4 292 K€ en 2020).

L'entretien et le renouvellement des équipements a représenté 2,3 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,2 M€ s'affiche en baisse par rapport aux exercices précédents (- 342 K€ soit -10 %), et représente 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire diminuent de -132 K€ soit -22 %, notamment du fait du renfort exceptionnel de personnel en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

Les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont diminué de -238 K€ (-7%) après avoir fortement progressé en 2020 avec un montant de 3,4 M€.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site seront conduits au 1er semestre 2022.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables. 28 562 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2021. Il convient toutefois de noter que l'extension des consignes de tri s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat est partagé par un certain nombre de collectivités qui se sont engagées dans l'extension des consignes de tri. Afin d'améliorer la situation, l'éco-organisme Citeo, propose aux territoires volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri (ECT) : le Plan Boost ECT qui consiste à accompagner la collectivité à la mise en place d'un programme de mesures pour optimiser ses performances de tri et la valorisation de ses déchets en déployant de nouvelles actions de communication et de sensibilisation pour créer une redynamisation des bons gestes autour des bacs/sacs/PAV jaunes, et intensifiant la mise en place de nouveaux équipement de collecte pour permettre aux usagers d'avoir des moyens à disposition pour trier leurs emballages et papiers. Ce plan sera élaboré au 1er semestre 2022 avec CITEO pour une mise en œuvre dans l'année à suivre.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2021 elle a traité 16 767 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du

territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

Par ailleurs, dans le cadre de la refonte du process d'exploitation et de gestion des flux sur la plateforme de Grammont, il est apparu opportun de confier la gestion de la plateforme de Grammont à des opérateurs privés qui gèrent de multiples plateformes sur lesquelles ils sont en mesure de mutualiser et d'amortir des engins mobiles capables d'intervenir pour des campagnes ponctuelles. Complémentairement, pour gérer les pics de production saisonniers du printemps et de l'automne, une surface de réserve supplémentaire, hors du site de Grammont lui-même, pourrait être mise à disposition pour assurer un stockage tampon et éviter l'engorgement de la plateforme de Grammont, permettant d'assurer la continuité de l'accueil des entreprises privées d'espaces verts clients. La consultation correspondante a été lancée à l'été 2021 pour un transfert de l'exploitation début 2022.

5 225 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

### **L'unité de valorisation énergétique Ocréal**

Le marché conclu avec la société OCREAL et les obligations relatives à la délégation de service public transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » sont arrivés à échéance au 30 juin 2019. Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil.

### **Actions de communication**

L'accent a été mis sur la participation des habitants aux différentes actions de tri et de prévention des déchets au travers notamment des opérations de communication, de l'installation des composteurs de quartiers, d'animations scolaires...

Ainsi, les éco-messagers ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations dont le World Clean Up Day, la Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et auprès des foyers de la Métropole avec des sensibilisations en porte-à-porte en résidence. Ils ont par ailleurs accompagné 100 opérations de collecte mobile tout au long de l'année 2021 (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) et contribué activement à la réussite du démarrage des composteurs collectifs.

En juin dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé sa toute première édition du défi « Familles Zéro Déchet ». Pour cette première édition, 30 familles habitantes de la zone pilote Zéro Déchet ont été sélectionnées. L'association Montpellier Zéro Déchet a assuré la coordination et l'animation du défi en suivant les familles du mois de juin à fin décembre pour les aider à réduire leurs déchets. Tout au long du défi, les familles participantes ont été accompagnées dans la démarche zéro déchet afin de découvrir des solutions et adopter un mode de consommation plus responsable

De septembre à novembre 2021, une opération de communication engageante a été réalisée sur 3 zones d'habitat collectif (Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et le quartier des Grisettes à Montpellier). 2 053 foyers ont été sensibilisés au tri et à la réduction des déchets et se sont engagés à réaliser un nouveau geste de tri ou de réduction de leurs déchets.

Un marché d'animations scolaires a été lancé sur les 33 écoles de la zone pilote (29 sur les 10 communes et 4 sur Montpellier) sur l'année scolaire 2021/2022. Ces animations scolaires sont assurées par l'association APIEU et ont pour objectifs principaux d'éveiller la conscience « éco-citoyenne » du jeune public des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'initier ces élèves à de nouveaux gestes de réduction des déchets (notamment au tri et au compostage).

### **Information et prise en charge des demandes des usagers**

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2021, 26 592 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 22 435 formulaires ont été enregistrés en 2021, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 49 027 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.

### **En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

<b>Ordures Ménagères et Assimilées</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	132 380
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	31 994
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 914

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Déchèteries	78 822
Encombrants collectés en porte à porte	8 698

Soit un total de 262 708 tonnes collectées en 2021, soit 528 kg par habitant, ratio en légère augmentation par rapport à 2020 (521 kg/hab), en raison principalement d'une forte augmentation des encombrants et matériaux collectés dans les déchèteries.

### **Les principales données financières :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2021 s'élève, hors amortissement, à 4 786 005 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 78 021 915 € TTC.

**Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :**

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 23,55 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,75 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,02 M€ TTC ;

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 14,82 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 19,62 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 4,57 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,50 M€ TTC ;
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,07 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,27 M€ TTC ;
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 2,29 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 85,27 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,87 M€ de recettes, dont 4,52 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,35 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 3,77 M€ en 2021.

Les diverses recettes de gestion courante ont généré 0,29 M€

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 17 mai 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191142-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2022\_3M\_rpqs\_dechets\_exercice2021\_BD-3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER



## **Hors commission - Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 22 mars 2022**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2022 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 22 mars 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-194186-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Procès-verbal Conseil 22.03.22 et synthèse des décisions présentée en séance du 22.03.22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.